



HAL
open science

L'intégration urbain-rural : nouveaux modèles de développement territorial en France et en Argentine

Luciano Copello

► **To cite this version:**

Luciano Copello. L'intégration urbain-rural : nouveaux modèles de développement territorial en France et en Argentine. Géographie. Université Clermont Auvergne; Universidad nacional de La Plata, 2024. Français. NNT : 2024UCFA0058 . tel-04844801

HAL Id: tel-04844801

<https://theses.hal.science/tel-04844801v1>

Submitted on 18 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Clermont Auvergne

École doctorale Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales (LLSHS)

UMR Territoires - INRAE

L'intégration urbain-rural : nouveaux modèles de développement territorial en France et en Argentine

Présentée et soutenue publiquement le 12 juillet 2024
pour l'obtention du titre de Docteur en Géographie

par

Luciano COPELLO

Membres du Jury

Hélène MAINET	UCA-UMR Territoires	Présidente
Claire DELFOSSE	ULL-UFR Temps et Territoires	Rapporteuse
François TAULELLE	UT-UMR LISST	Rapporteur
Marion CHARBONNEAU	UPPA-UMR TREE	Examinatrice
Marc PIRAUX	CIRAD-UMR TETIS	Examineur
Christophe ALBALADEJO	INRAE-Univ. La Plata	Co-Directeur
Sylvie LARDON	INRAE-UMR Territoires	Co-Directrice
Susana SASSONE	CONICET	Co-Directrice
Marie HOUDART	INRAE-UMR Territoires	Encadrante
Lise LALANNE	Régie de Territoires des 2 Rives	Invitée

Résumé

Cette thèse explore les dynamiques entre l'urbain et le rural à travers le prisme de la géographie sociale. Elle met l'accent sur les représentations spatiales des acteurs dans le cadre de projets de territoires. Une analyse historique comparée des relations ville-campagne en France et en Argentine identifie trois étapes historiques communes : l'installation, l'accélération et les conséquences de la modernisation et du développement territorial, en se concentrant sur les petites et moyennes villes ainsi que sur les espaces ruraux. La diversité de cadres conceptuels permettant d'étudier les relations urbain-rural sont examinés, pour adopter finalement une approche territoriale. Les méthodologies de la chorématique et de la prospective territoriale sont utilisées pour identifier les représentations spatiales des acteurs locaux, dans des dispositifs de recherche-action conduits en France et en Argentine. Deux terrains de thèse, l'Ecopôle et Tandil, sont analysés en détail, mettant en lumière les tensions entre modèles de production et de consommation, ainsi que les initiatives institutionnelles et les stratégies de gestion territoriale innovantes. La thèse prend du recul pour examiner les résultats empiriques, la méthodologie utilisée et l'expérience de recherche dans les contextes nationaux respectifs, proposant des perspectives pour approfondir l'approche comparative. En conclusion, l'intégration urbain-rural est confirmée comme une approche pertinente pour envisager l'avenir des territoires, avec une co-élaboration d'une vision partagée avec les acteurs locaux pour coordonner l'action locale et imaginer un avenir interconnecté des territoires.

Mots clés : relations urbain-rural, prospective, représentation spatiale, projet de territoire, France, Argentine.

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont participé et, d'une manière ou d'une autre, contribué aux projets réalisés dans le cadre de cette thèse. Ce parcours a été jalonné de très belles rencontres, pour lesquelles je suis infiniment reconnaissant.

En premier lieu, je remercie mes quatre directeurs de thèse. En France, Sylvie Lardon et Marie Houdart, qui m'ont accompagné tout au long de cette aventure, partageant leurs conseils, leur expérience pratique et leurs précieuses connaissances. Les moments de partage en dehors de la thèse sont nombreux et resteront gravés dans ma mémoire. En Argentine, Christophe Albaladejo et Susana Sassone, qui ont enrichi ma compréhension conceptuelle avec un regard critique et constructif d'une qualité exceptionnelle. À vous quatre, je suis profondément reconnaissant pour votre qualité humaine, votre accompagnement, vos conseils avisés, votre écoute attentive et votre sensibilité particulière, qui ont créé un cadre de confiance faisant de ces trois ans et demi une expérience véritablement gratifiante.

Je remercie également Lise Lalanne et Marcela Petrantonio de m'avoir accueilli au sein de leurs structures, intégré à leurs équipes, fait confiance, et pour leurs précieux conseils et les moments agréables partagés.

Un grand merci à l'ensemble des personnes et équipes de la Régie de Territoire pour leur bienveillance et les moments de partage très agréables, ainsi qu'aux équipes du Secrétariat de Développement Productif et Relations Internationales pour leur collaboration et les moments chaleureux vécus.

Je suis reconnaissant envers le projet Ecopôle et ses acteurs pour les temps d'échange et les contributions à ce travail. Un grand merci aussi à l'INTA, en particulier l'équipe d'extension, l'UNICEN et l'équipe du CESAL. Merci aux délégués municipaux et à l'ensemble des habitants et acteurs des villages ruraux pour leur participation et leur accueil chaleureux lors de nos visites.

Merci aux collègues, chercheurs, doctorants et personnel de l'UMR Territoires pour les moments partagés et les échanges enrichissants. Je remercie également les chercheurs et enseignants d'AgriTERRI, en particulier ceux qui ont participé aux dispositifs mis en place. Un merci aux collègues de Highlands avec qui j'ai passé de très bons moments. Je suis reconnaissant envers les étudiants de PLIDER, d'ACTERRA et de l'UNICEN pour leur enthousiasme et leur précieuse contribution aux activités proposées.

Merci à toutes les personnes rencontrées au fil de ces années, avec qui j'ai partagé de merveilleux moments. Même si je ne peux pas tous vous citer ici, je vous exprimerai ma gratitude en personne au fil du temps.

Je remercie mes amis de toujours, qui, malgré la distance, sont restés présents, ainsi que les nouvelles rencontres faites en France et au cours de ces trois années de thèse. Un merci particulier à ma famille pour leur soutien, leur compréhension et leur patience face à la distance, notamment à mes parents, les deux piliers de ma vie.

Enfin, je tiens à remercier la Pachamama, symbole d'union et de respect de la vie.

Sommaire

Liste de figures	10
Liste des tableaux	12
Liste des annexes	12
Liste des sigles et abréviations	13

Introduction générale

1. Ma présentation	16
2. Mon terrain de thèse	17
3. Une problématique à trois niveaux	18
3.1. A l'interface entre la géographie sociale et rurale	18
<i>Dimensions du problème</i>	19
<i>Des choix épistémologiques inhérents à la pensée géographique</i>	20
3.2. L'évolution des rapports urbain-rural au niveau national au cours de trois périodes : le prisme du développement territorial	23
<i>Interactions urbain-rural en Argentine : trajectoires historiques et enjeux contemporains</i>	23
<i>Évolution des rapports urbain-rural en France : une analyse historique en trois périodes</i>	23
<i>Des relations urbain-rural en France et en Argentine : processus, différences et perspectives</i>	24
3.3. Des modèles conceptuels pour l'intégration urbain-rural	25
4. La démarche entreprise	25
4.1. Mise en place de la démarche en France	26
4.2. Mise en place de la démarche en Argentine	26
5. Plan du manuscrit	27

Chapitre 1 - Appréhender les dynamiques territoriales via les représentations spatiales des relations urbain-rural

1. Nouvelle forme de la dimension humaine dans la discipline : émergence de la géographie sociale et apports critiques	29
1.1. Apparition de courants de pensée de la géographie : débats et apports critiques	29
1.1.1. Du déterminisme au possibilisme, nouvelle perspective de la dimension humaine	30
1.1.2. La naissance d'une science de l'espace humanisé servie par le développement des approches quantitatives	31
1.1.3. Les nouvelles orientations données par les approches critiques et radicales	34
1.1.4. De la géographie des représentations à la nouvelle géographie	35
1.2. Les 'branches' de la géographie humaine	36

1.2.1.	La géographie culturelle	36
1.2.2.	La géographie économique	37
1.2.3.	La géographie de la population	38
1.2.4.	La géographie sociale	39
1.2.5.	La Géographie rurale	41
1.3.	Apports et concepts de la géographie rurale	41
1.3.1.	L'apparition de la géographie rurale comme élargissement d'une géographie agraire	42
1.3.2.	Le fait rural : un enjeu en relation avec l'urbain	42
1.3.3.	Intégration de la ruralité dans la géographie française	43
1.3.4.	Géographie rurale en Amérique Latine	45
1.4.	La géographie sociale : une diversité de propositions pour analyser et accompagner les dynamiques spatiales	46
1.4.1.	Concepts clés et objets de recherche de la géographie	47
1.4.2.	Les méthodes pour rendre compte des représentations spatiales	50
1.5.	Conclusion du chapitre 1 : un projet à l'interface entre géographie sociale et rurale	58

Chapitre 2 - Evolution des relations ville-campagne au prisme du développement territorial en France et en Argentine

2.	Des rapports ville-campagne : déconnexion imminente ou renforcement des liens ?	60
2.1.	Problématisation des relations ville-campagne : processus à contre sens ?	60
2.1.1.	Evolution des rapports localisés en France et en Argentine	61
2.2.	Avant 1950 : Globalisation, incorporation de technologies, croissance des populations urbaines et développement de l'industrie et des services : les préludes de la modernisation.	63
2.2.1.	L'évolution de la 'société rurale' face à la concentration : de la France rurale à la France urbaine	63
2.2.2.	Colonisation et émergence de l'Etat National Argentin : la conquête d'espace ruraux orchestrée à partir de la ville	65
2.3.	Période de modernisation accélérée (1950-2000) : mise en avant de la croissance et du progrès, l'expansion du capitalisme dans l'agriculture argentine	71
2.3.1.	Le déclin rural au profit des villes industrielles en France	71
2.3.2.	Déclin rural et modernisation agricole en Argentine	76
2.3.3.	Une approche comparée France-Argentine sur des 'processus communs' de développement et d'aménagement du territoire	78
2.4.	Changement de siècle et la remontée de modèles alternatifs : un besoin de reconnecter l'urbain et le rural s'affirme.	80
2.4.1.	Envisager le changement du système alimentaire ?	80
2.4.2.	Favoriser le potentiel d'innovation sociale des campagnes européennes	84
2.4.3.	Faire face aux transitions vers des nouveaux modèles	85

2.4.4. Les Objectifs de Développement Durable.....	86
2.5. Conclusion du chapitre 2 : le besoin de reconnexion urbain-rural.....	87

Chapitre 3 - Diversité et évolution des modèles conceptuels pour instruire la question des relations urbain-rural

3. D'une vision dichotomique aux approches plus intégrées et complexes	89
3.1. Des modèles 'pionniers' d'interaction spatiale rendant compte des interactions ville-campagne...	89
3.2. Des modèles pour saisir les interactions urbain-rural, au-delà des relations ville-campagne	91
3.2.1. Un continuum urbain rural dépassant la dichotomie ville-campagne	91
3.2.2. Des cadres du développement influençant la conception des relations urbain-rural..	93
3.2.3. Des modèles 'ville-centré'	95
3.3. Les conceptions contemporaines des relations urbain-rural : vers l'intégration	101
3.3.1. Les approches par les 'systèmes' territoriaux	102
3.3.2. La théorie des pactes territoriaux	103
3.3.3. Les approches territoriales intégrées.....	105
3.4. Conclusion : vers un cadre d'analyse de l'intégration urbain-rural.....	110
3.4.1. Regarder le territoire et ses dynamiques.....	111
3.4.2. Regarder le projet de territoire	112

Chapitre 4 - Une méthode pour analyser la déconnexion urbain-rural

4. Méthodologie : Produire et accompagner une vision partagée des dynamiques, des enjeux et des actions pour l'intégration urbain-rural	113
4.1. Une démarche de recherche-action : diagnostics territoriaux et suivi d'actions sur le terrain	113
4.1.1. Le paradigme de la recherche-action.....	114
4.1.2. La posture du jeune chercheur impliqué dans l'action	118
4.2. Le Jeu de Territoire : un ensemble d'outils conceptuels organisés dans un itinéraire méthodologique pour le développement territorial.....	123
4.2.1. Principes généraux du Jeu de Territoire.....	123
4.3. Des opportunités de terrain : consolidation d'une thèse partagée entre la France et l'Argentine .	130
4.3.1. L'acquisition d'une expérience à travers des Jeux de Territoire dans d'autres terrains... ..	130
4.3.2. L'opportunité d'un terrain de thèse favorable à la recherche-action.....	131
4.3.3. Le deuxième terrain de thèse en Argentine : le choix de Tandil parmi trois villes intermédiaires	132
4.3.4. Un troisième terrain de thèse potentiel pour un changement d'échelle : la ville de Thiers	133
4.3.5. Des projets de recherche et opportunités de coopération internationale.....	134
4.4. Itinéraire méthodologique de la thèse et description des terrains de recherche.....	136

4.4.1.	Itinéraire méthodologique de la démarche en général entre la France et l'Argentine	137
4.4.1.	Une structure méthodologique commune.....	138
4.4.2.	Le territoire de l'Ecopôle à Clermont-Ferrand, Puy de Dôme, Auvergne, France.....	139
4.4.3.	Le territoire de Tandil dans la région Pampéenne, Buenos Aires, Argentine	143
4.4.4.	Les dispositifs de 'recherche-formation-action', des apprentissages réciproques.....	146
4.5.	Le projet de l'Ecopôle du Val d'Allier	152
4.5.1.	Réalisation d'une prospective participative à l'échelle du système alimentaire local	152
4.5.2.	Participation à la rédaction du 'Schéma Directeur' pour les 10 ans à venir de l'Ecopôle.	153
4.5.3.	Temps de restitution et livrables rendus aux acteurs de l'Ecopôle	155
4.5.4.	L'Atelier de Prospective et Résilience (APR) avec le CISCA	156
4.5.5.	Suivi du Projet Alimentaire Territorial et participation au 'collectif de chercheur'	156
4.5.6.	De l'accompagnement d'acteurs.....	157
4.6.	La démarche du Jeu de Territoire à Tandil	157
4.6.1.	Itinéraire méthodologique de la prospective territoriale participative à l'échelle du district de Tandil.....	158
4.6.2.	Des protocoles scientifiques pour provoquer des interactions urbain-rural à Tandil	161
4.7.	Conclusion du chapitre 4 : une démarche scientifique traversée par l'action	176

Chapitre 5 - Un modèle de transition écologique et de synergie urbain-rural, le cas de l'Ecopôle du Val d'Allier

5.	Ecopôle : un projet de territoire 'charnière' entre urbain et le rural.....	177
5.1.	Les territoires d'insertion de l'Ecopôle	177
5.1.1.	Un espace métropolitain structurant autour de Clermont-Ferrand	177
5.1.2.	Le Grand Clermont un espace urbain-rural très divers	179
5.1.3.	Le scénario 'au fil de l'eau' du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Grand Clermont	180
5.1.4.	La configuration socio-spatiale de l'agglomération clermontoise	181
5.1.5.	Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez	182
5.2.	Coexistence de modèles alimentaires et agricoles sur le territoire de l'Ecopôle.....	183
5.2.1.	Un territoire marqué par les enjeux agricoles de la France	184
5.2.2.	Le territoire s'empare de la question alimentaire depuis 2017.....	185
5.2.3.	Les acteurs de l'urbain ciblent les espaces agricoles en proximité.....	187
5.2.4.	Des forces externes s'exercent sur le système alimentaire du territoire clermontois	189
5.2.5.	Un 'écosystème alimentaire' autour de l'Ecopôle	189

5.2.6.	D'autres projets de territoire favorables à l'intégration urbain-rural.....	194
5.3.	Une action collective ancrée sur son territoire : l'Ecopôle du Val d'Allier	196
5.3.1.	Evolution du site Ecopôle et émergence d'un projet de territoire	196
5.3.2.	La multiple appartenance urbain-rural des acteurs du projet de l'Ecopôle.....	198
5.3.3.	Le défi de cohabitation et de multiples usages urbain-rural d'un site partagé	209
5.3.4.	Des flux et échanges entre espaces urbain et ruraux à plusieurs échelles	214
5.4.	Conclusion du chapitre 5 : un projet de territoire qui intègre l'urbain et le rural	223

Chapitre 6 - Un modèle de développement territorial innovant, le cas de Tandil

6.	Tandil : des villages en 'mode projet' dans le district de Tandil	224
6.1.	Le district de Tandil dans la région pampéenne	224
6.1.1.	Tandil, une ville intermédiaire.....	225
6.1.2.	Tandil et sa position privilégiée dans un 'système urbain tripolaire'.....	226
6.1.3.	Gestion associée impulsée entre la Municipalité et l'Université	227
6.1.4.	Des dynamiques urbain-rural à Tandil, au-delà des contraintes héritées	228
6.1.5.	Malgré un contexte historique défavorable, les villages ruraux de Tandil relancent leurs projets.....	229
6.1.6.	Projets à l'interface urbain-rural	232
6.2.	Les enjeux du territoire de Tandil	234
6.2.1.	Des actions collectives pour intégrer l'urbain-rural dans le district de Tandil.....	234
6.2.2.	Des projets similaires, un renforcement de liens et des nouvelles dynamiques	238
6.2.3.	Vers une vision partagée des enjeux pour Tandil	239
6.2.4.	Une action coordonnée entre la ville et les villages.....	243
6.2.5.	Un territoire qui n'échappe pas aux controverses des 'modèles'	245
6.2.6.	Quel est la place de l'enjeu agricole ?	247
6.2.7.	Le 'regard urbain' du développement territorial : planification urbaine et 'interventions' sur le territoire.	251
6.2.8.	Une ouverture à l'international : gestion associée et réseaux de villes.....	253
6.3.	Des actions collectives déclenchées : les ciments d'un réseau des villages ruraux	255
6.3.1.	Des lieux de l'intégration urbain-rural : l'émergence de projets de territoire ancrés sur les villages ruraux de Tandil.	255
6.3.2.	L'émergence d'un projet structuré autour du réseau d'acteurs d'Azucena.....	265
6.3.3.	La Kermesse Rurale, un événement innovateur réalisé dans la ville de Tandil	272
6.3.4.	Le village 'relais' de Gardey	273
6.4.	Conclusions du chapitre 6 : un modèle de développement intégrée	275

Chapitre 7 - Discussions et Conclusion. Freins et leviers à l'intégration urbain-rural : apports empiriques, limites et perspectives de l'approche territoriale

7. Comprendre et agir pour l'intégration urbain-rural du territoire	276
7.1. Des apports empiriques dans leur contexte socio-politique local.....	276
7.1.1. L'Ecopôle un objet symbolique des transformations 'souhaitées' pour l'ensemble des territoires.....	277
7.1.2. Des villages-projet à Tandil.....	282
7.1.3. Le potentiel de l'apport réciproque par les regards croisés France-Argentine	286
7.2. De la méthode scientifique en recherche-action.....	288
7.2.1. La démarche du Jeu de Territoire, une recherche engagée dans l'action commanditée .	288
7.2.2. Le partage de terrains de recherche scientifique et des liens à l'action.....	293
7.3. Généralisation des interactions urbain-rural	296
7.3.1. Les multiples dimensions des interactions urbain-rural	296
7.3.2. Exode et retours : diversification de modes de vie	297
7.3.3. Des alternatives pour conceptualiser le développement	298
7.3.4. La portée générale des projets de territoires.....	299
7.4. Conclusion : un retour à la géographie sociale	300

Bibliographie 301

Annexes 322

Liste de figures

Figure 1 : Tableau chorématique des sept modèles graphiques élémentaires. Source : Lardon, 2007.	129
Figure 2 : Ligne de temps des six jeux de territoire réalisés avant la thèse. Elaboration propre.	131
Figure 3 : Itinéraire Méthodologique général de la thèse. Elaboration propre.	138
Figure 4 : Structure méthodologique de la thèse. Elaboration propre.	139
Figure 5 : Carte de localisation de l'Ecopôle du Val d'Allier. Elaboration propre avec QGIS.	140
Figure 6 : Carte de l'Ecopôle réalisée par le SEAT du Val d'Allier.	141
Figure 7 : Carte du district de Tandil et position de villages ruraux. Elaboration propre avec QGIS. .	144
Figure 8 : Localisation des six villages ruraux dans le district de Tandil. Elaboration propre.	145
Figure 9 : Flyer du séminaire 'dialogues entre chercheurs et acteurs'. Elaboration propre.	149
Figure 10 : Calendrier de la semaine PLIDER à Gardey mars 2023. Réalisation collective AgriteRRIs.	150
Figure 11 : Itinéraire méthodologique de la prospective à Tandil. Elaboration propre.	158
Figure 12 : Les protocoles scientifiques de chaque village du district de Tandil. Elaboration propre.	159
Figure 13 : Fond de carte pour l'atelier du jeu de territoire en ville. Elaboration propre.	168
Figure 14 : Exemple de répartition autour de la table. Elaboration propre.	169
Figure 15 : Chorème-outil pour analyser les échelles. Elaboration propre.	171
Figure 16 : Post-its avec chorèmes résultant de l'analyse d'enjeux des tables. Photo : Luciano Copello.	172
Figure 17 : Premier aperçu des enjeux organisés par l'équipe de recherche. Photo : Luciano Copello.	173
Figure 18 : Actions placées (en 3D) sur le schéma d'enjeux. Photo : Luciano Copello.	174
Figure 19 : Modèle de relations entre agriculture et ville à Clermont-Ferrand (Lardon 2015).	181
Figure 20 : Modèles d'interaction urbain-rural autour de Clermont-Ferrand. Auteur : Sylvie Lardon et al. (2020).	182
Figure 21 : Le périmètre du PAT est constitué du Pays du Grand-Clermont et du PNR Livradois-Forez Source : PNR Livradois-Forez (2017).	182
Figure 22 : Des agriculteurs manifestent avec leurs tracteurs à Clermont-Ferrand. Photos : Luciano Copello. Date : mars 2021.	185
Figure 23 : Schéma des six objectifs du PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez (PAT, 2024).	186
Figure 24 : Schéma de la gouvernance du PAT. Source : PAT, 2021.	187
Figure 25 : Cartographie participative élaborée lors de l'atelier 'circuits des aliments' de l'APR du CISCA.	189
Figure 26 : Carte de diagnostic élaborée par les acteurs de la table 3 lors du jeu de territoire (ACTERRA, 2021).	190
Figure 27 : Carte de scénario élaborée par les acteurs de la table 3 lors du jeu de territoire (ACTERRA, 2021).	192
Figure 28 : Schéma d'enjeux pour le territoire (ACTERRA et al., 2021).	193
Figure 29 : Le pendant et l'après de l'exploitation sur le site Ecopôle Photos : https://ecopolevaldallier.fr/ et Luciano Copello. Date : 2021.	201
Figure 30 : Historique qui positionne l'entrée des acteurs dans le projet Ecopôle. Support élaboré par le SEAT du Val d'Allier, présenté lors du COPIL 2021.	203
Figure 31 : Chantier 'briques en terre crue', un travail en équipe entre la Régie et Rural Combo. Date : 2021. Photo : Luciano Copello.	205
Figure 32 : Évolution du réseau d'acteurs clés. Elaboration propre.	207

Figure 33 : Schéma des usages sur l'Ecopôle (ACTERRA et al., 2021)	210
Figure 34 : Axes d'actions thématiques à l'Ecopôle, Source : AMO, 2020.....	211
Figure 35 : De la réglementation affichée sur le site de l'Ecopôle. Date : 2022. Photo : Luciano Copello.....	216
Figure 36 : Projection dans le futur des échelles de résonance de l'Ecopôle. ACTERRA (2021).....	217
Figure 37 : Carte des Espaces Naturels Sensibles du Puy-de-Dôme. Source : Bouchardy (2021).....	219
Figure 38 : Chorème des interactions spatiales entre l'urbain et le rural. Elaboration propre.	221
Figure 39 : Représentation de la coexistence d'usages et du rayonnement vers l'extérieur de l'Ecopôle. (ACTERRA et al., 2021).....	222
Figure 40 : Carte de l'aire d'influence du centre régional tripolaire 'Azul-Olavarría-Tandil' (Sassone 1981).....	226
Figure 41 : Frise chronologique réalisée en 2022 par les acteurs de De La Canal, village rural de Tandil. (Copello et al., 2023)	232
Figure 42 : Schéma d'enjeux pour le projet à Cerro Leones et La Movediza. Réalisation : Luciano Copello. Date : 2023.	234
Figure 43 : Carte prospective produite par les acteurs de la 'table 1' lors du jeu de territoire à Tandil. (Copello et al., 2023)	235
Figure 44 : Schéma systémique des enjeux pour le district de Tandil. (Copello et al., 2023).....	239
Figure 45 : Enjeux spatialisés ; icônes créées par l'équipe de recherche inspirés des dessins des acteurs. (Copello et al., 2023).....	241
Figure 46. Schéma des actions, produit en séance directe à la fin de l'atelier prospectif en ville. (Copello et al., 2023)	243
Figure 47 : Stands de la Mairie de Tandil et de la Kermesse Rurale à l'ExpoTan 50 ans. Photo : Luciano Copello. Date : 2022.	248
Figure 48 : Les affiches des activités impulsées par la mairie en 2022/2023 exposées dans le Secrétariat de Développement Productif et Relations Internationales. Photo : Luciano Copello (2022)	252
Figure 49 : Schéma des différents dispositifs et programmes liés au secteur du 'tourisme' à Tandil. Photo : Luciano Copello. Date : 2022.	253
Figure 50 : Fresque créée sur place et peinte par des artistes locaux à partir des idées issues de l'atelier de Vela. Photo : Luciano Copello. Date : 2022.	256
Figure 51 : Frise chronologique des lignes d'actions pour l'intégration urbain-rural à Tandil. Réalisation : Luciano Copello.....	257
Figure 52 : Affiche de la première édition de la « Kermesse Rurale Itinérante » à Fulton, Tandil. Source : Maire de Tandil. Date : 2023.....	260
Figure 53 : Carte 'Turismo Rural Tandil' réalisée par la Direction de Tourisme. Source www.tandil.tur.ar	264
Figure 54 : Schéma des interactions entre acteurs urbains et ruraux à Tandil. Elaboration propre. .	268
Figure 55 : Flyers d'activités organisées par la SFA en partenariat avec les institutions locales et la ville : a. présentation du livre – b. séminaire au sujet du 'bicentenaire de la ville' – c. marché de producteurs Source : Sociedad de Fomento Azucena. Date : 2022.	269
Figure 56 : Schéma des événements festifs : un axe d'activités qui renforce les liens urbain-rural. Elaboration propre. Photos Kermesse Rurale : Luciano Copello.....	272
Figure 57 : Chorèmes de Gardey (Copello et al., 2023) a. liens Tandil-Gardey-Vela b. liens Tandil-Gardey-Ruralités dispersées c. dynamiques à Gardey	274

Liste des tableaux

Tableau 1 : Guide d'observation pour les ateliers. Réalisation propre	163
Tableau 2 : Derrotero de l'atelier à Desvío Aguirre. Elaboration de l'équipe de recherche.	165

Liste des annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien Ecopôle	322
Annexe 2 : Liste de documents consultés	324
Annexe 3 : Programme 'Séminaire chercheurs-acteurs' en Août 2022 à Tandil	326
Annexe 4 : Poster Ecopôle des '2° rencontres nationales et congrès scientifique 'Périurbains vers le consensus 2-2022'	327
Annexe 5 : Instructions pour la coordination du jeu de territoire Tandil 2022	328
Annexe 6 : Flyers des événements coorganisés avec la mairie de Tandil	330
Annexe 7 : Plaquette 4 pages synthèse de la Prospective Territoriale Participative à Tandil (2022) .	331
Annexe 8 : Les 21 actions proposées à Tandil.....	332
Annexe 9 : Guide d'entretien Tandil utilisé lors de la Kermesse Rurale, versions 'habitants' et 'producteurs'	334
Annexe 10 : Flyers des ateliers dans les villages à Tandil.....	336
Annexe 11 : Calendrier de la mission Tandil 2022	339
Annexe 12 : Note de présentation en tant que chercheur à Tandil.....	340
Annexe 13 : Schéma de Tandil utilisé lors des temps de formations des étudiants UNICEN	341
Annexe 14 : Chorème de synthèse et schéma d'enjeux réalisés à Vela (2020)	342
Annexe 15 : Synthèse des enjeux pour le territoire de l'Ecopôle	343
Annexe 16 : Détail des perspectives du jeu de territoire à l'Ecopôle	344
Annexe 17 : Appropriation de la commande par les étudiants ACTERRA : définition du territoire et de la question centrale.....	346
Annexe 18 : détail de ma participation au projet de l'Ecopôle	350
Annexe 19 : invitation formelle au jeu de territoire Tandil 2022.....	354
Annexe 20 : fiches des villages - prospective Tandil	355
Annexe 21 : Réglementation du groupe Kermesse Rurale pour les événements (fait avec les agents de la mairie) et plan d'aménagement des tables à l'intérieur de la 'grande tente'	359
Annexe 22 : Recensement des initiatives/dispositifs, acteurs rencontrés et premières dynamiques territoriales identifiés pendant le terrain exploratoire de 15 jours à Tandil en 2021.	361

Liste des sigles et abréviations

Afsaa : Agence française de sécurité sanitaire et alimentaire

Anses : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Efsa : Autorité européenne de sécurité des aliments

ACT : Action, transitions et territoires

MS ACTERRA : Mastère Spécialisé « Action publique pour le développement durable des territoires et de l'agriculture »

AFR : Association des Ruralistes Français

AgriteRRIs : Activité AGRicole, TERRitoires et Systèmes agroalimentaires localisés

AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

AMO : Assistant à maîtrise d'ouvrage

ANR : Apport Non Remboursable

AOC : appellation d'origine contrôlée

AOP : appellation d'origine protégée

APR : Atelier de Prospective et Résilience

ASRDLF : Association de Science Régionale de Langue Française

AuRA : région Auvergne Rhône-Alpes

CACG : Compagnie d'Aménagement de Coteaux de Gascogne

CAPE : contrat d'appui au projet d'entreprise

CEPAL : Comisión Económica para América Latina y el Caribe

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CISCA : Centre d'Innovation Sociale de Clermont-Auvergne

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

CONICET : Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas

COFIL : Comité de pilotage

DIACT : Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

DECLIC : Développement d'Espaces de Coopération Libre pour L'Intelligence Collective

ECOS : Évaluation-orientation de la COopération Scientifique

ENS : Espace Naturel Sensible

ENSIL : Espace Naturel Sensible d'Intérêt Local

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

F.A.E. : ferme agro-écologique expérimentale

FAL : Forum Alimentaire Local

FCAyF : Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales, La Plata, Argentine

FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

GC : Grand Clermont

GloFoodS : Global Food Security

GOS : Grands Objectifs Scientifiques

HACCP : Hazard Analysis Critical Control Point

IADT : Institut d'Auvergne Rhône-Alpes du Développement des Territoires

IDEX/I-Site : Initiative d'excellence 'Science-Innovation-Territoires-Economie'

IGU CSRS : Commission for the Sustainability of Rural Systems of the International Geographical Union

IM : Itinéraire Méthodologique

INRA : Institut National de la Recherche Agronomique

INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

INTA : Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria, Institut National de Technologie Agricole

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

LEADER : Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale

LPO : Ligue de Protection des Oiseaux

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

MEGC : Modèles d'Equilibre Général Calculés

MERCOSUR : Marché Commun du Sud

ODD : Objectif de Développement Durable

PAC : politique agricole commune

PAT : Projet Alimentaire Territorial

PETR : Pôle d'Equilibre Territorial Rural

PLIDER : Procesos Locales de Innovación y Desarrollo Rural

PLU : Plan Local d'urbanisme

PLU : Plan Local d'urbanisme intercommunal

PNRLF : Parc naturel régional Livradois-Forez

PTCE : Pôle Territorial de Coopération Economique

PREFALC : *Programme* régional France Amérique latine Caraïbes

R&D : recherche et Développement

RSE : Responsabilité Social d'Entreprise (RSE)

SAD : Sciences pour l'Action et le Développement

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAU : Superficie Agricole Utile

SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif

ScOT : Schéma de cohérence territoriale

SEAT : Syndicat d'Études et d'Aménagement Touristique

SFA : Sociedad de Fomento d'Azucena

SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance

TZCLD : Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée

UCA : Université Clermont Auvergne

UMR : Unité Mixte de Recherche

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNLP : Universidad Nacional de La Plata, Argentine

UNMdP : Universidad Nacional de Mar del Plata, Argentine

UNS : Universidad del Sur, Argentine

UFPA : Université Fédérale du Pará, Brésil

UNICEN : Université du Centre, Argentine

Introduction générale

La thèse se situe dans le champ de la géographie sociale, explorant les relations entre l'urbain et le rural à travers l'analyse des projets de territoire. En s'appuyant sur les recherches du Réseau de Recherche International AgriteRRIs (10 institutions universitaires et de recherche¹ de France, du Brésil et d'Argentine), cette recherche se concentre spécifiquement sur les territoires des petites et moyennes villes. L'objectif principal de la thèse réside dans la compréhension des représentations spatiales des acteurs territoriaux, ainsi que dans la manière dont ces représentations façonnent et intègrent les dynamiques urbain-rural dans leurs initiatives pour le développement territorial.

Fort d'une expérience concrète au sein de projets de territoire visant à renforcer les liens entre l'urbain et le rural, je me suis engagé activement dans l'organisation d'une prospective territoriale participative en collaboration avec des chercheurs et acteurs locaux. Ces initiatives ont pour vocation de proposer des actions concertées pour le développement intégré des zones urbaines et rurales dans des contextes spécifiques.

La thèse propose la reconnaissance de la complexité des modes de vie et des préférences au sein des espaces urbains et ruraux. Plutôt que de les opposer, nous considérons ces environnements comme complémentaires, offrant chacun des avantages à différents types de personnes. Cette approche reconnaît la diversité des expériences individuelles, tout en soulignant l'importance des politiques et d'initiatives qui favorisent une intégration entre les deux types d'espace.

Mon parcours en tant qu'agronome a influencé ma perspective et ma capacité d'analyser des espaces ruraux. La présente thèse en géographie vient enrichir cette approche en partant en revanche des dimensions sociales et humaines, offrant ainsi une vision holistique des enjeux territoriaux contemporains. Cette thèse s'inscrit en géographie sociale. Elle est consacrée à l'étude des interactions urbain-rural à travers des initiatives des acteurs qui relèvent de projets de territoire. La principale approche qui est mobilisée correspond à la modélisation des relations urbain-rural.

Un portrait des expériences du vécu pour cette thèse se dessine à travers les images capturées lors des ateliers participatifs et des moments de rencontre, où les sourires et les encouragements pour un 'futur meilleur' emplissent les salles des écoles et des Universités, espaces publics investis pour les diagnostics partagés auxquels j'ai participé, animé ou organisé. Pendant un instant, ce collectif a partagé l'espoir d'habiter un monde meilleur. Les paysages, avec leurs reliefs, leurs lieux emblématiques et leurs objets symboliques, représentatifs des territoires, ont constitué des expériences agréables et marquantes qui ont façonné ma démarche de chercheur.

1. Ma présentation

Je suis agronome de formation, avec un parcours éducatif principalement axé sur les activités agricoles et une solide expertise technique. Après avoir obtenu mon diplôme en 2018, je suis resté impliqué en tant qu'enseignant dans la Chaire de « Integración Curricular » (TIC II) de la Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales (FCAYF) de l'Universidad Nacional de La Plata (UNLP), Argentine.

¹ Institut National de la Recherche Agronomique INRA, Université de Toulouse II Jean-Jaurès UT2J, Montpellier SupAgro, Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria INTA, Universidad Nacional de La Plata UNLP, Universidad Nacional de Mar del Plata UNMdP, Universidad del Sur UNS, L'Université Fédérale du Pará UFPA, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement CIRAD, l'Institut de Recherche pour le Développement IRD.

Mon intérêt pour la politique m'a amené à participer à des instances de gestion et de conduite de projet au sein de l'université en Argentine : j'ai présidé (2015-2016) le Centre d'Etudiants des Agronomes et Forestiers (CEAF) et j'ai participé au Conseil Académique de la FCAYF. La dimension sociale et humaine des relations entre étudiants, enseignants, chercheurs et acteurs socio-économiques a toujours captivé mon attention dans mon parcours d'agronome.

Originaire de 25 de Mayo, une petite ville de la province de Buenos Aires, et fils d'éleveurs, mon parcours d'agronome a été favorisé par mes origines. J'ai effectué mes études à La Plata, la capitale de la province de Buenos Aires, souvent décrite comme 'un grand village' en raison de son atmosphère conviviale et de l'interconnaissance entre ses habitants, en grande partie des étudiants des villes de l'intérieur du pays.

Mon parcours en France a débuté à Paris, où j'ai participé à un échange entre la FCAYF et AgroParisTech en 2017. A mon retour en Argentine, je finalise ma carrière d'agronome à l'UNLP avec la réalisation d'un mémoire de fin d'études sur l'insertion territoriale de l'activité agricole à Chascomús, pour laquelle je bénéficie d'une bourse de recherche de l'UNLP. Celle-ci est ma première expérience de participation dans AgriteRRIs. Peu de temps après l'obtention de mon diplôme d'ingénieur agronome le 16 août 2018, j'ai entamé ma formation d'auditeur ACTERRA, promotion 2018-2019, au centre d'AgroParisTech de Clermont-Ferrand. Au cours de cette formation, j'ai réalisé une thèse professionnelle (Copello, 2019) et obtenu un diplôme de niveau BAC+6 en '*Management des politiques publiques et projets de territoire*'.

À partir de 2021, la thèse en géographie marque une direction vers l'étude des relations spatiales au sein des territoires de petites et moyennes villes. Mon objet est bien défini et l'orientation prise est la géographie sociale. Je m'intéresse précisément aux relations urbain-rural dans une visée d'intégration à travers des projets de territoire.

Pour la réalisation de la thèse, j'obtiens un financement en partenariat entre l'Institut National de Recherche en Agronomie et Environnement (INRAE) et la Régie de Territoires de Deux Rives, une association basée à Billom (dans le Puy-de-Dôme), d'aide à l'insertion socio-professionnelle des territoires ruraux.

2. Mon terrain de thèse

Les géographes emploient un vocabulaire spécifique, souvent évoquant le concept de 'terrain' de recherche. Ce dernier représente un espace géographique délimité, soumis aux dynamiques sociales et aux lois naturelles, et exploré par le chercheur avec les moyens disponibles sur une période donnée. Dans le cadre d'une thèse de trois ans en sciences sociales, certains critères ont dicté le choix du terrain, notamment la proximité entre ville et campagne ainsi que la présence d'un ensemble d'espaces urbains et ruraux.

Les interactions entre ville et campagne dépendent du système social complexe, souvent incarné par le territoire lui-même. Ainsi, le terrain de recherche se définit comme un espace où se déploient des projets et des initiatives susceptibles de générer des dynamiques entre l'urbain et le rural. Il peut s'agir d'un ou plusieurs lieux connectés, façonnés par les relations entre acteurs, activités et espaces.

Un intérêt particulier pour les acteurs et leurs projets pour le territoire m'amène à adopter une posture de recherche-action, ce qui conditionne le choix du terrain à la facilité d'accès aux acteurs. Les bénéfices pour eux de travailler sur les dynamiques urbain-rural sont discutés en amont de la démarche. Il s'agit de se joindre à des dispositifs et démarches d'action en cours.

Sur ce terrain, des changements sont envisageables, mais leurs résultats demeurent imprévisibles, résultant d'un ensemble d'actions collectives et individuelles. La complexité du système territorial se reflète dans la magnitude et la direction des forces en jeu. Plus le territoire est vaste, plus il est soumis à la hiérarchie urbaine, cette considération *a priori* indique le choix d'une échelle d'analyse locale.

Par ailleurs, de nouvelles formes de gouvernance et d'organisation sociale émergent de plus en plus autour des petites et moyennes villes, témoignant des évolutions en cours au sein des territoires.

3. Une problématique à trois niveaux

Pour commencer, le choix d'un cadre d'analyse pertinent en géographie nécessite des décisions et une position claire, tenant compte des contraintes inhérentes à une recherche relativement courte, sur une période de trois ans : une thèse doctorale en sciences sociales en France, avec un terrain en Argentine. L'étude des relations complexes entre l'urbain et le rural dans une perspective de développement territorial soulève des questions épistémologiques concernant la capacité à comprendre les dynamiques sociales et la légitimité d'intentionnellement transformer la réalité d'un territoire. Comment la recherche-action peut-elle catalyser le changement dans les territoires ? Quelle est la légitimité de produire et de mobiliser les représentations des acteurs afin d'orienter le développement territorial ?

Le deuxième niveau, portant sur l'évolution historique des dynamiques entre l'urbain et le rural en France et en Argentine, met en lumière le phénomène généralisé de concentration des activités autour des villes, ainsi que la dépendance (économique, politique, culturelle) des territoires ruraux vis-à-vis des centres urbains. Cette évolution conduit également à une déconnexion des espaces ruraux productifs, orientés vers des échanges extraterritoriaux, ce qui remet en question l'impact local de ces pratiques. Se pose alors la question : cette déconnexion entre l'urbain et le rural est-elle irréversible ?

En troisième lieu, les modèles conceptuels pour comprendre les processus en jeu et les facteurs qui influent sur les rapports entre l'urbain et le rural sont nombreux. Dépasser la dichotomie entre l'urbain et le rural, qui était initialement très présente dans les modèles économiques, ainsi que la suprématie de la ville dans les modèles hérités de l'urbanisation, devient possible grâce à une approche territoriale. Comment alors appréhender de tels processus à l'échelle locale ?

3.1. A l'interface entre la géographie sociale et rurale

Dans le cadre de la géographie sociale, l'analyse des représentations spatiales des acteurs locaux sur leur territoire revêt une importance capitale pour comprendre les dynamiques urbain-rural. En effet, ces représentations influencent les processus de développement territorial et peuvent conduire à des politiques d'aménagement différenciées. Toutefois, malgré l'intérêt croissant pour cette approche, des questions persistent quant à la manière dont ces représentations sont formées, perçues et utilisées dans la planification et la prise de décision.

Les travaux antérieurs ont souligné l'impact des représentations sur la construction sociale de l'espace, s'inscrivant dans une tradition initiée par des géographes tels que Di Méo (2000) et Lefebvre (1974). Ces auteurs ont mis en lumière la façon dont les individus attribuent des significations à leur environnement, façonnant ainsi leur expérience et leur interaction avec le territoire. Cette perspective permet de dépasser les dichotomies traditionnelles entre urbain et rural en reconnaissant la diversité des perceptions et des vécus spatiaux.

Par ailleurs, l'approche chorématique (Brunet, 1980), développée par certains chercheurs comme Deffontaines *et al.* (1990), ou Lardon et Piveteau (2005), offre un cadre conceptuel pour étudier ces

représentations spatiales en les cartographiant et en les analysant dans leur contexte socio-culturel. Cette méthodologie permet de saisir la complexité des liens entre les pratiques sociales, les discours et les espaces vécus.

Cependant, malgré ces avancées, des interrogations persistent quant à la manière dont les représentations spatiales sont influencées par des facteurs socio-économiques, politiques et culturels. La diversité des acteurs impliqués dans la construction de ces représentations, ainsi que les rapports de pouvoir qui les sous-tendent, soulèvent des défis méthodologiques et épistémologiques pour les chercheurs en géographie sociale.

En résumé, cette problématique met en évidence l'importance des représentations spatiales dans la compréhension des dynamiques urbain-rural, tout en soulignant les enjeux théoriques et méthodologiques associés à leur étude. Elle invite à approfondir la réflexion sur les processus de construction et d'appropriation de l'espace par les acteurs locaux, afin de mieux comprendre les logiques sous-jacentes aux transformations territoriales contemporaines.

En termes épistémologiques, le passage d'une approche dichotomique à une vision plus intégrée des dynamiques urbain-rural dans le cadre de la géographie sociale a suscité un ensemble de questionnements et de défis. Cette transition épistémologique, qui a été observée au fil du temps dans le domaine de la géographie, s'est accompagnée d'une diversification des méthodes et des perspectives. Cependant, malgré les avancées conceptuelles et méthodologiques, des zones d'ombre persistent, appelant à une réflexion critique et à une exploration approfondie.

Dimensions du problème

Dans un monde caractérisé par des dynamiques sociales, économiques et environnementales en constante évolution, les relations entre les espaces urbains et ruraux sont au cœur de débats cruciaux en matière de développement territorial. Ces discussions soulèvent une série de questions complexes et interdépendantes qui nécessitent une analyse approfondie sous différents angles.

La dichotomie urbain-rural : La division traditionnelle entre l'urbain et le rural persiste-t-elle dans les représentations et les politiques territoriales contemporaines ? Dans quelle mesure cette dichotomie reflète-t-elle des réalités socio-spatiales et quelles en sont les conséquences en termes de développement territorial ?

Évolution de la géographie sociale : Comment les changements dans les approches de la géographie sociale, passant d'une perspective déterministe à une autre plus culturelle et symbolique, ont-ils influencé notre compréhension des relations urbain-rural ? Quelles sont les limites et les opportunités de cette évolution théorique et méthodologique ?

Représentations et décision politique : Dans quelle mesure les représentations sociales et spatiales façonnent-elles les politiques d'aménagement du territoire et les stratégies de développement urbain-rural ? Comment les approches participatives, telles que la prospective territoriale, peuvent-elles contribuer à une prise de décision plus inclusive et éclairée ?

Échelles d'analyse et d'action : Quelle est la pertinence de l'approche territoriale intermédiaire, à mi-chemin entre l'échelle locale et nationale, pour aborder les enjeux urbain-rural ? Comment concilier les spécificités locales avec les politiques nationales et régionales pour favoriser une intégration plus harmonieuse des territoires ?

Défis méthodologiques et épistémologiques : Quels sont les défis liés à la mise en œuvre pratique des approches de la géographie sociale, notamment en ce qui concerne la modélisation par la

chorématique et l'intégration des perspectives pluridisciplinaires ? Comment naviguer entre les différentes postures épistémologiques, du positivisme à la géographie critique, pour une compréhension holistique des rapports urbain-rural ?

La thèse met en lumière la complexité des rapports entre l'urbain et le rural dans un contexte géographique et socio-politique en évolution constante (Reclus, 1885). Elle invite à une réflexion sur les approches théoriques du développement territorial, les méthodes de recherche-action et les pratiques d'intervention, afin de mieux appréhender et répondre aux défis contemporains de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Des choix épistémologiques inhérents à la pensée géographique

La thèse présente un état de l'art en géographie afin d'établir les courants d'intérêt relatifs aux dynamiques et structures socio-spatiales dans les relations entre l'urbain et le rural. Elle met en lumière le fait que le territoire, sous ses dimensions, matérielle, idéale, organisationnelle, est influencé par les représentations des acteurs locaux (Di Méo, 2000). Ces représentations des rapports urbain-rural sont considérées comme des outils dans les processus de développement territorial (Deffontaines *et al.*, 2001). Le recours à des techniques iconographiques telles que la chorématique et la mise au service des représentations produites sous forme d'enjeux contribue à la réflexivité d'un territoire (Deffontaines *et al.*, 1990 ; Piveteau et Lardon, 2002 ; Lardon et Houdart, 2017). Cette démarche d'accompagnement des acteurs par la recherche s'inscrit dans la continuité de la géographie sociale contemporaine, qui dispose des outils et méthodes permettant de faire émerger localement les enjeux d'intégration urbain-rural. Cependant, la portée de ces approches sur l'ensemble des territoires concernés par de nouvelles dynamiques de développement reste à clarifier.

La géographie a connu une évolution diversifiée à travers les époques et les situations spécifiques observées et décrites. La discipline est initiée par Humboldt (1776-1859) et Ritter (1779-1859), avec l'adoption des principes de causalité et de coordination (Manoiloff, 1980). Les partisans du possibilisme, tels que Vidal de la Blache (1845-1918), ont opposé la géographie humaine, ou la science des 'lieux' comme elle est appelée en France, au cadre théorique du déterminisme, en particulier aux travaux de Ratzel (1844-1904). Cette première dichotomie a marqué une différence de posture entre géographes, chercheurs et académiques du monde entier, mettant en évidence une division claire et dichotomique de la géographie dès son émergence en tant que discipline.

Dans la lignée vidalienne, de grandes monographies régionales (études de réseaux urbains régionaux) telles que les thèses de Michel Rochefort (1959), Raymond Dugrand (1963) et Bernard Kayser (1960) ont dressé l'état des lieux des mondes urbain et rural. Le choix de la démarche régionale s'impose à une échelle d'analyse intermédiaire (Berthelot, 2001). Des travaux ont documenté le rôle de la culture dans la construction de l'espace (Demangeon, 1905 ; Sorre, 1948 ; Merlin, 1997), illustrant ainsi la permanence et le renouveau d'une géographie régionale française d'influence mondiale dès les années 1970. Ces années-là, Pierre George visite l'Argentine (George, 1968) et ses œuvres ont influencé la communauté des géographes locaux. Cette géographie a évolué vers une science régionale, portée par des économistes et des géographes, où la catégorie de 'région' s'intègre à celle de 'développement' pour organiser l'unité territoriale nécessaire à l'intervention de l'État dans une perspective d'évolution et de progrès (Rey Balmaceda, 1972 ; Ramírez, 2007).

L'essor de l'informatique et de la révolution quantitative entre les années 1960 et 1990 a été remarquable dans le monde entier. Cela a permis à des pays comme l'Argentine de dépasser la vision traditionnelle (Zeberio, 1993) sur les faits historiques et les acteurs protagonistes, grâce au perfectionnement des techniques de requête concernant d'anciennes données encore à exploiter. En

France, certains géographes ont postulé qu'il était possible de découvrir les 'lois de l'espace' (Brunet, 2001), permettant ainsi de modéliser les comportements humains et leur impact sur l'espace. Cependant, cette approche considérant l'être humain comme un individu avec un comportement 'rationnel' d'*homo economicus* a été remise en question par la géographie critique (Lacoste, 1995), voire radicale (Harvey, 1969). La scission entre positivisme et constructivisme a été très marquée à la fin du XXe siècle, donnant lieu à l'émergence d'une géographie humaniste à base phénoménologique, s'intéressant aux perceptions et aux images mentales de la réalité ainsi qu'aux rapports subjectifs des êtres humains au monde (Frémont, 1976).

D'un point de vue théorique, la géographie des représentations spatiales, qui propose par exemple la modélisation par la chorématique, semble limitée sur certains aspects, qualifiée de 'pernicieuse' par Lacoste (1995), mais elle s'est avérée utile dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'enseignement, en France et ailleurs. Les Chorèmes (Brunet, 1986 ; Brunet et Dollfus, 1990) sont mobilisés dans la méthodologie en Argentine (Schmidt, 2003 ; Diez Tetamanti *et al.*, 2020). Certains chercheurs mobilisent la chorématique combinée à l'étude de la perception des acteurs pour intégrer les liens urbain-rural à travers la planification, la prospective et le développement territorial. Cela soulève des questions sur *notre capacité à penser le changement et à inventer de nouvelles modalités d'action fondées à la fois sur des politiques publiques et des initiatives locales visant à une meilleure intégration des liens urbain-rural* (Lardon et Loudiyi, 2014).

Dans le souci de contrôler le comportement humain, les disciplines, les branches théoriques de la géographie et les chercheurs se positionnent alternativement sur un rationalisme comme argument de base ou sur les aspects culturels ou les conditions inhérentes aux individus socialisés. D'autres postures critiques dénoncent les injustices et remettent en question l'idée même du contrôle du comportement humain. Enfin, la pensée post-moderne, est caractérisée par une vision relativiste de mise en question de la démarche scientifique en elle-même (Berthelot, 2001). Dans tous les cas, la dimension réflexive et créative est mise en avant dans cette thèse.

La pluridisciplinarité (Merlin, 1997) constitue une alternative pour dépasser ces obstacles, mais elle fait appel au défi de la créativité et nécessite l'illustration de nouvelles idées. Les méthodes et outils conceptuels de la géographie humaine sont indispensables pour étudier les dimensions 'sociale, culturelle et économique'. L'approche culturelle met en lumière les grands faits économiques et sociaux comme facteurs explicatifs des sociétés industrielles et urbanisées, tandis que la branche vidalienne confère un caractère personnel aux territoires, idées qui découlent du concept d'économie-monde et de la mise en valeur de 'grandes découvertes'. Le tournant culturel (Claval, 2018), souligne le rôle central des représentations (dimension symbolique) pour modifier les bases mêmes de la géographie. Sassone (2024) soutient que l'essence de la géographie n'a pas souffert des modifications, ce sont les paradigmes qui changent.

La découverte de la notion de fonction économique et l'intérêt pour la localisation des activités productives ont conduit à la formulation d'une théorie générale de la localisation. De la collaboration entre géographes et économistes sont nées les sciences régionales, qui utilisent une approche modélisatrice. Les géographes marxistes ont exploré les diversités régionales avec l'idée sous-jacente de classes sociales, donnant naissance à des approches telles que la géographie du développement. Ces courants économiques de la géographie ont influencé l'aménagement français, aboutissant à la naissance des métropoles et à la configuration actuelle du territoire, bien que celui-ci soit toujours perçu comme 'inégal' et 'mal réparti'. Le renouveau de la géographie économique met l'accent sur le territoire et les processus d'activation de ressources (Benko et Pecqueur, 2001).

Les géographes sociaux posent un 'cadre général' comme unité de référence, envisageant ensuite un projet d'aménagement ou d'urbanisme sur un territoire et faisant appel à des équipes pluridisciplinaires pour déployer un langage commun et un dialogue permanent. Cette géographie, influencée par l'urbanisme et focalisée sur les rapports sociaux et les inégalités de toutes sortes, a formulé l'idée que les 'perceptions de la réalité' influencent la prise de décision. Les représentations des individus, interprétées comme des 'espaces de vie' ou 'espaces vécus', sont des outils d'aide à la décision pour transformer leur propre réalité, à condition de disposer des moyens pour y parvenir.

La dimension spatiale de certains faits sociaux est abordée par la géographie sociale à travers les perspectives des représentations et du rapport à l'action (Di Méo, 2008). La théorie de l'espace social, comme produit concret des rapports sociaux (Lefebvre, 1974) s'oppose au déterminisme naturel, questionnant la capacité d'autonomie des sociétés pour 'modeler la nature' (Rochefort, 1961). Cette géographie, qui incorpore l'écologie, s'est affirmée comme engagée, voire militante.

La modélisation par la chorématique, combinée à des approches participatives telles que la prospective territoriale, est une manière de créer et de rendre explicites les images mentales des rapports à l'œuvre, à savoir les rapports sociaux et spatiaux entretenus par les individus avec leur espace de vie. C'est une manière d'inciter à des choix collectifs à la suite d'un 'diagnostic partagé' qui produit des supports permettant de communiquer une vision commune.

Dans le souci d'orienter les choix, cette thèse se concentre sur l'étude des rapports à l'espace d'objets géographiques très circonscrits, à savoir des 'projets de territoire'. En ciblant l'impact de ces projets sur les rapports de type urbain-rural, j'analyse le renforcement des liens entre ville et campagne, les moyens d'échange et de coopération, ainsi que les dynamiques territoriales. L'objectif est d'alimenter une quête mettant en évidence une variété de combinaisons spatiales porteuses de valeur heuristique. La production d'images mentales et de schémas pertinents du réel constitue l'une des approches de la géographie sociale complexe proposée par Di Méo (2005). Les représentations, en tant qu'entités formelles, favorisent ainsi la cognition et l'action des individus (Le Lay, 2016).

Une recherche-action basée sur ces arguments conduirait à une appropriation ou à une affirmation par les acteurs du territoire, ou à défaut à un rejet, d'une image collective des enjeux d'intégration urbain-rural. Deux perspectives émergent lorsqu'on examine les logiques d'action pour répondre à ces enjeux : d'une part, l'action concrète, où la chorématique et les modèles spatiaux guident les institutions publiques, notamment urbaines, dans le soutien financier et l'accompagnement des initiatives des acteurs impliqués dans le développement territorial ; d'autre part, dans une visée scientifique, les représentations collectives mettent en évidence les liens ou les décalages (connexions ou déconnexions) entre les espaces, les acteurs et les activités du territoire, urbain et rural. Il reste à discuter de la valeur intrinsèque d'une vision commune réalisée dans un contexte socio-historique précis et passé, et de la possibilité de l'adapter au contexte socio-politique actuel, au-delà des possibilités et potentialités géographiques du territoire.

Les habitants des territoires sont notamment influencés par des politiques conduites par les États Nationaux, et la plupart des représentations en termes de modèles renvoient à des perspectives de développement au niveau national. La difficulté de l'approche de cette thèse réside dans la visée sur l'échelle territoriale correspondant à une ville, des villages et leurs zones d'influence rurale (Argentine), ou aux systèmes de villes basés sur une métropole et ses espaces ruraux proches (France). Le niveau indiqué semble plus légitime pour de telles ambitions et pour mieux réussir à accompagner le projet de territoire.

3.2. L'évolution des rapports urbain-rural au niveau national au cours de trois périodes : le prisme du développement territorial.

Le développement territorial est souvent vu au niveau des États Nationaux, où les différences entre la France et l'Argentine sont marquantes. Trois périodes historiques sont marquées par des dynamiques de développement contrastées qui orientent les actions des individus et des collectifs, selon différentes logiques de distribution des ressources et d'affectation des moyens de production (terre, travail et capital). Cela se traduit par une première période d'établissement des bases sociales et économiques des territoires, notamment par la consolidation de l'État moderne ; suivie d'une phase d'accélération de la modernisation dans un contexte de confrontation entre les modèles du socialisme et du capitalisme ; enfin, vers la fin du XXe siècle et le début du XXIe siècle des nouvelles perspectives émergent avec l'idée de contrôler les dynamiques territoriales, selon la logique des systèmes territoriaux, et dans une coexistence de modèles de développement dans les territoires.

Interactions urbain-rural en Argentine : trajectoires historiques et enjeux contemporains.

L'histoire de l'Argentine se divise en trois périodes distinctes, chacune marquée par des dynamiques sociales, économiques et politiques uniques, mettant en lumière des inégalités territoriales significatives. La première phase est marquée par l'établissement de l'État national argentin et la concentration des richesses dans les régions centrales, laissant les provinces périphériques en marge du développement malgré une croissance économique soutenue. La deuxième période est caractérisée par une modernisation accélérée, accentuant les disparités entre zones urbaines et rurales, favorisant souvent les centres urbains, et mettant en avant la lutte des classes et le débat sur le rôle de l'État dans une économie en mutation. La troisième phase montre une coexistence de modèles de développement, mettant en lumière la diversité des processus en cours. Les dynamiques métropolitaines et péri-urbaines sont explorées en profondeur, de même que les migrations internes et les impacts des systèmes de production sur les espaces urbains et ruraux. Ces évolutions complexes soulèvent des questions cruciales sur la répartition des ressources, le rôle de l'État dans le développement territorial et les défis de la mondialisation. L'analyse des différentes phases de l'histoire argentine permet de mieux comprendre les inégalités territoriales et les enjeux contemporains auxquels le pays est confronté.

Évolution des rapports urbain-rural en France : une analyse historique en trois périodes

La France, tout comme l'Argentine, a traversé des périodes historiques majeures qui ont profondément influencé les dynamiques urbain-rural. Trois phases clés permettent de comprendre ces évolutions. La première, caractérisée par un système féodal au Moyen Âge, montre une société largement agraire avec des inégalités régionales importantes. La deuxième phase, de la révolution industrielle au XXe siècle, voit une urbanisation croissante alimentée par l'industrialisation et l'exode rural, entraînant des problèmes sociaux et environnementaux, notamment la dégradation des conditions de vie dans les zones urbaines et la dépopulation des campagnes. La troisième période, plus contemporaine, est marquée par une prise de conscience des enjeux liés aux relations urbain-rural, avec des politiques de décentralisation et une attention accrue pour la durabilité, la préservation des ressources naturelles et l'inclusion sociale. Les initiatives visant à promouvoir le développement rural, la diversification économique et la cohésion territoriale se multiplient, témoignant d'une volonté de repenser les relations entre les espaces urbains et ruraux dans une perspective plus intégrée et équilibrée. En France, ces évolutions posent des défis pour assurer un développement harmonieux et durable, nécessitant une compréhension approfondie des dynamiques historiques pour orienter les

politiques publiques et les stratégies d'aménagement, en vue de favoriser une cohabitation équilibrée et bénéfique pour l'ensemble de la société.

Des relations urbain-rural en France et en Argentine : processus, différences et perspectives

Les relations entre les espaces urbains et ruraux en France et en Argentine ont été façonnées par des processus historiques et socio-économiques distincts, mais ils présentent également des similitudes significatives.

En France, la transition des structures agraires médiévales vers une urbanisation croissante au cours de la révolution industrielle a marqué un tournant majeur. Les campagnes ont vu une dépopulation significative due à l'exode rural, tandis que les centres urbains se développaient rapidement. Cette dynamique a entraîné une polarisation socio-économique entre les zones urbaines dynamiques et les régions rurales en déclin. Depuis les années 1970, on observe une stabilisation de l'exode rural, voire une inversion de cette tendance dans certaines régions. Ce retournement peut être attribué à plusieurs facteurs. D'une part, les politiques de décentralisation mises en place par l'État français ont cherché à rééquilibrer le développement territorial en encourageant le développement économique et social des zones rurales. Cela s'est traduit par des investissements dans les infrastructures, l'attraction d'entreprises et la promotion de l'entrepreneuriat local. D'autre part, l'évolution des modes de vie et des préoccupations environnementales a contribué à un regain d'intérêt pour les espaces ruraux. De plus en plus de personnes recherchent une qualité de vie meilleure, loin du stress et de la pollution des grandes villes. Cette tendance a été renforcée par la généralisation du télétravail, qui permet à certains travailleurs de s'installer dans des zones rurales tout en conservant leur emploi en ville. En conséquence, certaines régions rurales connaissent aujourd'hui un renouveau démographique et économique, avec la création de nouvelles activités et la revitalisation des centres-bourgs. Cependant, ces évolutions ne sont pas uniformes et certaines zones rurales continuent de faire face à des défis persistants tels que le déclin démographique, le vieillissement de la population et la désertification des services publics.

En Argentine, l'évolution des rapports urbain-rural a été influencée par des facteurs tels que l'immigration massive et l'expansion des industries agricoles, notamment au cours du XXe siècle. Les grandes villes ont attiré une population rurale en quête d'opportunités économiques, entraînant une urbanisation rapide et une concentration de la richesse dans les centres urbains. Cette urbanisation rapide a entraîné des répercussions importantes sur les zones rurales, où la main-d'œuvre agricole était souvent exploitée dans des conditions précaires. Les vastes étendues de terres fertiles en Argentine ont été mises en valeur pour la production de 'commodities' pour l'exportation, notamment la production de céréales et des produits de l'élevage de ruminants, ce qui a contribué à l'essor économique du pays, mais a également entraîné des déséquilibres socio-économiques. Ainsi, malgré cette tendance à l'urbanisation, les zones rurales ont continué à jouer un rôle crucial dans l'économie argentine en tant que piliers de la production agricole et agroalimentaire. L'exportation de produits agricoles, tels que le soja et la viande, constitue une part importante des revenus nationaux. Toutefois, de nombreuses régions rurales souffrent encore de l'isolement géographique, du manque d'investissement et de la pauvreté.

Dans le contexte actuel, l'Argentine fait face à des défis similaires à ceux de la France en ce qui concerne l'aménagement territorial et le développement équilibré. Malgré une urbanisation continue, les régions rurales restent importantes sur le plan économique, notamment dans le secteur agricole. Cependant, des disparités persistent entre les zones urbaines et rurales en termes d'accès aux services essentiels, d'infrastructures et d'opportunités économiques.

Une différence notable entre la France et l'Argentine réside dans la structure de leur population rurale. Alors que la France a connu une stabilisation, voire une augmentation de sa population rurale dans certaines régions, l'Argentine a maintenu une forte concentration de population dans les grandes villes tout en conservant une main-d'œuvre agricole importante.

Malgré ces différences, les deux pays sont confrontés à la nécessité de repenser les rapports entre les espaces urbains et ruraux pour promouvoir un développement territorial équilibré. Cela nécessite des politiques publiques adaptées, axées sur la diversification économique, l'amélioration des infrastructures et des services, ainsi que la promotion de la participation citoyenne à tous les niveaux de décision.

3.3. Des modèles conceptuels pour l'intégration urbain-rural

L'analyse des rapports entre la ville et la campagne a évolué au fil du temps pour mieux refléter la complexité des interactions entre ces deux espaces. Initialement perçue comme une simple dichotomie, cette vision a été nuancée pour reconnaître un continuum entre l'urbain et le rural, remettant en question les frontières géographiques rigides. Les premiers modèles ont mis l'accent sur les flux de personnes, de biens et d'informations entre ces espaces, mais ont souvent négligé les spécificités locales et les dynamiques socio-économiques.

Une perspective plus récente met en lumière l'importance des interactions bidirectionnelles, où les zones rurales contribuent également au développement urbain. Les villes moyennes jouent un rôle clé en tant qu'interfaces entre l'urbain et le rural, influençant à la fois les zones urbaines et rurales environnantes. Cependant, les modèles centrés sur l'urbain présentent des limites dans la compréhension des relations urbain-rural en négligeant souvent les réalités propres aux espaces ruraux.

L'interface urbain-rural est un espace de transition où se manifestent tensions et synergies. Les approches basées sur les systèmes territoriaux offrent une perspective dynamique des relations urbain-rural, mettant en évidence les interdépendances entre différents secteurs tels que l'agriculture et l'urbanisme. L'alimentation émerge comme un enjeu majeur, offrant des opportunités de développement territorial durable.

Les projets de territoire représentent des initiatives locales visant à promouvoir un développement intégré et durable, soutenus par une action collective locale. L'intégration entre l'urbain et le rural est essentielle pour promouvoir un développement territorial équilibré et harmonieux, en créant des synergies et des complémentarités entre ces espaces.

4. La démarche entreprise

La nature des terrains est différente dans chaque pays. En France, à l'Ecopôle, on part d'un projet qui s'intègre à des instances territoriales supérieures. En Argentine, à Tandil, on part d'un territoire à l'échelle du district (qui inclut plusieurs niveaux d'organisation) qui est produit par un certain nombre d'initiatives liées à la ville, aux villages et aux espaces ruraux.

Le même cadre d'analyse est mis à l'épreuve sur les deux terrains, à des échelles différentes. Les choix de terrain (territoire et actions de projets) sont réalisés à des moments différents du processus pour chaque démarche prise individuellement. Le suivi d'action à l'Ecopôle est un choix fait dès le début de la thèse, avant même de réaliser la prospective, alors que le choix pour le suivi d'action à Tandil arrive vers la fin, à la suite de la prospective. En France, on part d'un projet de territoire qui participe à l'intégration urbain-rural et qui rejoint le territoire d'un Projet Alimentaire Territorial - PAT (niveau

supérieur). Alors qu'en Argentine le niveau territorial de la ville intermédiaire est choisi en premier, et ensuite des initiatives sont identifiées, porteuses d'actions collectives envers l'intégration urbain-rural.

- Du projet au territoire : pour le terrain d'étude en France, on identifie d'abord les enjeux de l'écosystème alimentaire de l'Ecopôle, ainsi que des pistes d'action à mettre en place par les acteurs du projet. Ensuite, j'observe le projet en lui-même, en participant à la rédaction d'un Schéma Directeur (planification à 10 ans) et j'analyse comment l'action engagée renforce et crée des liens urbain-rural, produit des flux et interactions (dynamiques) en proximité, en s'appuyant sur des multiples connections aux échelles supérieures.
- Du territoire aux projets : pour le terrain d'étude en Argentine, on part de la réalisation d'un diagnostic territorial partagé, qui met en avant des enjeux et actions pour l'intégration urbain-rural au niveau du district de Tandil. Ensuite j'observe des projets qui confortent ces enjeux et mettent en place des actions qui renforcent ou créent des liens urbain-rural, par des flux ou interactions (dynamiques) en proximité, et par des connexions à des échelles supérieures. Le choix des projets pour le suivi d'action se fait parmi une diversité d'initiatives.

4.1. Mise en place de la démarche en France

Le projet de l'Ecopôle du Val d'Allier est circonscrit à un lieu spécifique, siège d'un projet multi-acteurs, porteur de dynamiques ancrées dans des structures territoriales locales. Il réunit des acteurs, des activités et des espaces qui s'articulent et favorisent les échanges (plusieurs dynamiques) entre l'urbain et le rural. Les acteurs du projet ont consolidé, au fil du temps, une vision partagée (perception) des enjeux pour le territoire. Le projet et ses acteurs s'intègrent à des instances de gouvernance supérieures (comme le PAT) à travers de divers mécanismes.

En 2021, la formulation d'une prospective à échelle de l'écosystème alimentaire (correspondant au périmètre du Projet Alimentaire Territorial) a été réalisée avec des acteurs concernés par l'Ecopôle. C'est dans le cadre de la formation AgroParisTech ACTERRA (promo 2020-2021) que la prospective territoriale est réalisée. J'ai joué un rôle à la fois d'encadrant, et d'observateur (notamment par la production vidéo). Nous avons réalisé la démarche malgré la pandémie du Covid. Les représentations produites sont fortement marquées par des problèmes actuels, tels que : étalement urbain, nouvelles structures de gouvernances, conflits d'usages. Plus de trente pistes d'actions sont proposées.

Le suivi d'action est fait en participation observante pendant les réunions concernant la rédaction du Schéma Directeur à 10 ans de l'Ecopôle du Val d'Allier. J'ai participé lors de plusieurs autres rencontres, réunions de travail et atelier proposés par les acteurs de l'Ecopôle : avec le SEAT du Val d'Allier (structure gestionnaire de l'Ecopôle), pour l'Appel à Projet Fondation de France pour 'structurer la gouvernance de l'Ecopôle', avec la Régie de Territoires, du projet émergent Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE) TURFU PRODUCTIONS EN VAL D'ALLIER. J'ai réalisé, durant les neuf premiers mois de terrain, des visites à d'initiatives similaires à l'Ecopôle, du benchmarking local (au sens marketing territorial), et ça m'amène à participer à plusieurs réunions avec des acteurs en proximité, des élus locaux, gestionnaires de projets, chercheurs, etc. Mon départ en Argentine marque une rupture avec le terrain, la suite est seulement suivie par des observations indirectes ou des opérations ponctuelles durant 2022 et 2023.

4.2. Mise en place de la démarche en Argentine

Le district de Tandil est un territoire administratif (parmi 135 municipalités de la province de Buenos Aires) sur lequel coexiste une multiplicité de relations urbain-rural (c'est un système social complexe).

La ville est porteuse d'une politique de Gestion Associée, qui met en relation la Municipalité de Tandil (notamment le Secrétariat de Développement Productif et Coopération Internationale), l'Université du Centre (UNICEN) de la Province de Buenos Aires, et l'agence locale à Tandil de l'Institut National de Technologie Agricole (INTA), entre plusieurs autres institutions locales. Les villages ruraux du district de Tandil se réclament d'une volonté d'intégration à la ville et aux autres villages, et mettant en valeur leurs dynamiques internes. Les perceptions des acteurs sur le territoire de Tandil sont multiples.

A différence du terrain Ecopôle, à Tandil, j'ai réalisé un travail d'exploration du terrain en fin de 2021, préalable aux engagements pour réaliser la prospective sur ce territoire. Il s'agit d'une mission courte, de deux semaines, avec plusieurs rencontres et temps d'entretien auprès des équipes de la mairie et d'autres acteurs urbains et ruraux du district de Tandil.

En 2022, la prospective est réalisée à échelle du district de Tandil (diagnostic territorial), réunissant des acteurs porteurs de projets et d'initiatives de la ville et des villages ruraux. La taille du territoire a requis une sélection d'acteurs, validé par un comité de pilotage (composé de chercheurs et des acteurs partenaires). Pour la ville, les acteurs institutionnels en partenariat avec AgriteRRIs sont privilégiés (Municipalité, UNICEN, INTA). Une part importante de contacts est initialement apportée par le Secrétariat de Développement Productif et Coopération Internationale. Pour les villages, le choix d'acteurs tient compte de la bonne représentation géographique, ainsi que la représentativité de divers secteurs d'activités, afin éviter un biais agricole (c'est-à-dire de prendre seulement des agriculteurs). La démarche apporte des innovations inédites par la réalisation d'ateliers prospectifs en six villages ruraux, et par le choix d'une démarche qui privilégie la dimension prospective, et la formulation d'actions collectives, vers un avenir interconnecté des territoires. Les représentations produites sont portées à échelle du district, les acteurs soulignent en ce sens l'intérêt de nouveaux 'réseaux' entre les villages et la ville, ainsi que le rôle clé de la Municipalité et de l'Université comme moteurs d'initiatives et dynamiques sur tout le territoire (et non seulement en ville).

À la suite de la prospective, j'ai réalisé un suivi d'action par l'accompagnement d'initiatives sur le terrain : l'émergence du groupe Kermesse Rurale, le projet de la Société de Fomento d'Azucena et le travail coordonné entre la ville et des groupes à Gardey à travers la Délégation Municipale. Le travail d'accompagnement au sein des équipes de la municipalité, notamment la participation aux événements organisés par la ville, m'a permis de regarder les actions mentionnées selon différents prismes, et ainsi d'obtenir les points de vue de plusieurs acteurs. Le groupe d'environ 40 producteurs et entreprises réunis pour la Kermesse Rurale a ensuite participé à d'autres événements en ville (rencontres organisées par les secteurs agricoles, marchés urbains). Une deuxième édition de la Kermesse Rurale a été réalisée en 2023, et il est envisagé d'autres éditions dans les espaces ruraux du district. A la campagne, j'ai participé à des événements publics, rencontres et activités organisés par les acteurs des villages, la Sociedad de Fomento d'Azucena, les Délégations Municipales de Vela et Gardey, la bibliothèque populaire de Gardey, entre autres.

5. Plan du manuscrit

Le chapitre 1 explore l'évolution de la géographie sociale en tant que cadre théorique pour comprendre les dynamiques entre l'urbain et le rural. Il examine les origines de cette discipline, des premiers débats entre déterminisme et possibilisme à l'émergence des approches critiques et radicales. En mettant l'accent sur les branches de la géographie humaine, il explore comment les concepts clés tels que l'espace, le lieu et le territoire sont modélisés pour analyser - avec plus d'insistance - les représentations spatiales. Enfin, il examine la place de la ruralité et de l'urbanité dans les études géographiques, en soulignant les nouvelles voies de recherche en géographie sociale rurale.

Un historique est réalisé dans le chapitre 2 pour la France et pour l'Argentine, traçant des processus similaires et différents des relations ville-campagne dans chaque pays. Trois étapes historiques communes aux deux pays permettent de visualiser l'installation, l'accélération et les conséquences de la modernisation et du développement territorial, en mettant l'accent sur les petites et moyennes villes ainsi que sur les espaces ruraux.

Parmi une diversité de cadres conceptuels pour instruire la question des rapports urbain-rural, le choix de l'approche territoriale est arrêté. Le chapitre 3 trace l'évolution de modèles et propositions théoriques pour appréhender les rapports urbain-rural à différentes échelles et selon divers degrés d'abstraction. On parcourt les auteurs et travaux relatifs aux rapports ville-campagne, en passant par la reconnaissance d'une dichotomie urbain-rural, jusqu'aux approches plus contemporaines qui intègrent plusieurs dimensions des interactions urbain-rural.

Dans le chapitre 4, les méthodologies de la chorématique et de la prospective territoriale sont mobilisées pour identifier les représentations spatiales des acteurs des territoires. Une posture de recherche-action est adoptée, en participant à des projets de territoire en France et en Argentine. Les deux terrains de thèse sont présentés et caractérisés selon divers niveaux d'organisation territoriale. Un itinéraire méthodologique, basé sur une méthodologie prospective participative, est détaillé pour chaque terrain de thèse. Des réflexions générales et le début d'un croisement de regards sont présentés à la fin du chapitre.

Le premier terrain de thèse, l'Ecopôle, est présenté en chapitre 5. C'est un espace charnière entre l'urbain et le rural, porteur d'une vision partagée sur les enjeux pour l'avenir du territoire. Les tensions entre modèles de production et de consommation alimentaire et agricoles sont portées à plusieurs échelles du territoire. Des actions sont annoncées par les projets en cours sur le territoire, remettant en question le modèle de développement territorial actuel.

Le deuxième terrain de thèse, Tandil, est analysé en chapitre 6. C'est un district de la région pampéenne, porteur d'initiatives institutionnelles et de projets de territoire, qui élabore une stratégie de gestion associée et prend en compte des enjeux d'intégration urbain-rural. Des actions collectives émergent, ancrées dans les initiatives de la Ville Intermédiaire et du nouveau modèle de Villages Ruraux en Réseau. Les liens internationaux permettent une articulation d'échelles territoriales dans les derniers travaux produits.

Une prise de recul sur les résultats empiriques obtenus, sur la méthodologie mobilisée, et sur l'expérience personnelle et collective de mener la recherche dans les contextes nationaux respectifs est réalisée en chapitre 7. Les retours dans la discipline (réponses aux hypothèses formulées en conclusion du chapitre 3) sont abordés, et des perspectives s'ouvrent pour explorer notre travail sur le plan comparatif en approfondissant l'approche des regards croisés.

En conclusion, l'intégration urbain-rural s'avère une approche pertinente pour penser l'avenir des territoires. L'exercice d'élaborer avec les acteurs une vision partagée des enjeux pour le territoire est une manière de coordonner l'action locale et d'envisager l'avenir interconnecté des territoires.

Chapitre 1 : Appréhender les dynamiques territoriales via les représentations spatiales des relations urbain-rural

Ce premier chapitre expose l'état de l'art dans le domaine de la géographie en explorant les approches pertinentes relatives aux déconnexions urbain-rural préoccupantes, actuellement observées dans les territoires des petites et moyennes villes. Une première section examine l'évolution de la discipline dans son approche de cette problématique, ainsi que les relations entre les différents courants de pensée qui se sont formés pour aborder cette question. Une deuxième section aborde l'évolution des études des rapports urbain-rural dans la géographie rurale, et plus précisément le dépassement des approches sectorielles au profit d'une vision de la ruralité multifonctionnelle qui met en avant l'intégration urbain-rural. La troisième section met particulièrement l'accent sur l'émergence, dans la géographie sociale, des approches concernant l'étude des dynamiques et structures socio-spatiales afin de comprendre les relations urbain-rural. Dans ce cadre, j'ai opté pour une approche qualitative, celle de l'analyse des représentations des acteurs des territoires (Di Méo, 2000), pour rendre explicites les modalités d'interaction urbain-rural et leur prise en compte dans les processus de développement territorial (Deffontaines *et al.*, 2001). Un accent particulier est mis sur la chorématique (Brunet, 1986) et sur la prospective territoriale, deux outils mobilisés pour saisir les représentations spatiales des dynamiques urbain-rural dans des projets de territoire.

1. Nouvelle forme de la dimension humaine dans la discipline : émergence de la géographie sociale et apports critiques

La géographie évolue comme discipline académique dès le 19^{ème}, passant d'une approche physique à une intégration croissante de la dimension humaine, notamment sous l'influence de Vidal de La Blache et du possibilisme dans la Géographie française. Cette évolution se manifeste à travers des phases telles que le déterminisme environnemental, la géographie régionale, la révolution quantitative et la géographie critique. La géographie moderne se divise en géographie physique et géographie humaine, avec un intérêt respectif pour les aspects naturels et humains de la Terre. Les premiers géographes modernes, tels que Friedrich Ratzel en Allemagne et Elisée Reclus en France, ont jeté les bases de la discipline. L'influence de la géographie française, en particulier du possibilisme de Vidal de La Blache, a été significative, se propageant même à des pays comme l'Argentine.

Ces évolutions ont conduit à considérer la géographie humaine contemporaine comme divisée en 'branches', ce qui implique l'utilisation de concepts différents selon qu'il s'agisse de la géographie culturelle, de la géographie économique, de la géographie de la population ou de la géographie sociale.

1.1. Apparition de courants de pensée de la géographie : débats et apports critiques

La discipline Géographie a évolué au fil du temps, mais elle demeure centrée sur l'humain. Nous explorons les différentes phases de transformation qui ont façonné le paysage de la géographie en tant que discipline. Nous commencerons par examiner la transition du déterminisme au possibilisme, marquant l'introduction de la dimension humaine dans l'étude de l'espace. Ensuite, nous aborderons le tournant significatif vers une science de l'espace humanisé, facilité par l'essor des approches quantitatives. Nous poursuivrons avec l'exploration des nouvelles perspectives critiques et radicales qui ont remis en question les paradigmes établis de la géographie. Enfin, nous analyserons le passage de la géographie des représentations à la nouvelle géographie, mettant en lumière les changements conceptuels et méthodologiques qui ont redéfini notre compréhension de l'espace et de la société.

1.1.1. Du déterminisme au possibilisme, nouvelle perspective de la dimension humaine

Au XVIII^e siècle, la géographie est conçue comme une philosophie de la nature, issue de la pensée de Humboldt (1776-1859) et Ritter (1779-1859). Humboldt, naturaliste, appartenait à la tradition de savants 'pluridisciplinaires', il recherchait les causes naturelles et humaines des faits qu'il décrivait. La description de l'Amérique espagnole et 'Le Cosmos' sont considérés fondateurs de la géographie (Merlin, 1997). Ritter s'attache lui aux 'rapports avec la nature', il est considéré comme essentiel dans la géographie physique. Elisée Reclus (1885), disciple de Humboldt et Ritter, développe la 'vision moderne de la géographie' dans un monde qu'il considère 'en changement constant'. Il met en évidence les rapports entre l'histoire de la terre et celle de l'homme, et dans ses derniers écrits, il met en avant ses idées politiques et sociales d'anarchiste.

Le déterminisme environnemental est un courant de pensée qui a émergé au début du 20^{ème} siècle. Les géographes que l'on associe à ce courant considèrent que les caractéristiques physiques de l'environnement naturel déterminent les caractéristiques culturelles et sociales des populations humaines et du comportement humain. Basés sur des liens de causes à effets, les déterministes mettent la nature au centre '*soit dans l'influence que l'homme lui prête, soit comme réalité par rapport à laquelle l'homme envisage son intégration au monde et son rôle*' (Defive, 2013, p.3). Cette conception environnementale de la géographie affirme que l'Homme est soumis à des déterminants naturels, et destiné à 'dominer la nature'. Une partie importante des géographes suivant ce courant de pensée se sont repliés sur la géographie physique et sur la description des différentes régions du monde. Le déterminisme environnemental est un concept qui remonte aux érudits grecs et arabes, à l'époque de l'illustration². Les philosophes du XVIII^e, Voltaire (1694-1778) et Rousseau (1712-1778) voient 'l'agriculteur et ses hommes comme ressources et instruments essentiels à la prospérité générale', ils voient l'avenir de la ville par l'agriculture (Bodiguel et Lowe, 1989). Le déterminisme est introduit en géographie par Friedrich Ratzel en Allemagne, disciple de Darwin, considéré comme le *fondateur de la géographie humaine* (Merlin, 1997), et ensuite se développe aux Etats Unis avec les géographes Ellen Churchill Semple (1863-1932) et Ellsworth Huntington (1876-1947), des étudiants de Ratzel (Johnston, 2016).

Selon cette approche déterministe, les géographes régionaux ont cherché à comprendre les caractéristiques uniques des différentes régions du monde en se concentrant sur les aspects physiques, culturels et économiques. Paul Vidal de La Blache (1908) affirme que les différences régionales sont liées aux différences d'ordre naturel. La géographie vidalienne conçoit la discipline comme la 'science des lieux', qui interprète les rapports de l'homme au milieu en termes de 'possibilisme'. Il introduit l'idée que l'homme n'est pas soumis aux facteurs naturels qui le dépassent mais qu'il peut agir et réagir. Il fait émerger, ce faisant, le courant humaniste de la pensée régionale et l'on parlera alors du possibilisme vidalien, qui présente l'individu comme un agent actif et libre. Paul Vidal de La Blache (1843-1918), historien de formation, est le fondateur de l'école géographique française (Merlin, 1997). L'historien Lucien Febvre théorise la démarche 'possibiliste'³ (Febvre et Bataillon, 1922) qui sera suivie par la quasi-totalité des géographes français et de nombreux géographes étrangers, comme Richard Hartshorne (1899-1992) aux Etats Unis ou Alfred Hettner (1859-1941) en Allemagne.

² Mouvement philosophique, littéraire et culturel bourgeois que connaît l'Europe au XVIII^e siècle (de 1715 à 1789) et qui se propose de promouvoir le rationalisme, l'individualisme et le libéralisme.

³ [...] '*Puisque l'étude des rapports entre l'homme et son environnement ne pouvait se réduire à des lois universelles, la marche à suivre était de multiplier les études à une échelle plus limitée*' (Merlin, 1997, p. 13).

De grandes monographies régionales ont été l'image de marque de l'école française de géographie, et ont même eu une influence sur des monographies produites ailleurs par des auteurs tels qu'Isaiah Bowman (1916), Carl Sauer (1920) et Robert Gradmann (1964). Les champs scientifiques se fragmentent en grandes aires : l'Amérique latine, Amérique du nord, l'Afrique, l'Asie du sud, etc. L'approche régionale est alimentée par Jean Brunhes (1925) dans une tentative de classer les espaces, par Max Sorre (1948) qui fait un apport original en montrant l'influence de l'homme dans la création de 'genres de vie adaptés aux milieux', et par Albert Demangeon (1905) sur la valeur intrinsèque de la contrée à l'image de 'La plaine picarde'. Les limites de cette approche résident dans l'absence de prise en compte de la dimension humaine comme facteur de différenciation des régions, liée à l'histoire et à l'influence de pôles urbains dominants (qui ne correspondent pas aux régions naturelles), et à la circulation accrue des personnes et marchandises de la mondialisation. En d'autres termes, l'ordre naturel ne peut à lui seul expliquer toutes les réalités locales. Ce courant domine jusqu'aux années 1950, voire 1970 en France.

Le concept de région caractérise le mieux l'école géographique française, sans avoir à formuler en amont une théorie générale. Pendant longtemps, les thèses françaises soutenues en géographie ont été des monographies régionales, certaines très reconnues, elles se sont intéressées aux rapports ville-campagne et aux hiérarchies urbaines dans le cadre de la région : Michel Rochefort (1959), Bernard Kayser (1960), Raymond Dugrand (1963). Le choix de la démarche régionale s'impose à une échelle d'analyse 'intermédiaire' (Berthelot, 2001). L'hypothèse d'unicité de chaque objet de recherche accorde une place importante à la description de la réalité, à des explications historiques et à la reconnaissance du rôle de la culture dans la construction de l'espace. Les encyclopédies de Géographie Universelle (la dernière éditée sous la direction de R. Brunet est publiée en 1990) illustrent la permanence et le renouveau de la géographie régionale française.

1.1.2. La naissance d'une science de l'espace humanisé servie par le développement des approches quantitatives

Certains ouvrages ont joué un rôle essentiel dans l'acceptation de la géographie humaine (Merlin, 1997) et ont marqué un changement majeur en géographie. La dimension humaine est mise en avant en réfutant le déterminisme avec la notion de 'l'homme-habitant' (Le Lannou, 1952), ou au contraire en mettant l'accent sur la liaison entre les faits, des liens multiples entre facteurs physiques et humains, et dans le refus d'une causalité univoque (Cholley, 1942) en ligne avec Max Sorre. La notion de 'genre de vie' surtout en géographie agraire est reprise par Max Derruau (1961). Pierre George avec ses ouvrages sur l'unité et la diversité du fait urbain (George, 1952) et du fait rural (George, 1956) revendique l'autonomie des milieux, tout en s'inscrivant dans une approche globale marquée par l'influence marxiste⁴. Il fonde une géographie sociale et s'oriente vers une géographie résolument considérée comme une science humaine, il affirme que 'La géographie sociale ne se distingue pas de la géographie humaine tout entière' (George, 1945). Il partage ainsi l'opinion avec Le Lannou (1952) que les données naturelles ne sont pas déterminantes, en optant pour une perspective humaniste et en rompant avec son parti-pris idéologique initial de départ (Merlin, 1997). Au contraire, Philippe Pinchemel et Geneviève Pinchemel (1988) accordent une grande importance aux liens entre faits naturels et faits humains, étant l'un des derniers défenseurs de l'unité de la géographie. La géographie Sociale a connu un renouveau au début des années 1960. D'abord considérée comme une spécialité thématique de la géographie humaine, la géographie sociale devient une *science sociale pleine et entière* (Blanchard *et al.*, 2021), focalisée sur les rapports sociaux et les inégalités de toutes sortes.

⁴ Focalisée sur l'étude des rapports de production et des rapports sociaux qu'ils engendrent (Merlin 1997 p. 16).

Les perspectives de la discipline amènent des interrogations épistémologiques, où Paul Claval (1992) par un rapprochement avec des disciplines voisines des autres sciences sociales, tente le développement d'une géographie culturelle. Enfin, Frank Debié (1995) accorde une importance à l'histoire longue, aux faits démographiques et économiques. La géographie classique ou vidalienne, basée sur l'empirisme de la démarche inductive, est alors rejetée pour donner lieu à une 'nouvelle géographie', qui s'avère complexe (Merlin, 1997). Cette nouvelle géographie prend plusieurs expressions : la science régionale ; l'approche théorique ou démarche déductive ; la quantification avec l'usage des mathématiques et la mise au point de modèles ; l'introduction de facteurs culturels ; les apports critiques et radicaux. Pour certains auteurs (Diry 1996 in Defive, 2013), la nouvelle géographie d'après la Deuxième Guerre mondiale vient nier le rôle des conditions naturelles : on passe d'un déterminisme naturel rejeté à une forme de pensée déterministe économique et sociale, tout aussi réductrice. En parallèle, une nouvelle conscience écologique installe la thématique environnementale dans les années 1980, avec la prise en compte des limites planétaires, alimentée par l'imagerie satellitaire du globe dans sa totalité. Les années 1970 sont marquées par un certain accord sur l'objet de la géographie, définie comme la science de l'espace humanisé, de l'espace des hommes (Berthelot, 2001). L'intérêt pour les questions environnementales est tel que les géographes physiiciens commencent à analyser les milieux physiques dans la perspective des sociétés qui s'y trouvent, par une interprétation en termes de ressources et de risques.

Les géographes tenants de la science régionale (département fondé par l'économiste Walter Isard en 1954) se sont intéressés aux travaux d'économie spatiale, et notamment à l'usage de modèles mathématiques et théoriques, par exemple les modèles d'August Lösch (1940) ou de Walter Christaller (1933) qui proposent une organisation de l'espace sous forme d'hexagones de dimensions variables. Les économistes de la science régionale (Isard, 1960) tentent d'apporter une réponse à la localisation industrielle à partir de modèles graphiques et synthétiques. A la fin des années 1950, l'intérêt des géographes porte sur la géographie des marchés (Berry, 1971) et sur les relations villes-campagnes (thèses des disciples de Pierre George). En parallèle, la catégorie de 'région' s'intègre à celle de 'développement', afin d'organiser l'unité territoriale nécessaire à l'intervention de l'Etat dans une visée d'évolution et de progrès (Ramírez, 2007). L'identification de régions dans un but de développement combine l'intervention et la planification par la notion de '*pôles de développement et de croissance*' créée en France, et largement appliqué pour la modernisation d'Amérique Latine (Boudeville, 1961 ; Perroux, 1968 ; Santos, 1974). Perroux (1968) souligne l'importance des investissements multinationaux en Amérique latine, mettant en avant que l'industrialisation, dans cette région, est souvent le résultat d'initiatives extérieures, qui peuvent être épisodiques ou manquer de coordination (mal organisées) et d'harmonisation. Pour transformer positivement un environnement économique, il est crucial d'augmenter le nombre et la puissance des 'industries motrices' et actives et de promouvoir la diffusion de leur influence dans les ensembles économiques et sociaux qui les reçoivent (Perroux, 1968).

Aussi, dans une démarche déductive et d'organisation rationnelle de l'espace, la géographie théorique est fondé par W. Bunge (1962) et suivie par Peter Hagget (1972). Des lois sont empruntées à d'autres disciplines et mobilisées pour mettre en œuvre diverses simulations. L'approche des réseaux est reprise, appliquée aux villes, par Denise Pumain (1982) et Thérèse Saint-Julien (1982). Torsten Hägerstrand (1965), fondateur de l'école suédoise, s'est intéressé aux vagues d'innovation, prenant en compte le hasard pour rendre compte des écarts par rapport aux lois physiques. Il introduit l'analyse des schémas de déplacement en termes de rapports espace-temps dans la prolongation de la démarche des économistes spatiaux. La démarche des géographes théoriques cherche à tester des

hypothèses empiriquement pour construire une théorie fondée sur des hypothèses validées. Ces géographes sont plus proches des 'probabilistes' lorsqu'ils font intervenir le hasard.

La révolution quantitative qui s'opère dès les années 1960 dans les pays scandinaves (Suède) et anglophones (Royaume-Uni et Etats-Unis), puis en 1970 en France, a vu l'utilisation de méthodes mathématiques et statistiques pour analyser les données géographiques. Entre les années 1960 et 1970, on assiste à l'essor d'une nouvelle géographie qui se réclame de la philosophie néopositiviste (Mercier, 2017). L'usage de méthodes statistiques est limité à quelques techniques (calcul de corrélations, analyse factorielle) qu'il ne faut pas confondre avec d'autres démarches de quantification et théorie (Merlin, 1997). Ce dernier auteur propose trois types de modèles mathématiques : 'théoriques', 'explicatifs' et 'statistiques'. La version la plus complète sont les modèles explicatifs, où la réflexion prospective repose sur l'explication du fonctionnement du système. Les modèles statistiques n'ont aucune valeur explicative et interdisent toute réflexion prospective (Merlin, 1997). Les modèles théoriques ne cherchent pas un ajustement aux données empiriques, mais dans leur forme mathématique abstraite permettent de comprendre le fonctionnement du système et de prévoir le sens des évolutions par la modification de certaines variables.

En France, depuis les années 1980, le groupe Reclus animé par Roger Brunet, a schématisé les relations spatiales par les chorèmes, considérés comme structures de base de l'espace organisé ou structures spatiales élémentaires. Ces géographes postulent qu'il est possible de découvrir les 'lois de l'espace' (Brunet, 2001), des lois de localisation et des distances entre des activités économiques et des villes, des lois d'organisation de l'espace. La chorématique a fait l'objet de nombreuses critiques, qualifiée par certains de 'pernicieuse' (Lacoste, 1995) et ses résultats qualifiés d'escroquerie intellectuelle ou publicité (Merlin, 1997). Bien qu'inscrite effectivement dans le courant de pensée de l'analyse spatiale (Pumain *et al.*, 1997), il n'y a pas d'intention de 'mesure', il s'agit d'une compréhension conceptuelle, une volonté de modélisation qualitative (Deffontaines *et al.*, 1990). Les interactions spatiales sont définies comme l'interaction entre lieux (Pumain *et al.*, 2001).

Encadré 1 : Rationalisation du comportement humain

La nature des 'lois de l'espace' repose sur des hypothèses communes à diverses disciplines, visant à modéliser les comportements humains ayant un impact sur l'espace. Tout d'abord, ces lois considèrent les êtres humains comme étant soumis à des contraintes extérieures qu'ils ne peuvent pas modifier. De plus, elles supposent un comportement 'rationnel' chez l'homme, basé sur la raison et donc prévisible. Les économistes décrivent l'être humain comme un *homo economicus*, un individu égoïste, pleinement informé, calculateur et maximisant son intérêt. Cette perspective remet en question la pertinence de la recherche de lois 'géographiques', spécifiques aux comportements spatiaux, où les géographes interviennent davantage que dans d'autres disciplines qui ne tiennent pas suffisamment compte de la dimension spatiale. Les économistes, en particulier, négligent souvent l'espace dans leurs approches, privilégiant des modèles théoriques et mathématiques rarement confrontés à la réalité. Cependant, il existe des courants, comme l'économie spatiale et hétérodoxe, qui intègrent l'espace dans leurs analyses. L'objectif demeure de confronter ces théories à la réalité observée, où l'explication reste le but ultime de la recherche. Malgré cela, certains modèles explicatifs et prédictifs, notamment ceux reposant sur des formulations mathématiques et l'utilisation de l'informatique, ont démontré leur efficacité. En France, le cartésianisme, fondé sur la logique et l'universalité de la raison, a favorisé une approche axée sur la logique (Berthelot, 2001).

D'un point de vue existentialiste, le problème des idéaux de l'ère des Lumières se pose. La rationalisation des systèmes sociaux dans monde (encadré 1) a permis de comprendre et d'optimiser leur fonctionnement. La prévisibilité et la calculabilité des facteurs de production doivent être systématisées, normalisées et formalisées dans des contextes juridiques, administratifs et politiques, afin que le système fonctionne correctement. Les connaissances nécessaires à la prise de décision sont aujourd'hui des connaissances scientifiques et technologiques. Nous devons être des 'professionnels' dans un système économique moderne de production mécaniste, de tous les individus et pas seulement de ceux qui participent à l'activité économique. Les conditions techniques et économiques de la production de masse, les structures bureaucratiques et politiques qui la rendent possible, constituent la 'cage de fer' (Weber, 1904 ; 1905). Pour Weber, le risque est de créer des 'derniers hommes' au sens de Nietzsche (1883 ; 1885), une société bureaucratique qui organise les gens en spécialisations utiles mais stériles, une appréciation personnelle de Weber dans l'attente du retour de l'enchantement (Hernández, 2015).

Weber (1922) examine le coût du passage de la communauté, où les participants se savent constructeurs d'un tout, à la société, où les individus poursuivent leurs fins individuelles par le biais de l'association. Il met en évidence le conflit entre l'endopathie de l'individu, son immersion affective dans le monde, et l'ordre social des Lumières qui, à travers les directives de la raison, aspire à instaurer un nouvel ordre social. Weber préconise alors la recherche d'une science sociale objective capable de comprendre simultanément la vie humaine dans toute sa complexité (Hernández, 2015).

1.1.3. Les nouvelles orientations données par les approches critiques et radicales

Certains géographes critiquent ces nouvelles orientations aussi bien que les anciennes. Les géographies 'critiques' et 'radicales' appartiennent à des courants de pensée qui se sont développés depuis les années 1970 et qui remettent en question les hypothèses sous-jacentes à la recherche géographique traditionnelle, et en particulier à la prétention objective des géographes néopositivistes (Mercier, 2017). La géographie critique remet en question les catégories analytiques classiques de la géographie, dénonçant leur inscription dans un système de valeurs, au service d'une idéologie. La géographie radicale conteste l'inféodation de la géographie traditionnelle au capitalisme (Merlin, 1997, p. 25). Ces géographes s'opposent à la vision 'néo-positiviste' et méprisent les apports méthodologiques des modèles mathématiques et des analyses statistiques (Merlin, 1997). Les géographes critiques visent à comprendre et à transformer les inégalités, les conflits et les injustices spatiales, et s'appuient sur des approches comme la géographie radicale, la géographie féministe ou la géographie postcoloniale. C'est dans un contexte historique particulier marqué par des mouvements sociaux (Mai 68 par exemple) qu'émerge la géographie radicale, avec Walter Bunge (1962) et David Harvey (1969) comme pionniers aux Etats Unis. Bunge en 1968 crée le Detroit Geographical Expedition, et d'autres promoteurs de la géographie théorique et quantitative qui se sont reconvertis à la géographie radicale. La géographie radicale (de base marxiste) comme critique de l'économie, met en avant la dimension d'équité et de liberté. Au Royaume-Uni, la géographie critique a été développée par Doreen Massey (1997). En France, ce courant contestataire ne rencontre pas d'écho immédiat : c'est en 1976 avec la revue Hérodote fondée par Yves Lacoste qui traite du Tiers Monde, de la décolonisation et des mouvements de libération. Lacoste (1976) défend une approche 'anticapitaliste et anti-impérialiste' et soulève la question du développement. Il plaide pour une géographie aux côtés des opprimés. En 1975, la revue Espace-Temps d'inspiration marxiste est fondée, le débat est recentré sur l'espace social. La géographie radicale est donc plus associée au marxisme et aux questions macro-économiques, tandis que des orientations théoriques plus variées sont qualifiées de 'géographies critiques'.

En opposition à la géographie classique d'inspiration marxiste, dans les années 1970 émerge la proposition d'une 'géographie sociologique', ainsi formulée par Paul Claval (1995). Ce 'tournant sociologique' vient restreindre la place de la culture dans l'explication de faits géographiques (Claval, 1995).

Les réactions qui se sont dessinées contre certains aspects de la nouvelle géographie sont influencées en particulier par le développement d'approches phénoménologiques ou herméneutiques (Dardel, 1954) qui introduisent une réflexion sur le fait, l'expérience de chacun, la dimension du 'vécu' (Frémont, 1976). La revue *l'Espace Géographique* (fondée en 1972) s'intéresse à une géographie humaniste de base phénoménologique.

1.1.4. De la géographie des représentations à la nouvelle géographie

D'un point de vue épistémologique, trois types d'intérêts (technique, moral, émancipatoire) proposés par Habermas (1976), donnent naissance aux catégories transcendantales des sciences (empirico-analytique, historico-herméneutique, critique). Ces intérêts sont associés par Claval (2018) à trois phases appliqués de la géographie française dès la fin des années 1970. La science positiviste, naturelle, d'une 'géopolitique', vidalienne ou 'nouvelle géographie' ; la science phénoménologique avec un rôle central de la communication qui prend en compte la spécificité du social ; et la science critique qui dénonce les injustices. Les deux dernières émergent de deux transformations qui ont eu lieu en simultanément : l'approche humaniste et l'approche radicale.

Dans la lignée des apports critiques d'un courant 'humaniste', dans le monde anglophone des années 1960, s'affirme une 'géographie comportementale' qui cherchait initialement à complexifier le modèle de l'analyse spatiale. Une des critiques consiste à dire que ce n'est pas l'information qui conditionne les décisions individuelles mais des 'perceptions' de la réalité (Bailly, 1985), des 'images mentales' que les individus se font de l'espace et de ses caractéristiques. Il s'agit de *considérer les êtres humains dans toutes leurs facettes, incluant les significations qu'ils confèrent aux lieux et aux paysages, les valeurs qui guident leurs décisions et leurs actions ou encore leurs buts qu'ils se donnent dans la vie* (Blanchard et al., 2021, p.22). La prise en compte par les géographes des 'images mentales', inspirés de Kevin Lynch (1964), apporte l'idée que des 'perceptions de la réalité' influencent la prise de décision. Ce qui importe à l'étude n'est pas seulement l'espace objectif des localisations et des flux, mais aussi bien les rapports subjectifs au monde. Les géographes ne peuvent plus se considérer neutres et extérieurs à leurs objets. La géographie francophone commence à explorer la subjectivité dans les années 1970 par les notions de 'perception' et de 'représentation'. Ainsi des notions nouvelles émergent telles que 'l'espace vécu' (Frémont, 1976). Les individus doivent faire avec les conditions sociales dans lesquelles ils sont placés, ne décident pas ce qu'ils veulent, ils ont été éduqués, socialisés. Ce courant critique a réagi à la géographie radicale du fait de l'absence de l'espace dans la pensée marxiste (Claval, 2018). Ainsi plusieurs géographes considèrent la culture non comme un résidu (au sens statistique) ou un facteur parmi d'autres, mais comme étant au cœur de l'humanité, et qui mérite donc d'être placée au centre des analyses. En effet, le comportement rationnel n'existe pas : les Hommes ne sont pas pleinement informés, leurs connaissances sont liées au système culturel, ils évaluent les distances en fonction d'autres critères que les kilomètres à parcourir, ne cherchent pas forcément à maximiser leur utilité (choix symboliques). Le comportement des hommes résulte de perceptions, de représentations, de savoirs, d'objectifs, il est le fruit d'une culture et il n'est pas universel.

La nouvelle géographie sociale, née en France entre 1960 et 1970, essaie de comprendre la dimension spatiale de certains faits sociaux à travers deux perspectives : les représentations et l'action (Di Méo, 2008). Di Méo (2005) met en avant l'idée d'une géographie sociale qui étudie les relations entre les

rappports sociaux et spatiaux, des '*rappports de rappports*' qui définissent la variété des 'combinaisons spatiales'.

A partir des années 1980, un 'tournant culturel' s'opère, et les représentations géographiques se placent au cœur des recherches. A leur tour, les néopositivistes reprochent à la géographie culturelle le flou de ses méthodes et le manque de rigueur scientifique (Berthelot, 2001).

Avec le tournant culturel émerge la géographie postmoderne anglo-américaine (Chivallon *et al.*, 1999). Ce courant remet en cause le discours scientifique, sa prétention à l'objectivité et l'universalité (à imposer des normes partout) qui cache sa dimension oppressive. Tout discours est relatif à celui qui l'énonce et mérite d'être déconstruit, on ne peut pas prétendre produire un discours 'vrai'. Le rationalisme français a du mal à s'accommoder au relativisme absolu du discours postmoderne. Dans une lecture épistémologique, la position postmoderne prolonge, voire dépasse, la démarche critique des géographes radicaux, par application à la démarche scientifique elle-même et ponctuellement géographique, une vision négative et relativiste. Alors que la géographie culturelle française, ou l'ethno-géographie, aborde les mêmes sujets mais d'une manière positive, mettant l'accent sur les valeurs, savoirs et signification appliqués aux lieux et aux espaces (Berthelot, 2001).

Pour Merlin (1997) la 'nouvelle géographie' ne se distingue que partiellement de la 'géographie classique'. Les nouveaux apports seraient -selon l'auteur- illusoire car ils adopteraient d'autres démarches descriptives sans progresser dans l'explication. Les géographes théoriques surévalueraient l'apport de ces méthodes. Le lien avec d'autres disciplines se traduit par un éclatement de la géographie plus que par une ouverture réelle à la pluridisciplinarité (Merlin, 1997).

1.2. Les 'branches' de la géographie humaine

Avec la nouvelle géographie, des branches de la géographie humaine se dessinent, mais elles restent à l'écart des grands débats qui ont agité la discipline (Berthelot, 2001). Certaines branches empruntent aux nouvelles écoles : la géographie urbaine prend l'analyse de réseaux et des hiérarchies urbaines de l'analyse spatiale. D'autres comme la géographie rurale, n'ont pas connu de modifications épistémologiques majeures. La géographie économique, quant à elle, suit un cours évolutif propre.

Forte de ces évolutions, des croisements de différentes approches, la géographie humaine contemporaine est souvent divisée en cinq principales 'branches' : la géographie culturelle, la géographie économique, la géographie de la population, la géographie sociale et la géographie rurale. Il s'agit de branches 'théoriques' de la géographie qui correspondent à différentes façons d'étudier les relations urbain-rural dans les territoires. L'approche humaine renvoie à l'Homme pris comme être vivant, au sens des anthropologues, ou comme individu unique, au sens des psychologues, tandis que l'approche sociale s'attache à l'étude des Hommes en société comme groupes (Merlin, 1997).

1.2.1. La géographie culturelle

La géographie culturelle est considérée comme '*curieuse des problèmes contemporains, avide de les analyser sur le plan spatial, intégrant les apports de l'histoire et d'autres disciplines de sciences humaines*' (Merlin, 1997, p.93). Du rapprochement de la géographie avec l'anthropologie émerge le concept de genre de vie (Derruau, 1961), une approche qui s'intéresse aux groupes humains vivant dans un milieu relativement isolé. Avec l'industrialisation et la colonisation, l'apparition d'un 'ailleurs' amène à des études sur des genres de vie complexes (Brunhes et Girardin, 1906). Les auteurs comme Derruau et Brunhes (cités par Merlin, 1997, p. 87) ont essayé d'appliquer ce concept à des sociétés industrielles et urbanisées mais les facteurs explicatifs sont les grands faits économiques et sociaux. D'autres géographes (Claval, 1974) ont substitué au concept de genre de vie celui de '*rôle*', défini

comme la place d'un individu dans la vie familiale, et plus tard de 'personnalité', concept attaché à un groupe. La notion de 'cadre de vie' (Rougerie, 1975) apporte un rapport dialectique entre le rôle de l'homme et du milieu de vie, et distingue trois types de relations selon le terme qui domine. Un autre domaine d'analyse des géographes dans un sens anthropologique est la différenciation des êtres humains en groupes selon la race ou l'ethnie d'appartenance, la langue parlée ou l'adhésion à une religion. Les géographes s'intéressent à la répartition spatiale des différents groupes, mais les apports de la discipline sont limités. Avant, ces questions étaient un passage obligé de la géographie humaine, aujourd'hui elles sont considérées comme secondaires.

Le rapprochement de la géographie avec l'histoire constitue un autre apport à une géographie culturelle. L'œuvre de Vidal de la Blache (historien de formation) sur une géographie régionale et de l'étude de l'unité et la diversité du territoire national, un thème aussi abordé par Jules Michelet (1886), insiste sur la 'personnalité de la France' basée sur le concept de genre de vie. Pierre George (1952 ; 1956) restitue les faits qu'il analyse dans leur genèse et s'interroge directement sur les rapports entre les disciplines (George, 1992). D'autres auteurs reprennent les idées vidaliennes : Lucien Febvre par exemple dans l'expression du possibilisme (Febvre et Bataillon, 1922) et Fernand Braudel (1949) qui utilise l'approche géographique entre autres pour créer le concept d' 'économie-monde' qui est ensuite largement repris par des économistes et des géographes. Cette approche est complétée par Pierre Chaunu (1969) qui insiste sur l'importance des grandes découvertes. Le déterminisme culturel est tôt identifié par Pierre Gourou (1973), mais il valorise sa réflexion plus tard autour des techniques d'encadrement⁵. Plus récemment, Paul Claval (1993) illustre la géographie culturelle par une démarche 'rétrospective diachronique' d'une part, et d'autre part par une vision 'synchronique' appliquée à l'étude des problèmes culturels des métropoles, celles-ci ayant un rôle dans la création et diffusion culturelle. Claval (2018) s'intéresse à l'approche culturelle entre 1983 et 1993, influencé et s'appuyant sur une 'géographie populaire' très présente à l'époque. Les années 1980 sont considérées comme l'essor de la géographie culturelle (Berthelot, 2001). Au moment de l'ouvrage Géographie Culturelle (Claval, 1995), l'auteur s'aperçoit que ce qui est important est le 'tournant culturel', qui oblige à repenser la géographie et modifie ses bases-mêmes, du fait d'une prise en compte du rôle des représentations (dimension symbolique). Il formule une approche 'socio-culturelle' où la société et la culture sont des processus spatiaux interreliés, il soutient que les limites entre les domaines sont poreuses, ce qui oblige à les repenser (Claval, 2018).

1.2.2. La géographie économique

La géographie économique est née de la nécessité des pouvoirs politiques de recenser les richesses des territoires (Merlin, 1997), mais plus encore du souci de mesurer la terre, de préciser sa forme, de l'inventorier d'un point de vue quantitatif et descriptif. La géographie économique est d'abord centrée sur les matières premières et la description de lieux de production et transformation (Maurette, 1922) et ensuite, au XX^{ème} siècle, les géographes s'intéressent à la localisation des activités productives, basées sur la théorie classique des localisations industrielles de Launhardt (1882) et Weber (1909). Par la suite apparaît la notion de fonction économique, venue des économistes tels que Fourastié (1949), et des géographes urbains qui apportent une classification fonctionnelle de la ville (Harris, 1943 ; William-Olsson, 1953). En conséquence, les géographes économistes s'intéressent aux fonctions

⁵ Il s'agit d'encadrements relevant de la société civile (famille, langage, régime foncier, préjugés, mentalités, religion...) et de la société politique (cadres villageois, tribaux, étatiques...), où les dimensions du culturel et du politique sont profondément imbriqués. Les techniques d'encadrement viennent au premier rang dans l'ordre d'urgence en vertu de tout progrès économique durable et profond. Elles ont la capacité de contrôler de vastes espaces, de nombreuses populations et d'énormes villes. (BRUNEAU, M., 2000, Pierre Gourou (1900-1999). Géographie et civilisations, Éditions de l'EHESS.

autres que l'agriculture et l'industrie. Ainsi émerge l'analyse du commerce de détail (Berry, 1971) et les études sur les rapports ville-campagne (Rochefort, 1959 ; Kayser, 1960 ; Dugrand, 1963 ; Babonaux, 1970). L'économie spatiale s'intéresse successivement à la localisation : des activités agricoles par le modèle expérimental proposé par von Thünen (1863) qui introduit la notion de distance ; des industries par la théorie quantitative de Launhardt (1882) déterminant les trois forces responsables des localisations liées aux coûts de transport, celle-ci complétée par les apports qualitatifs de Weber (1909) comme la notion d'économie d'agglomération ; des services et commerces, en plus des activités agricoles et industrielles, sont inclus dans la théorie générale de la localisation, la théorie de l'échange et la théorie des régions (maillon intermédiaire des deux précédentes) de Lösch (1940). Plus tard, Isard (1956) vient élaborer les équations d'un équilibre spatial général. Le géographe Christaller (1933), très influent en France et dans géographie occidentale, apporte sa théorie basée sur des places centrales qui fournissent des biens et services et s'organisent selon une hiérarchie structurée. Le renouveau venu de l'économie spatiale et l'esprit de collaboration des géographes et des économistes donne naissance aux sciences régionales aux Etats unis, puis en Europe et notamment en France avec l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF) (Merlin, 1997). La formalisation des analyses sous forme des modèles mathématiques est une tendance des sciences régionales acquise pour la géographie économique, ainsi que la démarche déductive de confrontation à la réalité après la construction théorique. L'approche modélisatrice a fait progresser la géographie économique dans les domaines du commerce et du transport notamment. Enfin d'autres approches se sont développées en parallèle, telles que la géographie économique d'inspiration marxiste, animée en France par Pierre George, dont l'influence diminue avec le déclin de l'idéologie marxiste dans les années 1980, la géographie du développement centrée sur l'existence d'un double secteur (Armstrong et McGee, 1985), un double circuit (Santos, 1975) ou sur l'opposition centre-périphérie (Reynaud, 1981), et la théorie de la polarisation (Boudeville, 1972) autour des milieux favorables à l'innovation dans les grandes villes. La politique d'aménagement française s'est largement inspirée de cette orientation pour définir les métropoles d'équilibre en 1963 et sur la fin du XX^{ème} siècle pour justifier la création de 'technopoles' (Merlin, 1997). Au XXI^{ème} siècle, le renouveau de la géographie économique qui avait commencé dans les années 1990, reprend la notion de territoire au cœur des analyses économiques. Les géographes économistes mobilisent la notion de ressources spécifiques, et précisément les processus de révélation et valorisation des ressources nouvelles (Benko et Pecqueur, 2001). Les nouvelles théories de l'économie géographique de la croissance et de l'innovation mettent l'accent sur le capital humain et les externalités de connaissance locales comme un des fondements majeurs de la concentration spatiale (Catin et Van Huffel, 2003).

1.2.3. La géographie de la population

La géographie de la population étudie les dynamiques humaines dans l'espace, tenant compte du rôle du milieu géographique (Merlin, 1997). Daniel Noin (1979) publie son livre 'Géographie de la population', une référence dans le domaine qui explore les dynamiques de la population en relation avec l'espace et met en évidence l'importance de la dimension spatiale dans l'étude des populations humaines.

Les densités de peuplement et les mouvements migratoires sont influencés par les conditions environnementales. Le concept d'œkoumène, popularisé par Max Sorre (1957), est défini comme les zones habitables par les groupes humains. Le concept a évolué avec les connaissances géographiques, ses limites sont influencées par la latitude, l'altitude, l'humidité excessive et la sécheresse. Les zones désertiques, chaudes ou froides, présentent des défis extrêmes pour la vie humaine, nécessitant souvent des modes de vie nomades ou des technologies sophistiquées pour l'irrigation et la survie. Les densités de population varient selon les conditions géographiques telles que le relief, le climat et la

qualité des sols. Dans les régions agricoles, l'habitat s'aligne historiquement sur les opportunités agricoles, créant une répartition spatiale différenciée en fonction des méthodes agricoles et de l'accès à l'irrigation. Les paysages ruraux offrent une diversité d'habitats, des villages traditionnels aux centres urbains en expansion. Les inégalités du peuplement mondial se manifestent par de vastes disparités géographiques. Environ 12% de la surface terrestre est habitée, avec plus de la moitié de la population concentrée dans trois zones : l'est de l'Asie, le sous-continent indien et l'Europe. La majorité de la population vit entre 20 et 60 degrés de latitude nord, avec une forte concentration à moins de 500 km des côtes. L'urbanisation a transformé la répartition de la population, attirant une importante population rurale vers les grandes villes, souvent des ports ou des centres économiques. Cette concentration urbaine s'observe à différentes échelles, des villes moyennes aux métropoles régionales, reflétant les dynamiques économiques et sociales. Dans les pays développés, la population rurale diminue tandis que les régions rurales des pays en développement connaissent une urbanisation rapide, due à des facteurs tels que l'ouverture des marchés et la mécanisation agricole. La répartition de la population à l'échelle locale varie selon les conditions géographiques et les modes d'organisation de l'habitat rural. Dans les pays en développement, l'urbanisation a été influencée par la colonisation, attirant une importante population rurale vers les centres urbains. Dans les pays développés, la population agricole diminue en raison de l'évolution des méthodes agricoles. La concentration urbaine s'observe à différentes échelles, attirant les populations en quête d'opportunités économiques et de services. La dispersion de l'habitat est favorisée par la motorisation dans certaines régions. L'opposition entre habitats groupés et dispersés s'atténue, avec une diversité de modèles de villages.

La géographie de la population et la démographie entretiennent des relations étroites, bien que distinctes (Merlin, 1997). La démographie, définie comme l'étude quantitative des populations humaines, se focalise sur leur dimension, leur structure et leur évolution. Elle traite des états et des mouvements de population, des événements démographiques et des rapports entre structure et événements. Elle peut être descriptive, analytique, mathématique ou théorique, englobant également des théories et des politiques de population. En revanche, la géographie de la population se concentre davantage sur la dimension spatiale des faits démographiques. Elle cherche à spatialiser et cartographier les données et indicateurs démographiques pour fournir une perspective géographique. Elle offre ainsi une vision complémentaire à la démographie, permettant de mieux comprendre les phénomènes démographiques à travers leur distribution spatiale. Cependant, la géographie de la population est souvent limitée à une analyse descriptive et manque parfois de rigueur méthodologique. Malgré ces différences, les deux disciplines peuvent s'enrichir mutuellement sur le plan méthodologique. La démographie apporte des outils analytiques rigoureux, tels que l'analyse longitudinale et la méthode des populations types, qui peuvent être utiles pour interpréter les données géographiques. En retour, la géographie de la population peut fournir une perspective spatiale aux analyses démographiques et bénéficier des méthodes de travail sur des données incomplètes développées par la démographie historique.

1.2.4. La géographie sociale

La Géographie Sociale a existé dès les débuts de la Géographie Humaine, fait mis en évidence par la préoccupation pour les faits sociaux portée par Elisée Reclus (Giblin, 2005). C'est après la Seconde Guerre mondiale que l'expression de '*Géographie Sociale*' est reprise de façon significative, trouvant dans le monde social lui-même ses faits et ses facteurs explicatifs. Parmi les géographes français, Pierre George (1945) est le premier à réutiliser l'expression. Il insiste sur le concept de forces productives et situe l'analyse de classes sociales au cœur de la géographie sociale. La Géographie Humaine élargit son champ vers les problèmes urbains et industriels. L'influence marxiste est très marquée en effet jusqu'aux années 1980-1990 en France, ce qui signifie l'explication de faits géographiques comme

produits de l'organisation de la société en classes sociales, liés au système économique et aux rapports de production, réduisant à *minima* le poids de facteurs naturels. Ainsi les géographes s'intéressent aux différences spatiales liées aux systèmes de production et à la mobilisation de ressources naturelles par le système économique. Le rôle des géographes (marxistes et classiques) est limité à la description des diversités régionales, et pour autant ils rejettent une géographie appliquée, reconnue à partir de 1962 (Phlipponneau, 2002), même si cette rigueur ne sera pas par la suite respectée (Merlin, 1997).

Les géographes Pierre George et Max Sorre théorisent les rapports entre sociologie et géographie (Merlin, 1997). Sorre (1948) envisage la géographie comme de 'l'écologie' et comme une science sociale et économique de l'espace. George Gurvitch (1970) considère que l'étude des problèmes humains prime dans une géographie à vocation d'unité, et que l'originalité réside dans *l'ajustement au plan horizontal des données que les autres disciplines examinent sur le plan vertical*, c'est-à-dire la spatialisation des concepts et agrégats des sociologues et économistes. Pierre George (1966) considère que la géographie est indispensable à l'étude du sociologue, proposant un cadre général dont les groupes sociaux font partie, un même espace, une 'unité de référence'. La complémentarité est trouvée entre les typologies des sociologues et les généralisations cartographiques des géographes, ainsi que sur le terrain à travers la participation à des études ou projets d'aménagement ou d'urbanisme. Cela fait appel à des équipes pluridisciplinaires, à l'élaboration d'un langage commun et au dialogue permanent.

La géographie est impactée par le rapprochement avec les études urbaines, liées à l'Ecole d'écologie urbaine développée aux Etats unis, et aux sociologues de la ville (Merlin, 1997). La géographie sociale incorpore ainsi la notion de 'valeur de société' et le concept de 'spéculation' formulé par Maurice Halbwachs (1909), le rôle des facteurs sociaux dans l'organisation de la ville et les effets de 'ségrégation sociale' démontrés par Chombart de Lauwe (1965), et même la considération de la ville comme terrain privilégié de la lutte de classes, dans un esprit 'révolutionnaire' porté par Henri Lefebvre (1967).

La thèse de Renée Rochefort (1961) sur l'analyse des conditions sociales de travail des groupes socioprofessionnels en Sicile insiste sur l'explication des réalités sociales par les faits sociaux, contre le déterminisme naturaliste : elle s'intéresse à la capacité d'autonomie des sociétés pour 'modeler la nature'. Selon elle, l'espace occupe une place seconde par rapport à la société et son histoire. Par ailleurs, Walter Firey (1960) explique les facteurs de société dans l'évolution des structures agricoles mettant en évidence la progression de la valeur de l'individualisme en Grand Bretagne.

Les années 1980 sont marquées par un 'monument collectif de renouveau' porté par les géographes R. Rochefort, A. Frémont et par les anciens étudiants de P. Georges, avec un renfort de philosophes tels que Henri Lefebvre (1974), qui propose une théorie de l'espace social comme produit concret des rapports sociaux (Lefebvre, 1974). La conception de 'l'espace des sociétés' vient redéfinir toute la géographie humaine. La géographie sociale a désormais vocation à partager la discipline avec la 'géographie écologique' (Hérin, 1984). L'espace n'a aucune autonomie, il n'a pas de 'lois propres'. Ces promoteurs d'inspiration marxiste (Di Méo, 1991) confèrent à la discipline une 'utilité sociale' au service des catégories de la société les plus défavorisées, exploitées, dominées. Cette géographie sociale francophone s'affirme donc engagée, voire militante (Blanchard *et al.*, 2021).

La géographie sociale française part du principe que les faits de société sont décisifs dans l'explication géographique bien plus que les réalités naturelles, qui restent soumises à l'emprise idéale et matérielle des facteurs sociaux (Di Méo, 2005). Di Méo (2005) propose une 'géographie sociale complexe' basé sur quatre approches : l'imbrication entre rapports sociaux et rapports spatiaux, les

positions sociales différentielles, la méthodologie des itinéraires quotidiens et la production d'images mentales et de schémas pertinents du réel.

1.2.5. La Géographie rurale

La géographie rurale émerge en France à partir de 1920, associée à la géographie classique 'vidalienne', orientée initialement sur un monde 'agraire'. Les études se concentrent à l'échelle régionale et de nombreuses monographies sont produites avec une approche historique. Les années 1950-1960 marquent l'introduction de l'activité économique agricole, de plus en plus cernée par des statistiques et données quantitatives. L'influence du monde anglo-saxon est à ce point marquante et aussi le contexte de 'modernisation rapide' de l'agriculture française. On assiste également à une multiplication d'études en dehors de la France. Les géographes prennent conscience du phénomène de 'désagricolisation' et de diversification socio-économique de l'espace rural. La campagne est abordée pas seulement à travers l'agriculture, car la multifonctionnalité des campagnes devient un fait majeur à analyser, il est désormais difficile de faire une coupure nette entre l'urbain et le rural. Vers les années 2000, la géographie rurale devient à la fois donc sociale, économique et appliquée. A ce moment-là le mot territoire devient 'à la mode' (Di Méo, 2000). Enfin, l'intégration d'une dimension 'citoyenne' soulève un certain nombre de débats de société (Monot, 2020).

Dans la sphère de historiens, à partir les années 1960 on assiste à une production considérable de travaux consacrés au 'monde rural' (Gavignaud et Hubscher, 1989). Des nombreuses études régionales consacrent une place centrale à la paysannerie. Une double problématique sous-tend leurs travaux : d'une part la spécificité, l'originalité de l'objet analysé (le rural) par rapport aux schémas traditionnels admis, aux normes nationales : le rural est l'art de cultiver les différences. D'autre part, le rural situé dans une perspective relationnelle qui pose le problème de l'intégration à la société industrielle et à l'économie de marché, des relations ville/campagne, dominants/dominés... L'accent est mis sur les ruptures, le changement, la dialectique des rapports structure-conjoncture (Gavignaud et Hubscher, 1989). L'objet rural est inscrit au cadre de la monographie par délimitation d'un espace géographique qui sert de support à l'analyse de problèmes généraux. Les analyses sont conduites des infrastructures aux superstructures, chaque élément s'articulant au suivant : le cadre géographique et la délimitation du pays ; les disparités régionales ; les facteurs démographiques ; les caractères de l'économie ; la société ; la politique, le religieux et le culture (dans leurs interactions) ; les cadres de production agricole ; les structures foncières ; les rapports sociaux. Ainsi les historiens ruralistes s'interrogent sur l'ouverture des campagnes au marché commun national, sur l'impact de l'économie concurrentielle, des transformations de l'économie englobante qui implique des changements comme le déclin du travail à domicile, la dépendance des producteurs envers les consommateurs, l'inégalité de la croissance selon les pays responsables des disparités régionales. Sont interrogées les modifications des structures scolaires et des rapports inter-catégoriels sous l'influence de la conjoncture globale, ainsi que les réactions qu'elles font naître en termes d'organisation de la profession et des comportements politiques.

1.3. Apports et concepts de la géographie rurale

Cette section aborde l'évolution des études des relations urbain-rural dans la géographie rurale, plus précisément le dépassement des approches sectorielles au profit d'une vision de la ruralité multifonctionnelle qui met en avant l'intégration urbain-rural. La géographie rurale, initialement agraire, devient agricole, et incorpore ensuite la notion de ruralité. A la fin de cette section la perspective latinoaméricaine de la géographie rurale est présentée.

1.3.1. L'apparition de la géographie rurale comme élargissement d'une géographie agraire

La 'géographie rurale' apparaît au début du XXe siècle en France. Les premiers travaux ont été menés par des géographes tels que Vidal de la Blache dans l'ouvrage '*Principes de la géographie humaine*' (Vidal de La Blache et Martonne, 1921) et Brunhes dans '*La géographie humaine*' (Brunhes, 1925). Elle atteint son essor après la Seconde Guerre Mondiale et voit son apogée entre 1955 et 1965 (Jean et Périgord, 2017). Au fil du temps, la géographie rurale s'est développée dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, avec par exemple les travaux de Richard Hartshorne (1899-1992). L'un des premiers textes en anglais *Rural Geography* est publié par Hugh Clout (1972), il présente un premier cadre d'analyse pour les études géographiques des zones rurales. En effet, la consolidation de la géographie rurale comme sous-discipline distincte et cohérente est relativement récente (Wood, 2009). Ces études vont avoir une place centrale dans les pays du nord et la littérature produite est largement anglophone (Paul, 2023). Plusieurs ouvrages en anglais (Woods, 2010 ; Shucksmith et Brown, 2016 ; Scott *et al.*, 2019) et en français (Gonin et Quéva, 2018) abordent les dimensions analytiques de la géographie rurale. La littérature latino-américaine apporte également à la géographie rurale, notamment au travers des notions de verticalités et horizontalités⁶ (Santos, 1993) pour aborder la question de l'extractivisme (Sandoval et Carrión, 2018) ou bien par une valorisation des savoirs ancestraux des communautés autour de la Pachamama (Madre Tierra) (Steinhäuser, 2020).

La géographie rurale est une branche de la géographie humaine qui étudie l'organisation des paysages ruraux et de ses composantes, c'est-à-dire l'organisation de l'espace rural par les sociétés humaines. Elle est différente de la 'géographie agraire' concentrée sur l'étude des systèmes agricoles. Selon (Derruau, 1961), la géographie agraire fait référence aux résultats de l'exploitation (agricole) sur le paysage, alors que la géographie agricole est référencée à l'agronomie. La géographie agraire, antérieure à celle dite 'rurale', s'intéresse principalement aux paysages agraires créés par l'agriculture et aux structures agraires. Une 'structure agraire' (Faucher, 1949) est composée de trois éléments : le système de culture ou association de plantes choisies (par les agriculteurs), la morphologie ou forme et organisation des parcelles et le mode de culture qui détermine des paysages (entre 'enclos' et 'openfield'), et l'habitat ou l'agencement des espaces habités (linéaire, dispersé ou groupé). Sur cette période, les géographes ruralistes s'intéressent aux 'permanences', envisagées par les héritages et les interactions entre les hommes et les milieux physiques (Rieutort, 2011).

1.3.2. Le fait rural : un enjeu en relation avec l'urbain

Dans les années 1960 s'affirme le souci d'une étude systématique et statistique du fait agricole. La géographie agricole élargit les perspectives au niveau social, sur l'organisation des sociétés pour comprendre le fonctionnement de l'agriculture, et économique, sur la modélisation de la répartition des activités économiques et en particulier agricoles. Le phénomène de périurbanisation (des années 1960 aux Etats Unis et 1970 en France) montre que l'espace rural devient un espace d'enjeux et de conflits. L'accent est désormais mis davantage sur les 'mutations' plus que sur les permanences. Les problèmes de l'environnement sont mis à l'ordre du jour.

La géographie rurale s'intéresse ainsi à l'organisation des espaces ruraux et urbains. La discipline recouvre le développement local des zones rurales, le plan local d'urbanisme, le plan d'occupation des

⁶ 'D'un côté, il y a des étendues continues formées de points qui se regroupent sans discontinuité, comme dans la définition traditionnelle de région. Ce sont les horizontalités. D'un autre côté, il y a des points qui, séparés les uns des autres, assurent le fonctionnement global de la société et de l'économie. Ce sont les verticalités.' SANTOS, M., 2002, "Mode de production technico-scientifique et différenciation spatiale", Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales(Hors-série). p.7.

sols, l'habitat en zone rurale et son organisation, les paysages et structures agraires, les différents types d'agriculture et de productions agricoles, les activités rurales, les relations ville/campagne et ses phénomènes interrelationnels. Le mot '*rural*' apporte une grande flexibilité par sa dimension multidimensionnelle (Jean et Périgord, 2017). La notion est plus large qu'agricole (Georges et Verger, 2006), l'espace rural étant le siège d'activités agricoles mais également de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme rural.

Avec le processus d'urbanisation de l'espace rural (d'imbrication du tissu urbain et de l'espace rural), les notions de '*rurbain*' et '*rurbanisation*' émergent (Bauer et Roux, 1976), pour décrire des situations où, à partir de 'noyaux ruraux', un tissu urbain discontinu se développe. Il ne s'agit pas uniquement d'un prolongement de la ville comme la notion de périurbain, mais de la prise en compte de l'influence de formes d'urbanité.

Par la notion d'interface ruralité/urbanité, certains géographes cherchent à ce que les espaces en bordure des villes soient conçus autrement que comme de simples zones de transition ou des couloirs de communication, mais en tant que vecteur de territorialités (Brun-Picard, 2013). L'interface ruralité/urbanité est définie par une approche fonctionnelle comme une *emprise spatiale matérialisée et territorialisée, d'une imbrication du rural et de l'urbain, pour mettre en synergie les potentialités des différents types de parcelles, en fonction des dynamiques anthropiques à l'œuvre* (Brun-Picard, 2013, p. 144). Ces espaces sont considérés comme des 'convergences', et requièrent du partenariat et de la coopération dans l'élaboration d'un projet territorial durable.

1.3.3. Intégration de la ruralité dans la géographie française

Dans le contexte post Seconde Guerre Mondiale, marqué par la modernisation agricole, les espaces ruraux ont vécu une intégration dans l'économie industrielle et marchande qui a effacé les traits d'une civilisation agraire qui avait formé l'œil des géographes (Cornu, 2018). Ancrés sur la tradition vidalienne de l'étude régionale, l'effort des ruralistes porte sur les enjeux de mutations qui affectent les espaces de vie ; la thèse de Max Derruau (1950) sur la Grande Limagne⁷ en témoigne. Les géographes prennent conscience de l'intensité des mutations qui affectent la vie économique et sociale des espaces ruraux et même leur identité rurale. La notion de 'système' (Cholley, 1946) ou celle d'un 'tout agraire' (Derruau, 1961) permettent d'interpréter les 'paysages agraires' (Rieutort, 2011). Pierre George ouvre la perspective à l'échelle d'une planète en mutation (George, 1963) et popularise l'expression *Géographie Rurale*. Contemporain, René Lebeau (1969) publie son ouvrage sur les '*grands types de structures agraires dans le monde*'.

Une géographie tropicale (Gourou, 1947) s'installe entre temps, qui met en lumière les constats entre une vie rurale traditionnelle et les nouvelles formes capitalistes orientées vers l'économie de marché, dans les pays du Sud. Ces travaux posent les bases des études des campagnes du Sud, *dans un contexte de transition démographique et de conquêtes de nouvelles terres* (Rieutort, 2011). Dans cette ligne d'idées, certains géographes s'intéressent aux problèmes du 'Tiers Monde' et du 'sous-développement' (Lacoste, 1980).

A l'heure de la seconde révolution agricole des années 1960, marquée par la spécialisation et la concentration des exploitations (Rieutort, 2011), la mission était de rendre compte du 'destin des campagnes', entre espaces productifs qui 's'adaptent à la modernisation' et espaces qui s'acheminent vers une 'désertification'. Pour les premiers, le rôle des agronomes était essentiel et pour les seconds

⁷ La monographie régionale de Derruau met en lumière l'influence des modèles et des inspirations, à différentes époques, sur le paysage humanisé de la Limagne auvergnate (DION, R., 1951, Réflexions de méthode à propos de «La grande Limagne» de Max Derruau, Annales de géographie, 318, pp. 25-33.).

des sociologues et ethnologues. Avec la création de la DATAR en 1963, les géographes ruralistes disposent d'une opportunité de valoriser leurs expertises, en tant qu'aménageurs de la transformation des territoires ruraux. En collaboration avec les économistes et agronomes, les géographes commencent à diagnostiquer le potentiel des mondes ruraux en difficulté à partir d'indicateurs statistiques. Une rupture significative dans la géographie rurale se produit en relation aux logiques de 'communauté rurale' et des dynamiques collectives pour valoriser les stratégies individualistes, de spécialisation, de concentration, d'agrandissement et d'inscription dans des logiques de filières (Cornu, 2018). Brunet (1957) et Frémont (1965) mettent en évidence les nouvelles stratégies des acteurs ruraux. Cette nouvelle géographie est également divisée entre les tenants des 'lois de l'espace' et ceux qui abordent la subjectivité, les représentations des acteurs, où les analyses s'orientent vers la dimension sociale (Rieutort, 2011). La géographie rurale des années 60' entre en relation avec les acteurs les plus dynamiques du monde rural, en particulier les jeunes agriculteurs désormais réunis dans la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC).

'La fin des paysans' d'Henri Mendras (1967) marque un point charnière. En effet, le projet modernisateur est mis en question pour ses effets délétères, l'espace productif s'est rétréci, et une large part de la ruralité se retrouve en 'déhérence' (Cornu, 2018). Aux Etats Unis, l'approche ruraliste correspond à la 'folk society' destinée à disparaître (Jean, 2002). Les mouvements de mai 68 affirment une pensée critique de la modernisation rurale. Avec la crise de 1973, la recherche, le développement régional et les études rurales sont remis en question. Dans ce contexte naît l'Association des ruralistes français (ARF). Sans espoir de renverser les processus à l'œuvre, la seule chose à faire est d'accompagner les mutations par une typologie fine des espaces ruraux. Les géographes ruralistes s'immergent plus profondément dans leur terrains de recherche, afin de comprendre les 'systèmes agraires' ou encore de reposer la question de la 'nature' (Mathieu *et al.*, 1989). La sociologie rurale en Europe met l'accent sur l'analyse du système alimentaire d'une société globale à dominante urbaine, le territoire et les villages sont reconsidérés (Rieutort, 2011). L'économie rurale s'institutionnalise en France, des travaux ciblent les agriculteurs, notamment leurs itinéraires techniques, tandis que d'autres ciblent la dimension territoriale des pratiques agricoles (Landais *et al.*, 1988).

La pensée systémique s'affirme dans un contexte d'incertitude sur le devenir des agriculteurs et sociétés rurales dans un monde de plus en plus urbanisé (Rieutort, 2011). Les géographes ruralistes intéressés par la question économique analysent les systèmes d'exploitation agricole, mobilisent les notions de bassin de production et de région agricole, dans une géographie de 'modèles agricoles'. L'étude 'grainiers du monde' (Charvet, 1985) met en lumière les régions productives destinées aux marchés mondiaux de grains. Les processus d'industrialisation agricole sont étudiés sous l'angle par exemple en France des 'élevages hors-sol' (Diry, 1985). Le risque du 'déterminisme économique' est soulevé.

Un travail théorique sur l'objet des géographes ruraux est entrepris par un collectif de géographes ruralistes (Paris, 1975) afin de se doter d'une doctrine cohérente, qui intègre la question territoriale dans le rural, et qui se confronte ainsi à la montée de la géographie urbaine. Les changements politiques à partir de 1981-1982 (décentralisation, puis normalisation) amènent l'espoir d'une diversification de voies de développement local, mais sont contrés par le modèle agricole dominant et de l'aménagement 'uniformisant', au profit des espaces résidentiels dans une logique de périurbanisation. Le rural est requalifié en fonction des besoins résidentiels et récréatifs pour les populations urbaines (Cornu, 2018). Les études rurales se déclarent en 'crise' (Sautter, 1986).

Une nouvelle génération d'étudiants et de chercheurs va dépasser cette conception. La reconnaissance des initiatives locales avec l'essor des intercommunalités, des territoires de projet et des parcs

régionaux, redonne une opportunité à la géographie rurale pour accompagner des 'projets de développement'. Notamment *via* le levier de la patrimonialisation : des productions alimentaires sous signe de qualité (les appellations d'origine), et du tourisme vert et des pratiques récréatives et résidentielles dans les métropoles régionales (Cornu, 2018). La 'renaissance rurale' annoncée par Bernard Kayser (1990) montre un bouleversement de la hiérarchie des valeurs, où la société française est demandeuse de 'ruralité'. Un nouveau défi se dessine pour la géographie rurale qui doit concilier son expertise en aménagement et la pensée critique de remise en cause du 'progrès'.

Les années 1980 sont un point d'inflexion, avec d'une part les tenants de la 'crise rurale' (Mendras, 1967 ; Béteille, 1981 ; Mendras, 1984 ; Béteille, 1994) et d'autre part ceux de la 'renaissance rurale' (Kayser, 1990).

A l'heure actuelle au XXI^{ème} siècle, les débats sont marqués par les enjeux environnementaux, liés à l'alimentation et aux inégalités territoriales. Pour les géographes ruralistes, la précarité et l'illisibilité deviennent la nouvelle norme des territoires. Le devenir des populations et des territoires est laissé à lui-même dans l'intégration à l'espace mondialisé, et en parallèle émergent les enjeux du 'développement durable' des territoires. Ce double contexte de mondialisation et de développement durable élargit les problématiques de la géographie rurale aux 'nouvelles ruralités' (Rieutort, 2012 ; Pouzenc et Charlery De La Masselière, 2020). La 'multifonctionnalité rurale' illustre les crispations entre les agriculteurs, résidents et usagers de la 'nature'. Sur certains territoires du Sud, on assiste à une déconnexion de l'agriculture et du monde rural (Chaléard et Dubresson, 1999). La géographie rurale est traversée par l'émergence des 'nouvelles campagnes' affectées par la mobilité et les changements d'usage, immergées dans des rapports sociaux et politiques ; ce qui amène les géographes à intégrer des stratégies de développement, à proposer des 'découpages pertinents' pour l'aménagement et à renouveler les typologies (Rieutort, 2011). La question agraire autour des enjeux de structures et de pression foncière est revisitée, ainsi que les systèmes agricoles et modèles agraires, en termes d'archétypes⁸ (Sivignon, 1996) ou de montée en puissance des 'pays émergents' (Landy, 2006).

En Europe, les besoins en termes d'expertise géographique pour réviser les zonages AOP, la gestion des risques, l'adaptation au changement climatique, la déclinaison des directives européennes, la démocratisation de la gouvernance des collectivités territoriales et la gestion de la concertation entre usages de l'espace rural, amènent les géographes ruralistes d'une part à renouveler leurs approches méthodologiques et d'autre part à concilier des engagements pluridisciplinaires et partenariaux (Rieutort, 2011). Ainsi les géographes repensent leurs propres catégories, et de nouveaux objets émergent sous l'effet des innovations technologiques, économiques et sociétales (Cornu, 2018).

Aujourd'hui, la recherche en géographie rurale s'intéresse notamment aux questions de résilience des territoires ruraux, à la relocalisation des systèmes alimentaires, à la transition écologique et énergétique, ou encore aux migrations rurales et à la gentrification rurale.

1.3.4. Géographie rurale en Amérique Latine

La géographie rurale en Amérique Latine, étudiée par un ensemble d'ouvrages et synthèses francophones (Velut, 2021), permet d'appréhender les structures majeures du continent, des territoires nationaux, les milieux, les dynamiques du peuplement et les inégalités. Au début du XXI^{ème} siècle, l'attention est portée sur la diversité des populations, les intégrations régionales et le développement durable.

⁸ Le modèle 'danois' d'encadrement coopératif ou le modèle 'britannique' encadré par les grandes firmes.

Les dynamiques actuelles des territoires d'Amérique Latine révèlent plusieurs contradictions (Velut, 2021). La première est relative aux choix de modèles de développement reposant sur l'exploitation des matières premières, une re-primarisation des économies désignées sous le terme d'extractivisme, tandis qu'en parallèle des engagements internationaux (comme le sommet de Rio en 1992) ratifient le développement durable et la protection de l'environnement mondial. La deuxième contradiction marque les alternances politiques entre gouvernements qualifiés de 'progressistes' et de 'conservateurs', avec des projet politiques et sociaux difficilement conciliables. Le clivage est entre la redistribution et la croissance économique respectivement⁹. La troisième contradiction s'établit entre insertion internationale et intégration continentale, d'une part le choix de l'extractivisme qui accentue la dépendance aux marchés internationaux, notamment à la Chine, une situation sensible aux fluctuations de prix des matières premières, et d'autre part les actions politiques en faveur de l'intégration régionale sous diverses formes, par exemple en termes d'échanges commerciaux (accord économique), le Marché Commun du Sud (MERCOSUR), créé en 1991.

Dans la lignée d'une nouvelle société de la connaissance, d'un monde intégré et globalisé, émergent de nouvelles perspectives pour la ruralité. Le 'Consenso de Cartagena'¹⁰ en Amérique latine et la création des organismes internationaux, ont contribué à la consolidation de nouvelles propositions de développement rural. La Nouvelle Ruralité (Echeverri Perico et Ribero, 2002) met l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette perspective est centrée sur trois piliers à revisiter : l'action politique rurale, l'économie rurale et l'institutionnalisme rural. Le 'rural' est redéfini comme *le territoire constitué à partir de l'usage et de l'appropriation de ressources naturelles, où sont générés des processus productifs, culturels, sociaux et politiques* (Echeverri Perico et Ribero, 2002p. 18). Cette définition amène une vision territoriale qui encourage des relations fonctionnelles d'intégration à l'urbain, en passant d'une planification sectorielle et centralisée, actuellement prédominante, à une planification territoriale et décentralisée (Echeverri Perico et Ribero, 2002). Cette redéfinition propose une planification territoriale et décentralisée, qui permet de dépasser l'approche sectorielle actuelle. Cette vision propose d'inclure dans les fonctions de croissance et de développement des aspects tels que l'économie environnementale et écologique, les marchés des services environnementaux, la durabilité des systèmes de production, les ressources génétiques, les réseaux de solidarité sociale, la connaissance et la culture, la parité hommes-femmes, l'inclusion des groupes ethniques et des groupes d'âge. Les notions de compétitivité sociale et d'économie des territoires représentent une approche alternative au paradigme productif agro-alimentaire, dans un contexte de rénovation institutionnelle (rôle des Etats nationaux et fonctions publiques). L'approche en termes de Nouvelles Ruralités vise l'enjeu d'une nouvelle orientation du modèle de développement, vers un 'développement rural harmonieux et efficace' intégré au territoire (plutôt qu'à l'activité économique agricole). Les tenants de cette approche insistent sur des mécanismes de *l'économie rurale*, du fait d'une main d'œuvre abondante et de l'enjeu urbain et rural de 'sécurité alimentaire'. Ils pointent le rôle des systèmes productifs ruraux dans la possibilité d'assurer la durabilité du capital naturel.

1.4. La géographie sociale : une diversité de propositions pour analyser et accompagner les dynamiques spatiales

La géographie sociale étudie les rapports entre les espaces et les sociétés, ou la dimension spatiale du monde social (Blanchard *et al.*, 2021). Elle se concentre sur la dimension sociale des dynamiques spatiales afin de comprendre les interactions entre ces derniers à différentes échelles et niveaux

⁹ Récemment, de nouvelles perspectives s'installent en Amérique latine selon la perspective du libéralisme.

¹⁰ Conférence internationale sur le rôle du secteur rural dans le développement de l'Amérique latine, tenue à Cartagena de Indias en 1998.

d'organisation. Elle s'intéresse aux pratiques et aux représentations sociales, plus largement aux expériences vécues, inséparables des rapports sociaux. Les relations des sociétés avec le territoire sont abordées par de nombreux auteurs comme des 'espaces de vie', des 'espaces habités', des 'terrains de vie' et d'autres notions qui définissent des manières d'habiter le territoire (Santos, 1996 ; Latour, 2017). Cette perspective s'appuie sur la prise en compte de l'action dans la vie quotidienne pour comprendre les transformations territoriales (Bozzano et Velarde, 2012). Les géographes sociaux étudient les représentations spatiales pour comprendre comment les individus perçoivent et interprètent leur environnement spatial.

1.4.1. Concepts clés et objets de recherche de la géographie

Les concepts 'clés' ou catégories fondamentales des connaissances géographiques en général (physique et humaine), comprennent entre autres : l'espace, le lieu, l'aire, la région, le territoire, le paysage, les représentations spatiales. Les géographes étudient des objets divers tels que la migration humaine, le développement économique, l'utilisation des terres, le changement climatique, les relations internationales, entre autres ; et plus spécifiquement les géographes sociaux s'intéressent au travail, acteurs, aux pratiques culturelles, aux classes et groupes sociaux, aux représentations spatiales... La Géographie Sociale (Di Méo, 2000) adopte comme objets de recherche centraux *les phénomènes d'identité et de contrôle, d'altérité, d'intégration ou de ségrégation, d'exclusion, d'équité, d'égalité, de juste répartition de richesses et des moyens de produire.*

A la suite sont présentés les concepts clés nécessaires pour aborder l'objet de cette thèse, les relations urbain-rural, en particulier le problème de la déconnexion des villes et campagnes. Ensuite les méthodes mobilisées de la géographie sociale sont approfondies.

1.4.1.1. L'espace

L'espace est un concept assez général qui décrit l'emplacement des objets, hommes et activités dans l'univers. Les conceptions de l'espace considèrent un va-et-vient dialectique entre les objets et les relations sociales (Tobio, 2012). La genèse du concept d'espace remonte à l'Antiquité avec le 'monisme philosophique' et évolue jusqu'à la 'révolution kantienne' (Kant, 1908), qui distingue trois grands types génériques d'espace : nature (lois physiques), kantien (forme des phénomènes) et géographique (écosystème et produit social). La géographie sociale proposée par Di Méo (2005) mobilise dans ses analyses trois conceptions de l'espace considérées indispensables à l'analyse géographique. Le premier est l'espace du 'monde vécu' qui s'identifie à l'espace kantien (phénoménologique). Il est le produit de la conscience, c'est un espace construit par l'expérience individuelle et sociale. Le deuxième est l'espace 'cartésien' (rationnel) qui sépare le logos (pensée, conscience) du couple matière-étendue, substance qui constitue le fondement, la réalité de toute spatialité. Il provoque une objectivation qui permet une représentation de l'espace en fonction des échelles. Le troisième est l'espace en tant que 'production sociale', matérielle certes, mais aussi symbolique, idéologique ou idéale des sociétés. Cette dernière conception, élaborée par le philosophe Leibniz et le sociologue Durkheim, met l'accent sur les enjeux qui caractérisent l'espace social, l'articulation de systèmes qui régissent l'existence de groupes humains et les positions sociales.

1.4.1.2. Le lieu

Le lieu est un concept qui décrit les caractéristiques physiques et culturelles d'un emplacement concret particulier qui joue un rôle bien identifiable dans l'espace social. L'homme-habitant fait face aux caractéristiques du lieu, qui peut être interprété en termes de ressources et risques (Berthelot, 2001). Selon Lussault (1996) le lieu constitue la plus petite unité spatiale complexe, qui forme un 'ensemble discret'. Son unité se détecte d'un seul coup d'œil. Il abolit la distance. Sa réalité sensible et palpable surgit de sa clôture (Di Méo, 2000). Lussault (1996) distingue les 'hauts lieux', repères de la mémoire

collective, de signification sociale, et les 'lieux domestiques', de caractère personnel ou familial, du domaine privé. Le lieu est un symbole et une figure rhétorique du territoire (Debarbieux, 1995). Ainsi Debarbieux (1995) distingue le 'lieu attribut', abstraction qui délivre le signe, le 'lieu générique', comme un modèle, et les 'lieux de condensation sociale et territoriale' qui expriment le système de valeurs d'une société.

1.4.1.3. La région

La contrainte des distances conduit à une fragmentation des espaces, d'où les régions. Le concept de région décrit une aire géographique avec des caractéristiques communes. L'autocorrélation spatiale légitime la différenciation des espaces en régions. L'enjeu est de bien choisir la taille. Chaque région constitue un 'individu géographique' muni d'une 'personnalité', d'une spécificité. Par un changement d'échelles, on peut observer au sein d'une même région des 'sous-ensembles'. Le découpage d'une région est déterminé par l'espace considéré et par l'intérêt du géographe. Plusieurs types de régions sont envisagés : naturelle, urbaine et administrative. La région naturelle caractérisée par le climat, le sol et le relief est différente d'une région 'historique' déterminée par des faits économiques et culturels. Outre l'identification par le géographe, une région peut être déterminée par le comportement géographique des Hommes, lorsque, par exemple, une ville ou une métropole polarise les flux et les déplacements, il s'agit d'une région urbaine. La perception évoque aussi la région, les représentations des Hommes, elle détermine leurs comportements géographiques. Enfin, la région administrative est délimitée par des logiques d'ordre politique, qui peut correspondre, ou pas, avec la région du géographe. Plus récemment, le concept de bio-région (Magnaghi, 2014 ; Sinaï, 2023) a été proposé pour repenser les rapports humains-nature, une théorie de nouvelles échelles du développement face aux enjeux contemporains.

1.4.1.4. Le paysage

Le *paysage* est un concept qui décrit l'apparence visuelle d'un endroit particulier ; quoique des auteurs latino-américains aient rebondi : Milton Santos (1996) considère que le paysage concerne tous les sens des humains, non seulement la vue, mais aussi l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher. Ce concept est mobilisé par la géographie de la perception des années 1980. Dans une visée d'aménagement et de développement local (Lelli et Paradis-Maindive, 2000), le paysage est distingué en deux catégories : le '*paysage ordinaire*' fondé sur la fréquentation quotidienne, où les acteurs agissent selon leurs besoins et intérêts, et le '*paysage remarquable*' à conserver dans l'état, suite à une identité forte et partagée, attribuée à un moment précis de son histoire. Dans cette lignée de développement local, et par le prisme de projet de territoire, la notion est reprise dans une perspective d'action où le paysage devient un outil de médiation : il sert d'objet à la discussion (Michelin et Joliveau, 2005).

1.4.1.5. Le territoire

L'occupation d'un espace par l'homme et son appropriation conduit à la formation de territoires. Le territoire est un concept polysémique. Dans une assertion simple, il décrit une zone ou espace contrôlé par un groupe particulier. Il est aussi désigné par une portion de l'espace géographique dont les limites sont définies par l'activité qu'y exerce un acteur individuel et collectif (Benoît *et al.*, 2006). Il présente trois caractéristiques : un espace délimité, géré et approprié, un sentiment d'appartenance de la part de ses habitants, et une forme d'autorité sociale, politique ou administrative qui conduit à des règles d'organisation et de fonctionnement. En ce sens, il s'agit d'un espace socialisé. Cette composante 'espace social' est complétée par la facette '*d'espace vécu*' (Di Méo, 2000), d'un rapport existentiel, subjectif, de l'individu socialisé imprégné de valeurs culturelles. Selon Raffestin (1986), dans le processus d'écogenèse territoriale, l'articulation et la combinaison de signes culturels à différentes échelles donne naissance aux arrangements territoriaux. En supplément des deux conceptions précédentes, Di Méo (2000) propose quatre autres significations pour le concept de territoire :

l'identité collective qui médiatise nos rapports d'altérité (aux autres), une dimension politique qu'illustre le caractère volontaire de sa création, sa nature symbolique, emblématique avec des éléments instaurés en valeurs patrimoniales, et l'importance du temps long ou l'histoire. Le territoire multidimensionnel participe de trois ordres distincts : de la matérialité, de la psyché individuelle et des représentations collectives, sociales et culturelles. Le territoire de la géographie est de nature multiscalaire, ouvert à toutes les combinaisons spatiales qui tissent les collectivités humaines dans les limites de l'étendue terrestre, comme dans l'expérience individuelle (Di Méo, 2000). Le territoire est aussi défini comme un ensemble de lieux hiérarchisés (fixation), connectés à un réseau d'itinéraires (mobilité) (Bonnemaison, 1981).

Le territoire peut être pris dans un sens 'relatif', étant à la fois support et signifié, contenant et contenu. Ainsi, il convient de distinguer le territoire administratif contenant des dynamiques d'acteurs, à des multiples représentations possibles liées au territoire subjectif, exprimé par la diversité d'acteurs ou habitants de cette portion de l'espace. Ce territoire est un support sur lequel se forment des représentations socio-spatiales (issues de la pensée) qui ont un sens, une signification, un concept. Il est configuré d'une certaine manière (dans l'espace-temps linéaire) favorable à l'accueil d'une diversité d'acteurs, d'activités et d'espaces (le contenu), dans un espace identitaire ou stipulé qui s'étend jusqu'aux frontières plus ou moins repérables (le contenant).

Dernièrement, le concept de territoire est revisité comme étant opérant, un cadre pour l'analyse des enjeux contemporains liées aux transitions et transformations sociales (Vanier, 2009 ; Banos *et al.*, 2020 ; Pachoud *et al.*, 2022).

1.4.1.6. *Projet de territoire*

Le projet de territoire est une démarche qui vise à façonner l'avenir d'un territoire en alignant les organisations spatiales avec les dynamiques des acteurs. Selon Lardon et Piveteau (2005), sa cohérence réside dans l'harmonisation des modèles organisationnels avec les modèles de développement. Cette approche nécessite de fournir aux acteurs les outils pour exprimer leur vision spatiale et leur territorialité. La construction d'un projet de territoire, selon Lardon *et al.* (2008b), s'inscrit à la croisée des incitations globales et des initiatives locales, de l'action publique et de l'action collective, en tant que lieu d'expérimentation pour le développement durable. Elle implique d'identifier de nouvelles ressources, de mobiliser de nouveaux acteurs et de créer de nouvelles formes de territorialité. Gumuchian et Pecqueur (2007) soulignent l'importance de valoriser les ressources spécifiques d'un territoire, tant matérielles qu'humaines, tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes de coordination et d'action collective pour un développement durable. Cette approche nécessite de repenser les processus d'organisation des acteurs et des institutions, comme le soulignent Roux *et al.* (2003), et de favoriser des dynamiques collectives d'organisation et de dialogue, comme le notent Angeon *et al.* (2006), afin de construire des modalités de coordination efficaces dans la conduite d'un projet de territoire.

1.4.1.7. *Les représentations spatiales*

Les études géographiques sur les représentations spatiales ont émergé dans les années 1970 en France. Parmi les travaux pionniers, l'une des références la plus citée est celle de Joël Bonnemaison (1981) qui aborde les représentations culturelles par le dessin au sol des diverses territorialités des groupes humains. Jean-Paul Guérin *et al.* (1989) définissent les représentations comme '*une création sociale et/ou individuelle d'un schéma pertinent du réel*' dans le cadre d'une idéologie, qui consiste soit à évoquer des objets en leur absence, soit à compléter la connaissance perceptive en se référant à des objets non perçus (Bailly, 1991). Les représentations sont des entités formelles qui évoquent une autre entité (appelée le référent) et favorisent ainsi la cognition et l'action des individus (Le Lay, 2016). Toute

représentation est à la fois individuelle et sociale, idéelle et matérielle, temporelle et spatiale (Le Lay, 2016).

Le concept de 'représentation' est polysémique, « *le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique* » (Abric, 1987, p. 64) ; donc '*un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations se référant à un objet ou une situation. Elle est déterminée à la fois par le sujet lui-même (son histoire, son vécu), par le système social dans lequel il est inséré, et par la nature des liens que le sujet entretient avec ce système social*' (Abric, 1989, p. 206).

L'individu et ses représentations mentales ne sont pas indifférents à la matérialité du monde (Di Méo, 2000). Depuis Kant (1781), l'expérience extérieure (à soi-même) n'est possible qu'au moyen de la représentation de l'espace. Les représentations individuelles et collectives, nourries par la pratique concrète et quotidienne de lieux matériels, engendrent ou renforcent les représentations spatiales qui articulent et confortent une identité collective, des repères symboliques d'une mémoire partagée (Di Méo, 2000). L'appartenance sociale qualifie les images du territoire que façonne chaque individu. Les comportements, la perception et l'imaginaire n'échappent pas au déterminisme social. Il existe une corrélation étroite entre le niveau social de l'individu ou appartenance ethnique et la géographie de ses espaces de vie et vécus (Frémont, 1976). Cependant, toute référence spatiale recèle un rapport phénoménologique échappant aux strictes logiques causales. La pensée structuraliste (Lévi-Strauss, 1958) postule que le sujet reproduit un certain nombre de schèmes structuraux élémentaires propres à la nature humaine, éternelles et immuables. Bourdieu (cité dans Di Méo, 2000, p. 69) rebondit pour signaler qu'elles sont produites par un apprentissage social génétiquement programmé. Dans tous les cas, ces formes élémentaires de structures se retrouvent dans tous les groupes et espaces sociaux, tels que l'intériorité et l'extériorité, le dedans et le dehors, le haut et le bas, le centre et la périphérie, le masculin et le féminin, le profane et le sacré, la nature et la culture, ... (Di Méo, 2000).

Quant au rapport de la représentation à l'espace, trois modalités sont possibles (Le Lay, 2016). La *représentation d'un* espace, réel ou imaginaire, au travers des cartes, des images mentales, des discours descriptifs, des représentations sociales ; la *représentation par* l'espace, ou projection des représentations d'acteurs sur l'environnement ; la *représentation dans* l'espace, localisée, avec une trajectoire, et des relations de distance avec d'autres représentations. Les représentations requièrent, en plus de l'espace et du temps, un acteur qui donne du sens à sa relation à lui-même et au monde.

1.4.2. Les méthodes pour rendre compte des représentations spatiales

Les méthodes utilisées pour étudier les représentations spatiales sont variées. Les géographes peuvent utiliser des méthodes qualitatives ou quantitatives, telles que l'analyse de discours ou l'analyse d'images pour étudier les représentations mentales et matérielles de l'espace. Ils peuvent également utiliser des méthodes telles que les enquêtes pour étudier les représentations sociales de l'espace. L'iconographie de phénomènes territoriaux constitue un *instrument de visualisation et de mise en discussion des points de vue des acteurs et de leurs pratiques territoriales contribuant à la transformation des territoires* (Lardon et Debarbieux, 2003). En effet, les icônes, telles que les 'images' ou encore l'ensemble de visuels (Lussault, 2006) font référence aux représentations spatiales utilisées pour assurer l'engagement politique des acteurs locaux (Debarbieux et Hirt, 2022).

La géographie, pour les tenants de l'analyse spatiale, est une science de l'organisation de l'espace. Cette organisation est régie par des principes, des structures universelles dissimulées derrière la variété et la complexité de la réalité. Cette démarche est caractérisée par la volonté de se débarrasser des irrégularités du réel pour parvenir aux lois. Ces lois sont abstraites, ne s'observent jamais sous leur forme pure dans la réalité empirique. La modélisation est un outil (parmi d'autres) qui permet de

parvenir à révéler les lois dissimulées derrière la diversité de phénomènes. Les modèles de type Chorèmes (Brunet, 1986) nous intéressent en particulier pour aborder les représentations spatiales. Le besoin de synthétiser de nombreuses monographies, après l'essor de la Géographie Régionale, favorise le développement de techniques 'iconographiques' permettant de rendre compte de manière synthétique des multiples représentations spatiales. Cette mise en évidence de dynamiques et de processus via l'usage du visuel a rendu possible des projets d'aménagement et de gestion territoriale en France. Avec l'essor de la révolution quantitative, des Géographes tels que Roger Brunet (1986) ont proposés des 'lois de l'espace' en synthétisant les principes élémentaires sous forme de chorèmes. À la suite, plusieurs auteurs (Deffontaines *et al.*, 1990 ; Piveteau et Lardon, 2002 ; Lardon et Houdart, 2017) ont repris les chorèmes en mettant les productions au service de la réflexivité, et non pas d'un résultat final pour un territoire.

Dans le cadre de l'urbanisme et de l'aménagement, le statut et le rôle des représentations graphiques sont marqués par la généralisation de l'idée de 'projet', des nouvelles responsabilités des élus, de la multiplication des politiques territorialisées et par l'évolution d'outils techniques de production graphique (Chiappero, 2006). Les représentations graphiques ont des fonctions concrètes : parler du territoire et de ses échelles, révéler des pratiques quotidiennes, appartenances et identités, retranscrire les prescriptions visuelles, identifier des problématiques sociales, expliquer le projet au public et aux partenaires, représenter des scénarios à discuter, dessiner le territoire de l'intervention publique, organiser et intégrer les multiples démarches du projet, et mobiliser les acteurs du territoire. Selon cette conception, trois « moments graphiques » interviennent dans le processus d'élaboration et conception d'un projet territorial (Chiappero, 2006), indépendamment de la démarche : 1) dans l'appropriation de la situation, l'identification de l'essentiel et la problématisation du territoire, 2) dans la conception de l'avenir, la projection, la prospective, et 3) en tant que support de dialogue, de communication avec les autres.

1.4.2.1. *La modélisation spatiale par les chorèmes*

Roger Brunet (1986) est considéré comme étant le fondateur de la chorématique. Il commence dès les années 1970 à postuler que l'espace, produit par la société, est structuré selon des modèles géométriques immanents : les chorèmes. Brunet dirige à partir de 1972 la revue *l'Espace géographique*, où il publie l'article 'Organisation de l'espace et cartographie des modèles : les villes du Massif central' (Brunet, 1972) dans lequel il distingue le 'modèle localisé' du 'modèle épuré'. En 1982, le gouvernement français décide de créer une 'Maison de la géographie' à Montpellier, ainsi qu'un Organisme du CNRS, le GIP-RECLUS (Groupement d'intérêt public - Réseau d'études des changements dans les localisations et unités spatiales), dirigé par R. Brunet. Cet organisme travaillera avec l'INSEE et avec la DATAR et obtiendra de ses partenaires des moyens financiers conséquents et le bénéfice de diffusion des publications. A partir du milieu des années 1980, la chorématique se répand dans l'enseignement secondaire. Avec la nouveauté des chorèmes, la géographie devient 'véritablement scientifique', phrase évoquée avec ironie dans l'apport critique de Lacoste (1995). Les 'lois de l'espace' proclamées par Brunet décident l'organisation spatiale des sociétés et de leur inégal dynamisme, une véritable révolution scientifique de la géographie (Lacoste, 1995). En 1990, l'ouvrage 'Mondes nouveaux¹¹' trace la vision de la chorématique (Brunet et Dollfus, 1990). Brunet refuse de prendre en compte les conditions naturelles à l'égard du phénomène démographique croissant à l'échelle planétaire. Brunet et ses co-auteurs, en (1993), publient '*Les mots de la géographie, dictionnaire critique*', à son tour critiqué par Lacoste (1995), qui selon lui a pour but de disqualifier tout le savoir

¹¹ La deuxième édition traite du Système-Monde. Il comprend le territoire dans le sens de la systémique. Ouvrages qui font partie de la *Géographie universelle*. Produit par le GIP-RECLUS.

construit et penser la chorématique comme la seule et vraie science spatiale (p. 11). Dans ce contexte, la revue Hérodote qualifie de ‘pernicieuse¹²’ cette ‘dérive’ de la géographie. Le débat s’est installé à la fin de 1993, par la publication du numéro intitulé ‘Démocratie et géopolitique en France’ par Hérodote (Lacoste, 1993). Ainsi deux courants d’idées s’opposent : la géopolitique qui s’exprime dans Hérodote et la chorématique qui prône un ordre fondé sur les ‘lois de l’espace’.

La modélisation chorématique considère chaque territoire comme spécifique. Brunet établit des modèles simples qui caractérisent toutes les situations spatiales possibles (sept chorèmes au total). L’ensemble de base des chorèmes est combinable comme les lettres de l’alphabet : ‘*l’alphabet de la géographie*’ (Brunet et Dollfus, 1990), c’est l’alphabet de base pour une géographie des organisations spatiales (Brunet, 1980). En combinant les chorèmes, nous communiquons cartographiquement ‘tous’ les phénomènes géographiques. Selon les ‘règles de l’art’, Brunet (1986) postule que ‘*toute configuration spatiale relève de la combinaison éventuellement très complexe de mécanismes simples*’ (1986 p. 2). En appliquant ces modèles graphiques à la réalisation de cartes, les cartes parlent d’elles-mêmes (Brunet, 1986).

Le néologisme Chorèmes est composé de la racine grec *Chôros* qui signifie ‘*la région, la contrée*’, et inspiré de la notion de linguistique de *Phonème*. Les *Chorèmes* sont des structures élémentaires de l’espace qui se représentent par de modèles graphiques (Brunet, 1986).

Les représentations chorématiques ont joué une ‘fonction géopolitique’ particulière en Europe, dans un contexte de multiplication des problèmes de frontières et de territoires. Un discours chorématique s’est érigé (basé sur des métaphores de la géographie physique) autour de modèles graphiques tels que la ‘mégapole européenne’, la ‘banane’, ‘l’arc atlantique’, ‘l’arc méditerranéenne’, la ‘diagonale aride’, parmi d’autres chorèmes-concepts proposés par Roger Brunet. A une autre échelle, les représentations chorématiques ont constitué une contribution nouvelle à l’analyse des situations régionales (Brunet, 1994). Les configurations schématiques résultantes, ainsi que certaines formes géométriques, ont montré l’intérêt du raisonnement géographique. La chorématique en ce sens avance au point que certains auteurs critiques déclarent qu’il ne faut pas laisser le discours totalitaire de la chorématique établir son hégémonie dans les différents ordres de l’enseignement (Lacoste, 1995).

Les géographes qui ont suivi l’école de Brunet des années 90’ ont apporté des nouvelles perspectives concernant les chorèmes. L’usage de chorèmes et graphes est exploré en tant qu’outils adaptés à la conceptualisation de territorialités (souvent cachées, car elles ne sont pas visibles n’ayant pas de lieux pour s’exprimer) et à la formalisation de spatialités (souvent limitées, car chacun conçoit l’espace à sa façon, dans la conception des projets de territoire (Lardon, 2003, p. 111-116).

L’usage de ‘*tableaux chorématiques*’ est une technique destinée à mieux représenter les structures et dynamiques des territoires. Le tableau chorématique a été utile à la mise en forme graphique du ‘dire d’acteurs’ permettant de décrypter les perceptions de l’espace et des territoires (Warrot, 2003).

Dans une collaboration entre les disciplines de la Géographie et de l’Agronomie des Territoires (Benoît et al., 2006), cette approche de modélisation graphique, par les chorèmes, découlent plusieurs propositions de type de ‘modèles’ qui expliquent les différentes relations urbain-rural (Lardon, 2006). « *Les outils de représentation spatiale, chorèmes et graphes sont utilisés à la fois pour leur capacité à*

¹² Le qualificatif de démarche ‘pernicieuse’ faire référence aux productions qui ‘dépassent le cadre scientifique pour prendre des allures de pamphlet’, [...] ‘orientent des choix économiques, notamment en matière d’infrastructures’, [...] au service de la ‘technostructure étatique’, in LACOSTE, Y., 1995, “Les géographes, la science et l’illusion”, *Hérodote: Revue de géographie et de géopolitique*(76): 3-21.

rendre compte de spatialités, même limitées et à la fois pour leurs propriétés à générer de nouvelles idées, à leur donner forme et sens, et à les communiquer. » (Lardon, 2003, p. 125-126).

La chorématique est mobilisée dans l'analyse spatiale des enjeux territoriaux lors du diagnostic et des projets de territoire (Lardon *et al.*, 2007). Appliqué à l'aménagement des territoires, cette méthode permet d'élaborer des modèles graphiques composés des principes organisateurs de l'espace utiles aux interprétations fonctionnelles. Dans la démarche de diagnostic de territoire, la distinction entre structures et dynamiques (Deffontaines *et al.*, 1990) est fondamentale pour rendre explicite ce qui est de l'ordre du transformable. La dimension du temps des phénomènes est intégrée dans les organisations spatiales (Grataloup, 1996). Le processus de modélisation (Journot, 1999) permet de passer d'un langage descriptif de l'espace au raisonnement spatial, prenant en compte les concepts et les questionnements relatifs aux principes organisateurs. Cette méthode propose une grille simplifiée, traduite dans un tableau chorématique, qui rend opérationnels les sept chorèmes élémentaires (maillage, quadrillage, gravitation, contact, tropisme, dynamique territoriale, hiérarchie) comme sept principes organisateurs afin d'interpréter les formes d'organisation spatiale observées dans les territoires (Piveteau et Lardon, 2002). La chorématique sert à identifier les structures du territoire, les espaces d'appartenance et les principales dynamiques. Cela permet de préciser les relations fonctionnelles, les enjeux et les modalités concrètes d'intégration territoriale et de rendre compte, à chaque étape d'un diagnostic de territoire, des connaissances produites.

Le diagnostic de territoire (Lardon *et al.*, 2007) cherche à construire progressivement une vision partagée et stratégique du territoire, articulant différentes méthodes de production de représentations spatiales (de l'organisation du territoire). La composition chorématique est déclinée selon quatre registres d'analyse : les champs thématiques, l'articulation d'échelles spatiales, les interactions entre sous-systèmes, et les déclinaisons temporelles. La conception de scénarios d'évolution (expression spatiale sous forme chorématique) par les acteurs, permet de faire émerger des dynamiques et d'identifier les enjeux pour le territoire (Lardon *et al.*, 2007). La démarche de modélisation graphique des 'organisations spatiales' constitue un support pour étayer des perspectives et imaginer des scénarios d'évolution possible.

Les cinq propriétés de la modélisation graphique (Lardon *et al.*, 2007) aident à construire une vision partagée du territoire. Ces cinq propriétés sont : la capacité de synthèse, à fournir un langage commun, à faciliter le passage d'un niveau d'organisation à autre, à faciliter l'interaction entre acteurs qui confrontent leurs représentations spatiales, à être utiles dans la communication visuelle, et l'expression du contenant et du contenu.

1.4.2.2. *La prospective territoriale*

La prospective territoriale est d'abord une approche globale.

Dans la perspective 'moderne' de la prospective (Marí, 2018), le 'pronostic technologique' est initialement exploré par les Etats Unis, dans le but de production de Guerre. Le projet RAND¹³ témoigne du passé, et même à nos jours continue à étudier le futur des technologies 'émergentes'. Après la Seconde Guerre mondiale la prospective commence à ouvrir ses horizons et l'académie l'incorpore. De nombreux centres et programmes de prospective s'ouvrent partout dans le monde entre 1950 et 1960 : le *Centre de recherche Battelle* (Genève, Suisse, 1952) ; la *Society for General Systems Research*

¹³ Initié en 1945. Converti en 1948 en RAND Corporation, c'est une institution privée sans fins lucratives qui accueille plus de 1600 chercheurs. La RAND a accueilli des chercheurs pionniers de la prospective qui ont créé ses méthodes et techniques : Herman Kahn (Méthode des Scénarios), Theodor Gordon (projet Millennium) et Harold Linstone (revue *Technology forecasting and Social Change* et mouvement *Future-Oriented Technology Analysis* (FTA)).

(Californie, États-Unis, 1955) ; le *Programme national de prospective scientifique et technologique à long terme 1956-1967* (Chine, 1955) ; le *Centre International de Prospective* (Paris, France, 1957).

Le terme 'prospective' est attribué au français Gaston Berger (1957), qui invente le terme et fonde le Centre International de Prospective¹⁴. Il soutient que la prospective est une attitude (Berger, 1964) avant d'être une discipline ou une méthode. Les termes 'prospectif' et 'rétrospectif' sont des adjectifs. Ils sont basés sur l'habitude à représenter le temps de façon linéaire, où le passé et l'avenir correspondent à des directions possibles. Or, « Passer de la rétrospection à la prospection, c'est se préparer à l'action » (Berger, 1964). Selon cet auteur, avant, les hommes faisaient confiance à la 'bonne nature', impuissants à connaître en détail les mécanismes opératoires pour transformer ou s'adapter à leur milieu, aujourd'hui certains moyens employés par la nature (épidémies par exemple) ne sont plus moralement recevables. C'est ainsi qu'aux 'lois naturelles' nous tentons de substituer des 'lois humaines', et à la notion de 'soumission à la nature', celle de 'protection de la nature'. Le monde dans lequel nous vivons change de plus en plus vite, et cette *accélération des transformations* est immédiatement perceptible¹⁵. La prévision devient absolument indispensable et singulièrement difficile. L'idée d'invention mérite une place centrale de la réflexion sur la prospective (Berger, 1957). Selon Berger, la prospective sert à '*transformer les rêves en projets*' et fait référence au rôle des jeunes.

'Cette accélération des transformations n'est d'ailleurs perceptible que parce que tous les éléments du monde n'en sont pas également affectés. Si nos déplacements sont plus rapides, le rythme des saisons reste immuable. La croissance de notre corps et le développement de nos aptitudes ne sont pas encore sensiblement modifiés, alors que les connaissances à acquérir deviennent chaque jour plus nombreuses. Nos machines sont plus solides et s'usent moins vite, mais elles se démodent plus rapidement : leur valeur s'évanouit avant que leur existence ne cesse. Partout apparaissent des « décalages » auxquels nous ne saurions rester indifférents. Les conséquences de nos actes se produiront dans un monde tout différent de celui où nous les aurons préparés' (Berger, 1957). Le rôle du libre arbitre et de l'autodétermination de l'homme créatif et adaptatif est l'épine dorsale de la prospective.

A partir de 1960, l'institutionnalisation de la prospective au niveau mondial se poursuit et même s'accroît : la création en 1967 du groupe 'Futuribles' (futures + possibles) par Bertrand de Jouvenel (Paris, France) orienté sur les études de prospective sociale et politique ; le Think Tank *Hudson Institute* fondé en 1961 par Max Singer, Oscar Ruebhausen et Herman Kahn ; la même année dans *l'Institut de technologie du Massachusetts* (Etats Unis), Jay Wright Forrester commence à développer les techniques de modélisation ou de dynamique des systèmes pour traiter les problèmes industriels et d'administration des entreprises ; en 1961, la *Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR)* a été créée en France, qui jouera un rôle crucial dans le développement de la prospective territoriale ; la création de la '*Mankind 2000 Fondation*' par Robert Jungk en 1964 ; en 1965, Daniel Bell crée la '*Comisión on the Year 2000*' aux Etats Unis ; en 1966, la création du '*Teilhard Centre for the Future of Man*' (Royaume Uni) ; la *World Future Society* est créée en 1966 aux Etats Unis ; en 1967 le groupe '*Futuribili*' est constitué en Italie, ainsi que '*la Société pour le Futur*' en Allemagne. Encore en 1967, la *Fondation Européenne de la Culture* lance le projet '*Plan Europe 2000*' ;

¹⁴ À la suite du décès tragique de Gaston Berger en 1960, un groupe de fonctionnaires public, hommes d'affaires et académiques ont poursuivi son travail et changé le nom du centre pour celui de '*Centre d'études prospectives (Association Gaston Berger)*'.

¹⁵ Pour approfondir le sujet de l'accélération, voir 'ROSA, H., 2016, *Alienación y aceleración: hacia una teoría crítica de la temporalidad en la modernidad tardía*, Katz Editores.'. Hartmut Rosa propose un cadre analytique basé sur trois types d'accélération interconnectés : technologique, du changement social et du rythme de vie.

le Club de Rome est créé en 1968 et dirigé par Aurelio Peccei ; l'*Institute for the Future* (Californie) est créé en 1968 ; la *World Futures Studies Federation* est créée à Paris en 1973.

A cette époque les travaux de prospective se multiplient, les ouvrages sont nombreux : *El futuro del futuro* (John McHale) ; *Pronósticos tecnológicos en perspectiva* (Erich Jantsch) ; *El arte de la conyectura* (Bertrand de Jouvenel).

Au fil du temps deux courants se distinguent (Concheiro, 2007) : l'un 'quantitatif' orienté vers le pronostic, par des solutions instrumentales et technologiques, principalement développé aux Etats Unis ; l'autre 'qualitatif', plus philosophique et centré sur le social, principalement établi en France et en Europe.

Le travail '*Limits to Growth*' publié en 1972 par le MIT, commandé par le Club de Rome, fait écho dans le monde entier. Basé sur le modèle 'Forrester-Meadows', cette étude consiste à réaliser une simulation sur l'existence et l'utilisation future des ressources naturelles dans le monde et leur épuisement prévisible. Les résultats mettent en avant des limites physiques à la croissance humaine (démographique et économique), et l'imminente catastrophe.

Cette interprétation du Club de Rome est contestée entre 1972 et 1975 par la Fondation Bariloche (Argentine), qui propose le Modèle Mondial Latino-américain (ci-après MML). Cette prospective de projection à 100 ans (1960 à 2060) soutient que les limites sont d'ordre 'socio-politiques' et non physiques. L'élimination de la 'misère' dans les pays sous-développés et du 'gaspillage' dans les pays développés, permettrait de satisfaire les besoins humains basiques au niveau mondial. Cette amélioration des conditions de vie contrôlerait la croissance démographique. Il s'agit d'une vision normative orientée vers un scénario 'socialiste', d'une société idéale 'égalitaire' et 'non consommatrice'. Les résultats sont initialement publiés par l'International Development Research Center - IDRC de Ottawa, Canada, en 1977 sous le titre : *Catastrophe or New Society ? A Latin American World Model* (Herrera *et al.*, 1976). Il est ensuite publié en plusieurs langues y compris le français (Herrera et Simon, 1977). L'IDRC publie en 2004 une deuxième édition, où ils insistent sur les prédictions et les réalisations du MML.

Les résultats trouvés par des modèles de prédiction basés sur les mathématiques (modulation économique du développement) s'avèrent des outils dans le cadre de politiques publiques portées par des gouvernements. Ces modèles sont repris par des institutions d'enseignement partout dans le monde.

En Amérique latine la prospective s'établit à partir de 1970. Elle est canalisée par l'Escuela Latinoamericana de Pensamiento en Ciencia, Tecnología y Desarrollo (ELAPCyTED) [Ecole Latino-américaine de la Pensée en Science et Technologie pour le Développement] qui met en place un ensemble d'initiatives. Ce mouvement, né entre 1960 et 1970, travaillera sur la génération et production autonome de technologies dans la région, contribuant ainsi au développement local intégré. Les intellectuels latino-américains ont conduit une réflexion intense qui s'est efforcée de conceptualiser le développement et de générer des théories expliquant sa nature et projetant des solutions pour l'avenir. La *Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes* - CEPAL a eu un rôle central dans le mouvement, en particulier à travers le Secrétaire Général, Raúl Prebisch, référent du courant de pensée appelée 'structuralisme latino-américain'.

La création de la '*Fundación Javier Barros Sierra*' (1975) au Mexique, par Emilio Rosenblueth y Víctor Urquidí, est dédiée de manière exclusive à la prospective. L'un des premiers ouvrages de la Fondation '*Diseño de un futuro para el futuro*' rédigé par Wladimir M Sachs, propose l'approche de la

'planification prospective'. L'apport du Mexique aux études de prospective est important. En 1984, la Fondation publie un nouvel ouvrage 'Los estudios del futuro: Problemas y métodos' par Joseph Hodara. L'année suivante, la Fondation lance le projet 'Foro México 2010', réunissant des expériences de projets sur les études prospectives nationales.

En 1983, au Brésil, le Núcleo de Política Científica y Tecnológica de l'Instituto de Geociencias de l'Universidad Estadual de Campinas (Campinas, Sao Paulo) a lancé le projet 'Prospectiva Tecnológica en América Latina' (Prospective technologique en Amérique latine) avec la participation de référents en prospective de l'Argentine, le Brésil et le Mexique. Ce travail est considéré de grande importance parmi les exercices de prospective globale (comme le MML), mais orienté par la question des nouvelles technologies.

Au Pérou, le programme de recherche "*Options et stratégies pour le développement à long terme du Pérou*" est lancé par Francisco Sagasti, au sein du *Grupo de Análisis para el Desarrollo* (Grade). Entre 1984 et 1987, ce programme a produit des nombreuses monographies et articles. La société péruvienne a amplement participé dans la définition de futurs normatifs (désirés) à long terme pour leur pays.

Les années 1980 sont marquées par une bifurcation entre prospective technologique et régionale/nationale. La prospective globale ou territoriale continue à se développer, tandis que la prospective technologique rentre dans une crise, qui, en Amérique latine est liée aux difficultés en termes de politiques de science et technologie, économique et de tout type qui ont affecté la région (Marí, 2018). Dans le rapport diffusé par la CEPAL 'La Prospektiva en Iberoamérica' (Concheiro, 2007) la prospective en Amérique latine est fortement critiquée. L'explication réside dans les propres caractéristiques de la région en termes politique (de désarticulation des pays, la présence d'élites à l'intérieur des pays et la corruption politique, où la prise de décisions concerne des groupes réduits et personnes spécifiques), économique (l'importante dépendance externe, la concentration de richesses et la pauvreté), social (les conditions de subsistance des masses, de polarisation et décomposition sociale, exacerbée par la pénétration croissante du narcotrafic) et culturel (avec des taux de scolarité faibles et des difficultés d'accès à l'éducation supérieure).

Les professionnels 'du futur' en Amérique latine ont préféré l'école française à l'école des Etats Unis. L'accent sur les aspects technologiques dans les études des futurs de cette dernière est moins attractif que le poids du social, le politique et le culturel dans la prospective à la française (Concheiro, 2007).

Le travail de la Fondation Bariloche (MML, 1975) est l'un des pionniers en prospective en Argentine, d'autres travaux sont à souligner pour le pays, tels que la création en 1972 de la '*Revista 2001*' par Miguel Grinberg. La réalisation d'études pour l'élaboration de projets nationaux à long terme, comme '*Lineamientos para un nuevo proyecto nacional*' (1971) réalisé par un groupe dirigé par Héctor Ciapuscio de l'Universidad Nacional de Tucumán ; et l'ouvrage '*Argentina Proyecto Nacional: Razón y diseño*' réalisé par Ángel Monti (1972) qui propose un '*programme de développement harmonique*' avec des objectifs à suivre et un 'modèle national' qui souligne l'essentiel formulation d'un 'projet national' (del Pino, 1976). L'ouvrage '*Prospektiva: Teoría y práctica*' publié par Agustín Merello (1973)... En 1976, Horacio Godoy a fondé la revue '*América Latina 2001*' en Argentine.

Chaque époque développe une pratique prépondérante de prospective. Decouflé (1976) propose trois alternatives de représentation du futur, en tant que : destin, avenir ou devenir. L'image du 'futur-destin' érigé dans l'Antiquité est liée aux forces surnaturelles qui régissent la vie. Le 'futur-avenir', est introduit par un contexte littéraire (d'une société industrielle et de la science) et soulève la possibilité d'utiliser l'imagination pour créer des futurs différents. Le 'futur-devenir', érigé à partir du XX^e siècle,

incorpore le long terme dans l'analyse de transformations historiques et envisage de structurer l'action présente dans le sens souhaité.

Un focus sur les territoires

Depuis les années 1990, divers acteurs des territoires incorporent l'exercice de la prospective. En France, cette démarche s'inscrit dans les 'contrats de *Plan Etat-région*'. Les démarches territoriales contractualisées sont produites dans le cadre de la loi Voynet en 1999 sur le développement durable des territoires. La prospective s'inscrit dans les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les plans locaux d'urbanisme (PLU), nouveaux documents d'urbanisme établis par la loi. Dans ces cadres, les démarches de concertation deviennent obligatoires.

L'approche spatiale est mobilisée dans la géoprospective¹⁶ (Houet et Gourmelon, 2014) à travers des modèles de simulation spatiale. Cette approche dépasse la 'prospective' tout court, par les apports de la Géographie. Les modèles spatiaux de représentation graphique ou virtuelle, permettent la localisation d'espaces stratégiques, favorisent l'évaluation de l'impact des scénarios, le dialogue dans le cadre de la participation, et participent à l'action localisée. Cette approche combine participation, scénarisation et modélisation (Houet et Gourmelon, 2014). Les modèles de simulation spatiale présentent des limites liées aux hypothèses sous-jacentes et requièrent un cadrage méthodologique rigoureux. Ils apportent une dimension 'heuristique' à la prospective environnementale et à la prospective territoriale.

L'approche de la prospective territoriale (Delamarre, 2002), fait intervenir la dimension spatiale comme support de localisation et de répartition de phénomènes ou d'enjeux (Houet et Gourmelon, 2014). La prospective territoriale dans le cadre de l'aménagement du territoire en France met en avant les notions de 'compétitivité' et de 'cohésion' dans la formulation de projets (Durance *et al.*, 2007). Des grands enjeux sont établis par la *Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires* (DIACT¹⁷), et pour tout le territoire français, avec un discours structuré en trois axes : des impacts démographiques à gérer en termes de mobilité principalement, de la raréfaction des énergies fossiles par une gestion économe et préventive, et des espaces urbanisés qui soulèvent des inégalités en termes de revenus et d'accès aux services. Cette conception de la prospective cherche à renforcer et enrichir les '*projets de territoire*' des collectivités spécifiques, et à établir un 'futur souhaitable'. Au niveau des collectivités locales confrontées à la mise en œuvre de projets de territoires, leurs projets supposent à la fois une démarche prospective, une approche stratégique, et un processus participatif. Ces trois aspects sont inclus sous le terme de prospective stratégique (Durance *et al.*, 2007). Il s'agit de passer de l'anticipation (vision du futur souhaité au nom de l'intérêt collectif) à des stratégies d'action *innovantes*. Une « boîte à outils » (Godet et Durance, 2006) est proposée, afin de mettre en place la démarche de prospective stratégique. Les enjeux et le long terme sont centraux dans cette approche. Durance *et al.* (2007) abordent l'évaluation du programme d'études prospectives 'Territoires 2020'¹⁸ de la DATAR, réalisée par la DIACT, où ils annoncent cinq 'tendances majeures' et sept 'priorités' à prendre en compte. Cette démarche à l'échelle nationale est actuellement poursuivie en France, où la prospective est alimentée par des témoignages et informations situées apportées par les acteurs territoriaux. Dans ces démarches, ce sont des 'experts' qui réalisent la prospective. Une autre prospective à l'échelle des régions pour toute la France est 'Territoire Durable 2030'¹⁹, initiative portée par le '*Commissariat général au*

¹⁶ Centrée sur les risques et incertitudes à l'échelle planétaire.

¹⁷ A partir du 1^{er} janvier 2006, la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) se substitue à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

¹⁸ Programme qui fait suite à l'opération « Prospectives et territoires » de 1990 à 1995.

¹⁹ Cartes - Comparer les scénarios - Territoire durable 2030 - MEDDE (developpement-durable.gouv.fr)

développement durable - Mission Prospective' ; où la cartographie est mobilisée pour présenter quatre scénarios produits par un choix d'indicateurs, et pour visualiser des situations simulées. La modélisation graphique est basée sur une combinaison de chorèmes.

Par ailleurs, la prospective territoriale conduite à l'échelle locale (Fourny et Denizot, 2007) contribue à des formes de 'territorialisation²⁰' selon trois registres. Dans un rapport au temps²¹ réintroduisant une durée à l'heure où les individus ne s'inscrivent plus nécessairement dans un territoire unique, la prospective permet l'inscription de la collectivité dans une permanence, par une 'image du futur' qui fait levier d'action. La prospective conditionne la formation d'une mobilisation vers un 'meilleur possible', ainsi elle participe d'une dynamique collective de changement par l'image d'un futur attractif. Dans un rapport au collectif²², le territoire devient un objet commun, fédérateur, d'autant plus dans les démarches participatives (différences avec les démarches d'expertise), où le dispositif incarne le cadre de mise en relation de points de vue d'experts et habitants, et l'enjeu essentiel est d'articuler la vision des acteurs du terrain et celle 'professionnelle' des experts. Dans ces conditions, la prospective locale devient territoriale. Dans un rapport entre territoires, la prospective renforce la légitimation de l'action publique, elle devient un 'mode de transformation de l'action publique' qui augmente la capacité d'orientation politique des techniciens ; la prospective '*par le bas*' en particulier fait progresser les vertus démocratiques.

La réflexion sur le futur est prise comme un vecteur de transformation (Camara *et al.*, 2019), dans une prospective du présent (Heurgon, 2005) pour accompagner le mouvement de la société, en inventant de nouvelles configurations qui s'appuient sur les transformations déjà à l'œuvre et sur les initiatives partenariales à différentes échelles.

La prospective territoriale participative (Lardon et Noucher, 2016) propose une pratique spécifique de type 'prospective-action', basée sur la médiatisation par un dispositif participatif de co-construction de représentations spatiales, en s'appuyant sur les connaissances des chercheurs et des acteurs. Il se différencie de la 'prospective-expertise' et de la 'prospective-débat' où le rôle des 'experts' est plus marqué. L'apport de 'citoyens' est indispensable dans la mise en œuvre du processus décisionnel relatif au 'bien commun'. L'information géographique dans ce type de prospective joue un rôle central.

1.5. Conclusion du chapitre 1 : un projet à l'interface entre géographie sociale et rurale

Le premier chapitre de ce travail met en lumière l'évolution et la diversification de la géographie humaine. En explorant les différentes branches de cette discipline, notamment la géographie sociale et rurale, il montre comment les représentations spatiales des acteurs jouent un rôle crucial dans l'aménagement et le développement des territoires.

L'analyse des courants de pensée, du cartésianisme aux approches critiques et radicales, révèle une discipline en constante évolution, intégrant des dimensions culturelles, économiques, sociales et environnementales. La géographie rurale, en particulier, a évolué pour répondre aux défis de l'urbanisation, des mutations socio-économiques et des enjeux environnementaux, tout en adoptant des perspectives multidimensionnelles et des approches prospectives.

²⁰ Sachant qu'il ne peut avoir une territorialisation s'il n'y a eu auparavant une déterritorialisation (Diez Tetamanti), car nous sommes tous pris par une forme ou autre de territorialité (paradigme dominant : la modernité), il serait prudent de parler uniquement de reterritorialisation.

²¹ Pris de façon 'linéaire'.

²² Structurés différemment entre les cultures nationales (cf. France et Argentine)

La géographie française a ainsi évolué vers une approche plus humaine et sociale, intégrant des méthodes quantitatives et théoriques pour mieux comprendre les interactions entre les facteurs physiques et humains. La chorématique, bien que critiquée, a contribué à la compréhension de l'organisation de l'espace, tandis que la prospective territoriale et la géoprospective offrent des outils pour anticiper les évolutions futures et élaborer des projets durables.

Ce projet repose sur la prise en compte des représentations spatiales des acteurs impliqués dans les projets de territoire. Ces acteurs construisent des représentations spatiales qui se traduisent ensuite dans les territoires à travers leurs actions. En intégrant les concepts et méthodes de la géographie sociale et rurale, nous pouvons mieux comprendre les dynamiques territoriales et contribuer de manière significative à l'aménagement et au développement des territoires. De plus, nous avons examiné les méthodes utilisées pour rendre compte de ces représentations spatiales, telles que la modélisation spatiale par les chorèmes et la prospective territoriale.

En conclusion, la géographie humaine, à travers ses diverses branches et approches, continue de jouer un rôle essentiel dans la compréhension et l'aménagement des territoires. Les concepts clés tels que l'espace, le lieu, le territoire, et les représentations spatiales restent fondamentaux pour appréhender les dynamiques sociales et environnementales. La bibliographie offre des ressources précieuses pour approfondir ces thématiques et poursuivre la réflexion sur les enjeux contemporains de la géographie humaine.

Chapitre 2 : Evolution des relations ville-campagne au prisme du développement territorial en France et en Argentine

Le deuxième chapitre retrace les dynamiques de développement territorial de l'Argentine et de la France, en relation avec l'évolution des relations du couple conceptuel ville-campagne. Quatre sections structurent ce chapitre. D'abord une problématisation des relations entre territoires urbains et ruraux qui montre une déconnexion de dynamiques ville-campagne. Ensuite, l'histoire des deux pays est abordée, laissant apparaître des points communs concernant l'adoption progressive de la *modernité* comme horizon socio-politique et institutionnel. Trois sections seront consacrées à chaque période historique, en mettant en regard la situation argentine et la situation française : une période précédant les années 1950, puis une période, allant jusqu'à la fin du XX^e siècle, au cours de laquelle la modernisation concerne l'agriculture, transformant les espaces ruraux de manière accélérée et l'urbain prenant une place centrale en tant que système institutionnel et politique. Vers la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle, une troisième période s'ouvre avec la mise en évidence de nouveaux enjeux globaux, la révolution numérique, et d'autres phénomènes à l'échelle planétaire qui viennent questionner les modèles de développement à l'œuvre dans les deux pays : va-t-on vers la ville généralisée et l'urbanisation des ruralités ? Quels sont les enjeux pour le développement territorial de la France et de l'Argentine ? Pour clore ce chapitre, sur la base des informations détaillées dans les sections précédentes, on resitue le noyau central de la réflexion de thèse pour les deux pays sur l'affirmation du besoin de reconnecter l'urbain et le rural.

2. Des rapports ville-campagne : déconnexion imminente ou renforcement des liens ?

2.1. Problématisation des relations ville-campagne : processus à contre sens ?

La transformation des espaces ruraux est en grande partie liée au développement des dynamiques urbaines, la ville étant le noyau central de fixation des nouvelles orientations pour les territoires. Inversement, le dynamisme rural, en termes d'innovation (Klein, 2014), et *via* l'apport de ressources, a participé à la construction et au développement de la ville. La plupart de travaux scientifiques ciblent en priorité le processus dominant de l'urbanisation, qui atteint aussi bien l'urbain, que le rural, dans un processus d'*urbanisation des campagnes* (Juillard, 1961). La transformation des territoires (Nogar et Jacinto, 2012 ; Albaladejo, 2016) relève d'une capacité d'autonomie et d'action locale qui concerne les espaces ruraux et urbains. Aux grands processus et aux tendances globales, s'ajoutent des processus spécifiques de territorialisation (Fourny et Denizot, 2007 ; Houdart, 2021) ou de patrimonialisation (Albaladejo *et al.*, 2018).

Les stratégies de développement des territoires ont longtemps été forgées sous le paradigme de la '*modernité*' (Taylor, 1992). C'est le progrès et la croissance qui sont mis en avant par les puissances internationales étatiques (US, Europe) et les groupes financiers, dans une logique d'accumulation de capital selon le régime contemporain capitaliste (Harvey, 2018). La capacité des territoires à entrer dans cette course généralisée, imposée par la modernité, n'est pas assurée. Certains auteurs ont critiqué cette vision du développement territorial centralisé (observé par le prisme de l'économie), ce qui donne lieu à des approches et récits nouveaux et divergents (Deffontaines *et al.*, 2001 ; Lang et Chávez, 2014). A présent, la culture *post-moderne* (Vattimo, 1987) fait son apparition dans la prise de décisions et la maîtrise de certains processus à l'œuvre. En effet les points de vue sont contrastés, ce

qui soulève la question : allons-nous vers un paradigme de coexistence de modèles de développement ? Au moins dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, une telle hypothèse a été formulée (Gasselin *et al.*, 2021). Cette coexistence passerait par des interactions au quotidien, la ville étant un espace public local de discussion, de dialogue, sur les types d'agriculture, de territoire et d'alimentation souhaités, permettant de dépasser la coprésence ou juxtaposition spatiale des modèles d'agriculture, vers une coexistence médiée par la parole et participation de habitants, dans le cadre de leurs décisions d'achat et consommation (Albaladejo *et al.*, 2022).

2.1.1. Evolution des rapports localisés en France et en Argentine

En France comme en Argentine, au fil du temps, on passe d'un monde rural très présent et avec une forte participation dans les sphères publiques au début de l'industrialisation, à la généralisation de l'urbain à la fin de XX^e siècle. L'industrialisation se poursuit par un processus de 'modernisation agricole' qui entraîne des changements profonds dans les espaces ruraux, effets ensuite accompagnés par la tertiarisation de l'économie en France (Talandier, 2023) (plus ou moins aboutie selon les régions du monde, ou informelle, comme en Argentine). La 'société rurale' sera réduite en nombre d'habitants (exode rural), phénomène qui a concerné une grande part des espaces ruraux du monde et qui a longtemps existé, jusqu'à que les activités et les usages du milieu rural commencent à se rediversifier, avec l'évolution des besoins des sociétés rurales et urbaines, alors beaucoup plus connectées, interreliées, interdépendantes qu'avant.

Vers la deuxième moitié du XX^e, il s'opère une déconnexion urbain-rural avec la concentration des populations dans les villes (et quelques bourgs ruraux), sièges des industries et/ou d'activités économiques tertiaires, tandis que l'agriculture devient de plus en plus tournée vers le marché mondial (Gras et Hernández, 2009). L'activité agricole reste très attachée à l'échelle nationale, liée à l'Etat, et internationale, orientée par le marché global. La population et la vie locale des territoires (structurés dans une proximité à des petites et moyennes villes) ne tirent plus des bénéfices des liens urbain-rural autrefois présents, et de nouveaux liens et relations s'établissent. Une déconnexion ou désolidarisation des secteurs économiques s'opère et l'échelon national seulement tire des bénéfices de cette agriculture moderne et professionnalisée. La situation est favorisée par une présence croissante du poids des Etats nationaux dans la régulation des relations sociales (par l'économie) au sein des territoires.

Vers la fin du XX^e (avec la crise pétrolière de 1973) et le début du XXI^e, deux processus s'enchainent : une prise de conscience des limites des modèles productifs industriels (début de critiques écologiques puis de l'agroécologie) et un changement dans l'administration des pouvoirs publics vers le régional voire le local (à partir de 1982 en France, et les années 1995 en Argentine). Cette décentralisation est accompagnée par des politiques de privatisation en Argentine depuis 1991, l'ensemble promeut des changements structurels qui donnent plus de compétences de développement à l'échelon municipal, en relation avec la province et la nation (Albaladejo et Duvernoy, 2003).

Au tournant du siècle, des travaux récents affirment que nous sommes passés à un modèle ou régime de développement territorial 'cognitif' (Talandier, 2023), ce qui signifie une revalorisation implicite des 'lois du raisonnement', liée à la formulation théorique d'un mode de vie et de développement territorial assis sur des territoires 'métropolitains'. Ce rôle des métropoles dans un régime de développement territorial cognitif est surtout présent en Europe, où le pouvoir reste concentré dans les villes de plus grande taille démographique (17 'métropoles d'équilibre' sont reconnues en France). Cela préfigure l'émergence de 'nouveaux modèles-régime' sans avoir quitté complètement les autres. Le poids de l'urbain dans la définition des orientations pour les territoires reste important et incontournable.

L'évolution des espaces ruraux remonte à longtemps, et les contributions scientifiques sur le développement du territoire ont des points de départ différents et des approches très variées : des récits qui interprètent la réalité à différentes périodes par des faits historiques, à partir d'approches spatiales ou géographiques qui font jouer la multiplicité d'échelles, mettant en avant des processus d'innovation ou des grandes tendances économiques, ou par une approche socio-culturelle en terme des ruralités qui se transforment, qui changent.

Des auteurs comme Henri Mendras (1976) décrivent un soubassement historique aux sociétés rurales française à travers une société 'paysanne' d'un point de vue culturel, organisée en 'communautés rurales', qui a basculé vers une société moderne, voire aujourd'hui 'hypermoderne'. Ce qui n'est pas tout à fait la réalité de l'Argentine, avec un territoire autochtone approprié directement par la société urbaine. Des nombreux migrants européens ont ensuite apporté des traditions des campagnes européennes, mais toujours attachées à un 'centre urbain'. Tout au long du monde occidental, l'espace rural s'est transformé (et s'est réduit en termes de démographie et de poids politique), particulièrement au XX^e siècle du fait des modèles économiques et sociotechniques dominants. Des propositions basées sur des études empiriques récentes permettent d'appréhender différents types d'agriculture (idéal-types au sens de M. Weber), tels que 'l'agrobusiness' (Gras et Hernandez, 2013) ou 'l'agriculture familiale' (Gasselin *et al.*, 2015), parmi d'autres en France et en Argentine. Aujourd'hui, aucun modèle ne peut prétendre à l'hégémonie, ils sont (et seront toujours) contestés par des propositions alternatives en capacité de se différencier et se rendre visibles, et de s'insérer dans toutes les dimensions d'un modèle de développement (Albaladejo, 2017). L'hypothèse d'une coexistence de modèles agricoles et alimentaires sur le territoire est formulée (Albaladejo, 2017 ; Gasselin *et al.*, 2021). Ce paradigme de coexistence est à l'heure actuel combiné au phénomène de rationalisation des modèles cognitifs, qui favorise le foisonnement d'initiatives locales territorialisées, inscrites dans des '*processus de transition*'. En effet les métropoles deviennent des systèmes territoriaux complexes '*en raison d'une mobilité importante des individus, d'une accessibilité à la communication et à l'information, rendue possible en tout lieu grâce aux nouvelles technologies*' (Talandier, 2023, p. 64). L'hypothèse avancé par Talandier (2023) est celle de la reconnexion de flux et de fonctions dans l'espace, d'un rapprochement résidentialement-productif qui dépasse les entreprises et logiques de compétitivité envers un développement territorial guidé par les aspiration et le bien-être des populations. Dans la proximité, de 'nouveaux modèles économiques' sont expérimentés par des collectifs, qui rendent les flux circulaires, sensibles aux transformation conjointes et interreliées des villes et campagnes.

En Argentine, les processus vécus dans les espaces ruraux sont similaires à la France, mais le point de départ est très différent ... D'abord la colonisation européenne du territoire 'Rioplattense' est basée sur une économie agraire, de 'conquête' des terres en faveur de la production et de l'innovation, qui déplace les populations autochtones et qui donne naissance par la suite à une 'société rurale'. Les terres conquises sont redistribuées aux immigrants européens (plusieurs colonies se sont installées) et aux militaires qui ont participé aux opérations de conquête. Une fois l'Etat national consolidé (processus qui s'étend tout au long du XIX^e siècle), l'Argentine devient un important pays agro-exportateur, avec un PIB par habitant certaines années supérieur à certains pays européens aux débuts du XX^e Siècle. Attachée aux aléas internationaux, l'Argentine subit les effets de la Grande Dépression de 1930, année du premier coup d'Etat. La suite est marquée par un changement des politiques d'Etat de régulation économique : la création des organismes de régulation commerciale et monétaire (Juntas Reguladoras de Granos y de Carnes, la Banque Centrale en 1935), et par la suite la promotion de l'industrie nationale, période largement connue comme de 'substitution d'importations'. Les espaces ruraux sont marqués par des changements importants, au niveau de la structure agraire (Balsa, 2004), et par l'incorporation des innovations par le 'secteur agricole' qui allait assister à une 'Révolution Verte'. Le déclin démographique rural a une première vague dans les années 1930-1940 (relativement plus tard qu'en France où la population rurale commence à diminuer à partir de 1851)

et une deuxième vague à partir de 1950. Vers les années 1990, la campagne est associée à l'agriculture, avec très peu d'effectifs.

Actuellement, la société rurale regagne du poids à travers des nouvelles façons d'articuler le rural à la ville proche, de manière complexe, par des activités productives diversifiées et des espaces ruraux multifonctionnels (Nogar, 2009). Certains territoires consolident des liens entre la ville et les ruralités proches par une agriculture de proximité et des modalités alternatives de production et développement (Roudart, 2018). Des acteurs ruraux constituent des réseaux, et les réflexions sur le développement rural sont portés sur plusieurs échelles d'action.

2.2. Avant 1950 : Globalisation, incorporation de technologies, croissance des populations urbaines et développement de l'industrie et des services : les préludes de la modernisation.

Les sociétés rurales dans le monde ont perdu du poids démographique face à l'urbain, mais cela n'a pas été toujours le cas. Il est proposé une revue de sources historiques pour établir l'évolution des relations urbain-rural jusqu'aux années 1950, marquées par l'exode rural. Cette section fait la synthèse des principaux événements et processus qui ont marqué la France et l'Argentine.

2.2.1. L'évolution de la 'société rurale' face à la concentration : de la France rurale à la France urbaine.

Selon des études comparatives (Bodiguel et Lowe, 1989), certains travaux remontent au XVII^e et XVIII^e pour décrire une 'campagne' issue d'une image 'idyllique et sensible', 'à rêver', 'transfrontalière', ... A cette époque, dans le continent européen, la campagne n'est pas fermée sur elle-même, '*villes et campagnes s'interpénètrent et leurs relations s'accroissent grâce à l'amélioration des voies de communication*' (p. 22), la population urbaine augmente sans un exode rural important. Les campagnes à proximité des villes bénéficient de ressources annexes, notamment pour les femmes, nourrices, lavandières, ouvrières à domicile. Cette période est caractérisée par une 'paysannerie persistante', la majorité des français vit à la campagne (22 sur 27 millions au total au XVIII^e), formant ainsi un 'univers rural français super peuplé' (Bodiguel et Lowe, 1989 p. 23). Au cours de ces années, le modèle agricole des pays du Nord commence à s'implanter à travers des réformes techniques et structurelles (par exemple la suppression de la jachère). Ce modèle, qui basé sur l'augmentation de la productivité et initialement conçu pour les petites exploitations, est bientôt contesté par des résistances sociales intenses de différentes couches d'agriculteurs (Duby et Wallon, 1976). Le poids social des campagnes françaises l'emporte sur la logique économique. En effet, C'est au XVIII^e qu'une 'société rurale française' conteste les idées d'une 'élite de bourgeoisie éclairée'. La pensée philosophique de l'époque est illustrée par Voltaire et Rousseau, qui considèrent l'agriculture comme ressource et instrument essentiel de la prospérité générale. Les espaces ruraux ne sont pas conçus comme ayant la capacité d'apporter aux dynamiques de changement. Les premières études des 'rapports ville-campagne' remontent au XVIII^e par l'agronome Von Thünen dans un essai de rationaliser la gestion de ses propriétés (von Thünen, 1863).

En 1789, la Révolution française entraîne des réformes législatives qui favorisent l'accès à la propriété des paysans aisés, instaurant de nouvelles perspectives socio-politiques locales. La demande de terres agricoles reste importante ainsi que le morcellement du domaine agricole. La pluriactivité des familles agricoles contribue au maintien de la population, avec une diversification des activités accompagnée d'une demande d'aliments en augmentation. Malgré l'importance démographique de la campagne, la participation politique des ruraux reste limitée jusqu'en 1848 avec le passage au suffrage universel. Les législateurs pensaient d'avantage au peuple des villes qu'au peuple des champs (Duby et Wallon, 1976).

L'apogée des campagnes françaises se situe au milieu du XIX^e : population nombreuse, consommation urbaine croissante, prix agricoles favorables, accession à la propriété ; une société rurale qui s'épanouit sans trop d'influence de la ville. Le développement de l'industrie rurale correspond à la première moitié du XIX^e, l'appoint indispensable permettant aux paysans de demeurer sur place (Dupâquier, 1989). À cette période, l'industrialisation s'accélère et la bourgeoisie concentre ses activités dans les villes. Cela implique une diminution de petites industries rurales et une baisse de la pluriactivité, qui entraîne un exode du rural vers l'urbain qui va continuer jusqu'en 1965. Ce phénomène sera accentué par les accidents climatiques et la Grande Dépression²³ de 1880. En conséquence 'la campagne devient plus agricole et de moins en moins rurale' (Bodiguel et Lowe, 1989 p. 25).

L'espace rural représente 90 % du territoire national au XX^e siècle. Les enjeux de la France rurale sont pris en compte dans la sphère politique : alors que les pays voisins commencent à se moderniser, la France rurale pose au pays des problèmes économiques et sociaux, de modernisation de l'agriculture, d'encadrement technique, d'aménagement des structures foncières, de décomposition des collectivités rurales par la désertion des industries, des artisans et des commerçants. Les éléments qui vont structurer les représentations au début du XX^e sont '*l'importance électorale de la population rurale et surtout agricole, le souvenir d'une société multifonctionnelle et originale, il faut bien le dire très proche, les agriculteurs comme vestiges de cette société et gardiens potentiel de son souvenir, comme puissance économique indispensable à l'équilibre national*' (Bodiguel et Lowe, 1989, p. 25). Au long du XIX^e et au cours du XX^e, l'idée d'une campagne nature à protéger n'a pas percé dans les mentalités. Bien que la Société de Protection des Paysages soit créée en 1901, l'idée de protéger les 'monuments naturels' a été évoquée pour la première fois qu'en 1906.

Le régime agraire avant 1870, caractérisé par une société traditionnelle, une économie paysanne, des faibles inégalités territoriales et une prédominance de l'habitat rural, est passé à un régime industriel, moderne et régional jusqu'en 1950, caractérisé par un changement culturel d'émergence d'une société moderne, des régions industrielles détachées d'autres espaces en marge et en conséquence de fortes inégalités territoriales (Talandier, 2023).

Le contexte des deux guerres mondiales dans la première moitié du XX^e siècle, favorise seulement les grandes villes, où une grande partie de l'industrie française se délocalise. Entre 1921 et 1936, le regain démographique se concentre dans les grandes villes et leurs banlieues proches. A partir de l'attaque des Allemands en 1940 se produit une forte migration des populations du nord, de l'est et de Paris, vers l'ouest, le sud et le centre du pays. Avec le bombardement des ports du nord-ouest, les populations se déplacent vers les campagnes périphériques et de nombreuses communes rurales du Nord-Ouest se repeuplent sur cette période. La période du *baby-boom* démarre dans les années 1943 en France (avec un taux de fécondité de 2,8 enfants par femme), même si elle est répartie de manière hétérogène sur le territoire en faveur des départements du Nord, de l'Est et de l'Île-de-France. De plus, la politique d'immigration renforce encore plus les disparités spatiales. La sortie de la Seconde Guerre mondiale laisse un scénario régionalisé du développement (Talandier, 2023) avec une partie nord et nord-est de la France industrielle et dynamique, et une partie sud et sud-ouest en retard de développement.

²³ Il s'agit d'un ralentissement ou stagnation économique mondiale, ponctuée par des périodes de déflation entre 1873 et 1896 ; liée à de profondes mutations industrielles qui ont provoqué de forts mouvements de capitaux.

2.2.2. Colonisation et émergence de l'Etat National Argentin : la conquête d'espace ruraux orchestrée à partir de la ville.

Dans cette section, nous allons maintenant nous tourner vers l'Argentine, en mettant en évidence les importantes différences avec le cas français. Ces différences résident notamment dans la profondeur historique des dynamiques socio-économiques, la rapidité des changements observés, ainsi que la connexion directe avec les marchés mondiaux.

2.2.2.1. Divergences des récits : entre une 'vision traditionnelle' (le rôle des estancias) et une 'vision nouvelle' (des petites agricultures).

Une question donne à voir deux visions différentes de l'économie rurale à l'époque de l'indépendance (1810) : *au sein des transformations de l'économie rurale de la période dénommée par Halperin de la 'grande expansion de l'élevage' [la gran expansión ganadera], comment s'articulent la grande estancia et le monde des petits producteurs ruraux indépendants ? (Míguez, 2000 p.124).* Les historiens, à partir des années 1980, mettent en évidence deux visions de l'évolution et du fonctionnement du secteur agraire pampéen (Zeberio, 1993). Une vision 'traditionnelle' explique que les exploitations agricoles étaient relativement petites, incapables de réaliser des investissements et subordonnées aux intérêts des éleveurs, et une autre met au contraire en évidence des 'comportements entrepreneuriaux et une hétérogénéité des acteurs ruraux', ce qui dénote une dynamique propre au secteur (Djenderedjian, 2008).

Zeberio (1993) explique certains aspects qui persistent de cette vision traditionnelle. En premier, une réalité agraire modernisée, l'Argentine moderne, fait face à une autre Argentine qui serait 'en retard' présente jusqu'au milieu du XIX^e siècle, et la transformation (peu analysée) des 'estancieros traditionnels' en des acteurs dynamiques disposant d'une capacité entrepreneuriale, présentés comme étant à la base de l'Argentine capitaliste et intégrée au marché mondial. Deuxièmement, le contraste et la séparation entre le monde urbain et le monde rural, alors qu'un processus d'urbanisation précoce a favorisé l'installation d'une partie de la population des villages dans les villes, de sorte que le lien entre les deux réalités est en fait très étroit. A la différence de la campagne européenne, en Argentine, la campagne a été peuplée en parallèle ou à partir de la ville, sans une culture rurale ou genèse sociale d'origine rurale. Les traditions paysannes européennes ont été transférées par les nouveaux arrivants au nouveau monde rural et urbain. Un troisième aspect est l'opposition entre la propriété de la terre et le métayage (*chacarero arrendatario*), vision qui part d'une considération de l'agriculture subordonnée à l'élevage, et qui conduit à un système de baux en faveur des propriétaires. Enfin ces visions historiques considèrent la Pampa comme une réalité homogène avec des processus historiques communs. Des caractéristiques qui s'appliquent à des moments historiques spécifiques et/ou à des zones spécifiques sont ainsi extrapolées à l'ensemble de la région pampéenne. Une nouvelle vision historique du monde rural pampéen, qui estime qu'il est aussi basé sur des petites et moyennes unités productives à caractère familial, révèle une réalité plus complexe et nuancée (Zeberio, 1993).

Plusieurs auteurs s'intéressent à la période initiale de constitution d'une nation autour de Buenos Aires, région appelée 'rioplatense', ou encore 'pampéenne', ou bien dénommée 'la pampa'. Plusieurs travaux (Garavaglia, 1987 ; Míguez, 2000 ; Newland et Ortiz, 2001) s'intéressent à l'économie qui s'installe sur la première moitié du XIX^e, à l'époque de l'Indépendance en 1810, ainsi qu'aux modalités et unités de production (Amaral, 1998 ; Gelman, 1998 ; Garavaglia, 1999). La population à cette époque s'élève à 80 000 habitants dont la moitié résident à Buenos Aires. Environ deux millions d'hectares étaient utilisés pour l'agriculture et l'élevage. Le capitalisme s'installe sur une structure productive très primitive et concerne une petite population dans un territoire limité. Divers secteurs économiques

coexistent dans une société en plein processus de construction, avec un capitalisme centré sur le développement agricole d'exportation, qui a connu une urbanisation précoce (Sábato, 1985).

Selon plusieurs historiens, dont Amaral (1998) et Sábato (1985), les estancias ont joué un rôle crucial dans l'ancrage du capitalisme en région pampéenne, en favorisant une économie de marché. Garavaglia (1999) propose une perspective originale à propos de la structure agraire de la province de Buenos Aires, mettant en lumière l'importance de la production de blé pour le marché interne argentin, soutenue par une forte demande de main-d'œuvre. Les petits agriculteurs familiaux, basés sur le travail familial et des formes locales de coopération, ont contribué à l'approvisionnement des marchés urbains en produisant sur des terres proches des villes. Garavaglia et Gelman (1998) soulignent la complémentarité entre l'économie paysanne et celle des estancias, la première fournissant une main-d'œuvre saisonnière aux secondes. Des débats subsistent sur la question de la "pénurie de main-d'œuvre", certains auteurs l'affirmant, d'autres la niant. Míguez (2000) soutient l'idée d'une "pénurie structurelle" de main-d'œuvre, tandis qu'Amaral (1998) mentionne l'utilisation de l'esclavage comme moyen économique pour les estancias. La rentabilité des entreprises agraires était également liée au faible coût de la terre et à une faible incidence sur le coût de production, notamment pour les grands producteurs. En revanche, la petite production familiale disposait de peu de terre.

Quant à l'évolution spatiale des estancias, les deux facteurs les plus importants de leur localisation sont la proximité aux marchés urbains et à la frontière, en plus de la qualité des terres selon la région.

Le contexte de 'frontières'²⁴ a eu un impact dans la paysannerie, au-delà des unités productives. Les études (Gelman, 1998 ; Garavaglia, 1999 ; Mayo, 2004) signalent une grande mobilité sociale au sein des secteurs populaires ruraux. L'accès à la main d'œuvre familiale (les femmes étant la ressource rare de la région pampéenne) permet à l'employé rural l'accumulation en tant que travailleur indépendant. Cependant il s'agirait de populations stables, insérées dans des relations économiques et sociales locales, plutôt qu'une population migrante.

L'image d'un passé rural mettant en avant l'Etat associé aux grands propriétaires fonciers (appelés 'terratenientes') au détriment de ruraux pauvres, tend à changer (Míguez, 2000). La prédominance de commerçants et fonctionnaires en milieu urbain aurait mis une 'indépendance', ayant une position à priori désintéressée, dans la résolution de conflits entre les détenteurs de terres et les ruraux pauvres. La présence de l'Etat dans le monde rural aurait été limitée, cependant décisive dans la définition des conflits de propriété de la terre.

2.2.2.2. Consolidation d'un Etat et mise en place de conditions pour le décollage économique de l'Argentine

Au début du processus d'indépendance, l'économie du pays est fortement influencée par la spécialisation régionale, en lien avec les activités minières de Potosí au Pérou. Buenos Aires, avec sa richesse rurale supérieure, devient un centre économique majeur, concentrant les ressources et la population (Gelman, 2010). L'avènement de l'État national argentin, avec son orientation libérale et ses politiques économiques favorables à l'exportation, stimule la croissance et l'expansion économique, soutenues par l'immigration massive et le développement des infrastructures, notamment ferroviaires (Míguez, 2008). La première Constitution de 1853 assoie les bases du développement de l'économie libérale. Les bases normatives se sont consolidées avec l'adoption du 'code de commerce' en 1862 et l'approbation du 'code civil' en 1869. A partir de 1861, l'Etat s'installe

²⁴ Les territoires étaient l'objet de guerres à l'époque, avec l'établissement de forts en territoire indigène et le recul progressif de la 'frontière'.

dans la ville de Buenos Aires qui devient le centre politique et de richesses. Cette période voit également l'expansion de la frontière agricole, marquée par des politiques telles que la 'Conquête du Désert' (Escolar *et al.*, 2015), qui déplacent ou éliminent brutalement les populations autochtones et ouvrent de vastes étendues de terres à l'exploitation agricole. En termes de productivité, la rénovation constante des techniques est un point fondamental des changements et de l'amélioration des conditions de vie (Barsky et Djenderedjian, 2003).

La modernisation économique, liée à l'essor de l'industrialisation et de l'exportation de produits agricoles, entraîne une urbanisation croissante, attirant une main-d'œuvre rurale vers les centres urbains en expansion. Cette période de croissance économique rapide s'accompagne toutefois de défis, notamment des inégalités sociales croissantes et des tensions entre les régions rurales et urbaines. Malgré l'essor économique, les disparités entre les provinces restent importantes, avec Buenos Aires continuant à dominer largement l'économie nationale.

Le période 1850-1880 est considérée comme l'étape initiale et celle de 1880-1890 comme un moment d'essor des transformations de l'économie argentine. La période 1880-1914 est considérée comme un grand cycle expansif, dans un contexte d'amélioration de la navigation et de haute demande produite par le développement industriel international, en particulier de l'Europe (Míguez, 2008).

La fin du XIX^e siècle est marqué par une crise économique et financière, mais l'Argentine continue de prospérer grâce à ses exportations et à l'arrivée continue d'immigrants européens. Les années 1888 et 1889 sont marquées par une politique active du gouvernement pour attirer des migrants, à travers la subvention de billets transatlantiques. Environ 177 000 immigrants arrivent en 1888, et 288 000 en 1889. Avec la crise de 1890, la subvention se termine et le flux décroît, mais les taux persistent à hauteur de 100 000 arrivants par an. Entre 1904 et 1913 environ 370 000 arrivants par an sont enregistrés. Les retours étaient aussi significatifs. Entre la moitié du XIX^e et la crise de l'année 1930, 6,5 millions d'immigrants sont arrivés en Argentine, et un peu moins de la moitié sont retournés dans leur pays d'origine (Míguez, 2008).

Cependant, cette période de croissance économique connaît également des tensions politiques et sociales, notamment entre les travailleurs urbains et les grands propriétaires terriens. L'expansion économique touche à sa fin avec la crise économique mondiale des années 1930, mettant fin à l'économie de la frontière et entraînant des répercussions importantes sur les politiques économiques nationales.

2.2.2.3. Les colonies agricoles : processus d'innovation productive agricole

Un cas de figure des relations urbain-rural au XIX^e siècle en Argentine est le processus de colonisation agricole de la province de Santa Fe. La formation de colonies à Santa Fe (et dans d'autres provinces, comme à Entre Rios) a été le principal moteur de l'exportation en Argentine, mais aussi elles fournissaient le marché intérieur (Garavaglia et Gelman, 2003). Il s'agit d'espaces occupés par les immigrants et déplaçant les communautés autochtones et l'élevage extensif (Djenderedjian, 2008). Les mots 'agriculteur' et 'colon' étaient pratiquement des synonymes dans ce monde rural pampéen.

Santa Fe a joué un rôle d'articulation entre le marché en produit agricoles de Buenos Aires et l'intérieur du pays par l'installation de colonies agricoles à partir de 1850. Les gouvernements provinciaux mettaient à disposition les terres et les infrastructures, et les entreprises valorisaient ces terres à travers le paiement de contrats par les colons (avec une partie de leurs récoltes). D'un point de vue stratégique, politique et militaire, la colonisation était sensée contribuer à la sécurisation des frontières du pays (face à d'autres pays voisins pouvant revendiquer des terres occupées

spontanément par leurs propres colons) et à l'augmentation de la population en général (Djenderedjian, 2008).

Les premières colonies ont été installées dans des zones éloignées des centres de consommation, bien qu'elles restent peu viables en raison de la possibilité d'obtenir des terres mieux situées, ainsi que de la menace d'éventuelles invasions de populations autochtones et des difficultés de communication. On a donc commencé à aménager des zones moins éloignées, près des cours d'eau. Les premiers projets de colonisation réussis comprennent une délégation de la Direction des Terres du gouvernement, avec un soutien en capital, des objectifs spécifiques et des engagements de gestion. A San Carlos²⁵ (colonie située à Santa Fe, créée en 1858), les préparatifs ont été établis avant l'arrivée des colons, assurant également un suivi des travaux d'installation et des familles, des recensements et la résolution des problèmes pouvant survenir, en prêtant attention aux aspects sociaux, au culte religieux, à l'établissement d'écoles et à l'ordre policier. Une ferme expérimentale a également été installée pour les essais d'adaptation des cultures.

Vers 1865, une nouvelle étape du processus de colonisation s'amorce et Santa Fe commence à croître (en termes de nombre d'hectares) à un rythme plus rapide et plus stable. La guerre du Paraguay (1865-1870) et la nécessité d'approvisionner les troupes favorise les colonies de Santa Fe, ouvrant des perspectives de marchés plus grands mais éloignés. L'accumulation de bénéfices et le développement de mécanismes de commercialisation efficaces pendant la guerre ouvriront les portes du marché alimentaire régional avec la ville de Buenos Aires. En 1872, Santa Fe comptait 32 colonies et 13 827 habitants. Le flux spontané d'immigrants vers les zones rurales avait acquis un volume suffisant pour absorber l'offre de lopins qui commençait à croître de manière exponentielle. La viabilité de ce projet de colonisation a été démontrée autant par l'immobilier que par la production agricole elle-même (Djenderedjian, 2008). L'État a commencé à organiser le processus en promouvant les zones marginales, dans le cadre d'un consensus selon lequel l'impulsion fondamentale de la colonisation devait venir du secteur privé.

Au cours des années 1880, l'expansion agricole est devenue vertigineuse, les surfaces cultivées se sont multipliées et des centaines de villages et de colonies ont été fondés. Le processus s'étend à toutes les provinces, à des rythmes différents, et fait appel à la volonté et aux capitaux d'un large éventail d'entrepreneurs. Les hommes d'affaires opérant dans les différentes provinces se distinguent en mobilisant des sommes fabuleuses et en étendant leurs activités à d'autres entreprises financières et productives. La colonisation communautaire (Allemands de la Volga, Association Juive de Colonisation (JCA Jewish Colonisation Association, etc.) se concrétise, dépassant le cadre d'une seule province et s'étendant à grande échelle en Argentine. Cette période de production agricole moderne commence à déborder le cadre des colonies. La production agricole dans la région pampéenne s'adapte aux rythmes du marché extérieur et de vastes zones de cultures extensives, spécialisées dans les produits d'exportation, voient le jour et s'étendent. Cette évolution a entraîné des changements dans les infrastructures de transport, dans la planification de l'activité agricole et dans l'utilisation des ressources.

Entre 1870 et 1914, on assiste à l'expansion de l'agriculture dans la pampa, une synergie expansive qui relie la production agricole de la pampa au monde, au développement des soldes exportables (diversification des produits exportés et des destinations d'exportation) et qui est complétée par le développement de l'économie argentine (expansion de l'industrie, augmentation de la démographie

²⁵ Colonie fondée en 1858, qui a accueilli des immigrants allemands et suisses, gérée par une entreprise solide (avec du capital), limitée à l'action colonisatrice et un compromis de gestion élevé.

et modernisation générale), ce qui conduit à l'émergence, à la croissance et à la diversification du marché de consommation. L'économie argentine se distingue en Amérique du Sud et se positionne à un niveau technique équivalent à celui du Canada, des États-Unis et de l'Australie.

2.2.2.4. *Facteurs internes et externes de changements*

Au début du XX^e siècle, la structure de production de l'Argentine était largement conditionnée par les loyers (68 % en 1909). L'augmentation des coûts de production et de la terre entre 1905 et 1912, ainsi que la grande récolte de maïs de 1911, ont déclenché une demande de réduction du prix des loyers. C'est dans ce contexte que se produit le fameux 'Grito de Alcorta' qui a été une grande grève agraire en 1912, la manifestation la plus puissante de ces années-là, surtout parce qu'elle s'est propagée dans les villes et elle est devenue un sujet de débat politique. L'idée qui s'est imposée était que le système de production présentait une faille majeure et qu'il était déterminé par l'agriculture spéculative basée sur le système des baux. Certains auteurs soutiennent ainsi que les racines du conflit reposent sur la distribution de la terre (Grela, 1958) mettant en confrontation deux acteurs : éleveurs propriétaires et agriculteurs pauvres locataires. Cette vision traditionnelle présente ces agriculteurs comme un faible rouage d'une structure de production dans laquelle la terre était un ensemble de latifundia dans les mains d'un petit nombre de propriétaires rentiers. Tandis qu'une nouvelle lecture souligne qu'il existait d'autres stratégies en réponse aux besoins de production et du marché, avec des acteurs motivés par des logiques différentes (Ricci, 2016). Les propriétaires cherchaient à minimiser le risque, une logique complètement différente de celle des entreprises de production, en plus de 'locataires capitalistes' qui peuvent avoir possédé des terres ailleurs mais qui louent des terres dans la région de Santa Fe (où se produit le conflit) et les sous-louent à de petits agriculteurs. La production dans ces terres était très rentable, l'intérêt augmente, l'offre se réduit et la grande demande provoque une augmentation des prix. L'agriculteur était un acteur actif dans la recherche d'opportunités. Les immigrants en font partie.

La décision de la société de l'époque est de mettre fin au système du fermage en faveur de l'accès à la terre, non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour des raisons morales. En 1915, des programmes tels que 'Hogar Rural' (Foyers Ruraux) et la promotion des droits et de l'éducation à la campagne sont mis en place. Le contexte international favorable prend fin avec les moments critiques de 1917, lorsque la demande (internationale) de céréales s'effondre et que les prix chutent.

Des travaux qui insistent sur une vision traditionnelle mettent en évidence que la propriété de la terre n'était pas la seule motivation des agriculteurs, certains ont préféré investir leur capital dans l'acquisition de machines agricoles (tracteurs, camionnettes et d'autres machines) et d'augmenter les surfaces en productions (Zeberio, 1993). Les agriculteurs locataires (arrendatarios), en particulier ceux qui détiennent plus de 500 ha en production, ont fait le choix de réinvestir leurs bénéfices dans l'achat de machines (surtout des moissonneuses). Pour les immigrants, ce choix représentait une plus grande possibilité de revenir chez eux, avec moins de risque et sans le besoin de s'ancrer à la terre. De même, la stabilité des contrats était élevée, surtout pour les producteurs ayant le plus d'hectares et une longue trajectoire dans la zone.

La Première Guerre mondiale entraîne des changements dans l'économie, dans la manière d'appréhender la politique et la société. L'Europe, qui a donné le ton au progrès technologique et social, est mise en échec ... Les solutions ne viendront plus de l'Europe, ce qui signifie une montée des nationalismes et des mouvements de masse qui affecteront les pays du reste du monde. La guerre crée des problèmes d'approvisionnement : la flotte de navires est reconvertie et n'est plus disponible pour le transport maritime. Les pays sont isolés, il y a pénurie de marchandises. La demande de produits de guerre va transformer la production non seulement en Europe, mais aussi dans le reste des pays. Le

système de mondialisation des étapes précédentes sera fortement affecté par la guerre, avec un effet important jusqu'au milieu des années 1920, puis une période de reprise à partir de 1926-1929.

La production exportée de l'Argentine a généré un pouvoir d'achat international très important, un levier important pour la création de richesses pour les Argentins. À la fin de la guerre, l'Argentine s'est retrouvée avec un marché intérieur en expansion, une structure économique qui devenait plus complexe et un secteur des services urbains qui se développait et exigeait une partie de la production agricole et animale. Parallèlement, elle a commencé à avoir besoin d'une partie du pouvoir d'achat international généré par la nécessité d'importer des intrants et des machines, tant dans le secteur des services que dans celui de l'industrie, qui pouvaient être acquis grâce au pouvoir d'achat généré par les campagnes. Cette situation a affecté l'économie argentine entre 1920 et 1960, générant un déséquilibre et déterminant une politique nationale pour le secteur agricole pampéen, organisée en fonction des besoins des autres secteurs et de l'ensemble du pays (notamment urbain).

Les producteurs ont dû en tenir compte dans leur schéma économique, renonçant à une partie de leurs revenus au profit de l'État à d'autres fins depuis 1930, ce qui a affecté la capacité d'investissement des producteurs. Sur le plan politique, un défi est posé : il faut générer des devises et les campagnes peuvent le faire, il faut fournir des aliments à la population et des intrants à l'industrie, et enfin, le secteur doit se renouveler et produire avec des technologies modernes afin d'être compétitif au niveau international.

Les terres conquises après 1879 sont définitivement annexées au territoire national (Martínez, 2018). Cette période marque le début de la révolution agricole et du développement de centres agro-urbains ou agro-industriels, contrastant avec les grandes villes européennes et leurs problématiques liées à une croissance accélérée, à la demande d'infrastructures et au développement industriel. Après la Conquête du Désert, une période de distribution et de commercialisation accélérée des terres s'ouvre, favorisée par la croissance économique et le développement industriel des pays les plus avancés, ainsi que par la demande croissante de matières premières (France et Angleterre en premier, les États-Unis ensuite). L'Argentine devient l'un des principaux producteurs mondiaux de céréales et de viande. La région pampéenne, en raison de ses caractéristiques naturelles, de la qualité de ses sols et de son climat, se présente comme l'une des régions les plus adaptées pour répondre à cette demande. Pendant cette période, des secteurs clés de l'économie nationale passent aux mains d'étrangers et une population immigrante est incorporée. Une économie d'exportation des produits agricoles se développe, ouverte aux marchés européens, d'abord (France et Angleterre), puis aux États-Unis. L'extension du réseau ferroviaire, financée par des capitaux privés, favorise la colonisation des terres rurales, en particulier celles situées à proximité des voies ferrées et des gares, qui servent de centres de stockage des céréales destinées à l'exportation vers l'Europe. Les propriétaires fonciers tracent de vastes portions de terre sous un seul propriétaire, tandis que la mise en production agricole se fait sous le régime des colonies. Les villes se développent autour des gares ferroviaires, constituant le modèle urbain dominant dans La Pampa : villes + chemins de fer + colonies. Cette période voit une population majoritairement rurale, habitant les colonies et se rendant dans les villes pour accéder aux services commerciaux et de loisirs principalement. La population est uniformément répartie sur le territoire, avec une distribution équitable des centres urbains et des services ruraux.

2.3. Période de modernisation accélérée (1950-2000) : mise en avant de la croissance et du progrès, l'expansion du capitalisme dans l'agriculture argentine.

A partir de la seconde moitié du 20^e siècle, des ruptures significatives apparaissent entre l'urbain et le rural dans les deux pays.

2.3.1. Le déclin rural au profit des villes industrielles en France

Dans les années 50', les concepts de 'ville' et de 'campagne' sont destinés à décrire une césure et non un lien ou une transition, leurs définitions posent une dichotomie, une opposition irrécyclable entre les deux notions (Mathieu, 2017). La campagne a une spécificité qui repose sur le 'milieu naturel', elle est définie par l'activité agricole et par la paysannerie, par l'exploitation des ressources naturelles. La ville est un 'milieu technique' qui échappe à la nature, un lieu d'accumulation des hommes et des capitaux ; avec une bourgeoisie et une classe ouvrière propres qui définissent le citoyen. La relation ville-campagne génère une contradiction : d'un côté l'extraction de ressources naturelles et le déclin, de l'autre l'extorsion de plus-value et la croissance. Les courants politiques et mouvements sociaux s'approprient cette opposition urbain-rural, en défense d'un monde rural à préserver et la reconnaissance d'un monde urbain avec un pouvoir d'attraction trop important (Mathieu, 2017). L'exode rural est le processus dominant, mais qui n'altère pas la spécificité et l'identité du rural. Le départ des artisans et des commerçants ruraux provoque une 'agricolisation' du milieu rural (Pinchemel, 1957). Les années 50' sont marquées par une évolution contradictoire de l'industrialisation en milieu rural : la crise d'industries anciennes et l'implantation de nouvelles industries en milieu rural.

La transition vers une France des villes démarre dès les années 1950 (Talandier, 2023). C'est au milieu de ces années que les pays industrialisés atteignent le point culminant des inégalités économiques territoriales. Le niveau de développement correspondant au point d'inflexion a été recherché (5000 \$ de 1987 est le seuil proposé), ainsi que le degré de concentration urbaine provoqué par ce processus de développement. Le processus implique 'une spécialisation verticale et la concentration de la main-d'œuvre dans des unités de production plus grandes et plus intenses en capital qui supplantent la spécialisation horizontale des technologies artisanales et l'importance des marchés locaux' (Catin et Van Huffel, 2003 p. 9). La fracture spatiale régionalisée constatée, conséquence de cent ans d'industrialisation, préoccupe l'Etat Français qui met en place un plan national d'aménagement du territoire avec l'objectif d'améliorer la répartition des hommes en fonction des ressources naturelles et activités économiques (Talandier, 2023), qui est ensuite renforcé par la création du Comité interministériel d'aménagement du territoire en 1960 (appelé DATAR en 1963).

Les années 60' amorcent la 'fin des campagnes' (Mendras, 1984 ; Lévy, 1994 ; Beteille, 1997). En effet, la croissance accélérée des villes marque un nouveau modèle d'analyse dominant : l'urbanisation des campagnes (Juillard, 1961 ; Mathieu, 1974). Ce modèle est basé sur un rejet fondamental de la distinction entre rural et urbain dans les formes spatiales et sociales étudiées, il est basé aussi sur le phénomène d'extension spatiale des grandes villes, et conduit ainsi à la fin des discontinuités spatiales entre villes et campagnes. A terme, le modèle aboutit à la négation du concept de rural. L'urbanisation (des campagnes) est considérée comme un mouvement irréversible, qui entraîne la fin des campagnes, du rural, et établit un 'continuum urbain-rural'. L'espace rural est assimilé à un espace 'résiduel' ou 'interstitiel' par les sphères administratives qui organisent la croissance et la politique d'aménagement du territoire. La notion de 'milieu rural' est éliminée pour faire place à celle de paysannerie ou de 'ruraux', autrement dit des populations à intégrer par la diffusion de la culture, produits et pratiques urbaines (Mathieu, 2017). La modernisation est le principal processus, l'exode rural restant à présent

secondaire, qui transforme l'espace, l'homogénéise. Rambaud (1969) définit l'urbanisation comme '*un mode de vie en voie de devenir universel et de réaliser l'unité de l'homme social*' (p. 9).

Un courant minoritaire des géographes (réduit face aux urbanistes et régionalistes) met l'accent sur les discontinuités morphologiques et d'activités, ce qui nécessite le maintien d'une distinction entre espaces ruraux et espaces urbains (Mathieu, 1982). Dans les faits, la ruralité commence à changer à cette époque, par l'augmentation de la population rurale 'non agricole' dans le rural péri-urbain mais aussi dans le rural de certaines régions, par un mouvement de construction dans des communes rurales où s'effectuent la décentralisation industrielle et le développement d'un tourisme 'lourd' (Mathieu, 2017). D'un point de vue démographique, il y a une dissociation de tendances entre espaces à exode rural et d'autres plus stables ou en progression démographique. Le service statistique reste au service de l'idée dominante : seule la ville est un espace '*en progrès*' (Mathieu, 2017). Une politique de 'normalisation' amène la fermeture de services publics en milieu rural peu dense (Mathieu, 2017).

2.3.1.1. *Confrontation de visions*

Dans les années 70, est mise en avant à nouveau la pensée contradictoire de la relation ville-campagne. Suite à la diversification d'activités et au développement des usages non-agricoles de l'espace rural, on assiste à un renversement idéologique (Mathieu, 2017). Les notions de paysannerie et de campagne sont revalorisées selon les idées néo-ruralistes et de 'pays', de la 'crise urbaine' (Hervieu et Hervieu-Léger, 1979) et des mouvements syndicaux qui revendiquent le rôle des '*paysans travailleurs de la terre*'. La notion '*d'espace rural*' s'impose sous une double définition : par l'idéologie citadine qui réintroduit la dimension naturelle, 'néo-nature', et dans un sens moderne non exclusivement agricole, l'espace rural est doté des propriétés distinctes de l'urbain : densité, moindre part du travail salarié, entreprises de petite taille, habitat individuel, et valorisation du paysage 'naturel' ou agricole. Ce 'retour à la nature' se justifie par opposition à la ville, considérée 'lieu d'oppression, de pollution et de valeurs négatives' face à un espace rural 'harmonieux et riche en ressources'. Mais surtout la relation entre les deux espaces s'annonce en termes inégalitaires : le processus dominant se réalise au détriment d'un espace rural qui est convoité, dominé, soumis, les campagnes 'disputées' risquent la marginalisation, la dévitalisation, la désertification (Mathieu, 2017).

Les milieux administratifs et politiques s'intéressent à l'espace rural : des services sont créés dans l'orbite de ministères. La création du ministère de l'Environnement, dont les compétences recourent en partie celles de l'Agriculture et du Développement rural, renforce cette tendance à traiter les problèmes des villes et des 'campagnes' séparément, voire les opposant (Mathieu, 2017). Le concept d'espace rural devient central pour des mouvements sociaux (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, puis les Chrétiens en milieu rural) qui redéfinissent leurs objectifs et modes d'action. Au cours des années 1960, l'Etat lance des procédures d'aménagement rural comme la création de Parcs Naturels Régionaux en 1965 et des Plans d'Aménagement Rural (PAR) en 1970. Un 'Etat rationalisateur' (Dore, 2017), de par sa volonté modernisatrice, va rencontrer les nouvelles élites locales émergentes et appuyer leurs revendications, portant dans les régions rurales sur des infrastructures et l'organisation des marchés. En parallèle, des initiatives de développement local en milieu rural émergent dès 1965 (Dore, 2017), revendiquées comme des expériences de 'développement par le bas' (Houée, 1992), qui s'affirment comme nouveau modèle en appui à la mobilisation volontaire des populations (associations) et de recherche d'une approche globale. Des expériences se veulent porteuses de changement social. Certaines régions comme la Bretagne prennent leur essor grâce au croisement entre des initiatives endogènes et des interventions exogènes, une politique qui conduira à faire émerger de nouvelles concentrations productives en milieu rural, sans éviter la disparition de districts traditionnels (Dore, 2017).

Un renouveau des recherches rurales accompagne le renversement d'idées (Mathieu, 2017). L'Association des Ruralistes Français (ARF) est créée en 1974. Le concept d'espace rural est adopté dans toutes les disciplines. Les scientifiques ruralistes tenants de l'urbanisation des campagnes, qui considèrent l'espace comme un continuum, deviennent minoritaires par rapport à ceux qui insistent sur les discontinuités (Mathieu, 2017).

De 1851 à 1968, la baisse de la population est constante dans les communes de moins de 2000 habitants. En 1968, la concentration urbaine atteint son maximum historique avec 72 % de la population concentrée sur 12 % de la superficie française. La même année marque la fin de l'exode rural (Talandier, 2023). Jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale, la moitié de la population française était encore rurale, avec un poids important aux élections, contre 27 % en 1987. L'agriculture était nommée le 'pétrole vert' en 1974 (Bodiguel et Lowe, 1989). Le recensement de 1975 amorce un accroissement de la population rurale ainsi que l'amenuisement spectaculaire de la population agricole. Depuis 1968, le solde migratoire est positif en faveur des campagnes situées à proximité des villes, et qui s'étend ensuite sur les espaces de plus en plus éloignés des villes (Talandier, 2023).

A partir du milieu des années 1970, le processus de délocalisation industrielle affecte les emplois et entraîne un déclin démographique des espaces industriels au profit de la grande ville (Talandier, 2023). Les facteurs explicatifs de ce processus sont l'externalisation de services marchands, les effets des gains de productivité et la modification de la demande, la concurrence internationale et l'internationalisation des entreprises. Le déclin industriel, accompagné d'une tertiarisation de l'économie a favorisé la croissance urbaine, dit autrement, '*l'urbanisation reflète [...] l'adaptation des territoires à la tertiarisation de l'économie*' (Talandier, 2023).

Pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), en France, les valeurs locales et régionales, les représentations territoriales particulières se fondent dans un *Etat-nation unificateur et providentiel, garant de l'emploi, du bien-être, du progrès, d'une répartition (relative) de richesses orchestrées sous la férule de l'aménagement du territoire* (Di Méo, 2000 p. 8).

2.3.1.2. *L'émergence des politiques de décentralisation : changement de paradigme*

La pensée analytique des années 1980 est divisée en deux tendances contradictoires (Mathieu, 2017). D'une part l'atténuation, à nouveau, des différences entre rural et urbain, où l'espace rural disparaît au profit du concept de 'local'. D'autre part, la réintroduction de la notion de 'nature' objectivée par les problèmes environnementaux (Mathieu *et al.*, 1989). Le terme '*campagne*' reprend une place dans des colloques scientifiques ('campagnes d'Europe', ARF, 1988) et dans les publications de l'INSEE (Villes et campagnes, 1988). L'Europe assiste à une crise du modèle de développement du 'libéral-productivisme', qui mettait l'accent sur les 'technopoles' et les 'réseaux de villes' de dimension européenne. Une contre-idéologie s'affirme avec la montée de l'idée de '*pays*'²⁶. Selon Mathieu (2017 p. 103) '*les thèmes du développement local, ressources locales et de développement endogène et autocentré envahissent le discours dominant*'. Les scientifiques préfèrent, par crainte de voir ignorés les problèmes réels du territoire français, évaluer l'impact réel des initiatives et politiques du 'local' à la critique du nouveau discours.

La politique des Pays est établie dans un contexte de revendications régionalistes et localistes. Selon Dore (2017), cette politique fait l'objet de trois décennies d'expérimentations à partir de 1960 : les Parcs

²⁶ Les pays sont considérés comme une forme accomplie de développement local (Dore, 2017). Depuis 1999, les Pays sont cadrés par la Loi d'Orientation d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (LOADDT) dite 'loi Voynet'.

Naturels Régionaux (1967), les Plans d'Aménagement Rural (1970), les Contrats de Pays (1976), les Chartes intercommunales (1983) et Leader (1991). Les loi 'Pasqua' (d'Orientation pour l'Aménagement et Développement du Territoire) de 1995, puis loi 'Voynet' (d'Orientation pour l'Aménagement et Développement Durable du Territoire) de 1999, puis loi Urbanisme et Habitat (LUH) de 2003, fondent et systématisent la politique des Pays (Dore, 2017). En 2004, la DATAR propose un 'Guide méthodologique pour la mise en œuvre des pays'²⁷.

En effet, le développement économique se tourne vers le local avec la montée de la décentralisation (Greffé, 1984). Les municipalités installent de nouvelles formes de gouvernance urbaine et alliances 'modernistes' (Le Gales, 1992), dans un contexte d'après crise de 1975, où l'Etat renvoie la gestion de problèmes aux collectivités territoriales (Dore, 2017). L'intérêt des collectivités est d'améliorer l'environnement économique des entreprises. Le Gales (1992) propose cinq catégories d'actions de développement local : catalyseur de développement autour d'un '*plan de développement local*' ; qualification de ressources humaines (formations) ; promotion et communication envers l'attractivité pour les entreprises comme l'organisation de manifestation ; assistance aux entreprises de type conseil et d'assistance financière ; planification urbaine en particulier l'investissement en infrastructures.

Autour des années 1980, se multiplient les moyens de communication et on assiste à un redéploiement des populations urbaines dans les campagnes. En 1982, plus la ville est grande, plus l'exode urbain est fort. La baisse des emplois industriels en France est généralisée, à part l'espace rural qui crée encore des emplois dans les branches industrielles (Mathieu, 2017).

La période de 1970-1990 marque en France un changement de paradigme poussé par la fin des Trente Glorieuses et du fordisme avec les crises de 1973 et 1975, la fin aussi du 'baby-boom' et de l'exode rural (à exception des communes éloignées des centres urbains). Le repeuplement des communes rurales aux portes des villes amène la périurbanisation, et les villes se structurent autour de centres et périphéries (Talandier, 2023). La diffusion d'activités tertiaires sur des régions industrielles autres que la proximité parisienne réduit les inégalités territoriales au profit essentiellement des villes, alors que cela entraîne aussi un renforcement des disparités productives entre villes et campagnes. On assiste à une périurbanisation des populations (Marchal et Stébé, 2018). L'étalement urbain est promu par la politique (adoption de *l'American way of life*) et appuyé par des promoteurs immobiliers et aménageurs, qui construisent des nombreux habitats pavillonnaires, centres commerciaux, industriels et de loisirs. Dès la fin des années 1980, la ville durable (Emelianoff, 2007) devient un référentiel politique, culturel et urbanistique partagé (Davezies *et al.*, 2002).

2.3.1.3. Des espaces à mi-chemin entre urbain et rural

Le terme '*péri-urbain*' fait objet de débats et associe d'autres termes qui émergent à cette époque (Marchal et Stébé, 2018). Pendant une décennie à partir de 1975, les termes 'rurbain' et 'rurbanisation' émergent de manière forte, proposés par Bauer et Roux (1976). Basés sur l'idée de dissémination des villes dans l'espace, le 'rurbain' est une zone rurale proche des centres urbains, caractérisée par la subsistance d'un espace non urbanisé largement dominant, ce qui le distingue des banlieues traditionnelles en contiguïté totale avec la ville-mère. D'autres chercheurs sont réticents à employer le terme 'rurbanisation', avec comme argument qu'il s'agit d'un stade transitoire et non un type d'espace et qu'une tendance permanente à la densification existe (Berger *et al.*, 1980). Enfin, d'autres auteurs signalent que rurbanisation et périurbanisation définissent le même phénomène : une

²⁷ <https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/121491/guide-des-pays-guide-methodologique-pour-la-mise-en-oeuvre-des-pays-delegation-a-l-amenagement-du-te>

déconcentration de la population pouvant aller jusqu'au dépeuplement des villes-centres, et à l'inverse, une forte expansion de petites unités urbaines et une partie des communes rurales, en particulier celles à proximité des grandes villes (Taffin, 1986).

La décennie de 1990 est marquée par la controverse sur la fin ou la renaissance de la ruralité (Mathieu, 2017). Les catégories spatiales urbain-rural n'ont pas cessé d'être mobilisés dans le débat public. Un tournant s'établit en discontinuité avec les périodes précédentes. À la suite de la chute du mur de Berlin en 1989, se prépare la libération des échanges agricoles au niveau mondial, reflété dans les politiques régionales comme la réforme de la PAC de l'Union européenne. La notion de 'mondialisation' s'installe et son usage se généralise, associé à l'économie comme facteur principal de la localisation d'entreprises et du travail, de la métropolisation et de la distinction de villes globales (Mathieu, 2017). Une autre tendance est la montée de la question de l'environnement associée au développement durable.

Dans les discours dominants, selon Mathieu (2017), la ruralité est moins associée à l'activité agricole, et cette représentation s'imprègne dans les sphères politico-administratives et scientifiques. Le terme campagne est préféré à celui d'espace rural. La ruralité française devient campagne et synonyme de paysage (Black *et al.*, 1995), des paysages ruraux, et donc naturels par définition. Il s'agit d'une nature 'sensible' et 'concrète', changée de la notion de patrimoine, d'un rural-paysage à préserver, à labeliser. L'agriculture n'est plus pensée comme une activité de production mais comme gestionnaire de la nature (Mathieu, 2017). La pensée du rural n'est plus séparable de l'environnement, qui a modifié le contenu et la définition de la ruralité : la naissance d'une ruralité post-industrielle (Jollivet, 1997). La ruralité est pensée comme un fait physique, une matérialité qui fait un environnement particulier. La nouvelle ruralité redevient un genre de vie et un mode d'habiter. Le rural et l'urbain (depuis 1968) dans les représentations sociales sont bien distincts par leurs spécificités opposées, tandis que la sphère scientifique et statistique continue à croire à la fin d'une culture non urbaine (Mathieu, 2017). En 1990, pour la première fois, les qualités de la ville sont mises en cause, émerge une vision négative de la ville (en crise, milieu sans paysage). La ville triomphe dans l'économie mais rentre en crise comme milieu de vie (Blanc et Mathieu, 1996). Les habitants des grandes villes envisagent le rural comme un espace idéal : de '*renaissance*', de '*lien local*' de '*citoyenneté*' (Brun, 1995 ; Kayser, 1996).

Ce changement de représentation impacte la nouvelle nomenclature de l'INSEE de 1996. Les zones de peuplement industriel et urbain (ZPIU) sont remplacées par les « zonage en aires urbaines » (ZAU) qui donne une définition plus précise des villes et de leur zone d'influence. Cela établit une division claire entre 'espace à dominante urbaine' (pôles urbains en dessous du seuil de 5000 emplois sur le territoire) et 'espace à dominante rurale'. La surface à dominante urbaine recule mais le poids démographique ne cède pas. Les représentations des experts de l'INSEE de la spécificité de chaque espace ne semblent pas avoir changé (Mathieu, 2017). Cette vision du 'rural sous influence' est maintenue dans la sphère politico-administrative. Selon cette vision, l'offre de travail est le vecteur structurant de la centralité des espaces métropolitains, le processus de métropolisation étant ce qui lie la ville et la campagne, une représentation dominée par la supériorité de la polarité et la concentration économique. L'intégration est perçue comme l'absorption par l'urbain de la ruralité, jusqu'à sa disparition.

La politique de développement local des années 1990 indique une 'floraison d'outils' basée sur la mise en valeur des '*districts industriels*' italiens, un modèle différent de la politique industrielle de l'après-guerre, fondé sur la grande dimension des firmes (Dore, 2017). Il s'agit d'une spécialisation flexible appuyé sur les petites unités, derrière les idées d'industrialisation diffuse et de décentralisation du développement. Le développement endogène est encouragé par le programme européen FEDER de soutien à l'activité entrepreneuriale. En France, le modèle de districts industriels est pris par la

politique publique nationale, *via* la DATAR. Les collectivités sont encouragées à initier des politiques économiques locales avec et entre les entreprises. Dore (2017) identifie trois facteurs déclencheurs du développement local : une situation économique et sociale locale de crise industrielle et reconversions, avec des zones en désertification rurale et un dynamisme des entrepreneurs ; une initiative politique locale par les municipalités ; et l'appui externe au développement local basé sur des incitations. A partir de 1990, un 'projet d'ensemble' s'affirme entre entrées sectorielles et initiatives locales, qui est appuyé par le Ministère de l'aménagement du territoire, afin de généraliser les démarches de développement local. Des élus, associations, entreprises, responsables syndicaux, et administrations supérieures sont à l'initiative. Les associations le sont en particulier en ce qui concerne les démarches rurales (Dore, 2017).

2.3.1.4. Les métropoles

Depuis les années 1990, la '*métropolisation*' est la facette spatiale de la nouvelle économie dominante (Talandier, 2023). Il émerge une '*économie cognitive, immatérielle, dans laquelle la connaissance et l'innovation sont devenues les facteurs clés de la production et de la création de richesse*' (Talandier, 2023 p. 33). Le modèle 'centre-périphérie' et l'opposition classique entre villes et campagnes sont mis en question par des nouveaux flux et systèmes territoriaux générés par les technologies d'information, de communication et le numérique. Une nouvelle notion de 'systèmes de villes' émerge, qui renvoie aux interactions et aux flux qui connectent les villes permettant d'échapper aux limitations des ressources locales. Cette situation oblige les villes à continuer d'innover.

La société civile impose un autre modèle, de complémentarité et d'échange, quasi égalitaire entre l'urbain et le rural (Mathieu, 2017). Tout est question de mobilités et de possibilités de se déplacer entre divers lieux, d'être ancré aussi bien à l'urbain qu'au rural. Les rencontres sont nommées des '*relations ville/campagne*' (parler de relations est parler de solidarités). Il s'agit d'un renversement dans la hiérarchie de valeurs où la ruralité et l'urbanité sont des '*mondes*'. Le rural est pensé comme une ressource, en capacité de maintenir et même de créer de l'emploi, jouant un rôle de '*résistance à la crise*'. En effet, l'accoisement du phénomène de multi résidence et de nomadisme entre les lieux complémentaires confirme cette réalité (Mathieu, 2017).

Le XXI siècle démarre avec un modèle-régime de développement dominant de type 'cognitif' (suite aux régimes agraire et agricole) où l'articulation de villes et campagnes est basée sur les métropoles (Talandier, 2023).

2.3.2. Déclin rural et modernisation agricole en Argentine

La période allant des années 1930 à la fin du siècle est caractérisée par l'exode rural en Argentine. Martínez (2018) analyse comment la région de La Pampa connaît un développement rural et industriel croissant. L'économie reste principalement axée sur l'agriculture et l'élevage, tandis que l'activité industrielle se concentre dans les grands centres urbains du pays. Au milieu du XX^e siècle, le régime des colonies agricoles décline progressivement, favorisant la prise de possession des terres par les colons initiaux et la distribution des terres aux héritiers des premiers propriétaires. À cette époque, la migration interne vers les villes s'intensifie en raison de la qualité et de la quantité des services offerts, comme la santé et l'éducation. Les améliorations du réseau routier, notamment des routes goudronnées, ainsi que le déclin progressif du chemin de fer au profit du transport routier, modifient les dynamiques territoriales. La privatisation du chemin de fer dans les années 1990 marque la fin de son importance dans le transport national. Les routes goudronnées se multiplient dans la province de La Pampa (processus similaire ailleurs) entre 1968 et 1984, stimulant le transport automobile et entraînant des changements dans l'organisation spatiale des villes et des campagnes. Les industries se déplacent vers la périphérie, tandis que les centres commerciaux se développent autour des gares

ferroviaires et des places publiques. La croissance économique entraîne une polarisation sociale et économique, avec un déplacement de la population rurale vers les centres urbains et une concentration de la population dans quelques grandes villes. Ce processus conduit à une division accrue du territoire et à une polarisation du développement, où seuls quelques centres principaux attirent la population et les activités économiques (Martínez, 2018).

C'est à partir des années 1950 que l'Etat national argentin impulse la modernisation agricole (Grosso et Albaladejo, 2009). Il s'agissait d'une stratégie destinée à générer des ressources pour soutenir l'industrialisation du pays, d'un 'programme institutionnel du développement agricole' (Albaladejo, 2006). Dans ces années, des organismes de régulation des marchés et institutions publiques et privés sont créés. L'Institut National de Technologie Agricole (INTA) est créé en 1956, et il est d'emblée réparti sur tout le territoire national dans un réseau interconnecté de stations expérimentales et d'agences de développement rural (EEA²⁸ et AER²⁹), la modernisation agricole se diffuse lentement sur trente ans, et entraîne la croissance des agglomérations, mais aussi des villages de plus de 2 000 habitants et des villes chefs-lieux des districts ayant entre 10 000 et 30 000 habitants. L'exode rural est absorbé par le développement des petites et moyennes industries (métallurgies, laiteries, usines du cuir et des meubles) situées dans les agglomérations urbaines proches. L'agricole est différencié en tant que secteur économique, et un tiers des exploitations agricoles disparaissent entre 1969 et 1988. 8 228 exploitations, soit 34% du total, disparaissent en Argentine entre ces deux recensements (Recensement National Agricole 1969 ; 1988). Ces familles agricoles restent dans leurs foyers ruraux ou dans les villes proches, ce qui permet un maintien des liens sociaux. La modernisation implique aussi, entre 1960 et 1970, l'investissement de l'Etat en infrastructures (chemins, électricité, téléphone) ce qui change les conditions et le mode de vie à la campagne. L'espace agricole local conserve un ancrage territorial au niveau du district (Albaladejo *et al.*, 2008).

A partir des années 1990, le phénomène de la mondialisation se manifeste par la dérégulation des marchés, l'augmentation des privatisations, la subordination des politiques locales aux changements macroéconomiques, et l'intégration aux marchés mondiaux (Ascher, 2004). Dans le secteur agricole, on observe un changement d'échelle dans la production ainsi que l'incorporation de technologies pour une utilisation plus efficace des ressources disponibles (Barsky et Gelman, 2009). De nouveaux acteurs émergent, notamment des groupes d'entreprises impliquées dans la fourniture d'intrants, la logistique et le transport, ainsi que le traitement industriel des produits agricoles (Barsky et Gelman, 2009). L'agrobusiness prend son essor au milieu des années 1990, favorisé par les politiques nationales et par la création de masters et de cours de troisième cycle (Hernández, 2009). Le processus vécu dans les années 1990 ne se différencie des années précédentes que par son rythme accéléré (Grosso et Albaladejo, 2009). Entre 1988 et 2002, un total de 4817 soit 30,5 % d'exploitations agricoles ont disparu (Recensement National Agricole 1969 ; 1988).

Les migrations et l'exode rural se sont accentués avec l'émergence de l'agriculturisation (Sili, 2005), marquée par une croissance absolue et relative de l'agriculture, principalement à travers la culture du soja, au détriment d'autres productions comme l'élevage, déplacé vers des territoires éloignés du cœur de la pampa humide. Il s'est produit dans un premier temps une rapide incorporation de technologie, qui entraîne une spécialisation et va de pair avec la professionnalisation de la production primaire, de l'industrie en aval et des services associés (Grosso et Albaladejo, 2009). L'activité agricole est devenue plus rentable car le temps de récupération de l'investissement est réduit (Sili, 2005). Entre temps, d'autres phénomènes favorisent l'échange d'activités entre les espaces rural et urbain, tels que

²⁸ Estación Experimental Agropecuaria (EEA) = station expérimentale agricole

²⁹ Agencia de Extensión Rural (AER) = agence de développement rural

l'émergence d'emplois non agricoles de plus en plus importants en milieu rural, liées à la diversification des activités du producteur rural et de sa famille, ou encore la recherche par de nouveaux investisseurs urbains d'alternatives productives dans les espaces ruraux (Sili, 2005 ; Grosso et Albaladejo, 2009). L'infrastructure et les services ruraux perdent en qualité à cause de l'aggravation de l'exode rural.

On assiste en Argentine à deux réalités coexistantes dans le milieu rural : un boom agricole bénéficiant aux grands producteurs et une crise affectant les petits producteurs, conséquence de l'absence de politiques de développement rural dans une perspective territoriale intégrale (Martínez, 2018). Encore une fois dans les années 2000, les producteurs qui avaient réussi à se spécialiser et monter en échelle de production, bénéficient des politiques monétaires pour initier une nouvelle période de croissance productive, avec l'incorporation d'acteurs externes au secteur et non locaux (Grosso et Albaladejo, 2009). Dans un contexte national de politiques de subventions internes et de rétention des exportations (taxes), le secteur s'est aligné sur le marché international, affaiblissant la structure socio-économique locale. *'Pendant ce temps, les bénéficiaires ont migré hors des communautés, des activités fortement intégrées au territoire au niveau local (comme l'élevage laitier) ont été abandonnées, découplant la vie sociale des activités agricoles, qui dominaient auparavant l'économie de ces zones rurales'* (Grosso et Albaladejo, 2009, p. 121, traduit).

Aujourd'hui, le rôle du territoire pampéen dans l'économie mondiale reste agro-exportateur, mais les processus et technologies utilisés sont très différents de ceux historiquement développés (Caviglia, Lorda et Lemes, 2010).

2.3.3. Une approche comparée France-Argentine sur des 'processus communs' de développement et d'aménagement du territoire

Dans une approche comparative, Sili et Taulelle (2014) mettent en avant des processus communs entre la France et l'Argentine en termes de développement et d'aménagement du territoire.

La modernisation et le productivisme. Après la seconde Guerre Mondiale, les deux pays visent la modernisation du secteur agricole. En France, la modernisation est entreprise dans le but d'augmenter la production d'aliments pour satisfaire la demande interne et en même temps générer un développement des espaces ruraux par l'augmentation de la productivité agricole. En Argentine, la modernisation vise l'augmentation des exportations, pour financer les processus de substitution des importations et le modèle développementaliste que le pays avait mis en place. Dans les deux pays, le corolaire du processus de modernisation agricole est un processus de concentration de la terre et de ressources productives. Sur la période, il n'y a pas eu de projets de développement territorial portés par les acteurs et ressources locales.

La décentralisation. Des constats sur l'impact négatif des processus précédents sur les espaces ruraux et le phénomène de concentration urbaine amènent à un changement de paradigme du développement rural. C'est ainsi qu'émergent un discours et des pratiques politiques nationales et locales en faveur du maintien des structures territoriales, de leur population, de leur culture, de la diversification productive et de la préservation de l'environnement. La décentralisation politico-administrative a eu lieu en 1980 en France et en 1990 en Argentine. En France, l'Etat transfère des compétences aux collectivités régionales et locales et des ressources pour le fonctionnement administratif et des services, tandis qu'en Argentine, il y a un transfert de responsabilités, mais sans les ressources économiques.

Les initiatives de développement local en France sont appuyées sur un réseau institutionnel à différentes échelles : politiques de développement rural de l'Union Européenne³⁰, des Conseils régionaux, des Conseils Départementaux et des Communes. Cela a contribué à *'changer la vision sur la problématique rurale, en construisant une perspective plus large qui valorise les zones rurales en tant que territoires complexes dont le développement et l'évolution dépendent non seulement de la production agroalimentaire, mais aussi d'une multiplicité de variables'* (Sili et Taulelle, 2014, p. 232).

En Argentine, les projets de développement local ont privilégié les actions de planification des agglomérations (petites villes et villages), inspirées de la planification stratégique des villes, plutôt que les processus de développement rural similaires à l'expérience française. De multiples initiatives sont impulsées par les municipalités et organismes publics-privés tels que des agences de développement local, associations de développement (de 'fomento'), organisations de producteurs agricoles entre autres, sans organisation ou soutien ni national ni provincial (Sili et Taulelle, 2014).

Politiques d'aménagement territorial. En France, des politiques d'aménagement territorial et du développement local sont structurées au travers de la DATAR et des politiques du Ministère de l'intérieur, comme les territoires de projet : Pays PNR, Agglomérations. Les politiques d'aménagement territorial relèvent de trois axes : d'appui aux activités comme les pôles de compétitivité³¹ et les zones de haute technologie ; de promotion de projets destinés au monde rural, dont les programmes LEADER³² via les Groupes d'Action Locale (GAL), et les Pôles d'excellence rurale³³ ; et enfin des services publics proportionnés sur tous les espaces.

En Argentine, des politiques d'aménagement territorial n'ont pas été vraiment effectives, au-delà des discours politiques. Sili et Taulelle (2014) considèrent un passage d'un discours 'sectoriel' des années 1990 à un discours 'territorial et social' plus récent.

2.3.3.1. Envisager le futur de territoires interconnectés par des réseaux multiscalaires

A l'heure actuelle, les actions au niveau local doivent constituer des réseaux à échelles multiples. Un axe fondamental en France, qui n'est pas très développé en Argentine³⁴, est les statistiques et études sur les dynamiques rurales (Sili et Taulelle, 2014). L'INSEE propose des 'typologies territoriales' (trois modèles ruraux en France en 2003), permettant de réfléchir à différentes options de politique territoriale.

Un autre facteur clé est le développement de communications et de mobilité des acteurs (Sili et Taulelle, 2014). En France, un pays de taille relativement petite, ce développement a permis la création d'activités multiples et de nouveaux usages dans les espaces ruraux, ainsi que l'établissement de liens entre les habitants des zones rurales et les territoires éloignés (Sili et Taulelle, 2014). En Argentine, il y a eu le même effet dans certaines régions à forte '*valeur scénique*' (Sili et Taulelle, 2014) ou plus

³⁰ Programme LEADER 'Liaison Entre les Actions de Développement de l'Economie Rurale' qui depuis 1988 vise à encourager les initiatives de développement local.

³¹ Présentation des pôles de compétitivité | entreprises.gouv.fr

³² LEADER accompagne les territoires ruraux | L'Europe s'engage en France, le portail des Fonds européens (europe-en-france.gouv.fr)

³³ Rapport d'information du groupe de travail « Pôles d'excellence rurale » du SENAT - Quatre-pages.doc (senat.fr)

³⁴ L'organisation statistique diffère entre Provinces, sans homogénéisation ni cartographie digitale couvrant l'ensemble du territoire national.

proches des grandes villes, alors que de graves problèmes de connectivité persistent dans les régions les plus reculées du pays.

2.4. Changement de siècle et la remontée de modèles alternatifs : un besoin de reconnecter l'urbain et le rural s'affirme.

Cette troisième période n'aborde pas les faits et processus pour chaque pays, étant donné qu'on n'a pas assez de recul sur la réalité contemporaine. Cependant des travaux abordent des alternatives de développement territorial et pointent des nouvelles dynamiques qui ont un impact direct sur les possibilités pour les territoires. Quatre perspectives sont explorées : le système alimentaire (Fouilleux et Michel, 2020), les innovations sociales (Margetic *et al.*, 2017) et les transitions (Talandier, 2023) et les Objectifs de Développement Durable (Nations unies 2017).

Depuis une vingtaine d'années, la recherche souligne la nécessité d'aborder l'avenir interconnecté des villes et des zones rurales à travers les différentes échelles des politiques locales et nationales (HLPE, 2017 ; Mainet, 2017). Ces orientations permettraient de prendre en compte les interdépendances socio-économiques au-delà des traditionnelles frontières de l'action publique (Bouba-Olga *et al.*, 2017).

2.4.1. Envisager le changement du système alimentaire ?

Certains auteurs convoquent plus généralement la reconfiguration des liens entre dynamiques urbaines et rurales pour répondre aux transitions socio-écologiques (Verhaeghe, 2020). D'un point de vue empirique, des travaux soulignent la capacité du 'fait' alimentaire et agricole à influencer ces reconfigurations (Loudiyi, 2020). Le fait alimentaire est en effet en capacité à rétablir un minimum d'équilibre dans les rapports de force entre urbain et rural, entre ville centre et communes rurales périphériques (Jarosz, 2008 ; Le Grand et van Meekeren, 2008 ; Paül et McKenzie, 2013 ; Sonnino, 2016).

2.4.1.1. Une revue des politiques alimentaires en France

En matière de production des matières premières agricoles, en s'appuyant sur la chimie de synthèse pour la fertilisation (engrais) ou encore pour la gestion sanitaire (antibiotique) et phytosanitaires (pesticides), le système alimentaire agro-industriel favorise la spécialisation des exploitations et la standardisation des productions (Fouilleux et Michel, 2020). Il implique également une forte spécialisation des processus et des acteurs de la transformation. Les produits alimentaires sont alors issus d'une part d'opérations de fractionnement des matières premières (cracking) pour en extraire des composants élémentaires, d'autre part de réassemblage de ces éléments élémentaires (opérations de formulation). Dans ce système devenu fortement tertiarié, le prix des produits alimentaires représente moins la part des matières agricoles pour laisser place au profit des diverses prestations de service, au marketing et à la publicité, aux intérêts bancaires, ou encore aux marges de distribution (Rastoin et Gherji, 2010)

Ce système est également associé à une distanciation croissante des mangeurs vis-à-vis de leur alimentation (Bricas *et al.*, 2013), que ce soit d'un point de vue géographique (éloignement entre les lieux de production et les lieux de consommation), économique (multiplication des intermédiaires entre producteurs et consommateurs) et cognitive (diminution des connaissances sur la chaîne alimentaire).

Le développement du système alimentaire agro-industriel s'est appuyé sur diverses politiques publiques interconnectées concernant les marchés et structures agricoles, l'aménagement urbain et rural, la sécurité sanitaire, etc. Celles-ci ont institutionnalisé les différentes dimensions de ce système. Le néocorporatisme et le syndicalisme agricole dominant, les industries de l'amont de l'agriculture et les industries agro-alimentaires, jouent alors un rôle prégnant dans la définition du référentiel et des

instruments de politiques publiques, tant au niveau national qu'inter et transnational. Les politiques alimentaires, clairement positionnée dans le modèle agro-industriel, se sont alors développées de manières fragmentaires et cloisonnées.

En France, on distingue deux éléments principaux dans le domaine de l'alimentation (Fouilleux et Michel, 2020). D'une part, les politiques qui renvoient à la qualité alimentaire et d'autre part, les celles liées à la santé publique et à la nutrition.

Concernant la qualité alimentaire - qui fait référence à la sécurité sanitaire et aux signes de qualité telles que les appellations et les labels - les politiques visent à garantir de la confiance des intermédiaires entre eux et avec les consommateurs dans les aliments échangés, achetés et consommés. Elles s'appuient sur la segmentation du marché des produits alimentaires par la distinction de différents niveaux de qualité des produits.

En matière de sécurité sanitaire, la DGCCRF (ministère des finances) s'assure de la conformité des produits frais et transformés échangés (étiquetage, additifs, résidus), tandis que la direction générale de l'Alimentation du Ministère de l'Agriculture vise à garantir la santé des consommateurs en veillant à la qualité sanitaire des produits échangés sur le territoire. Une réglementation européenne, définissant des dénominateurs communs, acceptables par l'ensemble des états membres, en matière de sécurité sanitaire, favorise la réalisation de marchés intérieurs.

Dans les années 1990, la crise de la 'vache folle' met en évidence des défaillances dans le contrôle de la filière par les pouvoirs publics. Dans ce contexte, de nouvelles institutions en charge de la politique de sécurité des aliments émergent. Il s'agit de l'Agence française de sécurité sanitaire et alimentaire (Afssa), créée en 1998, puis devenue Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) en 2010, et de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) en janvier 2002. L'objectif est alors de séparer l'évaluation et la gestion des risques.

L'évolution des politiques de sécurité sanitaire, notamment l'imposition de méthodes de gestion des risques, tels que la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) au début des années 1990, entraîne une procéduralisation et une standardisation des contrôles, augmentant la responsabilisation des acteurs économiques et le rôle de la régulation privée transnationale. Les nouvelles exigences sanitaires ont également induit divers conflits en raison de leur incompatibilité avec les techniques de fabrication traditionnelle. Souvent complexes et couteuses, elles ont causé la disparition de nombreux petits producteurs.

Par ailleurs, la politique française distingue quatre signes officiels de qualité principaux :

- les indications géographiques d'origine (IG), pour identifier des produits du terroir,
- les labels rouges (LR), datent des années 1960 et mettent en avant une qualité supérieure,
- l'agriculture biologique (AB) qui valorise l'aspect environnemental, et
- la certification de conformité produits (CCP), introduit dans les années 1990, vise à assurer la traçabilité des produits au sein d'une filière.

L'appellation d'origine contrôlée (AOC), créée au début du XXème siècle, vise à mettre en avant un terroir particulier et est le plus ancien signe de qualité. Si les AOC ont inspiré la mise en place au niveau européen d'un règlement relatif aux indications géographiques (notamment l'AOP), ces politiques ont été en contradiction avec des politiques de sécurité sanitaires, ces dernières étant incompatibles avec les techniques de fabrications traditionnelles.

La reconnaissance de l'agriculture biologique par les pouvoirs publics au début des années 1980, en faisant le quatrième signe de qualité, montre clairement que la politique française et européenne des signes de qualité s'inscrit dans le cadre du développement du modèle agro-industriel.

Concernant les politiques de santé publique et de nutrition, coordonnées par le ministère de la santé, elles se centrent sur les consommateurs et les modes de consommation. Après une quasi-disparition de l'agenda du problème de santé publique, la question alimentaire est réapparue autour du problème de suralimentation, à l'origine de maladies non transmissibles liées à l'alimentation telles que les maladies cardio et cérébro-vasculaires ou le diabète de type 2. Les enjeux d'insécurité alimentaire étaient quant à eux traités au travers des politiques de coopération entre des pays dits 'du Nord' et des pays dits 'du Sud'.

Les programmes en matière de santé publique et de nutrition sont majoritairement des programmes de type informationnel en direction des consommateurs, et font appel à la responsabilité individuelle. Les différents Programmes nationaux nutrition santé (PNNS), depuis 2001, marquent l'avènement d'un processus de 'nutritionnalisation' des politiques alimentaires.

Le modèle agro-industriel et le référentiel de modernisation qui lui est associé font face à quelques critiques à leur encontre. On observe alors le développement de modèles plus ou moins alternatifs de production, de distribution et de consommation. Des politiques alimentaires locales, portées par différents niveaux de collectivités territoriales, se multiplient également depuis quelques années.

2.4.1.2. Tensions politiques pour le changement

La conclusion de l'ouvrage rédigé par Bricas, Fouilleux et Michel (2020) met en évidence les paradoxes entourant la question de l'alimentation en politique. D'une part, il souligne un consensus apparent sur l'importance de l'alimentation en tant qu'enjeu public, illustré par des initiatives telles que les États généraux de l'Alimentation (consultation publique lancée par le Président de la République autour des enjeux d'agriculture et d'alimentation et donnant lieu à une loi EGalim 'Agriculture et Alimentation'³⁵) et les efforts pour promouvoir une alimentation locale et durable. Cependant, ce consensus masque souvent des conflits de valeurs sous-jacents, notamment lorsqu'il s'agit d'instrumentaliser les politiques publiques et de les mettre en œuvre à travers des actions concrètes. Les débats sur l'étiquetage nutritionnel, l'utilisation du glyphosate ou le soutien à l'agriculture biologique mettent en lumière ces tensions entre différentes visions de l'alimentation.

De plus, la question alimentaire est parfois utilisée à des fins politiques, par exemple pour gagner des voies électorales ou pour renforcer la légitimité des acteurs auprès du public, sans que les ressources disponibles ne permettent de concrétiser ces promesses. Les jeux partisans et les changements de majorité peuvent également influencer la manière dont les politiques alimentaires sont formulées et mises en œuvre, souvent au détriment des acteurs militants historiques.

En somme, bien que l'alimentation puisse sembler être un enjeu consensuel, son intégration dans l'agenda politique est complexe et sujette à des jeux de pouvoir et de compromis. Les débats autour de l'alimentation reflètent les tensions et les dynamiques politiques plus larges, où les intérêts divergents des acteurs politiques et économiques peuvent entraver la mise en œuvre de politiques alimentaires.

Laura Michel, Ève Fouilleux et Nicolas Bricas (2020), exposent la manière dont la critique de l'industrie agroalimentaire peut être canalisée et détournée par divers acteurs, limitant ainsi son potentiel transformateur. Trois principales stratégies sont identifiées : l' 'agricolisation' des débats qui réduit la

³⁵ EGalim 1 : loi Agriculture et Alimentation | Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

question alimentaire à un problème agricole, le détournement de la critique, en focalisant l'attention des citoyens sur des enjeux secondaires ou en s'appuyant sur la responsabilité individuelle des consommateurs, et la dilution de la critique lors de la mise en œuvre des politiques alimentaires, et enfin la marchandisation qui transforme les critiques en opportunité de marché. Ces stratégies sont illustrées par divers exemples, tels que l'appropriation de la question de l'alimentation par l'industrie chimique et agricole, la mise en avant de l'agriculture raisonnée pour détourner l'attention des pesticides, ou encore la focalisation sur le local pour occulter les alternatives. En outre, le marché récupère souvent les alternatives portées par des mouvements militants pour son propre développement, en évacuant les aspects les plus critiques. En somme, il existe des obstacles à une véritable transformation des pratiques alimentaires, malgré les critiques formulées à l'encontre du système agroalimentaire industriel.

L'ouvrage explore les fluctuations entre politisation et dépolitisation de la question alimentaire, mettant en lumière les forces en jeu dans cette dynamique. Initialement, des mouvements alternatifs (agriculture biologique, agroécologie, circuits courts) ont politisé cette question en critiquant le système agroalimentaire industriel pour ses failles sanitaires et sociales, générant des mobilisations citoyennes et fragilisant les bases des politiques alimentaires en place. Toutefois, une fois la question inscrite à l'agenda politique, elle est fréquemment dépolitisée, limitant les changements concrets et favorisant des actions incrémentales ou marginales.

2.4.1.3. Formes 'durables' de production et de consommation

Les sociologues s'intéressent à la consommation engagée et aux marchés de niche. Ils décrivent des formes d'hybridation multiples où l'on trouve du conventionnel dans l'alternatif et où le conventionnel s'ouvre de plus en plus à des éléments alternatifs (Le Velly et Dufeu, 2016). L'agriculture biologique est une réglementation publique nationale datant de 1982, puis européenne à partir de 1992. Cette institutionnalisation se traduit par une demande croissante de produits bio et une accélération de conversion chez les producteurs.

Certains auteurs ont pu parler d'une tendance globale à la 'conventionnalisation de l'agriculture biologique' (Cardona et Lamine, 2011). C'est une assertion un peu générique pour une agriculture complexe, cependant elle pointe des dérives possibles pour l'agriculture biologique désigner sa récupération partielle par le système alimentaire agro-industriel.

Depuis les années 2000, une multitude de standards volontaires privés transnationaux, dits de durabilité, portés par les acteurs de l'agri-business permettent de mieux gérer les effets environnementaux de la production et mieux respecter les valeurs sociales des travailleurs dans l'échelle globale des valeurs. Cette stratégie correspond à une neutralisation par les acteurs du systèmes agro-industriels des critiques qui leur sont adressées au sujet de leur propres pratiques sociales et environnementales.

A l'opposé des dispositifs de régulation globalisés, émergent les circuits courts, qui renvoient à une forme de critique des systèmes alimentaires agro-industriels à l'échelle locale, mis en œuvre par les collectivités territoriales.

A partir des années 2000, les villes déploient des dispositifs de 'food planning'. Des chercheurs s'intéressant aussi à la gouvernance alimentaire territoriale, incluent les questions d'agriculture urbaines et de politiques alimentaires locales (Perrin et Soulard, 2014).

Le renouveau de l'agriculture urbaine est également mis en avant. Certaines politiques locales visent à accompagner en partie par le foncier une relocalisation de la production à l'intérieur ou à la

périphérie immédiate des villes pour favoriser des circuits courts ou promouvoir des circuits alimentaires alternatifs au profit des consommateurs urbains (Deverre et Lamine, 2010). Le concept de métabolisme urbain (Wolman, 1965) permet d'évaluer la capacité des villes à répondre aux besoins alimentaires de leur hinterland.

D'une manière générale, ces différentes politiques publiques et dispositifs posent la question du local, et des enjeux politiques liés aux constructions sociales de la 'localité' (Fouilleux et Michel, 2020).

Les villes ont aussi été le lieu d'innovations procédurales et institutionnelles dans le domaine alimentaire. Ainsi, des 'food policy councils' sont apparus dans les grandes villes nord-américaines à partir des années 1990 (Stierand, 2012). Ces dispositifs regroupaient les acteurs pour participer à la construction de politiques alimentaires locales.

2.4.2. Favoriser le potentiel d'innovation sociale des campagnes européennes

Margetic *et al.* (2017) mettent en évidence le potentiel d'innovation des campagnes européennes. Leur travail s'inscrit dans une continuité de travaux antérieurs et vise à explorer de nouvelles perspectives dans le contexte du 'tournant rural'. L'Europe continentale constitue un cadre pertinent pour cette réflexion, permettant à la fois des comparaisons entre différents territoires et une mise en lumière de leurs spécificités. L'innovation est au cœur de cette démarche, considérée comme un processus endogène et multifacette, façonné par des dynamiques locales et des interactions avec le monde urbain.

L'analyse de l'innovation révèle différents moteurs et porteurs, allant des initiatives individuelles aux stratégies collectives, en passant par des pratiques innovantes dans des secteurs traditionnels comme l'agriculture et le tourisme. Cette approche permet de déconstruire les stéréotypes associés aux territoires ruraux et de mettre en lumière des formes d'innovation discrètes (Albaladejo, 2004) souvent méconnues. Elle permet d'insister sur les changements mis en œuvre pour répondre à la demande 'urbaine' qui concerne les évolutions de la société dans son ensemble (Margetic *et al.*, 2017). L'innovation sociale joue un rôle clé dans ces dynamiques, favorisant la mobilisation des acteurs locaux et la création de nouvelles territorialités ancrées dans des valeurs culturelles et sociales.

Par ailleurs, l'innovation implique souvent une remise en question des pratiques traditionnelles, notamment dans les secteurs du vin et des produits de terroir, où l'adaptation aux nouvelles demandes des consommateurs urbains conduit à des formes de réappropriation et de renouvellement. La relation entre ville et campagne évolue également, avec des territoires ruraux devenant des espaces attractifs pour de nouvelles populations urbaines, contribuant ainsi à recomposer les dynamiques territoriales.

Christine Margetic (2017) plaide en faveur de la poursuite des recherches sur les campagnes européennes, soulignant l'importance de comprendre les multiples innovations qui se produisent dans ces espaces en mutation. Elle fait appel à la création d'un centre de recherche dédié à ces régions en transformation. Margetic (2017) met en évidence trois approches géographiques de l'innovation dans les campagnes : l'analyse des rapports centre/périphérie, l'approche par les milieux géographiques, et l'étude des organisations et arrangements territoriaux. Elle souligne l'importance du local dans la compréhension des particularités économiques, sociales et culturelles des cas étudiés. Tout en reconnaissant les défis et les limites de l'innovation dans les campagnes européennes, elle appelle à une approche critique et innovante dans la recherche future, tant sur les thématiques que sur les méthodologies utilisées.

Dans ce plaidoyer, Margetic (2017) souligne également la diversité des trajectoires rurales et des formes d'innovation observées, mettant en lumière la capacité des espaces ruraux à générer des innovations matérielles, immatérielles et sociétales. Elle insiste sur l'importance de considérer l'innovation comme un processus endogène, façonné par les acteurs locaux et ancré dans les spécificités des territoires ruraux. De plus, elle souligne la nécessité d'adopter une perspective critique vis-à-vis de l'innovation, en tenant compte à la fois de ses potentiels bénéfiques et de ses limites, notamment en termes d'impacts sociaux et environnementaux. Enfin, elle appelle à une réflexion sur le rôle des politiques publiques dans la promotion de l'innovation rurale et à une ouverture vers de nouvelles thématiques et méthodologies de recherche pour mieux appréhender les dynamiques complexes à l'œuvre dans les campagnes européennes.

2.4.3. Faire face aux transitions vers des nouveaux modèles

Les défis écologiques et numériques actuels exigent une restructuration des modèles de développement territorial. Magali Talandier (2023) propose une approche intégrée où les différents territoires travaillent ensemble pour répondre à ces mutations. Cette transition implique une sortie des schémas économiques traditionnels, mettant l'accent sur de nouvelles valeurs, formes d'entrepreneuriat et innovations sociales. L'accent est mis sur la complexité des enjeux auxquels les territoires sont confrontés, notamment les enjeux alimentaires, énergétiques, sociaux, économiques, environnementaux et résidentiels. Les territoires sont considérés comme des laboratoires où se croisent différentes trajectoires, générant des tensions et des conflits nécessitant de nouvelles formes de régulation. Il est également souligné l'émergence de scénarios alternatifs, basés sur une réévaluation des modes de production et de consommation, ainsi que sur des valeurs telles que la résilience sociale et technologique. Il est évoqué la nécessité de les faire coexister dans les espaces urbains et ruraux pour émerger avec un nouveau projet territorial. Une attention particulière est accordée à la nécessité de réguler ces flux pour atténuer leurs impacts négatifs, notamment sur les ménages défavorisés et l'environnement. Les démonstrations technologiques et les expérimentations sociales sont présentées comme des leviers pour renforcer l'anticipation et l'adaptation des territoires aux changements globaux.

Face au constat de deux grands bouleversements (les enjeux écologiques et la révolution numérique), Talandier (2023) avance l'hypothèse d'un nouveau modèle économique et territorial nommé 'résidentialement-productif'. Contrairement au modèle métropolitain actuel, ce modèle favoriserait une reconnexion entre la consommation et la production, encouragée par des pratiques collaboratives et hybrides. Dans ce nouveau modèle, les consommateurs deviennent également producteurs de biens, d'énergie et de services, notamment grâce à des plateformes de type C to C (échanges de particulier à particulier). Des exemples concrets comme le mouvement des 'makers', les fablabs et les tiers-lieux illustrent cette tendance à remettre au cœur des processus de production la fabrication matérielle et la réappropriation des outils par les usagers. Ce travail met en lumière des initiatives telles que l'Atelier paysan³⁶, un fablab mobile pour les agriculteurs, qui permet la fabrication d'outils adaptés à l'agriculture biologique. Ces pratiques s'inscrivent dans une dynamique de reconnexion entre la production et la consommation, favorisant des modèles économiques émergents comme l'économie de fonctionnalité et l'économie collaborative. Les fablabs et les tiers-lieux, de plus en plus présents dans les villes et les campagnes, constituent des laboratoires de ce modèle résidentialement-productif. Ils reposent sur des solutions technologiques, mais aussi sur des innovations sociales et citoyennes, favorisant la figure du producteur-consommateur-citoyen. Ce nouveau modèle implique un contrat de

³⁶ Il s'agit d'un fablab mobile dédié aux agriculteurs, créé en 2009, qui permet aux agriculteurs de fabriquer leurs propres outils adaptés aux besoins spécifiques d'un terroir ou d'un type de production (Talandier 2023, p. 224).

développement territorial résidentialement-productif, avec une production potentiellement plus diffuse dans l'espace et une revalorisation des villes moyennes et des espaces périphériques. Les politiques nationales soutiennent ces initiatives, mais leur succès dépendra de la capacité des individus à s'approprier ces nouvelles normes, notamment culturelles, dans un contexte d'inégalités sociales croissantes et de transition vers une sobriété heureuse face à l'effondrement écologique.

Enfin, Talandier (2023) plaide en faveur d'une approche holistique du développement territorial, axée sur la réduction des impacts négatifs, la reconnexion des flux et des fonctions spatiales, ainsi que sur l'innovation de nouveaux modèles économiques et de développement territorial durable.

Toujours dans l'idée de 'transitions', Valérie Jousseume (2021) propose un 'nouveau récit pour les campagnes'. Face aux 'crises de l'idéal du progrès technique et de la démocratie' et à la révolution numérique avec l'avènement de l'internet, nous sommes en transition vers la '1^{ère} phase de la noosphère'. Il s'agit de la fin des organisations hiérarchiques, du travail salarié et de la logique marchande, vers une révolution globale, la transition vers la noosphère. Ce récit se construit par la convergence de trois courants de pensée : l'écologiste qui annonce un effondrement catastrophique des sociétés modernes, pour qui la transition passe par la sobriété afin de stopper l'effondrement de la biodiversité ; des résistances paysannes préconisant la fin de l'agro-industrie ; et l'altermondialiste qui s'oppose au capitalisme, inégalitaire, qui sera corrigé par une justice sociale renouvelée. Le récit du nouveau monde est construit autour d'une convergence de mémoires, dépassant les croyances de la modernité et du progrès, et il faudra apprendre à 'faire avec', avec l'altérité, l'Autre, et intégrer le passé, d'un 'recyclage des mémoires paysannes', adoptant l'économie du partage et l'économie circulaire, un regain de la communauté et les relations de proximité, ... Il s'agit de conjuguer les groupes sociaux avec le temps et ses mémoires, avec l'espace et ses distances, en ôtant les lunettes du paradigme de la modernité. Chacun des territoires ruraux français est perçu comme une combinaison singulière, complexe et dynamique de ces trois dimensions, formant un système en évolution constante (Jousseume, 2021). Ce serait une ruralité à l'image de l'alter-ruralité de Pieter Versteegh (2014, cité par Jousseume, 2021, p. 241).

2.4.4. Les Objectifs de Développement Durable

De nos jours les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont l'horizon collectif à suivre. Les Nations unies établissent 17 ODD³⁷ en 2017. Dans le cadre de l'Union Européenne des indicateurs de développement durable ont été proposés dès les années 2000. La même année l'Insee en France début un travail qui propose initialement 40 indicateurs, qui est par la suite actualisé à 100 indicateurs déclinés des 17 ODD, disponibles à échelle des régions, des départements et des communes.

Néanmoins, des limites apparaissent à cette approche (Talandier, 2023). Le tableau de bord proposé contient un grand nombre de variables ce qui rend l'usage complexe. L'utilisation opérationnelle des variables proposés par l'Insee paraît difficile. Si les indicateurs sont regroupés dans un ou quelques indices finaux on risque d'avoir une 'boîte noire' facilement manipulable. Il existe une dimension 'top-down' qui ne contribue pas à l'appropriation par les collectivités territoriales. Cette approche permet la comparaison entre territoires mais ne prends pas en compte la perception des citoyens, des habitants ou visiteurs d'un territoire. Du fait que les indicateurs sont basés sur les données statistiques et en particulier du recensement de la population il existe un décalage temporel de quatre ans. Ils sont nécessaires et utiles pour comparer les territoires et analyser les tendances, mais au regard de la vitesse des changements dans le contexte de transition il convient de les compléter par des outils

³⁷ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

qualitatifs (prise en compte des perceptions) et des méthodes d'observation chemin faisant (Talandier, 2023).

Des villes du monde entier, réunies dans l'initiative 'Cités et Gouvernements Locaux Unis' née en 2004, s'organisent pour atteindre ces objectifs. Ils proposent une formation à la localisation des ODD³⁸.

2.5. Conclusion du chapitre 2 : le besoin de reconnexion urbain-rural

L'analyse des dynamiques territoriales en France et en Argentine met en évidence des trajectoires historiques et socio-économiques distinctes, tout en soulignant des défis communs liés à la déconnexion croissante entre les espaces urbains et ruraux. En France, le déclin rural au profit des villes industrielles et la montée de la périurbanisation ont redéfini les perceptions et les réalités de la ruralité. En Argentine, la modernisation agricole et les politiques fiscales ont profondément transformé le secteur rural, entraînant un exode rural significatif et une concentration des activités agricoles.

Les deux pays ont traversé des périodes de transition marquées par des politiques d'aménagement du territoire visant à réduire les inégalités économiques et à promouvoir un développement plus équilibré. En France, la décentralisation et la montée des préoccupations environnementales ont conduit à des initiatives locales favorisant le développement durable. En Argentine, les tensions sociales et les défis économiques ont poussé à une réévaluation des modèles agricoles et à une diversification des activités rurales.

La reconnexion entre l'urbain et le rural apparaît ainsi comme une nécessité impérieuse pour répondre aux défis écologiques, économiques et sociaux contemporains. Des modèles de développement territorial intégrés, mettant en avant les complémentarités entre ces deux sphères, sont essentiels pour réduire les inégalités spatiales et promouvoir des formes d'entrepreneuriat et d'innovation sociale adaptées aux spécificités de chaque territoire.

En somme, la transition vers des approches intégrées et inclusives du développement territorial est non seulement un impératif pour un avenir durable, mais aussi une opportunité de valoriser les richesses et les potentialités de chaque espace, qu'il soit urbain ou rural. Les stratégies de développement doivent ainsi s'orienter vers des collaborations et des synergies entre les acteurs locaux et les partenaires extérieurs, afin de réussir les projets de territoire et d'influencer positivement les dynamiques de développement à différentes échelles.

Les questions soulevées par cette thèse sont de deux ordres, concernant d'une part les projets de territoire et d'autre part les interactions extraterritoriales des projets, à plusieurs échelles et niveaux d'organisation.

D'abord, quelles sont les conditions de mise en œuvre de projets de territoire, en particulier dans les territoires entourant les petites et moyennes villes ? Comment les acteurs locaux conçoivent-ils spatialement l'intégration entre les zones urbaines et rurales, et quelles sont leurs représentations à ce sujet ? De quelle manière les acteurs locaux participent-ils au processus d'intégration urbain-rural dans le cadre des projets de territoire ? Comment la recherche peut-elle accompagner ces acteurs locaux dans leurs initiatives et contribuer à la réussite des projets de territoire ? Dans quelle mesure les projets de territoire représentent-ils de nouveaux modèles de développement territorial, notamment en favorisant une meilleure intégration entre l'urbain et le rural ?

³⁸ <https://learning.uclg.org/fr/localisation-des-odd/>

Ensuite, comment les projets de territoire permettent-ils d'articuler les différentes échelles d'action, allant du niveau local à national jusqu'aux niveaux interterritoriaux et internationaux ? Quels sont les acteurs clés impliqués dans ces projets de territoire, et dans quelle mesure sont-ils incontournables pour leur mise en œuvre et leur succès ? Comment les projets de territoire contribuent-ils aux dynamiques locales de développement territorial, notamment en favorisant des collaborations et des synergies entre les acteurs locaux et les partenaires extérieurs ? Dans quelle mesure ces projets de territoire influent-ils sur les dynamiques extraterritoriales de développement territorial, en intégrant des initiatives interterritoriales et internationales ?

Le chapitre suivant propose un cadre conceptuel pour aborder ces questions et, à la fin, des hypothèses sont formulées (cf. conclusion du chapitre 3).

Chapitre 3 : Diversité et évolution des modèles conceptuels pour instruire la question des relations urbain-rural.

3. D'une vision dichotomique aux approches plus intégrées et complexes

Dans le chapitre 1, nous avons passé en revue les concepts clés de la géographie, et argumenté le choix de la modélisation spatiale comme approche pour s'intéresser aux représentations des relations urbain-rural mobilisées dans le cadre de projets de territoire. Le chapitre 2 fait le récit de faits historiques qui ont eu un impact sur les relations urbain-rural en France et en Argentine, donnant un aperçu de l'évolution des représentations (entre dominantes et alternatives) et leur corrélation avec la réalité, en particulier par la mise en place de politiques de développement.

Le chapitre 3 aborde l'évolution des approches scientifiques mobilisées pour saisir les relations urbain-rural, depuis les approches pionnières aux nouveaux modèles conceptuels basés sur le développement territorial. L'approche territoriale converge pour envisager un avenir interconnecté des territoires, dont le renforcement des liens urbain-rural. Tandis qu'évoluent les relations urbain-rural en Argentine et en France, les modèles conceptuels élaborés par les chercheurs pour se saisir de ces relations, les décrire et les analyser, changent.

Ce chapitre s'organise en 3 sections et une conclusion. La première section donne à voir les conceptions des relations villes-campagne telles que traitées en particulier dans les premières décennies du 20^e siècle, certaines étant encore mobilisées aujourd'hui, ayant comme caractéristique une portée générique et une entrée par le fait urbain. Au fil du temps, les auteurs se sont concentrés plus fortement sur les relations urbain-rural, développant en particulier des analyses des interactions entre ces espaces à enjeux spécifiques, en cohérence avec un ensemble de dynamiques concourant à la disparition de la dichotomie ville-campagne sur les territoires (section 2). Selon cette évolution, les modèles conceptuels les plus récents s'appuient sur une conception intégrée des espaces urbains et ruraux, en lien fort avec le paradigme du développement territorial (section 3). La conclusion reprenne les principaux concepts théoriques mobilisés par cette thèse et propose un cadre d'analyse de l'intégration urbain-rural.

3.1. Des modèles 'pionniers' d'interaction spatiale rendant compte des interactions ville-campagne

Les premiers modèles conceptuels permettant de rendre compte des interactions urbain-rural apparaissent dès la première moitié du 20^e siècle et donnent à voir l'organisation des espaces, des acteurs et/ou des activités en entrant principalement par le fait urbain, la ville étant longtemps perçue comme ayant un rayonnement ou une capacité à polariser les territoires qui l'entourent (Nédélec, 2018). Les modèles d'interactions spatiales (Pumain *et al.*, 2001 ; Gazull, 2009) caractérisent des flux et des échanges entre entités ou unités géographiques (villes, espaces ruraux, champs agricoles, villages, espaces forestiers). L'usage de modèles d'interaction spatiale permet alors la compréhension des localisations résidentielles et des bassins d'emploi partout dans le monde (Amérique du Sud, Amérique du Nord, Europe -France, Italie, Angleterre-, Asie).

Ainsi, le modèle mathématique de *J. H. von Thünen* prédit la localisation des productions en relation à un marché urbain. Il formalise des relations entre un centre urbain et sa périphérie rurale (Huriot, 1994). Sa théorie part d'un raisonnement déductif, basé sur des hypothèses abstraites et simplificatrices : le marché est localisé dans une ville unique, entouré d'une plaine homogène, et isolée ; les agriculteurs maximisent leurs profits (comportement rationnel) ; le coût de production est

identique partout, stable dans le temps et indépendant de la quantité produite ; les rendements sont les mêmes partout ; l'agriculteur choisi le type de culture par rapport à sa localisation et à la distance à la ville. L'occupation des sols s'organise autour de la ville en anneaux concentriques selon un gradient de rente décroissante.

Le modèle de *Christaller* développé en 1933 est aussi de nature mathématique. Il mobilise trois principes : de marché, de transport et administratif. Le principe de marché considère la ville comme lieu de création et de consommation de richesses. Son aire d'influence est déterminée par l'offre de biens et de services. Le principe de transport résulte de la recherche de l'économie dans les déplacements. Le principe administratif résulte d'une organisation spatiale pyramidale, par un lieu central principal qui exerce son pouvoir administratif et politique sur des lieux centraux secondaires autour du lieu central. *Alfred Lösch* (1940) formule les bases du concept d'équilibre général concernant le système de localisation des activités économiques, explorés par de nombreux chercheurs qui, par la suite, s'intéressent d'emblée à la question spatiale. Les modèles de Christaller et Lösch font partie de l'approche normative, qui vise à construire une aire économique idéale basée sur l'équilibre général proposé initialement par Léon Walras (1834-1910). Plusieurs Modèles d'Equilibre Général Calculés (MEGC) ont été développés, et appliqués à de nombreux pays. Ils sont basés sur des données économiques réelles pour estimer la réaction d'une économie aux changements. Les MEGC sont considérés comme des outils d'aide à la décision qui proposent aux décideurs politiques plusieurs choix (scénarios). Par exemple, Huriot (1994) explore les 'représentations de l'espace' dans une approche discursive. Par contre, certains Modèles d'Equilibre Général Calculés (MEGC) prennent relativement peu en compte l'espace (Piet, 2002). En particulier la mise en place des 'réseaux urbains de type christallérien' se vérifie en France, entre autres dans l'étude 'de l'organisation et de la dynamique urbaines du Massif central' (Edouard, 2001). L'auteur constate la structuration par les villes des espaces 'peu denses' dits 'en déclin', et conclut que les villes sont leur 'seule chance de survie' (Edouard, 2001 p. 518).

En plus de ceux de Von Thünen, de Christaller et de Lösch (1940), d'autres modèles relèvent des approches normatives : le triangle de Weber (1909) sur le choix de localisation des entreprises en fonction de leurs coûts totaux ; le modèle de compétition spatiale de Hotelling (1929) qui explique le choix de clients influencés par le coût de transport et les prix du produit ; le modèle de polygones de Thiessen de Jones et Mock (1984) très utile en modélisation spatiale. Les approches déterministes et comportementales complètent les outils de mesure de l'analyse spatiale (Gazull, 2009).

L'approche gravitaire analyse les échanges entre régions en fonction de forces d'attraction et de répulsion, basées sur la masse des lieux et la distance les séparant. Elle sous-tend les études sur l'interaction spatiale, où les flux, échanges et dépendances entre entités sont explorés, englobant des aspects économiques, sociologiques et psychologiques. Le modèle gravitaire (Dauphiné, 1995) est largement utilisé dès le XIX^e Siècle, d'abord pour étudier les migrations entre les campagnes et les villes (Ravenstein 1885), ensuite pour délimiter des aires de marché (Reilly, 1953). Il postule que les flux entre deux lieux dépendent de la masse des lieux émetteur et récepteur, et de la distance qui les sépare (par une fonction exponentielle négative). Les choix de localisation dépendent d'attributs spatiaux et non spatiaux. L'évolution du modèle prend en compte d'autres attributs relatifs à l'organisation spatiale des lieux : l'effet des occasions ou opportunités interposées (Stouffer, 1960) qui atténue la distance, des destinations en compétition (Fotheringham, 1983) en relation à l'accessibilité d'une destination, et des discontinuités spatiales (Cattan et Grasland, 1992).

L'approche comportementale intègre les préférences individuelles des acteurs et leurs choix de localisation et de points de vente. Elle replace l'acteur économique au centre de l'analyse, mettant

l'accent sur les décisions individuelles et évalue les alternatives en fonction de critères spatiaux et non spatiaux. Les modèles statistiques de choix discrets, comme LOGIT ou PROBIT, sont souvent utilisés pour évaluer les probabilités de choix dans l'espace.

3.2. Des modèles pour saisir les interactions urbain-rural, au-delà des relations ville-campagne

3.2.1. Un continuum urbain rural dépassant la dichotomie ville-campagne

3.2.1.1 Au Nord

L'intérêt porté au couple sémantique 'urbain-rural' est une approche qui s'avère plus récente et plus complexe que celle de 'ville-campagne'. Le couple ville-campagne est mis à mal par les processus d'étalement urbain et de périurbanisation (Mainet, 2017) quand bien même le terme 'ville' reste évocateur et symbolique (Paulet, 2009). La vision dichotomique séparant l'espace urbain de l'espace rural, par des critères de densité et de diversité, est très présente jusque dans les années 1950. Cependant, au fil du temps, les études sur les interactions spatiales ont dépassé cette dichotomie et une autre manière d'appréhender les relations urbain-rural émerge.

A partir des années 1970, la tendance vise à briser les frontières sémantiques et à focaliser l'attention sur les multiples formes d'interaction ou de chevauchement le long d'un continuum ou d'un gradient urbain-rural (Mathieu, 1990 ; Poulot, 2008 ; Rieutort, 2012 ; Toublanc et Moquay, 2021). Selon Debarbieux (2007 p. 15) « *on s'accorde généralement pour penser que le déclin relatif de l'agriculture dans l'activité des campagnes, l'explosion du résidentiel périurbain et rural, le rôle croissant de la mobilité des biens, des informations et des personnes et la relative uniformisation des systèmes de valeurs et des modes de vie, sont à l'origine d'un flou croissant dans le contenu des catégories héritées* ». Depuis 1980, on assiste à une prise de conscience croissante de l'importance des relations urbain-rural, et une insatisfaction à l'égard des modèles centralisés sur l'urbain (Unwin, 2017).

Des espaces intermédiaires sont désormais pris en compte dans les modèles : ni urbain, ni rural, plutôt un continuum de positions sur un axe avec deux pôles. Le modèle d'analyse dominant est l'urbanisation des campagnes (Juillard, 1961), dans lequel la ville est le modèle à imiter (Thomsin, 2001). Ce modèle n'est plus établi entre territoires matériels/administratifs, mais entre des acteurs collectifs et individuels qui attribuent des fonctions à un espace (Mainet, 2017). D'autres travaux plus récents insistent sur les effets du rural sur l'urbain, en particulier sur les espaces périurbains, et par les nouveaux habitants guidés par des représentations idéalisées de la campagne (Mainet, 2017). Ainsi, des propositions récentes concentrent les analyses sur des situations qui intègrent à la fois des logiques urbaines et rurales dans ce que l'on appelle les espaces d'interface urbain-rural (Dalla Torre *et al.*, 2019), de l'entre-deux ou les "tiers espaces" (Vanier, 2005). Les 'nouvelles ruralités' et 'l'inter-territorialité' sont deux catégories qui interrogent les politiques menées ou à mener (Mainet, 2017). Le regard se porte alors de plus en plus sur les liens établis entre ces espaces, et non pas sur les espaces en soi.

3.2.1.2 Dans les pays du sud

Au-delà de la modélisation basée sur les mathématiques, la statistique ou la simulation, des auteurs s'intéressent aux interactions rural-urbain, plus précisément en proposant de nouvelles approches du développement (Unwin, 2017). Ainsi, Preston (1975) propose un cadre théorique et une structure analytique pour étudier les interactions rural-urbain. Cinq catégories d'interaction sont proposées : le mouvement des personnes, des biens et des capitaux, les transactions sociales, et la fourniture de

services administratifs. Gould (1982) publie les résultats d'un workshop en Angleterre³⁹ sur les interactions rural-urbain dans le Tiers Monde, et met en avant trois aspects principaux : la mobilité des populations, le transfert de ressources et les interactions sociales. Gould définit l'interaction rural-urbain comme le '*flux bidirectionnel de personnes, de biens, d'argent, de technologie, d'informations et d'idées entre zones rurales et les zones urbaines, elles-mêmes étant considérées comme des métaphores d'un plus large éventail de catégories spatiales à différentes échelles*' ((Gould, 1982 p. 1) in Unwin, 2017). Ces flux, en plus d'être le 'symptôme' de processus de développement, sont des éléments actifs de la transformation des zones rurales et urbaines.

Potter (2017) suggère que la pratique de la planification du développement dans les pays en voie de développement n'a pas favorisé la promotion des types de liens et d'interactions urbains-ruraux. Les zones rurales ont été considérées comme de véritables périphéries à tous égards. Le développement économique a servi à concentrer les décisions et le développement de nouvelles techniques à l'accumulation de capital et la sortie de ressources des régions rurales. Un exemple de type de processus est la stimulation des produits agricoles ruraux à bas prix d'achat pour approvisionner les marchés urbains. L'auteur propose d'examiner l'interaction urbain-rural par la '*théorie de la dépendance spatiale*' (Friedmann, 1966 ; Alonso, 1980 ; Richardson, 1980). Selon cette théorie, une polarisation spatiale s'opère par le déplacement de capital des espaces ruraux vers le centre urbain puis la métropole, suite à quoi (point d'inversion atteint) il se produirait une croissance vers la périphérie rurale. Ces effets 'génératifs' ou 'de propagation' à long terme requièrent l'intervention directe de l'État (Potter, 2017).

De plus, les nouvelles opportunités industrielles basées sur la microélectronique sont susceptibles de renforcer encore davantage l'importance économique des régions centrales, et à creuser les disparités entre les zones urbaines centrales et la périphérie (Clapp et Richardson, 1984). Pred (1973) suggère que, dans le monde dit 'moderne', les innovations génératrices de croissance sont susceptibles d'être diffusées d'un endroit à l'autre, plutôt que de se propager par des processus spatiaux ou hiérarchiques. Les villes servent avant tout à centraliser (le capital, la prise de décision, la production, les revenus et le bien-être) plutôt qu'à diffuser, d'autant plus dans le contexte socio-économique des pays en développement (Potter, 2017). En même temps, le délai nécessaire à l'apparition des effets de propagation spatiale est probablement excessivement long (Potter, 2017).

Armstrong et McGee (1985) ont étudié la diffusion de normes de consommation capitaliste dans les pays du Tiers Monde (des modes de vie, des coutumes, des goûts, des modes et des habitudes de consommation de la société industrielle moderne). Il s'agit de 'théâtres d'accumulation' où les villes sont les éléments cruciaux, autant pour les processus de centralisation que de diffusion. Cette conception perçoit l'accumulation du capital comme des 'forces socialement régressives' avec une connotation implicite de développement spatial inégal, entretenu par des interactions et flux parasites entre zones rurales et urbaines. Friedmann et Weaver (1979) proposent une planification du développement basée sur des objectifs territoriaux et non sur des impératifs purement fonctionnels. Il s'agit de satisfaire les besoins régionaux selon le principe de 'croissance agriopolitaine' par la promotion d'une 'fermeture régionale sélective' afin de protéger les régions rurales de la diffusion des modes de vie et des normes de consommation occidentales.

³⁹ Une série de quatre workshops sur le Tiers Monde (dont le premier sur les interactions rural-urbain) sponsorisé par le Human Geography Committee of the Social Science Research Council (<https://www.ssrc.org/>). Suite à quoi, s'est installé le *Rural-Urban Interaction Network*, dans l'*Institute of British Geographers*, orienté sur des recherches concernant l'enjeu d'interaction urbain-rural dans le Tiers Monde.

Deux alternatives ou 'voies de développement' se dessinent, basées sur la planification du développement. L'une ascendante, interventionniste, et l'autre descendante (Potter, 2017). Stöhr (1978), qui instruit le « développement par le bas », souligne qu'il *'doit être étroitement et délicatement lié aux conditions socioculturelles, historiques et institutionnelles spécifiques qui prévalent dans le pays [...] il devrait être basé sur des unités territoriales et devrait s'efforcer de mobiliser autant que possible leurs ressources naturelles et humaines'* (in Potter, p. 325, traduit). Stöhr (1978) énumère onze composantes essentielles de la mise en place d'une telle stratégie : *'un large accès à la terre (réforme agraire), structures territoriales, autodétermination de zones rurales, technologie adaptée à la région, priorité aux projets pour satisfaire des 'besoins fondamentaux', politiques nationales de prix, limiter l'usage de ressources extérieures, développer les activités productives dépassant les demandes régionales, systèmes urbains et de transport inclusifs des régions internes, améliorer les transports et les communications entre les zones rurales et les zones urbaines et villageoises, encourager les structures sociétales égalitaires et la conscience collective'* (in Potter p. 325, traduit). Cette orientation préconise une *transition vers le socialisme*, et implique souvent des politiques 'anti-urbaines'. Les États socialistes se préoccupent également des bases spatiales de la bourgeoisie qui s'installent dans les grandes villes. Ils préconisent un 'nouvel ordre territorial' qui ne repose plus sur une division claire et dichotomique entre les composantes rurales et urbaines de l'espace national (Potter, 2017). Potter (2017) identifie des auteurs qui s'efforcent de souligner (chez Marx et Engels) le caractère 'exploitant' des relations et les interactions entre zones rurales et urbaines ; de cette manière, l'égalité sociale correspondrait à l'égalité spatiale.

L'exemple de Cuba illustre un choix politique qui met l'accent sur la production plutôt que sur la consommation et des efforts d'intégration de la ville et de la campagne. L'objectif de Cuba était d'urbaniser les campagnes et ruraliser les villes (Gugler, 1980) par la création de 'villes rurales' (Hall, 1981) et des programmes d'égalité spatiale (Susman, 1987) pour surmonter les différences entre espaces ruraux et urbains au niveau local. Plutôt que réduire l'urbanisation, les mesures visaient à accroître l'intégration nationale, mettant l'accent sur la croissance de nouvelles villes de province d'une taille de 20 000 à 200 000 habitants, qui contrebalance la capitale La Havane. Ces villes ont été équipées d'unités de soins de santé et d'écoles.

3.2.2. Des cadres du développement influençant la conception des relations urbain-rural

Dès la fin des années 1950, trois idées dominent la littérature sur les liens urbain-rural dans la perspective de planification du développement (Unwin, 2017) : le concept de pôle de croissance, la distinction entre le développement descendant et ascendant, et la conceptualisation des villes comme étant soit 'parasites' soit 'génératrices'.

3.2.2.1. Entre approches descendantes et ascendantes

Le concept de pôle de croissance (Rondinelli, 1985) met en avant le développement régional engendré par l'investissement dans l'industrie à fort capital dans les grands centres urbains. L'initiative urbaine générerait à son tour un développement rural. L'investissement dans l'industrie des pôles de croissance serait le moteur de développement pour les activités agricoles et commerciales de zones rurales. Le concept de pôle de croissance est basé sur le principe que le libre fonctionnement des forces du marché, par des 'effets d'entraînement' ou de 'retombée', stimulerait la croissance économique dans toute la région. Le concept de pôle de croissance a été relié à la planification descendante du 'développement par le haut' (Stöhr et Taylor, 1981). Le développement dynamique de clusters sectoriels ou géographiques se répercuterait de manière spontanée ou induite sur le reste du système. Autant les sociétés 'capitalistes de marché libre' que les 'États socialistes à planification centralisée'

sont tournés vers des stratégies de planification centralisées et descendantes. Cependant, des expériences menées en Amérique Latine (Conroy, 1973 ; Santos, 1975) montreraient que ces bénéfices ne sont pas généralement matérialisés, et que les inégalités se sont accrues entre centres et périphéries, entre zones urbaines et rurales, sous l'effet 'backwash'⁴⁰. Ainsi, Hoselitz (1955) distingue les villes 'génératives', responsables d'influences bénéfiques, des villes 'parasites', qui provoquent des effets néfastes dans les régions rurales environnantes. La distinction entre des effets 'trickle down' et 'backwash' correspond étroitement et respectivement aux villes génératives et parasites (Unwin, 2017). L'échec de la planification descendante donne naissance à des politiques alternatives ascendantes où l'accent est mis sur les besoins fondamentaux, sur la nécessité d'un développement qui commence par les ruraux et par les pratiques et systèmes de croyances autochtones et locaux (Chambers, 1983).

Rondinelli (1983) formule que la nature de la hiérarchie de taille des villes est le facteur critique qui détermine le succès ou l'échec des politiques de développement. L'auteur souligne l'importance cruciale des liens urbain-rural (à la fois entre les zones rurales et les petites villes, et entre les petites et les grandes villes), du fait des marchés que représentent les centres urbains pour les excédents agricoles, des organisations urbaines qui fournissent les intrants agricoles et des services sociaux (santé et éducation) distribués à partir des centres urbains. Il propose un 'modèle d'investissement géographiquement dispersé' afin de parvenir au développement généralisé, *via* la création d'un '*système de villes déconcentré, articulé et intégré*' pour garantir à toute personne, indépendamment de sa localisation, l'accès potentiel aux marchés (Rondinelli, 1983). L'investissement décentralisé est à la base des conditions minimales pour que les populations rurales puissent développer leurs propres communautés par le biais de processus 'ascendants' (Rondinelli, 1985). L'approche de Rondinelli, en matière de planification du développement, traite de la mise en œuvre du changement à travers la manipulation de la hiérarchie des établissements urbains, basés sur un cadre capitaliste de 'libre marché'. Pour parvenir à un 'développement équilibré', il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques qui renforcent la croissance des villes de rang intermédiaire. Il fait appel à l'altruisme de la part de la population 'urbaine' et des dirigeants des gouvernements nationaux et locaux, et à ce que les dirigeants locaux à l'initiative et innovants s'identifient et investissent dans les villes dans lesquelles ils vivent. Pour l'auteur, la structure des établissements urbains est particulièrement importante pour influencer la répartition équitable des ressources, plutôt que le mode de production sous-jacent. Finalement, le cadre d'analyse proposé par Rondinelli (1983) inclut les 'principaux liens du développement spatial' et permet la prise en compte de l'interaction urbain-rural selon différents liens.

Les travaux de Stöhr et Taylor (1981), proposent l'intégration de politiques de développement descendantes et approches ascendantes vers un 'développement équitable'. Le développement 'par le bas' considère la mobilisation maximale de ressources naturelles, humaines et institutionnelles de chaque territoire, afin de satisfaire les besoins fondamentaux de ses habitants. Il s'agit d'une approche centrée sur le rural, à petite échelle et basée sur l'utilisation de 'technologies appropriées'. Ce type de développement serait caractérisé par l'auto-détermination, il est propre à chaque société, il est égalitaire et autonome, et il est communautariste. Cela impliquerait une croissance sélective. L'accent sur les objectifs sociaux est aussi préconisé par Friedmann et Douglass (1978), qui insistent sur un

⁴⁰ 'On parle de 'spread' ou 'trickle down' (propagation, ruissellement) lorsque les effets positifs sur les localités voisines et les marchés du travail dépassent les effets négatifs. Un effet 'backwash' (de retour, remous) se produit si les effets négatifs dominent et que le niveau d'activité économique dans les communautés périphériques diminue' (traduction, source : <https://www.encyclopedia.com/social-sciences/applied-and-social-sciences-magazines/backwash-effects>).

développement adapté aux contraintes écologiques, par une planification du développement rural décentralisée, participative et profondément immergée dans les particularités du contexte local. Selon les auteurs, les stratégies nationales de développement devraient intégrer des éléments politiques tels que : l'accent sur des besoins humains (plutôt que des besoins généralisés), l'agriculture comme secteur 'moteur' de l'économie, la priorité donnée à la réalisation de l'autonomie et à la suffisance de production alimentaire nationale, la réduction d'inégalités de revenus, la production de biens salariés pour la production nationale et la protection de la production à petite échelle du marché intérieur contre la concurrence des entreprises à grand capital.

3.2.2.2. *La notion de flux au centre de l'analyse des relations*

Les travaux qui s'intéressent à l'influence des relations urbain-rural sur la nature du développement rencontrent deux limites (Unwin, 2017). D'une part la difficulté à différencier les populations urbaines des populations rurales, et d'autre part la grande diversité de facteurs qui influencent la direction des flux de ressources entre la ville et la campagne, généralement considérés comme étant économiques, mais d'autres facteurs, politiques, sociaux et idéologiques jouent aussi un rôle important. En tout cas, il existe un intérêt à regarder comment les flux entre deux types de zones sont liés à des transformations sociales et économiques plus larges et comment les personnes et les classes bénéficient des différents types d'interaction urbain-rural.

Au regard des typologies des liens, des flux et des interactions entre l'urbain et le rural (Gould, 1982 ; O'Connor, 1983 ; Rondinelli, 1985), Unwin (2017) propose une classification des relations urbain-rural qui différencie ces trois concepts (liens, flux et interactions), étroitement liés. Au niveau théorique, des liens économiques, sociaux, politiques et idéologiques s'établissent entre les zones urbaines et rurales. Leur expression physique sont les flux mesurables : de personnes, d'argent, d'allocations budgétaires, etc. Ces flux sont associés à des interactions entre des personnes, des lieux et des objets.

En terme général, les relations urbain-rural sont abordés dans l'ouvrage (Potter et Unwin, 2017) selon différents aspects : les flux énergétiques et leur implication en termes sociaux et économiques, les processus d'urbanisation et de développement rural associés aux politiques de développement régional et national centralisé, les flux de population des régions rurales périphériques vers l'agglomération et les problèmes sociaux et économiques liés, les flux migratoires et ses causes structurelles, les flux alimentaires ruraux-urbains liés à l'urbanisation et l'industrialisation récente, les flux alimentaires dans le contexte de la commercialisation des céréales et de l'émergence de systèmes de commercialisation, à l'offre de services de vente au détail, commerciaux, de santé et autres installations clés. Ainsi, les auteurs considèrent l'interaction urbain-rural comme le résultat d'une série de processus, économiques, sociaux, politiques et idéologiques sous-jacents et encouragent les chercheurs à détourner leur attention des questions spécifiquement urbaines ou rurales et de se concentrer sur l'interaction entre zones urbaines et rurales (Potter et Unwin, 2017).

3.2.3. *Des modèles 'ville-centré'*

Face aux limites des conceptions 'descendantes des territoires' qui centrent l'analyse des relations urbain-rural sur les flux, d'autres approches sont proposées qui ont en commun une conception intégrée de l'aménagement des territoires locaux (Benoit *et al.*, 2006). Cependant, les villes restent centrales dans ces nouveaux modèles. Elles agiraient en effet en tant que moteur de changement et d'innovation dans les zones urbaines et rurales *via* différents processus : empreinte spatiale et zone d'influence urbaine (Beaujeu-Garnier et Erdens, 1972 ; Sassone, 1981 ; Morello *et al.*, 2000), nouvelles ruralités, modes de vie urbanisés et stratégies professionnelles (Echeverri Perico et Ribero, 2002), planification urbaine 'appliquée' aux zones rurales (Lardon et Loudiyi, 2014). Plusieurs auteurs soulignent l'importance des villes moyennes dans ces reconfigurations (Sassone, 1981 ; Randle *et al.*,

1992 ; Sassone, 2000 ; Dalla Torre *et al.*, 2019), d'autres mettent en avant notamment l'importance de la hiérarchie urbaine dans la dynamique des espaces ruraux (Gaignard et Figueira, 1989 ; Albaladejo *et al.*, 2022).

3.2.3.1. *Le poids de l'urbain dans les dynamiques territoriales*

L'espace rural (ou la campagne) se différencie de l'espace urbain selon Diry (1999) en fonction de deux critères : un bâti discontinu, laissant une place plus ou moins grande aux champs, voire à la friche et à la forêt ; des densités maximales de quelques centaines d'habitants au km², souvent nettement moins. L'espace rural est considéré comme un 'complément de l'environnement du citadin, qui lui permet de rétablir un équilibre physiologique et psychique compromis par la vie urbaine' (Jean et Périgord, 2017). En plus d'être un objet d'étude, les espaces ruraux sont également l'objet d'aménagements par les politiques publiques. En France, toute commune de moins de 2000 habitants agglomérés est considérée comme rurale, seuil établi depuis 1846 et maintenu par les organismes statistiques comme l'INSEE. Il a été établi par ailleurs l'usage du terme 'espace à dominante rurale', caractérisé par l'ensemble des petites unités urbaines et des communes rurales qui n'appartiennent pas à 'l'espace à dominante urbaine'. Le périurbain est rattaché par l'INSEE à l'espace à dominante urbaine. Également en Argentine pour les recensement de l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC).

Les critères pour définir les catégories 'urbain' et 'rural' selon l'INSEE (Marchand, 2017) sont regroupés selon quatre approches : morphologique, fonctionnelle, par 'grille de densité' et approche du 'rural isolé'. La morphologie, fait référence à des espaces bâtis en continu et regroupant 2000 habitants au minimum. L'approche fonctionnelle requiert la définition du concept d'aire urbaine, c'est-à-dire les communes qui ont une relation avec la ville définie en termes de migration domicile-travail, dont le seuil est de plus de 40 % des habitants de telle commune qui vont travailler en ville. En conséquence, une partie du territoire est très urbaine, une autre partie est constituée de communes multipolarisées, et d'espaces non-urbains. Depuis les années 2000, tous les espaces très denses et peu denses ont gagné des habitants, qu'ils soient dans l'attraction d'une ville ou pas. Le rural isolé est le seul type d'espace qui perd de la population au XXI^e siècle. Selon l'INSEE, les espaces se distinguent selon leurs fonctions, résidentielles ou économiques (des services à la population, de l'industrie) et selon leur mode de vie, qui tendent à s'homogénéiser, 'à la campagne on cherche des aménités qui sont celles de la ville' (Marchand, 2017).

Pour plusieurs auteurs, l'approche par les fonctions permet de rendre compte de l'influence des villes sur les espaces peu denses. Les fonctions des villes (Beaujeu-Garnier et Erdens, 1972) sont classées en trois grandes catégories : les fonctions économiques spécifiques (industrie, commerce, tourisme, finances), les fonctions de responsabilité (administration, enseignement, information, culture, divertissements) et les fonctions de transmission (transport, communication, information). La ville est considérée dans sa capacité à remplir des fonctions au niveau régional, au-delà de la ville en elle-même. Selon l'exemple de la région centre-est de Bahia au Brésil (Beaujeu-Garnier et Erdens, 1972), les fonctions régionales comprennent les établissements de vente en gros, l'enseignement supérieur, les transports régionaux, les médias, les hôpitaux, les sièges d'administrations, les banques officielles, les origines des produits locaux et la qualité des voies d'accès. Ce travail souligne l'importance de l'étude des réseaux urbains dans les pays en développement pour la planification du développement régional. Le 'critère fonctionnel' (Sassone, 2018) concerne plusieurs dimensions relatives à la ville : une base économique urbaine ; des fonctions administratives, culturelles, financières, d'enseignement supérieur, de services (par exemple postaux), de gestion institutionnelle ; de mise en réseaux (capacité d'interrelations) ; de flux (d'intensité et de direction variables) ; de hiérarchie dans le système urbain régional, national ou mondial ; d'échelles (notamment d'articulation interscalaire) ; proactivité aux dynamiques territoriales (notamment rôle de l'industrie), du tourisme, etc. . On distingue alors

différents nœuds d'innovation technologique, sociale, discrète et de patrimoine culturel, matériel et immatériel.

Par ailleurs, des travaux sur l'urbanisation et la conversion des terres dans la région métropolitaine de Buenos Aires (Morello *et al.*, 2000) soulignent l'aspect négatif du morcellement des territoires sur l'environnement, ainsi que des changements écologiques résultats de l'expansion urbaine. Les impacts sur l'environnement comprennent la consommation de terres pour les activités urbaines, la dégradation des sols, la contamination de l'eau et du sol, ainsi que la destruction des écosystèmes naturels et semi-naturels. Les changements du paysage soulignés incluent le morcellement des terres, la conversion des paysages ruraux en paysages urbains, la perte de terres agricoles productives, et la création de nouveaux écosystèmes artificiels en remplacement des écosystèmes naturels. Ces changements ont également entraîné une augmentation de l'imperméabilisation des sols, la déforestation et la fragmentation des écosystèmes naturels.

Quant à une vision en termes de 'nouvelle ruralité', (Echeverri Perico et Ribero, 2002) mettent en avant l'influence en Amérique Latine des modèles de développement qui ont privilégié l'urbanisation et l'industrialisation, comme synonyme de progrès, de développement et de modernité. Dès le milieu du XX^e siècle, dans la région, s'installe le modèle appelé de 'substitution des importations', qui promeut une économie fermée et la mise en place de schémas orientés vers la construction de centres urbains et de développement industriel. L'asymétrie en faveur des nouveaux secteurs industriels à caractère urbain a entraîné des flux intenses de capital et de ressources humaines des zones rurales vers l'urbain. L'augmentation des impôts agraires a découragé les investissements dans le secteur rural. L'excédent produit en milieu rural a été investi dans en milieu urbain, réparti entre les industries et les services. Un imaginaire collectif s'installe autour de l'idée unique de progrès associée au milieu urbain. L'éducation dans la région était basée sur des valeurs, schémas et modèles de vie urbaine, sous-estimant le potentiel économique et social des zones rurales. La vision du développement agricole associée au modèle de l'urbanisation, s'installe autour du modèle technologique de la Révolution verte, avec un usage intensif de produits agrochimiques et des machines, tendant à l'augmentation de la productivité, et une diminution du besoin de main d'œuvre. Cela a entraîné un déracinement et un déplacement massif de la population des zones rurales vers les zones urbaines.

La 'vision territoriale rurale', d'un 'urbanisme rural' proposée par la perspective de nouvelle ruralité, dépasse la dichotomie urbain et rural en intégrant l'urbanisme (la planification) comme élément essentiel de la politique de développement rural durable. Il s'agit de considérer une hiérarchie régionale avec des centres urbains qui ont des fonctions clairement rurales. *'La hiérarchie régionale fait appel à l'idée de complémentarités, de subsidiarités et de divers mécanismes d'intégration entre les composantes d'une région rurale et d'un territoire ou d'un pays en général'* (Echeverri Perico et Ribero, 2002 p. 41 traduit). L'un des axes de cette proposition promeut la construction d'un nouvel institutionnalisme territorial rural, un 'contact social' de référence pour l'action des individus. Pour les auteurs, il s'agit d'un processus de collectivisation dans lequel se constituent trois types d'institutions : publiques, collectives et territoriales. L'espace institutionnel est formé par le croisement de deux dimensions : le champ d'application de la gestion et le champ d'application territoriale.

Le phénomène *d'urbanisation des campagnes* (Juillard, 1961) en Europe occidentale a eu des effets sur les relations entre les villes et les campagnes. L'industrialisation et les changements socio-économiques ont transformé les espaces péri-urbains, permettant une relation plus étroite entre la vie urbaine et rurale. Trois types de transformations des rapports villes-campagnes liées à l'expansion des villes sont identifiés par l'auteure : a) La ville 'rentière du sol' : avant l'arrivée de la grande industrie, de nombreuses villes étendaient leur influence sur les terres des campagnes environnantes, souvent

en investissant dans des terres moins fertiles qui nécessitaient des capitaux importants pour leur mise en valeur, hors de portée des petits propriétaires. Cette ville n'est pas créatrice de richesse, elle vit en 'semi-parasite', b) La ville 'insulaire' : dans certains cas, l'évolution récente a renforcé la séparation entre la ville et la campagne. L'urbanisme ou l'industrialisation se développent de manière isolée, stérilisant les environs au lieu de les enrichir (transforme la campagne seule sur les marges de l'agglomération par 'métamorphisme de contact'), souvent à la suite d'un bouleversement brutal des équilibres économiques entre les secteurs urbains et ruraux, et c) La ville 'urbanisante' : ce type de ville est caractérisé par une détérioration des relations villes-campagnes due à l'essor urbain moderne. Cependant, il existe des perspectives d'atteindre une troisième phase où une société agro-industrielle émergerait, avec une pénétration mutuelle des villes et des campagnes, formant une grande banlieue généralisée. Cette phase correspondrait à un retour à l'exploitation du sol et à l'utilisation d'énergies renouvelables, marquant une sorte de revanche des campagnes. Ce troisième type se traduirait par des échanges à double sens, provoquant un enrichissement général. Il s'agirait d'une impulsion à partir de la grande ville et relayée sur l'ensemble du territoire par des centres moyens et petits constitutifs d'un 'réseau urbain'.

L'auteur souligne la nécessité d'échanges bénéfiques entre les zones urbaines et rurales (Juillard, 1961). Selon lui, l'urbanisation réussie des campagnes nécessite des conditions économiques et sociales robustes, une mobilité de la main-d'œuvre, une croissance démographique maîtrisée et une industrialisation adaptée. L'urbanisation des campagnes reposerait alors sur deux conditions : l'existence d'une solide "armature urbaine", c'est-à-dire *'d'un réseau de centres hiérarchisés relayant la métropole régionale pour distribuer sur l'ensemble du territoire les services de tous ordres'* que, *'grâce à cette impulsion organisatrice, la population des campagnes ait acquis une culture générale et une formation professionnelle qui la mettent sur un pied d'égalité avec celle des villes'* (Juillard, 1961 p. 33).

3.2.3.2. *Des modèles soulignant le rôle des villes moyennes et intermédiaires*

Certains auteurs mettent l'accent sur le rôle des villes moyennes ou intermédiaires dans la structuration du territoire (Randle *et al.*, 1992 ; Sassone, 2000 ; Cailly et Dodier, 2007 ; Taulelle, 2010 ; Manzano et Velazquez, 2015 ; Lan et Migueltorena, 2017 ; Albaladejo *et al.*, 2018), en termes de complémentarités et de compétences fonctionnelles à l'échelle régionale. Les territoires ruraux en proximité sont concernés par un *hinterland* ou périmètre d'influence urbaine. Ces villes sont envisagées comme des lieux d'attraction pour les investissements privés et pour la diffusion des innovations technologiques, contribuant ainsi à la dynamique économique et au développement territorial. La sélection stratégique des centres intermédiaires pour canaliser les investissements productifs est soulignée, ainsi que l'importance de la hiérarchie des réseaux de transport et de communication sur le territoire (Sassone, 2000). Le concept de 'subcentralisation' décrit un modèle qui relie des systèmes de sous-centres indépendants et décentralisés. Les tenants des villes intermédiaires appellent à une coordination entre l'État et les investissements privés pour densifier ces villes plutôt que d'étendre les métropoles. La nécessité d'une politique territoriale intégrée et fédérale est soulignée.

Le premier critère de définition de ces villes est le seuil en nombre d'habitants. Ce seuil s'étend à partir de 20 000 habitants (Randle *et al.*, 1992 ; Sassone, 2000) jusqu'à 500 000 habitants (Vapñarsky et Gorojovsky, 1990 ; Manzano et Velazquez, 2015) selon les critères des différents organismes et chercheurs. En Argentine, les seuils vont de 150 000 à 200 000 habitants tandis qu'en France, ces villes ont une taille comprise entre 50 000 et 100 000 habitants, dont la totalité coïncide avec les préfectures (Albaladejo *et al.*, 2018). Un autre critère qui définit ces villes est en effet les catégories de l'action

publique : soit comme cadres de référence de politiques spécifiques, soit comme destinataires de politiques sectorielles dont elles sont les principales bénéficiaires. Le dernier critère, considéré comme le plus pertinent, est l'entrée fonctionnelle, bien que très lié à la taille de la ville. La proximité d'autres villes de taille importante vient impacter le 'pouvoir de commandement des villes'. En effet, les villes fonctionnent sur des plaques territoriales (Taulelle, 2010) (notamment à travers les réseaux liés à des ensembles urbains), avec plusieurs situations possibles : soit les villes petites et moyennes sont intégrées aux grandes agglomérations, soit elles sont plus éloignées des métropoles et exercent une fonction de capitale régionale ou départementale, soit elles se trouvent intégrées dans des conurbations industrielles (formant des grappes de villes).

Les villes petites et moyennes sont des lieux de construction de pouvoirs, où des relations constantes entre élus et administrations sont quotidiennes, et les négociations à partir de réseaux sociaux sont fréquentes. En France, elles deviennent le lieu d'organisation de l'intercommunalité et postérieurement porteuses de projets de développement (autour des Pays ou des agglomérations). Ces projets ont été déclinés par la suite dans des schémas de cohérence territoriale (SCoT) et des plans locaux d'urbanisme (PLU).

Les villes petites et moyennes présentent des défis pour plusieurs aspects liés à leur développement (Taulelle, 2010), tels qu'éviter les formes d'homogamies urbaines⁴¹, limiter les conséquences de la métropolisation (si la commune est dans l'agglomération, le défi est la mutualisation de certaines politiques, sinon cela revient à éviter les effets négatifs de la polarisation), la qualité de vie (considérée bonne du fait de la proximité sociale mais avec des enjeux de circulation et d'étalement urbain), la précarité et la pauvreté, la recherche de stratégies de différenciations (*via* les politiques de Systèmes Productifs Localisés, les pôles d'excellence rurale, les grappes d'entreprises). Ces villes sont confrontées aux enjeux de développement économique, de services publics et d'attractivité. Les enjeux du tourisme, de culture et du patrimoine des centres-villes rejoignent aussi ceux de l'attractivité et de la qualité de vie. Entre 'chance et disparition', un devenir incertain se présente pour les villes petites et moyennes (Taulelle, 2010).

En Argentine, cinq caractéristiques clés du système de villes pour la période 1970-1991 sont soulignées par Sassone (2000) : une grande métropole (Buenos Aires) qui appartient au système global de villes, des déséquilibres dans la catégorisation par taille, un manque de hiérarchisation et de répartition fonctionnelle en faveur de l'efficacité de l'action polarisatrice, des défaillances dans l'interdépendance urbaine et des désarticulations dans la distribution spatiale qui laisse des secteurs du territoire hors du champ fonctionnel des centres de réseau.

Le concept de villes secondaires (Rondinelli, 1983) apporte cinq résultats en termes de bénéfices : il soulage les pressions sur les plus grandes villes (en termes de problèmes de logement, de transport, de pollution, d'emploi et de fourniture de services), il réduit les inégalités régionales (si le niveau de vie est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural, alors la diffusion des villes secondaires entraînerait une diffusion des bénéfices de l'urbanisation), il accroît la capacité administrative décentralisée au niveau régional, stimule les économies rurales (grâce à la fourniture de services, d'installations et de marchés pour les produits agricoles, ainsi que l'absorption de la main-d'œuvre excédentaire), et il contribue à réduire la pauvreté dans les villes intermédiaires.

⁴¹ Deux formes d'homogamies urbaines apparaissent (Taulelle 2010) : des communes au profil 'riches et cadres' et des communes dont le profil dominant est 'retraités ou pauvres et retraités'.

3.2.3.3. *L'approche du métabolisme territorial*

Le concept de métabolisme urbain (Wolman, 1965) est défini comme l'ensemble de processus techniques et socio-économiques qui se produisent dans les villes, qui génèrent la production d'énergie et l'élimination de déchets (Kennedy *et al.*, 2007). Il s'agit d'une quantification globale des flux (entrée et sortie) et du stockage d'énergies (y compris eau, nutriments et déchets). La ville est le produit d'une spécialisation socio-spatiale avec un métabolisme spécifique (Barles, 2017). Elle s'est libérée de la production et des enjeux de subsistance de ses habitants, ce qui a permis à ces derniers de développer d'autres activités et notamment l'échange. Dès lors, la ville se caractériserait par une forte densité de flux énergétiques et matériels entrants et sortants, la présence d'un stock important de matières (biens et infrastructures), une part importante de la consommation finale associés à des émissions vers la nature et l'externalisation du métabolisme urbain du fait que les villes en tirent leurs moyens de subsistance, tels que les aliments, énergie, eau, d'autres lieux.

L'externalisation totale du métabolisme urbain (Barles, 2017), notamment dans les pays développés, a entraîné des liens métaboliques étendus avec des zones d'approvisionnement et d'émission à travers le monde. Cela a conduit à l'éloignement progressif et à l'éclatement des aires d'approvisionnement, favorisant un métabolisme urbain mondialisé. Cette externalisation a également contribué à la linéarisation des processus urbains, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets urbains, qui sont souvent abandonnés à la nature sans traitement adéquat.

Pour aborder la question de la transition socio-écologique, Barles (2017) soulève la nécessité d'un métabolisme urbain axé sur la dématérialisation, qui permettrait une compatibilité entre le fonctionnement des sociétés et celui de la biosphère. Cela implique une réduction de la consommation de matières et une substitution du non renouvelable par le renouvelable, afin de répondre aux limites planétaires telles que définies par Rockström *et al.* (2009), qui sont largement liées à des questions matérielles.

Les analyses des flux de matières dans les villes (Kennedy *et al.*, 2007 ; Barles, 2009) révèlent que les quatre principaux flux matériels directs sont l'eau, les matériaux de construction, les combustibles fossiles et les produits agricoles et alimentaires. Ainsi, la dématérialisation urbaine devrait se concentrer principalement sur ces flux, tout en tenant compte des substances moins massives mais ayant des impacts significatifs en amont (extraction) et en aval (rejets).

L'approche du métabolisme a été reprise en France pour caractériser les relations des villes avec leurs territoire rural proche. (Barles, 2018 ; Verhaeghe, 2020) proposent trois types de relations rural-urbain : la reconnexion des villes avec la production rurale, le développement de filières rurales pour répondre aux besoins de la ville, et le mutualisme ville-campagne : une coopération basée sur la gestion des ressources renouvelables. Le travail réalisé souligne l'importance d'analyser la densité des flux d'énergie et de matière circulant entre la campagne et la ville.

3.2.3.4. *Des modèles d'interface urbain-rural*

Parmi les nombreux travaux sur l'aménagement du territoire aux niveaux national, régional et local, nous avons pris l'exemple d'une étude à l'échelle de la province de Mendoza, qui soulève l'importance de la reconnaissance des zones d'interface urbain-rural (Dalla Torre *et al.*, 2019). Ces zones comportent un intérêt particulier pour favoriser un développement durable. Le Plan Provincial d'Aménagement du Territoire (PPOT⁴²) de Mendoza, est le premier cadre légal provincial pour l'aménagement territorial

⁴² Le Plan Provincial d'Aménagement du Territoire (PPOT) est établi par la loi n° 8.999 en 2017.

en Argentine. Il est souligné la nécessité d'intégrer la participation sociale des acteurs locaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques sur les zones d'interface urbain-rural.

La catégorie d'interface fait référence aux caractéristiques propres de ces territoires, qui peuvent être différenciées de la ville et de la campagne, bien qu'ils soient liés à ces deux espaces géographiques. Le concept de frontière comme une construction perméable et poreuse (de mise en contact de zones ou faces) permet de cerner les particularités de ces territoires. Les frontières rendraient compte de deux espaces aux caractéristiques propres qui, lorsqu'ils entrent en contact, transfèrent certaines de leurs caractéristiques à un troisième espace : les interfaces. La dichotomie urbain-rural se dilue dans le concept de territoires, qui laisse une place aux complexités et spécialités de chacun de ces espaces et à leurs liens à différentes échelles. Des territoires frontaliers se dessinent, avec des caractéristiques propres et distinctives, qui doivent être abordées à travers leur interaction (Velásquez, 2009). Ces entités d'interface réunissent trois propriétés spatiales fondamentales : la configuration ou cohésion d'aires/zones (lieux, paysages, environnements), la séparation ou la disjonction entre des aires/zones, et la relation - solidaire ou conflictuelle - ou conjonction entre différents domaines aires/zones.

3.2.3.5. *Les limites des modèles conceptuels basés sur l'urbain*

Lipton (1977, 1982) a promu le concept de 'biais urbain'. Il formule l'idée que le conflit le plus important se situe entre les classes rurales et les classes urbaines (Lipton, 1977). Ce biais favorise l'urbain dans l'allocation des ressources, *via* les citoyens qui ont le pouvoir de diriger une part disproportionnée des ressources vers leurs propres intérêts (matérialisés dans l'espace urbain en général). L'auteur insiste sur '*la nature urbaine de la politique de développement*' (Lipton, 1982). Il souligne une alliance entre l'élite urbaine et les agriculteurs les plus riches. Les villes ont bénéficié des produits 'bon marché', en nourriture principalement, qui ne sont pas forcément fabriqués efficacement et équitablement. Corbridge (1982), en ligne avec Lipton, met l'accent sur des 'torsions de prix' défavorables aux intérêts de la classe rurale, et un manque fondamental d'établissements de soins de santé et d'enseignement. Corbridge (1982) formule trois critiques qui complètent le propos de Lipton : l'existence de pauvres urbains et de riches ruraux, qui nuance le fait que la population urbaine gagnerait simplement aux dépens de la population rurale ; autour de l'idée de 'classes', la présence d'une élite rurale qui est à la fois leader de la 'classe rurale' et fait partie de la 'classe urbaine' ; le fait que les politiques ne sont en réalité rarement définies comme étant soit urbaines soit rurales. La mise en doute de l'existence de classes urbaines et rurales spécifiques (Dixon, 1987) met en doute aussi le concept de 'biais urbain'. Même s'il est relativement facile d'identifier des lieux urbains ou ruraux et les flux associés, les responsables de la création de ces flux sont les gens, et leur identification comme urbains ou ruraux est plus difficile (Unwin, 2017). Pour Lipton, quelle que soit la structure politique et économique de la société (capitalisme ou socialisme) le sujet de la population urbaine détermine le modèle de développement inéquitable.

3.3. *Les conceptions contemporaines des relations urbain-rural : vers l'intégration*

Face aux limites des modèles basés sur l'urbain, et pour aborder les conceptions contemporaines des relations urbain-rural, je donne à voir dans un premier temps les approches par les systèmes territoriaux. La seconde section est consacrée à la théorie des pactes territoriaux. Dans une troisième section, je reviens sur le cadre du développement territorial dans une visée d'intégration. L'approche du développement territorial est choisie pour répondre à la problématique formulée autour de la déconnexion urbain-rural.

3.3.1. Les approches par les 'systèmes' territoriaux

3.3.1.1. *Les systèmes urbain-rural*

Dans une étude réalisée récemment aux Etats Unis, (Fulkerson, 2022) propose la notion de systèmes urbain-rural. Pour cet auteur, ces systèmes urbain-rural reposent sur trois dimensions interconnectées : l'environnement démographique, le politique-économique et la dimension socio-culturelle. Suivant cette conception, il propose une Pyramide des Capitaux Durables, qui consiste à intégrer les différentes dimensions des capitaux (économique, politique, naturel, bâti, social, humain et culturel) dans l'analyse des relations urbain-rural. Cette pyramide vise à fournir un cadre conceptuel pour comprendre comment ces différents capitaux interagissent au sein des systèmes urbains-ruraux, en mettant en évidence leurs relations et leurs interdépendances. Elle permettrait ainsi d'évaluer de manière plus holistique les impacts des politiques et des actions sur la durabilité des communautés et des environnements urbains et ruraux.

3.3.1.2. *Les systèmes agro-alimentaires ou les relations urbain-rural centrées sur la question alimentaire*

La notion de systèmes agri-urbains est mobilisée pour rendre compte des relations et des interactions entre acteurs, activités et espaces urbains et agricoles qui contribuent à inclure les exploitations et autres formes d'activités agricoles dans le développement urbain durable (Valette *et al.*, 2012, p.5 traduit). Par la notion de Territoires Agri-Urbains (TAU) la complexité des liens entre rural et urbain est mise en lumière (Toublanc et Moquay, 2021). Cette proposition met l'accent sur les dimensions paysagères, la diversité sociale et la symbiose de l'agriculture contribuant à la planification urbaine comme des formes de liens réciproques entre l'urbain et le rural. Il s'agit d'espaces localisés autour de sites à forte valeur paysagère et focalisés sur les questions agricoles (Poulot, 2012), qui sont caractérisés par une forme d'intervention et une nature d'animation spécifiques, ainsi que par une construction territoriale revendiquant sa spécificité. Les auteurs soulignent l'importance des supports de marketing territorial dans la communication des liens entre le rural et l'urbain ainsi que l'importance de ces territoires dans la préservation des ressources locales et dans la construction d'une identité territoriale spécifique. Les dimensions d'analyse d'un TAU comprennent : les caractéristiques spatiales et sociales (ces territoires sont considérés des entités hybrides entre urbain et rural), la morphologie qui réfère à une typologie d'espaces (entre urbain, zone d'influence et rurale dominante), les discours et les représentations des acteurs qui renvoient à une image de ces territoires et de leur vocation, la nature de l'animation et forme d'intervention où l'accent est mis souvent sur les questions agricoles et leur mode de gouvernance, et la comparaison avec d'autres structures (par exemple des Parcs Naturels Régionaux) qui aide à cerner la spécificité des TAU.

Plus généralement, des études récentes ont mis en évidence la capacité de l'alimentation à rétablir un équilibre minimal dans les rapports de force entre zones urbaines et rurales, entre villes-centres et localités ou communes rurales périphériques. Cela passerait par des processus de mise en relation des enjeux, des espaces, des échelles d'action et des acteurs (Le Gall et García, 2010 ; Lardon *et al.*, 2017), dans le cadre de projets ou de démarches collectives portés par des acteurs publics, de la société civile ou du marché (Wiskerke, 2009). En effet, la question de l'alimentation et de l'agriculture est de plus en plus considérée comme un point de départ pour envisager la reconstruction des relations entre l'urbain et le rural, et en particulier avec l'activité agricole de proximité (Jarosz, 2008 ; Le Grand et van Meekeren, 2008 ; Paül et McKenzie, 2013 ; Sonnino, 2016). Globalement, si certaines expériences d'intégration urbain-rural fondées sur l'alimentation semblent participer pleinement à la création de nouveaux territoires de projet, le lien entre ces processus et le développement territorial n'est pas toujours effectif (Loudiyi et Houdart, 2019). Ainsi, Le Gall et García (2010) proposent l'idée d'un 'archipel horticole' qui montre l'interrelation et la complémentarité de différentes zones horticoles.

L'étude identifie des 'processus de restructuration' dans les zones horticoles de la province de Buenos Aires, en mettant l'accent sur la concurrence pour l'espace avec les lotissements fermés (résidentiels) et l'activité agricole dominante (principalement le soja) en détriment des producteurs horticoles locaux, en particulier des Boliviens. La métaphore d'un 'archipel horticole' souligne la continuité et les liens existant entre les différentes 'îles vertes', plutôt que de mettre l'accent sur les ruptures ou les divisions entre elles. Cela met en évidence les restructurations des espaces horticoles de la région métropolitaine de Buenos Aires et présente une vision de la métropole comme étant plus articulée que fragmentée.

En Amérique latine, des notions telles que les Systèmes Alimentaires Localisés (SYAL) (Nogar et Torres, 2008 ; Velarde, 2022) font référence aux articulations urbain-rural locales, régionales et internationales. Pour ces auteurs, les SYAL associent étroitement les produits, les techniques, les styles alimentaires, les territoires et l'organisation des unités de production et constituent à ce titre une approche de l'intégration des dynamiques urbaines et rurales. Bouche et Bordeaux (2006) proposent l'idée d'un 'savoir-faire collectif localisé'. Le savoir collectif qui est distribué entre une multiplicité d'acteurs et qui est constamment en jeu dans les réseaux de connaissances qui se construisent sur le territoire, dans les décisions quotidiennes des producteurs, dans les stratégies commerciales, dans les choix des consommateurs et dans les politiques institutionnelles (Velarde, 2022). Muchnik (2008) propose quatre groupes d'objets de recherche relatifs aux niveaux d'intégration des SYAL : l'intégration des acteurs et des activités, l'intégration d'échelles spatio-temporelles, l'intégration de disciplines et l'intégration et la gestion de ressources.

En Europe, les notions de Systèmes Alimentaires Territorialisés (SAT) (Rastoin, 2015) soulignent un double impératif de gouvernance et d'innovation et le défi d'identifier, de capitaliser, de diffuser et de partager les initiatives qui changeraient le 'paradigme dominant'. Ces systèmes sont envisagés comme des solutions aux défis posés par les modèles agroindustriels contemporains, qui génèrent de nombreuses externalités négatives, notamment en termes d'impact environnemental et de dépendance vis-à-vis des filières mondialisées. Les SATs sont décrits comme ayant un ancrage territorial fort, contribuant au développement local grâce à leur gouvernance participative et équitable. Pour Rastoin, les SAT offrent une direction claire pour le développement de politiques alimentaires durables et inclusives, nécessitant des changements significatifs dans les pratiques et cadres réglementaires actuels. Les SAT sont un moyen de renforcer les relations urbain-rural par le biais d'une production et consommation alimentaires plus locales, soutenant ainsi le développement économique, social et environnemental des territoires concernés.

3.3.2. La théorie des pactes territoriaux

La théorie des pactes territoriaux (Albaladejo, 2017) permet d'analyser les processus d'émergence de différents modèles de développement en agriculture qui coexistent à la fois sur le territoire, dans les systèmes de production de connaissances, l'État et les marchés. Cette théorie repose sur les concepts de médiation territoriale et modèle de développement. Une médiation territoriale peut correspondre à un modèle de développement, ce qui conduit à la formation d'une configuration socio-politique territoriale avec une capacité de visibilité et d'institutionnalisation à long terme au niveau national, appelée 'pacte territorial'. Les pactes territoriaux impliquent la co-construction d'un territoire commun et une cohérence minimale entre différents modèles de développement. Cette cohérence peut être atteinte de deux manières : soit par la domination d'un pacte sur les autres, soit par la construction d'un ordre négocié indéfiniment entre ces pactes, nécessitant la création d'un espace public local et national pour accueillir ce processus socio-politique.

La médiation territoriale est un concept clé pour comprendre les interactions entre l'activité agricole et la société au sein d'un territoire donné. Elle se réfère aux différentes manières dont l'agriculture s'intègre dans la société et le territoire, à travers trois dimensions principales : participer, travailler et vivre. Ces dimensions s'articulent selon quatre formes logiques, telles que l'inclusion, l'intersection, la disjonction et la disproportion. Ces articulations permettent de définir des idéal-types de médiation territoriale, essentiels pour analyser et comprendre les dynamiques territoriales en général et l'agriculture en particulier. Le modèle proposé par Albaladejo (2017) offre ainsi un cadre pour penser les relations urbain-rural en proposant un modèle de développement qui correspond à une base sociale, ayant une agriculture originale, son propre mode d'insertion territoriale et d'articulation avec la société. Ce modèle résulterait d'une quadruple convergence de changements : 1) un changement dans la production sociale et institutionnelle de connaissances, où une partie de la communauté scientifique et professionnelle accompagne cette médiation territoriale en répondant à ses besoins en matière de technologie adaptée ; 2) un changement du secteur de l'État, avec l'émergence d'administrations, de réglementations et de politiques publiques spécifiques qui reconnaissent cette forme de médiation territoriale comme une contribution légitime à la vie économique et productive du pays et du territoire ; 3) la différenciation des marchés, la création par les agriculteurs de niches et d'opportunités de commercialisation spécifiques pour cette forme d'agriculture, en coopération active et volontaire avec les consommateurs ; 4) des changements profonds dans la société qui permettent d'identifier et de désigner cette médiation territoriale dans l'espace public national. Cela inclut des changements dans les identités des agriculteurs, les représentations des urbains et des consommateurs, ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs sociaux, nouvelles organisations et nouveaux discours.

Dans un cas d'application en France, la théorie des pactes territoriaux est mobilisée pour décrire et analyser une situation de périurbain d'une ville moyenne (Albaladejo, 2008). Cet auteur met en évidence la 'Cité', au sens d'espace public (en faisant ici un jeu de mot avec son équivalence avec le terme de « ville ») qui sert de sphère de justification et de légitimation des interventions de développement, de nature différente selon le type de médiation territoriale. Dans les médiations citoyennes, elle est de l'ordre public/politique. La tendance est de passer à une structuration par des identités et appartenances diverses, appuyés sur des nouvelles pratiques, du local au global. Les médiations citoyennes *'se rajoutent à la complexité de l'organisation des territoires ruraux et de l'exercice des relations de développement'* (p. 208). Des 'territoires en archipel' dérivent des trois types de médiations (traditionnelle, moderne et citoyenne) qui permettent de décrire la coexistence voire l'articulation au sein du territoire. Il est ainsi souligné l'importance de la consolidation d'un espace public local.

La théorie des pactes territoriaux offre ainsi un cadre pour comprendre et analyser la coexistence de différents modèles de développement agricole au sein d'un même territoire, sans distinction des dynamiques urbaines d'une part, rurales d'autre part. Aujourd'hui, nous assistons à la coprésence de plusieurs pactes territoriaux dans un même pays, voire dans les mêmes localités rurales (Albaladejo, 2017). Il s'agit de modèles émergents, incomplets, inachevés, qui se superposent, et un même agriculteur peut agir dans deux modèles à la fois. Cette situation de coprésence n'empêche pas que chaque modèle soit pensé en termes d'alternative, c'est-à-dire de vocation à dépasser et à remplacer d'autres formes d'agriculture, de vocation à l'hégémonie. Selon Santos (2000) un pacte territorial fonctionnel se caractérise par des actions isolées et des intérêts divergents, favorisant souvent les inégalités existantes. En revanche, le pacte territorial structurel vise à harmoniser et reconnaître les différentes activités territoriales pour créer un territoire plus inclusif et équitable, contribuant ainsi à une transformation sociale significative et durable.

Albaladejo (2017) ouvre des perspectives de recherche en géographie sociale, pour étudier les conditions d'émergence d'un 'pacte territorial citoyen', et l'étude des dynamiques de développement local, en particulier l'articulation des actions aux échelles locale et nationale.

3.3.3. Les approches territoriales intégrées

Cette sous-section constitue le cœur du cadre conceptuel mobilisé par cette thèse. La notion d'intégration, le concept de développement territorial, le projet de territoire et l'approche de l'action collective, sont abordés selon les perspectives de relations urbain-rural. Cette combinaison établit les bases pour conduire la démarche d'intégration urbain-rural.

3.3.3.1. La notion d'intégration

La notion d'intégration est mobilisée dans un langage commun et spécialisé, elle est à la fois opérationnelle et abstraite (théorique, philosophique, de l'ordre des valeurs). Au sens général, il s'agit d'un processus d'incorporation d'un élément dans un autre, qui implique une transformation des éléments vers l'unité. La modification dissymétrique de deux parties conduit à l'émergence d'une nouvelle réalité (Géo-confluences, 2023). Dès l'avènement de la modernité, on s'interroge sur l'intégration des sociétés individualistes. L'utilisation politique du terme est prépondérante et occulte le sens donné par la tradition sociologique (Schnapper, 2007). L'auteur considère que les politiques françaises se rapprochent plus du modèle de l'intégration, qui insiste sur '*la priorité d'intégrer les populations de toutes origines*', que celles du 'multiculturalisme' qui redéfinit '*les relations entre des affiliations culturelles multiples et l'organisation politique*' (p. 863). La démocratie fondée sur l'égalité de chaque citoyen, mais dans la pratique les Français ont adopté des politiques de 'discriminations positive' en faveur de populations en fonction de leur origine. Les travaux menés dans la perspective d'intégration (Lee, 1993 ; Rhein, 2002 ; Schnapper, 2007) impliquent différents types et niveaux de relations, de liens, d'interactions entre deux ou plusieurs catégories, termes ou entités.

En géographie, l'intégration s'applique à différents objets et échelles. L'intégration territoriale caractérise les liens et les interactions entre les lieux et suppose le '*rapprochement de différents systèmes de signification et d'action fondés sur différents ensembles de relations sociales*' (Lee, 1993), par exemple : normes, moyens de communication, indicateurs de direction et de valeur, structures de pouvoir, de domination et de subordination. Elle se matérialise par la création de flux entre les espaces, ce qui implique la création de nouveaux territoires, dont le résultat est plus que la somme des deux parties. En ce sens l'intégration peut produire des effets autant positifs (élimination des frontières, ouverture de "systèmes fermés") que négatifs (perte d'identité, altération de l'intégrité d'un système). Les apports critiques de la géographie (la dimension culturelle de la géographie humaine et des représentations et dynamiques territoriales de la géographie sociale) l'abordent selon des formes d'interactions entre objets spatiaux et selon l'idée qu'il ne peut y avoir en géographie « d'intégration spatiale qui ne soit sociale » (Rhein, 2002). Dans cette lignée, la notion d'intégration est associée à celles d'interdépendance, de solidarité, de coopération, de mutualisme et de « vivre ensemble » (Loudiyi, 2020). Il s'agit de la '*création et la multiplication des échanges en termes de flux de personnes ou de biens dans des espaces délimités [...] un 'espace' de valeurs et de normes partagées*' (Loudiyi, 2020, p. 47). Au sein de ces espaces de valeurs et de normes partagées, les notions d'altérité et d'identité sont utiles sont prégnantes. A la différence de l'assimilation, qui vise à faire acquérir aux minorités la culture dominante, l'intégration doit permettre à chaque minorité de trouver sa place dans sans abandonner son identité.

Peu de travaux s'intéressent à ces notions pour étudier les relations urbain-rural, seuls certains travaux qui traitent des espaces urbains les mobilisent (Vulbeau, 2006). Néanmoins, le cadre conceptuel de l'intégration socio-spatiale proposé par Ruiz-Tagle (2013) permet de comprendre la relation entre

ségrégation et intégration. L'auteur explore les différentes dimensions, telles que la ségrégation résidentielle, la concentration de la pauvreté et la ségrégation raciale. Il examine également les causes de la ségrégation, telles que les attitudes métropolitaines, la résistance communautaire et la recherche de refuges familiaux. L'auteur soutient que l'intégration ne doit pas être simplement définie en termes de proximité physique entre différents groupes sociaux, mais plutôt comme l'opposé de l'exclusion sociale. Il propose de rééquilibrer le poids de la proximité spatiale parmi les différentes dimensions de l'intégration. De manière plus générale, les analyses des relations urbain-rural liées à la notion d'intégration sont appliquées à des objets variés. On observe les modalités d'intégration auxquels contribuent les flux de matières et d'énergie au sein d'un territoire (Barles, 2018). Dans ces situations, il s'agit de rentrer plus précisément par la question de l'approvisionnement d'énergie et de denrées alimentaires. D'autres s'intéressent au rôle des activités agricoles par l'intégration à la ville d'initiatives agricoles en proximité et à caractère territorial, soulignant la coopération entre agriculture et acteurs urbains (Lardon *et al.*, 2017).

En mobilisant plus précisément la notion d'intégration territoriale (Thomsin, 2001 ; Perrier-Cornet, 2003 ; Mainet, 2017 ; Loudiyi, 2020), certains auteurs se sont intéressés aux politiques publiques alimentaires, c'est-à-dire à la façon dont différents enjeux, acteurs et échelles sont intégrés ou pas dans les politiques alimentaires territorialisées (Loudiyi *et al.*, 2017). Dès lors, les analyses sont concentrées sur le processus d'intégration observé à l'échelle d'un territoire, avec un focus sur le rôle des acteurs et projets publics ou privés dans ces processus (décrivant parfois le déséquilibre des rapports de force entre acteurs de l'urbain et ceux du rural) ; le regard est porté sur les activités socio-économiques et les enjeux qu'elles portent.

Finalement, l'approche par l'intégration a été mobilisée en Italie et en France pour analyser des initiatives locales considérées comme des 'projets intégrateurs' entre villes et agricultures méditerranéennes ((Rizzo *et al.*, 2012 ; Lardon *et al.*, 2017 ; Loudiyi *et al.*, 2017). L'observation des initiatives sur le terrain met en évidence l'importance de l'entrée par les acteurs, leurs modalités d'identification et de coordination, notamment les formes de 'gouvernance alimentaire locale' (Lamine et Chiffolleau, 2016), ainsi que les éléments du contexte qui interviennent dans le développement d'actions collectives au sein d'initiatives qui renforcent l'intégration rural-urbain (Loudiyi *et al.*, 2014).

3.3.3.2. Les conceptions des relations urbain-rural influencées par l'émergence du développement territorial

Les démarches de modélisation spatiale basées sur les représentations des acteurs contribuent aux enjeux du développement territorial, mais ce terme concerne différentes acceptions et visions de l'action. En effet plusieurs dimensions rendent compte des pratiques du développement. Des interrogations sont soulevées selon les approches. Des critiques et alternatives sont formulées sur la base des expériences latino-américaines (Lang et Chávez, 2014).

Le développement local émerge comme alternative à l'intervention de l'Etat modernisateur de l'après-guerre en Europe, mettant en avant le caractère endogène des initiatives (Deffontaines *et al.*, 2001). Il valorise les ressources locales qu'elles soient matérielles, institutionnelles, financières ou humaines. Il s'agit de l'adéquation des programmes aux situations locales. Le développement local repose sur l'idée qu'un ensemble de micro-initiatives produit un 'développement équilibré' de la collectivité. L'ouverture vers l'extérieur est un complément indispensable au caractère endogène, qui se nourrit *via* la connaissance d'expériences ailleurs, la mobilisation des réseaux et de l'appui d'institutions ou organismes. La décentralisation des années 1980 en France a amené à articuler aux enjeux de développement local la notion de 'territoire'. Le débat est établi autour des formes adéquates de territorialisation de l'action publique, dans l'intention de trouver la 'bonne maille territoriale'. Dans le

contexte de récession économique, certaines analyses se centrent sur les districts industriels appréhendés comme un modèle théorique qui met en lien le dynamisme économique local et des formes de régulation, par du partenariat 'public-privé', où les collectivités locales trouvent leur légitimité dans la construction d'une 'cohérence territoriale'. Ce modèle se retrouve en termes de politiques d'aménagement du territoire⁴³. Un nouveau paradigme technico-économique s'installe et oriente les interventions publiques. Le territoire assimilé à un district industriel se caractérise par une forte densité d'entreprises petites et moyennes qui établissent des relations de production favorisées par la proximité. Ces entreprises sont fondées sur un esprit entrepreneurial basé sur la confiance, le partage de valeurs sociales et une éthique du travail.

D'un point de vue des politiques, le modèle des districts industriels est centré sur des finalités productives. Tout en convergence, l'agenda politique-institutionnel fait appel au développement de l'intercommunalité, à la mise en place des Pays et à l'élaboration de contrats territoriaux. De nouveaux pouvoirs locaux se chargent de la mise en valeur des spécificités spatiales, en particulier *via* le territoire intercommunal. Les décideurs vont mobiliser une ingénierie territoriale pour légitimer les découpages et projets énoncés, associés à l'approche des districts industriels ou autres du développement local. Les représentations et les cartes occupent une place fondamentale dans ce travail.

Jusqu'ici le territoire apparaît comme un cadre contextuel, un espace donné pour l'action. L'expression de 'développement territorial' vient souligner la complexité et la richesse de la relation entre territoire et développement, ainsi que l'utilité de le formaliser. Les formes de rapprochement de ces termes sont diverses. Un territoire *de* développement fait référence à une scène où une dynamique sociale se déroule de manière autonome au territoire. Territoire *en* développement renvoie à un processus en cours et à des acteurs qui y prennent place, il y a une relation entre le social et le spatial. Le territoire est souvent vu comme objet et non comme sujet. Selon Deffontaines *et al.* (2001), le territoire contribue au développement qui s'applique à une société, et le développement territorial peut être vu comme la projection d'un développement socio-économique sur un espace. Dans cette acception, le territoire est un support spatial du développement, parfois oublié selon les pays. Le développement territorial a la capacité d'inciter à l'action, à faire émerger des projets de territoires, à mettre en mouvement. Le territoire est un espace socialisé, qui donne du sens à ceux qui y vivent ou exercent des activités, et pour ceux qui ne sont pas du lieu, il présente une *spécificité*. Face à la mondialisation des échanges, l'unification des usages, on assiste à une 'quête de lieux', en recherche des racines, des territoires à dimension humaine, qui présentent une différence, une identité.

Le développement territorial intégré (Bolay *et al.*, 2004) est conçu et entrepris dans une perspective interdisciplinaire, réalisé en étroite collaboration avec les acteurs locaux, et vise à favoriser ou dynamiser les processus de développement dans différentes régions. Ce concept met l'accent sur l'importance des interactions et interdépendances entre les milieux urbains et ruraux, soulignant que le développement de l'un ne peut se concevoir indépendamment de l'autre. Les échanges entre ces deux mondes incluent les flux de personnes, de biens, de déchets, mais aussi d'informations, illustrant la complexité et la richesse de ces relations. Yori (2013) conçoit le développement territorial intégré comme '*un ensemble d'actions multi-échelles, trans-sectorielles, trans-disciplinaires et multi-acteurs qui, de manière continue et concentrée, sont menées par un groupe social ou un collectif déterminé, en tenant compte des hypothèses de justice sociale, de droits de l'homme et de qualité environnementale*

⁴³ Soutien des Systèmes Productifs Locaux (SPL) par la DATAR, et usage de la référence des districts dans la mise en place des Pays.

dans la perspective d'atteindre un bénéfice commun basé sur la génération durable d'un équilibre territorial' (p. 29).

L'émergence du paradigme du développement territorial a abouti à concevoir les relations urbain-rural selon une vision systémique à l'échelle d'un territoire. La mise en œuvre de cette conception passe par la notion de projet de territoire.

3.3.3.3. *Projet de territoire*

Le *projet de territoire* (Lardon et Piveteau, 2005) se définit comme l'expression de la volonté de projection dans le futur et le moteur des transformations du territoire. Il trouve sa cohérence dans l'adéquation entre le modèle d'organisation des acteurs et le modèle de développement sous-jacent, impliquant une analyse des organisations spatiales et des organisations d'acteurs dans les projets en cours. La conception de projet est une étape cruciale dans le développement territorial, car elle élargit le champ des actions possibles et les marges de manœuvre des acteurs, fournissant ainsi les outils nécessaires au raisonnement spatial et l'expression de leur territorialité. La réussite d'un projet de territoire repose également sur une gouvernance participative, impliquant l'ensemble des acteurs locaux (habitants, entreprises, associations, institutions publiques, etc.) dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions. Cette approche favorise l'appropriation du projet par la communauté et renforce sa capacité d'action.

Soldo et Arnaud (2016) définissent les projets de territoire comme des actions spécifiques et nouvelles qui structurent méthodiquement et progressivement une réalité à venir sans équivalent exact. Ils représentent à la fois l'ébauche d'une idée ou d'une action (le dessin) et un objectif pour le futur (le dessein). Ces projets jouent un rôle stratégique dans la gestion des territoires, participant à leur construction et à celle du système de gouvernance locale. Pour ces auteurs, les projets de territoire : *« se caractérisent par leur capacité à canaliser les risques de dispersion et d'incohérence globale, en se posant comme éléments fédérateurs et en incarnant l'ambition stratégique et culturelle de l'organisation. À l'échelle territoriale, les projets se définissent par des finalités multiples, de long terme et spécifiques, visant à influencer la trajectoire de développement du territoire concerné. Leur mise en œuvre nécessite un cadre de gouvernance multi-niveaux et multipartite impliquant la fédération et mobilisation de parties prenantes »* (Soldo et Arnaud, 2016 p. 13).

L'approche adoptée en Pays d'Aix illustre parfaitement cette dynamique (Soldo et Arnaud, 2016 p. 13), où une démarche de recherche-action, combinant méthodes qualitatives et quantitatives, a été mise en œuvre. Cette stratégie vise non seulement à une meilleure compréhension des enjeux territoriaux mais aussi à favoriser une gestion démocratique des projets, en impliquant activement les parties prenantes et en permettant un ajustement continu des actions. L'objectif est d'accumuler des ressources et de favoriser l'émancipation des individus, tout en renforçant la dimension stratégique des projets de territoire. La diffusion et la valorisation des résultats jouent un rôle crucial dans l'ajustement des actions et des pratiques organisationnelles. La gestion démocratique des projets de territoire nécessite une participation active des citoyens et la prise en compte de leurs besoins et opinions.

Pour Lardon (2012), *'le territoire de projet, à l'articulation entre incitations globales et initiatives locales, entre action publique et action collective, entre les politiques et les comportements des individus, constitue un lieu d'expérimentation du développement durable (Lardon, Chia et Rey-Valette, 2008). Élaborer un projet de territoire, c'est-à-dire identifier de nouvelles ressources, faire émerger de nouvelles potentialités, s'appuyer sur de nouveaux acteurs, imaginer de nouvelles alternatives, créer de nouvelles territorialités. Pour aider à la conception et à la réalisation de projets de territoire, les*

chercheurs doivent fournir aux acteurs les outils de leur propre raisonnement. Il s'agit de mettre en adéquation la capacité des acteurs à coordonner leurs actions avec les caractéristiques du territoire qu'ils transforment. L'ingénierie territoriale accompagne les acteurs dans leurs projets de territoire. L'élaboration de tels projets résulte d'une procédure de mise en accord des acteurs à la fois sur les enjeux de développement du territoire et sur les moyens pour y parvenir. Elle fait appel à de nouvelles compétences et s'appuie sur des partenariats divers.' (p. 246). Lardon et Piveteau (2005) ont identifié plusieurs dimensions clés qui enrichissent la compréhension et l'application d'un projet de territoire. Un projet de territoire efficace adopte une approche intégrée, considérant simultanément les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles. Cette approche permet de saisir la complexité des enjeux territoriaux et de proposer des solutions cohérentes et durables. Pour cela, il est nécessaire de comprendre les modèles de développement portés par les acteurs du territoire pour les mettre en regard des configurations spatiales actuelles et envisager des scénarios d'évolution. Face à l'évolution rapide des contextes locaux et globaux, les projets de territoire doivent être conçus de manière flexible, permettant des ajustements en fonction des nouvelles données et des retours d'expérience. Cette capacité d'adaptation est essentielle pour maintenir la pertinence et l'efficacité des actions dans le temps. Les projets de territoire sont un 'maillon intermédiaire' entre les initiatives locales et les politiques publiques. Ils mettent en lien différents échelles, acteurs et prennent en compte une diversité d'enjeux (Grefte, 2002 ; Peemans, 2008). Un projet de territoire vient modifier les équilibres entre échelles de gouvernance et espace d'application des pouvoirs, devenant ainsi une façon de maîtriser collectivement des processus complexes qui appellent des outils et des dispositifs de gouvernance territoriale (Lardon *et al.*, 2008b ; Lardon *et al.*, 2017).

La production de représentations graphiques des territoires constitue un moment essentiel de l'élaboration de la réflexion de projet et de son énonciation (Debarbieux et Lardon, 2003). Le processus de production d'une 'iconographie de projet' met en relation les représentations sociales mobilisées et la société et ses représentants (Debarbieux et Lardon, 2003).

3.3.3.4. *L'action collective*

L'approche territoriale de l'action collective met en évidence le lien étroit entre l'action collective et les enjeux territoriaux, soulignant l'impact significatif de ces actions sur le développement économique et la création de nouvelles ressources. Amblard *et al.* (2018) mettent en avant l'importance des conditions locales, des enjeux territoriaux spécifiques, et des effets potentiels de l'action collective sur les territoires. Ils identifient différentes configurations organisationnelles pour l'entretien du paysage dans les espaces ruraux, en fonction des acteurs impliqués, de leur rôle, et du type de bien-support des services. Ces configurations reflètent les enjeux spécifiques des territoires et mettent en évidence l'importance des acteurs clés dans la facilitation de l'action collective, malgré les tensions et les rapports de force qui peuvent survenir. Amblard *et al.* (2018) proposent des 'fronts de recherche selon trois questions clés : l'influence des territoires sur l'émergence et le développement de l'action collective, les différentes formes que peut prendre cette action et le rôle des acteurs impliqués, ainsi que l'impact de ces actions sur le développement territorial lui-même.

La notion d'action collective territorialisée sert à étudier les relations urbain-rural en mettant en lumière les dynamiques de reterritorialisation des systèmes alimentaires. Ces dynamiques sont considérées comme des reconfigurations des ressources et des réseaux de développement local, influençant ainsi les relations entre les zones urbaines et rurales. Par exemple, l'analyse de la trajectoire d'une route de l'huile dans les monts pisans en Italie (Loudiyi *et al.*, 2014) a montré comment un projet basé sur l'action collective a renforcé les relations entre les acteurs, améliorant indirectement leur pouvoir d'action dans le contexte d'un *système agri-urbain*. Ce renforcement des

relations et du pouvoir d'action contribue au renouvellement des liens entre les zones rurales et urbaines, illustrant l'importance de l'action collective dans l'étude des relations urbain-rural.

3.4. Conclusion : vers un cadre d'analyse de l'intégration urbain-rural

L'évolution des modèles conceptuels pour étudier les relations urbain-rural a permis de passer d'une vision dichotomique à une approche plus intégrée et complexe. Cette transformation reflète une meilleure compréhension des interactions dynamiques entre les espaces urbains et ruraux, ainsi que des enjeux socio-économiques et environnementaux qui en découlent. Les actions collectives et les projets de territoire jouent un rôle crucial dans cette intégration, en mobilisant divers acteurs autour d'objectifs communs et en favorisant une gestion démocratique et participative des territoires.

Les travaux de chercheurs mettent en lumière l'importance de politiques de développement décentralisées et axées sur les besoins humains, l'agriculture durable et la réduction des inégalités. Ces approches soulignent également le rôle des villes, y compris les villes moyennes et intermédiaires, comme moteurs de changement et d'innovation.

Le concept de métabolisme urbain et les critiques du biais urbain enrichissent l'analyse des relations urbain-rural, en intégrant des dimensions économiques, politiques et socio-culturelles. La conversion des paysages ruraux en paysages urbains pose des défis environnementaux majeurs, mais ouvre également la voie à de nouvelles formes de ruralité intégrant l'urbanisme comme élément clé du développement durable.

Les initiatives telles que les Systèmes Alimentaires Territorialisés (SAT) en Europe et les Systèmes Alimentaires Localisés (SyAL) en Amérique latine illustrent des approches territoriales intégrées visant à créer des territoires plus inclusifs et équitables. La théorie des pactes territoriaux permet d'analyser les différents modèles de développement agricole, contribuant ainsi à une meilleure harmonisation des activités territoriales.

L'intégration urbain-rural est essentielle pour un développement territorial équilibré et durable. Elle nécessite une gouvernance participative, une décentralisation des politiques de développement et une valorisation des initiatives locales. Les projets de territoire, en tant qu'expressions de la volonté collective de transformation, jouent un rôle stratégique dans la structuration et la gestion des territoires, en tenant compte des dimensions sociales, spatiales et symboliques des interactions urbain-rural.

Pour analyser les relations urbain-rural dans le développement territorial, nous ciblons les représentations spatiales des acteurs du territoire, mobilisées dans le cadre de projets de territoire, ainsi que les interactions urbain-rural que leurs actions collectives provoquent, en renforçant les dynamiques entre ces espaces.

Nous faisons deux hypothèses :

H1 Dans un contexte urbain local, les projets de territoire émergent comme une approche de développement territorial. Ces projets intègrent un processus collaboratif de recherche et de construction d'une vision commune, mobilisant une diversité d'acteurs (élus, organisations, citoyens), d'activités (économiques, sociales, culturelles) et d'espaces (urbains et ruraux). Ils visent à redécouvrir et valoriser les potentialités géographiques et socio-économiques du territoire, tout en renforçant les liens entre les espaces urbains et ruraux.

H2 Les projets de territoire, enracinés dans leur réalité locale, articulent les enjeux territoriaux (représentations spatiales) à différentes échelles d'action. En transcendant les frontières locales et

nationales, ces projets acquièrent une autonomie d'action, opérant à divers niveaux d'organisation, du local (villes et villages) au global (national et international). Ils permettent ainsi une meilleure harmonisation des dynamiques urbain-rural et favorisent un développement territorial équilibré et durable.

3.4.1. Regarder le territoire et ses dynamiques

Des travaux précédents suggèrent des dimensions à l'analyse de l'intégration. Nous avons pris et adapté les concepts théoriques pour analyser les relations urbain-rural au sein de territoires. Il s'agit d'un premier niveau d'analyse, outillé par la chorématique, basé sur la prospective, et pour autant référencé à une portion délimitée de l'espace géographique. La modélisation spatiale est essentielle à cette analyse à l'échelle du territoire.

Loudiyi (2020) suggère que trois dimensions sont 'nécessaires' pour l'analyse de l'intégration : les enjeux saisis par les acteurs et sur l'évolution de ces derniers dans le temps, pour identifier les connexions ; les échelles à travers le caractère horizontal et vertical de l'intégration ; les acteurs dans le processus de gouvernance. La thèse prend en compte ces catégories pour les reformuler à partir des trois dimensions du territoire 'acteurs-activités-espaces' proposées par Benoît *et al.* (2006) et de leurs interactions. La notion de 'configurations socio-spatiales' (Lardon et Cayre 2009 ; Lardon 2015 ; Iceri 2019) est particulièrement mobilisée afin de rendre compte des mécanismes responsables de l'organisation spatiale du territoire considéré. Il s'agit de *caractériser les rapports à l'espace que les acteurs entretiennent pour leurs activités et la manière dont ils se coordonnent pour des actions collectives ancrées dans le territoire* (Lardon 2015, p. 6). Ces approches signifient l'importance d'observer les processus à l'œuvre.

L'action collective est définie comme la *coordination des acteurs qui forment [...] un collectif par la pratique de leur action en cours qu'ils construisent ensemble dans un espace donné* (Iceri, 2019). Cette approche considère *le lien entre configurations d'action collective dans les territoires et enjeux territoriaux, la construction de mondes communs à l'échelle des territoires et les contributions spécifiques de certains acteurs* (Amblard *et al.*, 2018).

Quels que soient les objets observés dont on postule une contribution au processus d'intégration, plusieurs dimensions sont proposées à son analyse. Certains auteurs proposent de centrer le regard sur l'intégration en considérant à la fois les dimensions sociales et spatiales. Parmi ces auteurs, Ruiz-Tagle (2013) propose quatre dimensions d'analyse : la proximité physique entre différents groupes sociaux ; les relations fonctionnelles par l'accès aux opportunités, services et ressources ; les interactions entre les groupes sociaux et leur nature (hiérarchique ou non) ; les aspects symboliques comme dénominateurs communs (frontières, identités, perceptions).

Nous avons pris en compte ces dimensions socio-spatiales dans la formulation des scénarios prospectifs, analysés à l'aide du tableau chorématique (grille des modèles spatiaux élémentaires du territoire : trois chorèmes de structures et quatre chorèmes de dynamiques). En particulier sont identifiées les proximités physiques et les relations fonctionnelles entre la ville, les villages et d'autres espaces ruraux. Certaines dynamiques du territoire sont repérées par des symboles dessinés par les acteurs, ou des interactions présentes dans les flux, hiérarchies et points d'attraction repérés.

Une première lecture de l'intégration urbain-rural est basée sur les dessins et récits prospectifs produits à chacune des tables de Jeu de Territoire. Les trois dimensions du territoire repérées : 'acteurs', 'activités' et 'espaces', sont à observer en simultané dans les productions cartographiques des acteurs participants à la prospective. A l'aide de la chorématique, des représentations spatiales

des acteurs sur les enjeux du territoire sont mis en évidence. Les chorèmes produits rendent compte ainsi des acteurs, activités et espaces en interaction.

Dans l'étape de piste d'actions les questions clé sont : quoi ? qui ? où ?

3.4.2. Regarder le projet de territoire

Ensuite la focale est mise sur les actions collectives. La grille de lecture est adaptée -le cadre d'analyse reste le même- en fonction du suivi d'action et des particularités des études des cas. Chaque objet pris pour l'analyse revêt une diversité de mécanismes d'intégration urbain-rural à l'œuvre. Pour ce niveau 2 d'analyse, sont ciblés des groupes d'acteurs porteurs d'activités ancrées dans des lieux spécifiques. L'objectif est d'identifier un maximum de connections et interactions au sein d'un projet 'commun', ainsi aborder l'analyse des multiples dimensions des relations urbain-rural.

Des comparaisons entre les terrains, entre les projets ou initiatives en tant que 'modèles', ou entre les pays, représentent un niveau 3 d'analyse qui n'est pas conduit dans cette thèse.

L'intégration territoriale est définie comme le '*rapprochement de différents systèmes de signification et d'action fondés sur différents ensembles de relations sociales*' (Lee, 1993). La définition retenue conduit à s'intéresser aux symboles et actions portés par les projets de territoire.

L'intégration urbain-rural est définie comme le renforcement des liens urbain-rural au sein des territoires, par le rapprochement des ensembles de relations sociales des mondes urbain et rural, afin de dépasser la dichotomie. Il s'agit de la redéfinition des systèmes de signification et d'action, mobilisant des symboles (images) et actions d'un territoire interconnecté (partage d'intérêts, d'enjeux et des lieux entre l'urbain et le rural).

L 'intérêt' est celui de l'acteur. Il s'agit d'une dimension cognitive à la fois matérielle et idéale. Elle fait références aux envies des acteurs, soit la possession d'un objet, soit l'apprentissage d'une technique, soit le vécu d'une expérience nouvelle. L'acteur acquiert ou donne quelque chose, et obtient un bénéfice en contrepartie. Un intérêt porté par suffisamment d'acteurs se transforme en 'intérêt général'.

Les 'enjeux' sont relatifs aux groupes d'acteurs ou collectifs. Il s'agit généralement du destin des territoires, soit en sens 'souhaité', soit étant une 'crainte'. Les actions face aux enjeux divers et variés sont lisibles par agrégats : secteurs économiques, ou par dynamiques territoriales : ce qui change.

Les espaces contiennent toujours un symbole. Le caractère urbain ou rural d'un espace est attribué en fonction des activités et des acteurs qui y siègent, y habitent, ou y participent. Ensuite des connexions horizontales, vers d'autres espaces et projets en proximité, et verticales, vers des échelles supérieures, sont mises en avant, et leur caractère urbain et rural à chaque fois.

Chapitre 4 : une méthode pour analyser la déconnexion urbain-rural

4. Méthodologie : Produire et accompagner une vision partagée des dynamiques, des enjeux et des actions pour l'intégration urbain-rural

Le chapitre 4 décline la méthode mobilisée pour analyser le problème de déconnexion urbain-rural dans les contextes situés des terrains d'étude : l'Ecopôle (France) et Tandil (Argentine). En adoptant la posture de recherche-action, le Jeu de Territoire est l'approche choisie.

Le chapitre 4 est structuré en sept sections. La première aborde la démarche de recherche-action déclinée en deux sous-sections 1) le paradigme de la recherche-action, et 2) la posture du chercheur impliqué dans l'action. La deuxième section énonce les principes généraux du Jeu de Territoire. La troisième section concerne les opportunités de terrain en France et en Argentine. Une quatrième section reprend l'itinéraire méthodologique de la thèse et la description des terrains de recherche, ainsi que les dispositifs de recherche-formation-action conduits sur chaque terrain. La cinquième section décline la méthodologie mobilisée à l'Ecopôle, à la fois la prospective et le suivi d'action. La sixième section explique la démarche adaptée à Tandil (changement d'échelle), organisé en sous-sections : 1) l'itinéraire méthodologique, 2) des protocoles scientifiques, et 3) le suivi d'actions. Enfin la septième section conclut le chapitre 4 dans la perspective de regards croisés à l'international.

4.1. Une démarche de recherche-action : diagnostics territoriaux et suivi d'actions sur le terrain

Cette thèse adopte une démarche de recherche-action. La méthodologie répond à l'objectif de recherche qui est d'appréhender les modalités des liens urbain-rural dans le territoire, et l'objectif d'action d'accompagner, voire de provoquer, des actions d'intégration urbain-rural dans le territoire. En effet, c'est un travail qui s'inscrit dans une perspective de développement territorial, et pour autant, il demande d'explicitier, auprès des acteurs locaux, les bénéfices pour les acteurs et pour le territoire des activités et démarches proposées/entreprises par la recherche en partenariat avec l'action. Une relation étroite et d'attente réciproque s'établit entre le chercheur et son terrain d'étude, qui dépasse les objectifs académiques ou scientifiques, situation dans laquelle le chercheur assume des objectifs d'action.

Le cadre du Réseau de Recherche International AgriteRRIs a permis de constituer des '*équipes de recherche*' hybrides, c'est-à-dire constituées de chercheurs (moi-même et mes encadrants) et des acteurs, dans une '*démarche engagée*' sur les terrains de thèse. Fort de mon expertise en la matière, j'ai contribué à l'application de méthodologies participatives en collaboration avec les acteurs du terrain. Il est important de souligner l'apport indispensable de chercheurs et étudiants à des moments précis de la thèse : conception des dispositifs et protocoles, réalisation des entretiens et ateliers, analyses de résultats, restitutions publiques. En effet, la formation est la troisième dimension indispensable au bon déroulement de ce type d'approches. Il y a un intérêt particulier de la part d'agents de développement des collectivités territoriales pour ce type de '*formation en action*', surtout dans les milieux ruraux, où il existe un manque d'effectifs compétents en ingénierie territoriale. Une grande part de l'objectivité et de la rigueur des analyses réalisées repose sur un '*travail collectif*', impliquant des étudiants, des chercheurs et dans les meilleurs des cas, des agents institutionnels (acteurs du territoire) qui participent à la formation.

Pour les instances de formation, nous avons établi une '*équipe pédagogique*' (enseignants-chercheurs) et pour l'organisation de Séminaires et d'autres manifestations publiques, un '*COmité de PILotage*'

COPIL (chercheurs-acteurs). Indépendamment de l'âge et de l'expertise des participants (tout le monde a quelque chose à apporter), des rôles sont clairement assignés, définis et redéfinis le long du processus (qui coordonne, qui anime, qui observe, etc.). Ces instances d'échange, de collaboration et de dialogue ont été essentielles (et incontournables) dans la mise en place de la démarche de Jeu de Territoire (Lardon, 2013).

Le double objectif d'action au sein du système social, et de production de connaissances scientifiques, est pleinement assumé et encadré par le Jeu de Territoire. Un *'diagnostic prospectif'* a été réalisé avec les acteurs des territoires faisant l'objet du terrain de recherche (cf. 4.2) à partir de la thématique des *'processus locaux de mise en lien campagne-ville'*. Ce diagnostic dégage aussi des *'pistes d'actions'*, orientées par la question centrale, qui résulte d'une déclinaison locale des perspectives d'intégration urbain-rural. Ainsi, des trajectoires ou *'lignes d'action'* sont tracées sur le territoire en cohérence avec le diagnostic partagé. Le travail mené consiste à produire une prospective territoriale participative, avec des acteurs impliqués dans des actions de développement qui, à leur échelle, parviennent à proposer des actions concrètes, en intégrant eux-mêmes une diversité d'acteurs (intérêts), d'activités (enjeux) et d'espaces (lieux) de l'urbain et du rural, sur leur propre territoire. Deux axes fondamentaux de résultats émergent du travail de prospective : une synthèse des enjeux partagés pour le territoire, et des actions à mettre en œuvre. Les résultats générés sont intégrés dans les productions scientifiques de l'équipe de recherche-action, composée des acteurs et chercheurs qui ont participé à la démarche.

Le suivi d'actions engagées par la suite m'a permis, en tant que chercheur, de comprendre et d'analyser les mécanismes par lesquels les acteurs territoriaux s'inscrivent dans des instances ou des dispositifs qui renforcent les capacités d'action individuelles et collectives, entre espaces ruraux et urbains. Il permet d'explorer les freins et leviers à la mise en place d'actions sur les territoires, en particulier le rôle des acteurs, l'appropriation locale des enjeux identifiés et les moyens qu'ils mettent à disposition (ou qui manquent). Nous avons analysé la polysémie des vocabulaires utilisés par les acteurs, en identifiant des activités, des enjeux, des besoins et des intérêts, interprétant ainsi les relations socio-spatiales en termes de dynamiques territoriales (Lardon, 1999). Le suivi d'action répond à la question : *comment les acteurs associés à la démarche portent et agissent à plusieurs échelles selon les représentations partagées de l'intégration urbain-rural ?*

4.1.1. Le paradigme de la recherche-action

La recherche-action est souvent présentée comme une méthode. Le chercheur intervient de manière active sur le terrain d'étude. Le chercheur vise un double objectif : contribuer directement à produire un changement social et produire des nouvelles connaissances scientifiques (Van Trier, 1980 ; Allard-Poesi et Perret, 2003). A la différence des recherches conventionnelles d'étude de cas, le changement de l'objet investi est non seulement un objectif de la recherche, mais aussi un moyen de connaissance de celle-ci. La recherche-action s'inscrit toujours dans des systèmes complexes (Allard-Poesi et Perret, 2003). La recherche-action est une *'pratique hybride'* qui relève à la fois de l'intervention sociale et du champ scientifique (Albaladejo et Casabianca, 1997). Elle met en avant *'une action délibérée de transformation de la réalité'* par le chercheur (Allard-Poesi et Perret, 2003), en plus de la production de connaissances en relation avec ces transformations. Le chercheur est libre pour les choix méthodologiques dans un esprit pragmatique toujours à l'œuvre dans la recherche-action.

La recherche-action motive le débat entre chercheurs qui confrontent des idées et des expériences. Sa pratique implique une adéquation avec les lieux et les temps de l'action (Albaladejo et Casabianca, 1997). C'est la *'science de la pratique'* (Action Science) qui a été mise au point par John Dewey et Kurt Lewin selon Adelman (1993), une pratique qualifiée d'hétérodoxe (Albaladejo et Casabianca, 1997).

Les réflexions sur l'action selon Bourdieu (1994 cité par Albaladejo 1997, p. 129) requièrent de '*se retirer du monde et de l'action dans le monde pour les penser*'. Toute réflexion sur l'action requiert une '*distanciation*' (Albaladejo et Casabianca, 1997).

Certains auteurs affirment que toute recherche (non seulement la recherche-action) implique un processus de communication qui entraîne des effets pragmatiques sur les participants et sur le contexte social de la recherche (Van Trier, 1980). L'accès aux connaissances d'un système social implique un changement de celui-ci (Lewin, 1946).

La méthode de Lewin pour y parvenir est appelée '*l'intégrationnisme*' (Hess, 1983), elle conduit à '*l'hypothèse de démocratie locale*' où le chercheur a un rôle de garant de la « transparence », vérifiée dans des contextes d'expansion économique ou de large consensus social (Levy, 1985). Les disciples de Lewin conçoivent la recherche-action en termes de '*consultation*', mettant en rapport un '*système-client*' et des '*agents de changement professionnels*'. Dans la lignée, (Moreno, 1946) conçoit la méthode du '*sociodrame*' qui implique la participation des acteurs dans la recherche et une posture active du chercheur en proposant les modalités et le cadre méthodologique (Albaladejo et Casabianca, 1997).

4.1.1.1. *Se positionner en recherche-action*

Vis-à-vis de la conception de l'articulation '*changement-connaissances*', différents courants de la recherche-action sont envisagés (Allard-Poesi et Perret, 2003) : soit le changement social est un moyen d'élaboration de connaissances sur le système, soit la production d'un changement social est l'objet premier. Allard-Poesi et Perret (2003) proposent un classement de différents courants de la recherche-action :

La recherche-action '*expérimentale*', la '*Science de l'Action*', la '*recherche ingénierie*' et la '*recherche-intervention*', qui visent l'élaboration de connaissances scientifiques (Lewin, 1946 ; Argyris *et al.*, 1985 ; Hutchel et Molet, 1986 ; Chanal *et al.*, 1997 ; David, 2000). Pour cette approche, la réalité sociale et l'action sont objectivables, permettant d'appréhender son fonctionnement ou mode de management social. L'action inclut l'intervention du chercheur. Les connaissances sont utiles à l'action et améliorent l'efficacité du système. Le système social est conçu comme un '*tout*' disposant de propriétés qui lui sont propres. La construction de l'objet de recherche est la première étape du processus de recherche-action, qui vise à la fois les solutions des problèmes auxquels les acteurs sont confrontés et les préoccupations théoriques du chercheur. L'objet de recherche est susceptible d'être modifié, redéfini, transformé au cours du processus.

L'approche des '*interventions psychosociologiques*', des courants '*militants*' et '*coopératifs*', ont comme premier objet la production d'un changement social (Jaques, 1947 ; Hall *et al.*, 1982 ; Fals-Borda et Rahman, 1991 ; Reason, 1994 ; Heron, 1996 ; Greenwood et Levin, 1998). Ils envisagent un apprentissage mutuel entre chercheurs et acteurs de terrain et l'autonomisation des acteurs, voire un véritable changement. La connaissance est un processus qui change la réalité, et non l'objectif de l'intervention. Pour ce type de recherche-action, la participation d'acteurs de terrain est un principe fondamental.

La recherche-action, approche critique des sciences dites '*institutionnelles*', s'inscrit comme une réponse à des questions d'actualité, émanant des mouvements associatifs et citoyens. En plus d'une construction de la connaissance, elle joue un rôle de formation à l'égard du groupe concerné, étudié et impliqué.

Albaladejo et Casabianca (1997) ont proposé une 'cartographie du domaine de la recherche-action' Cette classification est basée sur deux axes, le premier concerne les '*formes sociales partenaires de l'intervention*' (secteurs dominants et dominés de la société) et le deuxième axe, la '*forme de participation d'acteurs sociaux à la recherche*' (de l'absence de participation à l'auto-mobilisation). Ce premier plan permet d'évaluer la position de la recherche par rapport à la société civile.

Sur un autre plan de positionnement des recherches-actions, dans le 'projet de connaissance' (Albaladejo et Casabianca, 1997), le chercheur est façonné par la '*représentation du monde social dans lequel il intervient*' et par l'intention plus ou moins présente de produire des connaissances sur les '*objets techniques*' (soit absence d'objet, soit objet négocié, soit objet défini par la recherche). Il donne un ordre d'idée de la *nature du projet cognitif dans le domaine scientifique* (Albaladejo et Casabianca, 1997).

Albaladejo et Casabianca (1997) invitent à raisonner selon ces deux plans les trajectoires de recherche des chercheurs. Mais plutôt que des positions statiques, ils conseillent d'envisager un positionnement progressif, susceptible de changer dans le temps. La recherche-action est ainsi considérée comme une étape, soit dans une démarche, soit dans la carrière du chercheur.

Enfin, la recherche-action permet au chercheur de réfléchir à ses propres pratiques sociales : '*Notre parcours dans ce monde des recherches assumant une visée transformatrice de la réalité nous a conduits à collationner une large variété de postures et de pratiques. Pour autant, nous pensons avoir repéré des axes de cohérence entre plusieurs d'entre elles. Ces axes renforcent notre conviction que, loin d'avoir épuisé ses ressources, le terme de "recherche-action" peut continuer à représenter un enjeu d'identification d'une partie des communautés scientifiques concernées. Il offre en tout cas des perspectives concrètes de poursuite du débat, largement engagé par ailleurs, sur les relations entre science et société, et sur les pratiques des chercheurs dès lors qu'ils décident de traiter de questions pertinentes socialement en y associant les acteurs sociaux.*' (Albaladejo et Casabianca (1997, p. 146).

4.1.1.2. *La modélisation graphique dans les démarches de recherche-action*

Dans l'ouvrage 'Représentation spatiales et développement territorial' (Lardon *et al.*, 2001), plusieurs expériences d'application de recherche-action sont présentées. Chaque exemple met en lumière la façon dont les représentations spatiales peuvent servir de pont entre la recherche, la planification et les décisions concrètes prises par les acteurs locaux et les décideurs.

Dans le cadre de la conurbation d'Aix-Marseille (Maille et Perreau, 2001), les chercheurs ont élaboré un modèle de relation agriculture-espace en réponse à la demande croissante d'outils d'aménagement pour les espaces agricoles et forestiers périurbains. Les chercheurs ont croisé une approche spatiale, axée sur la description et l'analyse cartographique de l'occupation du territoire, avec une approche socio-économique et technique visant à décrire la trajectoire évolutive du système agraire. Cette approche multidisciplinaire a permis de créer des modèles intermédiaires descriptifs, utilisés à différentes étapes du processus de prise de décision en aménagement. Ce modèle vise à fournir des informations essentielles pour la gestion de ces espaces en constante évolution, facilitant ainsi la prise de décision pour les aménageurs.

Dans les Cévennes, la représentation spatiale a été utilisée comme un médium de communication entre chercheurs et acteurs locaux lors de dialogues visant à comprendre les enjeux du développement territorial (Gautier, 2001). Un projet de recherche-développement a été lancé, impliquant des groupes de travail rassemblant des acteurs locaux et des chercheurs. Les cartes ont été utilisées comme support de communication, permettant de visualiser les enjeux territoriaux et de susciter le dialogue. Les représentations spatiales ont été élaborées en collaboration avec les acteurs locaux tout au long du

processus, favorisant ainsi l'appropriation des résultats et leur utilisation dans les discussions sur l'avenir de la région.

À Bièvre-Valloire, une méthodologie basée sur l'élaboration de modèles spatiaux a été adoptée pour guider la réflexion et la concertation autour des projets de développement durable (Chastel et Fallet, 2001). La méthode a consisté à rassembler des documents et des projets territoriaux pour identifier les enjeux, puis à élaborer une carte synthétique des différents enjeux. Un comité de pilotage a été constitué pour superviser le processus, et les acteurs locaux ont été impliqués dans l'élaboration et la modification des cartes tout au long du processus. La carte finale a servi de support pour les discussions et la prise de décision collective.

En Tunisie, le recours à la cartographie a permis de passer d'une organisation du territoire conçue mentalement par les acteurs locaux à des représentations tangibles et partagées (Clouet, 2001). La démarche a consisté à représenter sur une carte les activités des habitants pour aboutir à des 'unités de développement'. Ces représentations ont été affinées grâce à des tours de terrain et des restitutions en feedback, permettant ainsi de mieux comprendre les dynamiques locales et d'identifier les projets prioritaires. Un plan de développement a été élaboré en concertation avec les acteurs locaux et un dispositif de suivi a été mis en place pour mesurer l'impact des actions à court terme. Cette approche a favorisé un dialogue structuré et participatif, conduisant à l'identification de projets locaux concrets et à leur planification efficace.

Enfin, au Brésil, la méthodologie de 'zonage à dire d'acteurs' a été utilisée pour planifier le développement rural d'une collectivité territoriale (Caron, 2001). Expérimentée dans le cadre d'un projet de recherche-action, cette approche vise à valoriser le savoir local en cartographiant les témoignages des acteurs, désignés comme personnes-ressources, comme base de dialogue et de représentation des connaissances. En délimitant des unités spatiales homogènes sur une carte, les informations recueillies sont organisées et synthétisées. Par la superposition de cartes obtenues lors des entretiens et l'intégration de données secondaires par un système d'informations géographiques, une vision globale de l'espace rural est élaborée. Cette approche participative a favorisé la compréhension des dynamiques territoriales, la construction d'un système d'aide à la décision et la formulation de nouvelles actions pour la planification et le développement rural de la collectivité territoriale.

Dans l'ensemble, ces études de cas démontrent que la modélisation graphique constitue un outil précieux pour articuler la recherche, la planification et la prise de décision en matière de développement territorial. En offrant une représentation visuelle des enjeux et des solutions potentielles, elle facilite la communication, favorise l'implication des parties prenantes et contribue à des choix plus éclairés et durables pour l'aménagement des territoires (Lardon, 2022).

Par ailleurs, une autre expérience de recherche-action menée au Brésil a permis d'initier un processus de médiation portant sur l'identification de plans et projets (Bonin *et al.*, 2001). Selon cette expérience, la modélisation graphique n'est pas seulement un résultat final, mais aussi un processus d'élaboration, en co-construction et des apprentissages, aussi bien pour les acteurs que pour les chercheurs.

4.1.1.3. Prise de recul par rapport à la thèse en recherche-action

En terme général, les méthodes en géographie se positionnent entre le rationalisme, où la démarche de recherche part d'hypothèses fortes et clairement formulées, et l'empirisme, qui affirme que l'origine des connaissances repose sur une réalité observée, sur l'expérience à conduire. Dans une démarche de recherche empirique, le point de départ est l'observation des cas, puis des hypothèses sont élaborées *a posteriori* sur les régularités détectées dans les cas observés. Si l'hypothèse est

invalidée le chercheur doit la reformuler et si elle est confirmée, l'approfondir. Le résultat final est un 'modèle' ou 'théorie'.

La recherche appliquée (très prégnante en Géographie Sociale) oriente la démarche vers la solution d'un problème concret et immédiat. Elle prépare une action ou intervention cohérente avec le problème et privilégie le domaine d'aide à la décision. Elle inclut le choix d'une méthode éprouvée et efficace. Les résultats sont des propositions, solutions ou recommandations liées au problème.

Cette thèse part d'une conception de la recherche selon la démarche empirique et donc par la délimitation d'un '*terrain d'observation*'. Le premier terrain de thèse a priorisé la démarche empirique, et le deuxième est plus orienté -en fin de compte- vers une recherche appliquée.

Les analyses conduites au long de la thèse ne prennent pas en compte des aspects 'militants' de la recherche, ni dans les résultats, ni dans la discussion. Il n'y a pas d'arguments sur le changement social, au sens d'Allard-Poesi et Perret (2003). La production de connaissances scientifiques sur l'objet (non négocié) reste la priorité. Les 'aspects politiques' de l'objectif d'action, ne sont pas rédigés dans cette thèse, l'effort est mis sur l'analyse en termes strictement géographiques, seulement certaines considérations sur la dimension politique sont abordées dans la discussion (chapitre 7).

Les modèles de dynamique et de structure des territoires révélés par la Chorématique sont en réalité des constructions issues des perceptions des acteurs impliqués, y compris des chercheurs eux-mêmes. Cependant, cela ne diminue en rien leur importance en tant qu'outils heuristiques pour générer des connaissances. Les connaissances acquises à travers des expériences empiriques, telles que les résultats obtenus à partir des projets Ecopôle et villages de Tandil, ont un impact direct et durable sur le tissu social local, comme indiqué par le suivi des actions que nous avons mené sur chaque terrain. De plus, elles peuvent être généralisées et appliquées à d'autres territoires, notamment ceux situés à proximité de petites et moyennes agglomérations urbaines.

4.1.2. La posture du jeune chercheur impliqué dans l'action

La thèse en recherche-action a impliqué de participer à une action concrète et circonscrite dans l'espace et le temps sur chaque terrain. Nous avons identifié des projets qui rendent compte des rapports ville-campagne. Le projet est une action qui s'inscrit dans un territoire, considéré comme une action collective territorialisée, portée par des acteurs locaux. Cependant il faut signaler que la thèse n'est pas en soi toute la recherche-action, sur aucun des deux terrains, elle est plutôt une étape d'une recherche-action portée par les chercheurs INRAE de Clermont et les chercheurs d'AgriTeRRIs à Tandil.

Certains choix ont été opérés amont de la thèse, ou encore au cours de la thèse mais en collectif, soit par l'équipe de recherche, soit par le COPIL. Les deux instances sont constituées d'acteurs, de chercheurs et d'étudiants associés dans les territoires concernés : Ecopôle en France, et villages de Tandil en Argentine (cf. 4.2).

La participation des chercheurs dans le processus de définition d'une stratégie collective n'a pas changé le propos initial d'utiliser la méthode scientifique du Jeu de Territoire (Lardon, 2013). Ce choix personnel coïncide avec ma découverte de la recherche dans le Réseau AgriTeRRIs.

En plus de ma liberté de choix en tant que jeune chercheur, doctorant, et en fonction de mes capacités, motivations et compétences pour mener à bien la recherche engagée, deux grandes 'directives' ont impacté dans l'exercice de la thèse en recherche-action : d'une part les objectifs et politiques portés par les institutions employeurs (INRAE) et d'autre part les objectifs spécifiques et politiques des 'commanditaires' des démarches dans les deux territoires (Régie de Territoires en France, Municipalité de Tandil en Argentine).

4.1.2.1. *La découverte d'un intérêt pour la recherche : ma trajectoire dans AGRITERRIS*

Au cours de mon mémoire de fin d'études d'ingénieur agronome de l'UNLP, en 2018, à Chascomús, j'ai fait partie de la réalisation du premier Jeu de Territoire en Argentine. J'ai contribué à la mise en place d'un *dispositif territorial participatif*, en collaboration entre AgroParisTech⁴⁴ et la Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales⁴⁵ (FCAyF) de l'Universidad Nacional de La Plata (UNLP), dans le cadre d'AGRITERRIS. Ce partenariat a permis la venue en Argentine des étudiants du *Mastère spécialisé® AgroParisTech - MS Action publique pour le développement durable des territoires et de l'agriculture - ACTERRA*⁴⁶. Encadrés par une équipe pédagogique et de recherche très présente (AgriteRRIs/AgroParisTech), porteuse d'une rigueur méthodologique élevée, les étudiants ont réalisé un Jeu de Territoire sur le terrain d'une ville intermédiaire de la région Pampéenne, Chascomús (ACTERRA *et al.*, 2018). L'hypothèse, *a posteriori* validée mais aussi enrichie, a signalé une déconnexion⁴⁷ de la ville de son entourage rural. Ce dispositif de recherche-formation-action a permis la mise en relation d'acteurs, chercheurs, étudiants de divers origines et horizons. La 'question de recherche' à Chascomús était arrêtée sur les relations urbain-rural, c'est-à-dire les dynamiques et structures permettant la dé-connexion ou re-connexion⁴⁸ de la ville et la campagne, de l'urbain et du rural.

Le fait d'avoir participé moi-même à cette expérience immersive et de réflexion sur les enjeux du territoire, a révélé mon intérêt pour la recherche-action. D'abord je vise seulement la recherche de solutions aux problèmes présents rencontrés par les acteurs (posture technique acquise dans mon parcours d'Agronome). Ensuite ma compréhension évolue pour faire face à la distinction entre 'question d'action' et 'question de recherche', la possibilité de rendre intelligibles des phénomènes et processus *vertueux*. L'apport de la 'dimension territoriale' dans les projets de territoire attire mon attention, ainsi que les démarches participatives.

En 2020, je participe à une nouvelle expérience d'application du Jeu de Territoire, cette fois réalisée dans la localité rurale de Maria-Ignacia Vela, à Tandil (Albaladejo *et al.*, 2020). Mon intérêt pour ce type de démarches est affirmé. Le travail de terrain se déroule dans le cadre du cours-atelier T2 du Master PLIDER de la UNLP dont sont responsables Christophe Albaladejo et Juan Manuel Diez Tetamanti. Une équipe AgriteRRIs/PLIDER de 25 personnes est chargée du travail de terrain.

Les acteurs de Chascomús ont resolicités AgriteRRIs en 2022 avec l'intention de renouer les échanges pour réinterpréter la prospective réalisée et les accompagner dans la planification locale du territoire. Des perspectives sont encore ouvertes sur Chascomús ainsi que sur d'autres territoires en Argentine.

4.1.2.2. *Le rôle d'organismes publics au travers de programmes qui encouragent la recherche-action*

La *volonté d'accompagner les acteurs par la recherche* est une pratique de plus en plus valorisée dans diverses institutions publiques (Instituts de recherche, Universités). En particulier les Etats Nationaux y investissent des fonds publics. La France inscrit cette volonté à travers la politique « *Science*

⁴⁴ AgroParisTech

⁴⁵ Facultad De Ciencias Agrarias Y Forestales (unlp.edu.ar)

⁴⁶ Mastère spécialisé® - MS Action publique pour le développement durable des territoires et de l'agriculture - ACTERRA (agroparistech.fr)

⁴⁷ Liée aux phénomènes de disparition de villages, et de concentration urbaine démographique et d'activités socio-économiques.

⁴⁸ On considère une certaine 'frontière' existante, plus ou moins nette, qui divise un espace à caractère 'urbain' d'un espace à caractère 'rural', un constat applicable dans tous les territoires de petites et moyennes villes.

ouverte »⁴⁹ portée par l'INRAE, la politique de 'coopérations'⁵⁰ du Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS et de 'Mixité des unités de recherche', ou encore la 'recherche participative'⁵¹ portée par AgroParisTech, qui vise un 'renforcement des liens entre sciences et société'. Les moyens destinés à l'accompagnement concernent par ailleurs les trois Chambres Consulaires⁵², qui portent des missions de 'recherche appliquée'⁵³ notamment en agriculture. Dans une visée internationale, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD⁵⁴ porte une politique de 'recherche collaborative'⁵⁵. Aussi à l'international, l'Institut de Recherche pour le Développement – IRD, met en place des 'programmes multi-acteurs' 'favorisant le dialogue entre les chercheurs, des acteurs de la société civile, du monde économique et de l'innovation'⁵⁶.

Guy (2013) examine la complexité de la gestion et de l'accompagnement du changement dans divers contextes, en mettant un accent particulier sur les organisations et les territoires. Il souligne l'importance des conditions économiques, juridiques et sociales, ainsi que le rôle crucial des acteurs impliqués dans ces processus. Le 'contexte pragmatique' est mis en lumière, caractérisé par les relations d'influence entre les facteurs circonstanciels (de situation) et les logiques d'intervention, où les contraintes structurelles et les ressources définissent les possibilités d'action (ce qui peut être fait). Les actions et perceptions des acteurs sont présentées comme des leviers essentiels qui modèlent les logiques d'intervention et, par conséquent, les circonstances elles-mêmes. L'action consciente visant à transformer le monde est mise en avant comme un processus réflexif et transformatif. Par ailleurs, Vinot (2011) souligne l'importance de l'image de l'institution à laquelle appartient le chercheur et comment cela peut influencer le déroulement de la recherche. Les chercheurs doivent être conscients de l'influence des intervenants dans la structuration du dispositif de recherche, y compris l'image propre du chercheur et celle de l'institution à laquelle il appartient. Dans le contexte européen, où les institutions jouent un rôle clé dans le financement, la régulation et la promotion de la recherche, cette sensibilité aux influences institutionnelles est particulièrement pertinente. Les chercheurs doivent naviguer dans un paysage complexe d'exigences réglementaires, de normes académiques et de priorités stratégiques, tout en maintenant l'intégrité et l'objectivité de leur recherche (Vinot, 2011).

En Argentine, la volonté d'accompagner les acteurs est revendiquée par l'Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria - INTA et ses programmes de 'recherche'⁵⁷ et 'extension'⁵⁸. L'INTA met en place des programmes nationaux liés à l'action, en s'appuyant notamment sur : des prospectives territoriales (Vitale Gutierrez *et al.*, 2016). Les 'Plateformes d'innovation territoriale' (PIT⁵⁹) de l'INTA au niveau territorial sont une expérience particulière. De nombreux agents professionnels ont la charge de la 'vulgarisation' (extensión) et du 'transfert' (transferencia) de connaissances, démultipliés dans tout le territoire national. Ce sont les Agences d'Extension Rural - AER locales, qui interviennent

⁴⁹ INRAE engagé dans l'ouverture des sciences à la société | INRAE

⁵⁰ Coopérations | CNRS

⁵¹ Recherches participatives | AgroParisTech

⁵² Chambres de Commerce et d'Industrie - CCI, Chambres des Métiers et de l'Artisanat - CMA, et Chambres d'Agriculture – CA.

⁵³ Rapport d'information - Assemblée Nationale - i3064.docx (assemblee-nationale.fr)

⁵⁴ 'Le CIRAD est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes', dans Le Cirad en bref | Cirad

⁵⁵ La recherche collaborative | Cirad

⁵⁶ Renforcer l'impact sociétal de la recherche et construire des partenariats innovants | Site Web IRD

⁵⁷ Les cinq composantes stratégiques de l'institution : recherche et développement, vulgarisation et transfert, liaison technologique, relations institutionnelles et information et communication.

⁵⁸ Investigación y Extensión en el INTA | Argentina.gov.ar

⁵⁹ Un mapa para navegar la innovación territorial desde la comunicación (inta.gov.ar)

sur le territoire (Ocariz *et al.*, 2021) et contribuent au développement rural territorial (Lauric, 2009). L'INTA porte en ce sens une politique d'accompagnement par la recherche. Le Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas – CONICET, accompagne l'action par la politique de 'liaison technologique'⁶⁰ ou au travers des chercheurs qui travaillent l'approche '*recherche-action participative*' (Sirvent et Rigal, 2012). Un certain nombre d'Universités en Argentine mettent en valeur la '*recherche-action*' liée à l'enseignement⁶¹. Il faut signaler aussi qu'en Argentine les Universités ont trois missions évaluées : l'enseignement, la recherche et le développement.

4.1.2.3. *L'intérêt pour la recherche-action dans les trois lignes de financement de la thèse*

La thèse a été co-financée par : le métaprogramme de recherche GloFoodS, le département ACT de l'INRAE et la Régie de Territoires des Deux Rives. Ce sont des instances indépendantes, mais porteuses toutes les trois d'un *intérêt pour la recherche-action*, très présent dans la thèse.

Le 'métaprogramme'⁶² de recherche GloFoodS⁶³, '*Transitions pour la sécurité alimentaire mondiale*' vise des transformations du système alimentaire. Les travaux du programme ont contribué, entre autres, à '*Éclairer les liens entre l'accès des ménages (ruraux et urbains) à l'alimentation et les problématiques de pauvreté des populations et d'évolution des inégalités sociales dans les pays développés et en voie de développement*' (GloFoodS 2020, p. 1⁶⁴). La dimension urbain-rural est liée à l'accès à l'alimentation des ménages. Le programme préconise l'inclusion des acteurs dans les projets de recherche par des démarches de '*science participative*'.

Le département *Action, Transitions et Territoires*⁶⁵, ACT (ex-SAD) de l'INRAE, préconise des recherches en réponse aux *enjeux de société*. Les '*sciences pour l'action*' du département ACT visent les recherches situées, interdisciplinaires et transdisciplinaires. Quatre Grands Objectifs Scientifiques (GOS) sont fixés pour la période 2021-2025⁶⁶ : 1) *Gestion intégrée des liens entre biodiversités, ressources, et santés* ; 2) *Compréhension et accompagnement des transitions agroécologiques* ; 3) *Territorialisation des systèmes alimentaires* ; 4) *Transformations des activités à l'épreuve des changements globaux*.

Ma thèse s'inscrit dans les GOS 2 et 3 du département ACT. En correspondance du GOS 3, la thèse s'intéresse aux processus de '*territorialisation*' de l'action, la '*réduction des inégalités socio-spatiales*' et les '*dynamiques de gouvernance*'. Par ailleurs, elle s'inscrit au GOS 2 par la dimension d'accompagnement, en particulier le sous-objectif d'*Analyser, concevoir et évaluer les dispositifs et réseaux d'innovation ouverte permettant la co-construction et la circulation de connaissances entre acteurs multiples*'.

La Régie de Territoire des Deux Rives, en partenariat avec l'INRAE, a participé au financement de la thèse avec un intérêt d'appui et d'accompagnement des activités de l'association. La Régie est un des acteurs de l'Écopôle du Val d'Allier⁶⁷ (le terrain de thèse en France), avec le rôle d'insertion socio-professionnelle de personnes sans emploi et d'animation territoriale.

⁶⁰ CONICET – Vinculación

⁶¹ Investigación-Acción Participativa - Facultad de Ciencias Agrarias (uncuyo.edu.ar) / Investigación + Acción (mdp.edu.ar)

⁶² Programmes interdisciplinaires qui s'inscrivent dans le moyen et le long terme (plus de cinq ans).

⁶³ Transitions pour la sécurité alimentaire mondiale : bilan du métaprogramme de recherche GloFoodS | INRAE

⁶⁴ Communiqué de presse - GloFoodS FINAL.pdf (inrae.fr)

⁶⁵ ACT | INRAE

⁶⁶ Les recherches du département ACT | INRAE

⁶⁷ La Régie de Territoire des 2 Rives – Écopôle Val d'Allier (ecopolevaldallier.fr)

4.1.2.4. Adopter la posture d'acteur et chercheur en même temps

La posture d'acteur et chercheur en même temps est singulièrement guidée par l'intuition, selon les circonstances et dispositions personnelles. Certes, un cadre d'analyse est établi à l'avance, qui amène à regarder plus précisément les dimensions 'acteurs' 'activités' et 'espaces' du territoire, et les interactions entre ces dimensions. L'objet d'étude à regarder reste les relations urbain-rural. Cependant, comme sujet 'multi lunettes', je regarde le terrain dans sa réalité complète, complexe et pleine de phénomènes intéressants qui dépassent le cadre de la géographie. Mon intérêt particulier pour la dimension 'sociale' et 'politique' du territoire, amène à centrer mon regard sur 'la démarche'. Dans les démarches où j'interviens en tant que jeune chercheur AgriteRRIs, les interactions entre la recherche et l'action sont nombreuses. La situation m'a conduit à adopter une posture et un discours propre de chercheur vis-à-vis des acteurs du territoire. Par ailleurs, la posture propre du 'chercheur engagé' est encadrée par le dispositif de recherche-formation-action. En fin de compte, la prospective territoriale guide l'enquête sur des relations urbain-rural et l'horizon à venir pour le développement du territoire.

Adopter une posture de recherche-action a des implications vis-à-vis des acteurs associés. En premier, les propos de la recherche doivent être clairement présentés. Un cadre de confiance est à établir dès le début, c'est un préalable pour bénéficier de la collaboration d'acteurs avec la recherche et par la suite, l'appropriation des résultats de leur part. L'attachement institutionnel du chercheur⁶⁸ joue sur l'acceptation des acteurs de participer et leur implication dans la démarche. La trajectoire professionnelle, personnelle et même les idées politiques du chercheur, sont au fur et à mesure explicités aux acteurs associés à la démarche. Des réflexions autour de la 'Géographie engagée' (Girard, 2023) rejoignent l'idée d'un rapport étroit au terrain et à l'action. Certes l'engagement dont Girard (2023) fait référence est plus important et va jusqu'à assumer un rôle d'élue du territoire, étant à la fois chercheuse, ce qui n'est pas le cas de ma posture dans cette thèse ; cependant le rapport à l'action et la collaboration avec des élus du territoire ou avec des représentants de groupes comme les associations de villages, dans le cadre de leurs projets de territoire, est bien présent dans la thèse. Enfin, l'attitude du chercheur impacte sur la construction du cadre de confiance et sur sa pérennité.

Ce cadre de confiance a permis de mettre en place la démarche sur le terrain. Le chemin à parcourir affronte le défi de produire des connaissances scientifiques sur l'objet d'étude, et en même temps d'assurer une cohésion collective, en tant que coordinateur du dispositif, envers les acteurs, chercheurs et étudiants participants.

L'écoute active est une approche utile pour mieux comprendre les points de vue et explorer les besoins réels derrière les messages portés par les acteurs. La technique consiste à poser des questions et reformuler les informations reçues. Par exemple : comment vous voyez les choses ? et dans la réponse, il s'agit d'identifier les besoins liés au problème du territoire. La reformulation est cruciale dans la pratique de l'écoute active par le chercheur, le but est de reconnaître toutes sortes de besoins. Au moment d'interpeller les acteurs, le fait qu'ils se sentent écoutés nourrit le cadre de confiance et de réciprocité. Quand il s'agit des échanges collectifs, le cadre du Dialogue Territorial (Guihéneuf *et al.*, 2006) fait dialoguer les acteurs entre eux, chacun exprime son point de vue, l'animateur reformule pour élucider les besoins et un terrain d'entente s'installe. La recherche de solutions à leurs problèmes est facilitée par la suite. Dans le cas d'animation du dialogue⁶⁹, la double casquette d'acteur et de chercheur doit se limiter au rôle de médiateur et adopter une posture 'neutre'.

⁶⁸ Dans mon cas : la France, l'INRAE, AgriteRRIs, la Régie de Territoires et l'UMR Territoires.

⁶⁹ Un exemple de 'dialogue' sont les tables d'acteurs constitués lors des ateliers du Jeu de Territoire (voir 4.3).

En dehors de l'animation du dialogue entre acteurs à des moments précis de la démarche (les ateliers par exemple), le chercheur engagé a deux rôles essentiels dans un projet collectif, multi-acteur : celui de 'garant de la transparence' et celui de 'passeur d'informations' entre les acteurs. En effet, le chercheur détient une masse d'informations (qu'ensuite il va systématiser sous forme de données pour sa recherche) qui est utile pour l'action dans le cadre du projet auquel il participe. Lors des réunions de projet, la parole et les points de vue de tous les acteurs présents comptent, et cela implique pour le chercheur engagé de prendre position, de donner son avis, ses opinions. La seule présence du chercheur influence les choix opérés par la suite, ceci d'autant plus s'il assume un rôle actif. La posture de chercheur-acteur est favorable au recueil de données, en contrepartie les acteurs s'intéressent aussi aux réflexions du chercheur, en lui demandant son point de vue, conseil technique, et même un avis d'expert sur certains sujets. Toutefois cette posture introduit nécessairement un biais.

Le respect des institutions locales est une attitude fondamentale dans ce type de recherche, surtout si le dispositif implique plusieurs chercheurs réunis par un réseau ou programme. Il faut faire attention à ne pas blesser des susceptibilités, surtout à ne pas extérioriser une idéologie⁷⁰ trop marquée, mais être à l'écoute des autres. La catégorie des acteurs 'élus' demande un effort particulier. Le défi d'optimiser le temps d'entretien est important pour toute personne, mais surtout si la personne a un agenda chargé (c'est souvent le cas d'élus et représentants publics). Généralement les intérêts des institutions ou personnes publiques sont affichés. Il n'est pas inutile de se renseigner au préalable et éviter la confrontation autour de sujets politisés et controversés. Il vaut mieux soulever et noter les points d'éventuels désaccords, éviter de réagir au sens contraire à la personne en face et ne pas fragiliser des relations institutionnelles précieuses.

4.2. Le Jeu de Territoire : un ensemble d'outils conceptuels organisés dans un itinéraire méthodologique pour le développement territorial.

Cette partie développe la méthodologie principale mobilisée : le Jeu de Territoire, qui consiste à réaliser un *diagnostic territorial prospectif participatif*. La méthode est déclinée et adaptée pour chaque terrain. Par-là, nous nous intéressons à la question : *quels sont les enjeux (représentations partagées) et les actions associées à l'intégration urbain-rural des territoires ?*

Cette section (4.2) contient un abordage générique des huit outils conceptuels qui sont ensuite déclinés pour chaque terrain (cf. sections 4.5 et 4.6).

4.2.1. Principes généraux du Jeu de Territoire

Le Jeu du Territoire (Lardon, 2013) est une méthodologie de prospective territoriale, basée sur des techniques telles que la réalisation d'entretiens semi-directifs, la revue de sources d'informations secondaires, la mise en place d'ateliers participatifs et la spatialisation des structures et dynamiques territoriales par les chorèmes.

Le Jeu de Territoire est une démarche qui suit un itinéraire méthodologique précis (Houdart et Lardon, 2022). Elle vise des apports empiriques en termes de production de connaissances, à intégrer idéalement dans un plan de gestion ou projet, pour un territoire clairement défini. Les connaissances sont à produire par un 'diagnostic partagé', qui comporte trois dimensions : un état de lieux actuel, la formulation de scénarios prospectifs, c'est-à-dire une projection vers l'avenir à horizon d'entre 10 et

⁷⁰ Comme dit précédemment, la thèse ne s'inscrit pas dans une démarche 'militante'. Il y a certes un engagement dans l'action sur le terrain, mais cela représente seulement une étape de la démarche. Il y a une distanciation du terrain par la suite, qui provoque soit l'autonomisation soit l'abandon des actions engagées collectivement sur le terrain.

30 ans, et des pistes d'actions à mettre en place dans le court terme, à moins de 5 ans. L'analyse des représentations spatiales sert au diagnostic territorial (Lardon, 2006).

L'implication d'acteurs locaux dans la production du diagnostic partagé est un aspect central à travailler en amont. Les ateliers participatifs étant un moment clé de la démarche conduite au sens classique, un nombre limité de personnes peut être convié (en fonction de moyens pour l'animation et l'observation notamment et des limites physiques des salles utilisées). Un '*choix d'acteurs*' s'impose selon les expériences d'application du Jeu de Territoire. Certains acteurs participent via les entretiens semi-directifs conduits à l'avance, tandis que d'autres participent aux ateliers. Les critères de choix des acteurs sont liés au territoire cible et à la question centrale posée pour la prospective. Les acteurs associés à la démarche, l'équipe de recherche notamment, définit ensemble ces critères.

Les entretiens semi-directifs préalables et la revue de sources d'informations secondaires (documentation) ont le double objectif d'améliorer les connaissances du terrain de l'équipe de recherche qui met en place la méthode, et la confection de 'fiches de jeu' ou 'fiches thématiques', un support clé pour l'atelier. Ces fiches thématiques contiennent des informations données, 'chaudes' et 'données froides', utiles au démarrage de l'atelier du jeu de territoire, à dresser l'état de lieux du territoire. Les catégories 'fiches thématiques', 'données chaudes' et 'données froides' sont précisés par la suite pour chaque terrain.

L'objectif de l'atelier participatif est de produire avec les acteurs du territoire des scénarios prospectifs et de mettre en évidence des trajectoires d'action pour le développement territorial. La méthode des Chorèmes est spécialement utilisée pour traduire les dessins des acteurs sur les cartes pendant l'atelier.

L'identification de pistes d'action, dernière étape de l'atelier, s'appuie sur les dynamiques en cours et envisage la création de nouvelles. Ces résultats sont éventuellement intégrés dans la planification territoriale, ou bien repris pour des projets ou programmes sur le territoire. Ce sont les acteurs participants à chaque table qui proposent des actions qu'eux-mêmes peuvent engager, ou bien ils assument le compromis de mobiliser les personnes indiquées pour la mise en place des actions.

Des '*protocoles scientifiques*' basés sur la méthodologie du Jeu de Territoire (Lardon, 2013), sont formulés avec les acteurs, les chercheurs et les étudiants participants aux dispositifs. Il s'agit d'un ensemble cohérent de concepts scientifiques et leur mise en pratique dans un territoire concret et situé. Les protocoles scientifiques sont '*coconstruits*' afin de garantir l'appropriation et l'accord des acteurs locaux qui intègrent l'équipe de recherche (qui met en place la démarche).

Des '*parcours d'action*' se dessinent localement par la définition d'un calendrier précis face aux protocoles scientifiques. Il est important de définir à l'avance le calendrier d'activités de recherche à mettre en place, vis à vis des acteurs politiques, afin de les valider. L'outil des '*calendriers*' et de '*protocoles*' sert à révéler un parcours à tracer de manière collective, pour atteindre l'objectif scientifique, académique et d'action.

La méthode du Jeu de Territoire a été mise à l'épreuve dans différents contextes et au niveau international (Lardon et Debarbieux, 2003 ; Batton-Hubert *et al.*, 2008 ; Lardon *et al.*, 2008 ; Lardon *et al.*, 2013 ; Albaladejo *et al.*, 2020).

Pour la mise en place d'une démarche de jeu, le travail avec les acteurs doit commencer environ 9 mois avant l'arrivée sur le terrain de l'équipe de recherche. Il est essentiel de consolider une alliance entre les chercheurs et 2 à 3 partenaires sur le terrain, qui sont des institutions ou acteurs du développement du territoire. Une convention n'est pas signée, mais un Comité de pilotage (COFIL) est

mis en place pour prendre les décisions importantes lors de la mise en œuvre de la prospective. La première étape du travail d'équipe consiste à formuler une question à traiter au cours de la prospective, définir le territoire et les acteurs concernés. Ce sont les trois composants essentiels à définir et négocier avec les acteurs locaux. La recherche d'une ample pluralité de voix est souvent mise en avant par la recherche, tandis que les acteurs partenaires peuvent avoir intérêt à visibiliser ou invisibiliser un acteur ou groupe en particulier (rôle politique).

L'originalité de cette méthode réside dans son caractère ludique et participatif, qui facilite l'expression des points de vue et la confrontation d'idées, tout en favorisant l'émergence de solutions innovantes. Le jeu de territoire a prouvé sa capacité à mobiliser les acteurs locaux autour d'une vision stratégique partagée, initiant ainsi une dynamique de changement positive pour le territoire. Les retours d'expérience montrent que cette approche renforce la volonté des participants de collaborer et de s'engager dans des actions concrètes pour le développement territorial (Lardon, 2013).

Pour chaque terrain, un ensemble d'outils conceptuels est mobilisé. Un Itinéraire méthodologique marque les étapes générales que l'équipe de recherche va mener dans la mise en place de la démarche. Dans un premier temps, des entretiens semi-directifs sont conduits pour obtenir des informations sur le territoire, les acteurs et leurs points de vue, leurs problématiques et les enjeux, et leurs idées, propositions d'actions et projets en cours ou à venir. La revue de sources d'informations secondaires, ainsi que les entretiens semi-directifs contribuent à la création des supports pour le Jeu de Territoire. L'ensemble de cartes, schémas et dessins des ateliers participatifs sont interprétés à l'aide d'une grille de Chorèmes. La méthodologie de la cartographie sociale et la technique des frises chronologiques, ont particulièrement été utiles pour certains ateliers. L'ensemble d'outils sont présentés à la suite, dans leur format générique.

4.2.1.1. *L'itinéraire Méthodologique (IM)*

L'itinéraire méthodologique permet de visualiser l'ensemble des tâches réalisées tout au long du processus de co-construction d'un diagnostic partagé (Houdart et Lardon, 2022). Il s'agit d'un outil pédagogique qui rend visible les étapes, objectifs et d'autres niveaux d'organisation d'une démarche, étales dans le temps. Moquay *et al.* (2001) insistent sur un séquençage d'actions et de discussions afin de reconstruire le chemin suivi pour aboutir à une 'représentation spatiale partagée'. Tandis que (Deffontaines et Lardon, 1994) mettent l'accent sur l'articulation de méthodes et l'ordre dans lequel elles ont été déployées. Houdart et Lardon (2022) définissent l'itinéraire méthodologique pour un travail de thèse comme, *'l'articulation de différentes méthodes permettant le recueil et l'analyse d'un matériel pour répondre à une question de recherche, en considérant qu'il n'y a pas une seule méthodologie, mais des combinaisons de méthodes [...] et que les résultats ne sont pas les mêmes selon l'ordre dans lequel on enchaîne ces méthodes'* (p. 17).

Dans la mise en place d'une démarche de Jeu de Territoire, l'IM en lignes générales est divisé en trois étapes incontournables. Il commence par une phase préparatoire au cours de laquelle les acteurs sont contactés pour la première fois, la méthodologie est proposée, les questions ou hypothèses de recherche sont discutées et le problème est défini pour un territoire donné. La deuxième phase consiste à réaliser une prospective participative, dans le cadre de différents ateliers et activités qui permettent de connaître les visions des acteurs et d'identifier des pistes d'action. Enfin, la dernière phase est celle du 'suivi' afin d'assurer la mise en œuvre des actions à mener dans le temps. A ce stade, l'appropriation politique par les acteurs associés peut être observée et la recherche contribue spécifiquement à l'accompagnement et à la capitalisation des expériences.

4.2.1.2. *Des entretiens semi-directifs*

L'enquête est une méthode de recherche en sciences sociales, utilisée en géographie pour collecter des données directement auprès des individus, groupes ou communautés. La méthode inclut des techniques telles que les questionnaires, les interviews ou les observations. Lorsque l'on réalise une enquête, il est important de définir l'échantillon de population à interroger, de déterminer les questions à poser et de concevoir un questionnaire clair et cohérent. Il est également crucial de prendre en compte les facteurs de biais potentiels, tels que la représentativité de l'échantillon, le biais de réponse ou la formulation des questions. L'objectif de l'enquête est de recueillir des informations sur un sujet spécifique. Ces informations doivent être analysées pour déterminer les résultats de l'enquête. Les analyses peuvent être qualitatives ou quantitatives, et les résultats peuvent être présentés sous forme de tableaux, de graphiques ou de rapports. Ces résultats peuvent être utilisés pour comprendre les attitudes, les comportements, les préférences ou les expériences des personnes interrogées. Les enquêtes peuvent fournir des informations précieuses sur la façon dont les gens interagissent avec leur environnement et sur les problèmes qu'ils rencontrent. Elles peuvent également servir à étudier les pratiques économiques, les modèles de mobilité et les dynamiques sociales dans différentes régions géographiques.

Les entretiens sont réalisés au début, dans la phase de préparation des ateliers prospectifs, et après, pour creuser plus certains sujets. Un guide d'entretien est établi en fonction du cadre d'analyse (cf. chapitre 3) pour aborder la question des relations urbain-rural. Ce guide sert à ne pas oublier d'explorer les différentes dimensions du cadre d'analyse, mais pendant les échanges d'autres questions émergent également.

L'entretien commence par une question plus ouverte relative à la personne interviewée et à son parcours. L'intérêt de ce premier moment est de comprendre d'où la personne parle, quelle est sa formation, ses expériences de vie, influences, charge familiale et son contexte d'action (personnel et professionnel). Il s'agit d'une approche empathique. Des aspects de la vie privée ou du projet de vie de la personne sont en grande partie abordés dès le début de l'entretien.

Dans un deuxième temps, l'entretien aborde des questions relatives au projet ciblé, avec comme prémisse les trois dimensions de l'intégration urbain-rural : acteurs, activités et espaces. Les enjeux associés au projet ainsi que les actions individuelles ou en collaboration avec d'autres acteurs du territoire sont en particulier explorés. Cette partie de l'entretien concerne les aspects techniques et moyens déployés dans la mise en place des actions.

Enfin, les questionnements abordent la dimension prospective, une projection dans l'espace-temps à venir, pour envisager les souhaits, les craintes, les projets et actions envisagés. Il s'agit d'une dimension idéale, où les aspects discursifs et les positions politiques sont au premier plan.

4.2.1.3. *Revue de sources d'informations secondaires*

Les dispositifs de recherche-formation-action mis en place s'inscrivent dans des trajectoires d'action, des plans ou stratégies précédentes, dont on garde plus ou moins trace. La disponibilité de documents de projet, de comptes-rendus, d'études ou travaux réalisés, inventaires, ou autres sources d'informations secondaires qui puissent être fournis par les acteurs sont à recueillir et analyser.

D'autre part, sur le territoire concerné, il est important de consulter des recensements statistiques, documents de planification officiels (SCoT, PLUi), réglementations (lois, Natura 2000), cahiers de charges, programmes spécifiques, entre autres. Voir liste détaillée en annexe 2.

L'analyse des documents commence par une lecture rapide afin de parcourir les différents volets et ensuite les informations pertinentes en fonction du cadre d'analyse sont retenues. En particulier, les graphiques, cartes, et schémas sont d'utilité, pour repérer les dynamiques et structures du territoire.

4.2.1.4. *Les ateliers de jeu de territoire*

Le moment de l'atelier est le point clé de la démarche. Le jeu de territoire se déroule en trois étapes principales (Lardon, 2013). La première étape consiste à réaliser un diagnostic du territoire en identifiant les enjeux actuels. Cette phase permet aux participants de partager leurs représentations et de construire une compréhension commune des défis à relever. La deuxième étape encourage les acteurs à imaginer des scénarios d'évolution du territoire, en envisageant différentes perspectives de développement. Enfin, la troisième étape se concentre sur la définition des actions possibles, en cadrant les initiatives à prendre pour atteindre les objectifs stratégiques identifiés.

Pour la première étape du diagnostic, les acteurs sont munis de 'fiches thématiques', qui correspondent à toutes les dimensions de la question centrale, abordées selon les informations recueillies par l'équipe de recherche. Aussi bien les entretiens auprès des acteurs, donnant lieu aux données 'chaudes', que la revue de sources d'informations secondaire, des données 'froides', permet de créer les fiches thématiques. Les termes 'chaud' et 'froid' en référence aux données, font référence au caractère 'objectif' ou 'objectivable' de l'information en question. Par exemple, les données statistiques sont considérées comme des 'données froides', tandis que le récit d'un acteur est rentré dans la catégorie des 'données chaudes', qui ont un caractère subjectif.

L'atelier requiert des rôles clairement assignés à l'équipe de recherche pour mener à bien la démarche. Les acteurs participants sont répartis dans des tables préparées au préalable, et chaque table est animée et observée par des membres de l'équipe de recherche dès l'arrivée des acteurs. Les acteurs commencent dans la première étape par une lecture des fiches thématiques. Ensuite chaque acteur doit prendre la parole à son tour et énoncer aux autres une information la plus importante à retenir de la fiche qu'il a en main. Une discussion collective autour de ce sujet lancé s'installe, l'animateur doit veiller à distribuer la parole et demander à l'acteur qui a présenté la fiche de dessiner sur la carte l'information retenue. Le tour de table est complété avec la prise de parole successive de chacun de joueurs. L'étape de scénario est un échange libre, seulement l'animateur est attentif à que tout le monde puisse s'exprimer et prendre correctement la parole. Pour remplir les fiches d'action de la troisième étape, l'animateur doit veiller à que les acteurs fournissent bien les informations de la fiche.

4.2.1.5. *Cartographie sociale*

La cartographie sociale (Diez Tetamanti, 2018) est une méthode de construction collective relativement récente en Amérique Latine. Il s'agit d'un *processus de construction collective de cartes où l'on produit de nouveaux sens spatiaux, en dessinant collectivement la vision future du territoire, la vision actuelle et ce qui a changé*. En pratique, le moment de dessin collectif est orienté par un guide ou 'derrotero' préparé au préalable, structuré en trois étapes clés (vision actuelle, future et changements) distinguées par différentes couleurs. Les acteurs disposent d'une grande feuille blanche et des feutres, ils sont assis au sol, ils suivent les trois étapes, mais ils peuvent revenir aux étapes précédentes durant l'atelier. Finalement, chaque groupe présente en plénier aux autres son dessin. Un débat final entre les personnes présentes est animé par le chercheur. Le résultat est le processus lui-même d'interaction généré entre les participants et les débats autour de la carte.

Le 'derrotero' '*est une séquence d'aspects qui peuvent être cartographiés et référencés avec un ordre scénique qui peut être systématisé*' (Diez Tetamanti, 2018). Pour la construction d'un derrotero', il est très important de tenir compte des éléments suivants : la clarté de l'interprétation qui permet la

création de cartes et leur lisibilité ultérieure ; l'interaction entre le groupe organisateur et les groupes locaux impliqués afin de négocier des intérêts communs ; la création de plans communs, c'est-à-dire l'utilisation de mots et de concepts qui rassemblent des sujets divers pour converger vers des manières hétérogènes d'organiser le territoire.

Cette méthode n'a été mobilisée que sur le terrain en Argentine pour la thèse, notamment la réalisation d'un des ateliers participatifs des villages. En 2022, elle a aussi été mobilisée en France dans le cadre du module démarches participatives et l'échange facilité par le programme PREFALC, sur le terrain PTCE TURFU Productions. J'ai participé à ce travail en tant qu'enseignant, mais ce terrain n'est pas pris en compte dans les analyses de cette thèse.

4.2.1.6. *Frise chronologique / des trajectoires*

La méthode des trajectoires ou frises chronologiques implique une représentation graphique des événements et des changements au fil du temps. Cette approche nécessite une sélection minutieuse des événements, une organisation chronologique, une analyse des tendances et une interprétation des résultats. Elle permet également de situer les événements dans un contexte spatial, ce qui permet de prendre en compte l'échelle à laquelle les phénomènes se manifestent (Iceri, 2019). Cette méthode peut être utilisée pour comprendre l'évolution des phénomènes sociaux dans divers contextes, ainsi que pour analyser les changements sociaux, économiques et environnementaux survenus dans une région ou un territoire donné, en identifiant les facteurs qui ont influencé ces changements. Elle permet également de repérer des périodes historiques significatives dans les analyses et en dégager des séquences temporelles (Houdart *et al.*, 2015). Principalement appliquée dans l'un des villages argentins, cette méthode s'est appuyée sur les connaissances historiques des acteurs locaux pour synthétiser les dynamiques engendrées par les interventions sur le terrain.

4.2.1.7. *Modélisation spatiale par les chorèmes*

La méthode de chorèmes (Lardon et Piveteau, 2005 ; Lardon *et al.*, 2007) repose sur l'utilisation de modèles graphiques afin d'identifier les principes organisateurs de l'espace et de les représenter de manière explicative. Cette approche se compose de deux composants principaux : une série de 7 modèles graphiques agissant comme un 'vocabulaire', et une série de 4 registres de questionnements agissant comme une 'grammaire'. Les modèles graphiques représentent les sept chorèmes fondamentaux, à savoir le maillage, le quadrillage, la hiérarchie, le contact, le tropisme, l'attraction et la dynamique territoriale. Les registres de questionnements analysent les modèles fondamentaux selon les champs et l'opération d'énumération, les échelles et l'opération d'emboîtement, les interactions spatiales entre les sous-zones et les sous-systèmes, ainsi que les dynamiques temporelles affectant le territoire.

Dans sa version la plus récente, le tableau chorématique proposée à eu trois adaptations (Lardon *et al.*, 2007), la première est une distinction entre 'ce qui relève des structures de l'espace et ce qui relève de ses dynamiques' (Deffontaines *et al.*, 1990), et distinguer ce qui est de l'ordre du 'transformable'. La deuxième est de passer les concepts relatifs aux principes organisateurs de l'espace à l'énoncé des principes sous forme de questionnements, qui permet passer de la description de l'espace à une forme de raisonnement spatial (Mérenne-Schoumaker, 2017). L'élaboration de la grille simplifiée (Figure 1) spécifique aux questions d'aménagement des territoires est la dernière adaptation.

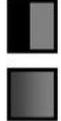
 Maillage	 Quadrillage	 Hiérarchie	 Contact
Comment se fait le découpage du territoire ?	Comment le territoire est drainé et irrigué ?	Qu'est-ce qui organise le territoire ?	Comment se différencient les espaces ?
Découpage administratif, zonage institutionnel, espace d'appartenance, emboîtement d'échelles	Réseaux, axes structurants, voies de communication	Objet qualifié selon son importance au sein du territoire (échelle de valeur, présence/absence, etc.)	Espaces différenciés traduisant une multifonctionnalité, une valorisation ou une ségrégation/solidarité
 Tropisme	 Attraction	 Dynamique territoriale	
Quelles sont les circulations préférentielles ?	Quelles sont les polarisations prépondérantes ?	Comment ça bouge ? Comment se transforme le territoire ?	
Circulation, déplacement, flux (de biens, de personnes, d'informations, etc.)	Polarisation ou rayonnement	Transformation du territoire extension, régression, stagnation. + recomposition territoriale (institutionnelle)	

Figure 1 : Tableau chorématique des sept modèles graphiques élémentaires. *Source : Lardon, 2007.*

Cette méthode enrichit le diagnostic territorial en fournissant des éléments concrets, facilement appréhendables et essentiels. Elle a été appliquée à toutes les étapes d'analyse et de restitution des projets développés par les acteurs lors de chaque jeu de territoire.

4.2.1.8. Observation participante

L'observation participante (Soulé, 2007) est une technique de recherche dans laquelle le chercheur est en immersion totale dans son terrain, en interagissant de manière prolongée avec les acteurs. L'avantage de cette approche réside dans sa capacité à produire des données riches (subjectives et détaillées), en vivant la réalité des sujets observés, participant au même titre que les acteurs, et comprenant ainsi des mécanismes qui seraient difficilement accessibles depuis une position extérieure. Cette méthode implique donc une immersion totale du chercheur dans son terrain d'étude. Soulé (2007) distingue la participation observante comme une forme d'observation participante, caractérisée par une implication intense, personnelle et intellectuelle, où la participation est priorisée par rapport à l'observation. Il s'agit d'une approche plus intense nécessitant un engagement actif et en même temps d'une réflexion critique de la part du chercheur. Malgré l'implication profonde, le chercheur conserve une distance critique, permettant une observation et une analyse réflexives des pratiques et interactions.

Cette posture est adoptée dans les deux terrains de thèse, plus orientée par l'observation pour le cas de l'Ecopôle, étant un projet en état avancé, avec une participation importante d'acteurs et un grand nombre d'actions en cours et des idées explorées avant mon arrivée sur le terrain. Dans le cas de Tandil, nous avons organisé la participation, mettant en lien des acteurs qui n'avait pas travaillé ensemble avant et étant force de proposition à chaque étape de la démarche.

4.3. Des opportunités de terrain : consolidation d'une thèse partagée entre la France et l'Argentine

La thèse a été dès le départ répartie sur deux pays. D'une part, l'intérêt est porté par AgriteRRIs du fait de la possibilité de comparaison et de collaboration entre deux pays membres du réseau. D'autre part, ce choix est dû à mon intérêt personnel de travailler en France, et de la possibilité de me déplacer sur des périodes conséquentes (six mois en France, six mois en Argentine). Une fois établi l'intérêt pour travailler à l'international, un deuxième choix concerne la méthode du Jeu de Territoire. Après l'avoir expérimenté plusieurs fois, je l'ai considérée riche et d'un potentiel d'innovation que j'ai désiré explorer. Le troisième choix concerne les lieux de la thèse, parmi plusieurs options envisagées au départ, j'ai choisi de travailler sur des projets de territoire situés autour des villes de Clermont-Ferrand en France et de Tandil en Argentine.

Une fois la thèse démarrée, les cas à étudier dans ces terrains se précisent. Sur la fin de la première année (2021) le premier cas, l'Ecopôle, est défini. C'est dans la deuxième année de thèse (2022) que l'ensemble des villages du district de Tandil en Argentine est fixé comme second cas d'étude, accompagné du choix d'un terrain d'échelle différente. L'idée de faire un troisième terrain à une autre échelle en France a été explorée, mais finalement elle n'a pas été retenue dans la thèse, car cela n'a pas semblé nécessaire.

L'ensemble de choix est lié à des opportunités très concrètes, à la trajectoire et au réseau de mes directeurs de thèse et aux résultats de travaux de recherche précédents.

4.3.1. L'acquisition d'une expérience à travers des Jeux de Territoire dans d'autres terrains

L'expérience du Jeu de Territoire dans la localité de Maria-Ignacia Vela (2020) est organisée dans le cadre du *'Master en processus d'innovation locale et de développement rural - PLIDER'*, coordonnée par Christophe Albaladejo. L'équipe de recherche est constituée par les chercheurs AgriteRRIs d'Argentine, de France et du Brésil, les étudiants du Master PLIDER, l'UNICEN et la Municipalité de Tandil. Nous avons réalisé un travail de prospective territoriale participative centré sur l'intégration du village à la ville, en articulation aux espaces voisins, en s'appuyant sur les capacités d'actions internes au village, basées sur l'identité, la coopération et ses forces productives. La question posée au cours de l'atelier participatif était : *'Quel sera le rôle de la localité de María Ignacia-Vela dans la dynamique des activités rurales et urbaines du district de Tandil au cours des 20 prochaines années ?'* Des enseignants-chercheurs et acteurs français sont venus en Argentine pour contribuer avec leur expertise et point de vue externe : Lise Lalanne, la directrice de l'association Régie de Territoires de Deux Rives ; Marie Houdart, chercheuse à l'INRAE (UMR Territoires) ; et Sylvie Lardon chercheuse à l'INRAE et AgroParisTech (UMR Territoires), qui revient en Argentine pour coordonner cette nouvelle expérience du Jeu de Territoire.

Après six expériences de dispositif recherche-formation-action et de conception des Jeux de Territoire entre la France et l'Argentine (Figure 2), le choix a été fait de mobiliser, au centre de mes méthodes, l'approche du Jeu de Territoire (Lardon *et al.*, 2006 ; Lardon *et al.*, 2008a ; Lardon *et al.*, 2008ab ; Lardon, 2013). Cette méthode associe des acteurs à la recherche, vise la formation et la montée en compétences de tous les participants. À la suite de chaque expérience, un rapport est rédigé, un document qui reprend les enjeux du territoire et pistes d'action concrètes proposées par les acteurs participants. Le Jeu de Territoire vise à améliorer les conditions d'action locale, à garantir le portage politique des réflexions collectives conduites, voire à envisager une stratégie planifiée de développement territorial.

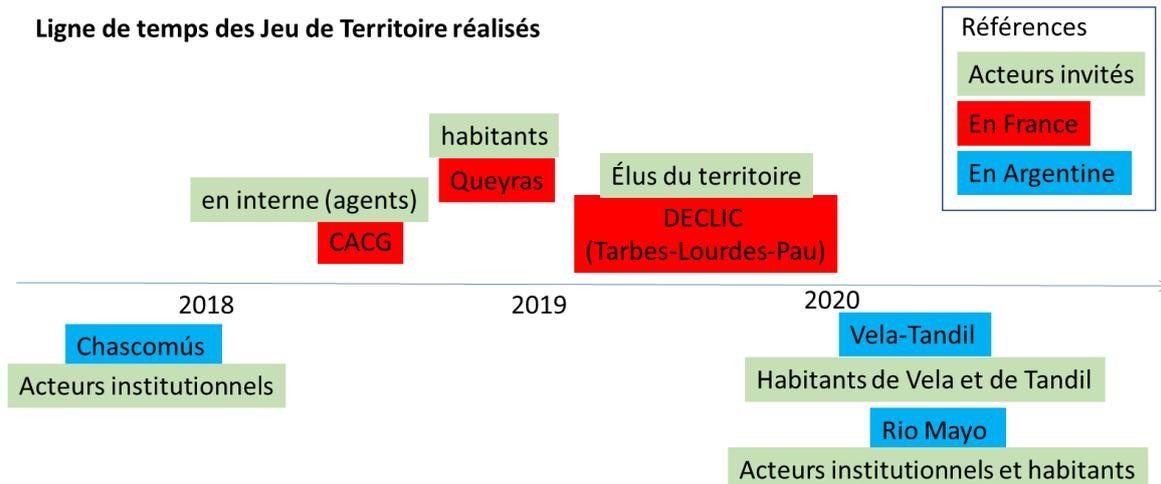


Figure 2 : Ligne de temps des six jeux de territoire réalisés avant la thèse. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Chaque expérience est riche en apprentissages. Le jeu de territoire réalisé avec la Compagnie d'Aménagement de Coteaux de Gascogne CACG, non pas dans une localité cette fois, mais en interne à l'entreprise, a permis l'interconnaissance entre agents de différents secteurs de l'entreprise, et pour la plupart de découvrir les dynamiques du territoire, dimension qui ensuite pourra mieux être intégrée dans leurs projets d'experts. Avec la CACG, nous avons démarré une dynamique en externe, avec les acteurs locaux. Un jeu de territoire est réalisé dans le cadre de la démarche 'Développement d'Espaces de Coopération Libre pour L'Intelligence Collective' (DECLIC). Les acteurs du territoire sont conviés à la 'Co-construction d'un diagnostic prospectif partagé et des pistes d'actions opérationnelles pour l'espace rural-urbain « Tarbes-Lourdes-Pau »'. Une autre expérience d'application du jeu de territoire en France est réalisée dans le PNR du Queyras dans le cadre du module démarches participatives, coordonnée par Sylvie Lardon. Le travail s'intéresse aux 'habitudes alimentaires et aux formes d'organisation territoriale' dans le contexte spécifique des Alpes françaises. Il met en évidence la 'dimension fédératrice de l'alimentation' dans un territoire qui combine un espace urbain autour de la petite ville de Guillestre et un espace rural de la montagne du Queyras (Bletterie et Lardon, 2021).

4.3.2. L'opportunité d'un terrain de thèse favorable à la recherche-action

En France, en 2020, plusieurs opportunités sont saisies. Au départ, la CACG était partante pour co-financer une demi-bourse de thèse entre la France et l'Argentine sur le sujet de l'agriculture et l'alimentation comme leviers d'intégration urbain-rural. Un premier projet est déposé pour une demi-bourse à l'INRAE en France. En parallèle un autre projet pour une demi-bourse entière est déposé au CONICET en Argentine. Des changements importants à la CACG ne permettent pas d'assumer l'engagement dans les temps prévus, et d'autres options sont explorées en France.

En lien avec les acteurs autour de Clermont-Ferrand, deux solutions se présentent pour remplacer la demi-bourse de la CACG : d'une part l'association Régie de Territoires de Deux Rives, un acteur clé au niveau local dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle et du développement rural, d'autre part le CISCA, association soutenue par Clermont Auvergne Métropole, qui allait accueillir plusieurs doctorants. Les deux alternatives portent un intérêt pour la recherche-action et le sujet initial.

La demi-bourse INRAE est obtenue, en même temps que la bourse du CONICET. Les conditions de chaque bourse sont évaluées. La bourse CONICET ne permettait pas l'accumulation avec d'autres financements, ce qui aurait empêché de concrétiser le projet entre la France et l'Argentine. Ainsi, la

demi-bourse INRAE a été retenue et l'option de co-financement de la Régie de Territoires de Deux Rives est priorisée, étant disponible immédiatement, à la différence du CISCA.

Une fois choisie la Régie de Territoires de Deux Rives comme acteur partie-prenante du financement de la thèse, le Comité de Direction de l'association propose un terrain pour la thèse. C'est ainsi que l'Ecopôle devient la première option de terrain de thèse.

4.3.3. Le deuxième terrain de thèse en Argentine : le choix de Tandil parmi trois villes intermédiaires

En Argentine, le réseau AgriteRRIs mène des recherches situées depuis plusieurs années. Un type de terrain privilégié pour étudier la thématique des relations ville-campagne sont les villes intermédiaires. Sous cette hypothèse, trois villes intermédiaires de caractéristiques similaires à la contrepartie française sont explorées pour le terrain en Argentine. De fait mon travail de thèse s'inscrit en Argentine dans le projet A329 intitulé : *'Le développement en fragments : les nouveaux rôles des villes et des petites villes dans la diversité et la coprésence des modèles de développement agricole en Argentine'*. Le projet déposé au CONICET avait prévu une étude comparative entre les villes de Tandil, Junin et Chascomús. Le choix de ces trois villes de la région pampéenne est lié au travail préalable dans le cadre du programme ECOS Sud⁷¹ Argentine-France, dirigé par Susana Sassone et François Taulelle, réalisé entre 2017 et 2021 sur le sujet des villes moyennes et leurs articulations avec les zones rurales proches.

Tandil comporte un intérêt particulier du fait de la présence de la coordinatrice AgriteRRIs de l'axe liens ville-campagne, Marcela Petrantonio, basée à Tandil. En plus, j'ai eu une première entrée au terrain par le travail préalable à Vela-Tandil, en 2020, avec la participation de la Régie de Territoires. L'accès aux acteurs est facilité par la trajectoire de projets AgriteRRIs et de chercheurs-acteurs du réseau basés à Tandil.

La Municipalité de Tandil est l'acteur qui a facilité l'entrée sur le territoire. En particulier, Marcela Petrantonio, qui joue un double rôle en tant qu'acteur, au Secrétariat du Développement Productif et Relations Internationales de la mairie de Tandil, et en tant que chercheur, professeure à l'Université de Mar del Plata (UNMDP) et membre d'AgriteRRIs. En plus, dès le départ et en cohérence avec la politique de *gestion associée à Tandil*, la municipalité a proposé à l'UNICEN et à l'agence INTA locale de participer à la recherche, l'INTA étant de surcroît membre d'AgriteRRIs. Une grande partie des activités participatives a été organisée avec l'aide des partenaires locaux, ils nous ont fourni des ressources humaines et financières⁷² utiles au bon déroulement du dispositif. La dynamique participative au niveau local a permis de nombreuses rencontres et la possibilité de consolider des contacts précieux dans le domaine de l'étude.

Un intérêt pour les villages ruraux est rapidement défini avec nos partenaires de la recherche à Tandil dès les premières réunions et visites de terrain de Christophe Albaladejo et Laura Jimenez en 2019. Parallèlement, le cas sur notre terrain en France, l'Ecopôle, un projet de renaturation d'une ancienne carrière, a été défini par le partenaire de terrain. Bien que les villages étaient déjà au cœur du projet AgriteRRIS (Projet UNLP A329 et premiers contacts AgriteRRIs avec Tandil), j'ai pris le temps d'explorer les possibilités de prendre un cas d'étude autour des carrières, importante dans le district. Cependant au moment du travail exploratoire (les trois derniers mois de 2021), les projets actuels de la Municipalité et de l'UNICEN, n'étaient pas encore existants. Ce qui m'a conduit à l'option finalement

⁷¹ Programme Evaluation-orientation de la COopération Scientifique. ECOS Sud 2023 - Argentine | Institut des Amériques (institutdesameriques.fr)

⁷² La mise à disposition de salles, et lieux de travail, réservation de salles dans des lieux publics, transport, ...

de travailler avec plusieurs villages ruraux, et même finalement de fixer comme cas d'étude l'ensemble des villages du district.

4.3.4. Un troisième terrain de thèse potentiel pour un changement d'échelle : la ville de Thiers

Le caractère très circonscrit du projet de l'Ecopôle⁷³, nous conduit à explorer l'idée d'incorporer un troisième terrain de thèse en France. En début de la deuxième année de thèse, l'option d'incorporer la ville de Thiers comme terrain de thèse se présente. Il s'agirait de monter à l'échelle territoriale pour regarder les relations urbain-rural à échelle d'une ville 'petite', - voire intermédiaire -. Le partenariat avec Thiers est existant, mais cela aurait demandé beaucoup de temps supplémentaire pour suivre ce 3° projet, alors que nous pouvions constater que le cas de l'Ecopôle pouvait parfaitement me conduire à une certaine montée en généralité.

Le choix est donc fait de rester sur l'analyse de l'Ecopôle en relation avec le territoire du PAT (Chapitre 5 résultats Ecopôle). Ce choix est fait car nous avons considéré que l'Ecopôle rend bien compte d'une diversité de relations urbain-rural et comporte la dimension territoriale du fait de son inscription dans le PAT. En fait, c'est comme dans le terrain de Tandil : le cas est l'ensemble des villages mais le focus est fait sur deux projets précis. Dans le terrain de Clermont, le cas est l'Ecopôle qui fait partie d'un ensemble de projets cohérent du PAT. Le choix est fait en appliquant le principe de simplicité, du fait de deux terrains pertinents qui sont rapidement repérés et accessibles. La recherche d'autres terrains n'avait plus de sens, en tenant compte du coût en temps pour les trouver et en plus d'avoir à établir un nouveau partenariat. Le principe de 'premier terrain pertinent' est central.

En janvier 2022, les auditeurs du mastère spécialisé® ACTERRA d'AgroParisTech travaillent sur l'Ecopôle et sur le Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée⁷⁴ de Thiers. Je participe à leur enquête sur le terrain comme co-encadrant, avec Sylvie Lardon, du module de démarches participatives de la formation ACTERRA. Des entretiens sont réalisés auprès des acteurs institutionnels, élus et techniciens des collectivités, et des acteurs socioéconomiques (différents modèles d'entreprises).

Le module de démarches participatives de la formation ACTERRA est jumelé au programme PREFALC, dans AgriteRRIs, qui facilite les échanges entre la France, le Brésil et l'Argentine. Il s'agit d'un 'programme de coopération universitaire qui vise à développer les échanges et les opportunités de formation entre les établissements d'enseignement supérieur français, latino-américains et/ou caribéens'⁷⁵. Cela a permis l'intervention d'enseignants-chercheurs de l'Argentine et du Brésil au module. J'ai participé en intégrant l'équipe pédagogique, et dans l'accueil des enseignants-chercheurs. Les étudiants ont élaboré une 'cartographie sociale' sur le PTCE TURFU Productions en Val D'Allier, à l'occasion de la visite en France de Juan Manuel Diez Tetamanti, porteur de la méthode de la cartographie sociale en Amérique latine. Ils ont aussi organisé un jeu de territoire le 26 janvier, le territoire de la prospective concerne le Grand Clermont, la partie nord du PNR Livradois-Forez. Les six acteurs associés au PTCE TURFU Productions sont marqués sur le fond de carte fourni aux participants. J'ai participé à cet atelier, considéré comme un acteur de la recherche dans ce territoire.

Dans l'intérêt partagé d'une coopération entre la France et l'Argentine, une invitation de certains acteurs locaux est réalisée dans le cadre d'AgriteRRIs, notamment pour participer à la mission Tandil en août 2022. Le Maire de Thiers, Stéphane Rodier, montre un intérêt particulier pour participer au

⁷³ En relation à l'empreinte territoriale, l'ancrage du projet sur un site

⁷⁴ TZCLD : une nouvelle activité en développement à Thiers-Entreprise - Ville de Thiers (ville-thiers.fr)

⁷⁵ Programa Regional Francia América Latina-Caribe (PREFALC) - Instituto francés de Argentina (ifargentine.com.ar)

dispositif, rencontrer des acteurs locaux à Tandil en Argentine, et avancer dans l'intention d'établir une coopération décentralisée, en particulier dans le secteur de la coutellerie, compte-tenu de l'organisation, à Tandil, en 2024, des journées mondiales de la coutellerie, dispositif initié par Thiers en 2018. Le premier semestre de 2022 est donc dédié à la préparation du travail de terrain en Argentine. Le travail lié à la mission Tandil concerne en amont : la conception de protocoles scientifiques, l'organisation à distance de l'accueil de l'équipe de recherche à Tandil ainsi que le déplacement de l'équipe et des étudiants sur le terrain, la réalisation des COPILs et d'autres instances d'échange avec les chercheurs et acteurs associés au dispositif.

Toutes ces activités concentrées dans les premiers mois de 2022 contribuent au choix de rester sur les deux terrains initiaux pour la thèse. La possibilité d'étudier Thiers sous le prisme de l'intégration urbain-rural sera saisie par la suite par d'autres chercheurs sur les bases du travail réalisé. D'ailleurs en 2023, une thèse a démarré à Thiers sur le sujet '*Territoires apprenants, entre reconnaissance internationale et démarches opérationnelles territoriales d'apprentissage : Regards croisés à Clermont-Ferrand et Thiers*'⁷⁶, co-encadré par Sylvie Lardon. Le territoire de Thiers pourrait se servir du cadre d'analyse de l'intégration urbain-rural appliqué à l'échelle de la ville et ses villages à Tandil (Chapitre 6 résultats Tandil) et aussi à l'échelle de l'Ecopôle, en relation avec la Métropole Clermontoise, car malgré la différence de taille, Thiers est dans une position relative 'intermédiaire' dans son système urbain.

A partir de 2023, un projet de Coopération Décentralisée entre Thiers et Tandil est mis en place, financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), dans le cadre de l'Appel à projets Amérique Latine et Caraïbes⁷⁷. Le sujet de cette coopération est le secteur de la coutellerie, le projet présenté lors de la candidature est intitulé '*Synergies et complémentarités entre la coutellerie de deux continents*'. Fin 2023, une délégation de Tandil est venue à Thiers dans le cadre du projet, j'ai contribué à son accueil.

4.3.5. Des projets de recherche et opportunités de coopération internationale

La thèse a bénéficié de l'inscription dans plusieurs projets de recherche, soit par une correspondance à la thématique des liens ville-campagne, soit comme support de financement des activités de la thèse, soit par l'intégration au réseau d'acteurs et chercheurs associés aux projets respectifs.

Le Réseau de Recherche International AgriteRRIs trouve son origine dans une histoire de coopération scientifique de plus de 22 ans sur les thèmes du développement rural et agricole entre la France, l'Argentine et le Brésil (Amazonie). Il a été formalisé en février 2007 par la signature d'un accord entre trois institutions françaises (Institut National de la Recherche Agronomique INRA, Université de Toulouse II Jean-Jaurès UT2J et Montpellier SupAgro) et quatre institutions argentines (Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria INTA, Universidad Nacional de La Plata UNLP, Universidad Nacional de Mar del Plata UNMdP et Universidad del Sur UNS). Cet accord a été renouvelé en février 2011 et en février 2015. L'Université Fédérale du Pará (UFPA, Brésil), le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement CIRAD et l'Institut de Recherche pour le Développement IRD (France) ont formellement rejoint le projet plus tard, entre 2012 et 2014.

Le Réseau de Recherche International AgriteRRIs, s'organise en quatre volets de recherche. L'un des axes de travail du réseau porte sur les 'liens ville-campagne' et en particulier sur le lien entre l'activité

⁷⁶ https://umr-territoires.fr/membre_du_lab/tawab-merveille/

⁷⁷ Appel à projets Amérique Latine et Caraïbes - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr)

agricole et la ville à travers les services et l'alimentation. Cet axe reprend l'hypothèse du projet de R&D A329 de l'Université nationale de La Plata (UNLP) sur le rôle des villes intermédiaires, et la développe à travers l'étude des formes d'agriculture à proximité de la ville (Albaladejo *et al.*, 2017 ; Albaladejo *et al.*, 2021 ; Albaladejo *et al.*, 2022).

Il analyse également la consommation urbaine des produits agricoles de proximité et l'offre de services de proximité aux différents modèles de développement agricole (familial, entrepreneurial, financier, etc.) présents. Le projet A329 s'intéresse aux espaces ruraux, en particulier aux hiérarchies urbaines et au rôle des petites et moyennes villes dans la région pampéenne. Ce projet de recherche étudie le rôle des centres d'activité agricole dans la coexistence entre différents modèles de développement agricole : villages, petites villes et villes intermédiaires. Les villes intermédiaires jouent un rôle particulier dans le projet dans la mesure où elles sont le seul endroit où les activités des différents modèles peuvent être régulées, puisque les institutions, les acteurs et les activités de ces modèles sont présents et capables d'interagir. Les villages, quant à eux, jouent un rôle plus important pour le modèle de l'agriculture familiale. L'hypothèse du projet A329 est que certains modèles de développement agricole font jouer aux villages et aux petites villes le rôle de centres de services agricoles, tandis que d'autres acquièrent une articulation plus diversifiée qui accompagne une manière différente de vivre en société et de peupler le territoire, faisant de ces entités géographiques des centres plus complexes de sociabilité et de projets de vie, ainsi que d'activités économiques et d'organisation politico-associative des mondes ruraux et agricoles.

Le projet ECOS SUD A16H01 (2017-2019) est intitulé '*Articulations socio-territoriales entre villes moyennes et zones rurales*'. Cette recherche repose sur une hypothèse centrale : celle du rôle déterminant des villes moyennes en interaction avec les espaces ruraux et agricoles dans les dynamiques de recompositions territoriales dans les deux pays étudiés. L'objectif est de démontrer que les villes moyennes existent au cœur des espaces ruraux et agricoles, qui jouent un rôle essentiel dans l'articulation, la concurrence et la complémentarité fonctionnelle des territoires. La notion de ville moyenne est imprécise car elle désigne des formes urbaines apparaissant dans l'entre-deux. Les critères quantitatifs, tels que la taille de la ville, apparaissent arbitraires et insuffisants car ils varient fortement d'un contexte à l'autre. Le travail de recherche proposé consiste à analyser deux dimensions de ces articulations : 1) La ville moyenne comme centre de services (économiques, techniques, culturels, politiques, etc.) pour un espace rural et agricole. Il s'agit ici de repérer les formes que prennent les relations entre l'espace urbain et l'espace rural environnant. En d'autres termes : comment les fonctions de la ruralité sont-elles révélées et assumées dans ces villes et quels sont les éléments ou les projets qui constituent des passerelles entre les deux types d'espace ? 2) Le second concerne la construction de projet de territoire et la coopération entre acteurs et entre territoires. Il s'agit d'analyser les modes de gouvernance innovants dans la relation entre la ville et son hinterland. La construction de projet de territoire nécessite en permanence de faire des choix entre des logiques différentes, voire antagonistes.

Le programme PREFALC, édition 2020-2023, portait sur la '*Prospective participative pour le développement territorial liant agriculture et villes moyennes en Argentine, au Brésil et en France*'. Des collègues chercheurs et professeurs du programme ont été contactés pour participer aux terrains en France (visite de l'Ecopôle, réalisation d'un Jeu de Territoire sur le PTCE TURFU Productions en Val d'Allier), et en Argentine, à la mission Tandil 2022.

Le projet de l'Union européenne Highlands3⁷⁸ aborde le problème du développement durable dans les zones de montagne. *‘L'objectif de HIGHLANDS.3 est de contribuer au ‘développement durable et inclusif dans les régions montagneuses : Innovation for Sustainable Development in Highlands (ISDH)’ par le biais d'une recherche et d'une innovation (R&I) collective et axée sur l'impact, basée sur le renforcement des capacités, le partage des connaissances, de l'expérience et des outils locaux et mondiaux. Il conduit un processus de co-innovation par le biais de ‘détachements : secondments’ et de ‘sessions de recherche et d'innovation (R&IS)’ impliquant des partenaires publics/privés et non universitaires, afin de construire une vision commune de l'ISDH, de renforcer les capacités des chercheurs, des gestionnaires, des utilisateurs, des décideurs politiques, comblant ainsi le fossé entre la recherche et le développement. Le projet HIGHLANDS.3 est constitué d'un réseau de 41 institutions, dont 30 partenaires européens (~35% non-académiques), et de chercheurs qualifiés et motivés, hommes et femmes, ainsi que d'acteurs locaux. Le plan de travail prévoit 8 R&I successives (5 en Europe, 3 en dehors) afin de promouvoir l'échange entre les participants en tant que fondement de l'innovation. Chaque R&I s'appuie sur les principes de l'apprentissage collectif et sur une approche systémique holistique, exposant les participants à un large éventail de visions du monde qui encourageront l'expérimentation de la pratique. Chaque R&I se concentre sur un aspect particulier du développement durable des régions montagneuses et inclut l'apprentissage collectif, la recherche collaborative et le renforcement des capacités en matière de collecte/analyse de données et de modélisation. Pour compléter les R&IS, des ‘détachements : secondments’ à long terme seront mis en œuvre pour permettre aux chercheurs et aux praticiens de se former en profondeur et de travailler ensemble sur des questions spécifiques identifiées par le consortium. Les données collectées sur les ISDH sont stockées dans une plateforme collaborative et interactive d'aide à la décision en ligne qui sera ensuite transférée aux réseaux de montagne existants.’⁷⁹ (traduit).*

Highlands3 a contribué au financement du travail de prospective à Tandil. Le système de Tandilia⁸⁰, d'origine précambrienne, est un trait distinctif des plaines pampéennes. Tandil fait partie de ce paysage. Ces caractéristiques confèrent au territoire des singularités liées au secteur productif/extractif : exploitation minière, agro-élevage et production laitière, ainsi qu'au secteur résidentiel/services : expansion immobilière et tourisme. Cela fait du territoire analysé un laboratoire d'étude pour l'énonciation des potentialités et des obstacles dans la construction d'opportunités intégrées, basées sur les expériences et les échanges. Les Sierras de Tandil acquièrent ainsi une importance pertinente pour Highlands.3, le lien entre les acteurs et les chercheurs étant un axe central du projet. En particulier, les liens entre la ville de Tandil (Argentine) et la ville de Thiers (France) ont été renforcés. Cette dernière est située dans une zone de montagnes et de volcans du Massif central en France, ce qui est propice à une future coopération.

4.4. Itinéraire méthodologique de la thèse et description des terrains de recherche

Pour vérifier l'hypothèse de l'intégration urbain-rural comme levier pour le développement territorial (cf. conclusion chapitre 3), la thèse cible deux pays agricoles et, en particulier, agro-exportateurs : la France et l'Argentine. Ces deux pays présentent des caractéristiques similaires d'un point de vue agricole et alimentaire, compte tenu de la diversité et de la coexistence de modèles de développement

⁷⁸ <https://www.highlands3.eu/>

⁷⁹ HIGHLANDS.3 – Collective Approach of Research and Innovation for Sustainable Development in Highlands (highlands3.eu)

⁸⁰ Le système de Tandilia est un groupe de sierras (petite montagnes) en Argentine d'une longueur d'environ 300 km.

(Albaladejo, 2017 ; Gasselin et al., 2021). Chaque pays s'insère dans des contextes régionaux différents (Mercosur et UE), et donc dans des contextes sociopolitique et juridique qui conditionnent différemment le développement territorial, en particulier les possibilités d'intégration urbain-rural. Les différences sont grandes au niveau des échelles (la taille de l'Argentine est six fois celle de la France), de la population (l'Argentine a la moitié de la population de la France) et de l'organisation politique (deux pays Républicains, une démocratie libérale et Etat décentralisé en France, une démocratie représentative et Etat fédéral en Argentine).

Cette partie aborde les études de cas. L'Ecopôle du Val d'Allier et le district de Tandil sont présentés dans leur propre contexte territorial. Les deux territoires sont caractérisés par des observations réalisées pendant les démarches localisées dans chaque pays, selon leurs dynamiques, structures, politiques et dispositifs territoriaux.

Cette section (4.4) est structurée de façon à présenter les deux terrains de thèse, composés d'un territoire et cas d'étude (focus des analyses). D'abord (1) l'itinéraire méthodologique général de la thèse est présenté pour comprendre les aller-retours entre la France et l'Argentine. Ensuite (2), est décrit le territoire de l'Ecopôle, à proximité de la Métropole de Clermont-Ferrand, dans le département du Puy de Dôme en France. Une troisième sous-section (3) présente le territoire de Tandil, un district composé d'une ville intermédiaire et de villages ruraux, dans la Région Pampéenne en Argentine. La dernière sous-partie (4) est consacrée aux trois dispositifs de recherche-formation-action montés sur chaque terrain de thèse, un pour l'Ecopôle et deux pour Tandil.

4.4.1. Itinéraire méthodologique de la démarche en général entre la France et l'Argentine

Un Itinéraire Méthodologique (IM) général de la thèse (Figure 3) permet de rendre compte des allers-retours entre les deux pays et des apports réciproques des deux terrains. Deux logiques et postures différentes sont utilisées, d'abord la participation dans un projet collectif pour appréhender le phénomène à partir d'un objet qui matérialise des interactions urbain-rural sur le territoire de l'Ecopôle et ensuite un dispositif d'application basé sur la même méthode et le même cadre d'analyse pour provoquer des interactions urbain-rural à Tandil.

La thèse démarre avec un premier terrain en France, qui permet de consolider le cadre d'analyse qui guide le choix de terrain à Tandil en Argentine, lors du terrain exploratoire sur la fin de 2021. Au début du deuxième année de thèse, les premiers résultats de l'Ecopôle sont systématisés, et valorisés dans un colloque IGU CSRS en Egypte⁸¹. Le troisième terrain de thèse en France est à ce moment-là exploré, mais finalement n'est pas pris en compte. Entre temps les protocoles scientifiques pour le terrain de Tandil sont conçus et validés sur la fin du premier semestre de 2022, avant le départ en Argentine. Le deuxième semestre est consacré à la prospective à Tandil et le suivi d'action. L'année 2023 est consacrée à l'analyse des résultats, avec une dernière venue en Argentine pour restituer une partie des résultats de la thèse et participer à la formation PLIDER à Gardey. Par la suite, les résultats de Tandil sont valorisés lors d'un colloque IGU CSRS en Pologne⁸². Les mois qui suivent sont consacrés à la rédaction d'articles scientifiques (deux articles envoyés, en presse) et à la rédaction du manuscrit de la thèse.

⁸¹ 29th colloquium of the Commission for the Sustainability of Rural Systems of the International Geographical Union in Egypt, February 28 - March 4, 2022.

⁸² 30th Annual Colloquium of the Commission on the Sustainability of Rural Systems (CSRS) of the International Geographical Union (IGU) in Lodz, Poland 5-9 June 2023.

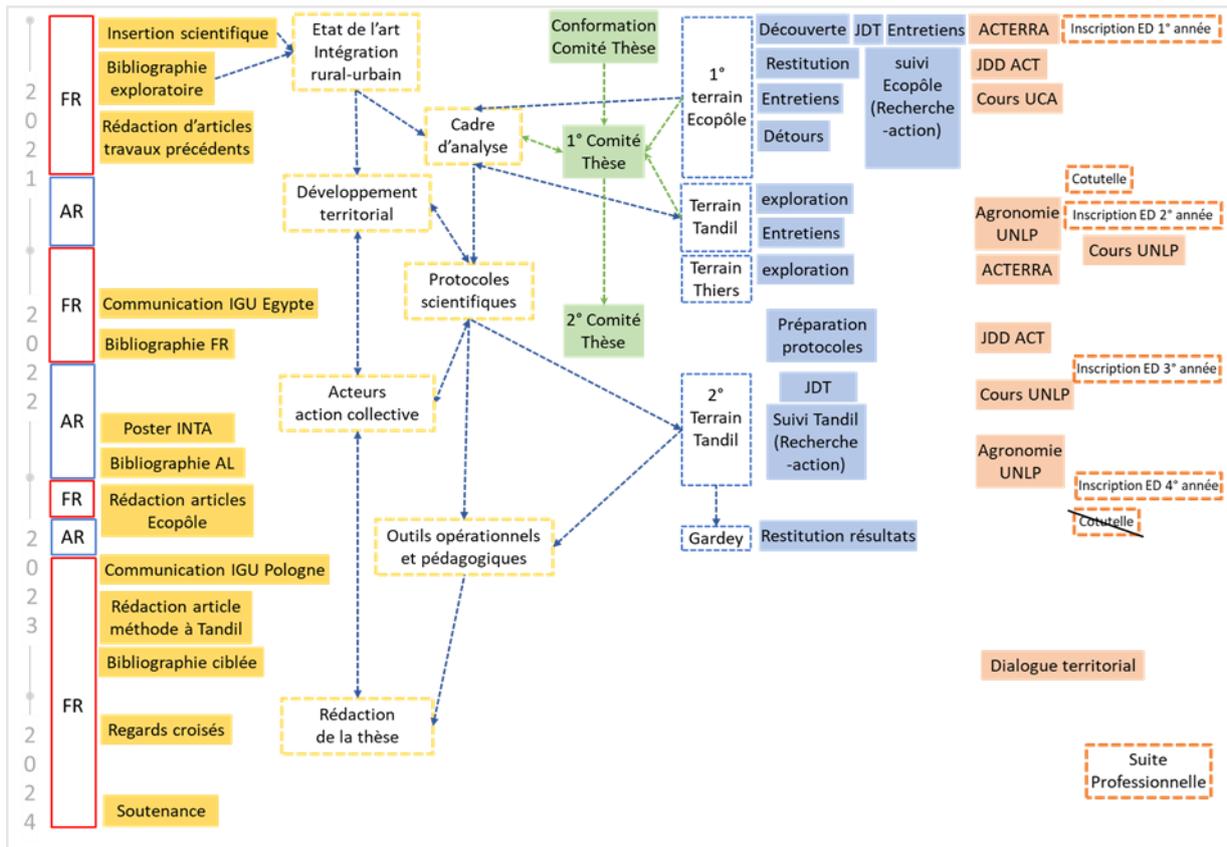


Figure 3 : Itinéraire Méthodologique général de la thèse. Elaboration propre : Luciano Copello.

L'IM (Figure 3) met en lumière les différentes dimensions de la thèse. En bleu sont indiquées les informations clés concernant les activités de terrain et techniques utilisées : les phases de découverte et exploration de terrain, les lieux concernés, les entretiens, les ateliers participatifs et séminaires organisés, les restitutions de résultats, le suivi d'action. En vert sont indiqués les temps de suivi et appui au travail par le Comité de Thèse. Les cases en orange indiquent mon parcours de formation, aussi bien les cours pris en tant qu'étudiant que ma participation à des formations en tant qu'enseignant. En jaune sont indiqués les aspects liés à la stratégie de valorisation scientifique. D'une part (cases en lignes pointillés) les objectifs clés des apports scientifiques, c'est-à-dire, la succession du raisonnement nécessaire à l'appropriation du sujet de thèse, la construction du cadre d'analyse et jusqu'à la rédaction de la thèse ; tout cela articulé et mis en relation aux terrains, ce qui explique la logique des regards croisés. D'autre part (cases jaunes) les activités scientifiques : insertion dans la communauté scientifique, bibliographie et état de l'art, communication, rédactions d'articles, et enfin la soutenance.

4.4.1. Une structure méthodologique commune

Sur les deux terrains la méthode est déclinée différemment (cf. 4.5 et 4.6). Cependant la mise en cohérence des outils conceptuels et techniques mobilisés pour chaque terrain correspond à une même structure méthodologique (Bozzano *et al.*, 2016). La structure méthodologique de la thèse (Figure 4) met en relation de manière logique la méthodologie et les techniques mobilisées.

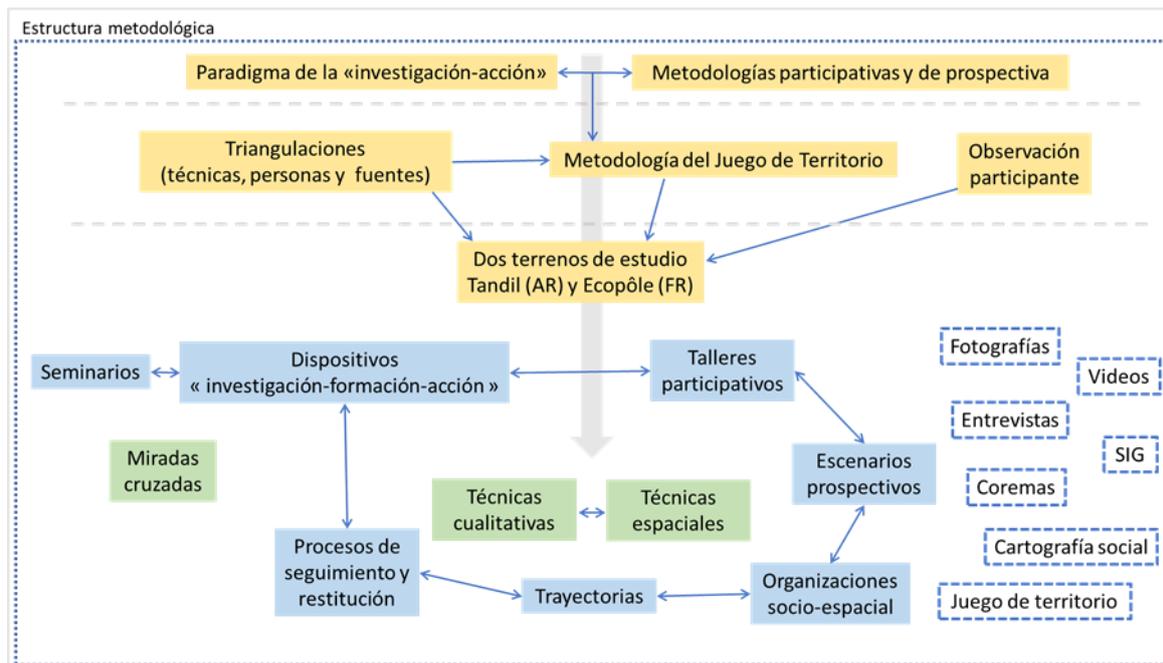


Figure 4 : Structure méthodologique de la thèse. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Le schéma (Figure 4) est organisé en trois niveaux d'approfondissement à partir d'un degré d'abstraction élevé (en jaune) jusqu'aux techniques spécifiques qui sont appliquées (en bleu). Le travail de thèse propose une stratégie méthodologique qui combine des types de techniques (en vert) qualitatives, en particulier spatiales, avec les contributions des chercheurs et des acteurs impliqués dans les activités de recherche par les regards croisés. La méthodologie centrale est le Jeu du Territoire, qui aborde les relations société-espace-temps à travers des techniques d'entretien spécifiques, des ateliers participatifs, des séminaires, et une spatialisation des dynamiques territoriales en termes d'organisations socio-spatiales.

Les résultats de la thèse sont basés en grande partie sur l'analyse du contenu des rapports réalisés collectivement (ACTERRA *et al.*, 2021 ; Copello *et al.*, 2023) dans le cadre des dispositifs de recherche-formation-action auxquels j'ai participé, dès la conception jusqu'à la mobilisation d'étudiants et chercheurs pour la rédaction des rapports, et la validation finale par les acteurs associés à la recherche. Des informations complémentaires ont été obtenues pendant le suivi d'action *a posteriori* de la prospective, en fonction d'observation réalisées lors de l'accompagnement de projets. Le long du manuscrit de thèse des informations sous forme de '*verbatim*' ou '*direr*' d'acteurs sont indiquées *en italique*. Les mots 'clés' des acteurs sont systématiquement appelés entre guillemet '' dans les textes.

4.4.2. Le territoire de l'Ecopôle à Clermont-Ferrand, Puy de Dôme, Auvergne, France

Le premier terrain de thèse est l'Ecopôle dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT), un projet de territoire autour de l'alimentation. L'Ecopôle est un espace à l'échelle d'un site de 140ha situé en proximité de la métropole de Clermont-Ferrand (Figure 5). L'Ecopôle est en dehors du périmètre métropolitain, mais il fait partie du Pole d'Equilibre Territorial Rural (PETR) du Grand Clermont (collectivité territoriale et lieu de décisions). Le PETR du Grand Clermont et Le Parc Naturel Régional (PNR) Livradois-Forez (collectivité territoriale de l'espace rural voisin à l'est) constituent le Projet Alimentaire Territorial (PAT). Le PNR Volcans d'Auvergne, espace rural à l'ouest, ne fait pas partie du

PAT. Clermont Ferrand est situé au centre du département du Puy-de-Dôme (63) et à l'ouest de la région Auvergne Rhône-Alpes (AuRA).

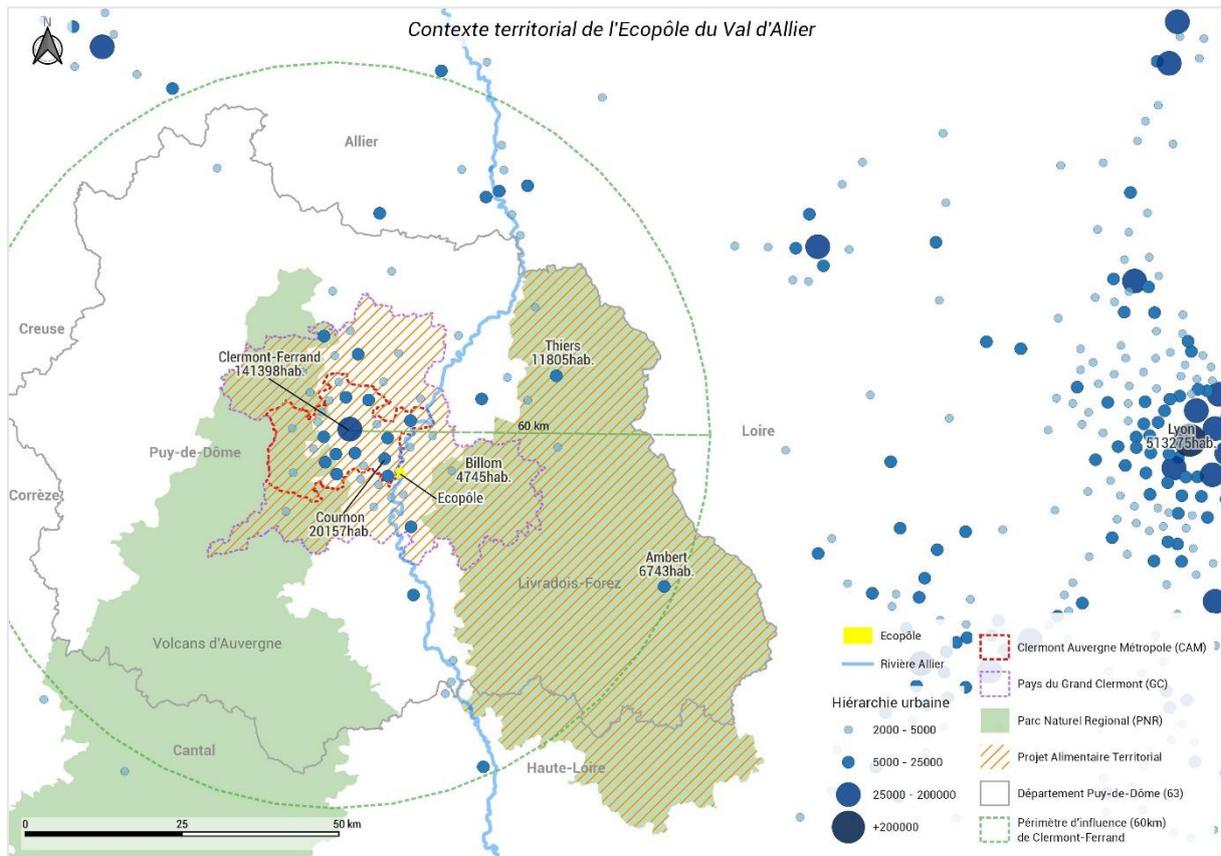


Figure 5 : Carte de localisation de l'Ecopôle du Val d'Allier. *Elaboration propre avec QGIS : Luciano Copello.*

En termes de caractéristiques physiques et du paysage, le territoire de Clermont-Ferrand est entouré de deux chaînes montagneuses, et façonné par la rivière Allier en sens nord-sud. Le paysage est caractéristique d'une plaine céréalière, la Limagne, et des zones de moyenne montagne. La part d'espaces ruraux de la plaine présente une agriculture spécialisée en grandes cultures (blé, maïs, tournesol, betterave, ...), et vers la zone montagneuse, l'activité agricole est plus dédiée à l'élevage allaitant et à la production du lait pour la fabrication de fromages et d'autres produits transformés. Une partie importante du territoire est en friche ou boisée (environ 45 %).

En termes socio-économiques, sur ce territoire, il y a des institutions telles que Limagrain, l'Université Clermont Auvergne et l'industrie Michelin, très ancrés au territoire et articulés à un monde urbain globalisé. Des axes routiers et ferroviaires desservent le territoire, qui est situé à l'intersection entre Lyon, Paris, Bordeaux et Montpellier. Clermont est à proximité physique de centres urbains extérieurs de taille importante, tels que Lyon, Limoges, Vichy, d'autres de taille plus petite Issoire, Brioude et Saint-Flour. Ainsi que des petites villes internes Thiers, Billom et Ambert.

Les caractéristiques naturelles et structurelles du territoire métropolitain de Clermont-Ferrand ont favorisé une représentation assez partagée des limites entre l'urbain et le rural, avec un « cœur métropolitain », la grande ville et des communes périurbaines à l'ouest de l'Allier et à l'est des communes rurales et petites ou moyennes villes.

L'Ecopôle du Val d'Allier⁸³ s'inscrit sur un site alluvionnaire de 140 ha, ancienne carrière, en rive droite de l'Allier, à l'interface entre l'espace urbain-métropolitain de Clermont Auvergne Métropole (CAM) et des territoires ruraux réunis dans le Parc Naturel Régional Livradois-Forez. Le site de l'Ecopôle est à cheval entre deux communes, Pérignat sur Allier et la Roche Noire, ainsi que deux intercommunalités Billom Communauté et Mond'Arverne Communauté. Le lieu est accessible en transport commun, vélo, en voiture et à pied.

Le projet de l'Ecopôle est constitué à l'issue d'opérations de renaturation d'un ancien site industriel d'extraction de gravats de la rivière par des carrières. Depuis 1996, il est géré par le SEAT du Val d'Allier. Le site est labélisé 'Espace Naturel Sensible d'Initiative Locale – ENSIL'⁸⁴.



Figure 6 : Carte de l'Ecopôle réalisée par le SEAT du Val d'Allier.

Sur la carte (Figure 6) proposée par le SEAT du Val d'Allier, on observe d'un coup d'œil les étangs et les espaces boisés. Cinq étangs sont distribués sur l'Ecopôle : 'Étang des Varennes', 'Étang de Bellerive', 'Étang de Montagne', 'Étang sous-le-Torre' et 'Étang du Pacage'. Les forêts n'ont pas un nom spécifique. Des éléments importants pour les visiteurs sont identifiés : l'emplacement des sept observatoires, deux sentiers balisés (rouge et jaune), la voie verte qui traverse le site en bordure de la rivière et continue au-delà de l'Ecopôle, la présence d'escaliers à un endroit, une zone de maraîchage placée sur l'espace Champmot, une zone de pêche délimitée sur l'un des étangs, un centre commercial, les marches du Château de Bellerive (vestiges), les zones de parking et les parcs en 'écopâturage'.

⁸³ Ecopôle Val d'Allier (ecopolevaldallier.fr)

⁸⁴ 'Le Département du Puy-de-Dôme a mis en place une politique de préservation de sites naturels remarquables au travers de sa politique en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Afin de démultiplier son action, le Département souhaite soutenir financièrement les collectivités porteuses d'un ENS d'Initiative Locale (ENSIL). Pour être labellisé ENSIL, le porteur de projet devra se conformer au Schéma Départemental des ENS et fournir une étude préalable complète.' Source : Aide aux Espaces Naturels Sensibles (puy-de-dome.fr)

La proximité à la grande ville favorise la venue d'usagers en grande quantité. Le site est 'sur fréquenté' sur certains périodes de l'année. Le contexte périurbain du site permet l'interconnaissance et un grand nombre de bénévoles, habitants de communes voisines, qui participent du projet.

4.4.2.1. Le projet de territoire de Ecopôle en 2021

Au moment où je démarre la thèse, le projet de l'Ecopôle du Val d'Allier est mis à jour. Je rejoins un projet multi-acteurs qui s'inscrit dans le territoire à travers différentes thématiques d'action. Ces acteurs partagent une vision des enjeux pour le territoire reflétés dans ses activités présentes, et dans les documents de planification produits avant mon arrivée : le Plan Guide d'Aménagements (Boinet et Planchat, 2020) pour la période 2020-2025.

En 2021, six structures associatives et entreprises déjà impliqués dans le projet, ont été commandités par le SEAT du Val d'Allier pour rédiger collectivement un 'Schéma Directeur' : un outil de planification validé par les élus du territoire et mis en route à partir de juin 2022 (Chaud *et al.*, 2022). Le document contient une stratégie planifiée de type 'plan d'action' pour les dix prochaines années. Jusqu'à 2021, un seul acteur (la Ligue de Protection des Oiseaux) élaborait les 'plans de gestion', par périodes normalement de cinq ans, afin d'obtenir et renouveler le label ENSIL. Le Schéma Directeur de l'Ecopôle intègre les plans de gestion précédents et l'ensemble d'études, documents de planification et de préconisations réalisés jusqu'à présent.

4.4.2.2. Les acteurs de la recherche-action sur le territoire métropolitain clermontois

Une part des politiques territoriales est portée et ancrée dans des institutions publiques telles que l'Etat, les collectivités territoriales, et les organismes et services de l'administrations publique. Cela relève d'une complexité très importante en France. L'échelon national et international (Europe) joue un rôle central dans la définition d'un horizon politique. Au niveau des Régions et Départements, les compétences ont évolué et actuellement ces instances ont en charge des secteurs précis tels que la mobilité, et la protection de l'environnement, etc. Ces dernières années, l'échelon des villes et des métropoles a pris en charge une grande partie des compétences politiques et économiques du territoire, et surtout une prise en charge dans la planification des territoires. Ce sont des niveaux de l'administration publique, organisés selon les structures déconcentrées et décentralisées de l'Etat.

Chaque territoire fournit une base scientifique favorable à la recherche-action. Clermont-Ferrand est le siège de l'Université Clermont Auvergne (UCA). L'UCA a obtenu en 2022 la confirmation du label IDEX/I-Site 'Initiatives-Science-Innovation-Territoires-Economie' parmi 17 autres 'Universités d'excellence'. Clermont Ferrand est le siège de l'Institut d'Auvergne Rhône-Alpes du Développement des Territoires (IADT) qui forme des futurs agents de développement pour le territoire. Selon son président '*IADT se doit de contribuer à la définition et à l'élaboration des stratégies locales de développement*'⁸⁵. En 2021, j'ai participé à l'encadrement du 'module démarches participatives' avec des élèves de Master 2 en collaboration avec Sylvie Lardon et Marie Houdart.

L'Unité Mixte de Recherche - UMR Territoires⁸⁶, basée à Clermont-Ferrand, est composée de membres de l'UCA, l'INRAE, AgroParisTech et VetAgro Sup. Au sein de l'UMR, plusieurs chercheurs ont travaillé sur les approches de recherche-action. En particulier, j'ai intégré le groupe thématique '*Dynamiques et transitions des territoires*' (DynaTTer⁸⁷), un groupe qui s'articule autour de quatre axes : les

⁸⁵ Présentation - Institut d'Auvergne du Développement des Territoires (iadt.fr)

⁸⁶ UMR Territoires | AgroParisTech, INRAE, UCA, VetAgro Sup (umr-territoires.fr)

⁸⁷ DynaTTer | UMR Territoires (umr-territoires.fr)

processus de développement ; les fragilités, vulnérabilités et inégalités socio-spatiales ; la mobilisation des divers acteurs dans les territoires ; et les politiques publiques dans les territoires.

Le territoire métropolitain de Clermont Auvergne Métropole appuie l'accompagnement de l'action par la recherche, avec des organismes tels que le Centre d'Innovation Sociale de Clermont-Auvergne - CISCA (association créée en 2018). L'objet du CISCA est *'d'accompagner les innovations sociales sur le territoire métropolitain et en Auvergne en construisant des interfaces entre les questionnements des collectivités territoriales, des acteurs économiques et la recherche académique en sciences sociales'*, ainsi défini par le Conseil Métropolitain en 2019⁸⁸. Le CISCA contribue aux sujets des « Transitions et Résiliences ». Il est à l'interface entre les mondes académique, socioéconomique et des collectivités. Ils déploient une *'recherche action participative'* qui encourage le dialogue et l'échange entre acteurs et chercheurs. Ils réalisent des ateliers participatifs et l'assistance à la production graphique. En 2021, j'ai participé à l'élaboration des plans de protections de risques à Orcines et à un séminaire sur les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE). Leurs locaux sont partagés avec des initiatives ponctuelles telles que la monnaie locale DOUME⁸⁹, et la coopérative CRESNA⁹⁰, qui visent d'accompagner le *'changement de comportements alimentaires'*. Par ailleurs ils contribuent aux Projets Alimentaires Territoriaux des intercommunalités proches.

La production scientifique à Clermont-Ferrand et ses alentours est significative. Certains enseignants chercheurs se positionnent en tant qu'acteurs et même porteurs de projets locaux.

Sur un autre plan, la politique est portée par les acteurs des territoires. En plus des pouvoirs publics, il s'ajoute des intérêts privés, des individus et des collectifs organisés sous forme d'associations ou d'entreprises (entre autres formes juridiques). Les enjeux pour le territoire sont ainsi une combinaison de représentations portées par des pouvoirs publics et des privés.

4.4.3. Le territoire de Tandil dans la région Pampéenne, Buenos Aires, Argentine

Le 2^e terrain de thèse sont les villages et la ville de Tandil à l'échelle du district. Le district de Tandil est constitué d'une ville intermédiaire homonyme, qui accueille la grande majorité de la population (116 916 habitants en 2010), et de villages ruraux de taille démographique variable (entre 2000 et 50 habitants) et de quelques hameaux (moins de 50 habitants). Les villages sont disposés autour de la ville centre, à une distance d'entre 25 et 50 kms. Les espaces ruraux sont habités principalement par des travailleurs, et quelques familles de producteurs agricoles, mais la plupart habitent en ville (Albaladejo *et al.*, 2017b).

Le district de Tandil est au cœur de la province de Buenos Aires (Figure 7), l'une des provinces de la région pampéenne, une des cinq grandes régions pédoclimatiques de l'Argentine. Tandil fait partie d'un système régional constitué de villes intermédiaires proches, Azul et Olavarría, Balcarce, ainsi que des grands centres urbains comme Mar del Plata et Bahia Blanca. La ville de Tandil se trouve à 360 km de Buenos Aires, la capitale du pays.

Des caractéristiques physiques d'ordre naturel sont attribués à ce territoire comme la présence de 'sierras' (petite montagne) et certaines rivières distribuées dans le district, qui façonnent un paysage exceptionnel au niveau régional (la Pampa Argentina est majoritairement plate).

⁸⁸ Economie sociale et solidaire : subvention au Centre d'Innovation Sociale de Clermont-Auvergne (CISCA) -.pdf (clermontmetropole.eu)

⁸⁹ La Doume, c'est quoi ? (adml63.org)

⁹⁰ CRESNA - Co-construire les Transitions de Comportements (cresna-intermediation.com)

L'économie de Tandil est principalement basée sur l'agriculture, l'élevage, la métallurgie, le commerce et le tourisme.

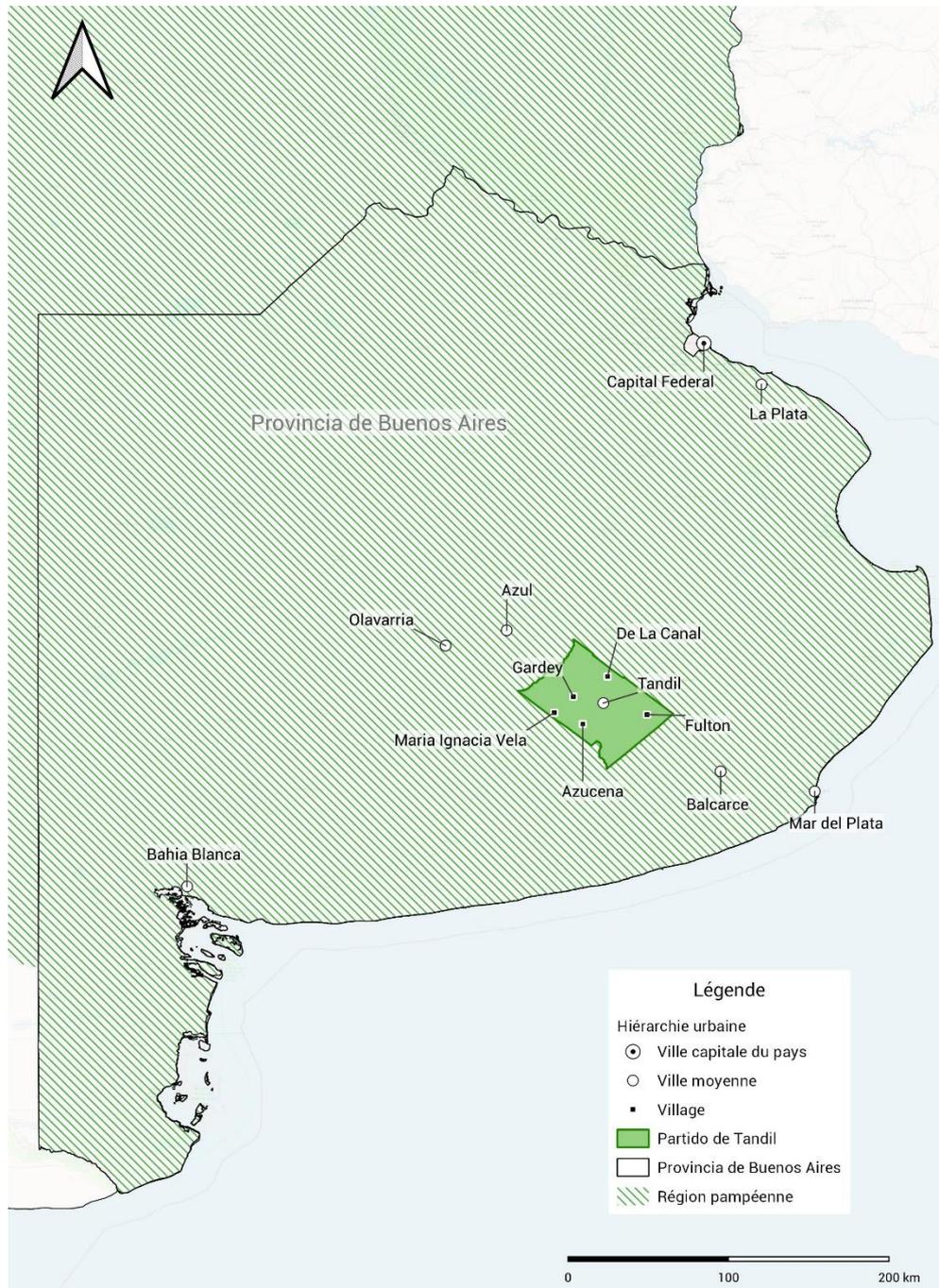


Figure 7 : Carte du district de Tandil et position de villages ruraux. *Elaboration propre avec QGIS : Luciano Copello.*

4.4.3.1. Les villages-projet de Tandil

Les villages ruraux de Tandil sont caractérisés par leur petite taille, avec moins de 2 000 habitants, et leur localisation le long d'un axe ferroviaire qui les relie à Tandil et à d'autres villes argentines. Actuellement, les gares de ces localités sont hors service, de sorte que la voiture et, dans certains cas, les transports publics sont les seuls moyens de se rendre au centre urbain de Tandil.

Les villages ruraux de Tandil, tels que María-Ignacia Vela et Gardey, offrent une gamme de services essentiels à leurs résidents. María-Ignacia Vela, le plus important de ces villages, dispose d'un hôpital, d'un jardin d'enfants, d'une école offrant une éducation primaire et secondaire, de routes pavées, ainsi que de services de collecte des déchets et d'accès aux réseaux de services de base comme les télécommunications, l'électricité et l'eau courante. Gardey, bien que similaire en termes de services (écoles, certaines routes pavées), est moins équipé, ne disposant pas d'hôpital mais seulement d'un centre de santé. D'autres villages moins peuplés, tels que Fulton, Iraola, De La Canal, La Pastora, et Azucena, sont considérés comme des 'centres de services ruraux de seconde classe' en raison de leur capacité limitée à répondre aux besoins de la population locale. Ces localités offrent principalement des services liés à l'activité agricole et ne disposent pas tous d'une école, d'un centre de santé, de routes pavées ou d'un accès complet aux réseaux primaires.

La thèse s'inscrit en continuité d'une trajectoire de recherches AgriteRRIs sur Tandil et en particulier sur les villages ruraux du district. Selon Petrantonio *et al.* (2019) ces villages partagent un objectif commun de recherche du 'buen vivir' (bien vivre), par le désir de vivre dans un environnement paisible et tranquille, loin du stress et du bruit de la ville, favorisant un contact plus étroit avec la nature et un mode de vie plus sain, en se rapprochant de la nature et en travaillant la terre tout en profitant du paysage rural au quotidien.

Nous avons choisi six villages (Figure 8) pour la mise en place des protocoles scientifiques de la prospective territoriale : Maria Ignacia-Vela (1948 habitants), Gardey, Desvío Aguirre, Fulton, Azucena et De La Canal.

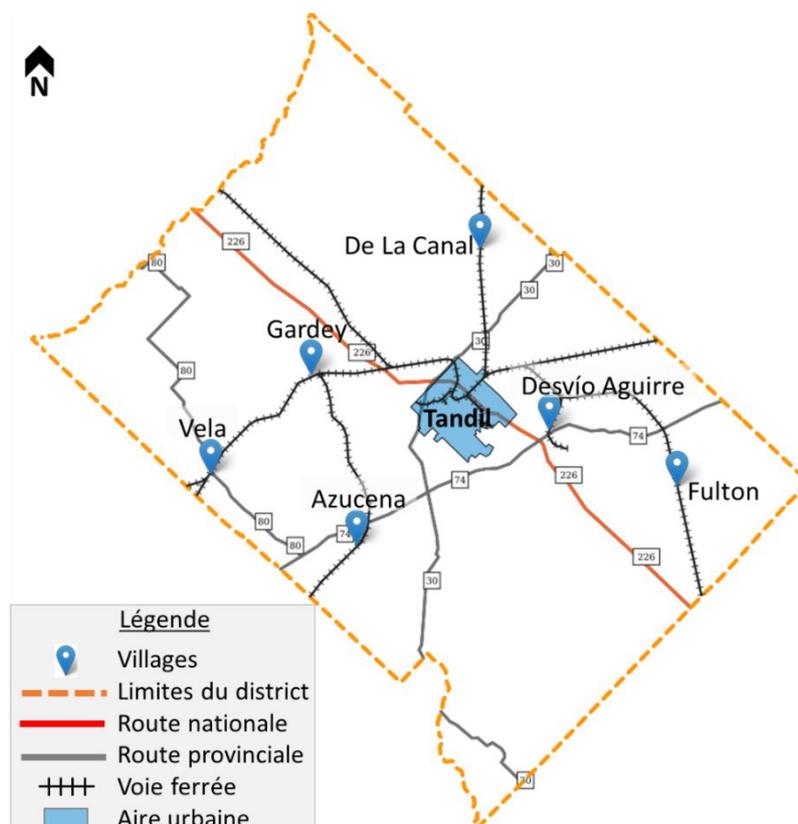


Figure 8 : Localisation des six villages ruraux dans le district de Tandil. *Elaboration propre*⁹¹ : Luciano Copello.

⁹¹ Carte élaborée à partir de l'outil cartographique de la Municipalité de Tandil IDE Tandil

4.4.3.2. Une base solide pour la recherche-action à Tandil

La ville de Tandil adopte depuis 2018 une politique de ‘gestion associée’. La Municipalité de Tandil et l’Université Nationale du Centre (UNICEN) lancent un ‘Acuerdo del Bicentenario’⁹², avec la participation de 50 institutions locales et de toutes les forces politiques représentées au sein du Consejo Deliberante (conseil délibératif) local. Cet accord invite à *l’action et réflexion sur le collectif, le commun, ce qui unit la société ‘tandilense’*.

L’Université à Tandil est un acteur central dans le monde de la recherche. Certains domaines relatifs aux sciences sociales et aux productions agricoles contribuent aux dynamiques de l’action sur le territoire de Tandil. Les équipes de recherche attachée à l’UNICEN ont travaillé sur plusieurs problématiques locales, liées au tourisme, aux agro-industries, aux produits locaux et à l’agriculture, à l’élevage, à la ressource en eau, et aux Sierras et anciennes carrières. Des ‘programmes d’extension’ de l’UNICEN contribuent à l’immersion intégrale dans les communautés locales. Par exemple, le programme ‘Barios de Piedra’⁹³ démarré en mars 2022, a pour but de mobiliser la population des communautés des quartiers La Movediza et Cerro Leones, pour une reconstruction de l’histoire locale liée aux carrières respectives à ces deux endroits.

Dans des études antérieures datant de plus de 20 ans, certains membres du Réseau AgriteRRIs mettent en évidence le rôle de la ville Intermédiaire de Tandil (Sassone, 2000), et son rôle systémique dans le territoire et dans un réseau de villes (Sassone, 1992). Des travaux au sud de Buenos Aires concernent la dimension ‘identitaire’ liée au développement du tourisme, intéressante réflexion de Bustos Cara (2001). Plus récemment, il y a eu les études sur les Systèmes Alimentaires Localisés SyAL à Tandil (Velarde *et al.*, 2010 ; Bocco *et al.*, 2013), des processus d’intervention par la recherche ont permis d’avancer sur des protocoles type ‘Marca Producto Tradicional de Tandil’ (Marque Produit traditionnel de Tandil) pour le fromage (Velarde et Vimo, 2017) et Appellation d’Origine Protégée (AOP) pour la charcuterie. Plus récemment, des travaux sur l’articulation urbain-rural mettent en évidence que la ruralité à Tandil est de plus en plus visible et organisée dans le monde urbain (Petrantonio, 2018). En sens inverse, les villages ruraux du district de Tandil sont considérés comme des nouveaux lieux organisés par l’innovation sociale (Petrantonio *et al.*, 2019). AgriteRRIs a plus largement travaillé sur les transformations territoriales (Albaladejo, 2012, 2016).

En 2022, les travaux de thèse, dont le travail de Prospective territoriale participative⁹⁴, s’inscrivent dans une longue trajectoire d’AgriteRRIs sur Tandil. Un partenariat, établi entre la Municipalité, l’UNICEN et l’agence locale de l’INTA a permis d’étudier les actions collectives à l’échelle du district de Tandil, permettant le renforcement des liens entre la ville et la campagne. En 2023, une réunion est organisée dans le cadre d’AgriteRRIs, entre la Municipalité, l’UNICEN dont le centre de recherche CESAL, et avec les autorités de l’INRAE. Cette rencontre a renouvelé les perspectives de coopération, en particulier autour du sujet des ‘liens urbain-rural’⁹⁵.

4.4.4. Les dispositifs de ‘recherche-formation-action’, des apprentissages réciproques

Le cadre des dispositifs de *recherche-formation-action* (Lardon *et al.*, 2007 ; Lardon *et al.*, 2015) a été proposé pour établir le travail collaboratif entre la recherche et les acteurs du territoire, aussi bien à l’Ecopôle qu’à Tandil. Ce cadre oblige l’acteur à expliciter ses engagements et prendre du recul sur ses

⁹² Primer plenario de instituciones que integran el Acuerdo del Bicentenario | UNICEN

⁹³ Le travail initial s’appuie sur les personnes les plus âgées des quartiers pour retracer l’histoire, et sur le club sportif de Cerro Leones comme lieu de réunions, d’expositions et rencontres organisées par le programme.

⁹⁴ Reunión sobre desarrollos locales e innovación rural | UNICEN

⁹⁵ Universidad en reunión de la Red Internacional Agriterris | UNICEN

choix, contraint le formateur à obtenir des résultats et demande au chercheur d'accompagner l'action par la mise en pratique des connaissances (Lardon *et al.*, 2007). Lardon *et al.* (2007) soulèvent cinq compétences pour accompagner les acteurs : 'passeur de frontières' ou capacité à articuler des disciplines, points de vue et savoirs ; 'dialogueur public-privé' prenant en compte tous les intérêts ; 'créateur de réseaux' ou donner l'impulsion à nouvelles organisations sociales ; 'transformateur d'espaces' capacité à agir, à transformer ; 'connecteur de territoires' s'appuyer sur la complémentarité et la mise en synergie des territoires.

Dans un dispositif de 'recherche-formation-action', la formation est le moteur d'interactions, une interface entre chercheur et acteurs du développement territorial (Lardon *et al.*, 2015). La formation fait office d'interlocutrice des questions de développement portés par les acteurs et interpelle les chercheurs sur les concepts et méthodes à produire pour un apprentissage collectif. Des nouvelles connaissances sont mobilisées et générées grâce à la formation et l'acquisition de compétences est favorisée.

A partir de différentes expériences (Lardon *et al.*, 2015), deux grands processus en tension sont mis en évidence : le degré et modalités de participation de personnes formées et le degré de pérennisation des dispositifs. La participation d'acteurs concerne la définition et l'adaptation des contenus de la formation. Les trois types de formations 'initiale', 'continue' et 'dans l'action', changent selon un gradient de mobilisation de savoirs et d'expérience. La pérennisation du dispositif dépend de la liberté de l'équipe enseignante vis-à-vis du politique et des commanditaires dans la conception des formations et des rapports formateur-formé. Un 'dispositif académique institutionnalisé' a une marge de manœuvre plus importante qu'un 'dispositif en partenariat'. Le premier a un horizon temporel plus long et le deuxième une créativité plus grande.

L'accompagnement des acteurs est défini en termes 'd'ingénierie territoriale' (Lardon *et al.*, 2007). Cinq compétences sont à développer dans une plate-forme commune entre recherche-formation-action et aménagement et développement territorial : l'interdisciplinarité pour articuler des échelles et thématiques, la connexion au terrain pour faire participer les acteurs dans la démarche, les relations socio-temporelles pour spatialiser et représenter les niveaux d'organisation territoriale, la réflexivité ou capacité à prendre du recul sur l'action '*en train de se faire*' liée à un effort de conceptualisation de modèles sous-jacent à l'intervention du chercheur, et en dernier l'adaptation de solutions aux situations rencontrées par la conception d'itinéraires méthodologiques modulables pour tenir compte des spécificités de chaque territoire.

4.4.4.1. Dispositif MS ACTERRA – Module 'démarches participatives' (terrain en France)

En France, la thèse bénéficie d'un apport initial dans le cadre du MS ACTERRA, promo 2020-2021. C'est lors du module '*démarches participatives*', en janvier 2021 que nous avons réalisé un Jeu de Territoire sur le territoire de l'Ecopôle du Val d'Allier. L'équipe pédagogique qui encadre les auditeurs ACTERRA, est formée de Sylvie Lardon, Marie Houdart, Claire Planchat et moi-même. La directrice de la Régie de Territoires de Deux Rives, Lise Lalanne, a fait office de commanditaire au nom du projet Ecopôle, la Régie de Territoires de Deux Rives étant l'un des six acteurs partenaires du SEAT du Val d'Allier. Le rôle du commanditaire a été de fournir aux auditeurs ACTERRA une liste d'acteurs à contacter, les informations pertinentes du projet, et les attentes de la Régie de Territoires en termes de résultats.

Une quinzaine d'entretiens a été réalisée auprès des acteurs de l'Ecopôle, ainsi que l'analyse de documents internes à l'Ecopôle et d'autres sources comme le Projet Alimentaire Territorial, le ScOT, le PLU. Des acteurs du territoire (institutionnels, techniques, associations, citoyens, restaurateurs) sont

conviés à participer du Jeu de Territoire (douze participants au total). L'atelier participatif est réalisé l'après-midi du mercredi 27 janvier 2021, la séance est organisée et animée par les auditeurs ACTERRA. À la suite de l'atelier participatif, une restitution de résultats est réalisée devant le commanditaire, la Régie de Territoires de Deux Rives, pour conclure le travail. Les livrables produits sont rendus aux enseignants et diffusés aux acteurs (ACTERRA *et al.*, 2021).

Ce travail m'a permis de rentrer très tôt (dès le premier mois de la thèse) sur le terrain. Les rencontres avec les acteurs, les visites du site de l'Ecopôle, les moments d'échange et de partage lors du jeu de territoire et les analyses réalisées par la suite avec les auditeurs ACTERRA, m'ont permis d'élucider une première problématisation du terrain. Les premiers mois de la thèse, je présente une première analyse basée sur les résultats du jeu de territoire, au SEAT du Val d'Allier, élus du territoire et aux chercheurs. Les points saillants identifiés relèvent de cinq '*facteurs de réussite*' du projet : Multi activité, coexistence d'usages sur le site ; Espaces test pour « agriculturer autrement » dans des conditions limites ; Site à l'interface entre l'urbain et le rural ; Reproductibilité de l'expérience dans d'autres sites / élargir le périmètre de l'Ecopôle ; Préserver les terres agricoles et espaces naturels autour du site ; ainsi que de trois '*points de vigilance*' : Elargir et adapter la gouvernance ; Partenariat avec la recherche (valoriser l'expérimentation et visibilité) ; Modèle économique : autofinancement / partenariat acteur.

Tout de suite après la prospective, le SEAT affirme le sujet de l'agriculture et l'alimentation, ainsi que d'élargir la gouvernance comme prioritaires et lance une offre de stage. Un étudiant en master 2 est recruté par la suite. Deux mois après la prospective, je présente une synthèse des résultats auprès du SEAT, en identifiant des 'points saillants' sortis de ce travail. Le président du SEAT a validé les constats et la vision partagée proposée par la prospective. Ensuite, par des entretiens individuels aux acteurs, je complète les enjeux et actions du projet de territoire de l'Ecopôle, à l'aide des supports visuels proposés par les auditeurs ACTERRA dans leur rapport : schéma des enjeux, schéma des multi-usages du site et schéma des échelles de 'rayonnement' l'Ecopôle.

4.4.4.2. Mission TANDIL 2022 – en partenariat avec l'UNICEN (terrain en Argentine)

Dans le cadre du réseau AgriteRRIs, un dispositif de recherche-formation-action est mis en place pour réaliser la 'mission Tandil 2022'. Une délégation de chercheurs et acteurs de France (Clermont Ferrand, Thiers) et des enseignants-chercheurs de divers endroits d'Argentine (La Plata, Comodoro Rivadavia, Bragado, Buenos Aires) ont participé à la mission Tandil 2022. Le dispositif de recherche-formation-action a associé trois acteurs locaux : la Municipalité de Tandil, l'Université Nationale du Centre et l'Agence Locale de l'INTA. Un groupe de cinq étudiants en doctorat du CESAL rejoint l'équipe de recherche. Des agents du Secrétariat de Développement Productif et Coopération Internationale de la mairie participent à différents moments de la démarche. Un travail étroit est réalisé avec trois acteurs clés des espaces ruraux à Tandil, les deux déléguées municipales et le coordinateur des villages ruraux, qui ont énormément contribué à la mise en place puis à la réalisation du dispositif.

Pour l'organisation d'activités en amont, un Comité de Pilotage (COPIL) réuni onze (11) acteurs et chercheurs dans un espace opérationnel d'échanges et d'adaptation de propositions méthodologiques au contexte territorial. Le COPIL s'est réuni quatre fois avant le travail sur le terrain. Le dispositif réunit les acteurs, chercheurs et étudiants sur 10 jours de travail intense à Tandil. La première semaine de travail est dédiée à la réalisation d'ateliers participatifs dans six des villages ruraux du district de Tandil. Sur la deuxième semaine, un dernier atelier participatif est réalisé en ville, réunissant des acteurs de l'urbain et de différents espaces ruraux du district. Le septième atelier s'inscrit dans un événement de deux journées : le 'Séminaire chercheurs-acteurs' (Figure 9), voir le programme complet en annexe 3.






**Red Internacional de Investigación
"Actividad Agropecuaria, Territorio y
Sistemas Agroalimentarios Localizados"**

Comité Organizador

Albaladejo, Christophe	Moreno, Fabiana
Copello, Luciano	Nogar, Graciela
Diez Tetamanti, Juan Manuel	Petrantonio, Marcela
Godoy, Gaston	Piñero, Fernando
Houdart, Marie	Rodier, Stéphane
Jimenez, Laura	Sassone, Susana
Lardon, Sylvie	

Contacto: lucianocopello7@gmail.com



Proyecto I+D A329 SeCyT UNLP
Proyecto de la UE Highlands.3 H2020-MSCA-RISE n°872328
Proyecto 15/A692 AGR688/22 FCA-UNMDP

Seminario "Diálogos entre actores e investigadores"

**Las relaciones campo-ciudad en pos de la
diversidad y la sustentabilidad rural**
Miradas cruzadas entre Argentina, Francia y Brasil

Miércoles 17 y Jueves 18 de Agosto de 2022
Tandil, Campus UNCPBA
Sala de Videoconferencia Biblioteca Central

OBJETIVO: Analizar la ciudad intermedia y la diversidad rural como recursos hacia un desarrollo territorial integrado, a través de miradas de actores locales e investigadores.

#medioambiente #alimentación #agricultura #turismo
#gestión de espacios públicos #transición energética



Figure 9 : Flyer du séminaire 'dialogues entre chercheurs et acteurs'. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Le dispositif conclut avec l'élaboration d'une plaquette de synthèse de quatre pages (Copello et Lardon, 2022) et d'un rapport final de 150 pages (Copello *et al.*, 2023), qui reprennent l'ensemble de la démarche de 'Prospective Territoriale Participative du district de Tandil'.

4.4.4.3. Dispositif T2 – PLIDER - Gardey 2023 (terrain en Argentine)

Le dispositif à Gardey en 2023 s'est déroulé dans le cadre de la formation PLIDER, atelier T2 coordonné par Christophe Albaladejo et Juan Manuel Diez Tetamanti. Une équipe pédagogique est constituée dans laquelle je participe activement. Le programme PREFALC a permis la visite de chercheurs AgriteRRis du Brésil et de France. J'intègre ce groupe, nous avons passé une semaine à Gardey et une à Tandil. Un calendrier (Figure 10) complet et très chargé est élaboré, ce qui a guidé le travail des étudiants, chercheurs et acteurs qui ont participé au T2 PLIDER. Les moments clés de la démarche : entretiens, 'cartographie sociale historique', systématisation de la cartographie sociale, construction d'une ligne de temps avec des acteurs invités, préparation de fiches de synthèse, préparation et réalisation d'un jeu de territoire, systématisation du jeu de territoire, restitution de la semaine.

Calendrier Mars 2023

Moment/jour	Lundi 27	mardi 28	mercredi 29	jeudi 30	vendredi 31
Matin 8 a 12	Arrivée et entretien avec Andrea Plénière pour se connaître vers le déjeuner	Entretiens	Systematisation de la CS Ligne de temps avec post its et invités	préparation du Jeu de territoire	Systematisation du Jeu de Territoire
12 a 14	déjeuner	déjeuner	déjeuner	déjeuner	déjeuner
Après-midi 14 a 19	Entretiens répartition des tables (acteurs)	Cartographie sociale (CS) historique	Préparation de fiches synthétiques	Jeu de territoire	Restitution de la semaine
Soir	Diner	Diner	Diner	Diner	Retour

Figure 10 : Calendrier de la semaine PLIDER à Gardey mars 2023. Réalisation collective AgriteRRIs.

Pour le jeu de territoire, une question centrale est formulée sur le lien entre la ville et la campagne : *'Quelles sont les relations entre Tandil, Gardey et le monde rural aujourd'hui, et qu'en sera-t-il dans 10 ans ?'*. Les étudiants ont rendu une première version du rapport écrit.

4.4.4.4. Le rôle des étudiants et les 'temps forts' des dispositifs implémentés sur le terrain

Il est à souligner le rôle central des étudiants, y compris moi-même en tant que doctorant, au bon déploiement du Jeu de Territoire réalisés à l'Ecopôle et à Tandil, à plusieurs égards :

- Pour la préparation du terrain et l'appropriation de la commande : Les étudiants ont préparé les supports ou matériel nécessaires à la réalisation d'un Jeu de Territoire. Ils doivent aussi contacter le commanditaire afin de s'approprier la commande, formuler la question centrale qui guide la prospective et délimiter le territoire. C'est de la responsabilité des chercheurs de guider ce processus. Pour cela, les étudiants sont amenés à réaliser un certain nombre d'entretiens avec les acteurs du territoire, ainsi pour augmenter leur niveau de connaissance sur les dynamiques territoriales et sur les différents points de vue des acteurs. La complétude dans la réalisation de tâches dépend des compétences, capacités et attitudes des étudiants participants de chaque dispositif. La confection du fond de carte, en particulier le choix de l'échelle, requiert un travail de collaboration et d'échange entre les étudiants et les chercheurs, qui doivent prendre en considération les demandes des acteurs. Ce choix est plus ou moins négocié avec les acteurs du territoire mais toujours validé par le commanditaire.
- Pour la mise en place, l'animation et l'observation d'ateliers participatifs : Il est requis un travail coordonné d'animation et d'observation pendant les ateliers participatifs. Les étudiants en formation représentent une source de main d'œuvre très importante au déroulement de l'atelier qui implique la préparation de la salle et du matériel, l'accueil des acteurs participants, l'animation et l'observation pendant l'atelier en sous-groupes, et en plénier. L'animation des débats et synthèse finale sont réservés aux chercheurs plus expérimentés ou au doctorant

(dans mon cas). Une disponibilité de temps, presque à temps plein, est nécessaire à la mise en place des protocoles scientifiques, cela a été le cas pour moi à Tandil et à l'Ecopôle.

- Pour l'analyse de résultats : Le regard d'étudiants d'horizons divers (disciplines et intérêts)⁹⁶ avec souvent des compétences complémentaires, permet une meilleure prise de recul. Sont considérés aussi les 'agents' appartenant à des institutions locales qui souhaitent se former à la méthode et qui participent aux activités de recherche, motivés par l'intérêt de monter en compétences.
- Pour la rédaction et restitution de résultats : Le travail des étudiants culmine avec un rapport qui réunit tout le matériel mobilisé, les résultats, leurs analyses et la réponse à la question centrale de la prospective. La restitution de résultats est prévue, soit publique, soit auprès de commanditaires. Généralement, un débat est animé avec les participants.

Moi-même, en tant que doctorant, je suis un étudiant, mais en même temps, je prends un rôle d'enseignant, du fait de mes connaissances acquises sur la méthode du Jeu de Territoire auparavant. Je joue un rôle de chercheur dans l'intérêt de répondre à une question scientifique précise pour ma thèse. Le fait d'être étudiant permet une proximité et une meilleure intégration au groupe d'étudiants. Dans les dispositifs décrits à la suite, mon statut d'étudiant m'a permis de jouer un rôle de médiateur entre les enseignants-chercheurs expérimentés et les étudiants.

4.4.4.5. Ma place dans les dispositifs conduits sur les terrains

J'ai eu plusieurs rôles au cours des missions collectives, dans l'organisation logistique, la préparation des matériels, le contact avec les acteurs, la mise en lien avec des chercheurs, jusqu'à la coordination de dispositifs, la conception de méthodes, la formation d'étudiants, l'animation d'ateliers et de groupes.

A l'Ecopôle, j'ai joué un rôle encore plus marqué dans la partie pédagogique, auprès des étudiants. J'intègre ce groupe qui était très dynamique et efficace et je m'adapte. Je coordonne avec l'équipe pédagogique (Sylvie Lardon, Marie Houdart, Claire Planchat). Lors du jeu de territoire de l'Ecopôle, je prends un rôle d'observateur, et j'enregistre avec une caméra tout l'atelier.

A Tandil, je maintiens un rôle dans l'enseignement en tant qu'encadrant de cinq étudiants, mais je prends d'autres responsabilités. La conception de protocoles scientifiques est un travail élaboré par moi-même et en échange constant avec mes encadrantes et les acteurs du terrain. Je prends en charge la logistique du dispositif, avec l'appui d'AgriteRRIs (Marcela Petrantonio et Christophe Albaladejo) en particulier la venue en Argentine d'une délégation française, composée de chercheurs et du Maire de Thiers. Les dix jours de la démarche de prospective participative j'organiser les déplacements, horaires de rencontre, minutage en général, et je reste attentif aux demandes du groupe. Lors des ateliers dans les villages, je présente la démarche et je collabore dans l'animation générale avec les autres chercheurs (Juan Manuel Diez Tetamanti, Sylvie Lardon, Laura Jimenez). Lors du jeu de territoire à Tandil, je joue un rôle d'animateur d'une des tables, et d'animateur des séances plénières. Lors du séminaire chercheurs-acteurs mon rôle dans la logistique (surtout de la participation à distance) et en tant que maître de temps.

⁹⁶ Des différentes disciplines comme géographie, agronomie, histoire, environnement, tourisme, ou sujet d'intérêt comme l'élevage, l'eau.

4.5. Le projet de l'Ecopôle du Val d'Allier

Le premier pas du travail de terrain a consisté à réaliser une prospective territoriale par la méthode du Jeu de Territoire, dans le cadre d'un dispositif de recherche-formation-action avec la formation ACTERRA. L'atelier participatif a réuni 12 acteurs du territoire lors de l'atelier, à la suite de 15 entretiens réalisés au préalable. On aboutit à un diagnostic partagé et des propositions de pistes d'action. J'ai participé de la prospective avec un rôle à la fois d'encadrant et de co-concepteur de la méthode intégrant le groupe d'auditeurs ACTERRA. Lors de l'atelier du jeu de territoire, j'ai joué un rôle d'observateur seulement.

Ensuite, j'ai réalisé un suivi d'action en participant aux réunions du projet, et notamment à la production du '*Schéma Directeur de l'Ecopôle*' (planification à 10 ans). L'association Régie de Territoires est commanditée par le SEAT du Val d'Allier en 2021 afin d'y contribuer, dans la rédaction des axes 'vie sociale' et 'agriculture et alimentation'. J'ai participé en tant que chargé de mission de la Régie de Territoires, mon enquête de terrain était orientée par mon sujet de thèse et par l'identification de l'enjeu et les actions derrière les deux axes thématiques mentionnés.

Enfin, le premier terrain commence à être valorisé dès 2022 dans les instances scientifiques et projets ailleurs. J'ai présenté pour la première fois les résultats dans le cadre du colloque IGU-CRSR en Egypte (Copello, 2022a). Ensuite j'ai fait un poster (annexe 4) dans les '2° Rencontres nationales et congrès scientifique 'Périurbains vers le consensus 2-2022' organisés par l'INTA en Argentine (Copello, 2022d). Par la suite nous avons rédigé et soumis un article en 2023 dans la revue scientifique Géocarrefour (Copello et Houdart, *accepté sous réserve de modifications*), ce qui m'a permis d'affiner le cadre d'analyse des liens urbain-rural favorisés par le projet Ecopôle.

4.5.1. Réalisation d'une prospective participative à l'échelle du système alimentaire local

Dans le cadre du module 'démarches participatives', les étudiants d'AgroParisTech ont élaboré un diagnostic prospectif (à 10 ans) afin de faire émerger les enjeux agricoles et alimentaires du territoire. Les acteurs participants ont proposé des 'pistes d'action' pour y répondre, liées au projet d'Ecopôle. La production est réalisée par les acteurs concernés par le projet principalement, mais les enjeux révélés concernent un ensemble d'espaces du périmètre du Projet Alimentaire Territorial. Le site de l'Ecopôle est positionné à l'intersection entre le Grand Clermont et le Livradois-Forez, au cœur du PAT. La capacité d'action du projet est ainsi favorisée par sa localisation stratégique, et par l'intention de changement de pratiques alimentaires et de rapports entre production et consommation du territoire.

Chaque table (trois au total) a dressé un 'portrait du territoire' ou carte de diagnostic, et réalisé collectivement un scénario de projection sur le futur.

Le travail de prospective participative est réalisé en janvier 2021, le rapport final 'plaquette de restitution' (ACTERRA *et al.*, 2021) est le livrable principal. L'itinéraire méthodologique inclus dans le rapport permet de synthétiser les étapes clés de la prospective. Les auditeurs proposent quatre grandes phases qui synthétisent le travail réalisé : préparation (appréhender la commande et adapter le déroulement du Jeu de Territoire), phase de jeu (atelier en présentiel avec des acteurs), analyse (des données collectées) et réponse au commanditaire (présentation orale et livrables écrits).

Le dispositif étudié a été conçu en partenariat entre la recherche (équipe INRAE), la formation (participation d'étudiants d'AgroParisTech) et l'action (par la Régie de Territoires de Deux Rives et l'agence Vous Êtes d'Ici). La réalisation d'une prospective participative en début de 2021 avait pour objectif de donner les premières 'pistes d'action' pour participer à la dynamique de corédaction du

Schéma Directeur. Ce document de planification servira autant aux décideurs politiques (élus du territoire) qu'aux opérateurs en charge de mettre en place les actions dans les 10 ans à venir.

4.5.2. Participation à la rédaction du 'Schéma Directeur' pour les 10 ans à venir de l'Ecopôle.

Le recueil des informations repose principalement sur les méthodes de l'observation participante (Soulé, 2007), caractérisée par une période d'interaction sociale intense entre le chercheur et les sujets (Lapassade, 2002) et une immersion de l'observateur dans la vie collective de ceux qu'il observe, en adéquation avec une posture d'engagement dans l'action. Des données sont systématiquement collectées.

La démarche entreprise à la suite de la prospective correspond à un *suivi d'action sur le terrain* (de février à septembre 2021). Le suivi a consisté à participer aux réunions des acteurs du projet et à réaliser des entretiens semi-directifs complémentaires à certains acteurs individuels et à analyser les documents du projet. Des 'temps de restitution' en fonction des analyses partielles sont intégrés au processus de réflexion et de négociation entre les acteurs pour faciliter les choix à opérer. La réalisation d'ateliers spécifiques sur les aspects agricoles et alimentaires, ainsi que la participation aux 'comités de pilotage' organisé par le SEAT du Val d'Allier, ont permis aux acteurs d'avancer dans la formulation des enjeux thématiques du projet. La création d'un outil collaboratif (tableau Excel en ligne) a permis la mise en commun des actions proposées par l'ensemble des acteurs et la validation politique (par les élus) tout au long du processus. Lors de ces rencontres, de nombreux échanges non structurés et souvent imprévus avec les acteurs du projet ont permis m'ont permis le recueil de données plus sensibles ou subjectives. La rédaction de rapports à destination de la Régie de Territoire conclut le terrain.

En 2020, un Appel à Projet est lancé et un 'groupement de prestataires' (partenaires du SEAT du Val d'Allier depuis de nombreuses années) répond. L'attribution par le SEAT est faite en fin 2020. La dynamique de corédaction d'une stratégie à 10 ans, le *Schéma Directeur de l'Ecopôle du Val d'Allier* (Chaud *et al.*, 2022), m'a permis de participer et de contribuer en tant que doctorant au projet, au processus de dialogue entre les acteurs, et -indirectement- au contenu du Schéma Directeur.

Le suivi d'action est porté sur la démarche de corédaction du Schéma Directeur, une action collective en interne à l'Ecopôle, qui explore les différents axes thématiques du projet. Sont impliqués dans ce travail de corédaction, d'abord le SEAT du Val d'Allier, commanditaire, et six acteurs partenaires de l'Ecopôle, principalement la LPO comme chef de file, et ensuite la Régie de Territoires en charge des volets 'agricole et alimentaire' et 'social'.

4.5.2.1. Observation participante dans les instances de gouvernance et réunions spécifiques

Les réunions entre acteurs ont été centrales dans l'élaboration du Schéma Directeur de l'Ecopôle du Val d'Allier. Il se sont succédés : une réunion de lancement est organisée par le SEAT, plusieurs réunions entre le SEAT et chaque acteur, deux réunions du COPIL réunissant le SEAT, le groupement d'acteurs et les élus du territoire (une pour valider les 'enjeux' l'autres pour valider les actions et le budget prévisionnel), des réunions entre les acteurs concernés par les axes spécifiques, une sur le volet social et deux sur le volet alimentation et agriculture, un atelier de travail collectif (du groupement d'acteurs) pour remplir les fiches actions. Ma contribution a été significative, notamment dans la prise de notes lors des réunions, la participation aux débats sur l'axe agricole et alimentaire, et la rédaction des comptes-rendus en collaboration avec le SEAT du Val d'Allier.

4.5.2.2. Réalisation d'entretiens et échanges informels avec les acteurs de l'Ecopôle

Les premiers entretiens sont réalisés dans le cadre du jeu de territoire, avec les auditeurs ACTERRA. Le choix d'acteurs a respecté un certain équilibre des catégories socioprofessionnelles, entre : restaurateur, technique, maraîcher, institution, GMS, citoyen, et association. Cette dernière, était la catégorie la plus représentée (33 % dans les enquêtes et aussi dans l'atelier), les auditeurs suggèrent un lien explicatif du fait d'avoir eu la Régie de Territoires (une association) comme 'porte d'entrée' au réseau d'acteurs.

Dans une analyse *a posteriori*, les auditeurs ont identifié que les entretiens portaient sur des questions autour de plusieurs sujets : les usages sur l'Ecopôle, l'accueil de cette diversité/pluralité d'usages, la sensibilisation (aux sujets variés), et sur les aspects d'agriculture et alimentation notamment : quels rapports expérimentations/production à l'Ecopôle, la gestion et la taille du site, les espaces et les échelles. Les résultats de ces entretiens ont été traités dans un tableaux Excel, et intégrés dans l'analyse des résultats de jeu de territoire, dans leur plaquette (ACTERRA *et al.*, 2021).

A partir d'avril, dans le cadre de la thèse, une série d'entretiens a été réalisée auprès d'autres acteurs de l'Ecopôle, cette fois dans le but d'aborder à la fois les questionnements autour des liens urbain-rural, et aussi les aspects relatifs à l'Ecopôle sur l'axe agricole et alimentaire (cf. missions Régie). Ainsi, les entretiens sont orientés sur l'insertion territoriale de l'acteur individuel, ses relations et réflexions avec l'Ecopôle et ses actions ou idées autour des aspects agricole et alimentaire.

A ce propos, un guide d'entretien a été élaboré. Cependant, la formulation des questions à l'acteur dépend beaucoup du cadre de l'entretien et des relations entre les personnes présentes à l'entretien. Il faut préciser que certains entretiens ont été réalisés de manière collective, soit avec des étudiantes ACTERRA (entretien à un maraîcher de l'Ecopôle, à la Mairie de Cournon, à Clermont Auvergne Métropole), des stagiaires du SEAT (entretien à VEDI et au SEAT) ou encore avec des collègues doctorants de l'UMR Territoires (entretien Ilots Paysans). Le déroulement de l'entretien est ainsi différent de ce qui était prévu, et les informations mobilisées par l'acteur enquêté contiennent des éléments relatifs au guide d'entretien, mais aussi d'autres apports, avec une richesse supplémentaire. Une partie des entretiens a été menée de manière individuelle et en autonomie, permettant la construction d'un 'chemin' avec l'acteur, et d'approfondir certains points identifiés. Des entretiens individuels ont été réalisés avec Rural Combo (1 personne), la LPO (2 personnes), la Régie de Territoires (1 personne), le président du SEAT et un élu du Conseil départemental 63.

Concernant précisément le guide d'entretien (voir annexe 1) à partir d'avril, sept points précis ont été abordés :

- L'acteur : son profil et trajectoire/s individuelle/s.
- La trajectoire de l'acteur sur l'Ecopôle.
- Sa représentation des enjeux de l'Ecopôle (ensuite contrasté au schéma d'enjeux réalisé par les étudiants ACTERRA)
- Leurs appréciations sur les usages sur le site (ensuite contrasté à un schéma « multi-usages » fait par les étudiants ACTERRA)
- Exercice de traduction des enjeux (dans cette partie, les enjeux retenus sont énoncés un par un, et l'exercice consiste à repérer les actions proposées, points d'attention, freins et leviers selon l'acteur)
- La gouvernance du projet de l'Ecopôle et les contributions spécifiques de l'acteur
- Le territoire concerné par l'Ecopôle (ce point rejoint plus encore les interrogations de la thèse)
- Les moyens de financement possibles pour des actions concrètes mentionnées.

- Début de réflexions sur les fonctions de l'Ecopôle, les limites, les type d'usages possibles.
- Les points de controverses soulevés : dépôts, agriculture conventionnelle et agriculteurs « alternatifs », la voie verte et la baignade.

Une des particularités de la démarche est le fait d'avoir utilisé les schémas du jeu de territoire, introduits dans l'entretien à des moments spécifiques, afin d'inciter la personne interviewée à réagir et faire des remarques/ajouts/critiques s'il le juge nécessaire. Ces apports sont notés tout de suite sur le support papier face à l'acteur, et éventuellement discutés.

4.5.2.3. Systématisation et caractérisation des actions à intégrer au Schéma Directeur de l'Ecopôle

Plusieurs documents qui repèrent des actions pour l'Ecopôle ont été produits pendant les dernières années (cf. études AMO et F.A.E.). Plusieurs pistes d'actions sont énoncées lors du jeu de territoire de janvier de 2021, synthétisées dans le rapport ACTERRA. D'autres propositions sont relevées lors des entretiens avec les acteurs de l'Ecopôle. Les deux groupes de travail thématique ont repris l'ensemble des actions et les ont intégrés dans l'Excel partagé du Schéma Directeur.

La prospective a donné lieu à des actions portées à plusieurs échelles, en réponse aux enjeux globaux et d'autres centrés sur l'Ecopôle. Les acteurs à mobiliser sont aussi identifiés ainsi que les moyens à engager pour le projet et par d'autres instances. Toutes ces actions ont été mis au propre par les étudiants ACTERRA dans des tableaux Word/Excel, et accompagnés d'une appréciation des temporalités pour chacune. Enfin, des liens actions-enjeux sont formalisés pour montrer la réponse systémique que peut avoir une action sur plusieurs enjeux interreliés.

Les dernières réunions de travail en groupes du Schéma Directeur ont permis de rassembler l'ensemble de propositions sur tous les axes dans un fichier Excel. Ces actions ont été classées selon l'angle apporté par la Ligue de Protection des Oiseaux, sous un modèle d'un plan de gestion type des « Espaces Naturels Sensibles ». Dans la commande de la Régie de Territoires (document produit), j'analyse combien d'actions projetées sur les dix ans à venir correspondent au volet agricole et alimentaire. Je réalise enfin des schémas d'actions par catégorie.

4.5.3. Temps de restitution et livrables rendus aux acteurs de l'Ecopôle

Très rapidement après avoir démarré la thèse sur Ecopôle, je présente les résultats de la prospective auprès d'un groupe d'acteurs sollicités par Sylvie Lardon (UMR Territoires). Les acteurs participant à cette réunion sont Clermont Auvergne Métropole (multiples services : directrice des politiques contractuelles et alliance des territoires ; direction des politiques contractuelles, travaux antérieurs sur agriculture ; direction Enseignement Supérieur et Recherche International ; Chargé de mission biodiversité et préservation des espaces), deux représentants du Parc Naturel Régional Livradois Forez, la directrice de la Régie de Territoire des Deux Rives ; des chercheurs de l'INRAE & AgroParisTech. Cette réunion avait pour double objectif d'attirer l'attention de la métropole sur l'intérêt à intégrer le projet de l'Ecopôle, notamment faire partie de la gouvernance, ainsi qu'explorer les volontés de coopération à l'international dans le cadre notamment d'AgriteRRIs.

A l'issue de deux premiers mois de la thèse, je présente devant les élus du SEAT mon cadre d'analyse, l'itinéraire méthodologique prévu pour les trois ans de thèse et les premiers résultats du terrain Ecopôle, les cartes prospectives et les enjeux identifiés par les auditeurs ACTERRA. Un temps d'échange est tenu entre chercheurs et acteurs au sujet des liens urbain-rural, on retient l'alimentation comme levier de développement territorial et que l'intégration urbain-rural est une façon de repenser les modèles de développement territorial. L'élu président du SEAT valide ainsi les résultats de la plaquette du jeu de territoire.

J'ai produit deux documents pour la Régie de Territoires : '*Volet agricole et alimentaire de l'Ecopôle du Val d'Allier : apports au « Schéma Directeur »*' (23 pages) (Copello, 2022b) et '*stratégie alimentaire et agricole de l'Ecopôle du Val d'Allier*' (18 pages) (Copello, 2022c). Le premier introduit le contexte territorial spécifique de l'Ecopôle, d'autres expériences identifiées en France, des dimensions à tenir pour travailler sur le volet agricole et alimentaire, les acteurs du territoire concernés par ces sujets et les actions recensés. A la demande de la Régie de Territoires, le deuxième document présente l'historique de l'Ecopôle et les objectifs actuels, et un 'zoom' sur l'activité agricole et alimentaire de l'Ecopôle : l'existant et les acteurs impliqués sur ce volet et le futur : enjeu, objectifs, ambition et actions. La méthode utilisée est détaillée, ainsi qu'une synthèse de résultats du jeu de territoire sous l'angle agricole et alimentaire et l'ensemble d'action du volet agricole et alimentaire. Ils constituent les livrables de mon action de terrain à l'Ecopôle et ont servi pour la rédaction du Schéma Directeur.

4.5.4. L'Atelier de Prospective et Résilience (APR) avec le CISCA

Le Centre d'Innovations Sociales Clermont Auvergne (CISCA), propose aux acteurs locaux de participer à des Ateliers de Prospective et Résilience (APR), sur plusieurs sujets. L'un des APR a été organisé autour de l'alimentation (2021). Le CISCA a organisé trois ateliers en simultané, autour de trois volets : 1) les 'circuits des aliments' ; 2) 'les imaginaires' : à l'aide de post-its et schémas ou cartes mentales, on soulève les controverses ; et 3) 'les goûts et préférences' (comportements alimentaires), méthode ludique conçue sur une base analytique.

Le premier des ateliers est conçu et animé par moi-même, en tant que doctorant de l'UMR Territoires, intégrant le groupe de doctorants et pré-doctorants du CISCA. L'atelier sur les imaginaires est conduit par un binôme entre une pré-doctorante et Salma Loudiyi (chercheure à l'UMR Territoires), et le dernier sur les goûts et préférences, est animé par une pré-doctorante et la coopérative locale CRESNA.

L'atelier sur les 'circuits des aliments' a compté avec la participation de deux étudiants (de doctorat et de master), deux associations locales (LieuTopie, La Doume), une observatrice (doctorante) et un animateur (doctorant, moi-même). Les participants ont élaboré une cartographie participative (Figure 5) avec des matériels pour bricoler et dessiner sur plusieurs dimensions les rapports spatiaux entre l'alimentation et le territoire. La consigne de l'atelier était : on imagine les circuits des aliments à partir de nos connaissances et depuis la personne (sujet multi casquette).

4.5.5. Suivi du Projet Alimentaire Territorial et participation au 'collectif de chercheur'

Pendant la première et la deuxième année de thèse, je me suis particulièrement intéressé au PAT pour trois raisons. Premièrement, l'Ecopôle intègre ce projet en tant qu'initiative 'exemplaire' parmi d'autres sur le territoire. Deuxièmement, le Président de l'Ecopôle, Jean-Pierre Buche, était le vice-président du PAT durant la période de mon travail de terrain. Enfin, le projet de l'Ecopôle mobilise fortement l'axe agriculture et alimentation.

Le suivi du PAT a consisté à participer aux Forums Alimentaires Locaux des éditions 2021 et 2022, où j'ai enregistré les discours des acteurs, en particulier ceux des élus des collectivités partenaires du projet : le PNR Livradois-Forez, le PETR du Grand Clermont et la Chambre d'Agriculture. J'ai également interviewé à plusieurs reprises le chargé de mission du PAT. À partir de 2022, j'ai intégré le collectif de chercheurs du PAT et, lors des rencontres, j'ai pris des notes. Le collectif de chercheurs se réunit régulièrement afin de communiquer aux autres chercheurs leurs travaux et projets liés au PAT. Par ailleurs, mes deux encadrantes de thèse, Sylvie Lardon et Marie Houdart, font partie de ce collectif. Sylvie Lardon est également responsable d'un groupe thématique autour des jardins potagers.

4.5.6. De l'accompagnement d'acteurs

A l'Ecopôle, l'accompagnement a consisté à participer aux chantiers de travail des associations sur le site, en particulier avec l'équipe Ecopôle de la Régie de Territoires. J'ai donné un coup de main dans l'isolation d'un container avec de l'argile et la paille (j'ai mis 'les mains dans la pâte'). J'ai contribué à la mise en place du matériel de travail (supports d'animation) et d'autres appuis techniques (souvent informatiques) lors des ateliers participatifs. Avec la Régie de Territoire, j'ai participé à la programmation d'activités dans les communes rurales du territoire, notamment l'animation d'un atelier de soupe. J'ai participé à un atelier d'écriture organisé par la Régie dans le cadre de Zone d'Expression Prioritaire⁹⁷. J'ai intégré pleinement la Régie la première année de thèse, j'ai participé à environ 15 réunions d'équipe et j'ai souvent travaillé dans les locaux de la Régie à Billom, ce qui m'a conduit à être en contact des habitants, même parfois les accueillir et les assister dans leurs besoins, par exemple l'appui informatique pour remplir un formulaire ou réaliser une démarche administrative en ligne. Cette proximité avec les salariés de la Régie m'a permis d'échanger de nombreuses fois avec eux autour de mon sujet de thèse, ce qui a énormément facilité ma compréhension du territoire, rien que par leur récits, perceptions et vécus personnels. J'ai aussi diffusé les activités de la Régie de de l'Ecopôle dans mes réseaux personnels et professionnels, notamment aux étudiants et chercheurs de l'UMR Territoires.

4.6. La démarche du Jeu de Territoire à Tandil

En Argentine, le projet s'inspire largement de l'expérience de l'Ecopôle en France. Des protocoles de recherche sont formulés, validés par un Comité de Pilotage, puis mis en œuvre sur le terrain avec une équipe locale de chercheurs et d'acteurs. Plusieurs ateliers participatifs, organisés à la fois en milieu rural et urbain, ont impliqué une diversité d'acteurs socio-économiques. Le suivi d'action se fait en collaboration avec les équipes municipales et implique des réunions avec les acteurs. Les rencontres avec les acteurs des villages ruraux ont permis de suivre l'avancement de leurs projets.

Les sous-parties à la suite reprennent d'abord l'ensemble de la démarche : l'itinéraire méthodologique de la prospective. Ensuite le détail de la mise en place des protocoles pour les ateliers dans les villages ruraux, la réalisation du Jeu de Territoire en ville, la Kermesse Rurale, et le Séminaire chercheurs-acteurs. La première édition de la Kermesse Rurale est réalisée dans le cadre du dispositif AgriteRRIs, combiné au Séminaire chercheurs-acteurs et le Jeu de Territoire. Enfin le suivi d'action est présenté.

En 2022, nous avons monté un dispositif plus ambitieux du fait de l'objectif d'action de '*provoquer des interactions entre les villages eux-mêmes et la ville de Tandil*'. Trois acteurs institutionnels de la ville, intéressés par le projet proposé et notamment par la méthode de prospective participative, ont été associés au travail en tant que membres d'une *équipe de recherche*. La Mairie, l'Université et l'INTA local, à travers trois représentants, ont participé dès le début dans l'organisation et l'application du dispositif. La mairie a facilité le contact avec plusieurs acteurs que nous avons sollicités : les déléguées municipales de Vela et Gardey, le coordinateur des villages, des porteurs de projets de secteur du tourisme rural, les directrices des écoles de concentration, des personnes ressource souvent historiques du village ou encore des voisins organisés comme la société de développement d'Azucena. L'INTA nous a facilité le contact avec les producteurs, des groupes 'Cambio Rural', et la possibilité de participer à des instances de rencontre entre acteurs du monde rural.

La démarche prospective a permis de renouveler le diagnostic précédent (Albaladejo *et al.*, 2020), avec la participation d'acteurs de plusieurs villages et institutionnels de la ville, et d'identifier collectivement

⁹⁷ La ZEP - Zone d'Expression Prioritaire

les enjeux d'intégration urbain-rural au niveau du district (Copello *et al.*, 2023). A l'issue de ce travail, 21 pistes d'action concrètes ont été annoncées. En plus, le contexte de la thèse a permis d'inclure dans la démarche un 'accompagnement' à court terme (de 3 mois) afin d'assurer le portage politique des actions et la diffusion des résultats, et pour la thèse, de comprendre chemin-faisant les freins et leviers à l'action collective pour relier des formes diverses de ruralité à la ville.

Le diagnostic prospectif réalisé a généré de nouvelles représentations du territoire qui alimentent les précédentes, et qui s'intègrent aux actions de développement territorial en cours. Ce diagnostic ne vient pas s'imposer ou remplacer d'autres dispositifs. Lors du dernier atelier en ville, plusieurs 'scénarios' ont été réalisés par les acteurs de Tandil. Les acteurs participants à l'atelier ont été distribués en quatre tables, et chacune a réalisé une 'carte prospective' en deux étapes. D'abord les projets des villages ont été repérés à l'aide des 'fiches de villages' (synthèse des ateliers précédents), et ensuite une mise en lien au niveau du district est proposée, une généralisation au niveau du district, pour trouver des actions collectives capables de renforcer les liens entre ville et campagne.

4.6.1. Itinéraire méthodologique de la prospective territoriale participative à l'échelle du district de Tandil

Trois étapes clés (Figure 11) définissent la démarche : la préparation du terrain, la prospective participative et le suivi d'action. La première et les dernières étapes ont été réalisées par moi-même en collaboration à distance avec d'autres chercheurs, et sur place avec les acteurs locaux. La prospective participative dure deux semaines où l'ensemble de l'équipe de recherche est réuni et participe aux activités au jour le jour. Sept ateliers ont été réalisés au total, six dans des villages ruraux, et un dernier en ville.

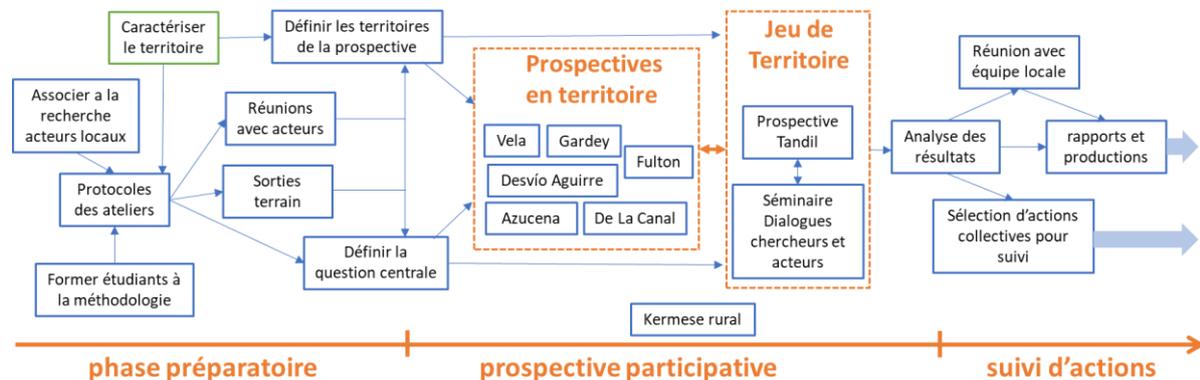


Figure 11 : Itinéraire méthodologique de la prospective à Tandil. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

4.6.1.1. Etape 1 : Préparation du terrain

La première étape de préparation a consisté à poser le problème, en l'occurrence celui des liens entre la ville proche et les zones rurales qui l'entourent. Les acteurs institutionnels locaux sont réunis pour constituer un 'comité de pilotage'. Le comité se réunit à des moments où ses membres demandent l'aval des autorités de chaque institution partenaire pour définir les étapes stratégiques. Parallèlement, nous avons commencé à caractériser le territoire d'intervention, en identifiant les lieux où se dérouleraient les ateliers participatifs et en proposant des protocoles spécifiques adaptés à chaque atelier. Ces tâches ont été développées à travers des réunions à distance (avec une partie de l'équipe à Tandil et l'autre en France).

Le comité de pilotage est impliqué dans le choix des lieux où se dérouleront les ateliers et dans la définition d'un calendrier qui est ensuite convenu lors d'autres réunions avec l'équipe locale, une fois

que le travail sur le terrain a commencé. Les chercheurs argentins du projet, qui se trouvent dans le pays, contactent les acteurs dans chaque lieu où un atelier doit se dérouler pendant qu'une stratégie est élaborée pour assurer la participation aux ateliers. Des réunions avec les acteurs et des visites de terrain sont organisées pour contribuer à l'adaptation et à la définition des protocoles. Une fois les protocoles définis (c'est-à-dire les lignes directrices générales pour le développement de chaque atelier), nous commençons à préparer le matériel de soutien, à former les étudiants à la méthode et à inviter les acteurs à participer aux ateliers. Une question spécifique est définie pour chaque village en relation avec la question centrale au niveau du district de Tandil.

Les réunions avec les acteurs locaux ont été des moments clés pour la communication d'informations, l'établissement de 'points de progression', la proposition de nouvelles réunions et de tâches à réaliser dans des délais spécifiques. On retiendra en particulier que les réunions du réseau AGRITERRIS, entre les acteurs associés à la recherche, les organisateurs de la Kermesse rurale, les services de la culture, de l'éducation et de la jeunesse de la municipalité de Tandil, avec le programme Cambio Rural de l'INTA, et avec les acteurs des villes rurales (délégations municipales, écoles, bibliothèques, sociétés de développement, entre autres) ont été particulièrement importantes.

Tous les éléments étant en place, l'équipe de recherche se réunit enfin sur le terrain pour commencer les ateliers et passer ainsi à la phase de réalisation de la prospective participative.

4.6.1.2. Etape 2 : Prospective participative

Au cours de la première semaine, six ateliers de prospective ont été organisés à Gardey, Fulton, De La Canal, Vela, Desvío Aguirre et Azucena (Figure 12). Après chaque atelier, l'équipe de recherche est invitée à commenter la façon dont elle a vécu l'atelier, quelles sont les idées principales qu'elle retient et quels sont les acteurs considérés comme 'clés' dans la dynamique du territoire. Cela permet d'identifier les personnes qui seront recontactées pour collaborer à la définition collective de la participation des acteurs au septième atelier dans la ville. Pour ce faire, le périmètre de la prospective générale et la question centrale sont pris en compte.

Prospectives dans les villages appliquant des protocoles différents

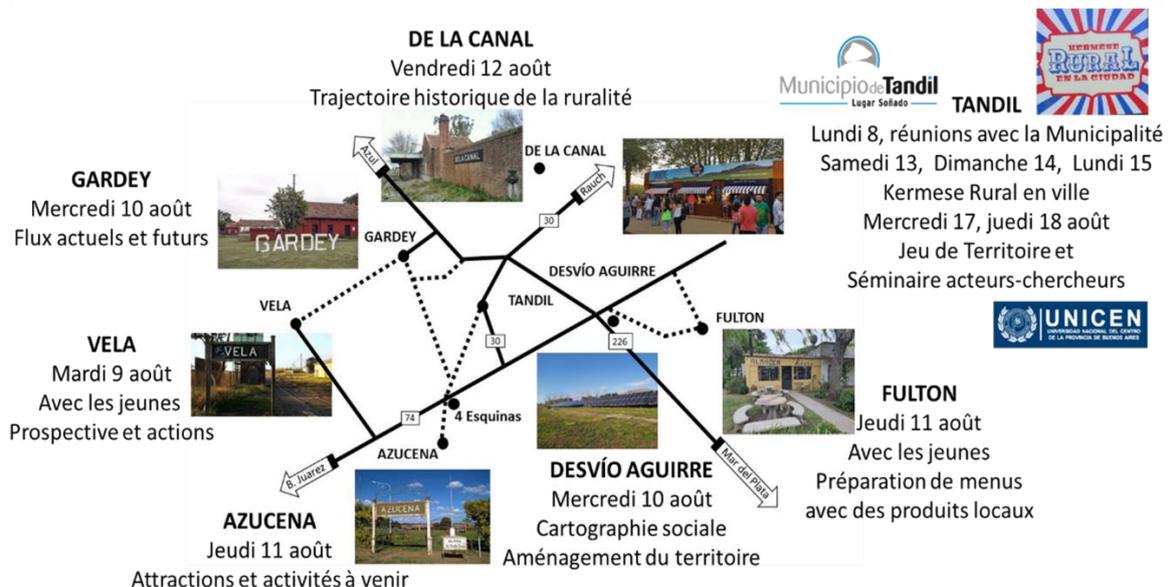


Figure 12 : Les protocoles scientifiques de chaque village du district de Tandil. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Après les six prospectives menées dans les villages ruraux, une première analyse des résultats a permis de synthétiser les informations et de les mettre en forme dans des 'fiches thématiques'. Ces fiches sont destinées à servir de support à l'atelier final en ville, au niveau du district de Tandil.

Le format de fiche a été adapté aux informations obtenues dans les ateliers des villages, chaque fiche représente donc l'ensemble d'idées, projets en cours, et besoins soulevés par les acteurs des villages. Un travail de synthèse graphique, soit dans un schéma conceptuel, soit dans un chorème, est réalisé pour rendre visibles les principales informations de l'atelier.

Les acteurs sont invités à participer à l'atelier par différents moyens. Un moment clé de la rencontre entre les acteurs a été la Kermesse Rurale dans la ville, un événement festif qui a rassemblé une grande diversité de personnes : un groupe de femmes entrepreneuses, des producteurs, des habitants ruraux et urbains, des acteurs publics institutionnels et des représentants de la société civile issus d'associations et d'autres organisations.

La prospective à Tandil (par le biais du jeu de territoire au niveau du district) a été réalisée au cours de la première journée du séminaire "Dialogues entre chercheurs et acteurs". En fin d'après-midi, une analyse critique de la méthode a été proposée aux mêmes participants et aux chercheurs qui s'y sont joints. Le deuxième jour du séminaire, des études de cas provenant d'autres régions d'Argentine, du Brésil et de France ont été présentées, toujours sur le thème des liens ville-campagne. Le séminaire s'est achevé par l'élaboration de représentations spatiales comparant les cas présentés et obtenant huit types de liens urbains-ruraux, identifiés à partir de toutes les expériences, y compris le jeu de territoire à Tandil.

L'analyse des résultats vise à générer des productions qui valorisent le travail réalisé. La rédaction d'un rapport et des documents de synthèse validés par l'équipe locale a servi à restituer les résultats aux acteurs, principalement ceux qui ont participé aux ateliers. Ils serviront également à inspirer les acteurs associés à la recherche, afin d'établir des critères et de définir des actions collectives et/ou des politiques publiques qui revitalisent le lien entre l'urbain et le rural. Le rapport final constitue une base pour de futures productions scientifiques d'enseignants, d'étudiants et de chercheurs.

4.6.1.3. Etape 3 : suivi d'actions

Une fois la prospective territoriale participative réalisée, il est proposé de suivre certaines propositions d'actions qui ont été formulées collectivement par les acteurs. Dans le même temps, il convient d'analyser les conditions de réalisation de ces actions : identifier les 'facteurs de succès', observer l'évolution des tensions et identifier les 'points de vigilance'. Le chercheur peut jouer un rôle en initiant certaines rencontres entre acteurs, en identifiant ceux qui jouent un rôle d'intermédiaire entre les initiatives locales et les incitations institutionnelles, et qui peuvent assumer un rôle de continuité dans la mise en œuvre des actions. Moi-même, j'ai réalisé ce travail dans les deux à trois mois qui ont suivi la prospective à Tandil en 2022.

Entre-temps, le rapport final complet (Copello *et al.*, 2023) est rédigé de manière consensuelle avec les partenaires de la recherche, afin de garantir l'utilisation et l'appropriation des résultats en tant qu'outils de développement territorial. Une première synthèse est proposée aux acteurs sous la forme d'une plaquette de quatre pages (Copello et Lardon, 2022), synthétisant la méthodologie appliquée, les principaux résultats obtenus et les pistes d'action à poursuivre. Cette plaquette est un premier outil de diffusion et d'échange avec les acteurs intéressés par les résultats de ce travail.

Le rapport final est élaboré en collaboration avec les étudiants UNICEN. La version finale est rendue à la Municipalité de Tandil qui veillera pour la mise en valeur de la prospective à Tandil.

4.6.2. Des protocoles scientifiques pour provoquer des interactions urbain-rural à Tandil

Les ateliers participatifs sont organisés en deux blocs principaux : d'une part, ce que nous appelons les 'ateliers en territoire', qui se réfèrent aux six premiers ateliers organisés dans des villages ruraux du district de Tandil. Ces ateliers ont été suivis par des acteurs locaux faisant partie de chaque communauté, habitants du lieu ou des environs, ou ayant un sentiment d'appartenance. Le deuxième bloc est l'atelier dans la ville de Tandil, auquel ont participé des représentants des ateliers précédents, ainsi qu'une diversité d'acteurs provenant à la fois de la ville et de différentes zones rurales, visant à être représentatifs (bien que non exhaustifs) des secteurs géographiques du district de Tandil. La diversité des secteurs socio-économiques (tourisme, services, producteurs agricoles, institutions, filières agroalimentaires, etc.) et une proportion équilibrée d'hommes et de femmes sont d'autres critères qui ont guidé le contact d'acteurs pour le dernier atelier.

En 2022, le travail de prospective participative réalisé avec l'équipe de recherche à Tandil a permis de soulever les principaux enjeux d'avenir pour le territoire. Nous avons réalisé plusieurs ateliers avec de nombreux acteurs des villages ruraux, ainsi qu'une dernière instance générale d'atelier réalisée en ville : le Jeu de Territoire. La mise en pratique de cette méthode est considérée en soi comme un résultat, un processus vécu qui a apporté de nouvelles capacités aux acteurs (voir la partie en discussion (chapitre 7) relatifs aux aspects méthodologiques d'innovation et d'adaptation). Pendant toute la démarche, il y a eu des échanges et débats entre un nombre important d'acteurs du territoire, toujours sous la consigne de réfléchir 'aux actions collectives pour renforcer les liens entre la ville et la campagne'. A l'issue de la démarche, nous avons réalisé collectivement un rapport qui reprend l'ensemble du travail, autant les productions et le dire des acteurs eux-mêmes, que les analyses faites collectivement avec des étudiants de l'UNICEN à partir des productions et notes prises pendant les ateliers (Copello *et al.*, 2023).

4.6.2.1. Inviter les acteurs du territoire

L'invitation était une tâche très importante pour garantir la participation des acteurs aux ateliers 'en territoire'. J'ai coordonné avec les agents de la municipalité de Tandil, des réunions préalables dans les différentes communautés rurales pour proposer les ateliers, définir le lieu, la date et l'heure de chaque réunion. En outre, ces moments d'échange ont permis d'ajuster/adapter les protocoles, de définir la question centrale spécifique à chaque village, d'avoir une idée du public qui serait présent le jour de l'atelier, de définir une stratégie de diffusion de l'activité, de collecter certaines informations sur le territoire qui permettraient à l'équipe de recherche de connaître à l'avance certaines caractéristiques essentielles et les thèmes possibles qui seraient abordés par les acteurs au cours de chaque atelier. Les réunions se sont déroulées dans chaque village rural, en fonction de la dynamique et des caractéristiques du lieu, et des ressources dont disposaient les acteurs associés, tant pour contacter d'autres acteurs que pour se rendre sur le lieu de la réunion. Dans certaines réunions, les deux activités prévues ont été présentées en parallèle : l'atelier prospectif dans la localité et la rencontre festive de la Kermesse rurale, organisée par la municipalité de Tandil. À d'autres occasions, notamment avec les écoles rurales, on profite du fait qu'un groupe de jeunes faisant partie d'un programme de formation appelé 'gardiens du territoire'⁹⁸ (dirigé par un agent de la municipalité) visite les localités rurales pour

⁹⁸ 'Les 'Gardiens du territoire' sont un réseau de personnes qui travaillent avec passion et engagement pour la conservation de leur environnement. Nous utilisons les zones humides et les champs comme des salles de classe ouvertes où nous découvrons diverses façons de faire de la recherche, d'apprendre et d'enseigner en collaboration. L'ancrage institutionnel de Custodios (Gardiens) est le programme de conservation des terres communautaires (Faculté des sciences vétérinaires, UNICEN), qui est organisé en cinq noyaux interdisciplinaires et interconnectés : l'éducation à la conservation, la conservation communautaire, One Health, l'agroécologie et la communication environnementale.' Source : Custodios del Territorio.

présenter la proposition d'atelier prospectif. Enfin, pour compléter la stratégie, des 'flyers' ont été préparés pour chaque atelier afin de diffuser et de communiquer ouvertement l'activité dans chaque communauté. À cette fin, lors de chaque réunion en face à face, des contacts ont été pris avec des acteurs clés qui ont ensuite diffusé l'annonce de l'atelier dans leurs réseaux personnels et professionnels. Chaque flyer indiquait le lieu, la date, l'heure des réunions, le programme de travail (étapes) et la question spécifique dans chaque cas (une déclinaison de la question centrale).

Pour chaque atelier de terrain, un document interne (partagé avec l'équipe de recherche) a été élaboré, définissant la question spécifique à laquelle les acteurs doivent répondre et le protocole d'application. Cette question combine les questions posées par les chercheurs dans le cadre de projets spécifiques (évoqués précédemment), et les problématiques de terrain identifiées au cours des réunions et rencontres successives avec les acteurs locaux du district de Tandil. Cette double entrée (intérêt pour la recherche et pour l'action) vise à susciter un engagement à participer aux ateliers, ce qui est un aspect fondamental pour la convocation, mais aussi pour l'implication dans la dynamique de l'atelier. Finalement, nous avons réussi à aborder différents thèmes dans chaque lieu : alimentation, attractions touristiques, trajectoires historiques, aménagement du territoire, mobilités, entre autres ; tous avec une dimension prospective. Dans chaque atelier, les acteurs nous ont permis de prendre connaissance de leurs projets, idées et actions à un horizon de 10 ans, à travers des échanges en groupe, des présentations, des discours et des représentations spatiales (avec leurs dessins).

4.6.2.2. *Animer les ateliers*

Les instructions pour l'animation de l'atelier et le temps consacré à chaque étape ont été adaptés à chaque situation particulière et au public présent à ce moment-là. Dans deux des ateliers en territoire, de jeunes lycéens ont participé (Fulton et Vela), dans trois ateliers, la participation incluait une diversité d'habitants locaux (Gardey, De La Canal et Desvío Aguirre), dans l'un d'entre eux nous avons travaillé avec des membres de la Société de Développement locale (Azucena).

En général, un animateur présente les consignes et l'objectif du travail, suivi de la présentation des participants et de l'équipe de recherche. Les groupes sont formés grâce à une dynamique simple et rapide (technique du '1, 2, 3, 4...' ⁹⁹) et le travail en groupe commence. En fonction des ressources disponibles, chaque groupe est coordonné par un chercheur ou étudiant de l'équipe, qui est chargé d'expliquer les instructions, de distribuer la parole aux participants et de répondre à leurs doutes concernant le résultat attendu dans le temps prévu. À la fin, il y a une session de partage en plénière, où chaque groupe présente le travail effectué au reste des participants. Un espace est ouvert pour les questions et/ou les réflexions, et l'atelier est clôturé.

Les représentations spatiales résultant des dessins des acteurs seront ensuite utilisées pour une synthèse narrative de l'histoire par chacun des groupes formés. Le nombre de groupes que nous formons dépend du nombre de participants à chaque atelier. En général, les groupes sont composés de 5 à 8 personnes maximum pour faciliter l'échange et assurer l'animation. A Desvío Aguirre, Vela, Fulton et Gardey, quatre groupes ont été formés, à De La Canal trois groupes et à Azucena un seul groupe. Nous avons utilisé des cartes, des feuilles blanches et du papier adhésif pour dessiner avec les acteurs. Dans tous les ateliers, le dessin est le moyen d'exprimer des idées, de partager avec les autres et de travailler la dimension spatiale.

⁹⁹ C'est une méthode pour former rapidement des groupes de travail, on commence par nommer 1 à une personne, 2 celle d'à côté, 3 la suivante, 4 l'autre et on revient à 1 pour la cinquième personne, et ainsi successivement jusqu'à avoir donné un chiffre à chaque personne. On aura à la fin quatre groupes, correspondant aux 4 chiffres attribués.

4.6.2.3. Observer les ateliers

Le rôle des étudiants en tant qu'observateurs dans les ateliers a permis d'enregistrer les paroles des acteurs à l'aide d'un guide d'observation (Tableau 1) qui vise à identifier les questions pertinentes qui ont été mentionnées, les arguments mobilisés et, éventuellement, les points de désaccord ou de tension entre les participants. Un texte narratif résumant les récits de chacun des groupes a été produit après chaque atelier.

Participant	Argument	Dessin	Réaction (d'autres participants)

Tableau 1 : Guide d'observation pour les ateliers. *Réalisation propre : Luciano Copello.*

Il est important que chaque texte de synthèse soit produit le plus rapidement possible après l'atelier, afin de se souvenir des arguments mobilisés et des mots utilisés. L'animateur et l'observateur peuvent tous deux contribuer à cette première production.

4.6.2.4. Les ateliers dans les villages

Dans l'ordre de réalisation nous avons : Vela, Gardey, Desvío Aguirre, Fulton, Azucena, De La Canal. Chaque atelier correspond à un protocole spécifique comporte une question à répondre (déclinée de la question centrale de la prospective), un déroulé (et consignes) prévu, et des adaptations au cours de route. A Vela, nous avons réalisé un atelier de 'prospective et actions' avec les jeunes, à Gardey, une cartographie sur les flux acteurs et futurs, à Desvío Aguirre, nous avons mobilisé la méthode de cartographie sociale. A Fulton, les jeunes ont peint des menus avec des produits locaux. A Azucena, l'atelier portait sur les attractions et activités à venir. Pour De La Canal, nous avons retracé la trajectoire historique de la ruralité. Enfin la Kermesse Rurale, le Jeu de Territoire et le Séminaire chercheurs-acteurs ont été réalisés dans la ville de Tandil.

Vela

En 2020, nous avons réalisé une prospective participative à Vela (Albaladejo *et al.*, 2020) où les acteurs avaient proposé des pistes d'actions et des enjeux avaient été dégagés. Parmi les thèmes principaux figuraient la production alimentaire locale, le tourisme et la formation. En 2022, il est proposé de travailler sur les actions mises en œuvre ou pas, du fait de la pandémie Covid-19 et sur ce qui a changé après la pandémie. La question suivante est posée : *quelles actions ont été mises en œuvre après la prospective de 2020 ? Qu'est-ce qui a changé ?*

Le jour de l'atelier (mardi 8 août), l'équipe arrive au point de rencontre : l'école secondaire de Vela. Compte tenu de la faible participation des habitants (5 au total sur l'ensemble de l'atelier), il a été proposé de travailler avec des élèves et des enseignants des dernières années de l'école secondaire, présents sur place. Quatre groupes ont été rapidement formés et l'activité a commencé. Outre les enseignants, deux entrepreneurs locaux étaient présents et ont participé à l'atelier. De nombreuses personnes ont circulé dans l'espace ; en effet, les groupes d'étudiants initialement constitués ont dû être reconfigurés avec le départ de certaines "classes d'étudiants" et l'arrivée d'autres.

Le protocole à Vela s'est déroulé en trois temps : 1) un atelier d'idées sur l'avenir de María Ignacia-Vela ; 2) un déjeuner convivial ; 3) la réalisation d'une fresque représentant le visage rêvé de la localité si les actions prévues (ou nouvelles) sont mises en œuvre.

Le matériel utilisé est constitué de feuilles blanches de papier affiche, de fibres colorées et d'une liste imprimée des actions qui étaient prévues pour 2020.

Aucun des groupes d'élèves n'ayant participé au processus de prospective 2020, les consignes ont été adaptées pour qu'ils puissent dessiner les dynamiques du territoire dans le présent, en s'inspirant des propositions d'actions de 2020, puis se projeter dans l'avenir (horizon 2030). L'objectif était que la plupart des réflexions se retrouvent dans le dessin. Les étudiants de l'UNICEN ont coordonné les groupes d'élèves, avec les chercheurs de l'équipe.

À la suite de l'atelier l'équipe de recherche réfléchi à une synthèse visuelle des enjeux soulevés par les étudiants, et avec l'aide d'artistes locaux de Tandil, nous faisons un dessin collectif, qui est peint sur le moment dans un mur du village. En parallèle, le groupe d'étudiants de l'UNICEN ayant participé à l'activité a réalisé un dessin à l'aquarelle sur une grande affiche blanche, représentant une synthèse de leur vision de l'avenir de Vela, inspirée par l'atelier de la matinée.

Gardey

La question suivante est posée : Quels sont les flux de personnes, de biens et d'idées pour les activités du territoire ?

Le protocole est défini ainsi : 1) Réunion à la bibliothèque, présentation des entrepreneurs ; 2) Dessiner une carte des flux actuels et futurs. Classer les dynamiques territoriales et donner un nom aux dessins. Compléter la légende ; 3) Déjeuner au restaurant Don Coco de Walter.

Le jour de l'atelier, l'équipe de recherche est arrivée à la bibliothèque de Gardey, où nous avons été accueillis par les responsables de la bibliothèque et le délégué municipal, qui nous a expliqué les activités de la bibliothèque populaire. Nous nous sommes ensuite rendus au Centre culturel où nous attendaient des entrepreneurs, des producteurs et des habitants de Gardey. Il y avait des jeunes et des moins jeunes, de Gardey et de la campagne environnante. Il y a eu un tour de présentation où se sont distingués des entrepreneurs de divers domaines, des producteurs agricoles, des enseignants et des artistes locaux. Ensuite, quatre (4) groupes hétérogènes ont été formés et l'atelier a commencé.

Comme il n'y avait qu'une seule carte de base, il a été proposé d'utiliser des couleurs différents pour distinguer les flux actuels (1° temps de dessin), des flux futurs (2° temps de dessin). Le support utilisé est la carte de base du district de Tandil à l'échelle et des paquets de fibres de couleurs classées (distinguant le présent et le futur).

Il y a eu des moments de convivialité, nous avons pu déguster les Tortas Fritas fait maison de Gardey, un Asado a las Brasas typique dans le restaurant 'Don Coco', vivre les spectacles d'un jeune artiste local qui a interprété des chansons folkloriques, et découvrir la culture agricole dans une exposition organisée à l'occasion de l'atelier.

Desvío Aguirre

Le protocole consiste à établir une cartographie sociale avec les jeunes. Le jour de l'atelier, une grande partie de la communauté vient participer, et pas seulement les jeunes. Toutes les personnes présentes dans la salle sont divisées en quatre groupes, dont les habitants de Desvío Aguirre, les acteurs de la ville et même les membres de l'équipe de recherche. Toute personne présente peut contribuer à la cartographie sociale.

Pour l'atelier à Desvío Aguirre nous avons élaboré un 'derrotero' ou feuille de route (Tableau 2), qui traduit l'objectif en un guide lisible pour les cartographes sociaux et leur permet d'engager un débat sur la question centrale, qui est incarnée dans l'objectif, mais décomposée en étapes. Dans le cas présent, la feuille de route part de la question : *Comment penser l'aménagement du territoire à l'horizon 2030 ?*

Etape	Aspect	Observation
Etape 1 (couleur marron)	Dessignons le Desvío Aguirre tel que nous l'imaginons dans 20 ans. Nous pouvons dessiner tout ce qui nous semble pertinent, les formes, les choses, les relations humaines, les enjeux économiques et culturels, les services, etc.	En plus du dessin, nous pouvons écrire des mots, créer des icônes ou tout ce que nous estimons nécessaire pour produire la cartographie. Toute la liberté est entre les mains des cartographes sociaux.
Etape 2 (couleur rouge) (couleur bleue)	Nous allons maintenant dessiner Desvío Aguirre, mais tel qu'il est aujourd'hui, au présent. Dans ce sens, nous pouvons également dessiner tout ce qui nous semble pertinent, les formes, les choses, les relations humaines, les questions économiques, culturelles, les services, etc.	Nous pouvons également créer une grille de référence.
Etape 3 (couleur noire)	Enfin, nous allons dessiner ce qui s'est passé, ce qui a changé, les choses qui ont été mises en marche, comment le présent que nous avons dessiné à l'étape 2 s'est transformé en l'étape du futur 1.	Lorsque nous avons terminé, nous ajoutons un nom à la carte.
Etape 4	Chaque groupe présente sa carte !!!	

Tableau 2 : Derrotero de l'atelier à Desvío Aguirre. *Elaboration de l'équipe de recherche.*

Fulton

La question centrale de l'atelier était la suivante : *quels sont nos produits locaux et comment peuvent-ils être valorisés par le tourisme ?*

Le protocole a consisté en : 1) Rencontre à l'école avec des élèves du secondaire : élaboration de menus ; 2) Présentation et échange avec Stéphane Rodier sur l'éducation et l'expérience en France de 'Territoires zéro chômeur de longue durée' ; 3) Déjeuner convivial avec des produits locaux à l'épicerie 'Adela'.

Le public présent le jour de l'atelier était composé d'élèves des dernières années de l'école secondaire. Une trentaine d'élèves ont été répartis en quatre groupes. Les enseignants ont participé à l'activité en assistant à la conférence, mais certains d'entre eux ont également participé aux groupes avec les élèves. Dans les ateliers, des agents de la municipalité et de l'INTA ont participé à la coordination des groupes, avec les étudiants UNICEN et les chercheurs. Les productions réalisées, des dessins collectifs de menus, ont été essentiellement faites par les élèves. Ensuite, pour la conférence du Maire de Thiers, étaient présents des fonctionnaires de la Commune de Tandil, ainsi que des agents de l'INTA.

En ce qui concerne le matériel de support, nous avons utilisé des feuilles blanches, des post-it, des peintures acryliques, des pinceaux, un verre avec de l'eau, un plateau pour créer des couleurs avec les peintures et des fibres colorées.

Azucena

La question posée est la suivante : *quels sont les attraits de cet endroit, qui y vient et pourquoi ?*

Le protocole comprend d'abord un atelier de réflexion pour répondre à la question centrale, et ensuite la proposition était de 'concevoir l'entrée de la communauté avec des matériaux recyclés et réaliser une grande 'peinture murale en céramique' mais les temps prévus n'ont pas suffi à cette partie de la

démarche. Cependant les participants de l'atelier de céramiques local se sont engagés dans la réalisation par la suite.

Le jour de l'atelier, il y a eu un problème pour se rendre à l'école secondaire, l'équipe de recherche s'est donc rendue à la bibliothèque et a rencontré directement des membres de la Sociedad de Fomento. On commence par exposer les consignes prévues, mais comme il n'y a pas de participation de jeunes, l'atelier a été adapté et développé en présence d'habitants de la communauté. La Sociedad de Fomento a été récemment constituée, certaines personnes viennent de grandes villes, d'autres sont des habitants historiques du lieu. Ensemble, ils présentent un large éventail d'idées et de projets en cours pour Azucena. L'atelier a accueilli cinq personnes au début, puis s'est terminé avec quatre participants.

Cet atelier a donc été adapté afin de mener une réflexion prospective avec les personnes présentes. Les trois étapes ont été respectées : 1) activités souhaitées, 2) activités actuelles, 3) activités attractives pour les touristes. A l'aide de post-it placés sur une affiche blanche, un schéma est dessiné, reliant et générant des "paquets" d'idées ou de propositions similaires. L'exercice est complété par des dessins "d'icônes ou de figures" représentant les activités mentionnées.

Lors de l'atelier réalisé à Azucena, comme à Desvío Aguirre, les acteurs de la société de développement ont produit un schéma à l'aide de post-it pour mettre en évidence leurs projets pour le village. La consigne était « *Quels sont les atouts de ce lieu, qui y vient et pourquoi ?* ». Une fiche de 'synthèse' a été élaborée par l'équipe de recherche.

De La Canal

Le protocole consiste à reconstituer la trajectoire historique de la ruralité avec les anciens. La question est la suivante : quelle est notre histoire, et quelles transformations voulons-nous à l'horizon 2030 ?

Le public présent le jour de l'atelier est nombreux et varié, aussi bien des voisins de De La Canal que des producteurs des environs. Quelques habitants de la ville de Tandil ayant un sentiment d'appartenance à la communauté rurale sont également présents. Une vingtaine de personnes se réunissent. Au début de l'activité, tout le monde se présente, puis les participants sont répartis en trois groupes.

Le matériel utilisé est principalement constitué de post-it de deux couleurs, les uns pour les 'acteurs' et les autres pour les 'activités' tout au long de l'histoire. En groupes, les participants placent les événements clés de l'histoire en commençant par le passé, puis le présent et enfin le futur. Cette étape est suivie d'une séance plénière au cours de laquelle chaque table énonce, dans l'ordre chronologique, les événements figurant sur chaque post-it. L'équipe de recherche les écrit sur de nouveaux post-it et les place sur une ligne spatio-temporelle fixe sur l'un des murs de la salle (à la vue de tous les participants). Les post-it sont placés avec trois couleurs différentes qui différencient : les acteurs, les activités et les objets spatiaux. Finalement, on obtient une ligne temporelle qui permet d'entrevoir les périodes clés des processus vécus sur le territoire.

4.6.2.5. L'atelier final en ville

La deuxième semaine de travail collectif sur le terrain est consacrée à l'atelier final du jeu de territoire.

Définition d'une question prospective centrale (à 20 ans pour Tandil)

La question centrale de la prospective (définie bien en amont) sert de guide tout au long de l'atelier. La définition de la question avec les acteurs associés à la recherche est une étape incontournable et centrale du processus, servant de guide à la réflexion collective. La question est toujours formulée en

relation avec le territoire de la prospective. Elle est déclinée afin d'apporter des réponses opérationnelles aux actions de développement proposées.

La question a été formulée de la manière suivante : *‘Comment générer des actions collectives qui articuleront la campagne et la ville dans les 20 prochaines années ? Quelles actions concrètes dans les 5 ans ?’*

La formulation ‘campagne’ et ‘ville’ a été choisie parce que l'on considère qu'il s'agit de notions qui se réfèrent à des objets géographiques concrets et situés, par opposition aux notions d'urbain et de rural. De plus, la présence de Tandil en tant que ville sur le territoire est forte, et non pas n'importe quel type d'urbanité. Les catégories ‘urbain’ et ‘rural’ peuvent donc être utilisées dans l'analyse en fonction du contexte. La notion d'actions collectives, bien qu'elle ne soit pas explicitement définie, se rapporte aux dynamiques de gestion associée, de coopération, d'intégration, aux processus de gouvernance, à la création de réseaux ou d'organisations, ou à d'autres actions qui impliquent une diversité d'acteurs et renforcent les liens entre l'urbain et le rural.

La question inclut dans sa formulation l'horizon prospectif, qui est particulièrement débattu avec les acteurs associés à la recherche, en l'occurrence les trois institutions de la ville de Tandil. Il est lié à des horizons déjà établis dans certaines lignes de travail ou programmes institutionnels, ou bien il est posé par rapport à l'émergence de nouvelles générations (20 ans ou plus). Pour Tandil, un horizon de 20 ans a été retenu.

Au cours de l'atelier, la notion de ‘ruralités’ a été largement utilisée pour identifier l'ensemble des espaces ruraux (avec différents degrés de densité de population) et pour distinguer les dynamiques de la "ville". Dans cette logique, la notion de village a été retenue pour une utilisation opérationnelle lors du Jeu et plus tard dans l'analyse (réalisée par l'équipe de recherche). Cependant, dans les sphères collectives, chaque acteur utilise le vocabulaire de son choix. Différents vocabulaires ont été mobilisés : villages, hameaux, localités, communautés, Asentamientos de Rango Menor¹⁰⁰ (Nogar et Jacinto, 2013), ... Ce dernier est notamment utilisé par les étudiants et les enseignants de l'UNICEN.

Fond de carte du territoire

L'échelle est un aspect central de la définition du territoire, car elle est étroitement liée à la question centrale. En général, dans les expériences précédentes du jeu de territoire en Argentine, et en particulier dans la province de Buenos Aires, le niveau administratif des ‘partidos’ ou ‘municipios’ a été choisi. Ce niveau est considéré comme une zone d'action où convergent les efforts de différents acteurs institutionnels publics (municipalités, INTA local, universités) et les initiatives locales. En outre, il existe un sentiment d'identité ou d'appartenance de la part des sujets par rapport à ce qui se passe dans ce périmètre. En ce qui concerne la question centrale, l'échelle du ‘partido’ permet d'inclure les espaces urbains et ruraux, la ville et les villages (population rurale agglomérée). Le ‘fond de carte du territoire’ (Figure 13) est l'espace où les acteurs participant à l'atelier doivent se projeter et générer le diagnostic partagé. Ici, nous avons choisi le district de Tandil.

¹⁰⁰ Le concept d'Asentamiento de Rango Menor est défini comme *‘des localités de hiérarchie inférieure dans les limites administratives du Partido, qui agglomèrent la population en dehors de la capitale départementale. Il s'agit de localités situées dans des zones rurales, dont le dynamisme est tributaire des logiques urbaines-rurales qui animent les territoires où elles se trouvent.’* (Nogar et Jacinto, 2013).

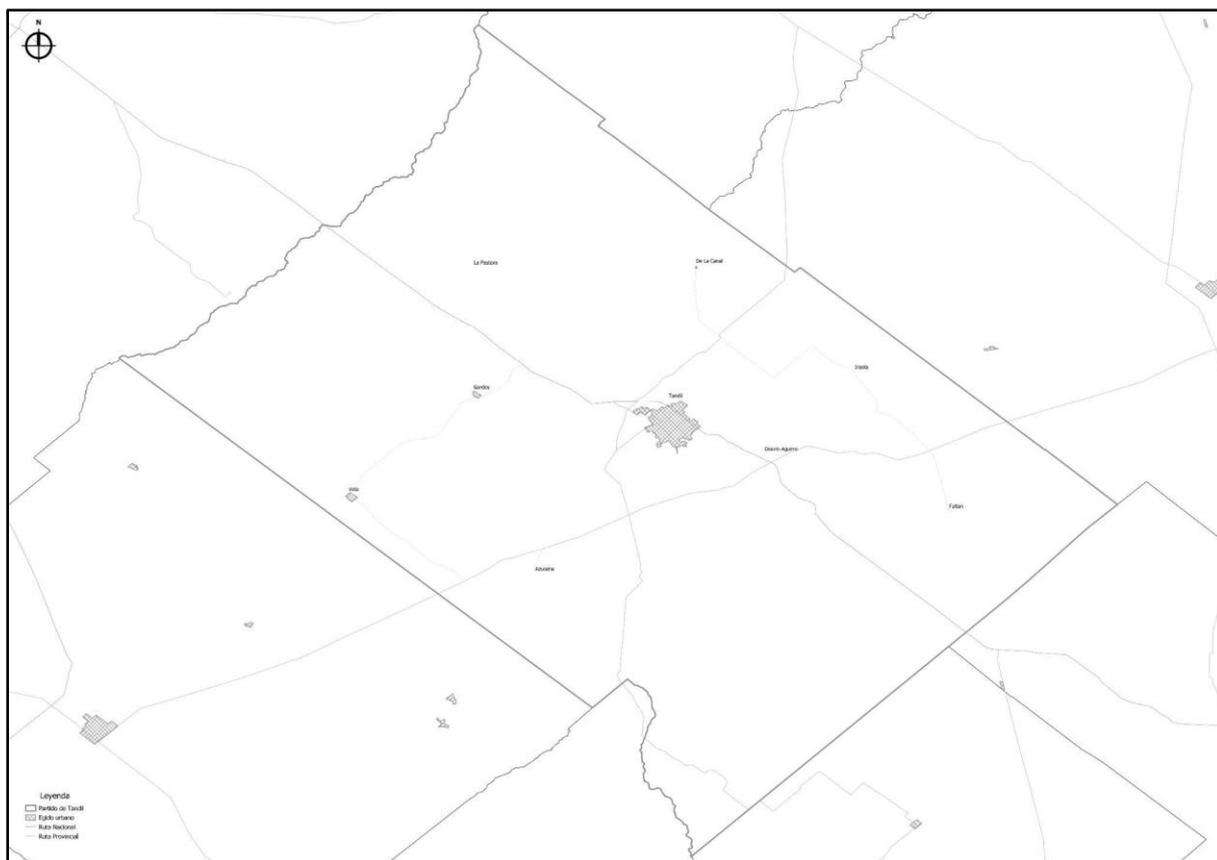


Figure 13 : Fond de carte pour l'atelier du jeu de territoire en ville. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Dans ce cas, une carte a été dressée contenant les limites administratives du district de Tandil, avec les noms des districts limitrophes visibles. Les principales voies de communication terrestres ont été incorporées : routes nationales et provinciales, certaines voies d'accès mentionnées par les acteurs dans les phases exploratoires (préparation du terrain). La carte de base montre la localisation géographique des six villages où se sont déroulés les ateliers précédents, ainsi que d'autres lieux mentionnés par les acteurs mais ne faisant pas partie des lieux où s'est déroulé un atelier (cf. La Pastora, Iraola). La liste des lieux ou structures indiqués sur le fond de carte n'est pas exhaustive et n'a pas la prétention de l'être, elle vise seulement à fournir des points de repère pour que les acteurs puissent se situer dans l'espace. Ce qui nous intéresse, c'est d'obtenir les dessins qu'ils réaliseront au cours de l'atelier, afin que les acteurs puissent les compléter à tout moment en fonction de leur propre connaissance du territoire. Enfin, les zones urbaines apparaissent sur le fond de carte, mettant en évidence la ville de Tandil et sa taille relativement plus importante par rapport au reste des localités.

Le fond de carte est imprimé en grand format (A1) afin de pouvoir être placé au centre d'une table et 8 participants (acteurs, coordinateurs et observateurs de l'atelier) peuvent se tenir autour de lui. Une échelle de gris est utilisée dans la conception de la carte afin de distinguer clairement les dessins des joueurs, qui eux, seront en couleur.

Un seul exemplaire de la carte de base est distribué à chaque table. Habituellement, un fond de carte est utilisé pour chaque étape, mais un seul exemplaire a été jugé suffisant, étant donné qu'on part de la prospective des villages, étape correspondant à l'étape habituelle de diagnostic partagé, pour énoncer la prospective à l'échelle du district. C'est donc un changement d'échelles qui est demandé. On a préféré les dessiner sur le même fond de carte, mais avec des couleurs différentes.

Répartition des joueurs à la table et des jetons pour chaque joueur.

Les tables doivent être installées à l'avance, avec tout le matériel en place, en attendant l'arrivée des participants. Une table d'accueil doit être placée à l'entrée pour guider l'installation de l'acteur à la table qui lui correspond dès son entrée.

Au préalable, une liste des participants confirmés est systématiquement établie lors de la phase préparatoire, c'est-à-dire plusieurs semaines à l'avance, afin que chaque participant puisse être affecté à sa table au moment de l'atelier. La veille, des notes autocollantes sont faites avec le nom de chaque personne. Lorsqu'elles arrivent à l'atelier, elles sont codées par couleur et dirigées vers la table appropriée. Un minimum de deux personnes est nécessaire pour cette tâche. Après s'être assurée que les tables sont pleines, l'une des personnes peut prendre un autre rôle, mais il doit toujours y avoir quelqu'un pour attendre les joueurs qui arrivent en retard. S'il y a des acteurs qui n'étaient pas sur la liste (imprévus), il faut les répartir sur l'une des tables avec moins de joueurs, ou créer une nouvelle table si les ressources sont suffisantes (cartes, fibres, guides, ainsi que des ressources humaines pour animer et observer). Cela nécessite une vision globale et un enregistrement rigoureux à l'entrée.

La liste des acteurs est construite sur la base de 'critères de sélection' préalablement définis, afin de garantir une diversité de points de vue et de sensibilités autour de la question centrale et du territoire de la prospective. Les trois principaux critères mobilisés dans la prospective de Tandil sont : la localisation géographique, le secteur socio-économique et le genre. Il existe des critères secondaires qui déterminent également la recherche d'acteurs ; dans ce cas, l'objectif était de garantir un nombre minimum de 'représentants' pour les ateliers dans les villages ruraux (au cours de la première semaine).

À Tandil, les participants ont été répartis sur quatre tables (capacité maximale en termes de ressources d'animation). A chaque table, il y avait un membre de l'équipe de recherche qui coordonnait, un membre qui observait et des joueurs (acteurs invités). L'idée est de constituer des tables de 8 personnes maximum (Figure 14), afin que chaque acteur ait le temps de s'exprimer et de partager avec les autres. L'ordre d'occupation des chaises est identique pour chaque table : à gauche du coordinateur se trouve le joueur n°1, puis J2, J3, J4, etc. dans le sens des aiguilles d'une montre. Le ou les observateurs sont placés en face du coordinateur, en essayant de ne pas interférer avec la dynamique de la table, mais suffisamment près pour pouvoir tout entendre et noter leurs observations.

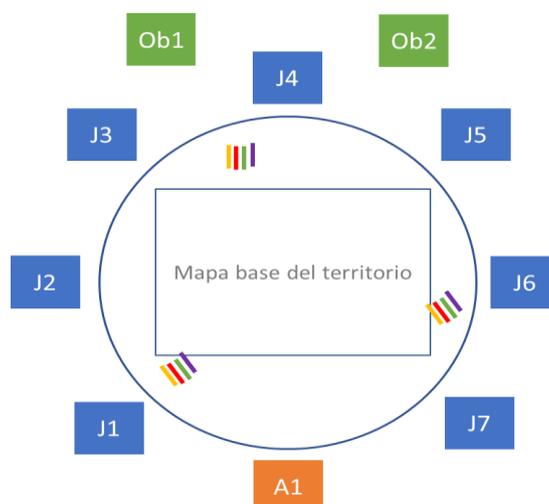


Figure 14 : Exemple de répartition autour de la table. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

En général, la position de chaque joueur à la table détermine le jeton qui lui est attribué. On veille à ce qu'aucun joueur ne reçoive le jeton correspondant à la place qu'il représente (par exemple, s'il est de Gardey, il ne doit pas avoir le jeton Gardey). L'ordre de distribution des jetons sur la table était le suivant : Vela (J1), Gardey (J2), Desvío Aguirre (J3), Fulton (J4), Azucena (J5) et De La Canal (J6). S'il y a plus de joueurs que de jetons (par exemple, s'il y a un septième joueur et qu'il y a six jeux de jetons), il est suggéré que deux joueurs utilisent le même matériel (rappelons que les jetons ne sont utilisés que dans la première étape). Certaines tables ont reconfiguré l'ordre préétabli, ce qui n'est pas un problème à condition que les changements soient correctement notés.

Étapes et consignes du jeu de territoire

Le jeu du territoire est une méthodologie qui consiste en un travail collectif par tables organisé en trois étapes et des moments de plénière. Dans le cas présent, les trois étapes ont été proposées :

- 1^{ère} étape : prospective pour les six communes rurales.
- 2^{ème} étape : prospective pour le district de Tandil.
- 3^{ème} étape : pistes d'action.

Il y a eu deux sessions plénières, la première après l'étape 1, et la seconde à la fin de l'étape 3. Entre les étapes 2 et 3, il n'y a pas eu de présentations plénières. Lors des sessions plénières, chaque table présente son travail au reste des participants.

Le passage de l'étape 1 à l'étape 2 marque la différence entre la spatialisation des projets de villages ruraux (1) et la spatialisation des liens urbains-ruraux au niveau du district de Tandil (2) en s'appuyant sur ces projets.

Au début de l'atelier, les instructions du jeu sont rapidement présentées, la question centrale est énoncée et la première phase de travail des tables commence. A chaque table se trouve un coordinateur qui dispose d'un exemplaire du document guide 'Instructions pour la coordination du jeu de territoire 'Tandil 2022' (annexe 5), qui contient les instructions et le temps à respecter pour chaque étape.

4.6.2.6. Le séminaire 'dialogues entre chercheurs et acteurs'.

La prospective territoriale en particulier l'atelier en ville est organisé dans le cadre du Séminaire 'Dialogues entre chercheurs et acteurs'. L'après-midi, à la suite du jeu de territoire, nous avons animé une discussion avec les chercheurs et acteurs participants autour de la méthode. L'exemple de Tandil ainsi que d'autres cas présentés par des chercheurs de France, Brésil et Argentine, sont repris ensuite dans l'exercice de réalisation de modèles chorématiques sur les types de liens urbain-rural. Une synthèse de huit liens urbain-rural est intégré dans le rapport final (Copello *et al.*, 2023). Une communication sur ce travail (auteurs : Luciano Copello, Sylvie Lardon et Graciela Nogar) a été accepté et sera présenté dans le 31st colloquium of the Commission for the Sustainability of Rural Systems of the International Geographical Union in Mendoza (Argentina) in September 2024.

4.6.2.7. Analyse de résultats

Les dessins des acteurs nous ont permis d'identifier les dynamiques et structures spatiales qui déterminent une possible intégration urbain-rural, cela par le biais des projets de territoire et en s'appuyant sur les liens ville-campagne.

La semaine d'après les ateliers, l'équipe de recherche s'est réunie afin d'analyser collectivement les cartes et légendes produites pour chaque table, et à l'aide des fiches d'observation, identifier les enjeux pour le territoire de Tandil. Les premiers résultats sont présentés sous forme schématique. *Huit enjeux* et leurs composantes principales ont été identifiés à partir des productions des acteurs.

Une prise en compte en amont d'instances de capitalisation des actions conduites permet d'appréhender les processus et de les valoriser dans le futur. Ce type de dispositifs, tel que le Jeu de Territoire mené à Tandil, sert de point de rencontre entre les acteurs et dresse un diagnostic destiné aux agents publics et aux personnes morales ou physiques, qui ont un rôle à jouer, et qui prennent des décisions au quotidien, interviennent dans des situations spécifiques et sont immergés dans l'action collective sur le territoire.

L'analyse des résultats du Jeu de Territoire se divise entre l'analyse des tables individuelles, d'une part, et la synthèse et la spatialisation des résultats dans leur ensemble, d'autre part. Les tables individuelles fournissent des informations sur la diversité des acteurs qui ont participé au diagnostic partagé, les thèmes ou informations mobilisés par ces acteurs dans la prospective, et le "jeu d'échelle" résultant du passage des villages ruraux au district de Tandil. Les résultats de l'ensemble des tables sont synthétisés dans une "carte des défis", qui analyse les liens entre les catégories thématiques et propose finalement une représentation chorématique des principaux défis identifiés.

Analyse par table

Dans un premier temps, un tableau est complété avec les informations sur les acteurs pour chaque table, puis il est analysé en utilisant les mêmes critères de sélection qui ont servi de guide pour diversifier l'appel à l'atelier. Sont ainsi identifiés : le lieu d'appartenance de l'acteur, rural ou urbain, le (ou les) secteur(s) socio-économique(s) ou les domaines de compétence de l'acteur, et le genre.

La deuxième analyse commence par la récupération des arguments des acteurs individuels (joueurs), en comparant les informations mobilisées dans les fiches thématiques et les nouvelles connaissances fournies par l'acteur. Il est nécessaire de revenir aux fiches d'observation systématisées (annotations pendant le jeu) où l'ordre dans lequel les joueurs s'expriment est consigné. Les critiques ou remises en cause du contenu des cartes sont identifiées, les informations complémentaires sont révélées, et notamment les apports des participants des villages ruraux qui complètent les cartes avec de nouvelles informations, clarifient le contenu ou apportent un autre point de vue.

Troisièmement, le 'jeu des échelles' est analysé. Cette analyse se fait sur la base des cartes, des légendes et des textes de synthèse par tableau. Les notes d'observation avec l'ordre dans lequel les acteurs s'expriment ne sont plus nécessaires pour cette analyse, dès lors que l'on dispose des textes de synthèse par étape. Les échelles sont caractérisées selon trois variables d'analyse (Figure 15). Ces variables sont : la répétition des objets, la prolongation ou le renforcement des liens, et l'apparition de nouveaux objets et/ou liens.

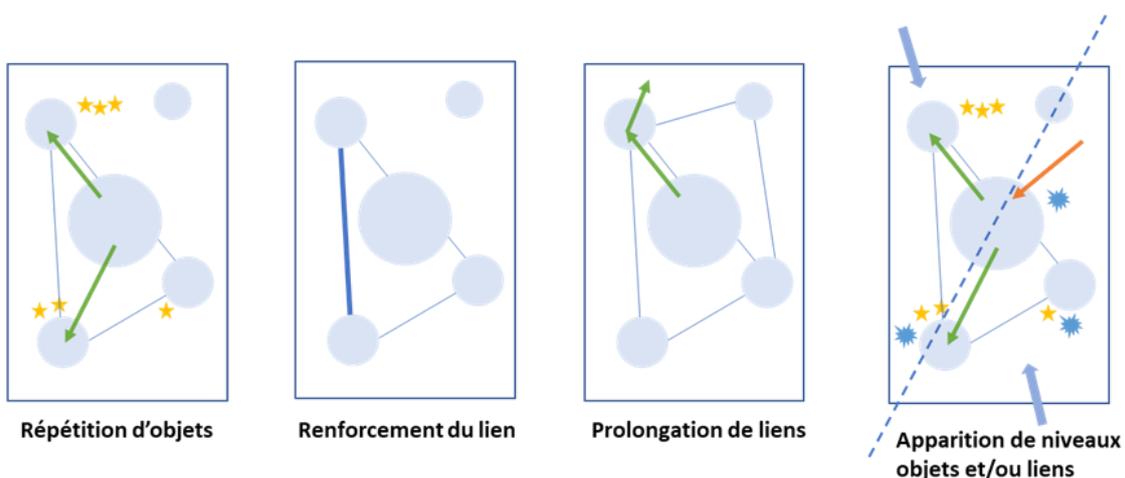


Figure 15 : Chorème-outil pour analyser les échelles. Elaboration propre : Luciano Copello.

Nous procédons en prenant les tableaux un par un, en analysant à la fois les dessins et les arguments mobilisés par les acteurs dans leurs réflexions collectives. Les objets qui apparaissent de manière récurrente dans différents villages ruraux, ou ceux qui ont été mentionnés dans l'étape 1 puis généralisés au niveau du district de Tandil, sont ensuite listés. Puis on en déduit les liens qui se sont renforcés ou prolongés lors du passage de l'étape 1 à l'étape 2, qui inclut la ville. Enfin, on note l'émergence de nouveaux objets ou liens provoqués par la réflexion au niveau du district dans l'étape 2.

Analyse transversale et synthèse des résultats

La production recherchée dans cette partie de l'analyse est une schématisation synthétique des enjeux pour le territoire de Tandil, suivant les arguments mobilisés par les acteurs qui ont participé à l'atelier. Elle est interprétée à partir de leurs discours oraux ainsi que de leurs dessins sur la carte, de la manière suivante :

Première étape de l'analyse des enjeux : dans un premier temps, nous avons repris les guides d'observation et les dessins chorématiques afin d'identifier les différents enjeux issus du jeu de territoire. L'identification de ces enjeux s'est faite tableau par tableau, en analysant les arguments de chaque groupe participant au jeu de territoire.

Au fur et à mesure de l'identification des enjeux, les 'enjeux' sont chorématisés, à partir des dessins des acteurs, en utilisant le guide des sept (7) chorèmes élémentaires et en proposant des représentations spatiales de base (qui seront révisées ultérieurement). Par ailleurs, un court texte est formulé pour expliquer chaque enjeu selon les arguments mobilisés par les acteurs.

Deuxième étape de l'analyse des défis : nous avons placé tous les enjeux sur différents post-it, en distinguant d'une part ceux correspondant à l'étape 1 (projets individuels dans les villages) et d'autre part ceux correspondant à l'étape 2 (projets au niveau du district). Les enjeux de l'étape 1 ont été identifiés par des chiffres et ceux de l'étape 2 par des lettres. Un chorème est dessiné sur chaque post-it (Figure 16).

Dans le cadre d'un travail collectif avec les étudiants, nous avons procédé à l'écriture des post-it de l'étape 1 sur une feuille blanche, puis nous les avons regroupés de manière à former différents "paquets" ou catégories de thèmes similaires. Une fois que tous les post-it de la première étape ont été distribués, nous avons procédé à l'identification et à la représentation des liens entre les différentes catégories.



Figure 16 : Post-its avec chorèmes résultant de l'analyse d'enjeux des tables. Photo : Luciano Copello.

Ensuite, les post-it correspondant aux enjeux de l'étape 2 ont été placés sur la même feuille. Certains d'entre eux ont été placés à l'intérieur des différentes catégories déjà formées précédemment,

d'autres correspondent au lien entre deux catégories, tandis qu'un dernier groupe a été placé à l'intersection de plusieurs 'paquets'. Chaque post-it correspond à un enjeu identifié, ainsi qu'à une brève formulation qui explique ou décrit l'icône ou le dessin. L'étape suivante consiste à simplifier le schéma, bien que les déclarations initiales soient annotées et ensuite incorporées dans le rapport final pour donner des détails sur chaque catégorie.

Troisième étape de l'analyse des enjeux : ce travail consiste à écrire les catégories qui sont apparues précédemment sur de nouveaux post-it, en utilisant des mots-clés (Figure 17). Les catégories ainsi créées sont, entre autres, la 'production locale', les 'services' et le 'tourisme'. Les différents types de liens entre ces catégories ont également été marqués de différentes couleurs. Certains liens relient deux catégories thématiques, mais d'autres en relient plus de deux, établissant ainsi des triangulations. Le résultat de cette étape est un schéma qui synthétise les différentes questions soulevées, ainsi que les liens que les acteurs ont établis entre les catégories sur la base de leurs propres arguments.



Figure 17 : Premier aperçu des enjeux organisés par l'équipe de recherche. Photo : Luciano Copello.

Au cours des analyses, des points de tension ou de désaccord peuvent apparaître, qui ont été énoncés ou (mieux) cartographiés par les acteurs. Dans ce cas, les différents points de vue et/ou arguments mobilisés autour d'une question particulière sont répertoriés, qui seront alors analysés en tant que 'controverses'.

L'analyse des enjeux intègre ensuite les actions. Elle s'appuie sur les 'fiches actions' qui ont été remplies par les acteurs lors de la troisième et dernière étape du jeu de territoire.

Quatrième étape de l'analyse des enjeux et des actions : les actions concrètes proposées par les acteurs du jeu de territoire ont été représentées dans le schéma (Figure 18). Cette étape a été saisie sur des post-it bleus, afin de les différencier visuellement du reste. Les actions proposées ont été placées dans le schéma en fonction de la catégorie à laquelle elles correspondent, ou à l'intersection si elles sont liées à plus d'une catégorie. Dans ce processus, le raisonnement des acteurs est mobilisé pour expliquer comment ils répondent par des actions concrètes aux défis du territoire.

La dernière étape de cette phase est une contribution de ceux d'entre nous qui ont participé à la construction du schéma synthétique, c'est pourquoi l'équipe de recherche énumère une série d'actions

(post-it en bleu clair). L'objectif est de rappeler les actions concrètes évoquées par les acteurs tout au long du processus, y compris toutes les activités de la 'mission Tandil 2022', mais qui n'ont pas été directement mis en fiches-actions par les acteurs présents.



Figure 18 : Actions placées (en 3D) sur le schéma d'enjeux. Photo : Luciano Copello.

Cinquième étape de l'analyse des enjeux et des actions : une fois que les enjeux généraux ont été regroupés et identifiés, un seul chorème synthétique est généré pour chaque enjeu à l'aide des chorèmes précédemment élaborés, et une synthèse englobante est rédigée.

4.6.2.8. Validation d'enjeux et hiérarchisation de pistes d'action avec la mairie

Lors de l'analyse des résultats, après avoir constaté un nombre relativement faible d'actions proposées par les acteurs lors du Jeu de Territoire, l'équipe de travail a réfléchi et produit de nouvelles pistes d'actions basées sur des idées qui avaient été mentionnées par les acteurs et/ou les chercheurs à un moment ou à un autre du processus.

Les actions proposées sont destinées à conforter les propositions faites lors du jeu de territoire. Elles supposent que de nouvelles propositions sont possibles (ou que d'autres actions en cours peuvent être associées). Le schéma des huit (8) enjeux peut servir d'outil pour évaluer les effets et conséquences possibles d'une action donnée, et pour reconstituer le raisonnement des acteurs grâce à la formalisation des liens identifiés entre les enjeux.

La semaine suivant la prospective, l'équipe de recherche présente à la municipalité de Tandil les grandes lignes et les actions proposées. Une priorisation est faite en fonction des moyens disponibles, permettant de savoir lesquelles seront potentiellement prises en compte.

4.6.2.9. Suivi d'action après la prospective

Par suite du départ des chercheurs invités et à la fin de la formation pour les étudiants, je reste sur le terrain pendant trois mois supplémentaires, et je participe à des réunions et événements liés aux actions proposées par la prospective. Le suivi d'action se fait chemin faisant. La répercussions de la prospective sur le territoire est favorable à une appropriation par les acteurs associés, qui m'intègrent à plusieurs rencontres avec les acteurs locaux.

Le suivi d'actions est réalisé au sein des équipes de la mairie engagés pour la suite, avec ma participation lors des réunions de la mairie et avec les délégués aux villages. Entre autres, des acteurs des villages ruraux ayant participé à la prospective demandent un accompagnement, ce qui a conduit à d'autres rencontres spécifiques. Les acteurs d'Azucena ont un intérêt à visibiliser leurs projets vis-à-vis de la Municipalité, ainsi qu'à trouver un appui des territoires plus éloignés, possiblement via des projets de recherche-action. Ces moments des rencontres ont servi pour obtenir des informations sur l'avancement de leurs projets et actions mises en place. Plusieurs des villages demandent à être plus intégrés à la ville.

Je réalise en parallèle une frise temporelle (avec un outil de type Mind Map) qui reprenne les axes d'actions qui découlent par suite de la prospective. Cette frise est complétée à fur et à mesure de façon à garder traces et organiser les actions selon des axes thématiques (liés aux enjeux identifiés).

J'ai choisi des initiatives tels que les événements qui mobilisent le groupe Kermesse Rurale, l'association de développement d'Azucena qui s'est réunie plusieurs fois dans le village, et qui a organisé des événements liés à leur projet, et l'initiative de la mairie de relancer les jardins potagers, d'abord dans les quartiers de la ville et ensuite (je n'étais plus sur le terrain) dans les villages, en collaboration avec l'INTA.

Ma participation à l'ExpoTan 50 ans de Tandil, en tant que collaborateur avec le groupe Kermesse Rurale, m'a permis de rencontrer d'autres acteurs du territoire, autant des agriculteurs que des représentants d'organisations agricoles. Plusieurs entretiens ou échanges spontanés m'ont permis d'appréhender d'autres points de vue sur les enjeux agricoles. Lors d'un échange avec un représentant d'AAPRESID, j'ai laissé un exemplaire de la 'plaquette de restitution de résultats du jeu de territoire à Tandil', et j'en ai profité pour discuter autour des enjeux de l'agriculture.

Par ailleurs, je participe à des événements clés d'intégration des activités agricoles en ville, tels que les fêtes du fromage et de la charcuterie, réalisés pendant mon temps de travail sur place dans le cadre de la thèse.

Je reste en contact avec plusieurs acteurs des villages et de la ville, surtout de la mairie, de l'Université et de l'INTA, mais aussi d'autres personnes que j'ai rencontrées le long de mon séjour à Tandil. Je reçois les nouvelles soit en échange direct avec eux, soit au travers de leurs publications sur les réseaux sociaux (WhatsApp principalement). Je reçois de la part des acteurs certaines notes dans les médias et journaux locaux (toujours disponibles sous format digital) et je fais aussi une veille sur les thématiques liées aux actions suivies, par exemple celles intégrés dans la politique 'Km 0 Fait à Tandil'.

4.6.2.10. Accompagnement d'acteurs

A Tandil, j'ai aidé à la mise en place de 'stands' de la mairie lors d'événements, avec un appui technique, et prenant moi-même des créneaux de permanence. J'ai collaboré étroitement avec les agents de la mairie en charge d'accompagner le groupe Kermesse Rurale, par exemple dans la confection d'un document 'règlement de bonnes pratiques' et un 'dessin-modèle' pour le positionnement des villages à l'intérieur de la grande tente utilisé lors des événements. Je suis venu à des réunions organisées par la mairie pour relancer les initiatives de jardins potagers, ce qui a conduit ensuite à des échanges réflexifs avec les agents sur leurs actions et sur comment ils pourraient les améliorer. J'ai participé à des réunions de l'association à Azucena et je suis venu à leurs activités, où les échanges avec les habitants autour des projets pour le village constituent un apport à l'action en elle-même, car on explore ensemble les possibles. J'ai enfin présenté le projet Ecopôle à plusieurs reprises, notamment dans une réunion 'conservatoire' organisé par le programme 'Barrios de Piedra' de l'Université, où j'ai animé un travail réflexif sur les enjeux et actions à mettre en place dans le cadre

de leur projet. Ces acteurs ont considéré que j'ai fait un apport important au projet, d'ailleurs je continue à recevoir les nouvelles du projet, on m'a intégré dans un groupe WhatsApp du projet, et en 2024 j'ai donné un entretien aux médias locaux de Tandil et une note a été publiée par la suite¹⁰¹, sur une sollicitation de la responsable du programme 'Barrios de Piedra'.

4.7. Conclusion du chapitre 4 : une démarche scientifique traversée par l'action

La thèse explore les dynamiques d'intégration entre les zones urbaines et rurales en France et en Argentine. En utilisant des méthodologies participatives comme la recherche-action et le Jeu de Territoire, nous avons accompagné divers acteurs dans la mise en place de projets territoriaux visant à renforcer les liens urbain-rural.

Les études de cas à l'Ecopôle du Val d'Allier en France et au district de Tandil en Argentine ont offert des contextes riches pour analyser l'intégration urbain-rural. La collaboration avec des institutions locales et internationales a permis de développer des approches innovantes et de valider les résultats obtenus. Les ateliers participatifs et les outils de modélisation graphique ont été indispensables pour faciliter les discussions et éclairer les décisions.

L'itinéraire méthodologique de la thèse, marqué par des allers-retours entre les deux pays, a permis de mettre en lumière les similitudes et les différences dans les approches de développement territorial. Mes expériences antérieures, notamment dans le cadre du MS ACTERRA en France, et PLIDER en Argentine ont également enrichi la mise en œuvre des dispositifs de recherche-formation-action.

L'objectif de la thèse est d'analyser la contribution des projets de territoire au renforcement de l'intégration urbain-rural, en se concentrant sur l'action collective territoriale et les capacités internes. L'accent est mis sur les 'acteurs clés' capables d'agir selon leurs compétences professionnelles, motivations, valeurs personnelles, légitimité sociale, stratégies politiques et moyens d'action, qu'ils proviennent des pouvoirs publics, du marché, de la société civile ou du monde scientifique.

Le suivi et l'accompagnement sont basés sur la reconnaissance d'initiatives concrètes favorisant les liens urbain-rural. Cette approche valorise les trajectoires d'action des acteurs qui accompagnent l'évolution des enjeux territoriaux selon une vision partagée. Elle nécessite l'analyse des séquences temporelles des projets et la modélisation spatiale des dynamiques et structures résultantes des interactions entre acteurs, activités et espaces.

La recherche démontre l'importance de l'accompagnement et de la participation active des chercheurs dans la planification territoriale, ainsi que la nécessité de construire un cadre de confiance avec les acteurs locaux pour des choix durables et intégrés. Les résultats offrent des perspectives prometteuses pour le développement territorial et le renforcement des liens entre zones urbaines et rurales.

Le choix de deux terrains de thèse dans deux pays différents permet des apprentissages réciproques. L'Ecopôle a servi à expérimenter une méthode initiale pour l'intégration urbain-rural, ensuite appliquée à Tandil, où elle peut être critiquée et améliorée en retour pour les actions en France.

¹⁰¹ <https://www.eleco.com.ar/la-ciudad/asi-es-el-proyecto-de-la-cantera-reconvertida-en-francia-que-puede-inspirar-a-las-cavas-de-cerro-leones>

Chapitre 5 : Un modèle de transition écologique et de synergie urbain-rural, le cas de l'Ecopôle du Val d'Allier

5. Ecopôle : un projet de territoire 'charnière' entre urbain et le rural

Les résultats présentés dans ce cinquième chapitre concernent le premier terrain de thèse. Il s'appuie sur un dispositif de recherche-action monté en partenariat avec les acteurs du projet de l'Ecopôle du Val d'Allier, au sein de son territoire (cf. chapitre 4). Le projet de l'Ecopôle, né il y a 20 ans, rayonne sur un espace qui n'est pas homogène. Il est en partie très urbain, du fait de la Métropole Clermontoise à l'ouest. Il est très rural à l'est, avec des communes qui adhèrent au Parc Naturel Régional Livradois-Forez. Il est aussi périurbain, car l'Ecopôle siège dans un site situé au bord ouest de la limite métropolitaine, dit « *aux portes de la métropole* », sur un espace partagé entre deux collectivités territoriales : les EPCI (intercommunalités) de Mond'Arverne et de Billom Communauté, qui sont d'ailleurs à l'origine du projet.

L'Ecopôle est à la fois le projet et le lieu de matérialisation des actions de ce projet : un réseau d'acteurs y fait coexister une diversité d'activités. Sur le territoire, il y a une coprésence d'activités basées sur des modèles agricoles différents. Au-delà de ce lieu spécifique, de manière directe ou indirecte, une diversité d'espaces est concernée par le projet de l'Ecopôle, et celui-ci s'inscrit dans un territoire concerné par une diversité d'enjeux que révèlent les représentations des acteurs de l'Ecopôle.

Face à cette diversité d'enjeux, les acteurs de l'Ecopôle cherchent à inventer de nouvelles façons de pratiquer l'agriculture, des modalités multifonctionnelles, basées sur plusieurs types d'interactions urbain-rural, mettant en liens des habitants, associations, entreprises, élus de territoire sur un espace d'action commun. Le fil de l'alimentation 'saine et responsable', la 'sensibilisation aux enjeux écologiques' et la 'préservation de l'eau, de la biodiversité et des espaces naturels' sont des axes d'action particulièrement mobilisés dans ce projet de territoire (Chaud *et al.*, 2022).

Ce chapitre 5 est structuré en trois parties et une conclusion. Dans une première partie (5.1), les territoires au sens administratif sur lesquels le projet de l'Ecopôle s'inscrit sont caractérisés, reprenant à chaque fois les acteurs et activités présents, et précisant le caractère urbain ou rural de chaque espace. Dans la seconde partie (5.2), la coexistence d'enjeux sur le *territoire de rayonnement de l'Ecopôle* est analysée sur la base des représentations spatiales des acteurs de différents groupes d'acteurs urbain et ruraux. Dans la troisième partie (5.3), les interactions urbain-rural provoquées par le projet de l'Ecopôle sont présentées selon les dimensions 'acteurs-activités-espaces'.

5.1. Les territoires d'insertion de l'Ecopôle

Cette section caractérise les territoires (au sens administratif) d'insertion du projet de l'Ecopôle. Le focus est mis sur les politiques et atouts mis en avant pour chaque espace afin de visualiser les complémentarités et opportunités, ou au contraire les limitations, pour le renforcement des relations urbain-rural sur ce territoire en particulier.

5.1.1. Un espace métropolitain structurant autour de Clermont-Ferrand

La Métropole de Clermont-Ferrand est composée de 21 communes et 295 821 habitants en 2020. Elle est située dans le Massif central au cœur de la France. Clermont Auvergne Métropole (tel qu'affiché sur leur site d'internet) s'occupe de plusieurs sujets : les déplacements (transports en commun), les voiries (espaces publics et espaces verts), l'énergie et l'environnement (politiques de transition énergétique et écologique et lutte contre le changement climatique), l'urbanisme (projet global d'aménagement sur le principe du développement durable), le logement (organise et finance sur

l'ensemble du territoire), la collecte des déchets, le cycle de l'eau (fourniture d'eau potable, gestions de l'assainissement), le développement économique (accompagnement d'entrepreneurs, soutien de l'enseignement supérieur et la recherche, aménagement d'espaces d'activité économiques) et l'attractivité du territoire (entretien d'équipements sportifs, nautiques et stades, bibliothèques et musées, soutient des événements sportifs et culturels). Ces fonctions de la Métropole et leur impact en termes de flux de matières et d'énergies mettent au premier plan le besoin d'alliances vers l'extérieur pour procurer les ressources nécessaires aux habitants. Ainsi la métropole affiche-t-elle la volonté de s'inscrire dans des démarches de transition énergétique et écologique.

Pour aller dans ce sens, la Métropole dispose de moyens pour accompagner la diversité des activités et des acteurs présents sur son territoire. Parmi ces activités, l'industrie occupe une place prépondérante dans l'économie locale, avec la présence emblématique de l'entreprise Michelin¹⁰², géant mondial de la fabrication de pneus. Cette industrie, ancrée dans le tissu économique de la région depuis plus d'un siècle, a contribué à façonner l'identité industrielle de Clermont-Ferrand et à en faire un pôle d'innovation et de compétitivité dans le secteur automobile. L'entreprise est le premier employeur de la région Auvergne Rhône-Alpes. Par ailleurs, environ 14 000 petites et moyennes entreprises siègent dans la métropole clermontoise. Parallèlement, l'agriculture joue un rôle crucial dans l'économie locale, notamment avec la présence de la coopérative Limagrain¹⁰³, spécialisée dans la recherche et le développement de semences agricoles. Dans le domaine de la santé, le Centre Hospitalier Universitaire¹⁰⁴ de Clermont-Ferrand est un acteur majeur, reconnu pour son expertise médicale et sa contribution à la recherche clinique. Ce pôle de santé de renommée internationale attire des patients et des chercheurs du monde entier, consolidant ainsi la position de la métropole en tant que centre médical d'excellence. Sur le plan académique, l'Université Clermont Auvergne se distingue par son offre pluridisciplinaire. En tant que moteur de l'innovation et de la formation, elle contribue au rayonnement intellectuel et économique de la métropole. Le territoire clermontois, selon les données publiées par la métropole¹⁰⁵ compte actuellement environ 35 000 étudiants et 3000 chercheurs publics et privés, 170 formations, 1 300 enseignants-chercheurs, 35 laboratoires de recherche. Ces entreprises locales et institutions publiques constituent un potentiel pour inventer l'avenir.

Du point de vue culturel, Clermont-Ferrand présente en 2022 sa candidature pour devenir la 'capitale européenne de la culture'¹⁰⁶. En 2024, Clermont-Ferrand fait partie des 4 villes 'lauréats', mais n'est pas finalement choisie. Le territoire offre une diversité d'événements culturels et artistiques, notamment des festivals de musique tels que Jazz en Tête et Europavox, des manifestations de renom telles que le Festival International du Court Métrage¹⁰⁷ et Le Rendez-Vous du Carnet de Voyage, ainsi que des institutions culturelles telles que le Musée d'Art Moderne et Contemporain, le Zénith, l'Opéra, la Scène Nationale et les galeries d'art. Sur le plan sportif, la région est également dynamique. Par exemple, Renaud Lavillenie, athlète multi-champion de France, d'Europe et du monde, est licencié au Clermont Athlétisme Auvergne. De plus, l'ASM-Auvergne, championne de France de rugby en 2010 et 2017, ainsi que le Clermont Foot en ligue 1, illustrent l'engagement sportif de la région clermontoise. La culture et le sport sont deux piliers de l'internationalisation de la métropole clermontoise.

¹⁰² MICHELIN France | Pneus et services pour une mobilité durable

¹⁰³ Limagrain - Coopérative agricole détenue par des agriculteurs français et groupe semencier international

¹⁰⁴ CHU Clermont-Ferrand (chu-clermontferrand.fr)

¹⁰⁵ Innovation - Clermont Auvergne Metropole (investinclermont.eu)

¹⁰⁶ Clermont Auvergne Métropole - Dossier : La Candidature à la Capitale européenne de la Culture (clermontmetropole.eu)

¹⁰⁷ Clermont ISFF | Clermont-Ferrand Int'l Short Film Festival | 31 Jan. > 8 Feb. 2025 (clermont-filmfest.org)

Sur la base de cette diversité d'acteurs et d'activité, qui peuvent être conçues comme autant de ressources territoriales (Corneloup, 2014) la métropole clermontoise peut s'appuyer sur des visions complémentaires et des enjeux transversaux aux espaces urbains et ruraux et, ainsi, repenser les liens entre l'urbain et le rural.

5.1.2. Le Grand Clermont un espace urbain-rural très divers

Clermont Auvergne Métropole intègre le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Clermont. *'Le Grand Clermont est l'alliance entre la force d'une Métropole et la richesse de territoires ruraux et périurbains dynamiques. Il rayonne bien au-delà des frontières de l'Auvergne. Il s'étend sur 104 communes, autour d'une grande agglomération : Clermont-Ferrand, capitale auvergnate.'*¹⁰⁸

Il est composé de quatre intercommunalités : les Communautés de Communes Billom Communauté et Mont d'Arverne Communauté, la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans, et Clermont Auvergne Métropole. L'ensemble du territoire accueille actuellement 436 000 habitants, 40 000 étudiants et 190 000 emplois, selon les chiffres relevés par le PETR du Grand Clermont sur leur site internet.

La moitié du territoire est située au sein de deux Parcs Naturels Régionaux : le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne¹⁰⁹ et le Parc Naturel Régional Livradois-Forez¹¹⁰. Par ailleurs, sur ce territoire se situe la Chaîne des Puys – faille de Limagne¹¹¹, qui fait partie des 1 157 biens inscrits (en 2023) au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site de 350 millions d'années d'histoire géologique est labélisé 'Haut lieu tectonique', où se produit le phénomène de 'rupture d'un continent' ou 'rift'.

Le Parc naturel régional Livradois-Forez¹¹², créé en 1986, s'étend sur une superficie de 353 815 hectares à l'est de l'Auvergne ; il constitue un écosystème d'une grande diversité géographique et écologique. Il compte 191 communes, 14 établissements publics de coopération intercommunale, et 116 675 habitants en 2024. Adjacent à des centres urbains tels que Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Puy-en-Velay et Vichy, et englobe des villes emblématiques telles que Thiers (reconnue comme la capitale de la coutellerie), Ambert, Billom et La Chaise Dieu. Cette région se distingue par son relief contrasté, allant des formations rocheuses et des cours d'eau torrentiels jusqu'aux sommets escarpés des Monts du Forez, ainsi que les landes isolées des Hautes-Chaumes. Elle héberge une biodiversité remarquable, avec une flore luxuriante dans les forêts denses du Livradois et des écosystèmes aquatiques diversifiés le long de la rivière Dore. Les habitants de cette région perpétuent un savoir-faire artisanal ancestral dans divers domaines, notamment la papeterie, la coutellerie, le tissage, ainsi que la production renommée de la Fourme d'Ambert. Ces pratiques artisanales sont intégrées dans le tissu socio-économique local et contribuent à la préservation du patrimoine culturel et économique de la région.

Le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne¹¹³, fondé en 1977 au cœur de la région Auvergne, chevauche les départements du Cantal et du Puy-de-Dôme, s'étendant sur 120 km du nord au sud. Avec 388 957 hectares, il représente le plus vaste Parc naturel régional de France métropolitaine. Comptant 147 communes, 13 intercommunalités, et 91 684 habitants en 2023, ce territoire est administré par un syndicat mixte regroupant des élus locaux. Ce territoire rural de moyenne montagne,

¹⁰⁸ Le Grand Clermont, phénomène actif : Le Grand Clermont, c'est quoi ? : parcs naturels auvergne, chaîne des puys, val d'allier, parc du livradois forez, parc des volcans d'auvergne

¹⁰⁹ Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (parcdesvolcans.fr)

¹¹⁰ Parc naturel régional Livradois-Forez (parc-livradois-forez.org)

¹¹¹ Chaîne des puys – faille de Limagne : Patrimoine mondial de l'UNESCO (chainedespuys-failedelimagne.com)

¹¹² 2024-04-03_Projet-de-Charte-PNRLF-2026-2041-1.pdf (parc-livradois-forez.org)

¹¹³ Un territoire, des patrimoines | Parc des Volcans d'Auvergne

avec des altitudes allant de 400 à 1 886 mètres, se compose de cinq régions naturelles distinctes : l'Artense, le Cézallier, les Monts du Cantal, les Monts Dômes et les Monts Dore. Il compte trois massifs montagneux : la Chaîne des Puys, le Massif du Sancy, le Massif du Cantal. Les paysages du Parc des Volcans d'Auvergne sont caractérisés par des reliefs volcaniques remarquables, comprenant des volcans, des crêtes, des estives, des lacs et des forêts denses. Ces vastes étendus abritent une biodiversité exceptionnelle, avec une faune et une flore endémiques. Ce territoire est également imprégné d'une riche culture locale, témoignant d'une histoire légendaire et de savoir-faire ancestraux, notamment avec les pratiques pastorales, les productions agroalimentaires et la valorisation de la pierre volcanique.

Les descriptions précédentes issues des documents de présentation de chaque PNR, que j'ai synthétisées, mettent en évidence le potentiel d'interaction de ces espaces ruraux avec l'urbain. Le cadre du Pole d'Equilibre Territorial Rural est un dispositif qui semble favoriser ces interactions¹¹⁴. Les attraits naturels et les savoirs faire locaux représentent deux axes indispensables de ces territoires ruraux à mettre en valeur vis-à-vis du monde urbain.

5.1.3. Le scénario 'au fil de l'eau' du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Grand Clermont

'Le SCOT du Grand Clermont : un changement pour notre avenir'¹¹⁵ a été approuvé en 2011 et modifié six fois, la dernière en 2019. Il présente les perspectives d'évolutions pour le territoire du Grand Clermont à l'horizon 2030. Selon le scénario 'au fil de l'eau' du SCOT (pages 55 et 56 du rapport de présentation¹¹⁶, 2019), le territoire devra fait face aux défis démographiques de croissance et en même temps de vieillissement prononcé de la population. Des logements supplémentaires seront nécessaires, ce qui entraînera une spécialisation résidentielle des communes périurbaines, un impact paysager fort et des déplacements domicile-travail plus longs. Cela peut conduire à des sous-équipements et à un déficit de services dans certains espaces, ainsi qu'à une baisse de l'activité économique et de l'attractivité territoriale. Le départ de jeunes actifs et la baisse de l'activité économique affecteront aussi bien le cœur métropolitain que le cadre de vie dans les espaces ruraux. L'urbanisation non maîtrisée entraînera une fragmentation du paysage, une augmentation des déplacements en voiture, et des pressions supplémentaires sur les ressources naturelles, sans prise en compte des besoins des écosystèmes et de l'agriculture. Cela pourrait également entraîner une uniformisation des espaces sans réel accroissement de la biodiversité. Les baisses démographiques et économiques compromettent le développement durable du territoire. La mise en place de nouveaux positionnements et évolutions équilibrées entre les dimensions sociale, environnementale et économique devient plus difficile à réaliser à long terme.

Ce scénario soulève des controverses : la nécessité de logement et donc l'artificialisation des sols posent la question de la maîtrise foncière, de la relocalisation d'activités et de structuration des périphéries urbaines. La place des collectivités rurales et leur capacité à maîtriser leurs propres dynamiques de changement sera, selon ce scénario, impacté par les enjeux de croissance démographique. Par ailleurs l'installation de jeunes dans les espaces ruraux semble être un enjeu crucial pour le territoire.

¹¹⁴ En Argentine notamment, ce type de dispositif n'existe pas.

¹¹⁵ Le Grand Clermont, phénomène actif : Le SCOT : Présentations

¹¹⁶ SCOT - 1 Rapport de présentation T2 modif6.pdf (legrandclermont.com)

5.1.4. La configuration socio-spatiale de l'agglomération clermontoise

L'analyse de la configuration socio-spatiale des espaces ruraux et périurbains autour de l'agglomération clermontoise met en évidence une modification des processus d'organisation des activités (Lardon, 2015). Les changements des modalités de gouvernance dans les territoires influencent 'l'élaboration des politiques publiques et leur évaluation et par là même sur l'émergence de nouveaux modèles de développement des territoires ruraux et périurbains' (Lardon, 2015, p. 9). L'auteure souligne un manque de 'vision partagée du territoire entre les différents acteurs' et une interconnexion insuffisante avec les territoires voisins. Elle suggère que l'agriculture pourrait valoriser la diversité des ressources du territoire en s'appuyant sur la complémentarité des usages de l'espace et en développant du lien social, grâce à son caractère multifonctionnel. Cette approche permettrait à l'agriculture de toucher tous les usagers du territoire, incluant consommateurs, habitants, touristes, et entrepreneurs.

L'article propose une configuration spatiale pour le territoire de Clermont-Ferrand (Figure 19). 'Les axes autoroutiers et les couronnes périphériques structurent la matrice urbaine en pôles et axes de communication. L'agriculture présente différentes localisations et liens fonctionnels à la ville. Elle se retrouve dans des espaces isolés insérés dans le tissu urbain, ou dans des espaces plus éloignés mais qui restent dans un espace de proximité, car l'agriculture tisse des liens individuels ou collectifs avec la ville et ses enjeux. Elle fonctionne aussi en réseau et crée des systèmes intermédiaires, composés d'une diversité d'acteurs et aux intérêts combinés' (Lardon, 2015, p. 10).

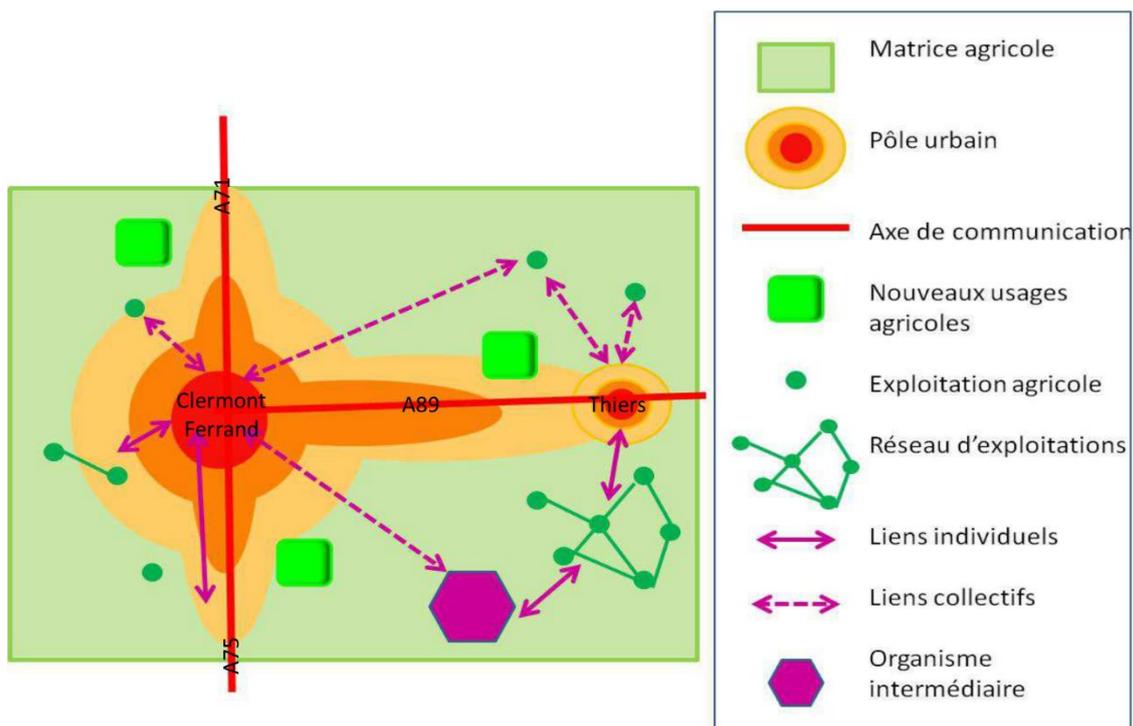


Figure 19 : Modèle de relations entre agriculture et ville à Clermont-Ferrand (Lardon 2015).

Ainsi, Lardon (2015) signale que les espaces ouverts agricoles en périphérie d'agglomération pourraient acquérir une nouvelle fonction, valorisant ces espaces et répondant aux enjeux de développement territorial. Cela nécessiterait un changement de regards et de pratiques sur les espaces non-bâties et sur la contribution de l'agriculture aux projets de territoire, appelant une nouvelle ingénierie territoriale pour accompagner les acteurs du changement.

Par ailleurs, des modèles d'interaction urbain-rural (Lardon *et al.*, 2020), sont mis en avant dans les configurations socio-spatiales du territoire autour de Clermont-Ferrand (Figure 20).

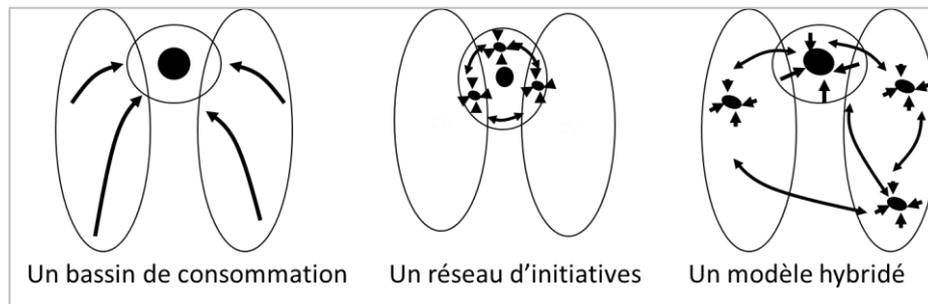


Figure 20 : Modèles d'interaction urbain-rural autour de Clermont-Ferrand. Auteur : Sylvie Lardon *et al.* (2020).

La réflexion derrière les modèles d'interactions urbain-rural dans le territoire, en particulier sur le 'modèle hybridé', a contribué aux hypothèses de la thèse. Dans la figure sont représentés des pôles urbains de différente taille en interactions, avec en toile de fond l'espace métropolitain de Clermont Ferrand, ainsi que les deux Parcs naturels régionaux Volcans d'Auvergne et Livradois-Forez.

5.1.5. Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez

Le Projet Alimentaire Territorial est un dispositif tiré de la 'Loi d'avenir pour l'agriculture' du 2014. Il s'agit de projet élaboré de manière collective à l'initiative des acteurs du territoire dans l'objectif de 'relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines', selon le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire¹¹⁷. 'En 2017, un dispositif de reconnaissance a été créé qui permet d'apposer un logo sur les documents de communication du projet ou sur son site internet, ce qui permet de donner au projet plus de légitimité, plus de visibilité' (Ministère de l'Agriculture et l'Alimentation, 2022).



Figure 21 : Le périmètre du PAT est constitué du Pays du Grand-Clermont et du PNR Livradois-Forez
Source : PNR Livradois-Forez (2017).

¹¹⁷ Qu'est-ce qu'un projet alimentaire territorial ? | Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Le Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez est lancé en 2017. Il s'agit d'un *'ensemble d'initiatives locales qui sont coordonnées dans une stratégie globale à l'échelle du territoire'*¹¹⁸. Le territoire du PAT est constitué de 511 000 habitants et regroupe 268 communes, des territoires complémentaires sur la question alimentaire, entre un bassin de consommation important et des vastes espaces envisagés pour leur potentiel de production alimentaire de proximité. L'ensemble de 430 000 ha compte avec 37 % (153 000 ha) de Superficie Agricole Utile (SAU), 43 % concerne des forêts et peupleraies. Il a une diversité de milieux naturels et paysage de qualité : de la forêt, de la plaine, des cours d'eau, de la montagne et de la prairie. Les principales productions du territoire sont l'élevage allaitant et laitier et les grandes cultures (céréales et protéagineux). L'activité agricole concerne 10 % du Produit Intérieur Brut du territoire. En 2010, sont registrées 3300 exploitations agricoles¹¹⁹. 30 % des exploitations agricoles possèdent un label de qualité : AOP fromagères, IGP porc d'Auvergne, volailles fermières d'Auvergne Label Rouge, 5%¹²⁰ de la SAU est en BIO, avec des races et variétés locales : vaches Ferrandaises, chevaux d'Auvergne, brebis noires du Velay, ail de Billom. Au niveau du commerce, 13 % des exploitations sont en 'circuit courts' : AMAPs, Marchés de plein air, Magasins de producteurs, Vente à la ferme, épiceries.

La Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme est partenaire politique depuis le lancement du PAT en 2017. Elle fait partie du COPIL tripartite, avec le Parc Naturel Régional du Livradois-Forez et le Grand Clermont. L'agriculture conventionnelle participe du PAT au travers de la Chambre d'Agriculture et des représentants de la FNSEA, qui prennent la parole lors des Forum Alimentaire Local¹²¹ organisés chaque année par le PAT. L'agriculture du territoire est aussi soutenue par l'appui du PAT aux initiatives spécifiques, tels que l'incorporation des produits BIO dans les supermarchés.

L'ouest du territoire du PAT est essentiellement urbain du fait de la présence de la métropole clermontoise, tandis qu'à l'est le Livradois-Forez est constitué de petites villes et communes rurales. Certaines villes comme Thiers, Billom ou Ambert se distinguent par leur position dans la hiérarchie urbaine, dans un maillage de nombreuses communes connectées au système urbain métropolitain. Une multitude d'acteurs collaborent *via* le PAT : collectivités territoriales, producteurs, associations, transformateurs, organismes de recherche, distributeurs et consommateurs.

Le PAT constitue une ressource locale pour renouveler et créer des nouveaux liens entre l'urbain de la métropole et les territoires ruraux réunis dans le PNR Livradois-Forez (tous les cinq ans le PNR renouvelle une Charte à laquelle chaque commune peut adhérer). Les organisations intermédiaires inscrites dans le PAT, tels que l'Ecopôle, jouent un rôle déterminant dans le renforcement des relations entre les deux espaces. J'y reviens plus loin dans l'analyse des interactions urbain-rural provoqués par l'Ecopôle (cf. 5.3).

5.2. Coexistence de modèles alimentaires et agricoles sur le territoire de l'Ecopôle

A l'instar de nombreux projets de développement en France, le projet Ecopôle adopte une vision partagée des enjeux pour le territoire. Cette vision s'est construite au fil des 20 années d'existence de l'Ecopôle, et est portée par des acteurs parties-prenantes des dynamiques du territoire, de différents

¹¹⁸ Le Grand Clermont, phénomène actif : Le Projet Alimentaire Territorial du PNR Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez

¹¹⁹ Contre exploitations agricoles 16000 en 1970.

¹²⁰ Donnée référencée au Puy-de-Dôme (797 000 ha)

¹²¹ 4ème Forum Alimentaire Local – Ensemble devenons acteurs de notre alimentation (pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr)

types et niveaux d'organisation. Il est en ligne avec des façons 'alternatives' de pratiquer l'agriculture, face aux modalités 'conventionnelles', tout en intégrant les politiques d'agriculture labellisée BIO, et localement étant une initiative 'exemplaire' inscrite dans le Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez.

Dans la suite, nous détaillons les enjeux du territoire en essayant de donner un panorama complet et complexe des différentes visions du développement territorial.

5.2.1. Un territoire marqué par les enjeux agricoles de la France

Le territoire concerné est le Grand Clermont et ses alentours. La population urbaine est concentrée en grande partie dans la métropole clermontoise, mais aussi dans les petites villes, villages et hameaux qui maillent le territoire. Les enjeux agricoles sur ce territoire répondent en grande partie à des incitations nationales, *via* la Chambre d'Agriculture¹²², des syndicats agricoles tels que la FNSEA, et en provenance de l'Europe, notamment la politique agricole commune (PAC). L'Institut National de Recherche en Agronomie et Environnement (INRAE) est présent sur ce territoire et permet d'avancer dans le domaine de l'innovation technologique, sociale et économique et l'accompagnement des filières. Une institution importante du territoire est la coopérative agricole Limagrain¹²³, avec 1 300 associés et 9 335 salariés en 2022. Reconnue dans le monde entier pour la vente de semences (génétique), Limagrain s'est engagé dans une politique de Responsabilité Social d'Entreprise (RSE), et adhère au 'Global Compact' en contribuant par-là aux Objectifs de Développement Durable.

La PAC est l'un des principaux dispositifs de soutien économique¹²⁴ de l'agriculture en France et Europe. Malgré les aides de l'Etat, l'agriculture sur le territoire est dans une situation fragile, ce qui a creusé les relations du secteur agricole et a entraîné des manifestations publiques généralisées en France. Ainsi, lors d'une manifestation publique à Clermont-Ferrand (Figure 22) convoquée par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles FNSEA le 25 mars 2021, les agriculteurs et syndicats réclamaient des prix plus rémunérateurs, en indiquant que le revenu des agriculteurs ne suffisait pas, qu'il était de surcroît inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance dit SMIC. Selon les représentants syndicaux, près de 800 tracteurs et entre 4 000 et 5 000 agriculteurs sont arrivés massivement au point de rassemblement sur la Place de Jaude, au centre-ville de Clermont-Ferrand. Les syndicats agricoles contestent les résultats de la 'loi ElGAlim', et demandent au Ministère de l'Agriculture et l'Alimentation un positionnement vis-à-vis de la réforme de la PAC en soutien aux Hommes et non aux hectares, ainsi que de revoir la position sur les aides couplées qui ne bénéficient plus à l'élevage allaitant. Le Président de la FRSEA Région Auvergne-Rhône Alpes exprime que les '*agriculteurs du grand massif central sont en véritable marque de perspective*'¹²⁵.

¹²² Chambre consulaire qui garantit l'accompagnement des agriculteurs du Puy-de-Dôme. Chambre d'agriculture - Puy-de-Dôme (chambres-agriculture.fr)

¹²³ Une coopérative agricole historique du territoire : '*Limagrain est une coopérative agricole détenue par des agriculteurs français, et un groupe semencier international. Focalisés sur le progrès génétique des plantes, nous sélectionnons, produisons et commercialisons des semences de grandes cultures (maïs, blé, tournesol, colza, etc.), des semences potagères (tomate, carotte, melon, chou-fleur, poivron, etc.) et avons bâti des filières agroalimentaires uniques. Depuis le territoire de notre maison-mère en France, nous sommes devenus 4e semencier mondial et avons déployé nos activités dans 49 pays.*' Une Coopérative, un Groupe (limagrain.com)

¹²⁴ 670 millions d'euros ont été versés sur les comptes des exploitations agricoles d'Auvergne-Rhône-Alpes au titre d'avance sur les aides PAC 2020. Aides au titre de la PAC 2020 | DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes (agriculture.gouv.fr)

¹²⁵ A Clermont-Ferrand, des milliers d'agriculteurs dans le centre-ville : "Au bout d'un moment, la soupe explose" (francetvinfo.fr)



Figure 22 : Des agriculteurs manifestent avec leurs tracteurs à Clermont-Ferrand.

Photos : Luciano Copello. Date : mars 2021.

Lors d'un entretien avec un agriculteur et élu de la métropole clermontoise, celui-ci évoque des tensions entre l'agriculture et le monde urbain avec des critiques autour de l'application de produits et d'autres pollutions (sonores, visuelles). Dans un échange avec des collègues chercheurs de l'INRAE autour des enjeux agricoles, il est mis également en avant les enjeux sociaux, soulignant un taux de suicide « alarmant » d'agriculteurs français. Une étude confirme 529 décès par suicide en 2016 (Aloute *et al.*, 2022).

5.2.2. Le territoire s'empare de la question alimentaire depuis 2017

Le PAT du PETR du Grand-Clermont et du PNR Livradois-Forez, qui voit le jour en 2017, vise à générer un changement à leur échelle, en faveur de la 'résilience du système alimentaire' et de 'nouvelles pratiques exemplaires et durables'¹²⁶. Les acteurs locaux ont réfléchi à l'horizon 2050 et définit une stratégie qui articule 6 grands axes : *préserver les terres agricoles, faire évoluer les pratiques agricoles, favoriser l'autosuffisance alimentaire, promouvoir la consommation saine, locale et responsable, faciliter l'accès au produits locaux et développer la restauration collective* (Figure 23).

Le PAT met en avant différentes difficultés propres au territoire, auxquelles ces objectifs doivent répondre : *la 'diminution constante de la surface agricole utile, et en conséquence la diminution de l'emploi agricole, l'appauvrissement de la biodiversité, la perte des prairies, des taux élevés de gaspillage alimentaire, une grande dépendance aux importations notamment en fruits et légumes'* selon le rapport signé par l'ancien président du PNR Livradois-Forez (Bernard, 2018).

¹²⁶ Où va-t-on ? – Ensemble devenons acteurs de notre alimentation (pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr)



Figure 23 : Schéma des six objectifs du PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez (PAT, 2024).

Le PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez est considéré comme 'exemplaire' en France étant donné sa démarche de construction locale, et par la taille du périmètre (l'un des plus grands en France). La participation d'acteurs dès le début a été importante (Houdart *et al.*, 2020), et aujourd'hui elle est possible grâce aux 'Groupes Projets'¹²⁷, et au 'Forum Alimentaire Local'¹²⁸ organisés chaque année

(2^e édition le 26 janvier 2021 et 3^e édition du 30 mai au 3 juin 2022).

Le PAT fait l'objet d'une gouvernance complexe (Figure 24), censée impliquer un grand nombre d'acteurs de l'alimentation du territoire. De manière générale, ces acteurs¹²⁹ sont : *les collectivités territoriales, services de l'Etat et financeurs ; les agriculteurs et producteurs ; la société civile ; les acteurs de l'économie sociale et solidaire ; les entreprises et coopératives de production, de distribution et de transformation ; des organismes d'appui et de recherche*. Ce modèle de gouvernance vise à *continuer de fédérer les acteurs de l'alimentation, de faire vivre les dynamiques à l'œuvre et d'accompagner l'amplification d'initiatives ou la concrétisation de nouveaux projets* (PAT, 2024). Il est organisé autour de cinq instances : des Groupes Projets ouverts aux acteurs volontaires, basés sur les

¹²⁷ 'Des Groupes Projets ont été créés afin d'avancer concrètement sur des thématiques fortes pour les acteurs. Au cœur de la gouvernance, ils sont investis par des acteurs du territoire divers et volontaires. Ils sont une occasion de réfléchir collectivement aux problématiques locales de la transition alimentaire et sont des outils pour aller plus loin en proposant des actions concrètes à mettre en œuvre pour y répondre.' Il y a 6 thématiques actuelles : Avec qui ? – Ensemble devenons acteurs de notre alimentation (pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr)

¹²⁸ Il s'agit d'une réunion annuelle ouverte à la participation des acteurs intéressés par le sujet alimentaire du territoire. Des discours sont tenus par les représentants des collectivités territoriales. Des démarches d'enquête sont conduites à l'entrée et au début de l'événement pour le recueil d'avis des participants.

¹²⁹ Qu'est-ce qu'un projet alimentaire territorial ? | Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

six objectifs du PAT ; un comité de pilotage (COFIL) constitué des acteurs ‘stratégiques’ du PAT et des animateurs des groupes projets ; une équipe PAT constituée de techniciens et d’élus des collectivités territoriales ; un collectif de chercheurs issus de différentes disciplines en lien avec l’alimentation ; et le Forum Alimentaire Local (FAL), instance d’échanges ouverte au public qui réunit un plus grand nombre d’acteurs du territoire.

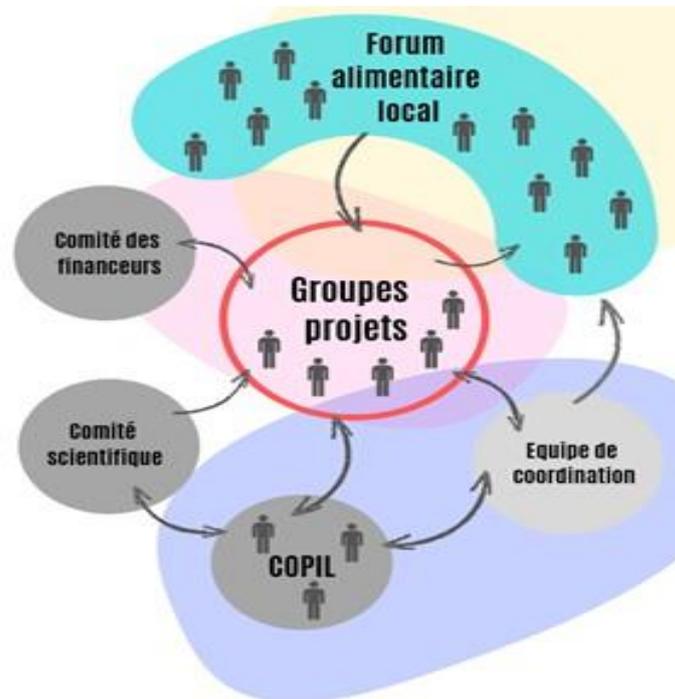


Figure 24 : Schéma de la gouvernance du PAT. Source : PAT, 2021.

La troisième édition du FAL en 2022 a reconfirmé les enjeux du PAT. Des élus locaux se sont exprimés lors de cet événement, tels que les Présidents du Grand Clermont, du PNR Livradois-Forez et de la Chambre d’Agriculture du Puy-de-Dôme. Ces élus s’accordent à dire qu’une ‘conscience collective est nécessaire pour changer de paradigme’. Ce changement passe soit ‘par le haut’ soit ‘par le bas’. La deuxième option est retenue par le Président du Grand Clermont, et évoque que ‘le changement dépend des consommateurs, des citoyens’. Le Président de la Chambre d’Agriculture rebondit et pointe le problème de fond du ‘pouvoir d’achat’ qui est liée à la ‘capacité de notre société à reprioriser sa consommation’. Le Président du PNR Livradois-Forez propose de changer de logique, mettant de côté le facteur prix, en favorisant le lien social, focalisant sur la protection des ‘biens communs’, comme l’eau. Il argumente que seuls les agriculteurs s’aperçoivent du problème lié à l’eau. Quant à la présidente de la FNSEA du Puy-de-Dôme et élue de la Chambre d’Agriculture, elle exprime les enjeux qui traversent l’agriculture, en particulier la ‘sécheresse, l’inflation et la diminution du pouvoir d’achat des habitants, les difficultés à contractualiser’. Elle reconnaît le ‘défi de souveraineté alimentaire’ et la nécessité de réussir à ‘installer des jeunes afin de pérenniser les exploitations’, à maintenir les dynamiques des territoires et les ‘économies rurales’.

5.2.3. Les acteurs de l’urbain ciblent les espaces agricoles en proximité

D’autres instances de ‘débat local’ réunissent des acteurs et citoyens au sujet de l’agriculture et de l’alimentation. Des ateliers participatifs¹³⁰ sont organisés par l’Agence d’Urbanisme de Clermont Métropole, qui aboutit à un ‘Portrait du système alimentaire local et du PAT Grand Clermont Parc

¹³⁰ Trois ateliers ont été organisés par l’Agence d’Urbanisme en mars et avril 2022, avec les partenaires du PAT.

*Livradois-Forez*¹³¹. Ce travail met en avant les interdépendances historiques entre les villes et les campagnes et la tendance actuelle à inventer un nouveau rapport de la ville aux périphéries et campagnes environnantes, un 'mouvement global de relocalisation', en d'autres termes une complémentarité de fonctions sociales, culturelles récréatives et de sensibilisation/pédagogie, au-delà de la production agricole. Il reconnaît le potentiel du maraîchage périurbain pour l'autonomie alimentaire des villes ainsi qu'un potentiel des espaces urbains cultivés pour la dimension productive et solidaire. Dans le cadre de ces débats, l'accent est mis sur les fermes urbaines, les jardins potagers et familiaux et leur contribution à la 'résilience alimentaire'. Enfin, les participants à ces ateliers reconnaissent l'impact de l'étalement urbain de la métropole clermontoise sur les terres agricoles à proximité des espaces urbanisés, une tension entre le développement urbain et la conservation de terres agricoles.

Par ailleurs, la démarche nationale POPSU '*Métropoles en transition : le tournant agropolitain*'¹³² a permis l'organisation d'une rencontre à Clermont-Ferrand en 2021. Trois axes de travail ont été définis, dont deux concernant le rural en proximité, l'axe 'Faire Métropole avec ses territoires voisins' et notamment liée au sujet d'accès à l'alimentation saine dans des 'systèmes de circuit court', et l'axe 'Faire Métropole par ses marges urbaines' pour aménager les espaces plus intégrés et dans le souci de 'préserver des terres agricoles'.

Des actions concrètes relatives à l'agriculture sont soutenues financièrement par Clermont Auvergne Métropole. A titre d'exemple, la Ferme de Sarliève¹³³ est un projet associatif qui porte une dimension politique forte sur le territoire. Elle vise une démarche exemplaire basée sur l'action collective (création d'une SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif), de production-consommation locale engagée sur la dimension pédagogique et la sensibilisation, d'agriculteurs et de citoyens, par des enjeux de transitions agroécologique¹³⁴. Du fait de sa localisation en périphérie clermontoise et de l'implication d'associations en grande partie constituées de citoyens urbains, ce projet comporte une dimension d'interaction urbain-rural.

Plus largement sur le développement territorial, des instances d'échange public sont proposées par le Conseil de Développement du Territoire du Grand Clermont¹³⁵ et le Centre d'Innovations Sociales Clermont Auvergne (CISCA¹³⁶). Cela montre une initiative forte urbaine en matière de développement territorial.

¹³¹ PAT-rapportAUDCM-portraitduPAT-CMe-300522.pdf (pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr)

¹³² Clermont Auvergne Métropole | Popsu (archi.fr) Le programme POPSU MÉTROPOLIS, implique 15 métropoles françaises dont Clermont Auvergne. Il a pour objectif '*d'interroger les relations que nouent les métropoles avec « les autres », territoires et acteurs du proche et du lointain*'.

¹³³ Ferme de Sarlieve

¹³⁴ *La transition de la ferme vers la polyculture-élevage menée en agriculture biologique, s'accompagne d'une renaturation progressive de la plaine - pensée avec l'appui d'écologues, de naturalistes aguerris et de paysagistes - incluant la plantation de haies et de rangées d'arbres à grande échelle, l'aménagement d'espaces enherbés à haute diversité floristique (et animale induite) et, à terme, l'introduction d'arbres intra-parcellaires (agroforesterie)*. Source : Renaturation/Biodiversité — Ferme de Sarlieve

¹³⁵ <https://www.legrandclermont.com/conseil-developpement/le-conseil-de-developpement-cest-qui>

¹³⁶ <https://cisca.fr/>

5.2.4. Des forces externes s'exercent sur le système alimentaire du territoire clermontois

Dans le cadre des Ateliers Prospective et Résilience du CISCA, en 2021, une cartographie est réalisée avec des participants qui développent leur activité essentiellement en ville. Il ressort que le système alimentaire de Clermont-Ferrand est fortement dépendant de flux et dynamiques externes.

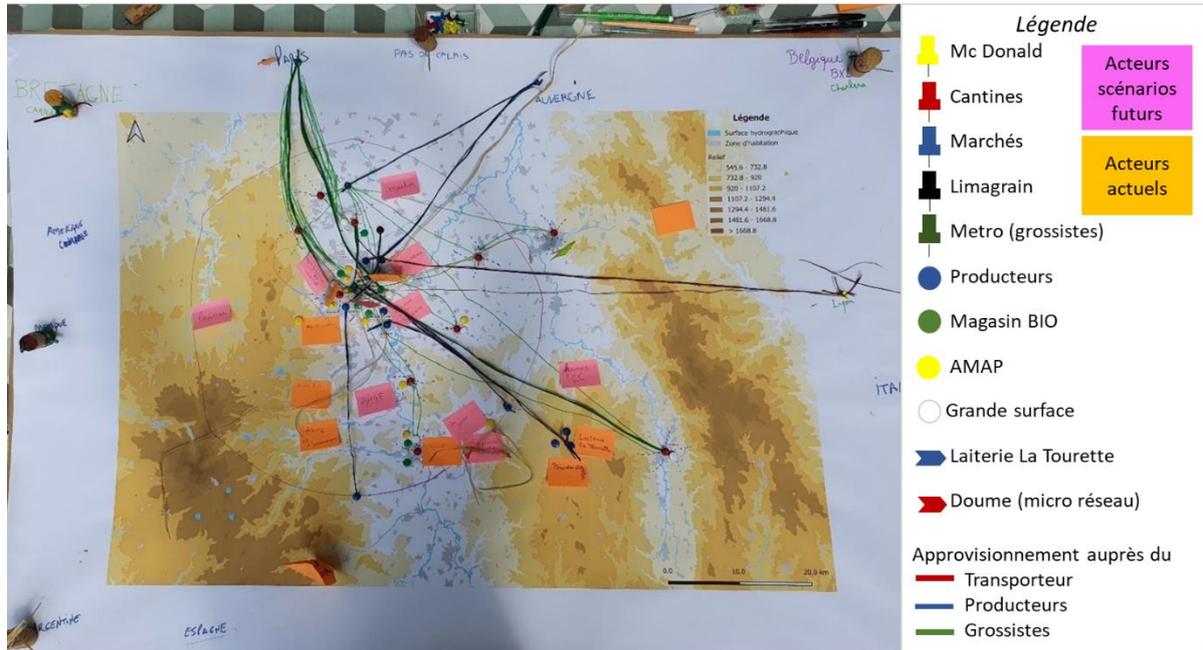


Figure 25 : Cartographie participative élaborée lors de l'atelier 'circuits des aliments' de l'APR du CISCA.

Sur la carte produite (Figure 25), on observe des flux importants vers l'extérieur, par l'approvisionnement auprès de grossistes, avec une polarisation vers Paris et Lyon. Des flux vers d'autres pays (Argentine, Bruxelles, Mexique) sont aussi identifiés, mettant en avant le caractère mondial du fait alimentaire. Cependant une diversité d'acteurs intervient sur les circuits alimentaires au niveau local. La majorité de ces acteurs est concentrée dans la ville de Clermont-Ferrand et les communes de la métropole, dans un périmètre de concernement dessiné sur la carte. Il est mis en évidence le rôle de petites villes du PNR Livradois Forez, Thiers et Ambert, connectées au territoire métropolitain, notamment par les cantines.

Un élément qui attire l'attention est l'apparente absence des flux dans les zones de montagne, alors que des produits de type fromage sont principalement faits dans ces espaces-là, et très consommés par la population en proximité et au niveau national.

5.2.5. Un 'écosystème alimentaire' autour de l'Ecopôle

L'analyse des représentations des acteurs de l'Ecopôle lors du travail de prospective intitulé '*Le jeu de territoire pour mieux comprendre le rôle de l'Ecopôle dans son écosystème alimentaire*' (ACTERRA et al., 2021), pour réponse à la question : *En quoi et comment l'Ecopôle s'inscrit dans la dynamique alimentaire de demain ?* met en évidence plusieurs interactions urbain-rural présentes et futures sur le territoire. Des enjeux d'intégration urbain-rural dans un 'écosystème alimentaire' sont ainsi dégagés.

5.2.5.1. Un espace d'innovation et de rayonnement pour l'agriculture et l'alimentation

La transition d'une ancienne carrière vers un espace naturel et social marque une trajectoire de territorialisation de l'action, anticipant ainsi les défis globaux environnementaux, sociaux, politiques

et économiques. Elle s'oriente vers la construction d'alternatives adaptées à des scénarios d'avenir avec des contraintes socio-environnementales. L'Ecopôle est perçu comme un lieu d'expérimentation pour les pratiques alimentaires, identifié comme un maillon d'un territoire plus large où des dynamiques agricoles et alimentaires innovantes se déploient. L'accent est mis sur l'importance de développer l'agriculture et l'alimentation sur l'Ecopôle, stratégique pour répondre aux évolutions des modes de vie contemporains. Les pratiques agricoles innovantes telles que l'éco-pâturage et le maraîchage témoignent de cette intégration des activités rurales dans un contexte péri-urbain. De plus, l'agriculture sur l'Ecopôle est perçue comme exemplaire, notamment en termes d'adaptabilité à un environnement contraignant (ancien site de carrière) et de participation à la renaturation du site. Cette hybridation entre l'urbain et le rural souligne le rôle central de l'agriculture dans la revitalisation des espaces naturels. Les initiatives de production innovantes et leur connexion avec les bassins de consommation sont mises en avant, tout comme l'intégration de l'Ecopôle à la filière agricole par le biais de points de distribution de proximité, reflétant une interaction entre l'urbain et le rural dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

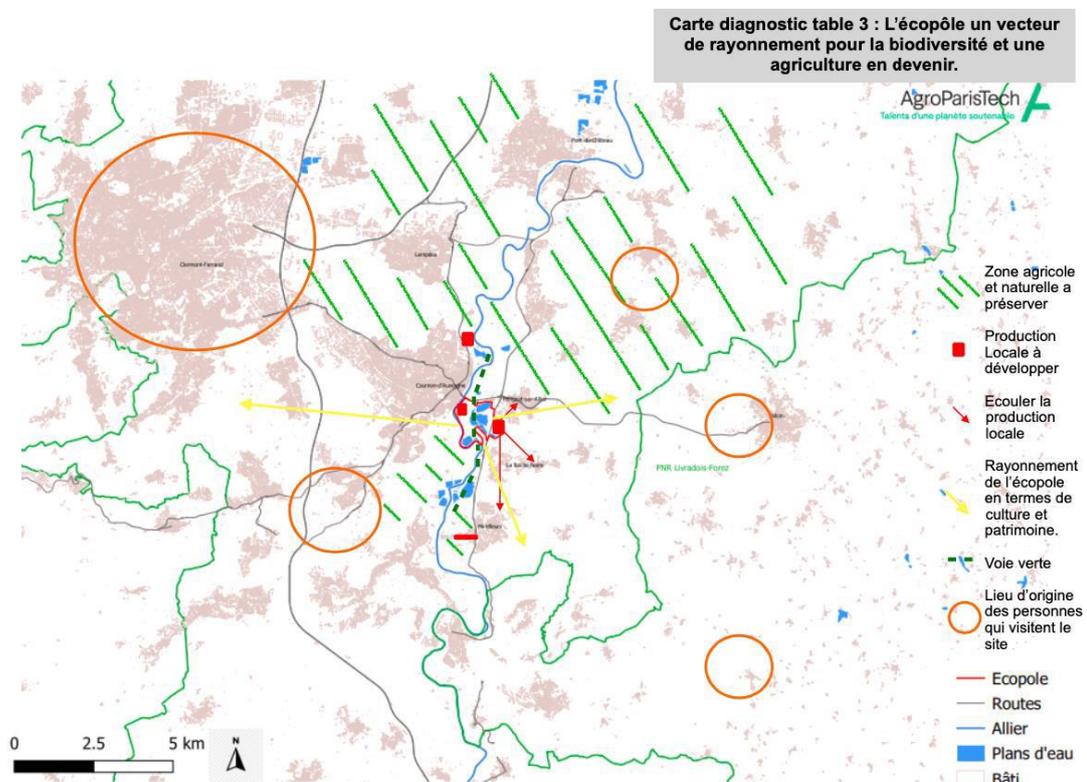


Figure 26 : Carte de diagnostic élaborée par les acteurs de la table 3 lors du jeu de territoire (ACTERRA, 2021).

La carte de diagnostic (Figure 26) met en lumière le rôle essentiel de l'Ecopôle en tant que vecteur de rayonnement sur le territoire. Elle illustre le développement d'une agriculture périurbaine à proximité de l'Ecopôle, avec une vente de la production du site qui concerne les communes avoisinantes. Le site rayonne en termes de cultures et de patrimoine, notamment avec les vestiges du château de George Oslow du XIX^{ème} siècle et l'ancienne activité industrielle d'extraction de granulats, orientés vers l'ouest en direction de la métropole clermontoise, et de manière plus discrète vers l'est, en direction du PNR Livradois-Forez. Une voie verte longe la rivière Allier. Sur la carte, les lieux d'origine des visiteurs du site sont marqués, principalement en provenance de l'espace métropolitain mais aussi des communes rurales du Livradois Forez. Enfin, des espaces agricoles et naturels spécifiques à préserver sont également signalés sur la carte.

5.2.5.2. Un lieu de cohabitation des usages et de mutualisation des ressources

L'Ecopôle est envisagé comme un espace générateur d'emplois locaux, principalement dans le secteur agricole, mais également liés à la gestion du site. Cette perspective inclut l'établissement et l'entretien de liens avec les communes avoisinantes, l'accueil de nouveaux flux de produits, d'activités sociales et de visiteurs, ainsi que la position de l'Ecopôle en tant qu'interface privilégiée entre le rural et l'urbain. Le site est connecté aux espaces urbains et ruraux voisins, constituant ainsi un lieu de résistance aux tensions générées par le développement immobilier (urbanisation). Il maintient une gestion inclusive en tant que 'lieu ouvert au public' et contribue au Projet Alimentaire Territorial (PAT) par des initiatives directes telles que la participation d'acteurs de l'Ecopôle dans le PAT, tout en étant considéré comme un cas 'exemplaire' ou 'modèle' d'initiatives de reterritorialisation de l'alimentation. Toutefois, la fréquentation croissante de l'Ecopôle met en lumière des tensions entre différents usages, révélant des conflits potentiels entre les publics urbains et ruraux. Ces interactions complexes soulignent la nécessité d'une gouvernance partagée entre les acteurs pour gérer ces usages, mettant en exergue l'importance d'une approche inclusive et participative pour assurer la cohérence et la viabilité des projets. La gouvernance du site, avec un acteur central et des partenaires/prestataires, pose la protection de la biodiversité et de la ressource en eau comme des enjeux majeurs. Le projet génère une sensibilisation des usagers dans les médiations établies entre les visiteurs, les professionnels, les travailleurs, les étudiants et les habitants du quartier. Ce lieu de 'rencontre sociale' s'inscrit dans le cadre des initiatives institutionnelles des collectivités locales (EPCI et Département), des politiques publiques de la France et de l'Union Européenne. C'est un projet de territoire défini par les acteurs locaux, formalisé par la recherche et mis en œuvre sur le territoire par l'ensemble d'acteurs associés.

5.2.5.3. Devenir un espace catalyseur d'innovation et de transition vers des pratiques plus durables et intégrées

L'Ecopôle est envisagé comme un 'modèle' en matière de réhabilitation et d'agriculture, influençant les pratiques agricoles environnantes. Cette vision inclut l'Ecopôle comme un terrain propice à la recherche appliquée en agriculture, contribuant à la diffusion des techniques, outils et ressources sur un rayon d'environ 7 kms autour du site. L'objectif est d'atteindre une autonomie maximale en instaurant une circulation interne des matériaux et en préservant la biodiversité comme moteur des activités sur le site. L'Ecopôle devient ainsi un lieu de partage des ressources et des connaissances, favorisant la création d'emplois locaux et le développement économique durable. En tant que point de convergence entre l'urbain et le rural, l'Ecopôle joue un rôle central dans l'harmonisation des pratiques alimentaires et de consommation, inscrite dans un réseau de sites dédiés à la transition alimentaire. Les acteurs soulignent l'importance de renforcer les liens directs entre producteurs et consommateurs, en favorisant les circuits courts et la relocalisation de l'alimentation. L'Ecopôle pourrait ainsi devenir un carrefour entre l'urbain et le rural, facilitant l'accès à des circuits de proximité et répondant aux changements dans les habitudes alimentaires et aux défis climatiques. Il est également envisagé comme un lieu d'accompagnement pour les producteurs dans la mise en place d'ateliers de transformation. L'Ecopôle est perçu comme une interface renforcée entre les espaces urbains et ruraux, drainant des produits des espaces ruraux environnantes pour servir de point de transformation et de redistribution vers les espaces urbanisés. Les scénarios soulignent la nécessité de préserver la biodiversité et les activités de tourisme nature sur le site, comme lieu de promenade, de détente, d'activités sportives et de loisirs, tout en renforçant son rôle d'interface entre les espaces ruraux environnants et les espaces urbanisés.

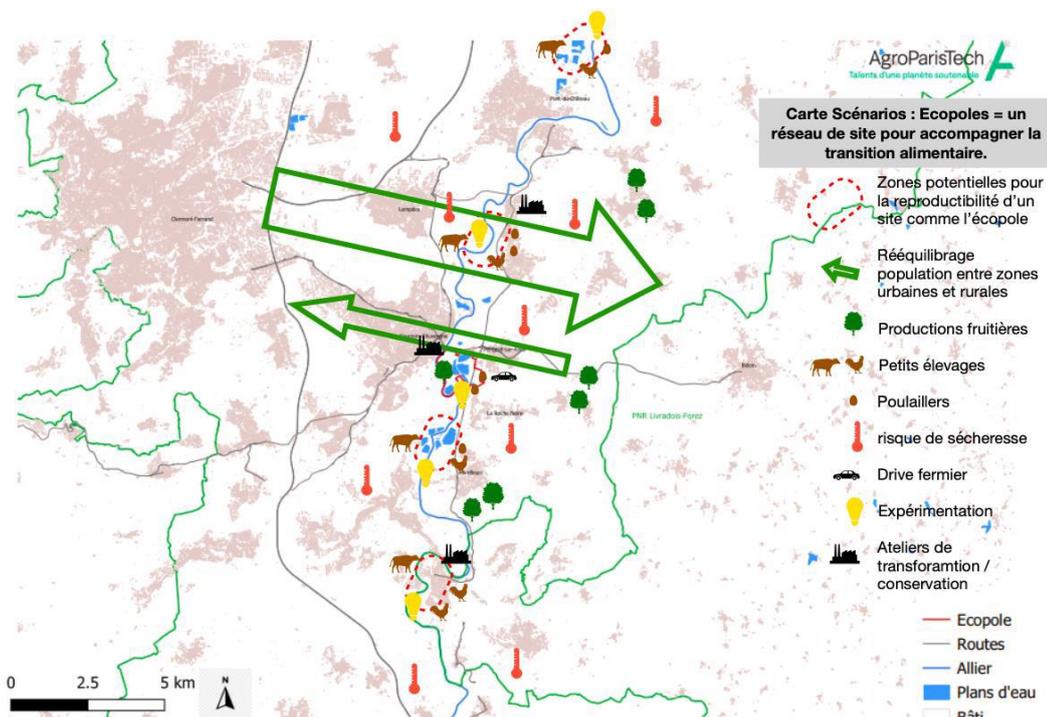


Figure 27 : Carte de scénario élaborée par les acteurs de la table 3 lors du jeu de territoire (ACTERRA, 2021)

La carte de scénario (Figure 27) met en évidence le potentiel d'innovation et la contribution de l'Écopôle à la transition alimentaire. Cette transition envisagée montre un renversement des taux de migration en faveur de la campagne. Parallèlement, l'espace rural sera planté d'arbres fruitiers pour faire face aux défis alimentaires de demain, tandis que la zone périurbaine le long de l'Allier accueillera un élevage de petits animaux. De nouvelles activités économiques liées à l'alimentation émergent le long de l'Allier, telles qu'un drive fermier et des ateliers de transformation et de conservation des aliments. Un risque de sécheresse est annoncé, et plusieurs anciens sites de carrières le long de l'Allier sont susceptibles de devenir des lieux pour reproduire le modèle de l'Écopôle. Enfin, l'expérimentation s'étend sur toute la zone le long de l'Allier.

5.2.5.4. Un projet de territoire connecté à plusieurs échelles

Les enjeux pour le territoire (Figure 28), selon le schéma proposé par les auditeurs ACTERRA (2021), se situent à deux niveaux : le site de l'Écopôle en lui-même (l'action collective) et les enjeux contextuels du territoire dans son ensemble. L'analyse met en évidence la nécessité d'aborder le sujet de la relocalisation de l'alimentation, les changements de pratiques, le renforcement des liens urbain-rural et la maîtrise de l'étalement urbain. De même, les sujets de la gouvernance, de la conciliation d'usages et de l'expérimentation pour innover semblent à première vue plus internes au projet Écopôle, mais ils sont aussi liés aux dynamiques sociétales du territoire. La discussion sur les instances de gouvernance participative est portée par le Projet Alimentaire Territorial, les collectivités territoriales en général et même par de nombreuses initiatives basées sur l'action collective. La conciliation d'usages sur les espaces publics concerne à la fois l'urbain et le rural. Les défis de l'expérimentation et de l'innovation sont également pris en charge à plusieurs échelles d'action, et le territoire compte de nombreuses 'alternatives'¹³⁷ qui portent sur ces enjeux.

¹³⁷ Alternatiba-Guide.pdf (pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr) ce guide des alternatives écologiques et solidaires du Puy-de-Dôme, est élaboré par le collectif local : Alternatiba 63 (alternatiba-anv-63.fr)

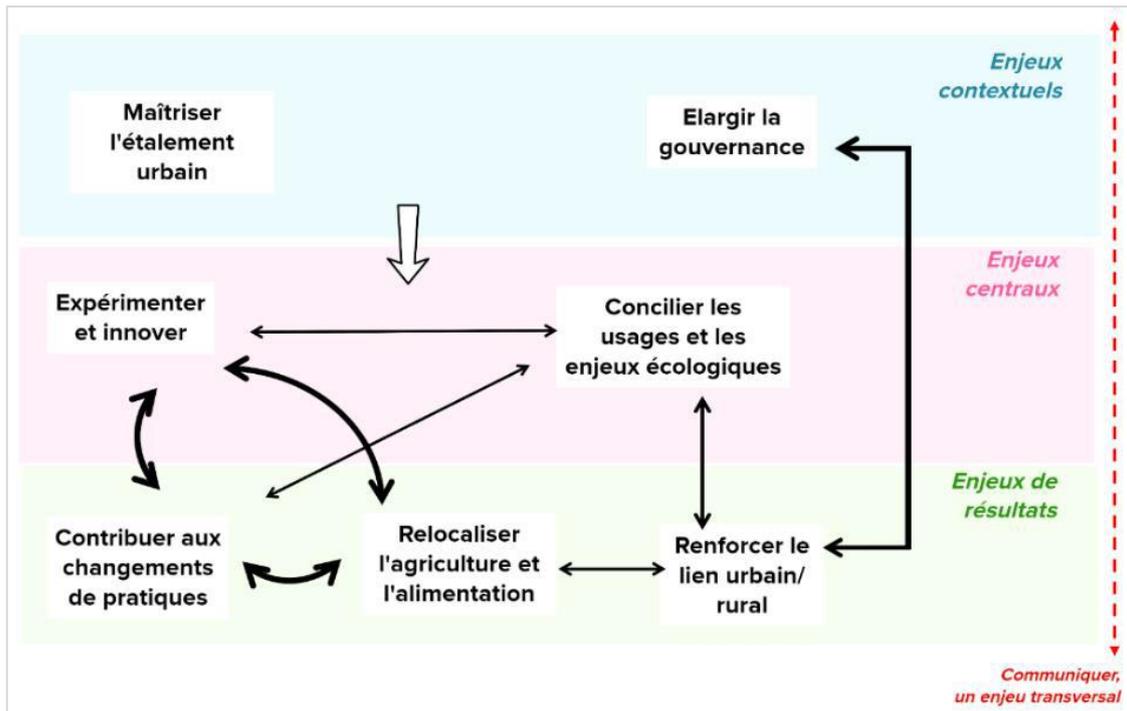


Figure 28 : Schéma d'enjeux pour le territoire (ACTERRA et al., 2021).

Les ACTERRA ont établi un lien entre la conciliation des usages, l'expérimentation, le changement de pratiques et la relocalisation du système alimentaire, considérant ce processus comme itératif (ACTERRA et al., 2021). Ils soulignent également que l'Ecopôle rayonne à travers ses actions concrètes, contribuant ainsi aux enjeux globaux de renforcement des liens urbain-rural et de maîtrise de l'étalement urbain. L'élargissement de la gouvernance à de nouveaux acteurs et structures, ainsi que l'amélioration de la communication, sont des leviers pour répondre à ces enjeux.

D'autres enjeux importants sont précisés dans la suite de la prospective, selon les retours des acteurs. Ils mettent en avant la protection de la biodiversité et de la ressource en eau en particulier. Il s'agit de trouver les meilleures alternatives, tant productives que récréatives, tout en préservant la nature des lieux, conformément à l'engagement de l'Ecopôle tel qu'énoncé dans le Schéma Directeur (Chaud et al., 2022).

La portée politique des enjeux annoncés est renforcée par l'implication du Président du SEAT du Val d'Allier en tant que Vice-président du PAT. Cette situation confère une légitimité supplémentaire à la vision portée par le projet d'Ecopôle sur les enjeux agricoles et alimentaires du territoire. Les représentations élaborées par les acteurs de l'Ecopôle à travers le Jeu de Territoires ont contribué au processus d'élaboration d'une vision partagée.

5.2.5.5. Des questions encore à répondre : points de vigilance pour la pérennité du projet

Des nombreux questionnements ont émergé pendant l'étape de suivi d'action, à la suite du Jeu de Territoire, et notamment au travers la participation dans la dynamique de corédaction du Schéma Directeur de l'Ecopôle du Val d'Allier. C'est par l'observation participante que des données plus 'sensibles' ont été recueillies. Le projet doit tenir compte des 'points de vigilance' soulevés par les acteurs eux-mêmes.

Nous avons constaté que le modèle économique de l'Ecopôle présente des lacunes, malgré les subventions dont il bénéficie. Chaque année, le SEAT et ses élus sont confrontés à un déficit de financement estimé à 20 %. Plusieurs solutions ont été envisagées pour pallier ce problème financier. Bien que la vente de produits sur place ou la prestation de services payants à l'Ecopôle ait été évoquée, elle n'a pas été retenue pour le moment, car l'Ecopôle est considéré comme un 'bien commun' devant être ouvert et gratuit. D'autres sources de financement comme les projets de recherche restent encore peu explorées. Il serait particulièrement intéressant d'impliquer la recherche dans divers domaines tels que l'agronomie ou l'agroécologie pour étudier le type d'agriculture adapté à un sol dégradé, ainsi que dans des disciplines comme la sociologie ou la géographie pour examiner la coexistence des usages et les modalités de gouvernance. En 2021, l'option privilégiée semblait être l'intégration de la métropole dans la gouvernance afin d'attirer des ressources financières et des moyens d'action pour le projet de l'Ecopôle, d'autant plus que la majorité des visiteurs et des usagers du site proviennent de l'espace métropolitain autour de Clermont-Ferrand.

Une autre problématique identifiée concerne la pérennité du projet, actuellement principalement assurée par les élus du SEAT, l'engagement des associations et le bénévolat. Le maintien des habitats naturels, notamment les niches écologiques recrées pour les oiseaux et d'autres espèces, nécessite un engagement à long terme, avec des travaux réguliers à réaliser. Étant étroitement lié aux élus en place et au parti politique au pouvoir, le projet de territoire risque de perdre sa continuité en cas de changement politique lors des prochaines élections municipales en 2026. Pour répondre à cette question sur la pérennisation de l'action au-delà des mandats politiques, le Schéma Directeur s'avère être une solution, car il comprend un plan d'actions approuvé par les instances politiques et établi pour les dix prochaines années. De plus, l'implication effective des nouveaux acteurs dans la gouvernance du projet, notamment par la création d'instances décisionnelles collectives, peut contribuer à garantir la continuité de l'action.

Enfin, l'implication de la Régie de Territoires de Deux Rives dans le projet, notamment dans la mise en œuvre du projet 'Ferme Agroécologique Expérimentale', a soulevé une question sur le rôle de l'Ecopôle dans la transition écologique. Malgré les ambitions expérimentales du projet, l'emplacement de l'Ecopôle, entouré de champs agricoles conventionnels et confronté à une pression foncière pour des activités économiques plus lucratives telles que les panneaux solaires ou la construction de logements, soulève des défis. Bien que la surface de l'Ecopôle soit relativement petite, le projet se positionne comme une alternative aux modèles de production et de consommation actuels.

La Régie de Territoires des Deux Rives, engagée dans l'axe agricole et alimentaire ainsi que dans le volet social de l'Ecopôle, se demande si celui-ci peut servir de laboratoire d'idées et d'expérimentation pour la transition écologique. Pourtant, la visibilité du projet reste limitée, malgré une récente stratégie de communication. En interne, les partenaires du SEAT ne sont pas toujours au courant des activités des autres partenaires, ce qui nécessite une amélioration. En externe, la diffusion de l'information se concentre principalement sur les habitants et les élèves, sans établir de mécanismes de partage d'expériences avec les agriculteurs ou les professionnels de l'accompagnement. Actuellement, l'impact du projet se fait surtout ressentir auprès des populations locales et à travers le projet alimentaire territorial. Cependant, la création d'un réseau d'initiatives, rassemblant d'autres projets alimentaires et citoyens tels que la plaine de Sarliève, pourrait étendre la portée des alternatives et accélérer le processus de transition agroécologique sur le territoire.

5.2.6. D'autres projets de territoire favorables à l'intégration urbain-rural

Pendant la réalisation du premier terrain de thèse, il est apparu nécessaire d'explorer d'autres initiatives similaires à l'Ecopôle dans la région. D'autres projets ont été identifiés dans le cadre du Plan

Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional (PNR) Livradois-Forez, dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances sur les techniques ou activités et de tisser des liens entre les acteurs locaux. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de recherche visant à obtenir différents points de vue sur les interactions entre les espaces urbains et ruraux. Les initiatives locales explorées se trouvent soit en milieu urbain, comme la 'ferme urbaine', soit à la campagne, comme la 'ferme de Lucien', soit dans le péri-urbain comme la Ferme de Sarliève.

Le projet de la Ferme Urbaine à Clermont-Ferrand émerge d'une proposition lancée en janvier 2017 par Laurent ROTH à Clermont-Auvergne-Métropole, visant à créer un 'lieu ressource' autour de la problématique des cantines scolaires et en lien avec le plan d'une 'ceinture maraîchère autour de Clermont-Ferrand'. Son objectif principal est de favoriser le lien social et intergénérationnel, tout en offrant un espace d'apprentissage autour du jardinage. Implanté sur une ancienne friche, le projet nécessite une réhabilitation du sol. Actuellement, sur les 2,5 hectares disponibles, 1,6 hectare est utilisé. Le fonctionnement de la Ferme Urbaine repose sur Laurent Roth, soutenu par sa compagne et une dizaine de bénévoles. Le financement provient de la Métropole, avec le salarié en CDD payé au SMIC et des subventions pour l'achat d'outils et de matériaux. Cependant, des défis persistent, notamment en termes de modèle économique, de sécurité du site et de reconnaissance des élus locaux, nécessitant des discussions pour consolider le soutien des collectivités et assurer la pérennité du projet.

La Ferme de Lucien¹³⁸, située à Courpière (63) près de Thiers, est une 'Entreprise à But d'Emploi' dans le cadre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) à Thiers. Supervisée par le Comité Local pour l'Emploi, elle œuvre au développement de l'emploi pour les personnes durablement privées d'emploi. Cette ferme se spécialise dans la culture maraîchère (légumes de plein champs et primeurs) ainsi que dans l'élevage de volaille de chair. Le président de TZCLD, et ancien député et élu local, Laurent Grandguillaume¹³⁹, présente la ferme de Lucien comme '*un projet d'exploitation agricole biologique dont l'objectif est d'approvisionner, en produits bio et locaux, les cantines scolaires du territoire (Ville de Thiers et Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne) mais aussi les autres services collectifs (Ephad). Il s'agit d'une reprise d'exploitation agricole ayant une production maraîchère et un élevage de volaille.*' (Juillet 2022).

La Ferme de Sarliève¹⁴⁰, un projet soutenu par la métropole de Clermont-Auvergne, est une initiative locale située à l'intérieur du périmètre de la métropole de Clermont-Auvergne. Dotée de 80 hectares de terres agricoles de qualité, cette ferme fonctionne sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Outre son objectif de production agricole, elle se concentre sur des aspects sociaux et pédagogiques, favorisant la sensibilisation aux enjeux alimentaires et agricoles locaux. Implantée sur un site historiquement agricole, situé le long de l'autoroute A75 et en face du Zénith d'Auvergne, la ferme de Sarliève se distingue par son engagement en faveur de la 'souveraineté alimentaire'. En partenariat avec des organisations locales telles que Bio 63, Îlots Paysans, et Terre de Liens Auvergne, elle mène un projet collaboratif axé sur 'la renaturation, la conversion à l'agriculture biologique et la diversification des productions'. Ce projet multi-partenarial vise à encourager l'installation d'agriculteurs biologiques dans la région périurbaine, faisant ainsi de la Ferme de Sarliève un 'modèle novateur et inclusif, promouvant des valeurs citoyennes et environnementales'. Le projet a fait l'objet d'une étude par l'un des auditeurs ACTERRA (Guerrand, 2021), devenu à la suite de cela paysan-salarié

¹³⁸ La ferme de Lucien | Ambition ESS (ambition-ess.org)

¹³⁹ Thiers, un phare pour Territoires zéro chômeur de longue durée : le pari gagné d'une relocalisation industrielle en France - Laurent Grandguillaume

¹⁴⁰ Historique de la Ferme de Sarlieve

de la ferme jusqu'en 2023. Outre l'implication de cet étudiant dans le cadre de sa thèse professionnelle, les liens avec la recherche du site clermontois sont nombreux : trois chercheurs sont bénévoles dans différentes instances de décision (dont Marie Houdart qui est présidente du 'Conseil de surveillance' de la SCIC) et des projets de recherche-action s'appuient pour partie sur cette expérimentation¹⁴¹.

5.3. Une action collective ancrée sur son territoire : l'Ecopôle du Val d'Allier

Dans le contexte des enjeux du territoire présentés précédemment, l'Ecopôle met en place des actions depuis son émergence il y a 20 ans, et prévoit dans son Schéma Directeur une suite pour les dix prochaines années. Le projet Ecopôle du Val d'Allier est analysé selon trois dimensions 'acteurs-activités-espaces'.

L'Ecopôle du Val d'Allier rassemble des élus, des habitants et des acteurs socio-économiques en proximité à Clermont-Ferrand. L'histoire de l'Ecopôle remonte à plus de 25 ans avec la création du SEAT du Val d'Allier en 1996. Initialement marqué par l'essor industriel des années 1960-1970, le site a connu une première phase d'extraction de gravats dans les années 1973-1980, laissant derrière lui un héritage industriel évident. À partir des années 1980, avec l'émergence des préoccupations écologiques, le projet Ecopôle a commencé à prendre forme, culminant avec la création d'une Ecozone en 2001, marquant ainsi le début d'une ambition forte de renaturation écologique. Les politiques alimentaires nationales mises en place en 2017 ont également influencé l'Ecopôle et son territoire. Aujourd'hui, l'Ecopôle occupe un espace spécifique de 140 hectares, abritant une variété d'acteurs et d'activités.

Cette section se divise en quatre lectures du projet de territoire : tout d'abord, elle trace la trajectoire du projet pour décrire l'évolution des événements jusqu'à sa forme actuelle, mettant en évidence l'incorporation progressive d'acteurs, d'enjeux et d'espaces au fil du temps. Ensuite, elle examine l'implication des acteurs actuels dans la gouvernance, en particulier l'intégration d'acteurs ruraux, chacun poursuivant des objectifs spécifiques, et souligne le besoin croissant d'impliquer davantage les acteurs urbains. La troisième partie met en lumière les activités du projet et les axes thématiques qui favorisent les interactions entre l'urbain et le rural, tant au niveau des flux matériels que du partage d'expériences et de connaissances. On y souligne également la coexistence de différents modèles dans le cadre du projet de territoire. La quatrième partie propose une interprétation des différents espaces impliqués dans le projet, tant horizontalement par les liens avec d'autres initiatives territoriales ou lieux, que verticalement par l'interaction avec les politiques territoriales, nationales et européennes, mettant en avant l'importance des différentes échelles d'action.

5.3.1. Evolution du site Ecopôle et émergence d'un projet de territoire

L'histoire du site remonte donc au début du 19^{ème} siècle. Une première séquence temporelle, antérieure à 2001, est marquée par la présence d'activités privées. Jusqu'aux années 1870 en effet, l'espace est circonscrit au domaine du compositeur George Onslow¹⁴², propriétaire d'un château entouré d'un parc dans lequel se trouvait un jardin nourricier. Cette période est caractérisée par l'activité culturelle liée à cette personnalité remarquable de la musique en France (Niaux, 2009). En 1870, le château subit un incendie, à la suite de quoi l'espace est laissé à l'abandon pendant une période de plus de 100 ans. En 1970, le site est vendu et destiné à la première exploitation des sables

¹⁴¹ Projets Ferments I puis Ferments II financés par la Fondation Carasso, puis par l'Agence Nationale de la Recherche, entre 2021 et 2025 ; Projet Traact du programme Tetrae, financé par l'Inrae et la Région Auvergne Rhône Alpes, entre 2023 et 2027.

¹⁴² Geogre Onslow (1784-1853), musique de chambre (36 quatuors et 34 quintettes).

et des graviers, le château est démoli, et un *'témoignage culturel de valeur inestimable'* est ainsi considéré comme perdu (Sannajust, 1994). Un premier arrêté préfectoral en 1973 autorise l'exploitation industrielle de granulats alluvionnaires, activité réalisée sur un foncier encore détenu par un acteur privé, ce jusqu'aux années 1980 où l'activité prend fin.

L'extraction cesse en 1981 et le projet 'Ecopôle' démarre par la création, en 1996, d'un Syndicat d'Etudes et Aménagement Touristique (SEAT du Val d'Allier) mis en place par les élus du territoire, pour faire la médiation entre certains élus locaux et les graviers du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de Bellerive. Le site fait alors l'objet d'un basculement des activités d'extraction vers des enjeux environnementaux et récréatifs. Au cœur de la gouvernance de ce projet, le SEAT du Val d'Allier, entre 1996 et 2001, réunit les élus des territoires des deux communes concernées (Pérignat-sur-Allier et La Roche Noire) pour constituer le projet politique qui permettra de renaturer le site et, ainsi, de répondre aux enjeux écologiques.

La seconde séquence temporelle (2001-2017) est marquée par la coexistence entre l'extraction de matériaux et la renaturation du site. Le passage d'une partie de l'ancien site de carrière à l'Espace Naturel Sensible (ENS) est un label concédé en 2001 à une partie nommée *'Etang du Pacage'* (20 ha) ; s'inscrivant dans une politique locale du Département de Puy-de-Dôme. Cette partie est vendue au SEAT au prix symbolique d'un euro. La suite des travaux d'aménagement se chevauche avec l'activité des carrières jusqu'en 2017. Une nouvelle période d'extraction est autorisée en 2001 par arrêté préfectoral au GIE de Bellerive ; dès lors le SEAT assume un rôle de médiateur entre les élus et les carrières pour mener à bien les travaux, mais inclut d'emblée le projet de *'renaturation'* et la mise en place de travaux de *'génie écologique'*¹⁴³. Les collaboration démarre en 2004, les travaux de restauration écologique débutent en 2010, en parallèle de l'extraction de gravats, et à l'issue de plus de 10 ans, des résultats positifs sont constatés du point de vue écologique : une richesse en termes de biodiversité (plus de 227 espèces d'oiseaux), la reconquête des milieux (forêts alluviales, terrestres et aquatiques) et des aménagements *'écologiques'* tels qu'observatoires et sentiers qui valorisent le paysage local (oiseux, plans d'eau, forêt, vu sur la chaîne de puys et sur le Puy-de-Dôme). Cette séquence est également marquée par le partenariat entre trois acteurs : en plus des carrières et des élus réunis à travers le SEAT, la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) rejoint le projet en 2001. Cette association est sollicitée par les élus afin de contribuer au projet, en mobilisant leurs compétences en génie écologique, en particulier pour la création des milieux favorables à l'habitat d'espèces végétales et animales terrestres et aquatiques. Au départ définitif des carrières en 2017, le nom de l'Ecopôle du Val d'Allier est donné.

Enfin, la troisième séquence, entre 2017 et 2021, correspond à une augmentation des ambitions du projet, à la suite de l'arrêt définitif de l'activité des carrières et l'ouverture au public et à l'implication d'associations d'usagers. En 2019, l'ensemble du site devient Espace Naturel Sensible d'Intérêt Local (ENSIL). Cela inclut l'Etang du Pacage, le reste de zones aménagées, en propriété du SEAT à 75 % (au total 120 ha), avec des plans d'eau et des aménagements en cours. Le projet s'étend désormais sur une surface d'environ 140 hectares. A compter de l'arrêt de l'activité de carrière, le site est ouvert au public : la fréquentation des visiteurs augmente rapidement (30000 visiteurs par an estimés en 2021), ainsi que l'implication politique des élus, des associations et habitants en proximité pour apporter des alternatives écologiques et de nouvelles solutions aux enjeux du territoire. Les études se multiplient

¹⁴³ Vocabulaire employé par les acteurs de l'Ecopôle pour faire référence à l'expertise en ingénierie écologique.

(sur le jeu d'acteurs, l'architecture et le paysage¹⁴⁴, entre autres) et les activités sur place se diversifient. Toutes les actions menées sur le site s'inscrivent dans la 'transition écologique et alimentaire'.

En parallèle de cette augmentation de fréquentation, de nouveaux acteurs intègrent le projet de l'Ecopôle : des financeurs, des habitants bénévoles, de nouveaux acteurs associatifs, de petites entreprises ou encore des étudiants et chercheurs qui mettent à disposition leurs compétences et outils au service de la gestion collective de cet espace qui, au fil du temps deviendra 'un site naturel gratuit et de bien commun' (Chaud *et al.*, 2022). De plus, de nouvelles activités voient le jour : la mise en place d'espaces-test en maraîchage (à partir de 2018) sur une partie dénommée 'zone Champmot', plusieurs aménagements (chemins et sentiers, signalétique, spots d'observation, infrastructures agricoles, ...), parcelles de pâturage avec des brebis (depuis 2016), zones de pêche, et le développement de plusieurs types d'animations sociales et récréatives (yoga, concours de photos, entre autres). Aujourd'hui, l'Ecopôle articule donc des activités visant à la fois la préservation des milieux naturels et la valorisation des paysages remarquables et des activités récréatives et agricoles.

5.3.2. La multiple appartenance urbain-rural des acteurs du projet de l'Ecopôle

5.3.2.1. Un réseau d'acteurs urbain-rural consolidé au fil du temps

Le projet de l'Ecopôle démarre en 1996 avec la création du SEAT du Val d'Allier. Il a dû attendre 2001 pour s'établir comme un projet partagé par un plus grand nombre d'acteurs, avec l'implication de l'association LPO, la Ligue de Protection des Oiseaux, et par la suite le Département du Puy-de-Dôme.

Le Syndicat d'Etudes d'Aménagement Touristique (SEAT), crée en 1996, est constitué des élus intercommunaux, représentants des Communautés de Communes (EPCI) Mond'Arverne Communauté et Billom Communauté. Le SEAT s'appuie sur un chargé de mission à temps plein, Anatole G., qui coordonne le « projet ». Le chargé de mission exécute les décisions du bureau d'élus, en réalisant différentes tâches : animation du projet, gestion administrative, budget et comptabilité, montage de dossiers de subventions et financements, suivi technique et réglementaire de la gestion du site.

L'objet du SEAT, tel qu'initialement rédigé, est 'd'établir un projet cohérent de développement du tourisme et des loisirs et favoriser le développement d'activités économiques en lien avec le développement durable sur le territoire de l'Ecopôle du Val d'Allier. Le syndicat a également pour objet de réaliser les aménagements correspondant aux objectifs fixés tout en respectant les caractéristiques environnementales du site, à savoir la ressource en eau et la biodiversité¹⁴⁵'.

Le SEAT du Val d'Allier est localisé à Pérignat-sur-Allier. Il détient 75% du foncier de l'Ecopôle (sur les 140 hectares au bord de la rivière Allier), le pourcentage restant appartient à des privés. Une stratégie d'acquisition foncière est en cours en 2021 et pilotée par le SEAT. Le Syndicat Mixte est régi par le CGCT (Article L5721-2 - Code général des collectivités territoriales) et prévoit une instance décisionnelle, le « Comité Syndical », constitué de délégués communautaires (10 titulaires et 10 suppléants de chaque Communauté de Communes). Le bureau du SEAT est constitué de quatre membres élus : un Président, un Vice-président, et deux autres membres élus.

¹⁴⁴ Par exemple : le programme « Paysage Territoire Transition » porté par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et le Cerema (AMO, 2020), porté par Claire Planchat-Héry : paysages-territoires-transitions (cerema.fr)

¹⁴⁵ Extrait sorti des documents officiels du SEAT, une présentation réalisée lors des réunions COPIL.

Entre 1996 et 2001 des nombreux débats ont eu lieu entre acteurs aux postures politiques différentes. La mairie de Pérignat-Sur-Allier s'est disputée entre deux partis politiques (LDVG gauche et LDVG droite)¹⁴⁶, et l'arrivée d'un acteur clé, l'actuel maire de Pérignat-Sur-Allier (LDVG gauche), a marqué le jeu en faveur d'un usage 'écologique' du site.

Jean Pierre BUCHE, président du SEAT, est un acteur 'élu' et porte-parole de l'Ecopôle dans différentes instances, et avec une trajectoire comme agriculteur local et issu d'une tradition familiale dans l'activité agricole. Il est maire de Pérignat-sur-Allier depuis 2001 (commune de 1512 habitants (INSEE, 2015). Le mandat actuel couvre la période 2020-2026. La commune fait partie de Billom Communauté (25 communes, 26000 habitants), qui adhère au pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Clermont, de 410 000 habitants. Jean Pierre BUCHE, est le vice-président du Projet Alimentaire Territorial (PAT) et du SCoT¹⁴⁷. Il est propriétaire d'une parcelle limitrophe à l'Ecopôle, à usage agricole. Son lien avec l'Ecopôle est direct, il est président du SEAT du Val d'Allier. Il est aussi président du Conseil d'Administration de la Régie de Territoire des Deux Rives. La Régie, ainsi que les autres acteurs de l'Ecopôle, ont une relation proche avec Jean Pierre BUCHE, il est à l'origine de l'implication de chaque acteur sur l'Ecopôle. Son rôle dans le projet est multiple, principalement il établit les relations politiques entre l'Ecopôle et les élus des territoires concernés. Il est aussi porteur de parole au nom de l'Ecopôle dans la presse locale et lors de visites des personnalités politiques et institutionnelles sur le site de l'Ecopôle. Il est identifié par les acteurs du groupement (à six) comme 'le moteur' de la plupart des actions menées jusqu'à présent. Il est investi sur le volet agricole et alimentaire en tant que force de proposition, et par le lien au PAT. De manière générale, en 2021, il participe à la conception et validation des axes stratégiques de l'Ecopôle, ainsi qu'à la mise en relation avec des nombreux acteurs du territoire : les carrières, associations, institutions, collectivités territoriales, commerçants et agriculteurs, des bénévoles, la recherche, entre autres.

La LPO rejoint le projet du fait qu'elle avait la charge de la gestion d'une partie appelée l'Etang du Package (avant le projet Ecopôle), parcelle de 20 hectares cédée au SEAT en 2004 à 1 euro par le Département du Puy-de-Dôme. La même année, le département du Puy-de-Dôme octroie le label Espace Naturel Sensible (ENS) à l'Ecopôle. Le partenariat entre le SEAT, la LPO et le Groupement d'Intérêt Economique - GIE de Bellerive¹⁴⁸ s'est consolidé.

La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) est une association loi 1901 en charge de la protection de la nature, majoritairement réalisée en milieu rural, concernant des sites à forts enjeux écologiques. Elle agit dans toute la France. '*La LPO Auvergne-Rhône-Alpes s'est donné pour mission d'agir pour la nature et la biodiversité, avec l'ensemble des citoyens et tous les acteurs de la société, afin d'assurer la sauvegarde des espèces sauvages et la préservation de leurs habitats*' (LPO 2023¹⁴⁹). En 2022, la LPO gère 35 espaces naturels protégés¹⁵⁰ en Auvergne Rhône-Alpes, dont 13 labélisés Espace Naturel Sensible (ENS). Historiquement gestionnaire du site de l'Ecopôle, l'association assure la gestion des milieux écologiques, dès les premières interventions sur ce nouveau lieu. Certains agents ont fait le suivi de l'Ecopôle dès le début (depuis 20 ans), ils expriment un sentiment d'attachement fort envers ce projet, en particulier l'espace ENS. La LPO a eu la charge de la rédaction des plans de gestion ENS, puis ENSIL, et chef de fil du Schéma Directeur.

¹⁴⁶ Grille des nuances politiques des listes.pdf (gironde.gouv.fr)

¹⁴⁷ <http://www.legrandclermont.com/le-scot-telechargez-le>

¹⁴⁸ Il s'agit du groupement économique qui finance l'installation des carrières.

¹⁴⁹ Citation textuelle du site internet de la LPO : <https://auvergne-rhone-alpes.lpo.fr/qui-sommes-nous/>

¹⁵⁰ https://auvergne-rhone-alpes.lpo.fr/wp-content/uploads/rapport-dactivites_lpo-aura_2022.pdf

Le **Département Puy-de-Dôme (63)** est constitué d'un Conseil départemental organisé en cinq 'Pôles'. Chaque Pôle est divisé en plusieurs Directions¹⁵¹. La politique Espace Naturel Sensible d'Initiative Locale (ENSIL), qui concerne l'Ecopôle, est gérée par le Pôle Infrastructures, Aménagement et Accompagnement des Territoires (PIAAT) et notamment la Direction Environnement et Accompagnement des Territoires, secteur Milieux Naturels¹⁵². L'octroi du label requiert une étude de conformité au Schéma Départemental des ENS pour candidater. Ce dispositif fait partie de la politique de préservation de sites naturels remarquables conformément à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985. *'Au-delà du simple échelon administratif, le Département s'inscrit dans une logique de proximité et une volonté affichée de solidarité, portée par des agents territoriaux et des élus.'*¹⁵³

Le **Groupe d'Intérêt Economique de Bellerive**, créé en 1997, est une forme juridique d'entreprise qui a fonctionné pendant 22 ans, jusqu'en 2022. Ce groupement est dirigé par des 'mandants', avec un Contrôleur de gestion, un Contrôleur des comptes et un Liquidateur. L'activité principale est 'Autres activités de soutien aux entreprises'¹⁵⁴. L'entreprise a pour objet social 'l'Extraction de matériaux pour le compte de ses membres sans commercialisation'. LE GIE de Bellerive a contribué à l'Ecopôle par leurs apports en matériaux, par exemple la création d'un parking pour les visiteurs, et le SEAT, dans l'acquisition des parcelles dans le but de maîtrise foncière du site.

A partir de 2004, plusieurs actions seront concrétisées. Une nouvelle activité d'extraction de gravats démarre, portée par les carriers, mais le projet écologique s'est poursuivi avec la création et l'installation d'aménagements écologiques. Le suivi du point de vue technique est assuré par la LPO en matière écologique, qui engageait des actions déjà sur l'un des lacs créés dans l'étape précédente d'extraction : les étangs du « Pacage ». Le fait de creuser le lit majeur d'une rivière, ou encore la rivière elle-même, est une activité contrôlée par une grande diversité d'acteurs du territoire. Les élus des collectivités territoriales ont un poids très important (par des outils de maîtrise foncière tels que PLU, PLUi et SCOT), mais aussi d'autres acteurs associés par les « Contrats territoriaux » établis sur des bassins entiers. Une grande partie des régulations concernant la ressource en eau sont établis par la Loi nationale n° 2006-1772 de 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques. Par exemple, le pompage d'eau de la rivière ou des étangs est interdit sur le site de l'Ecopôle ; pour le faire, il faudrait demander une autorisation spécifique. En France, plusieurs niveaux territoriaux se coordonnent afin d'établir les priorités et les règles à respecter concernant la ressource en eau, les rivières et les plans d'eau.

Le '**Contrat territorial du Val d'Allier Alluvial**' a pour objectifs *'la préservation et la restauration de la dynamique fluviale de l'Allier ainsi que des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui lui sont associés.'* (SAGE¹⁵⁵). Cette programmation constitue un outil opérationnel visant à répondre à certains enjeux majeurs identifiés par le 'SAGE Allier aval'. La 'Loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques', version actualisée de la Loi de l'eau de 1992, établit six Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) à l'échelle des grands bassins hydrographiques français, et leur déclinaison locale, les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)¹⁵⁶. Le SAGE est élaboré par une Commission

¹⁵¹ Organigramme (puy-de-dome.fr)

¹⁵² Aide aux Espaces Naturels Sensibles (puy-de-dome.fr)

¹⁵³ Compétences (puy-de-dome.fr)

¹⁵⁴ Nomenclature 'n.c.a. (NAFRev2 : 82.99Z)' de l'INSEE d'activités françaises
Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. | Insee

¹⁵⁵ Le SAGE, un outil de planification | SAGE Allier Aval (sage-allier-aval.fr)

¹⁵⁶ Qu'est-ce qu'un SAGE ? | SAGE Allier Aval (sage-allier-aval.fr)

locale de l'eau (CLE) qui comprend des représentants de l'État, des collectivités locales et des usagers. Le SAGE a pour *'mission de préciser, en concertation avec les acteurs du bassin Allier aval, les moyens permettant la restauration et le maintien de la fonctionnalité des nappes d'eau souterraines, des cours d'eau et de leurs milieux associés'* (SAGE¹⁵⁷).

L'étape de 'renaturation' d'un espace fortement perturbé est un processus vécu par les acteurs locaux impliqués. Un projet de territoire est consolidé, à la fois sur le plan politique, économique et social. Il traduit l'intérêt porté par des acteurs, associations, habitants et élus, d'avoir un espace écologique partagé pour un usage libre et harmonieux, qu'il soit pour les humains ou les oiseaux. Ce projet a coexisté avec l'intérêt du groupement économique, le GIE de Bellerive, qui exploite les lits de la rivière pour combler la demande croissante de béton, destiné à bâtir, par des techniques conventionnelles, l'urbain résidentiel et ses infrastructures associées. La cohérence d'ensemble est consolidée pendant la période 2001 et 2017, avec un travail entre acteurs qui, pendant l'extraction, ont réussi à réaliser les travaux d'anticipation pour la renaturation. Sur la fin de cette période, des pratiques agricoles 'alternatives' se sont installées, accompagnées d'un regard critique vis-à-vis des modes conventionnels de pratiquer l'agriculture. Il se rajoute l'intérêt du secteur agricole pour maintenir ou améliorer les bénéfices des activités économiques liées à l'agriculture.

Un premier réseau d'acteurs s'est consolidé entre le SEAT et ses élus, le GIE de Bellerive, la LPO et des habitants du territoire. Ce réseau participe au déploiement d'activités sur le site, ou bien en défense et garants des intérêts portés par le projet Ecopôle. Un facteur de réussite de cette période est probablement l'élargissement de la portée du projet, c'est-à-dire l'implication de nouveaux acteurs, et le fait de *planifier* à l'avance le devenir d'un espace qui allait être fortement perturbé par l'extraction de gravats (Figure 29). Tous les choix techniques proposés par des acteurs comme la LPO, spécialisés en génie écologique, ont été validés par les élus du territoire. Les actions concrètes réalisées - études d'abord puis aménagements -, ont été financées en partie par les carriers et par les collectivités territoriales. Les choix spécifiques tels que la forme des étangs et leurs distributions sur l'espace concerné ont entraîné un dialogue entre techniciens de la LPO et du GIE de Bellerive.



Figure 29 : Le pendant et l'après de l'exploitation sur le site Ecopôle
Photos : <https://ecopolevaldallier.fr/> et Luciano Copello. Date : 2021.

La suite est marquée par une évolution dans le système de gouvernance du projet. L'Ecopôle inclut désormais une diversité d'acteurs, tant associatifs que des entreprises, dans la gestion du site et

¹⁵⁷ <https://sage-allier-aval.fr/fondements-juridiques/>

envisage le développement de nouvelles activités. Chaque acteur de l'Ecopôle porte un intérêt, met à disposition ses compétences et participe aux instances publiques de débat et dialogue. L'espace qui concerne chaque acteur n'est pas le même que le projet de l'Ecopôle. Par exemple, la Régie de Territoires est basée à Billom, alors qu'elle conduit des travaux autant dans la métropole (à Beaumont) que dans des communes périurbaines et sur l'espace rural du Livradois-Forez. L'Ecopôle est un lieu (parmi d'autres) pour les activités de la Régie, mais c'est aussi un projet de territoire auquel la Régie prend part. Elle a créé en 2016, par le même groupe d'élus locaux de l'Ecopôle, intéressés en améliorer l'employabilité du territoire. Ainsi la Régie représente un 'bras technique des collectivités territoriales' (entretient à un élu) pour l'appui de projets tels que l'Ecopôle ou autres.

La **Régie de Territoire des Deux Rives**, est une association créée en 2014 comme support d'emploi pour salariés en parcours d'insertion. La personne est embauchée sous Contrat de Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), et selon ses souhaits et conditions physiques, est intégrée à une équipe dans un 'chantier d'activité'. Le contrat dure deux ans (maximum) et avec des temps de formation prévus. Le suivi des parcours individuels, ainsi que l'organisation des équipes en chantiers, sont assurés par des 'encadrants', salariés permanents de la Régie. Le siège social de la Régie est basé à Billom et ouvert au public. En ce qui concerne les chantiers d'activités agricoles, la Régie compte avec deux serres en maraîchage et une pépinière de haies¹⁵⁸ à Cournon d'Auvergne, et sur l'Ecopôle du Val d'Allier, l'association est chargée de l'entretien des espaces naturels et la mise en place d'une Ferme Agroécologique Expérimentale (FAE). Les travaux sur le site de l'Ecopôle comprennent la plantation de haies, le soin des animaux en éco-pâturage, des services aux habitants, de l'aide aux maraîchers des espaces-test agricoles, entretien des chemins et aménagements, et plus récemment la valorisation de trois parcelles agricoles du projet de Ferme Agroécologique Expérimentale - F.A.E. La ferme est portée par le SEAT sur la zone Champmot (espace productif de l'Ecopôle). Pour l'ensemble des tâches à l'Ecopôle, l'équipe est constituée de 4 à 5 personnes en insertion, accompagnées d'un encadrant (et à des moments précis, des salariés d'autres chantiers d'activités donnent un coup de main). La directrice de la Régie et l'encadrant du chantier participent régulièrement à la gouvernance de l'Ecopôle. En 2021, on estime un total d'onze personnes employées au sein de la Régie en lien direct avec l'Ecopôle.

Au fil du temps, cinq autres structures (en plus de la LPO) rejoignent le projet (Figure 30) et prennent en charge des interventions au quotidien sur le site en tant que partenaire-prestataires du SEAT. Dès 2016, Nature aux Pattes rejoint l'Ecopôle, ensuite Ilots Paysans en 2017, la Régie de Territoire prend fonction dans la gestion du site en 2018, et en dernier Rural Combo et l'Agence Vous Etes D'Ici à partir de 2019.

¹⁵⁸ Arbres à but d'être implantés dans des milieux peu favorisés en termes de biodiversité végétale.

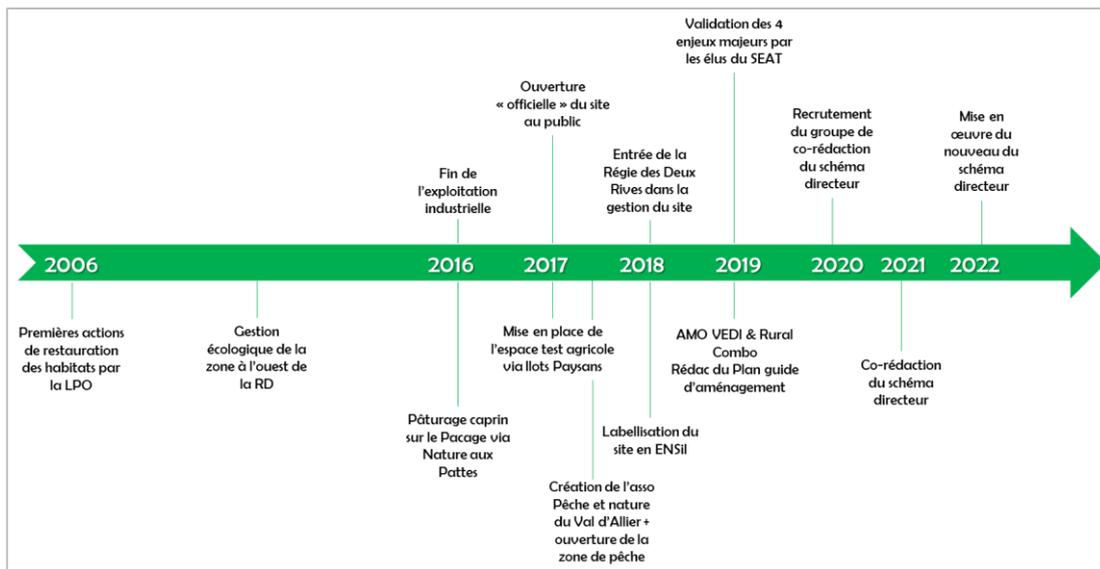


Figure 30 : Historique qui positionne l'entrée des acteurs dans le projet Ecopôle.
Support élaboré par le SEAT du Val d'Allier, présenté lors du COPIL 2021.

Les six structures participent aux instances du Comité Technique (COTECH), en présence des membres du bureau et du coordinateur du SEAT, ainsi qu'au Comité de Pilotage (COPIL) qui réunit l'ensemble des élus et technicien du SEAT, et des ECPI (Communautés de Communes) et les six structures du groupement. Ces structures, chacune dans son champ d'activité, contribuent aux travaux et mise en place d'action sur le site de l'Ecopôle. Pour certaines actions, des collaborations multiples se sont établies entre ces acteurs (Figure 30). Le dialogue avec le GIE de Bellerive et d'autres acteurs du territoire est assuré par le président du SEAT et le chargé de mission du SEAT.

Nature aux Pattes, est une entreprise partenaire du SEAT du Val d'Allier. A titre individuel, l'agriculteur, fondateur de l'entreprise, participe au projet de l'Ecopôle. Il est éleveur de 60 chèvres et moutons (brebis), dans la commune rurale d'Égliseneuve-près-Billom. Le principe utilisé dans son activité (à l'Ecopôle et ailleurs) est l'éco-pâturage d'espaces qualifiés de 'friches' avec ses animaux. Il s'intéresse en particulier à la problématique de la Renouée du Japon, une espèce de plante végétale envahissante en France. Les troupeaux mangent la plante, ensuite la vigueur est réduite (premiers résultats), et à terme, d'autres plantes herbacées peuvent prendre la place. Cette technique culturale, basée sur la gestion par des animaux, est une alternative à l'application de produits chimiques et permet d'augmenter à terme la biodiversité. Nature aux Pattes agit sur l'Ecopôle depuis 2016, avec en charge l'entretien de trois parcelles dans l'espace ENSiL, afin de garder des 'milieux ouverts' et une 'pluralité de milieux écologiques'. L'intérêt est que ce lieu ne soit pas envahi par la forêt alluviale. Un plan de pâturage sur plusieurs années est rédigé par cet acteur.

Ilots Paysans est une association Créée en Auvergne en 2016, qui vise précisément la mise en place d'espaces-test agricoles. Les 'espaces-test agricoles' sont une étape intermédiaire à l'installation agricole, permettant à une personne de tester en situation réelle son activité agricole et dans un dispositif sécurisé (mise à disposition du foncier et du matériel, statut juridique adéquat), pendant une à trois années. Ilots Paysans assume les fonctions de

'couveuse' à travers des contrats CAPE¹⁵⁹, de 'pépinière' en créant un lieu d'accueil avec des organismes (le SEAT à l'Ecopôle), et 'd'accompagnement', sur la viabilité économique, le volet technique, la partie gestion administrative et le foncier. Il y a 16 espaces-test agricoles en Auvergne en 2021 dont 10 dans le Puy-de-Dôme. L'association rejoint le projet de l'Ecopôle en 2017, afin de proposer des espaces-test pour l'activité de maraîchage BIO, avec une mise à disposition de 3700 m² sur la zone Champmot et du matériel. En 2018, une première testeuse a démarré son activité, et en 2019, l'Ecopôle accueille le deuxième testeur. Un animateur de l'association est investi (qui a changé en 2021) dans l'accompagnement des testeurs et la participation au projet de l'Ecopôle. Au-delà du partenariat précis avec le SEAT au sujet des espaces-test agricoles, Ilots Paysans a exprimé la volonté de participer à la rédaction du volet agricole et alimentaire, et aux autres axes du Schéma Directeur. Ils sont d'ailleurs membres fondateurs de la ferme de Sarliève (cf. 5.1.1.3.).

L'agence **Vous Etes D'Ici (VEDI)**, créée en 2011, accompagne la mise en dialogue et la prise en compte de l'agriculture, des paysages et de l'environnement dans les projets des territoires ruraux. '*VEDI développe des outils collaboratifs de spatialisation et de concertation adaptés aux habitants, élus, experts, ...*' (VEDI¹⁶⁰). A titre individuel Claire Planchat, manager de VEDI, intègre l'UMR Territoires. '*L'agence contribue aux recherches sur l'accompagnement des territoires ruraux et de leurs habitants*' (VEDI). L'art et la culture (photographie, musique, théâtre, danse, arts plastiques et numériques, design) sont mobilisés par l'agence comme '*médium des sensibilités*'.

Rural COMBO, est une association d'architectes qui travaille à la programmation, la conception, la construction, l'animation, la médiation et l'expérimentation sur des projets de design, d'architecture et de développement des territoires. Il s'agit d'un groupement de personnes de compétences variées (architecte, urbaniste, charpentier, constructeur avec la terre, designer, administratrice, jardinier) qui s'est installé dans la commune rurale de Cunlhat, située dans le Livradois-Forez. En plus de l'Ecopôle, l'association participe à la réalisation de projets de territoire à Billom et à Pérignat-sur-Allier, dans le cadre de 'La Preuve par 7'¹⁶¹. Sur l'Ecopôle, l'association a participé activement à l'aménagement du site, en particulier avec des techniques 'anciennes' autrement pratiquées dans le territoire rural du Livradois-Forez. La construction en 'terre paille' et en bois, ce sont des spécialités des membres de l'association Rural COMBO.

¹⁵⁹ Le contrat CAPE permet aux personnes rattachées à Pôle Emploi la continuité de l'indemnisation. Le CAPE permet aussi le côté 'marche arrière', d'arrêter facilement l'activité. Contrat d'appui au projet d'entreprise (Cape) | Service-Public.fr

¹⁶⁰ Who are we – You are from here (agenceved.com)

¹⁶¹ 'La Preuve par 7 est une démarche expérimentale d'urbanisme, d'architecture et de paysage. Elle accompagne et documente des projets à travers différentes échelles territoriales afin de promouvoir un droit à l'expérimentation dans l'aménagement et l'architecture ainsi que des méthodes à même de renouveler l'action territoriale, publique et citoyenne.' La preuvepar7



Figure 31 : Chantier ‘briques en terre crue’, un travail en équipe entre la Régie et Rural Combo.
Date : 2021. Photo : Luciano Copello.

La figure 31 illustre le travail coopératif entre la Régie de Territoire et Rural Combo dans la confection sur place de l’isolement pour un conteneur agricole de stockage du matériel des serres maraîchères. Les salariés de la Régie de Territoires ont appris la technique de terre crue-paille pour reproduire cette modalité de construction et envisager de la commercialiser. J’ai participé à ce chantier.

Un nouveau projet émerge en 2022. La labélisation du Pole Territorial de Coopération Economique - PTCE TURFU PRODUCTION en Val d’Allier a été obtenue et le projet sera piloté par la Régie de Territoire. Ce projet a comme lieu physique l’Ecopôle et comme partenaire le SEAT du Val d’Allier, et Rural COMBO. Le PTCE va favoriser la coopération économique sur le territoire, en particulier une filière terre-paille qui est déjà envisagée par la Régie de Territoires comme une nouvelle filière.

5.3.2.2. *Vers une nouvelle gouvernance pour l’Ecopôle*

En 2021 une réflexion s’est tenue au sujet de la gouvernance de l’Ecopôle. Le projet dans sa forme actuelle est questionné par certains acteurs du fait d’une prédominance d’élus dans la prise de décisions. En 2022 le SEAT propose aux six acteurs partenaires de participer à la réponse à un *Appel à Projet de la Fondation de France* pour structurer une *nouvelle ‘gouvernance’ sous forme ‘collégiale’*. Cette réflexion amène en 2022 à un soutien de la Fondation de France pour rassembler les acteurs qui souhaitent participer à la restructuration de la gouvernance du projet Ecopôle. Des propositions innovantes émergent à ce moment-là.

Une première proposition consiste à tester un mode d’organisation collective en ‘collèges’. Cette modalité de coordination vise à introduire trois instances décisionnelles : *un collège d’habitants, un collège de techniciens/operateurs et un collège d’élus*. Il s’agirait d’un *‘système de décision collectif et participatif pour apporter une réponse adaptée au défi posé par la gestion multi-partenariale et participative de l’Ecopôle du Val d’Allier’* (compte rendu de réunion AAPFF). Trois collèges sont proposés, voici un extrait de la réponse à l’Appel à Projet (SEAT 2021) de la Fondation de France :

Afin d'intégrer les différents acteurs suscités dans la future gouvernance du projet de l'Ecopôle, il est envisagé d'expérimenter la création d'une association collégiale. Celle-ci pourrait être composée d'au moins 3 collèges : collège des élus, collège des techniciens et collège des usagers. Les pouvoirs de chacun des collèges n'est pas encore défini et résulterait d'une négociation entre les acteurs. Cette association pourrait être titulaire d'une convention de gestion du site de l'Ecopôle du Val d'Allier avec le SEAT, en échange de la signature d'une charte de l'Ecopôle qui serait à écrire collectivement et qui entérinerait le projet politique et son orientation écologique. Cette convention de gestion viserait la mise en œuvre et l'actualisation du Schéma directeur en cours d'élaboration, et permettrait une meilleure collaboration des acteurs entre eux. Elle serait composée également d'une instance dont l'objectif serait de valider la mise en place de nouveaux usages sur le site et leur conformité avec la charte. Cette association, de droit privé, pourrait également solliciter de nouveaux financements pour le projet dans son ensemble et sur des actions transversales (SEAT 2021).

L'autre proposition, qui est complémentaire à la gouvernance collégiale, est la création d'une société de préfiguration appelée 'Amis de l'Ecopôle'. Ce groupement serait intégré par les acteurs du collège des techniciens et opérateurs du site. Les habitants pourront participer dans leur propre collège, et le collège d'élus serait mobilisé par le SEAT. Au niveau du collège d'élus, une proposition est faite pour l'appeler collège des 'sages' qui pourrait accueillir, en plus, des chercheurs et 'personnes bienveillantes' d'horizons divers.

La gouvernance de l'Ecopôle, influencée par l'histoire de la réhabilitation du site, est un aspect crucial du projet. Cette gouvernance, centrée autour du SEAT de l'Ecopôle du Val d'Allier, est reconnue par les acteurs comme un levier majeur pour l'avenir de l'Ecopôle en raison du grand nombre d'acteurs impliqués et de leur volonté de promouvoir l'intérêt général, notamment à travers le projet de l'ENS. Bien que la diversité des acteurs puisse être perçue comme un avantage, elle peut aussi ralentir les processus décisionnels, menaçant la pérennité du projet, en cela je partage l'analyse des auditeurs ACTERRA (2021). Néanmoins, il existe un consensus sur l'importance de la gouvernance et la nécessité d'ouvrir ses instances décisionnelles à une participation plus large, au-delà du territoire des deux communautés de communes fondatrices, pour impliquer notamment la métropole clermontoise. Il s'agit d'une opportunité pour favoriser des nouvelles relations entre l'urbain et le rural par le biais de la gouvernance.

La structuration de la gouvernance de l'Ecopôle est un processus encore en émergence en 2024, le but est d'impliquer la diversité d'usagers aux instances de prise de décision, en assurant une pérennité des ambitions initiales et de garantir la protection et les *valeurs écologiques* dans l'avenir. L'intérêt général est mis en avant, le défi est de faire dialoguer les acteurs du territoire, y compris les intérêts urbains portés par la métropole, sans ralentir les processus décisionnels.

Même si l'extraction des carrières est terminée sur cette portion du territoire, la tension entre la production agricole conventionnelle et des façons alternatives est encore très présente, d'au moins dans le discours tenu par les acteurs de l'Ecopôle. La portée de l'action collective de l'Ecopôle reste encore très localement circonscrite.

5.3.2.3. Le caractère urbain-rural du réseau d'acteurs opérateurs sur l'Ecopôle

Bien que chaque acteur ait une appartenance territoriale multiple, influencée par les flux et interactions contemporaines facilités par la mobilité et les communications (Talandier, 2023), nous avons tenté de caractériser les acteurs de l'Ecopôle en fonction de leur représentation prédominante de l'urbain ou du rural. Ceci afin de créer un schéma illustrant l'évolution du réseau d'acteurs (Figure 32) et de rendre

compte de l'accroissement des interactions entre l'urbain et le rural que le projet représente. Le schéma reprend les trois séquences temporelles (cf. 5.3.1) pour établir la configuration du réseau d'acteurs à différents moments du projet, dès son émergence à l'actualité.

Initialement seuls les carriers agissent sur le site, considérés dans étant plus urbains du fait de l'objectif de l'extraction de gravats : bâtir les villes. Les élus locaux créent le SEAT qui restera la principale structure gestionnaire du site. Le SEAT réunit les intercommunalités Billom Communauté et Mond'Arverne Communauté. Les élus du SEAT représentent les communes situées dans un espace périurbain, considérés dont des acteurs à l'interface urbain-rural.

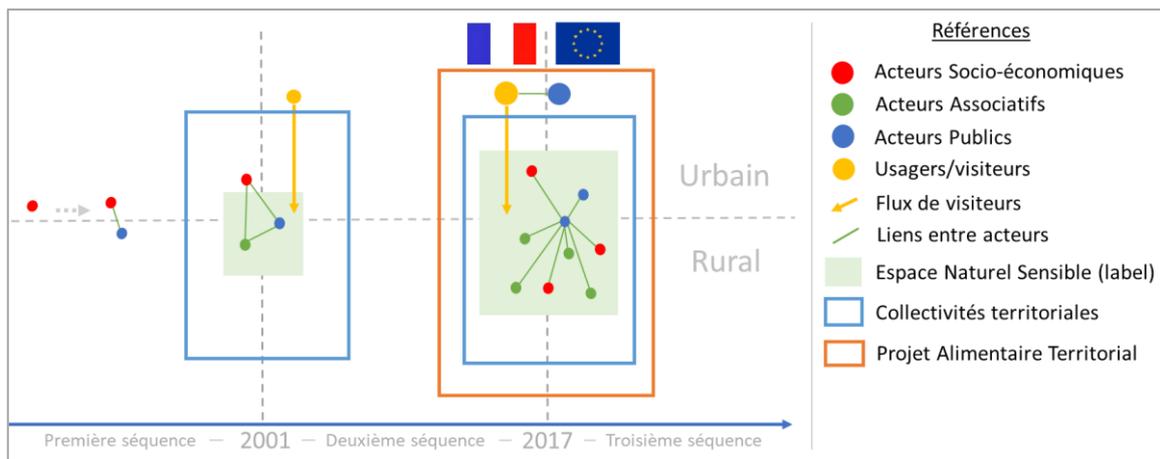


Figure 32 : Évolution du réseau d'acteurs clés. Elaboration propre : Luciano Copello.

Ensuite, l'association LPO est incluse par le besoin de travaux à réaliser sur le site. La LPO siège dans la ville de Clermont-Ferrand et exerce son activité dans plusieurs sites des espaces ruraux toute l'Auvergne. Il d'agit de lieux à fort enjeux écologique, certains fermés au public, et d'autres ouverts comme l'Ecopôle. L'ouverture au public du site en 2017 incrémente de manière significative le flux de visiteurs, principalement urbains. Au fil du temps d'autres structures intègrent le projet, à compter de 2021, six structures y participent. La Régie de Territoires des Deux Rives siège à Billom (4745 habitants en 2015), une commune rurale situé dans le PNR Livradois-Forez, et accueil principalement des salariés des communes rurales mais aussi de la métropole. Par ailleurs certains des salariés sont d'origine étranger. Nature Aux Pattes est un éleveur de chèvres et moutons situé à Égliseneuve-près-Billom, qui déplace ses troupeaux sur plusieurs communes rurales, dont l'Ecopôle. L'agence Vous Êtes D'Ici siège à Montpeyroux, situé le long de l'axe routier A75, dans un espace à dominante rurale, et sa responsable est attachée à l'UMR Territoire basé à Clermont-Ferrand. L'association Ilots Paysans siège à Clermont Ferrand, et réalisé le suivi de 16 espaces test agricoles distribués dans les espaces ruraux en Auvergne. Rural COMBO est un collectif d'architectes originaires de la région Ile de France, installés en 2017 à Cunlhat, une commune rurale au cœur du PNR Livradois-Forez (à environ 30 minutes de l'Ecopôle du Val d'Allier). Ils exercent leur activité professionnelle principalement à Billom et à Pérignat-sur-Allier. Aujourd'hui, le projet est porté par des acteurs considérés du rural, cependant les réflexions en cours pour intégrer la métropole et des habitants dans la gouvernance peut changer l'équilibre.

5.3.2.4. Des acteurs politiques qui accompagnent et soutiennent les orientations du projet

A une autre échelle de relations socio-spatiales, des acteurs publics viennent en appui aux ambitions écologiques et rurales du projet. L'Etat National français et l'Union Européenne deviennent partenaires

financeurs du projet (programmes LEADER et FEADER) et financent ainsi à hauteur de 68% le projet¹⁶². De surcroît, ces acteurs agissent indirectement *via* les politiques publiques qu'ils mettent en œuvre à différentes échelles : lois et réglementations sur l'eau et l'aménagement, soutien de la transition agroécologique et politiques territorialisées.

Les deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), les communautés de communes *Billom Communauté* et *Mond'Arverne Communauté* financent le projet à hauteur de 12 %. Ces élus sont les décideurs finaux des orientations prises par le projet, dans le cadre des Comités de Pilotage (organisés par le chargé de mission du SEAT). Outre leur participation à la gouvernance du projet, ces acteurs l'influencent *via* les objectifs d'aménagement qu'ils introduisent dans leurs Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) ou les PLU-Intercommunaux. Quant à l'Agence de l'Eau et le Département du Puy-de-Dôme, ils sont partenaires financeurs à hauteur, respectivement, de 10 % et 9 %. Ces acteurs portent des intérêts autant urbains que ruraux dans leurs politiques, et jouent ainsi un rôle central même s'ils n'interviennent pas dans des actions quotidiennes sur le site.

5.3.2.5. *Partage de connaissances entre les acteurs du rural et de l'urbain*

Au cours de l'année 2021, plusieurs actions portées par l'Ecopôle participent à un rapprochement entre acteurs urbains et ruraux. Les habitants de villes proches ou d'autres territoires venus s'installer à proximité apportent leurs savoirs et leurs connaissances au projet. Ainsi, le cabinet d'architectes Rural Combo réalise la plupart de travaux d'aménagements sur le site de l'Ecopôle. La Régie de Territoires des Deux Rives, accueille des salariés de la ville et des communes rurales. Des échanges sur le site permettent une montée en compétence réciproque des acteurs, avec la mise en scène d'un savoir-faire issus des urbanités et ruralités combinées lors des opérations sur le site, tel que l'isolation d'un container de stockage pour les maraîchers (cf. Figure 12) *via* des briques en terre crue fabriquées sur place (sur la base d'une ancienne technique pratiquée autrefois dans le Livradois-Forez). L'Ecopôle s'appuie sur l'apport de compétences en matière de développement agricole, par la création, en 2018, d'un espace-test agricoles permanent, accueillant deux porteurs de projet (testeurs/maraîchers) accompagnés par l'association Ilots Paysans (cf. 5.3.2.1).

Par ailleurs, les acteurs de l'Ecopôle sont impliqués dans des projets sur d'autres territoires et à d'autres échelles. Acteurs de l'urbain et du rural interagissent et croisent leurs compétences dans le cadre de différents projets de recherche-action. Par exemple, l'Ecopôle fait l'objet de projets de recherche locaux, nationaux et européens, avec la participation de différents acteurs dans une dynamique de co-apprentissage : Rural Combo fait partie du projet 'la Preuve par 7' et 'Village en Chantier' en lien avec les communes proches de Pérignat sur Allier et Billom ; la responsable de l'agence de développement Vous Etes D'Ici (VEDI) est rattachée à l'Unité Mixte de Recherche (UMR) Territoires (Clermont-Ferrand) ; et moi-même en tant que doctorant de la Régie de Territoires, également rattaché à l'UMR Territoires.

Enfin, d'autres formes d'implication d'acteurs participent à renforcer les liens avec les visiteurs urbains, par exemple lorsque la LPO contribue à former les salariés en parcours d'insertion de la Régie de Territoires des Deux Rives autour de la sensibilisation aux impacts des activités humaines sur l'environnement et à travers des travaux de 'maintien écologique' sur le site. En conséquence, les salariés en parcours d'insertion acquièrent des compétences pour mieux gérer l'entretien d'un espace naturel et communiquer auprès des visiteurs ; en contrepartie, la LPO bénéficie d'un appui technique sur le terrain de la part des salariés de la Régie de Territoire.

¹⁶² Les chiffres relatifs au budget sont tirés de la recette de fonctionnement 2019.

5.3.3. Le défi de cohabitation et de multiples usages urbain-rural d'un site partagé

5.3.3.1. La coexistence d'activités et d'enjeux divers

Les activités sur l'Ecopôle sont diverses, le site est structuré en zones spécifiques. Les 140 ha d'accès libre et gratuit, sont divisés en deux espaces à usage différents : entre les activités autorisées sur l'espace labellisé ENSIL, et l'expérimentation agricole et alimentaire du lieu-dit Champmot.

- La partie labellisée Espace Naturel Sensible d'Initiative Locale (ENSIL), de 130 ha aux bords de la rivière, est une mosaïque de milieux naturels de qualité permettant de concilier la préservation de la biodiversité et la pratique d'activités humaines. L'espace est caractérisé par des étangs issus de l'activité d'extraction passée. Les activités sur place concernent : l'observation des oiseaux, animations naturalistes, parcours cyclable et pédestres, pêche, géocaching, club d'astronomie, yoga, entre autres.
- La partie appelée 'zone Champmot', de 8 ha, est un espace qui fait partie de l'Ecopôle du Val d'Allier, et accueille des activités dédiées à l'expérimentation agroécologique et alimentaire. Sur la zone Champmot, il y a deux serres de production maraichère, le début d'une 'ferme agroécologique expérimentale' qui inclut une parcelle dédiée à des plantes aromatiques, une autre à des arbres fruitiers et une troisième avec un poulailler. Des hangars en bois ont été installés et servent à l'accueil de visiteurs, et en même temps servent d'espace de vente de légumes. Au niveau de la topographie, une grande butte de terre est au milieu de la zone Champmot, et sur l'un des bords, il y a une grande mare, qui est également labellisée ENSIL.

L'ENSIL porte un enjeu de préservation écologique fort, des activités humaines sont autorisées tant qu'elles ne perturbent pas les indicateurs de biodiversité, par exemple la nidification des oiseaux. Le lieu-dit Champmot admet une intervention humaine plus importante, c'est là que la plupart des activités agricoles et infrastructures d'accueil aux publics ont été installées. Les deux parties de l'Ecopôle sont divisées par la route départementale D1, mais connectées par un tunnel.

Les usages sur ce site sont multiples, le travail réalisé par les étudiants ACTERRA a produit un schéma (Figure 33) qui montre la multiplicité d'usages sur l'Ecopôle. Ils affirment que la '*multifonctionnalité du site apparaît à nos yeux comme étant la ressource la plus précieuse de l'Ecopôle*'. En effet le site accueille des randonneurs, pêcheurs, agriculteurs, cyclistes et urbains en général qui cherchent souvent un lieu de rafraîchissement, de baignade ou simplement manger sur place (en mode pique-nique ou au feu de bois). A l'intérieur de ce lieu, une diversité d'activités a marqué l'espace au fil du temps, et aujourd'hui un ensemble de nouvelles activités coexistent, entre celles produites par les humains directement et d'autres issues de la diversité d'êtres '*vivants non humains*' qui habitent l'Ecopôle.

Sur le schéma, la principale caractéristique de cet espace de projet est mise en évidence par le label ENSIL, signifiant la présence d'habitats sensibles où les '*vivants non-humains*' ont graduellement repris leur place. Ces êtres sont les usagers centraux de l'Ecopôle, et la protection de leurs habitats guide les choix d'aménagement et les interactions humaines sur le site. Les humains sont encouragés à adopter des comportements respectueux de ces habitants, nécessitant une attention particulière. L'Ecopôle joue ainsi un rôle crucial en mettant en lumière la diversité des activités humaines qui entourent le site, qu'elles soient en conflit ou en harmonie avec les vivants non-humains.

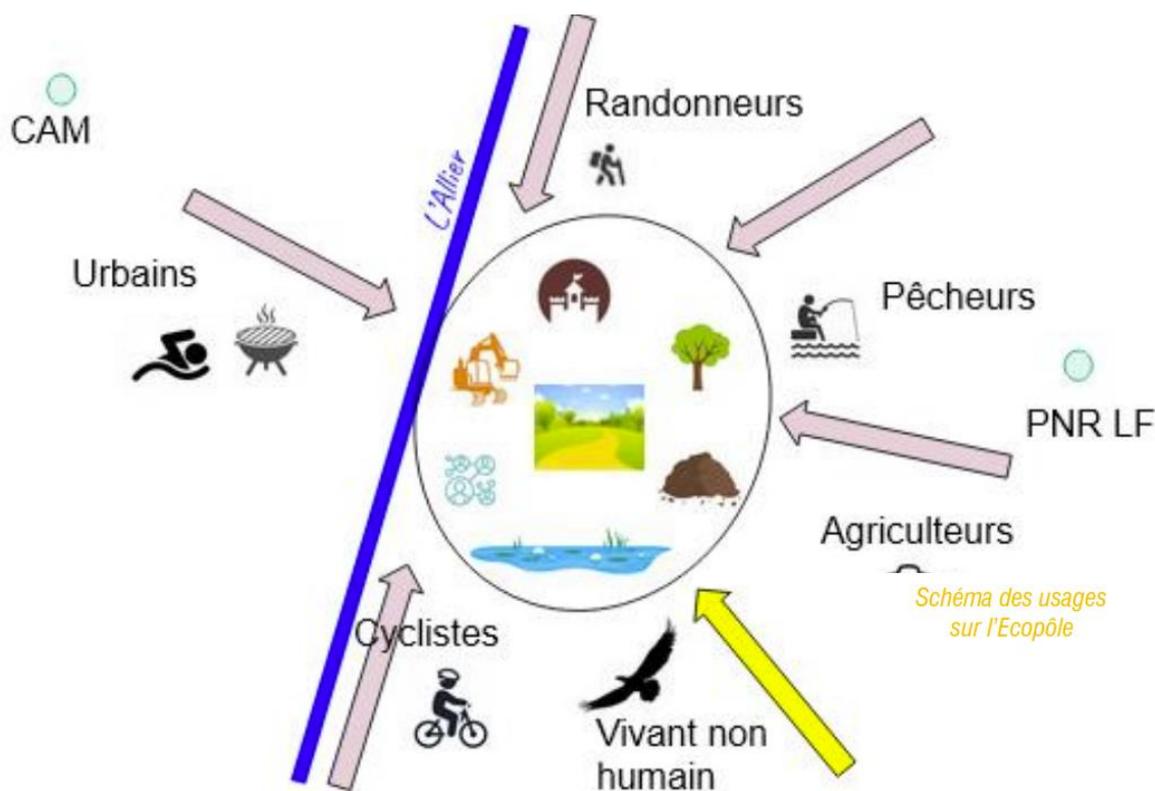


Figure 33 : Schéma des usages sur l'Ecopôle (ACTERRA et al., 2021)

Dans cette perspective, cet espace de cohabitation entre activités humaines et dynamiques naturelles est considéré comme un *'relais essentiel pour modifier nos pratiques quotidiennes'*, comme l'ont exprimé les acteurs de l'Ecopôle lors de la prospective (ACTERRA et al., 2021). Pouvoir envisager un avenir où les activités humaines (agricoles et alimentaires) coexistent harmonieusement avec celles des *'vivants non humains'* dans le partage des espaces, semble un objectif pertinent à explorer.

5.3.3.2. Une planification des activités pensée pour assurer la transversalité d'enjeux

À la suite de l'ouverture au public de l'Ecopôle en 2017, l'augmentation des ambitions provoque un besoin de planifier l'action. Le SEAT lance ainsi un marché public d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage (AMO) en 2019, qui aboutit à un rapport livré en avril 2020, réalisé par l'agence VEDI et l'association Rural Combo. Le Plan Guide d'Aménagement 2020-2025 propose les 4 axes d'enjeux majeurs et plusieurs aménagements détaillés pour l'ensemble du site ; validés par les élus du SEAT en 2019.

Le Plan Guide, propose *'un projet basé sur les communs'*, un schéma qui permet de tenir compte d'une diversité d'activités et d'enjeux portés par l'Ecopôle, selon le sondage réalisé auprès du plus grand nombre d'acteurs liés à l'Ecopôle. Basés sur les principes de la *permaculture*, quatre axes thématiques (Figure 34) sont proposés pour décliner les enjeux d'aménagement pour l'Ecopôle du Val d'Allier : *Environnement et préservation biodiversité ; Production agricole et l'alimentation : agriculture durable, alimentation saine et locale, modes de consommation, et autosuffisance alimentaire du territoire et pratiques respectueuses de l'environnement ; Vivre ensemble et les enjeux sociaux ; Economie circulaire et valorisation du site.* Il se rajoute aux axes des *facteurs de réussite* : l'accueil du public, la sensibilisation, la communication, l'innovation et la gouvernance partagée.

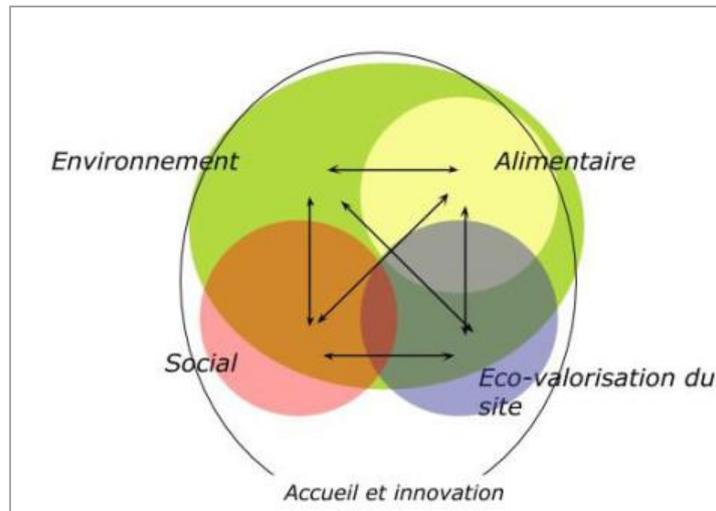


Figure 34 : Axes d'actions thématiques à l'Ecopôle, Source : AMO, 2020.

Le Plan Guide d'aménagements est donc un document qui reprend les études précédentes. Il propose une organisation par axes thématiques et *'un ensemble de plans et de Fiches-Action (FA) qui décrivent les aménagements dont l'Ecopôle devrait se doter pour se structurer et mener à bien son projet de développement'*. Les propositions du Plan Guide s'intègrent aux actions prévues et validées par le département pour la partie ENSIL en 2020 (cf. demande de subvention au CD63 2019, Délibération n°44/2019), et s'accorde aux plans de gestion réalisés dans la période précédente de 2004-2019 (trois plans de gestion de l'Étang du Pacage (2004-2008, 2011-2015 et 2017-2020), et un plan de gestion pour l'Ecopôle (2015-2019)). En 2019, les plans de gestion s'unifient avec la création de l'ENSIL. Les aménagements proposés dans le Plan Guide sont à réaliser entre 2020 et 2025.

La planification d'actions sur l'Ecopôle est requise pour la demande de subventions, non seulement au département, mais aussi aux programmes européens LEADER et FEADER. En cela le label ENSIL est crucial.

En 2019, une étude de faisabilité d'une ferme agroécologique et expérimentale réalisé par le SEAT, vient renfoncer la stratégie en ce qui concerne les aspects techniques et d'aménagement agricole. Le projet de Ferme Agro-écologique Expérimentale (F.A.E.) est validé en 2020, permettant d'organiser la transition entre l'existante et le futur. C'est un projet ambitieux et assez central, mais qui n'avance pas à la vitesse souhaitée/attendue par certains élus et acteurs associatifs de l'Ecopôle. Cela est associé au manque des moyens de financement. Ce projet relie les activités sur place, par exemple les espaces-test agricole (même si cette activité relève d'une dynamique propre et autonome assurée par Ilots Paysans et les maraîchers). Le projet F.A.E. dans son ensemble est porté par le SEAT du Val d'Allier, cependant en 2021 l'animation n'est pas suffisamment assurée. Une convention avec la Régie de Territoires a permis d'avancer sur l'implantation des espèces végétales et l'installation des aménagements (un poulailler mobile), préconisés dans l'étude F.A.E.

5.3.3.3. Stratégie planifiée à 10 ans : mise à jour des enjeux dans le Schéma Directeur

L'année 2020 est marquée par l'absence de dynamiques d'échange et concertation due au Covid-19.

En 2021, une nouvelle dynamique relance tous les acteurs autour de l'Ecopôle. Le SEAT ouvre un nouveau marché public pour 'co-construire une stratégie à 10 ans : le Schéma Directeur. Les six structures qui composent le groupe d'opérateurs qui interviennent régulièrement sur l'Ecopôle,

répondent collectivement à cet appel à projet et l'obtient. La LPO a été désignée 'chef de file' dans la dynamique de rédaction du document final. Le chargé de mission du SEAT, pour sa part, a été le garant de la participation des acteurs dans un premier temps, et ensuite le groupe a pris de l'autonomie pour l'organisation de rencontres, ateliers thématiques et d'autres instances réflexives et de travail, auxquelles j'ai participé en tant que doctorant (chercheur) et chargé de mission de la Régie (acteur).

Le temps mis à disposition par certains acteurs participant à cette dynamique a excédé le temps prévu par le financement du marché public. Les acteurs ont contribué bénévolement afin d'accomplir les tâches relatives à ce travail coconstruit. Le *Schéma Directeur de l'Ecopôle* reprend les documents précédents et rajoute une couche d'actualité, et surtout des 'fiches d'actions détaillées' autant pour les espaces ENSIL que pour l'ensemble du lieu (y compris l'espace Champmot). Le plan d'actions n'inclut pas seulement des aménagements. Les axes thématiques proposés précédemment par l'AMO sont retenus, mais la formulation des enjeux et objectifs est retravaillée. La planification et la budgétisation des actions prévues a été finalisée et présentée en mars 2022 au Comité de Pilotage pour validation des élus membres du bureau de l'Ecopôle. Une somme de 1 233 391,60 € (ENSIL) + 2 437 899 € (hors ENSIL) est estimée pour accomplir les actions envisagées pour les 10 ans à venir (jusqu'en 2030). Globalement l'Ecopôle doit chaque année prévoir un auto-financement à hauteur de 20 % du budget ; cela représente un défi et plusieurs alternatives pour faire face ont été repérées. Le Schéma Directeur a été présenté et approuvé par le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme dans le cadre de l'ENSIL (ce document vient remplacer l'élaboration des Plans de Gestion).

Le maintien des activités sur cet espace (de loisir, récréatives, d'habitat animal, de gardiennage, d'alimentation et de sensibilisation des populations, d'espace démonstrateur pour le changement de pratiques de l'agriculture et des citoyens) dépend d'un *statut quo* du lieu dans les années à venir, mais c'est seulement parce qu'il s'intègre au territoire qu'une telle possibilité est envisagée.

L'espace ne cherchera pas à être productif ni spécialisé dans un produit, il vise l'expression diverse, l'innovation, la création, en harmonie avec la nature du lieu. En ce sens, l'enjeu agricole et alimentaire de l'Ecopôle, tel que formalisé dans le Schéma Directeur, donne bien à voir cette idée. Les axes stratégiques 'Production agricole et alimentation', 'Vivre ensemble et enjeux sociétaux' et 'Economie circulaire et valorisation du site' ont un rapport direct aux usages humains, tandis que l'axe 'Environnement et préservation de la biodiversité' est orientés par les besoins des *vivants non-humains*. Ce dernier axe restera toutefois le prioritaire. Je participe à la formulation de l'enjeu 'agricole et alimentation', qui est défini comme suit :

'L'inscription de l'Ecopôle du Val d'Allier en tant que Laboratoire d'expérimentation, d'innovation et de recherche en matière d'agriculture et d'alimentation. Il s'agit d'une réponse locale à la crise environnementale globale, au contexte économique actuel fragile, aux problématiques sociales vécues par les gens du territoire. L'Ecopôle du Val d'Allier a l'ambition d'être une vitrine des alternatives en matière d'agriculture et d'alimentation tant dans les process de production et de distribution, que dans la gestion collective et systémique du site, que dans les choix organisationnels qui en découlent. Le site a une vocation pédagogique et d'essai forte. Il se veut support d'insertion par l'emploi et le bénévolat.'
Enjeu validé par les élus lors du COPIL, juillet 2021.

Les activités à l'Ecopôle restent organisées par secteurs, certaines actions planifiées seront déployées sur un emplacement spécifique, des niches naturelles par exemple, et d'autres concernent l'ensemble du site. La partie qui correspond aux actions 'hors ENSIL' représente un montant important du budget, et concerne principalement le lieu-dit Champmot. Cette séparation d'activités en secteurs, liée aux conflits d'usages soulevés (baignade, feu, VTT et motos, chiens sans laisse, entre autres), est à

surmonter dans une perspective de partage et de rencontre de l'homme et de la nature. Les échanges réciproques sont recherchés, entre cultures urbaines et rurales, entre produits et matériaux de l'urbain et du rural (connaissances, techniques, savoir-faire, aliments, énergies, eau), entre les valeurs portées par des habitants de la campagne et de la ville.

5.3.3.4. *Des activités contribuant à l'attractivité du site*

A compter de 2017, le site est devenu attractif en raison de ses atouts naturels, et de plus en plus fréquenté par des visiteurs en provenance de territoires proches, principalement de la métropole clermontoise et des communes limitrophes. Un ensemble d'usages directs cohabite sur l'Ecopôle du fait de l'implantation d'activités attractives. Il s'agit d'un espace public et ouvert à caractère naturel et social avec un éventail d'activités destinées aux habitants (depuis les tests agricoles jusqu'aux animations proposées par des associations), ou encore un lieu de promenade libre (sous certains règles) pour des visiteurs. Ces dynamiques sont favorisées par la présence d'une 'voie verte'¹⁶³ qui traverse l'Ecopôle du Val d'Allier. L'étude de la voie verte a été lancée en 2013 (au niveau du département de Puy-de-Dôme) et elle est en cours de construction en 2022. Cette voie verte, qualifiée 'd'autoroute' par certains acteurs, pose déjà des questions en lien avec une sur-fréquentation et la méconnaissance estimée, par les usagers, des enjeux des sites qu'elle traverse. Des usages indirects sont associés à la gestion, le maintien et la garde du site : c'est un espace d'action pour certains acteurs impliqués (élus, associations, entreprises et bénévoles actifs), tous implantés en proximité, notamment les communes de l'interface urbain-rural. L'Ecopôle devient un lieu écologique qui intègre aussi des enjeux sociaux, agricoles et alimentaires du territoire. La présence de visiteurs est essentiellement urbaine : une étude du SEAT (2021) révèle que 75 % des visiteurs de cet espace situé en zone rurale proviennent de l'espace métropolitain de Clermont-Ferrand. C'est alors la possibilité offerte aux acteurs impliqués dans la gestion du site (associations essentiellement rurales) de venir à la rencontre d'urbains de divers horizons.

Outre l'attraction du site en raison de son caractère naturel, différents événements sont organisés et contribuent à renforcer les interactions urbain-rural. C'est le cas par exemple des rencontres « Ecolypsis », une journée annuelle de festivités, de découverte et de sensibilisation, et d'exposition de plusieurs activités sur le site¹⁶⁴. Cet événement contribue à créer plus de liens entre les territoires : des associations et entreprises locales (à moins d'une heure de distance) participent en tant que 'prestataires' et le grand public est convié par le SEAT à cet événement annuel. Le public provient principalement des communes proches de la métropole clermontoise.

Enfin, le caractère patrimonial du site contribue également à attirer les visiteurs des communes rurales proches et de Clermont Ferrand. En effet, la valorisation du projet de l'Ecopôle d'un point de vue historique rappelle l'ancienne carrière ; des panneaux explicatifs racontent l'évolution de cette friche industrielle ; les vestiges du château (escaliers) sont mis en valeur dans le cadre d'animations destinées au grand public ; des machines utilisées par le passé sont exposées.

5.3.3.5. *Des activités favorisant les flux matériels sur le territoire*

Durant toute la phase de présence des 'gravières', l'extraction de matériaux sur une zone rurale - principale activité sur cet espace -, est destinée au secteur de la construction et au profit principalement des villes. La production de béton léger à partir du sable et gravats est destinée à la construction du bâti, d'usines et des infrastructures (routières et autres) et au développement

¹⁶³ Il s'agit d'un projet en France pour favoriser la mobilité douce et les pratiques sportives.

¹⁶⁴ Les thématiques des « Ecolypsis » sont variées et globalement destinées à un public familial. En 2018 « Ma famille découvre l'Ecopôle », en 2019 « Ma famille croque le paysage », en 2020 « Ma famille se réinvente », en 2021 « Et l'Eau Ma Famille ! », et 2022 « L'Ecopôle en partage ».

immobilier. Après 2017, l'extraction prend fin et différentes activités menées sur le site participent à faire se rencontrer urbains et ruraux.

En premier lieu, l'activité agricole s'appuie sur la mise en lien direct, par la vente sur place, des deux maraichers en test sur le site, avec un réseau de clients des communes limitrophes. Les légumes produits sont labélisés BIO et vendus aux habitants en proximité en circuit court, dans un réseau d'environ 150 consommateurs, créé par les maraîchers eux-mêmes. Certains de leurs clients urbains viennent chercher directement sur le site leurs paniers de légumes. En parallèle, des échanges de matériel végétal et animal (plants, arbres fruitiers, haies et âne) se font entre un projet de l'Ecopôle, la Ferme Agroécologique Expérimentale (FAE), la pépinière de la Régie localisée à Cournon d'Auvergne et d'autres fermes expérimentales de la Métropole. De plus, l'Ecopôle fournit une partie du blé cultivé sur le site à des artisans de Cunlhat (Livradois Forez) pour la confection de produits alimentaires (pain, pâtes). Quant aux brebis de l'Ecopôle, elles sont régulièrement proposées pour l'éco pâturage sur d'autres parcelles de communes voisines. Cette activité agricole appuie plus généralement les liens de l'Ecopôle avec des éleveurs et forestiers des communes rurales proches, du fait de la recherche d'engrais organiques et de broyat pour les parcelles en maraichage. Elle renforce également les liens avec les habitants des communes proches du fait de la possibilité de déposer leur compost ou matériel à broyer sur le site de l'Ecopôle. De manière générale donc, ces flux matériels sont la base d'échanges d'expériences, d'idées, de savoirs et d'outils entre agriculteurs voisins et une diversité d'acteurs et habitants des communes voisines.

Les activités de construction et d'aménagement participent également à développer les flux de produits sur le territoire : le bois local et la pierre sont destinés à la construction des barrières, escaliers, spots pour l'observation d'oiseaux ; la terre et la paille sont utilisées dans la fabrication de briques. La commune de Pérignat sur Allier emploie des matériaux pour le réaménagement de l'espace public du village en faisant appel aux architectes de Rural Combo.

5.3.4. Des flux et échanges entre espaces urbain et ruraux à plusieurs échelles

Cette partie reprend les faits mentionnés précédemment analysés selon leur empreinte spatiale. Les informations sont structurées de façon à rendre compte les interactions urbain-rural provoquées par le projet Ecopôle, en faveur des reconnections spatiales sur le territoire.

5.3.4.1. L'Ecopôle, un espace fonctionnel pour le territoire en proximité

Les fonctionnalités de l'Ecopôle envers le territoire sont liées au fait qu'il s'agit d'un espace ouvert, multiusage et de partage social, et qu'en même temps, c'est un espace de préservation écologique, de biodiversité et de ressource en eau. Une multiplicité d'enjeux y sont conjugués, et cela est porté par un collectif d'acteurs garants de la continuité du projet dans cette ambition originale de faire reconnecter l'homme et la nature, *via* les liens de l'urbain et du rural.

Ce projet nourrit une partie de la population en même temps qu'il sensibilise sur le fait alimentaire à l'échelle territoriale. C'est-à-dire, l'Ecopôle fournit des légumes en vente directe aux consommateurs en proximité, habitants des villes ou villages, très concrètement, mais aussi le projet dans son ensemble (un lieu, des activités, un réseau d'acteurs) fait un apport en tant que '*démonstrateur*' au Projet Alimentaire Territorial porté par les collectivités territoriales, dont la métropole clermontoise. Il y a un apport à ces deux niveaux. Cela signifie un bénéfice pour l'ensemble des acteurs du territoire, les collectivités territoriales et les instances nationales et européennes investies dans les projets. La démonstration repose sur un sens identitaire porté par un collectif autour des nouvelles façons de

faire, des manières innovantes d'utiliser les ressources, et des modalités de partage encore à explorer mais faisant déjà sens localement.

Ce projet, vient éduquer et sensibiliser les plus jeunes, la famille, les enfants, et tous les publics qui fréquentent ce lieu. Lors des sorties de terrain, balades, événements festifs sur place, réunions d'élus, de techniciens des communes et collectivités territoriales, entre autres, un nouveau regard est proposé, plus contemplatif, un usage humain en harmonie avec la nature. C'est la fonction d'un *Espace Naturel Sensible*. Ce lien avec la nature dans un espace encadré permet aux publics divers d'appréhender des nouvelles pratiques et comportements, et aux opérateurs de sensibiliser.

Ce projet, étant à cheval entre deux communes et deux intercommunalités, suppose un dialogue entre les territoires. Il permet aux élus de se rencontrer, de partager autour d'un objet, d'un projet et un lieu qui fait partie de leur paysage. L'objet est si différent et décalé que certains peuvent le qualifier de « cosmétique » face aux problèmes aux échelles productives dans l'agriculture par exemple. Des controverses sont abordées par la rencontre entre élus, une rencontre facilitée par ce projet. C'est un *espace public local* dans lequel une diversité d'acteurs peut s'exprimer.

5.3.4.2. *Un espace 'tiers lieu' produit et approprié par ses acteurs*

L'Ecopôle comme lieu est produit par ses acteurs et les activités déployées au cours du temps. Le passé industriel, et avant lui le passé culturel (le château d'un musicien célèbre) ressort, mais ce qui a marqué la nouvelle étape, c'est la 'renaturation' de l'espace. Dès lors il est divisé et organisé en interne, et gouverné par un collectif d'acteurs. Ces acteurs ont transformé cette portion du territoire en quelque chose qui n'existait pas avant, et contextuellement n'était pas concevable (prise de conscience récente des enjeux environnementaux...). La tension entre visions de l'avenir pour transformer, produire, créer le territoire est encore présente et nécessaire. Elle émerge matériellement sous forme de conflits d'usage (cf. 5.2.2.1.). Les élus, à travers le SEAT, ouvrent à la création du lieu par des instances de réflexion collective : l'installation de 'permanences' par Rural Combo et VEDI lors de l'AMO en 2019, et le Jeu de Territoire commandité par VEDI et la Régie. Ce sont des exemples concrets de temps formels de rencontre et échange d'idées entre acteurs pour participer à la conceptualisation de l'espace. Il s'ajoute des instances informelles (rencontres entre élus et d'autres acteurs) qui impactent le résultat final et les choix opérés au sujet de l'Ecopôle.

D'autres lieux sur le territoire correspondent aussi à une maîtrise de dynamiques internes et des relations que l'espace entretient avec l'extérieur. Chacun mobilise des ressources spécifiques, territoriales, du domaine commun, ou privées. Il s'agit de lieux qui portent un sens identitaire, qui défendent des valeurs communes et partagent une conception des enjeux à venir. Ils sont conçus par les personnes morales ou physiques qui s'impliquent, travaillent ou habitent ces lieux.

5.3.4.3. *Un espace administré par les collectivités territoriales et les élus impliqués*

L'appartenance à des territoires au sens administratif peut impliquer un changement même d'usage, par exemple, un projet de 'contournement routier' qui met en question la continuité du projet Ecopôle. Des impositions et réglementations spécifiques s'imposent en termes d'aménagement territorial et d'organisation d'activités.

Des outils très développés en France concernent la planification urbaine. Le SCOT et plus précisément le PLUi ont qualifié l'espace de l'Ecopôle comme 'Zone Naturelle'. Du fait d'une rivière présente, l'espace est soumis au 'Code du Domaine Public Fluvial', et au 'Plan de Prévision des Risques Naturels Prévisibles'. Il fait également part du 'Périmètre de captage' d'eau potable. Le label ENSIL stipule que '*le site bénéficie d'un périmètre de préemption et sa gestion doit faire l'objet d'un Plan de*

gestion aux objectifs transversaux de conservation de la biodiversité et d'accueil du public' (Chaud et al., 2022). D'autres 'zones d'inventaire' sont en place : NATURA 2000 et ZNIEFF notamment, et plus spécifiquement pour l'Allier, des prescriptions du contrat territorial SAGE Allier aval (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Toutes ces instances conditionnent l'usage du site en même temps qu'elles contribuent aux caractéristiques actuelles.

Le fait d'être sur un *espace commun, un bien public*, et un projet porté publiquement par des élus (et autres acteurs), suppose des 'règles d'usage' claires. Plusieurs panneaux ont été installés pour détailler les conditions d'usages de l'Ecopôle (Figure 35). Une certaine rigidité dans les règles garantit le respect de certains usages, notamment le lieu d'habitat des vivants non-humains. En revanche elle contraint la mise en place d'actions, par exemple, le projet de Ferme Agroécologique Expérimentale - FAE a eu du mal à exister à cause de la 'lourdeur' dans les choix au quotidien, tels qu'exprimés par des opérateurs selon leur rapport au SEAT. En effet le SEAT veille à que l'ensemble d'actions réalisées soit bien en ligne avec les documents de planification validés précédemment par les élus. Les possibilités de pompage d'eau de la rivière ou encore de la nappe phréatique ne sont pas envisagés, sauf sollicitude spécifique (exception à la règle¹⁶⁵). La piste d'action pour installer un 'moulin à vent'¹⁶⁶ proposé par les acteurs lors du jeu de territoire, devrait d'abord solliciter un 'permis' spécifique pour pomper de l'eau de la nappe. Les rigidités sont visibles aussi à travers la labellisation BIO, dont le cahier des charges impose aux maraichers des règles parfois jugées 'incohérentes' d'un point de vue écologique, une élue de territoire mentionne par exemple, que ce label oblige à laver les légumes à l'eau de robinet au lieu d'utiliser les eaux récupérées de pluie.



Figure 35 : De la réglementation affichée sur le site de l'Ecopôle. Date : 2022. Photo : Luciano Copello.

¹⁶⁵ Un accord est exprimé sur le fait qu'il n'existerait pas d'impact réel sur la nappe phréatique si on procède à l'irrigation des parcelles en production. En tout cas, ces impacts pourraient être mesurés. Mais les démarches d'autorisation et procéder à cette expérimentation n'ont pas encore été engagés par le SEAT ni par ses acteurs partenaires.

¹⁶⁶ Même si l'action est reprise dans la prospective réalisée, certains acteurs sont favorables, d'autres considèrent qu'une telle installation provoquerait une 'pollution visuelle' non souhaitable.

Le caractère formel du projet exige aussi un suivi rigoureux des processus vécus sur ce lieu. La production d'indicateurs chiffrés a été mentionnée lors du COPIL (2021) comme des données nécessaires à la valorisation politique du projet. Les possibilités d'appui politique par les élus impliqués dans le projet, en recherche par exemple d'un financement, dépendent de la capacité à mesurer les changements. Cela fait de l'Ecopôle une source d'informations et de données utiles pour porter le projet aux instances politiques supérieures qui pourraient le financer. En même temps, des acteurs appartenant à d'autres territoires s'intéressent à cette expérience qui s'avère 'reproductible'.

5.3.4.4. Des échelles de rayonnement dans un écosystème alimentaire, espace idéalisé

De la prospective réalisée avec les acteurs, il émerge une réflexion sur les multiples échelles de résonance de l'Ecopôle (Figure 36) dans une projection à futur basés structures en interaction. Il s'agit d'un écosystème alimentaire qui combine les atouts et des mondes urbains et ruraux en interaction. Le SEAT et collectivités territoriales ainsi que associations partenaires collaborent d'ores et déjà pour réunir les consommateurs du monde urbain et les ressources et richesses du monde rural, tout en intégrant la filière agricole. L'Ecopôle prend ainsi un rôle d'organisme intermédiaire (Lardon 2015) pour mettre en relation la ville et d'autres initiatives et projets de territoire, en appui d'un 'tissu associatif' important le long de l'Allier. La plaine de Sarliève en tant qu'initiative est identifiée par l'intérêt à concrétiser un partenariat avec l'Ecopôle, notamment sur les enjeux d'expérimentation de nouvelles pratiques agricoles. La recherche et la métropole sont deux acteurs à associer davantage pour faire bénéficier au projet. L'Ecopôle reste un lieu à résonance locale, intégré dans un écosystème d'acteurs institutionnels proches et d'associations du territoire.

Il ressort de la prospective des acteurs, un besoin d'envisager la création d'un réseau local qui favorise l'augmentation des flux entre espaces similaires plus ou moins proches. Ce qui permettra augmenter la visibilité de l'Ecopôle et avoir accès aux moyens financiers et, à terme, influencer d'autres sites, institutions et acteurs. Idéalement des liens urbain-rural se développent le long de l'Allier, pas seulement sur le segment où l'Ecopôle est placée.

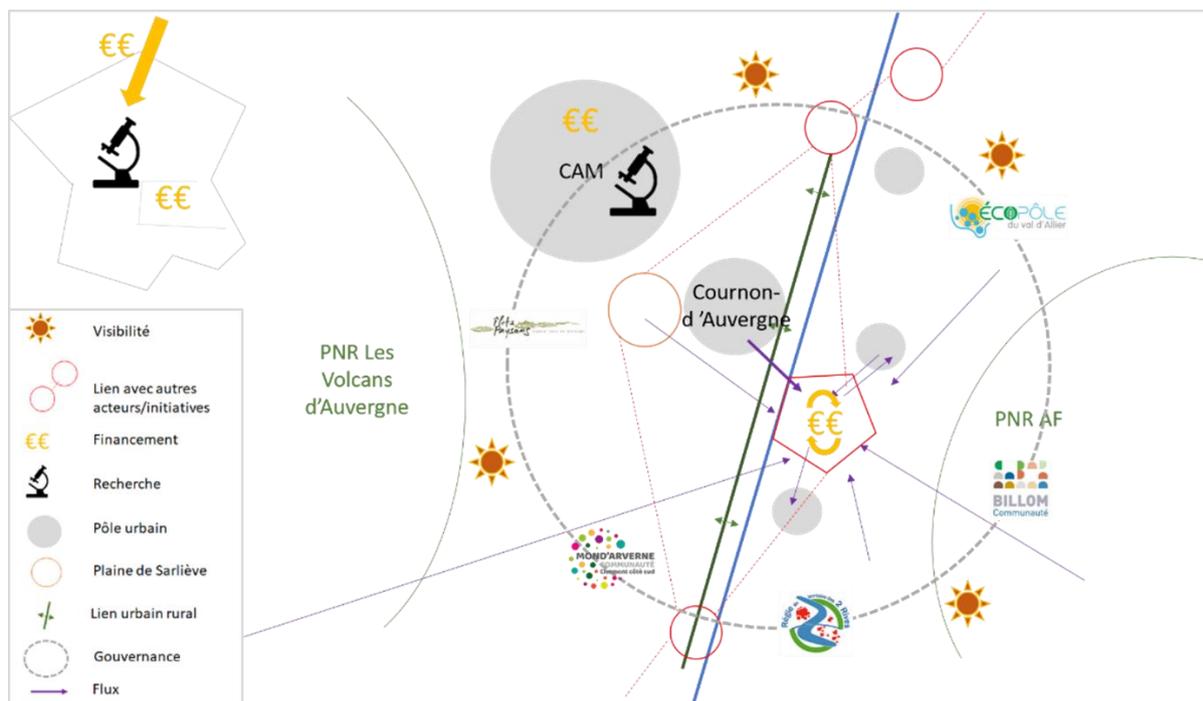


Figure 36 : Projection dans le futur des échelles de résonance de l'Ecopôle. ACTERRA (2021).

5.3.4.5. *Les limites entre l'urbain et le rural sont établies par la présence d'une rivière*

Le fait de considérer un territoire à partir de l'Ecopôle, et le besoin d'avoir à la fois de l'urbain et du rural, amène à proposer une représentation simple et efficace en prenant la rivière Allier comme 'limite'. La métropole est la première entité ou objet qui représente une urbanité forte et particulière. L'Allier est donc l'entité qui provoque de fait une frontière physique. Clermont Auvergne Métropole est situé à l'ouest de la rivière, tandis qu'à l'est, le Parc Naturel Régional Livradois-Forez, entité rurale repérée, représente des formes de ruralité assez diverses : des villages, des champs agricoles, la montagne, des forêts, et d'autres espaces ruraux réunis dans le 'Parc' en tant qu'instance politique et administrative. Encore plus à l'ouest de Clermont-Ferrand, le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne est aussi bien du rural et connecté à l'urbain proche. Le rural est encore présent au nord et au sud de la ville et il y a des formes d'urbanité en petites villes. Le choix de représenter uniquement la métropole et les espaces ruraux à l'est de la rivière est lié au fait que les acteurs ont exprimé une volonté d'intégrer ces espaces dans un projet de territoire, à l'exemple du PAT. Les aspects physiques jouent aussi bien que les constructions cognitives dans les représentations proposées du territoire. L'Est de l'Allier est par exemple moins irrigué par le réseau de transport publics de la ville. La mobilité est un sujet qui fédère les territoires, étant l'une des thématiques de développement ciblées par la politique des 'contrats de réciprocité'¹⁶⁷.

L'Ecopôle est positionné comme un maillon central dans les dynamiques des deux côtés de la rivière Allier. Le lieu en soit intègre les deux mondes, l'urbain et le rural, représentés par ses acteurs et ses activités. La dimension spatiale est transversale aux deux autres dimensions.

Le fait d'établir des limites entre l'urbain et le rural sur un territoire, permet de regarder la distribution des lieux connectés par le projet, de caractériser l'espace d'action des acteurs et la portée des activités de l'Ecopôle. La même division entre urbain et rural est utilisée par les collectivités territoriales à l'échelle des politiques publiques locales (exemple PAT). A l'échelle des politiques européennes, le rural et l'urbain ne sont plus des espaces physiques repérables sur chaque territoire, mais l'expression des idées traduites par de politiques dites 'rurales' d'appui et accompagnement de diverses ruralités (programme LEADER ; PAC).

5.3.4.6. *Un site intégrant de fait des espaces ruraux et urbains*

Des connections urbain-rural 'de fait' sont liées à l'emplacement spécifique, en zone 'périurbaine', à l'interface, à cheval entre l'urbain et le rural. Les usages et les mobilités des personnes illustrent les connexions.

En termes d'usages de l'espace, les activités sont organisées et permises à certains endroits, tandis que d'autres ne sont pas souhaitées par les acteurs ou interdites. Parmi les espaces dédiés à l'activité humaine, il y a un secteur de pêche, un lieu-test agricole en maraîchage, un champ cultivé en blé, des parcelles en pâturage, trois sites aménagés pour l'observation des oiseaux et du paysage, et des sentiers de randonnée qui traversent les 140 ha. D'autres espaces sont réservés aux enjeux écologiques et d'accès limité : habitats d'espèces animales et végétales, lieux de nidification, mares et étangs. L'ensemble du site est un chantier d'activités et d'insertion et de lien social : support de travail

¹⁶⁷ Le PNR LF et la Métropole sont engagés dans un projet de coopération lancé en 2020 (période 2020-2022). *'Ce dispositif contractuel permet d'expérimenter la mise en réseau de territoires et de construire des accords stratégiques entre territoires urbains et ruraux (ou périurbains) pour développer la coopération, renforcer les solidarités et contribuer ainsi à l'équilibre et à la cohésion territoriale.'* Source : <https://www.clermontmetropole.eu/no-cache/fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite/detail/actualites/la-metropole-sengage-avec-le-parc-livradois-forez/>

pour des associations et de petites entreprises locales, de récréation pour les familles et les individus. Certains usages sont en tension ou questionnés par les acteurs : la baignade, les barbecues (hors zone de pêche), la pêche hors zone dédiée, les quads et motos (qui cassent à leur passage les aménagements tels que les escaliers), et des évènements ponctuels tels que vols et casses sur les espaces-test agricoles.

Les mobilités des personnes concernent tous les types d'usages du site et amènent à la problématique de connexion des espaces publics et de rencontre sociale, ainsi que les impacts écologiques des déplacements. L'Ecopôle du Val d'Allier est desservie par la route départementale D1, pour un accès en voiture. Une ligne de bus de la métropole permet un rapprochement jusqu'aux bords de l'Allier sur la commune de Cournon, limitrophe, à 10 minutes de marche à pied en traversant un pont. Les acteurs opérateurs habitent soit les communes rurales proches, soit la ville de Clermont-Ferrand. Leur moyen de déplacement est essentiellement la voiture, par des routes en très bon état qui maillent le territoire. Certains salariés se rendent à pied sur leur lieu de travail, soit parce qu'ils n'ont pas eu accès au permis, soit par choix et par proximité.

5.3.4.7. Des connexions à d'autres espaces par l'enjeu environnemental et la ressource en eau

Outre l'Ecopôle du Val d'Allier, 23 sites sont labélisés ENSIL par le département du Puy de Dôme (Figure 38). La gestion de ces espaces est réalisée en grande partie par la LPO, dans le but de préservation des milieux, le maintien de certaines espèces végétales et animales en faveur d'une amélioration des indicateurs de la biodiversité. Sur le site de l'Ecopôle, l'accueil de l'activité humaine est un caractère singulier, à la différence d'autres ENSIL plus restrictifs ou bien d'accès interdit au public. Cela rejoint les défis de sensibilisation des populations aux enjeux écologiques. Des liens sont créés par l'expérimentation et les pratiques sur ce site, qui sont potentiellement transposables à d'autres sites, qu'ils soient labellisés ou pas.

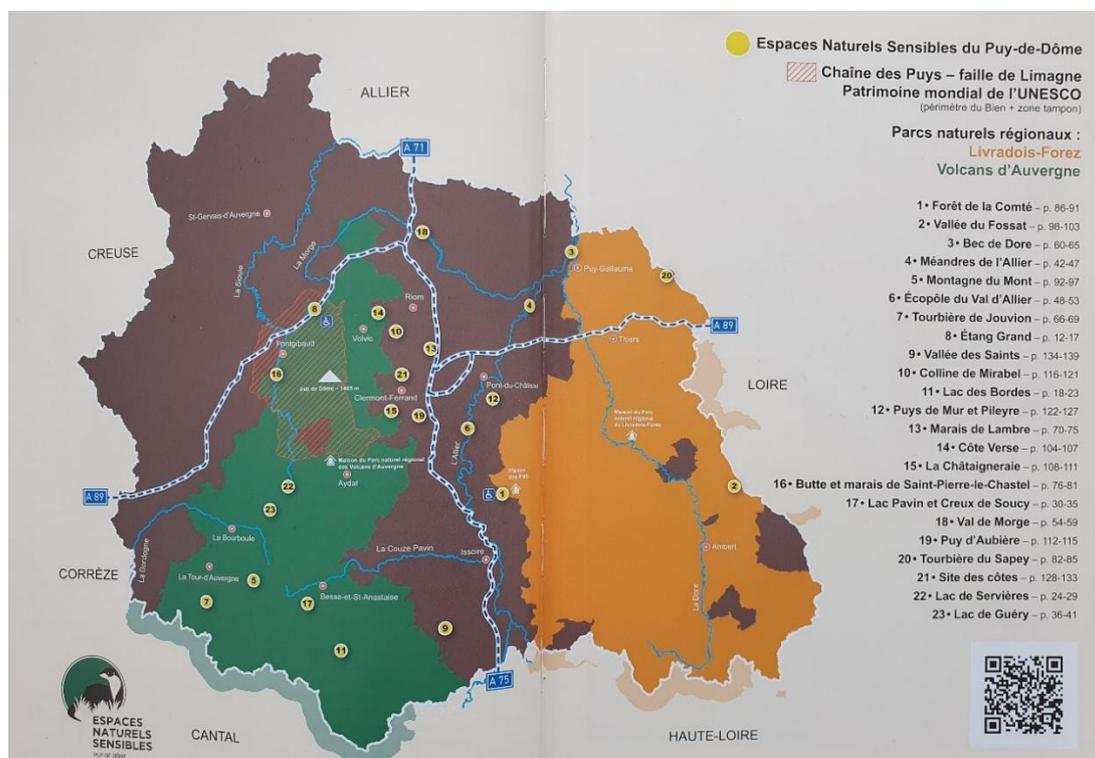


Figure 37 : Carte des Espaces Naturels Sensibles du Puy-de-Dôme. Source : Bouchardy (2021).

L'approvisionnement en eau de la rivière Allier pour l'agglomération Clermontoise (près de 300 000 habitants) constitue un autre facteur de lien entre les espaces urbains et ruraux. De récents travaux signalent en effet le potentiel intégrateur de la ressource en eau (Baron et Maillefert, 2021). Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier aval (www.sage-allier-aval.fr/), protège la rivière et implique des règles et action spécifiques pour l'Ecopôle du Val d'Allier : des actions à faveur la trame verte et bleue (zone de Hauts Fonds sur l'Ecopôle), de la préservation d'une forêt alluviale et de la végétation aquatique par des actions associées comme la sensibilisation du public et l'aménagement d'observatoires (trois ont été réalisés), et tout le site est réservé en cas d'expansion des crues. Au niveau des documents d'urbanisme (www.geoportail-urbanisme.gouv.fr), l'Ecopôle du Val d'Allier est classé '*Ni : secteur naturel et forestier permettant les activités légères de loisir*' tandis que la zone Champmot est classée '*A : zone agricole*'. L'enjeu de '*maitriser l'urbanisation à proximité des cours d'eau*' est évoquée. D'autres enjeux portés plus sensiblement par les acteurs locaux sont liés à la présence d'une rivière en tant que *ressource paysagère* et *réserve naturelle d'eau*.

La rivière Allier n'est pas navigable. Cependant, elle accueille environ 249 sites carriers, soit plusieurs friches industrielles en France susceptibles de devenir 'Ecopôle'. La prospective avec les acteurs de l'Ecopôle (ACTERRA *et al.*, 2021) a permis d'identifier des pistes d'action allant dans le sens d'une reconnexion avec d'autres espaces ; par exemple l'une des cartes a été intitulée : '*un territoire connecté, l'Ecopôle source d'expérimentation en matière de pratiques alimentaires*'. Ces acteurs ont imaginé un réseau de 'sites Ecopôle' qui se constituerait le long de la rivière Allier.

5.3.4.8. Des connections aux échelles des politiques alimentaires et rurales

En tant qu'initiative inspirante située à l'interface entre les territoires ruraux et l'agglomération urbaine, l'Ecopôle s'inscrit pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial. Il participe notamment par la mise en œuvre de pratiques d'agriculture biologique, des espaces-test agricoles et par le projet de Ferme Agroécologique Expérimentale (encore à mettre en place), avec des apports en termes d'activité de proximité : l'installation d'agriculteurs, l'insertion sociale, la production et la vente des légumes, la visite des installations par les écoles et des expériences en 'éco-pâturage'. Des actions sont prévues pour sensibiliser autour des pratiques alimentaires.

Les collectivités territoriales ainsi que les partenaires financiers du projet sont conviées à des instances de délibération/validation politique, soit à des réunions spécifiques, soit à participer aux animations (telles que les Ecopolys). De ce fait, l'Ecopôle s'intègre à plusieurs échelles : européenne par les fonds FEDER via la région Auvergne Rhône-Alpes, fonds communautaires LEADER du GAL du PETR Grand Clermont sur l'Axe Allier, et la participation financière et politique des intercommunalités Billom Communauté et Mont d'Arverne Communauté. Des échanges sont établis par l'apport de ressources cognitives (avis et solutions techniques) en plus des apports financiers au projet. L'insertion à plusieurs échelles garantit globalement l'intégration d'enjeux urbains et ruraux.

5.3.4.9. Une représentation de l'inter-territorialité de l'Ecopôle

Il est proposé une représentation chorématique des interactions spatiales provoqués entre territoires, pôles urbains et espaces de projets ou politiques publiques.

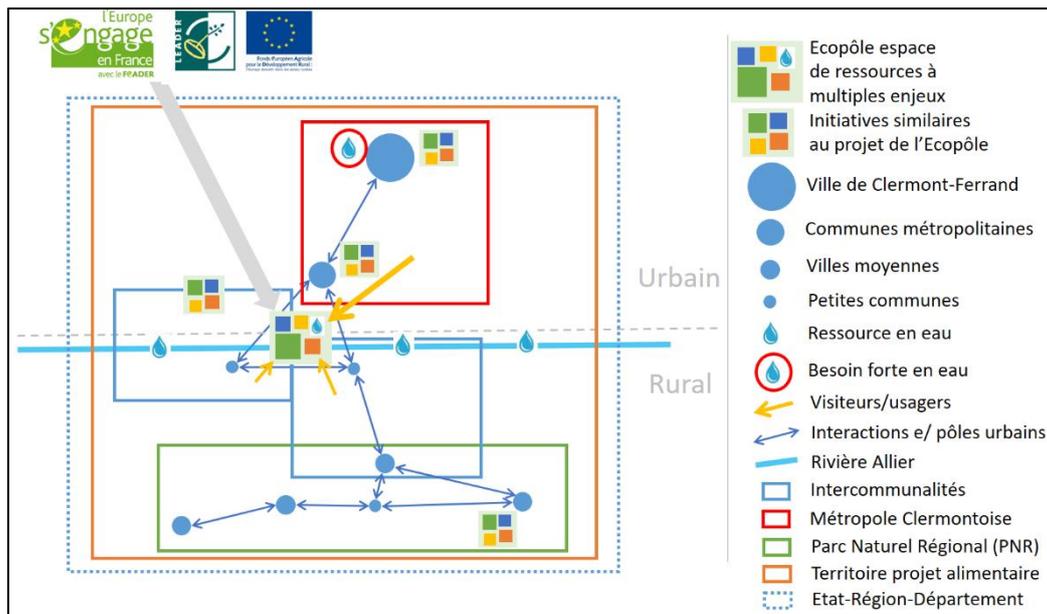


Figure 38 : Chorème des interactions spatiales entre l'urbain et le rural. *Elaboration propre : Luciano Copello.*

Ils sont représentés les multiples territorialités auxquelles l'Ecopôle fait partie (Figure 39). De manière horizontale, le site est connecté à d'autres initiatives similaires en proximité. Par ailleurs un réseau de petites villes permet des liens avec d'autres espaces - via les élus locaux -. Les territoires de la Métropole, du PNR Livradois Forez et des Communautés de Communes sont représentés afin de rendre compte des multiples territorialités (au sens administratif) portés par l'Ecopôle. L'usage et la préservation de la ressource en eau reste un enjeu important pour le territoire, et la rivière Allier est au cœur de cette dynamique. Par ailleurs, l'Allier est une barrière physique entre l'urbain et le rural qui traverse l'ensemble du territoire. L'Ecopôle fait partie des sites démonstratifs aux instances telles que le PAT, en intégrant donc les politiques locales et de l'Etat. La Région canalise les fonds publics du LEADER et FEADER. Enfin le Département joue un rôle central par la labélisation ENSIL des lieux tels que l'Ecopôle.

La dimension spatiale rend compte des possibilités réelles d'élargir la portée du projet à d'autres lieux, de relier d'autres initiatives et de participer à une mise en cohérence des projets de territoire, par exemple avec des actions sur les aspects alimentaires.

5.3.4.10. Espace démonstratif : un modèle innovant et inclusif

Le mot 'démonstratif' envisage la reproductivité ailleurs du processus vécu par le projet. L'Ecopôle en tant que modèle serait un lieu innovant, de type laboratoire d'idées, avec des acteurs et des activités qui le rendent attractif. Il admet une diversité culturelle et institutionnelle, dans le respect de la nature, donnant un caractère inclusif au lieu ; ce sont des valeurs portées par les acteurs clés du projet. Le chorème proposé (Figure 40) met en avant la multiplicité d'usages et d'enjeux sur un même lieu, qui rayonne vers l'extérieur, avec une gouvernance qui élargit la portée du projet.

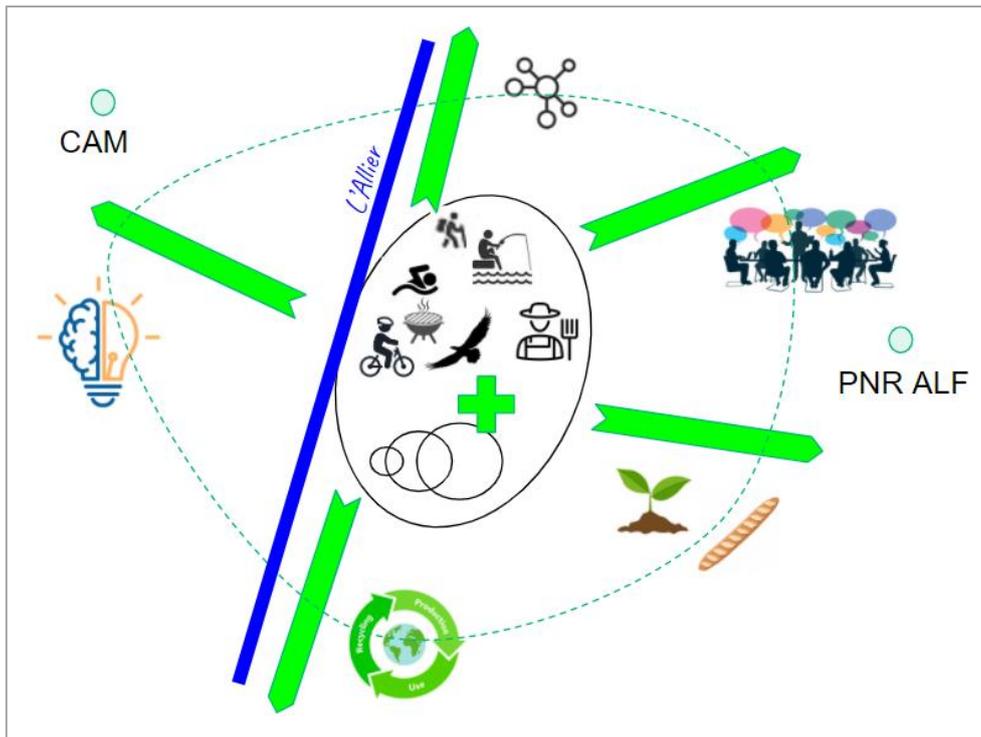


Figure 39 : Représentation de la coexistence d'usages et du rayonnement vers l'extérieur de l'Ecopôle. (ACTERRA et al., 2021).

L'Ecopôle se distingue par plusieurs axes d'innovation. D'une part, il favorise une gouvernance partagée du bien commun en divisant l'espace en différents secteurs interconnectés, encourageant ainsi le partage des valeurs et la réflexion commune. Cette approche horizontale ouvre la voie à une prise de décision plus inclusive et à une meilleure intégration des acteurs locaux, contribuant ainsi à renforcer l'engagement communautaire et à promouvoir une gestion plus durable des ressources. Par ailleurs, l'Ecopôle s'engage également dans une démarche d'économie circulaire en favorisant la rencontre et la mise à disposition des matériaux de récupération, ce qui permet d'envisager de nouveaux réemplois dans des domaines et lieux élargis. Cette initiative contribue à réduire les déchets et à promouvoir une utilisation plus efficace des ressources, tout en stimulant l'innovation dans le domaine de la gestion des déchets. En termes de savoir-faire agroécologique et d'association d'activités, l'Ecopôle cherche à développer de nouvelles pratiques agricoles adaptées aux caractéristiques spécifiques du sol, issues de son histoire industrielle. Cette démarche répond à un besoin réel et important, compte tenu du grand nombre de friches industrielles en France. Ces sites délaissés, souvent pollués, offrent pourtant des opportunités de reconquête de terres naturelles et nourricières perdues.

D'autre part, l'Ecopôle se positionne comme un lieu d'innovation en matière de recherche et d'éducation, en favorisant la diversité des savoirs et des expériences. Cette synergie entre les connaissances spécialisées et les pratiques locales génère des idées nouvelles et stimule l'apprentissage continu et réciproque entre les différents acteurs du projet. En outre, l'Ecopôle offre un potentiel important de partenariat grâce à son modèle de gouvernance novateur et aux ambitions partagées des acteurs impliqués. Cette capacité à développer des collaborations régionales et nationales renforce l'impact du projet et favorise la reproduction de son modèle dans d'autres contextes similaires, contribuant ainsi à la promotion de pratiques innovantes et durables à l'échelle plus large.

5.4. Conclusion du chapitre 5 : un projet de territoire qui intègre l'urbain et le rural

Le projet de l'Ecopôle du Val d'Allier incarne une initiative exemplaire de réconciliation entre les dynamiques urbaines et rurales, visant à promouvoir une agriculture durable et des pratiques alimentaires responsables. En intégrant divers acteurs locaux, tels que la LPO, la Régie de Territoire, et d'autres organisations, le projet met en avant une gouvernance partagée et inclusive. Les activités proposées sur le site, allant de la préservation de la biodiversité à l'expérimentation agricole, favorisent les échanges de connaissances et renforcent les liens entre les espaces urbains et ruraux.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez joue un rôle central dans cette dynamique, en soutenant les circuits courts et les produits locaux, malgré les défis économiques et les manifestations des agriculteurs pour des prix plus rémunérateurs. La métropole clermontoise, avec ses nombreux étudiants, chercheurs et événements culturels, contribue également à cette synergie en valorisant les savoir-faire locaux et en intégrant les territoires ruraux et périurbains.

L'Ecopôle du Val d'Allier, avec son Plan Guide d'Aménagement et son Schéma Directeur, se positionne comme un catalyseur de transition vers des pratiques durables, tout en respectant les principes de la permaculture et en favorisant l'économie circulaire. Cependant, des défis de financement et de gouvernance subsistent, nécessitant une collaboration continue entre les acteurs urbains et ruraux pour assurer la pérennité du projet.

En somme, l'Ecopôle du Val d'Allier représente un modèle innovant et inclusif de projet de territoire, où la conservation de la biodiversité et l'accueil du public se conjuguent harmonieusement. Ce projet illustre la possibilité de transcender les frontières entre l'urbain et le rural, en favorisant l'innovation, la collaboration et la transition vers des pratiques plus durables en matière d'alimentation et d'agriculture.

Chapitre 6 : Un modèle de développement territorial innovant, le cas de Tandil

6. Tandil : des villages en ‘mode projet’ dans le district de Tandil

A Tandil, le dispositif de recherche a été posé d’emblée à l’échelle du district, pour ensuite cibler des lieux spécifiques en capacité de provoquer l’intégration urbain-rural. En effet des ‘projets de villages’ ont été identifiés sur la base des relations entretenues avec différents lieux, parmi lesquels la ville de Tandil.

Ce sixième chapitre est structuré d’une manière similaire au précédent : trois parties et une conclusion. La première partie propose une caractérisation du territoire de Tandil, le district, la ville et les villages, et met l’accent sur les principaux acteurs et activités de ces espaces, en précisant chaque fois leur caractère urbain ou rural. Dans la seconde partie, je donne à voir les principaux enjeux du district de Tandil, en m’appuyant notamment sur la description d’actions collectives mises en œuvre et des représentations de certains acteurs de Tandil. Les analyses qui en sont faites justifient le choix des actions accompagnées dans certains villages, actions que je décris dans une troisième partie. Finalement, en conclusion, je mets en avant l’existence de projets de territoire capables d’intégrer les dynamiques de l’urbain et du rural à l’échelle du district de Tandil.

6.1. Le district de Tandil dans la région pampéenne

En Argentine, l’évolution des territoires ruraux a été marquée, comme en France, par les grandes périodes de la mondialisation, la production de connaissances au service du Progrès et vers le développement (cf. chapitre 2). L’activité agricole a transformé les paysages et les territoires, en particulier dans la Région Pampéenne. L’industrialisation a été le moteur du développement des pôles urbains, ensuite il s’est produit une discontinuité dans certaines activités (fermeture des usines, suppression de lignes de train, ...), ce qui a provoqué la disparition de petites et moyennes unités de production, et le déclin, voire dans certains cas extrêmes, la disparition totale des villages. Les espaces urbains ont été produits selon des modèles inspirés des principales villes de l’Argentine (La Plata est un modèle reproduit dans plusieurs villes à l’intérieur de la province de Buenos Aires, y compris Tandil), eux-mêmes inspirés des modèles urbains venus de l’extérieur du pays. Actuellement les pôles urbains présentent des disfonctionnements du fait d’une absence de planification, par exemple le manque d’infrastructures pluviales adéquates entraîne des inondations récurrentes (dans plusieurs provinces de la région pampéenne) ; l’accès aux services de base n’est pas garanti pour une partie de la population.

Plus récemment, des mégapoles comme Buenos Aires et d’autres grandes villes (Rosario, Mendoza), ont vécu la croissance de vastes zones périphériques. Les espaces périurbains sont notamment au cœur des questions de recherche et un sujet prioritaire dans l’action publique en Argentine <https://periurbanoshconsenso.com.ar/>. A proximité des villes intermédiaires, comme à Tandil, des quartiers non planifiés reflètent cette situation. Des problèmes de société sont associés à ces espaces (Baliño et Ulberich, 2006). Alors que certains espaces sont très densifiés et que les politiques de la ville n’arrivent pas à combler leurs besoins en termes de services de base, le nombre d’habitants a largement diminué dans les villages, et l’espace rural est occupé pratiquement exclusivement par l’agriculture.

Les villes intermédiaires dans la région pampéenne sont des centres urbains émergents au sein d’un vaste tissu agricole (Albaladejo *et al.*, 2017). Elles jouent un rôle crucial dans le développement agricole et social de la région, offrant des services essentiels et agissant comme des lieux de résidence pour les familles des producteurs agricoles. Ces villes, souvent le siège de gouvernements locaux et des institutions, sont considérées comme des acteurs potentiels de développement territorial, bien

qu'elles soient confrontées à des défis en termes d'autonomie et de capacité d'action face aux politiques publiques nationales (Albaladejo *et al.*, 2017).

6.1.1. Tandil, une ville intermédiaire

Le système territorial du district de Tandil est organisé autour de la ville éponyme (116 916 habitants (INDEC 2010)), qui représente le cœur politique et administratif, sous l'égide d'un gouvernement local responsable du pouvoir exécutif de la Municipalité¹⁶⁸. Le Conseil Délibératif¹⁶⁹ assure quant à lui le contrôle et la surveillance de l'exécutif municipal. Tous les villages sont sous la juridiction de la municipalité de Tandil. Des délégations municipales sont décentralisées dans deux des villages du district : Vela et Gardey. Les villages représentent une partie très minoritaire de la population locale, car plus de 90 % de la population réside en ville¹⁷⁰.

L'économie de Tandil est caractérisée par une diversité sectorielle, avec une tradition agricole ancrée dans son histoire. Depuis sa fondation au XIX^e siècle, l'agriculture a façonné le paysage et l'identité régionale. Les premiers colons européens (italiens, danois, néerlandais) ont introduit des méthodes innovantes de culture céréalière, notamment du blé et du maïs, et apporté des savoir-faire pour les produits locaux, les salaisons ou encore les fromages. Aujourd'hui, l'agriculture reste un pilier économique majeur, marqué par une modernisation constante des pratiques et une diversification des cultures pour répondre aux exigences du marché intérieur et international. La production agricole et de l'élevage combinés se répartissent sur 90 % de la surface du district¹⁷¹. La connexion de l'agriculture aux pôles urbains est tournée vers la ville de Tandil : c'est là que la plupart des entreprises, services professionnels, commerces, syndicats, et autres organisations se localisent, tandis que les villages apportent principalement de la main d'œuvre pour l'agriculture, et offrent des services à la population rurale dispersée.

Parallèlement, l'industrie a joué un rôle significatif dans l'évolution de Tandil. L'implantation de fonderies et d'usines métallurgiques a attiré une main-d'œuvre qualifiée et a stimulé la croissance économique. La métallurgie de précision (lames de couteaux ou pièces d'avions), en particulier, a bénéficié des vastes ressources minières de la région, fournissant des matériaux essentiels à diverses industries.

Les caractéristiques territoriales de Tandil révèlent une diversité de ruralités, reflétant les différentes facettes de la vie rurale. En plus des exploitations agricoles modernes et des agro-industries prospères, les villages pittoresques et les hameaux dispersés dans la campagne témoignent d'une tradition de vie communautaire et d'une relation étroite avec l'environnement naturel. Dans les villages, le secteur agricole 'rythme' l'activité économique et sociale (Albaladejo *et al.*, 2017).

En tant que centre urbain majeur, Tandil abrite diverses institutions publiques et éducatives. L'Université Nationale du Centre de la province de Buenos Aires (UNICEN) et l'Institut National de

¹⁶⁸ Municipalidad de Tandil

¹⁶⁹ Honorable Concejo Deliberante de Tandil

¹⁷⁰ Selon le recensement national de 2010, il indique 123 871 habitants pour le district de Tandil, dont 116 916 résidents de la ville de Tandil. 94,4 % de population urbaine contre 5.6% de population rurale. Le dernier recensement national de 2022 indique 150 162 habitants pour le district de Tandil (INDEC 2022), une variation de 21,2 % par rapport à 2010.

¹⁷¹ Le Ministère d'Économie de l'Argentine fournit des données pour les années 2015/2016 à partir des résultats céréales d'hiver : 275 805 ha d'usage agricole, 94 302 ha de cultures fourragères et prairies temporaires, 5 494 ha de prairies permanentes et parcours, et le reste, 42 435 ha sont les surfaces correspondant à l'urbain, le bâti, 'les terres non utilisées à des fins agricoles' Bioeconomía (magyp.gob.ar)

Technologie Agricole (INTA) jouent des rôles essentiels dans la recherche et l'éducation, contribuant ainsi au développement socio-économique de la région.

Enfin, le tourisme émerge comme un secteur économique prometteur, capitalisant sur les attractions naturelles et culturelles de la région. Les paysages spectaculaires des Sierras de Tandil, agrémentés de cascades et de formations rocheuses, attirent les visiteurs. Tandil bénéficie d'une image attractive auprès de la population aisée de la capitale, Buenos Aires, qui y investit sur le plan immobilier (Albaladejo *et al.*, 2017). Les festivals culturels et les événements gastronomiques locaux mettent en valeur l'authenticité et la diversité culturelle de Tandil, tels que les fêtes de la charcuterie et du fromage, réputées au niveau national.

6.1.2. Tandil et sa position privilégiée dans un 'système urbain tripolaire'

Tandil est étroitement liée aux villes voisines d'Azul et Olavarría dans un 'système urbain'¹⁷² (Sassone, 1981) qui détermine une région géographique fonctionnelle (Figure 41). Ces trois villes ont des fonctions urbaines de complexité supérieure et d'action dans l'organisation et le développement du territoire. La combinaison fonctionnelle du système Azul-Olavarría-Tandil montre qu'il est en condition de jouer un rôle métropolitain. Le développement des fonctions a été spontané¹⁷³, sans participation de l'action du gouvernement. L'espace fonctionnel est déterminé par l'action régionale conjointe entre les trois villes. Cette complémentarité spatiale est observée sur le système Azul-Olavarría-Tandil qui maintient une centralité (Sassone, 1981) sur plusieurs angles : l'action régionalisante du commerce, l'attraction financière, l'organisation administrative, le rayonnement culturel, l'influence de la fonction éducative, le champ d'application des services hospitaliers et médicaux. Le dynamisme industriel et son effet multiplicateur, ainsi que la circulation et les communications comme facteurs d'organisation spatiale, complètent l'analyse de la répartition fonctionnelle de ce système urbain (Sassone, 1981).

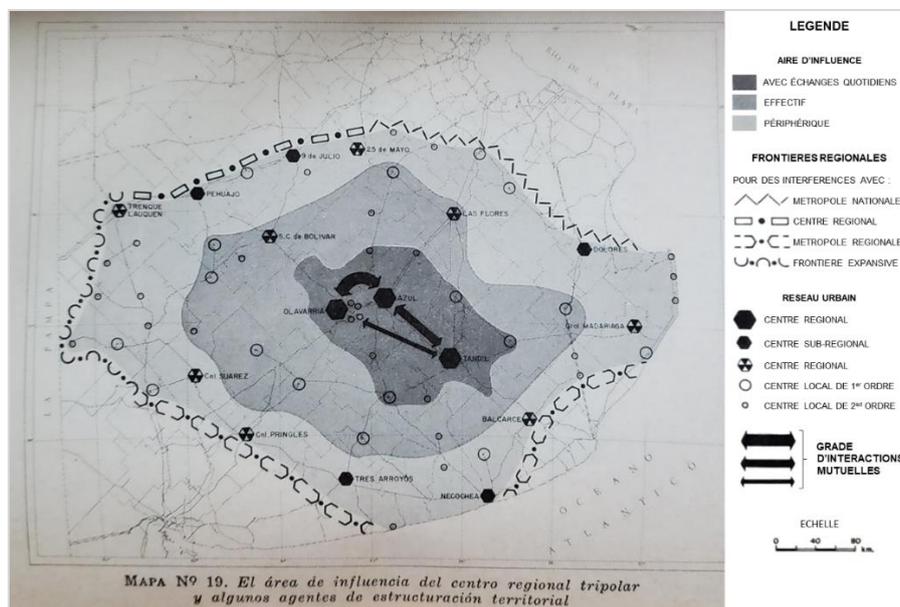


Figure 40 : Carte de l'aire d'influence du centre régional tripolaire 'Azul-Olavarría-Tandil' (Sassone 1981).

¹⁷² Définit par l'auteur (Sassone) comme 'un ensemble de villes hiérarchisés en accord avec des attributs uniques et liées, selon différentes possibilités d'accessibilité interurbaine, avec un schéma de localisation unique, contenues dans un territoire à l'une des trois échelles : mondiale, nationale et régionale.' SASSONE, S. M., 1981, Azul, Olavarría, Tandil: un sistema urbano, Estudios geográficos pampeanos, Buenos Aires, OIKOS Asociación para la Promoción de los Estudios Territoriales y Ambientales. (p. 14 traduit.)

¹⁷³ Le niveau de compétitivité des fonctions d'origine spontanée est élevé, car l'expansion n'a pas de limites fixes.

6.1.3. Gestion associée impulsée entre la Municipalité et l'Université

Une particularité de Tandil est la politique de 'gestion associée' impulsée par les différents secteurs politiques de la ville. Cette initiative se matérialise par exemple avec la signature en 2018 de l'Accord du Bicentenaire (Acuerdo del Bicentenario), impulsé par la Municipalité de Tandil et l'Université Nationale du Centre (UNICEN), et qui réunit environ 70 acteurs publics et privés.

La mise en place de cet accord à Tandil marque une étape significative dans l'approche participative et stratégique de la planification urbaine en prévision du bicentenaire de la ville. Ce projet novateur, fruit d'une collaboration étroite entre la Municipalité et l'UNICEN, reflète une démarche intégrée et inclusive visant à façonner un avenir durable pour Tandil.

À travers cet accord, un large éventail d'acteurs locaux, y compris des institutions publiques, des organisations civiques, des entités commerciales et des représentants politiques, s'engagent à travailler de concert sur dix axes prioritaires. Ces axes, allant de l'accessibilité à la diversité culturelle en passant par le développement durable et la santé publique, définissent les grandes lignes d'une vision commune pour l'avenir de la ville. Les signataires partagent la conviction de promouvoir un *'Tandil intégré'*, avec un *'développement équilibré et harmonieux, favorisant l'intégration sociale et physique de la ville, ainsi qu'avec l'espace rural, en travaillant à la réduction des inégalités'* vers une plus grande cohésion territoriale.

L'approche participative adoptée dans l'élaboration de cet accord garantit une représentation diversifiée des intérêts et des besoins de la communauté Tandilense. En encourageant le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs, l'Acuerdo del Bicentenario favorise l'émergence de solutions innovantes et durables aux défis urbains actuels.

Parmi les signataires se trouvent des associations professionnelles, des partis politiques, des cercles professionnels, des écoles, des comités de quartier, des organisations communautaires, des institutions municipales, des organisations syndicales, des entités religieuses et diverses autres organisations.

Au-delà de son importance symbolique en tant que préparation au bicentenaire de la ville en 2022, cet accord constitue un cadre stratégique essentiel pour orienter le développement territorial de Tandil dans les années à venir. En mettant l'accent sur des principes tels que la participation citoyenne, la durabilité environnementale et la promotion de la diversité culturelle, il incarne les aspirations d'une ville résolument tournée vers l'avenir.¹⁷⁴

Le Secrétariat de Développement Productif et Relations Internationales de la mairie met en place plusieurs politiques publiques sur le territoire de Tandil, qui dépassent le cadre de la ville et concernent l'ensemble des espaces ruraux du district.

Le programme 'Km 0, Fait à Tandil' est lancé en 2021. Il s'agit d'une *'initiative qui vise à sensibiliser et à promouvoir la production locale avec le label Tandil'*¹⁷⁵. La première proposition est lancée à la suite de la pandémie : l'organisation de la 'Nuit de la Bière' avec les brasseurs artisanaux de la ville. Depuis, un travail pour diversifier les actions et propositions du programme Km 0 est entamé. Ces actions comprennent l'organisation de la 'Semaine du Miel', la 'Nuit des glaciers', et deux éditions de la 'Semaine de la Tradition des Pâtes', en collaboration avec le Vice-consulat d'Italie et des producteurs

¹⁷⁴ Texte réalisé à partir de l'article *Instituciones de la ciudad firmaron el Acuerdo del Bicentenario | UNICEN 2018*

¹⁷⁵ Marcela Petrantonio, responsable du programme Km. 0. In *A casi dos años de su comienzo, el programa Km. 0 sigue fomentando la producción y el trabajo tandilense – El Eco*

de pâtes fraîches. Les producteurs d'aliments sans gluten ont également été impliqués pour promouvoir leurs produits dans les hébergements touristiques. Les 'jardins urbains' ont été soutenus en partenariat avec l'INTA et l'Université Barrial¹⁷⁶, tandis que les producteurs de produits végétariens et végétaliens (environ 25) ont été mis en avant lors du Marché Gastronomique. En outre, 22 entreprises du Cluster fromager¹⁷⁷, les fabricants de charcuteries et d'autres secteurs ont bénéficié de soutien, avec la participation de la Faculté de Médecine Vétérinaire et de l'Association des Producteurs Porcins. Des initiatives ont également été développées avec les entrepreneurs et travailleurs indépendants locaux. Enfin, un accompagnement a été assuré aux couteliers lors d'un voyage formatif à Thiers, en France, en 2023, en vue de la prochaine édition de la foire 'Afilada' et du Mondial de la Coutellerie en 2024. Des événements incluent le Mois de la Femme Rurale et la Kermesse Rurale itinérante, célébrés à Fulton le 29 octobre 2023, la participation à Flama¹⁷⁸ et l'organisation du Marché de Noël en décembre.

6.1.4. Des dynamiques urbain-rural à Tandil, au-delà des contraintes héritées

La *modernisation agricole* a provoqué l'expansion des grandes cultures (blé, orge, maïs, tournesol, soja) sur tout le territoire pampéen, avec des rentabilités supérieures aux activités antérieures (l'élevage laitier ou allaitant ont été largement déplacés par les cultures (Albaladejo *et al.*, 2019)). Aujourd'hui l'impact des activités agricoles sur l'environnement (au niveau local et global) met en question les modèles dominants (Gras et Hernandez, 2013). Cependant l'Argentine est confrontée à des changements récurrents dans les orientations des politiques macroéconomiques : elle oscille entre des moments de régulations et de contrôles de la part de l'Etat national, et des moments de libéralisme économique qui laissent librement jouer le marché et la compétitivité entre les entreprises. Ce sont deux logiques qui se traduisent dans la configuration des activités socioéconomiques mais aussi sur le territoire. L'activité agricole est particulièrement concernée ainsi que les modes d'exercice de la profession des ingénieurs agronomes et forestières en Argentine (Albaladejo, 2022).

À échelle des initiatives qui impliquent l'urbain et le rural dans le contexte actuel de Tandil, certaines dynamiques du territoire signalent le rôle des villages ruraux et des activités agricoles dans le maintien et la création des liens urbain-rural.

Dans la sphère du 'social', nous avons identifié des 'tables rondes' ou instances d'échange et de gouvernance locale (tables rondes des écoles rurales, associations de développement) institutionnelles ou portées par les habitants des espaces ruraux, qui se réunissent pour aborder des problématiques du territoire (souvent le manque de services, ou d'appui économique des institutions de la ville). D'autres instances sont portées par les organismes d'un secteur agricole (Consortio Regional de Experimentación Agrícola - CREA¹⁷⁹, Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa - AAPRESID¹⁸⁰ et l'Institut National de Technologie Agricole - INTA) qui réunissent les producteurs, habitants dans l'espace rural ou dans la ville, et des acteurs des collectivités territoriales. Ces instances constituent les principaux noyaux d'expression et de signification de territorialités diverses. En d'autres termes, ce sont des lieux d'échange et de partage d'expériences, de conseil technique, d'expression de besoins, de création de projets, et de rencontre sociale.

Dans la sphère 'technique', le territoire confronte la production agricole pour l'exportation des produits de base ou transformés, à l'installation de nouvelles pratiques agricoles dites 'alternatives',

¹⁷⁶ Universidad Barrial – Centro de Capacitación y Cultura – Sede Villa Aguirre (unicen.edu.ar)

¹⁷⁷ Clúster Quesero Tandil – Asociación Civil Clúster Quesero de Tandil (quesosdetandil.com)

¹⁷⁸ FLAMA - El conocimiento prende

¹⁷⁹ <https://www.crea.org.ar/>

¹⁸⁰ <https://www.aapresid.org.ar/>

soit d'innovation technologiques, soit agroécologiques. Toutes les formes de pratiques de l'agriculture sont appuyées par différents secteurs et politiques venant des institutions publiques de la ville : d'une part les politiques de développement agricole, pour le premier type de production, et d'autre part les politiques alimentaires locales (KM 0, Hecho en Tandil, habilitations CODO/PUPAAs¹⁸¹) en appui des 'alternatives' ou des nouvelles formes de production, liées notamment à la transformation d'aliments.

Le secteur productif rural est organisé sur le territoire en groupes ou organisations. Les sièges des principales institutions sont placés dans la ville. Les industries de transformations sont distribuées à plusieurs endroits dans le district, et en particulier dans le Parc Industriel (situé entre Tandil et Gardey). Dans le secteur agricole, il y a les groupes de producteurs comme Cambio Rural (programme de l'INTA) et CREA, ou bien de Clusters dans le cas des agro-industries. Les Coopératives Agricole et d'Elevage jouent un rôle central pour l'agriculture au niveau régional. Les organisations syndicales, la Société Rurale, la Fédération Agraire, sont les porte-paroles du secteur agricole. Dernièrement, des groupes d'habitants entrepreneurs localisés dans les villages ruraux s'organisent, comme les femmes entrepreneuses à Gardey, afin de faciliter l'accès aux dispositifs d'appui financier, aux formations (marketing, communication, comptabilité) et aux débouchés commerciaux en ville. Dans ces démarches, des agents de la Municipalité, en particulier les Déléguées Municipales à Vela et Gardey, et la Coordination d'Agroécologie jouent un rôle actif.

A Tandil, la présence du monde rural dans l'urbain est multiple (Petrantonio *et al.*, 2019). Les familles d'agriculteurs résident en ville tout en travaillant quotidiennement sur leur exploitation. Elles partagent souvent les écoles et les lieux de sociabilité urbains, tout en investissant dans l'immobilier urbain. Les services agricoles centraux, comme les institutions financières et les coopératives, sont présents en ville pour soutenir les activités agricoles. Les commerces urbains proposent des produits du territoire, tels que fromages et charcuteries, reflétant l'identité rurale locale. Dans les espaces périurbains, une offre touristique diversifiée favorise la cohabitation entre rural et urbain. Des initiatives sociales 'discrètes' émergent, notamment à travers la promotion des produits locaux lors de foires urbaines.

6.1.5. Malgré un contexte historique défavorable, les villages ruraux de Tandil relancent leurs projets

L'évolution des villages ruraux dans la région pampéenne est marquée par un changement au niveau des rapports de pouvoir entre les acteurs présents selon le moment historique. Des processus en prise avec des dynamiques globales (chaines de valeurs, développement économique, industrialisation) se sont traduits dans le territoire par de profonds changements dans l'organisation socio-spatiale des acteurs, activités et espaces. Les acteurs se sont désolidarisés d'un projet commun cohérent, en Argentine et ailleurs, motivés par des dynamiques à l'échelle mondiale. Des groupes d'investisseurs puissants et des entreprises multinationales ont eu un impact important sur les ruralités de l'Argentine, par exemple l'incorporation des OGM et d'un paquet technologique associé, inégalement réparti dans l'espace. Par ailleurs, des politiques adoptées par l'Etat National ont eu un impact important, par

¹⁸¹ Le CoDo (Cocinas Domiciliarias) est un règlement de la municipalité qui facilite l'approbation des entreprises alimentaires familiales. PUPA (Pequeñas Unidades Productivas de Alimentos) est une réglementation provinciale qui va également dans le même sens, avec davantage d'exigences mais autorisant les ventes à une échelle différente.

exemple la privatisation des entreprises nationales dans les années 90', et les politiques de 'Retenciones Agropecuarias'¹⁸² au secteur agricole à la suite de la 'crise de 2001'.

Dans ce contexte, certaines activités ont été très touchées : la disparition de 80% de lignes de chemin de fer est l'un des principaux exemples marquants, plusieurs industries nationales ont été privatisées à un moment et rachetées par l'Etat à un autre moment, et des petites et moyennes unités de production agricole et industrielles moins compétitives ont été fermées, ou intégrées à de grandes firmes. Entre temps, de nouvelles activités se sont développées, comme le tourisme, alors que les infrastructures, services et conditions d'accueil ne répondent pas à une logique cohérente, fonctionnelle et d'organisation spatiale délibérée des activités socio-économiques dans le territoire. En conséquence la plupart des activités, au-delà de la production agricole, se sont installées autour des pôles urbains ou le long des axes routiers. Cela a entraîné un exode rural pendant plusieurs années, et le déclin de plusieurs villages¹⁸³. Tandis que les villes s'agrandissent, leur capacité à satisfaire les besoins des populations et de visiteurs est constamment remise en question. Les politiques publiques des villes ciblent prioritairement les espaces urbains, et le rural est moins pris en compte, c'est ainsi que les moyens d'action, tant financiers qu'humains, se sont concentrés dans ces pôles urbains.

6.1.5.1. *Les villages et leurs projets actuels*

Maria Ignacia-Vela (1 948 habitants) est un village qui possède un passé 'glorieux'¹⁸⁴ selon ses habitants. Mais le village a vécu le départ d'un grand nombre de jeunes, pour réaliser leurs études ou travailler en ville. Il dispose actuellement d'un hôpital, d'un jardin d'enfants et d'une école d'Educación General Básica (EGB), qui dispense un enseignement primaire et secondaire. Les activités agricoles sont nombreuses et une partie de la production est destinée à l'alimentation locale. Les producteurs possèdent une forte identité locale. Celui-ci offre un potentiel touristique lié à l'espace urbanisé, aux sites naturels proches et aux établissements agricoles.

Gardey (1 018 habitants) est une localité située à proximité de la ville de Tandil (à 20 minutes), et s'y déploient une diversité d'acteurs institutionnels et des organisations sociales qui jouent un rôle dans l'avenir de cette portion du territoire. Gardey a par ailleurs des dynamiques spécifiques du fait de sa proximité à la ville : des déplacements domicile-travail fréquents voire journaliers, des entreprises et une coopérative agricole installées en proximité ou dans le village, la possibilité pour les jeunes -et moins jeunes- d'aller facilement en ville (transport public, auto-stop), entre autres. C'est un territoire attractif pour les résidents en raison de la valeur immobilière élevée des terrains de la commune. L'école de concentration¹⁸⁵, les pompiers, le centre culturel, la bibliothèque populaire, les deux clubs de football, font partie des institutions présentes. D'autres associations (organisations collectives) sont également présentes : une association contre l'utilisation de produits chimiques, un entrepôt historique, une fromagerie, une brasserie et des jardins potagers. Dans ce village, nous avons travaillé plus spécifiquement avec les acteurs d'un groupe de Mujeres Emprendedoras (femmes

¹⁸² 'Retenciones' est le terme exact utilisé en Argentine pour désigner un impôt sur d'une partie des exportations agricoles de l'Argentine. Un mécanisme de prélèvement d'un pourcentage des ventes de certaines 'commodities'.

¹⁸³ L'Argentine a une population d'environ 45 millions d'habitants, et une superficie totale d'à peu près six fois la France.

¹⁸⁴ Ainsi qualifié par les acteurs du territoire lors de la prospective de 2020, ALBALADEJO, C., L. COPELLO, M. HOUDART, L. JIMENEZ, M. PETRANTONIO ET S. LARDON, 2020, Prospectiva participativa del territorio de Vela (partido de Tandil, provincia de Buenos Aires, Argentina). Informe del Taller T2 de la Maestría PLIDER (versión reducida). Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales, La Plata (Argentina): 24 páginas.

¹⁸⁵ Il s'agit des centres éducatifs situés dans des villages éloignés des principaux centres urbains, fréquentés principalement par les enfants des travailleurs ruraux et des producteurs.

entrepreneuses), accompagnées par la mairie, par la Déléguée municipale. Cette dernière est elle-même habitante et issue d'une famille nombreuse et connue localement parce qu'implantée depuis plusieurs générations. L'ensemble des acteurs rencontrés sont porteurs d'une vision pour Gardey et participent activement aux activités afin de contribuer à faire émerger un projet de territoire intégrant la ville et les ruralités proches.

Desvío Aguirre (52 habitants) est caractérisé par deux principaux processus : l'urbanisation d'une part, les dynamiques relatives à la présence d'une zone protégée d'autre part. Il s'agit d'une localité qui a connu des hauts et des bas. Sa situation, entre deux voies de communication (nationale et provinciale), la rend unique et la différencie des autres localités. Les activités y sont diversifiées : agro-industries, fermes laitières, stockage de céréales et de combustibles, industrie, coopérative, parc solaire, hébergement touristique, productions agro-écologiques (fraises, entre autres), éducation, tourisme, exploitation minière.

Fulton se caractérise comme suit : certaines activités ont été abandonnées, le train ne circule plus, il n'y a pas de terrain disponible pour le logement, le magasin 'Lo de Adela' reflète un nouveau dynamisme local. Il s'agit d'un village isolé. Le manque de connectivité entrave le flux d'actions et d'acteurs, bien que les efforts publics-privés se sont maintenus dans le temps. Certaines entreprises font partie d'un groupe de changement rural. L'école de concentration a joué un rôle central dans la formation des étudiants et des entrepreneurs locaux, en proposant notamment un cours de formation sur les techniques alimentaires. D'autres activités voient le jour pour donner au village une dimension touristique : un commerce d'alfajores¹⁸⁶, un salon de thé et un projet de création d'un musée.

Enfin, Azucena est un village de 150 habitants, relativement le plus éloigné de la ville (environ 40 minutes). Il se caractérise par la présence d'un magasin de fromage/restaurant '4 Esquinas' à l'entrée (au bord de la route, qui se trouve à 3 km d'Azucena). À Azucena, il y a une bibliothèque, un centre culturel (un projet porté par des femmes), un Club de football, et les paysages de montagne en font une 'route touristique'. Il est proche d'une route provinciale. C'est un village qui a perdu de la population, avec l'école de concentration comme noyau dynamique dans la période scolaire. Il y avait une 'table ronde intersectorielle' qui récemment est devenue une 'Sociedad de Fomento' société de développement (une association de résidents), constituée par des habitants historiques du village et des nouveaux résidents en provenance du Grand Buenos Aires. Cette association a été à l'initiative de plusieurs projets : le passage du bus jusqu'au cœur d'Azucena (et pas seulement à 4 Esquinas), la récupération du hangar de la gare et l'aménagement d'espaces verts sur le site. De nouvelles activités sont créées : atelier de mosaïque dans la bibliothèque, yoga, folklore. Des professionnels se déplacent régulièrement (surtout des enseignants de l'école) entre la ville de Tandil et Azucena. Azucena est souvent visitée par le 'coordinateur des villages ruraux', agent référent de la Mairie de Tandil (et proche du maire), qui fait le tour des petits villages (à exception de Vela et Gardey) dans le but de récupérer les besoins et ressourcer des problématiques des habitants ruraux.

6.1.5.2. Un focus sur De La Canal qui a tracé l'histoire de son développement

En ligne avec les dynamiques territoriales et agricoles de la région pampéenne (cf. chapitre 2), le village de De La Canal est marqué par trois périodes historiques (Figure 42). La première étape correspond à l'émergence des villages ruraux (fondation du village) en tant que lieux de sociabilité, dans les années 1880. L'arrivée du train et l'installation des premières activités socio-économiques liées à l'agriculture marquent cette période, avec un rôle important des notables locaux (Albaladejo, 2012). Par la suite,

¹⁸⁶ Gâteau argentin composé de deux pâtes fourrées au dulce de leche et recouvertes de chocolat blanc ou noir.

dans les années 1960, ces espaces affectés par le processus de modernisation agricole ont vécu d'importants changements dans les techniques agricoles, l'utilisation des terres et le besoin de main-d'œuvre, l'industrialisation des produits agricoles, la standardisation des processus, entre autres facteurs qui ont conduit au déclin et au dépeuplement des villages ruraux en général. Le début de cette période de 'affaiblissement' est déterminé par l'exode vers la ville, qui est lié aux offres d'éducation et d'emploi ainsi que par la politique nationale qui a impacté les localités rurales avec pour conséquence une diminution du travail. Enfin, plus récemment (1995 à aujourd'hui) une refondation des localités rurales en tant que 'communautés' est marquée par la création ou la réémergence d'activités socio-économiques (clubs, écoles secondaires, fêtes) et de nouvelles institutions locales (sociedad de fomento, etc.). A De La Canal, un sentiment de 'communauté locale' et le passage à une nouvelle étape a été impulsé paradoxalement par l'incendie et puis la refondation du Club ; l'école secondaire a été également créée à ce moment-là et le 'PICNIC entre voisins' renaît à la suite de cet évènement tragique, un événement qui rassemble aujourd'hui une grande partie de la communauté et des habitants des communautés voisines et de la ville de Tandil.

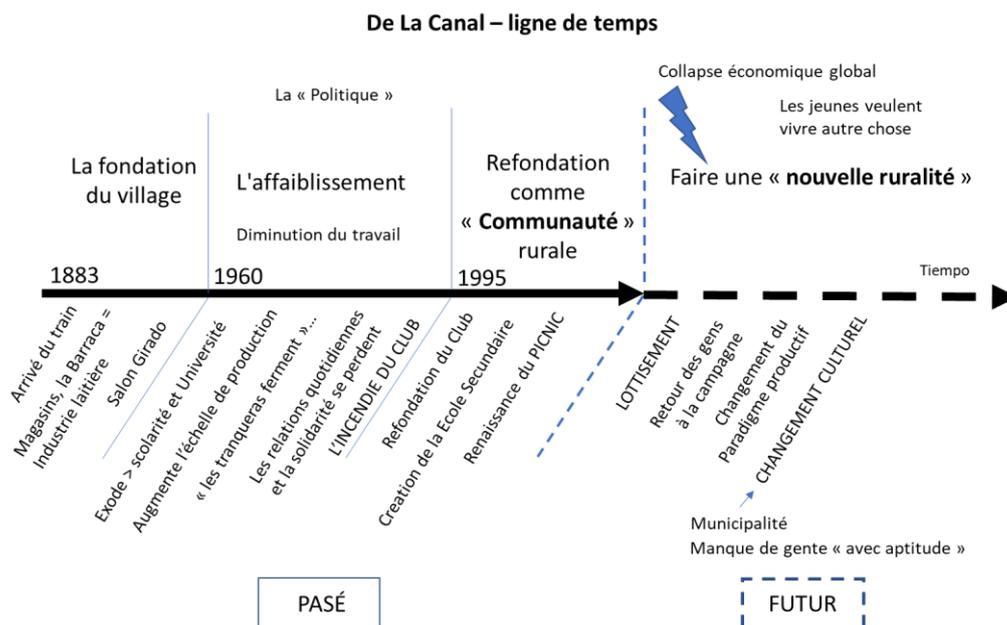


Figure 41 : Frise chronologique réalisée en 2022 par les acteurs de De La Canal, village rural de Tandil. (Copello et al., 2023)

Le travail prospectif réalisé va plus loin et projette un nouveau processus de réappropriation du rural, une 'nouvelle ruralité' portée par les jeunes notamment en tant que protagonistes principaux, en parallèle à un effondrement économique global imminent. L'étape 'prospective' a permis aux acteurs locaux d'exprimer un changement culturel et une certaine rupture par rapport au paradigme productif actuel, accompagné d'une perspective selon les acteurs locaux d'un retour des gens à la campagne. Comme élément déclencheur à De La Canal, les acteurs identifient la réorganisation et réglementation de l'accès au foncier (cf. 'LOTEAR' dans un langage courant pour désigner un processus de litige sur une portion de foncier), avec l'appui de la Municipalité.

6.1.6. Projets à l'interface urbain-rural

Au-delà des villages, et plus proches de l'urbain, d'autres initiatives et projets du territoire existent dans le périurbain de Tandil.

Les Sierras de Tandil font partie du système montagneux *'le -deuxième- plus vieux du monde'* de 2,2 milliards d'années. En 2007, la Loi de paysages protégés¹⁸⁷ est appliquée à Tandil et l'activité des carrières cesse à proximité de la ville, dans un périmètre en forme de polygone entre trois routes. Un Plan de gestion environnementale était prévu mais n'a jamais été implémenté. Les sites sont fermés au public, mais l'usage social (fréquentation des lieux) soit par les locaux, soit par le tourisme, reste très important. Le foncier appartient à des privés, qui n'ont pas l'autorisation Municipale pour utiliser les espaces à des fins économiques. En 2022, deux projets alternatifs s'envisagent sur trois des carrières les plus grandes et proches de la ville de Tandil : Movediza, Cerro Leones et CARBA.

- Le projet d'extension de l'UNICEN *'Barrios de Piedra'* démarre en 2022, pour réaliser un travail avec les communautés des quartiers Cerro Leones et La Movediza. L'urbanisation de l'espace correspond à l'époque de l'exploitation par les carrières. Aujourd'hui les deux quartiers sont intégrés dans le plan d'aménagement urbain de Tandil¹⁸⁸. Au cours de ces deux années, le programme a rassemblé et produit une vaste collection de documents, d'albums photo, de vidéos, de textes, de cartes et d'infographies. Le tout est réuni sur le site internet dédié au projet¹⁸⁹, qui le présente de cette manière : *'Cerro Leones et Movediza sont les emblèmes de Tandil, un lieu nommé par les peuples indigènes. À la fin du XIX^{ème} siècle, l'activité de maçonnerie a commencé, facilitée par la demande de pavés en provenance de Buenos Aires, l'arrivée du chemin de fer et le sacrifice de milliers de familles de travailleurs, pour la plupart des immigrés. Au début du XX^{ème} siècle, ils ont mené des luttes pour améliorer les terribles conditions de travail, léguant des connaissances, une culture, des métiers et des droits que nous considérons aujourd'hui comme fondamentaux. Le déclin de l'activité manuelle a entraîné l'émigration d'une partie de sa population à la recherche d'un emploi. Dans les décennies suivantes, le cycle d'extraction mécanisé et l'utilisation d'explosifs ont laissé d'énormes dégâts environnementaux jusqu'à aujourd'hui, avec des responsabilités légales. Le programme Barrios de Piedra vise à contribuer au développement socio-territorial des communautés de Cerro Leones et Movediza par la co-construction de projets visant à compenser les dommages environnementaux, avec une forte composante éducative et soutenue par la construction d'une mémoire collective'*¹⁹⁰.
- La carrière CARBA fait l'objet d'une proposition d'ouverture au public *via* un partenariat public-privé. Ce projet consiste à céder à la Municipalité la propriété d'une partie de la carrière (environ 400 ha) pour la création d'un parc naturel dans un but de préservation de l'espace. Le reste du foncier serait aménagé par des privés dans un but d'encourager le tourisme.

La thèse n'inclut pas tout le travail réalisé pour ces deux projets (cf. chapitre 4), mais j'ai participé en tant qu'intervenant au premier, et des perspectives sont ouvertes pour le second. Le fait d'avoir étudié l'Ecopôle, une ancienne carrière réaménagée, m'a permis de présenter des résultats à Tandil auprès du grand public, dans le cadre d'une activité organisée par le projet de développement *'Barrios de Piedra'*¹⁹¹ de l'UNICEN. Nous avons animé un atelier ouvert aux voisins (entre 30 et 40 personnes) pour identifier les enjeux et pistes d'actions pour ce projet (Figure 43).

¹⁸⁷ Ley 12704 (gba.gob.ar)

¹⁸⁸ Plan de Desarrollo Territorial Tandil (mininterior.gov.ar)

¹⁸⁹ ¿Quiénes somos? – Barrios de Piedra

¹⁹⁰ Traduction personnelle

¹⁹¹ Barrios de Piedra Semana Extensión UNICEN 2022 (youtube.com)

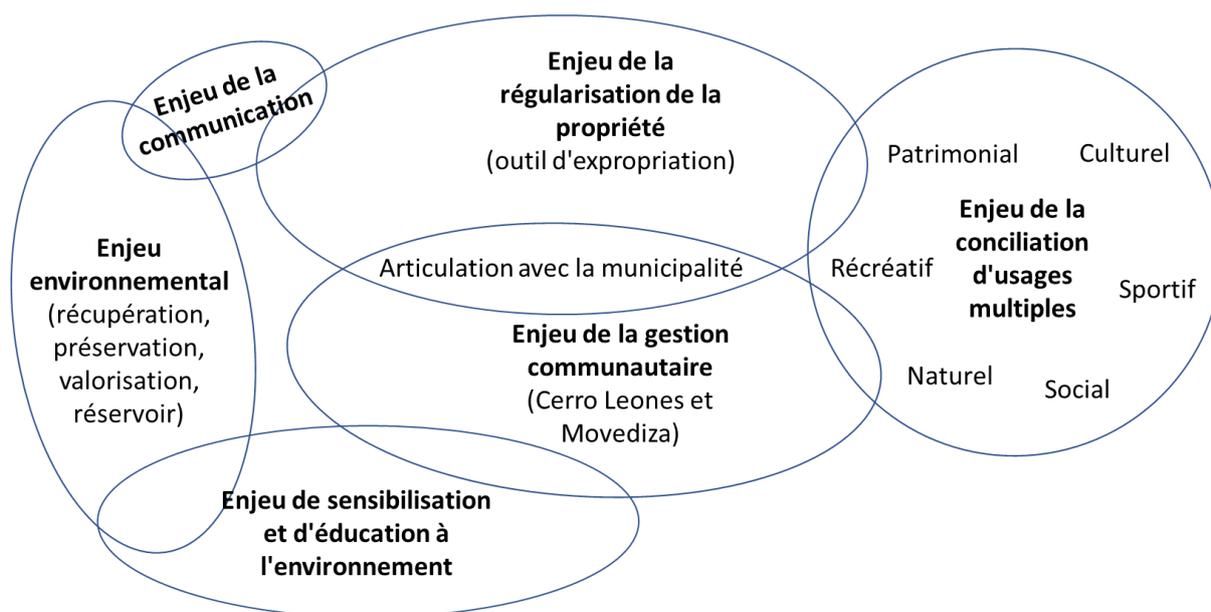


Figure 42 : Schéma d'enjeux pour le projet à Cerro Leones et La Movediza.
 Réalisation : Luciano Copello. Date : 2023.

6.2. Les enjeux du territoire de Tandil

Cette partie aborde les enjeux pour le territoire de Tandil selon les représentations des acteurs analysées sous différents angles. Dans une première section, je rends compte des actions collectives susceptibles d'intégrer l'urbain et le rural selon les acteurs. Certaines actions à court terme sont proposées par ces acteurs pour renforcer cette intégration, c'est l'objet de la seconde section. Les enjeux qui en découlent pour Tandil sont présentés dans la troisième section. La quatrième présente la proposition d'action coordonnée entre la ville et les villages. La cinquième aborde les controverses sur le territoire. Ensuite les enjeux du secteur agricole sont présentés. Pour continuer, on analyse les initiatives de la ville en vue de consolider les relations urbain-rural, et enfin nous proposons une perspective vers l'extérieur prenant en compte des enjeux internationaux à ce sujet. L'ensemble donne un panorama complet des enjeux pour le territoire de Tandil.

6.2.1. Des actions collectives pour intégrer l'urbain-rural dans le district de Tandil

Cette partie porte sur les relations urbain-rural mises en avant lors de la prospective réalisée avec des acteurs des villages et de la ville de Tandil. Ces analyses sont réalisées en prenant chaque table d'acteurs de manière individuelle. La première représentation intitulée 'intégration et développement de la ruralité' inclut également la carte prospective réalisée par les acteurs de la Table 1 ainsi qu'une synthèse de la description des projets mentionnés. Pour le reste, seule l'analyse des relations urbain-rural est exposée ici. Les cartes dessinées et leur description détaillée sont disponibles dans le rapport 'Prospective territoriale participative du district de Tandil 'Méthodologie du jeu de territoire' - août 2022.' (Copello et al., 2023).

6.2.1.1. 'Intégration et développement de la ruralité'

Dans la carte prospective (Figure 44), les acteurs se réfèrent aux villages ruraux : la plantation d'arbres le long de l'accès à Vela est liée à son potentiel pour le tourisme rural. Les liens ne se limitent pas à Tandil et Gardey, mais s'étendent également à Azucena. Il est urgent d'améliorer le transport de longue

distance à Vela et de le connecter à d'autres localités telles que Gardey, Tandil et Azucena. Cependant, les routes actuelles ne permettent pas cette connexion. D'autres initiatives sont suggérées, telles que la création d'un centre communautaire, la valorisation du paysage à Desvío Aguirre, la promotion du tourisme rural à Fulton et Azucena, et la réutilisation des infrastructures ferroviaires à De La Canal. En résumé, les idées communes entre les villages ruraux incluent le développement du tourisme, l'amélioration des transports et la mise en valeur des espaces. La gastronomie est également un aspect important lié au tourisme rural.

Au niveau du district de Tandil, il est suggéré qu'il existe une 'compétitivité' entre les villages ruraux du district, bien que la plupart des acteurs conviennent qu'il n'y a pas de compétition entre eux. Un débat futur concerne le 'cordón sanitario' (cordon sanitaire) autour de l'épandage de produits agrochimiques, avec une discussion sur les distances comparées à celles d'autres pays européens. Les solutions envisagées incluent la mise en place d'un dialogue entre les acteurs de la production et la science, ainsi que la promotion de la production agroécologique. La question de la propriété foncière a été soulevée, en mettant l'accent sur l'enracinement dans les localités et la nécessité de créer des emplois pour retenir la population jeune. La valorisation du patrimoine culturel par la participation communautaire est mise en avant, de même que l'importance de l'éducation rurale sur les thèmes spécifiques à la ruralité. Une initiative prévoit la mise en place d'une table de discussion impliquant les référents des villages, mettant l'accent sur les habitants ou ceux ayant des attaches dans la communauté, afin de mieux promouvoir les espaces existants.

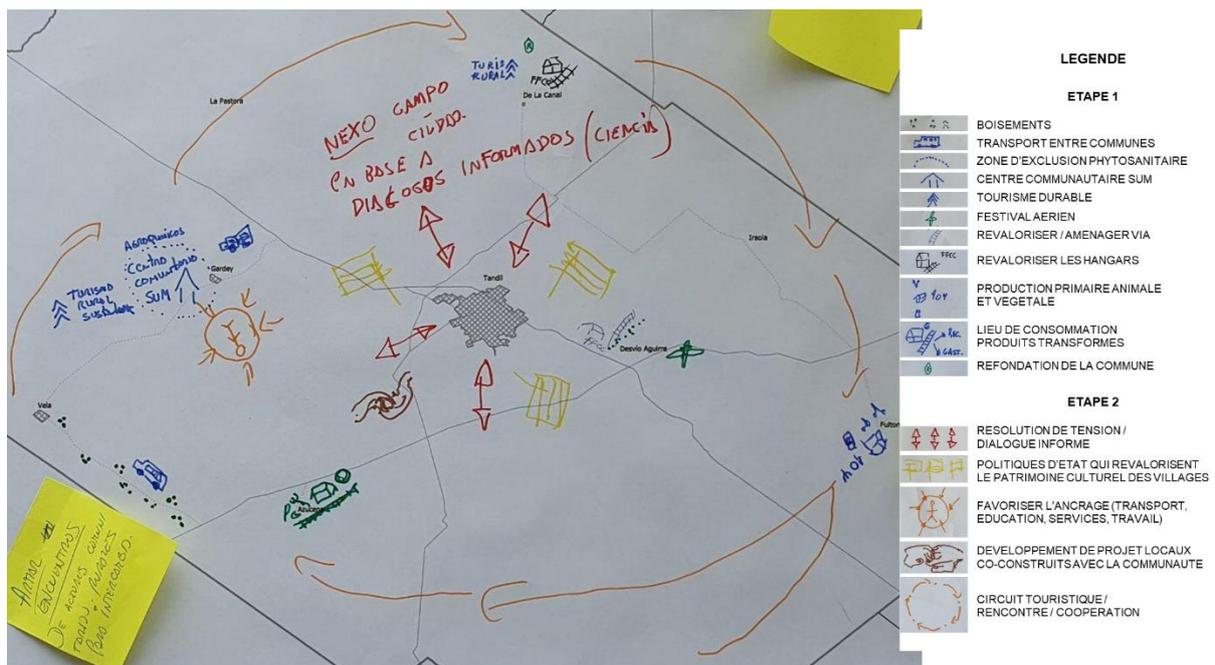


Figure 43 : Carte prospective produite par les acteurs de la 'table 1' lors du jeu de territoire à Tandil. (Copello et al., 2023)

L'analyse des relations urbain-rural met en avant des liens étroits entre les espaces urbains et ruraux sur plusieurs aspects.

Tout d'abord, elle souligne l'importance de l'accessibilité et de la connectivité entre les localités rurales et les centres urbains, notamment en ce qui concerne le développement du tourisme rural. Il est question d'améliorer les infrastructures de transport, en établissant des liaisons directes entre les différentes localités afin de favoriser les déplacements des habitants et des touristes.

Ensuite, les acteurs mettent en évidence les défis environnementaux auxquels sont confrontées les zones rurales, tels que l'épandage des produits agrochimiques. Ils soulignent le besoin d'adopter des pratiques agricoles durables et de promouvoir le dialogue entre les acteurs du secteur agricole et les scientifiques pour garantir la santé et la sécurité des populations rurales.

Par ailleurs, la question de la propriété foncière est soulevée, avec des discussions sur l'importance de l'accessibilité à la terre en vue de favoriser le maintien de la population dans ces régions.

Enfin, il est mis en avant l'importance de la participation communautaire et de la valorisation du patrimoine culturel dans le développement des espaces ruraux. Les participants ont également souligné la nécessité d'améliorer l'éducation et la sensibilisation à la ruralité, ainsi que de renforcer les liens entre les différentes localités pour favoriser les échanges d'expériences et de connaissances.

En résumé, ont été exprimés des liens étroits et les défis communs entre les zones urbaines et rurales, ainsi que l'importance de la collaboration et de l'innovation pour assurer un développement durable et inclusif de ces régions.

6.2.1.2. 'La ville va au village'

Les acteurs de la prospective de la table 2 'la ville va au village' mettent en lumière les liens entre les espaces urbains et ruraux à travers plusieurs aspects. Tout d'abord, il est souligné que les jeunes migrent souvent des zones rurales vers les villes comme Tandil à la recherche d'opportunités éducatives et professionnelles, ce qui souligne le besoin de créer des emplois dans les espaces ruraux pour retenir cette population. Des initiatives telles que le développement du tourisme rural, l'expansion des installations laitières robotisées et l'organisation d'événements sont proposées comme moyens de création d'emplois.

De plus, il est souligné l'importance du transport ferroviaire pour renforcer les liens entre les localités, tant pour le tourisme que pour le transport de produits et les opportunités d'emploi. Ces liens sont considérés comme essentiels pour dynamiser l'économie locale et maintenir la connectivité entre les espaces ruraux et urbains.

En ce qui concerne les initiatives spécifiques dans chaque localité rurale, des propositions telles que la valorisation du patrimoine culturel, le développement d'activités touristiques et gastronomiques uniques, ainsi que l'accès à la terre pour la construction de nouvelles résidences et l'installation de nouvelles populations sont mises en avant.

Par ailleurs, il est souligné que les relations entre les espaces urbains et ruraux devraient se concentrer davantage sur les aspects commerciaux, en garantissant des échanges continus dans le temps. La nécessité d'établir des liens inclusifs et bidirectionnels entre les villes et les villages est également mentionnée, mettant en avant l'importance de créer des opportunités pour tous les acteurs impliqués.

Enfin, les acteurs attirent l'attention sur le fait que la ruralité ne doit pas seulement être perçue comme une destination touristique, mais aussi comme un lieu de résidence viable, ce qui nécessite des investissements dans les infrastructures et les services essentiels pour garantir des conditions de vie acceptables.

6.2.1.3. 'Tandil solidaire, productif et intégré'

La prospective intitulée 'Tandil solidaire, productif et intégré' de la table 3 met en évidence plusieurs relations urbain-rural, ainsi que les défis associés à ces interactions.

Tout d'abord, il est mentionné l'importance de créer une nouvelle ruralité, mettant en avant la question environnementale et les plans d'aménagement du territoire comme des éléments cruciaux

dans le développement rural. Le tourisme est également présenté comme un moteur potentiel de l'économie locale, bien que certains expriment des préoccupations quant à son impact sur le logement et la planification urbaine.

Par ailleurs, le renforcement des espaces de dialogue entre les espaces urbains et ruraux est souligné, notamment à travers des initiatives telles que la 'Mesa de Escuelas Rurales' (initiative portée par l'INTA), visant à favoriser l'échange et l'interaction urbain-rural.

La production familiale est également abordée comme un élément clé, offrant une opportunité d'insertion économique pour les femmes et faisant partie intégrante du tissu économique local.

Concernant l'aspect urbain, les acteurs pointent les défis auxquels est confrontée la ville de Tandil, passant d'une ville industrielle à une destination touristique, ce qui entraîne des répercussions sur le logement et la planification urbaine. La nécessité de gérer efficacement cette transition est mise en avant, ainsi que la recherche de solutions alternatives pour compenser la perte d'industries traditionnelles, comme la création de nouveaux espaces de transformation alimentaire.

Les participants soulignent l'importance du soutien gouvernemental pour résoudre des problèmes tels que la connectivité, le transport et l'amélioration des infrastructures, notamment des routes. Cela montre la nécessité d'une collaboration entre les autorités locales, provinciales et nationales pour promouvoir un développement intégré. Actuellement l'entretien des routes est réalisé grâce au réseau des routes rurales (Red Caminos Rurales) et aux agriculteurs locaux.

L'élaboration de 'systèmes de garanties participatives' est proposée comme une stratégie pour favoriser une participation active de toutes les parties prenantes au développement local. De plus, la préservation de l'environnement est soulignée comme un aspect crucial à prendre en compte dans toutes les actions futures.

6.2.1.4. 'Un Tandil'

Dans la prospective de la table 4 intitulée 'Un Tandil', les acteurs identifient plusieurs relations urbain-rural, ainsi que les défis et les projets pour améliorer la qualité de vie dans les villages ruraux du district de Tandil.

Dans un premier temps, il est question d'améliorer les accès aux villages, notamment par l'asphaltage des chemins pour une meilleure liaison avec les routes principales. Cette discussion s'étend également à l'amélioration des réseaux de circulation entre les villages, soulignant l'importance de la connexion entre eux pour renforcer les liens intercommunaux et stimuler le tourisme rural.

Un autre sujet abordé concerne le problème de l'émigration des jeunes, lié au manque d'opportunités d'emploi, d'éducation et de logement. Les solutions proposées incluent la création d'emplois, de centres de formation et d'espaces de loisirs pour retenir les jeunes dans les villages.

Le débat s'étend également à l'infrastructure locale, notamment à l'amélioration des services tels que l'approvisionnement en eau et les réseaux d'assainissement, ainsi qu'à la nécessité de former la population aux métiers techniques (forgerons, mécaniciens, maçons, charpentiers, plombiers) pour répondre aux besoins locaux. Dans le même sens, l'enseignement supérieur doit être renforcé.

Par ailleurs, il est question de promouvoir la culture et les loisirs dans les villages, en créant des espaces de rencontre et des équipements culturels, ainsi qu'en organisant des événements communautaires pour renforcer le tissu social local.

Le développement de l'agriculture locale de fruits et légumes est également évoquée, avec la proposition de développer des marchés de proximité et la vente dans des circuits touristiques organisés entre les villages, afin de valoriser les ressources locales et diversifier l'offre touristique.

Enfin, il est souligné l'importance d'une planification territoriale intégrée, qui prenne en compte les besoins des villages ainsi que leur connexion avec la ville principale, dans le but de favoriser un développement harmonieux et durable de l'ensemble du territoire ; d'où le titre 'Un Tandil'.

6.2.2. Des projets similaires, un renforcement de liens et des nouvelles dynamiques

Dans une première analyse transversale des différentes tables de prospective, il est mis en évidence la répétition d'objets qui apporte un éclairage sur des spécificités de chaque lieu.

Au niveau des villages : la valorisation des hangars et voies ferrées est envisagée à Desvío Aguirre, Azucena et De La Canal. La forestation est un projet soulevé à Vela et De La Canal. Des propositions gastronomiques, liées aux productions familiales et de maraîchage local apparaissent à Fulton et Desvío Aguirre. Cependant la production de fruits et légumes concerne tous les lieux. Le problème lié aux accès routiers est soulevé à De La Canal, Fulton, Azucena et Vela et le besoin d'infrastructures et traitement des eaux usées pour De La Canal, Fulton et Vela. Il y a aussi des répétitions entre les villages et la ville, par exemple, Tandil et Vela sont considérés comme des pôles éducatifs et d'innovation, mais la capacitation aux métiers et l'éducation en général sont à améliorer pour tous les lieux. Des objets spatiaux spécifiques hors les villages mais partagés sont remarqués, comme le site de baignade 'balneario' entre Vela et Gardey.

Le niveau du 'district' relève d'une hiérarchisation spontanée faite par les acteurs au moment d'insister sur un sujet en particulier. Par exemple, sont reprises lors de la deuxième étape les idées de revaloriser le patrimoine au niveau du district, d'améliorer le transport et les possibilités de déplacement pour la population et en particulier les jeunes, d'accès au foncier par la mise en place d'outils de *planification du développement rural*.

L'analyse du renforcement ou prolongement des liens annoncés par les quatre prospectives des acteurs, met en avant trois sujets majeurs : des connexions type nexus ville-campagne pour résoudre des tensions autour des activités productives ; plus d'espaces de rencontre inclusifs et accessibles dans chaque village pour renforcer le lien social ; la mobilité pour renforcer les réseaux de connexion entre les villages et la ville et favoriser l'interconnexion, avec le train comme moyen de transport particulièrement mis en avant, vers un « Tandil intégré ».

Enfin, lors de la deuxième étape de prospective, de nouveaux sujets précis ont concerné l'ensemble du district, considérés comme de nouvelles dynamiques pour le territoire : la création d'un 'corridor touristique' pour favoriser la rencontre et la coopération autour du tourisme (rural et de la ville) ; associé à cela, la mise en place d'un 'calendrier festif itinérant' ; l'accès à une bonne couverture d'internet partout, pour l'accès à l'éducation et certaines opportunités (vente en ligne, etc.) ; la récupération de métiers traditionnels ; l'installation d'un abattoir commun, local, pour éviter d'exporter la matière première ; plus de productions de proximité et diversifiées.

En synthèse les représentations des acteurs de Tandil montrent une forte importance donnée aux lieux : le village, les surfaces bâties et notamment les hangars du train, les voies ferrées, l'école, la forêt, les champs agricoles, etc... chaque lieu peut être associé à des activités spécifiques, souvent organisées en secteurs, qui d'ailleurs correspondent à des modèles spécifiques. On évoque le tourisme, les activités agricoles, les services aussi bien pour les touristes que pour la population, des activités

professionnelles, activités de loisir et récréation, la gastronomie, et d'autres plus spécifiques comme l'aviation. Les modèles sous-jacents aux représentations proposées par les acteurs apparaissent en filigrane des mots utilisés : l'urbanisation, la planification, l'aménagement territorial... Ce sont des outils à mettre en place qui font appel aux compétences des institutions publiques et aux professionnels dans la construction d'une vision commune, une stratégie planifiée de mise en relation de la ville et ses espaces ruraux proches.

6.2.3. Vers une vision partagée des enjeux pour Tandil

Le diagramme ci-dessous (Figure 45) montre les catégories d'enjeux identifiés par l'analyse *a posteriori* des quatre tables lors du jeu de territoire à Tandil. Au centre, la **production locale**, qui comprend non seulement la production, mais aussi la transformation et la valorisation des différents produits. A gauche du schéma, les thèmes de la **sociabilité** et de la **formation**, qui représentent deux catégories de défis plus internes au territoire. Les lieux de rencontre et en particulier les jeunes sont mentionnés dans le cadre de la sociabilité. La formation est évoquée à la fois en présentiel et à distance. Le **tourisme**, qui relie le territoire à l'intérieur et à l'extérieur, et **l'aménagement**, qui se connecte également à des échelles territoriales plus élevées (nationales ou provinciales), sont placés à droite. Globalement, le thème du **dialogue** entre les acteurs et les habitants des différentes localités (rurales et urbaines) est abordé, mettant l'accent sur des communautés ayant un sentiment d'appartenance aux lieux et des liens institutionnels. La partie inférieure du schéma reflète les moyens nécessaires pour relever les défis, la catégorie des **services**, qui comprend la connectivité, l'infrastructure et l'amélioration des services en général. Les **nouveaux usages et activités** sont une catégorie qui permettrait de répondre aux nouvelles dynamiques du territoire. Des activités récréatives ou agricoles sont proposées, spécifiquement liées à la production, mais dans un 'nouveau paradigme', c'est-à-dire des formes alternatives et innovantes.

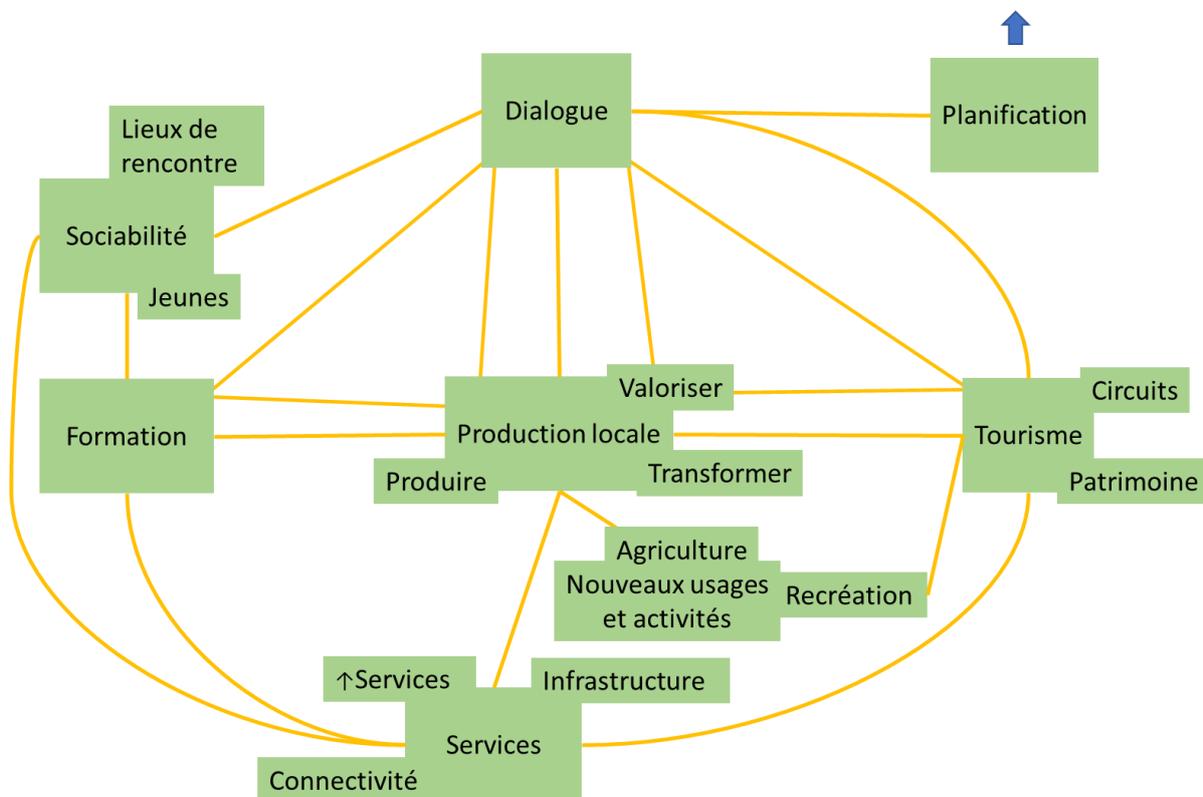


Figure 44 : Schéma systémique des enjeux pour le district de Tandil. (Copello *et al.*, 2023)

L'enjeu de production locale est abordé sous plusieurs angles : produire, transformer, valoriser. Il apporte aussi une réflexion autour de la diversité et du renouvellement d'activités, pas uniquement ciblées sur l'agriculture. L'enjeu comprend d'autres secteurs plus spécifiques (comme l'aviation) et des produits immatériels qui ne sont pas destinés à un échange direct marchand : par exemple, la production d'espaces récréatifs, d'une marque qui donne une identité aux lieux et aux produits, voire des paysages attractifs.

Les enjeux de 'dialogue' et de 'sociabilité' sont différents. Le premier est pensé pour établir des liens avec les instances supérieures, et des débats entre acteurs du territoire et habitants afin de prendre des décisions autour de sujets controversés ou d'établir des choix collectifs pour le futur du territoire. Il s'agit de penser la cohésion du territoire dans son ensemble. L'enjeu de sociabilité ne cible pas la dimension politique et décisionnaire, même si ces espaces sont propices à la construction des points de vue et des discours collectifs, mais il s'agit plutôt d'espaces récréatifs, de loisir, de rencontre entre les voisins et habitants dans l'espace rural, et dans l'objectif de créer de la cohésion et de l'insertion sociale.

6.2.3.1. Des interactions entre les enjeux à prendre en compte

Les huit enjeux d'intégration urbain-rural à Tandil ne sont pas isolés mais en interaction. La dimension systémique des liens entre les enjeux conduit au fait qu'une action concrète conçue pour répondre à un enjeu va avoir un effet indirect sur d'autres enjeux. Les liens entre les huit enjeux sont explicités à travers les arguments mobilisés par les acteurs.

Les activités productives locales requièrent de la main-d'œuvre. Les jeunes pourront être employés dans ces activités, ce qui permettra de diversifier les possibilités de travail dans le village et d'éviter en partie l'émigration. La production locale offrira des produits gastronomiques aux touristes.

La garantie de services et d'infrastructures de base, tels que les routes d'accès, permettra d'assurer les conditions minimales d'un séjour touristique de qualité, encouragera les jeunes à rester ou à revenir et cela permettra de promouvoir et développer de nouvelles activités. La qualité du service internet notamment permettra à la population, en particulier aux jeunes, de s'éduquer et de se former par le biais de l'enseignement à distance.

Les offres d'enseignement en présentiel et à distance permettront d'améliorer et d'accroître les connaissances et les compétences, de faciliter l'insertion professionnelle, de favoriser l'enracinement de la population et de promouvoir la production locale dans les villages.

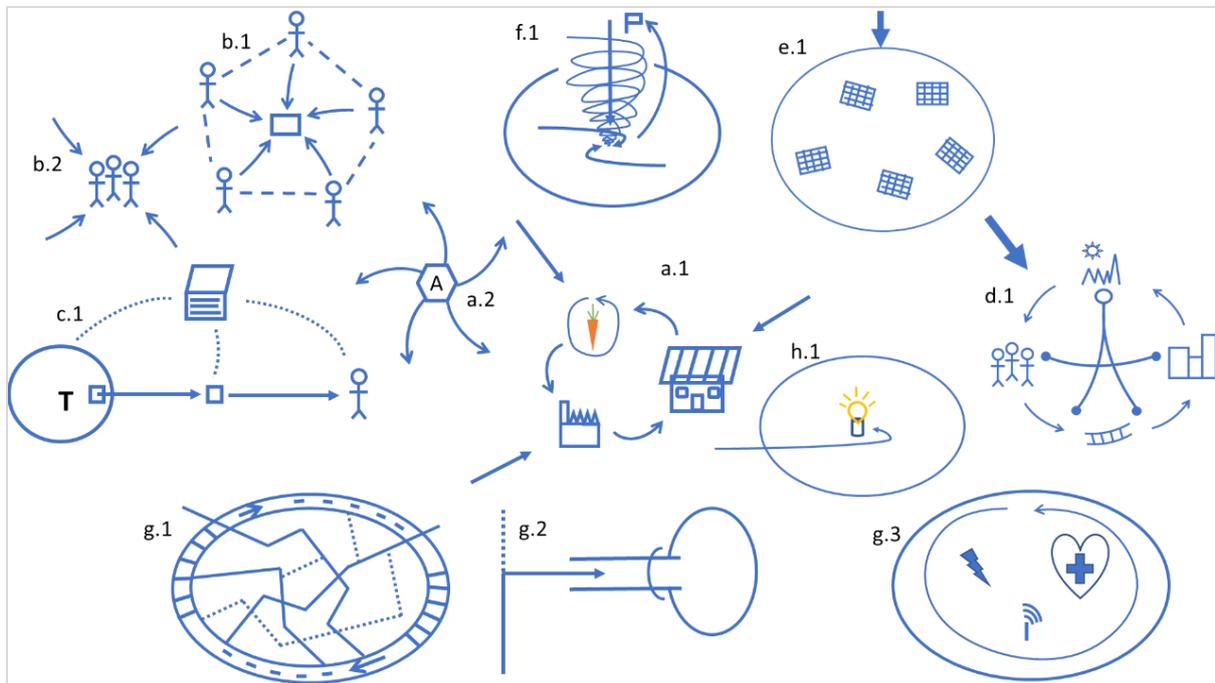
De nouveaux produits gastronomiques identitaires seront proposés dans des lieux de rencontre sociale plus orientés vers le tourisme, tels que des événements, des festivals, etc.

Les espaces de dialogue entre les différentes localités seront les lieux de débat et de proposition de projets et d'actions qui génèrent également des espaces de rencontre sociale. Un dialogue informé (avec une base scientifique) permettra de résoudre les tensions entre les modèles de production et de trouver des modes de production alternatifs, de favoriser l'enracinement des jeunes, voire de mesurer les problèmes liés à l'utilisation de produits agrochimiques.

Des nouvelles activités récréatives ou productives vont attirer les touristes. Des espaces de dialogue seront également nécessaires pour valoriser ce tourisme (la reconnaissance du patrimoine, création de circuits) aussi bien que pour une planification appropriée qui garantit l'accès à la terre et au logement, soit pour la population résidente, soit pour une nouvelle population, facilitant ainsi les opportunités de résider ou de séjourner dans les villages.

6.2.3.2. Modèles spatiaux des enjeux pour le territoire

Les enjeux spatialisés peuvent exister à la fois sur plusieurs lieux, et le principe d'une dynamique peut s'appliquer à des endroits divers. Les huit enjeux pour le territoire de Tandil ont été déclinés en douze représentations spatiales sous forme de chorèmes.



Légende

- a.1** production, transformation et vente de produits dans l'espace rural, qui attire des consommateurs ; **a.2** une marque sur des produits identitaires.
- b.1** des espaces de rencontre pour la population ; **b.2** l'ancrage des jeunes sur le territoire.
- c.1** décentralisation de formations dans les villages et des options à distance pour qu'y ait plus d'offres éducatives en milieu rural.
- d.1** un tourisme divers et attirant qui valorise à la fois la ville, les infrastructures et patrimoines comme les voies de train, le paysage et la valeur culturelle des personnes qui habitent les espaces ruraux, avec des espaces accessibles à tout le monde.
- e.1** la planification foncière et les politiques publiques qui impactent le territoire.
- f.1** le dialogue au niveau local, qui permet de porter un discours aux instances supérieures, et d'atteindre des retours favorables sur le territoire.
- g.1, g.2 et g.3** les multiples aspects relatifs aux services : la connectivité sur tout le territoire et concernant toutes les mobilités ; les accès aux villages (signalisation, état du chemin, embellissement) ; et les services accessibles aux populations rurales (santé, internet, électricité, autres).
- h.1** l'innovation dans les usages et les nouvelles activités sur le territoire.

Figure 45 : Enjeux spatialisés ; icônes créées par l'équipe de recherche inspirées des dessins des acteurs. (Copello et al., 2023).

Production locale : Il est proposé de renforcer la production locale par une stratégie visant à promouvoir la transformation des produits locaux, y compris la formation et la création d'une marque. Des produits locaux spécifiques constituent une ressource identitaire et attirent les touristes. Des vergers locaux s'installent afin de stimuler la production de fruits et légumes. Les produits sont commercialisés via le développement de marchés de proximité. Des circuits courts sont créés entre les localités du district, ainsi que des infrastructures, telles qu'un abattoir communautaire et une meunerie, afin d'éviter les longs trajets des matières premières animales et végétales.

Sociabilité : Il est identifié le besoin de créer des points de rencontre et de sociabilité dans les villages. Mais aussi de valoriser les sites récréatifs ruraux pour renforcer les liens entre les villages (par exemple la station balnéaire située entre Vela et Gardey). Il s'agit aussi de renforcer l'installation des jeunes en augmentant l'offre d'emplois.

Formation : Il s'agit d'améliorer l'offre éducative en carrières et métiers avec des modalités en présentiel dans les villages, et à distance. Un lien avec l'UNICEN est à établir ou renforcer. L'enjeu est aussi de récupérer les métiers traditionnels de l'espace rural.

Tourisme : Plusieurs aspects doivent être pris en compte lorsqu'on parle de tourisme intégré à la ville. Le paysage et le patrimoine rural doivent être mis en valeur pour les rendre attractifs. Il s'agit d'entretenir les magasins ruraux pour qu'ils perpétuent l'histoire du village, et de se coordonner entre les localités (villages et ville) pour organiser des événements festifs itinérants, en s'appuyant sur les fêtes locales qui ont lieu chaque année. Il est nécessaire de rendre les services et les espaces accessibles aux personnes handicapées et de créer un corridor touristique coopératif (non concurrentiel) entre les différentes localités.

Planification : Cet enjeu fait référence aux relations à l'échelle des politiques publiques par le besoin d'ouvrir, faciliter, réguler l'accès à la terre pour les habitants actuels et futurs. Il s'agit de mettre en place des outils de planification urbaine, comme des 'plans de logement urbain' dans les villages. Bien que les acteurs participants à la prospective n'aient pas approfondi ces stratégies mentionnées, cela demandera à la fois un travail coordonné avec la mairie, les actuels propriétaires des terres, et des instances supérieures de l'Etat (province, nation) pour trouver les meilleures alternatives et régulariser la situation. Enfin, par la dimension symbolique, il est attendu une refondation de l'identité locale des villages.

Dialogue : Il s'agit de créer des espaces de débat et d'information pour et entre les communautés (habitants et personnes enracinées dans la communauté), de coconstruire des projets de développement local entre l'Etat et la communauté, et demander le soutien des politiques publiques pour valoriser le patrimoine. Au sujet de l'agriculture, il est nécessaire d'organiser des échanges d'informations scientifiques entre la campagne et la ville pour résoudre différents problèmes.

Services : Plusieurs aspects sont inclus, en général, l'amélioration des infrastructures et des services routiers, la garantie d'un accès à Internet pour l'ensemble du territoire, l'extension du circuit des transports publics ruraux et l'augmentation de la fréquence, le développement local des énergies renouvelables (dans les maisons rurales par exemple), l'attractivité de l'accès aux villages, l'incitation à aller 'au cœur du village', avec des panneaux, des fleurs, des arbres, ... , la réhabilitation de la ligne de train et la connexion des localités. Gardey est aujourd'hui reconnu par les acteurs comme un 'pôle intermédiaire', à maintenir, en matière de santé, d'éducation, de papiers administratifs et de services internet.

Nouveaux usages et activités : une première idée est le développement d'activités récréatives, une dimension impulsée par l'exemple de l'activité aérienne existante dans l'un des villages. Mais il s'agit aussi d'inventer des nouvelles formes d'agriculture à pratiquer en premier lieu dans les zones de restriction d'application de produits agrochimiques.

6.2.4. Une action coordonnée entre la ville et les villages

Les pistes d'action proposées par les acteurs lors de la troisième étape du jeu de territoire ont été organisées de manière systémique, en séance directe au fur et à mesure que les quatre tables de travaux prospectif annonçaient leurs propositions d'action une à une.

Le schéma suivant (Figure 47) regroupe quatre dimensions d'action concrète proposées pour renforcer les liens urbain-rural : une première relative aux projets de territoire (production, développement, cohérence dans la proposition d'objectifs, travail en équipe, instances de rencontre, liens) ; un calendrier festif itinérant ; un 'corridor touristique entre les villages' ; les lieux et l'accès aux usages.

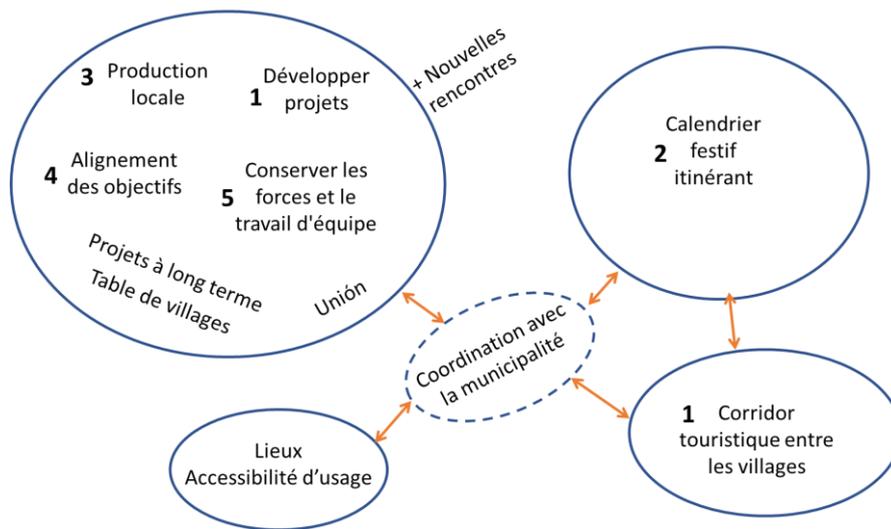


Figure 46. Schéma des actions, produit en séance directe à la fin de l'atelier prospectif en ville. (Copello *et al.*, 2023)

La première catégorie est celle qui regroupe le plus grand nombre d'actions. Il s'agit des instances de concertation pour travailler sur des projets communs, harmoniser les objectifs et promouvoir la production locale. Les rencontres sont essentielles pour créer cette dynamique, et même la création d'une 'table ronde villageoise' est mentionnée, générant des projets à long terme entre les localités rurales. Les forces telles que le travail d'équipe sont mises en avant comme un aspect à préserver.

Un autre axe d'actions concerne les événements festifs, une action liée à la 'Kermesse Rurale', l'événement qui a rassemblé en ville une partie importante des communautés rurales. Il est proposé par les acteurs des villages ayant participé aux prospectives que ce type d'événement festif soit organisé de manière itinérante en dehors de la ville.

En lien direct avec l'action précédente, l'idée de créer des 'corridors touristiques entre les villages' est évoquée, ce qui permettra d'établir une offre stable, visant à générer de l'information, la diffuser et ainsi améliorer la communication en termes d'attraction pour les touristes. Cette dimension requiert des infrastructures et services adéquats.

Bien que cela ne soit pas directement proposé comme action, les participants ont fait référence à des lieux qui existent dans les villages (salle polyvalente, hangars du quai du train), qui pourraient servir aux rencontres entre voisins, mais qui actuellement (dans certains cas) sont soumis à des restrictions ou à des limitations en termes d'usage. Ce sujet n'est pas approfondi lors de l'atelier et concerne des situations ponctuelles.

Pour l'ensemble des actions mentionnées, les acteurs doivent se coordonner avec la municipalité de Tandil afin de garantir leur mise en œuvre.

Certains des enjeux sont concernés directement par les actions listées. Tout d'abord, la création d'une 'table ronde des villageois' est une action directement liée au thème du dialogue. La 'co-construction de projets avec la communauté' en plus du dialogue concerne aussi la sociabilité. La participation des institutions est sollicitée à ce sujet. L'organisation d'un 'calendrier festif itinérant' impacte les enjeux de dialogue, de production locale et de tourisme. La proposition de créer un 'système de garantie participatif' concerne spécifiquement la production locale. La proposition d'action 'liaisons de transport entre les villages et la ville' touche les services. Il n'a pas été formulée d'action directe sur les enjeux de formation et de nouvelles activités et usages.

Enfin, nous portons un regard critique sur le faible nombre d'actions proposées et leur caractère assez générique, ce qui peut entraîner au moment de leur mise en œuvre une difficulté pour engager les acteurs et assurer leur matérialisation. L'équipe de recherche a décidé de compléter avec une liste proposant d'autres pistes d'actions, élaborées en fonction des idées énoncées en atelier de prospective et exposées tout au long de la démarche (y compris lors des ateliers dans les villages), et discutées avec la mairie.

L'analyse des 21 actions proposées et discutées avec la mairie (annexe 8) conduit à sept axes de relations urbain-rural. Une réunion entre l'équipe de recherche et les équipes de la mairie de Tandil, a permis de présenter et discuter les grandes lignes des résultats et des actions proposées. De l'ensemble des pistes d'actions, une première priorisation a été faite par la mairie en fonction de ce qui semble pertinent et des moyens disponibles. Sur la liste suivante, celles priorisées par la mairie sont marquées par un * au début. Il résulte que les sept thématiques sont prioritaires pour la mairie.

- Production locale et développement économique : Installation d'un marché fixe hebdomadaire pour promouvoir les produits locaux et favoriser les échanges entre habitants. Création d'un jardin agroécologique communautaire avec un service gastronomique pour encourager la production locale et offrir de nouvelles activités sociales. *Création d'un réseau entre les sites de transformation alimentaire, en s'appuyant sur des acteurs intermédiaires tels que les écoles, pour favoriser la formation et promouvoir les produits locaux.
- Sociabilité et lien social : Aménagement de la salle polyvalente (SUM) à Desvío Aguirre pour renforcer les liens sociaux et la vie communautaire. Création d'un espace de rencontre et de sociabilité pour les adolescents à Vela afin de favoriser les interactions sociales et le bien-être des jeunes. *Réalisation d'ateliers artistiques et culturels itinérants dans les villages ruraux pour promouvoir la sociabilité et l'expression culturelle locale.
- Formation et dialogue urbain-rural : *Établissement d'un lien curriculaire entre les écoles rurales et urbaines pour favoriser le dialogue et l'échange de connaissances entre les deux milieux éducatifs. *Diffusion des activités possibles dans l'École municipale des talents' dans les zones rurales pour promouvoir la formation et renforcer les liens sociaux. Construction d'un établissement d'enseignement supérieur des métiers à Gardey pour offrir des opportunités de formation professionnelle aux jeunes ruraux.
- Tourisme et valorisation du patrimoine : *Formation des artisans de la coutellerie pour développer de nouveaux produits et impulser de nouvelles activités économiques et touristiques en lien avec la culture locale. *Cartographie des sites touristiques ruraux et diffusion dans l'office de tourisme de Tandil pour promouvoir le tourisme rural et valoriser le

patrimoine local. *Liaison des projets de musées locaux pour préserver et promouvoir l'histoire de chaque localité, renforçant ainsi l'identité culturelle des villages. Organisation de circuits à vélo mensuels pour promouvoir le tourisme rural et la découverte des villages environnants.

- Services et connectivité : *Installation d'arrêts "stop" sécurisés pour faciliter les déplacements entre les zones urbaines et rurales, améliorant ainsi la connectivité et les services de transport. Traitement des déchets ménagers à Desvío Aguirre pour améliorer les services et promouvoir de nouvelles activités environnementales. Séparation des déchets solides municipaux pour le compostage, encourageant ainsi la production locale et la durabilité environnementale.
- Dialogue international et planification : *Échanges internationaux pour présenter des pratiques innovantes et favoriser le dialogue entre les différents territoires. Articulation synergique non concurrentielle entre acteurs, liens avec des acteurs d'échelles supérieures pour une planification territoriale plus intégrée.
- Diversification économique et emploi : Installation de magasins de producteurs en ville pour diversifier l'offre économique et promouvoir les produits ruraux. *Aide à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans différents villages ruraux, renforçant ainsi l'économie locale et la création d'emplois. *Installation d'un stand 'ruralité' dans chaque fête populaire pour promouvoir les produits locaux et renforcer l'identité culturelle de chaque village.

6.2.5. Un territoire qui n'échappe pas aux controverses des 'modèles'

A l'issue de notre travail de diagnostic prospectif, au travers duquel nous avons dressé les enjeux pour le territoire, nous avons fait le constat d'un certain nombre de points de désaccord ou de tension exprimés par les acteurs lors des différents ateliers. Deux types de controverses se présentent à Tandil, celles généralisées au niveau du district et des situations particulières concernant un ou plusieurs lieux.

6.2.5.1. Applications de produits phytosanitaires et populations

La première controverse identifiée concerne la question spécifique des applications de produits agrochimiques de la production agricole. Aucune référence n'est faite aux informations mobilisées dans les fiches de village ; en fait, les acteurs abordent la question à l'étape 2 du jeu de territoire. Différentes positions sont mises en évidence, d'une part 'les producteurs', qui soutiennent qu'il est nécessaire de réduire la zone concernée par la législation municipale en vigueur (à partir de fin 2021), et d'autre part les acteurs qui défendent une position en faveur des zones de restriction, et qui proposent des alternatives productives basées sur l'agroécologie. Aucune solution n'a été trouvée à cette situation et les positions continuent de s'opposer même entre les participants à l'atelier. Cependant, ils s'accordent à dire qu'il faut créer des 'dialogues avec des informations scientifiques' pour résoudre cette situation et d'autres problèmes socio-environnementaux dans les zones rurales.

6.2.5.2. Espaces de dialogue (plus ou moins) ouverts

Une autre controverse concerne les espaces de dialogue entre les habitants et/ou les membres des communautés rurales. D'une part, il y a un manque d'espaces de débat et d'information, et d'autre part, il existe une 'table ronde rurale' et des 'sociétés de développement' qui remplissent cette fonction. Cependant, selon certains acteurs, il y a un manque de diffusion et de participation effective à ces espaces.

6.2.5.3. *Tourisme : activités rurales en ville ou amener les gens à la campagne ?*

Lorsque l'idée du 'corridor touristique non concurrentiel' est soulevée, une question s'est posée : existe-t-il une concurrence entre les villages ou pas ? Il existe des visions qui coïncident et d'autres qui s'opposent en ce qui concerne le développement de l'activité touristique. Certains proposent une refondation des villages par le tourisme. Dans ce sens, le tourisme est perçu par les acteurs comme une activité susceptible de dynamiser l'économie locale. D'autres considèrent que le tourisme, s'il n'est pas correctement planifié, peut entraîner des problèmes de logement ou d'autres conséquences négatives.

L'événement 'Kermesse Rurale' révèle une controverse lorsqu'il s'agit d'inviter des producteurs ruraux en ville. Certains acteurs soutiennent que la meilleure alternative est que les citoyens se rendent dans les différentes zones rurales, au lieu de concentrer les offres dans la ville. Dans ce sens, une 'Kermesse Itinérante' est proposée par les acteurs lors du jeu de territoire comme alternative pour rassembler les différents producteurs et entreprises dans les localités rurales du district. Sa mise en œuvre devrait être coordonnée pour les prochaines éditions.

La question est la suivante : est-il préférable d'amener les activités rurales en ville ou d'amener les citoyens à la campagne ?

Cette question a été soulevée par d'autres acteurs à la suite de la Kermesse Rurale. L'initiative a touché un grand nombre d'acteurs, en particulier un groupe Cambio Rural qui travaille depuis longtemps sur la stratégie de Tourisme Rural au niveau du district. Au moment d'organiser l'événement (contacter les producteurs et entrepreneurs dans chaque village), nous sommes confrontés à des questionnements de la part certains acteurs porteurs des initiatives localisées en milieu rural. Ils nous expriment un consensus général pour attirer les touristes et visiteurs intéressés par le rural aux différents espaces, et ne pas tout concentrer en ville. Cela permettrait de faire exister et maintenir ouverts certains bar-restaurants-magasins en milieu rural et d'améliorer progressivement la qualité des infrastructures et services pour un meilleur accueil des visiteurs. En plus, les populations rurales pourraient bénéficier aussi de cette dynamique. La Kermesse Rurale est pensée comme une vitrine pour les initiatives rurales, un moment annuel de rencontre qui permet de diffuser aux citoyens les différentes options en milieu rural, du fait des fortes identités des villages et du grand nombre d'initiatives existantes. En outre, ce moment de rencontre est organisé une fois par an, le reste de l'année, la stratégie principale est en effet la promotion des divers lieux d'intérêt touristique dans les espaces ruraux.

Lors du jeu de territoire, la proposition qui ressort est l'organisation d'une Kermesse Itinérante, c'est-à-dire que l'événement qui réunit toutes les ruralités du district aurait des éditions qui tournent entre les différentes localités rurales. Dans ce cas, il est envisageable de faire plus d'une rencontre par an. D'ailleurs le 'marché de producteurs' organisé par la SFA d'Azucena en fin 2022 avait pour objectif d'atteindre le plus grand nombre d'entrepreneurs et producteurs ruraux. Tous les villages gagneraient à se coordonner pour des collaborations dans l'organisation et diffusion des événements festifs ruraux.

Enfin, en relation à la Kermesse Rurale et l'ambition de rassembler toutes les ruralités du district, certains acteurs ruraux, tels que la SFA, ont formulé une critique constructive du fait que selon eux certaines personnes (parmi les producteurs) n'ont pas été invitées à cet événement. Le comité d'organisation (pilote par la mairie) devra le prendre compte cette observation pour les prochaines éditions de la Kermesse Rurale.

6.2.5.4. *Des villages en tension avec l'agriculture et des relations sociales complexes*

A Vela, la situation d'exposition d'un ruisseau à la pollution est mise en évidence, et est liée aux activités productives, en particulier l'application de produits agrochimiques. Les jeunes du village (étudiants du lycée) estiment problématique la présence de machines agricoles pour l'application de produit et affirment avoir constaté qu'il a été fait usage du ruisseau à proximité du village pour le lavage des machines par les opérateurs. La controverse découle de l'importance économique locale des activités agricoles, en particulier l'emploi local et la production d'aliments. En particulier, la culture de pomme de terre est très importante à Vela et cette culture requiert plusieurs applications tout au long du cycle annuel. Par ailleurs, il a été mentionné aussi lors de l'atelier les efforts des agriculteurs qui visent une production plus durable en s'appuyant sur des nouvelles technologies, effort reflété dans l'exemple de l'initiative locale de l'élevage laitier robotisé. La conciliation d'enjeux de préservation de l'environnement, en particulier à proximité des villages et de production agricole crée une controverse pour les villages ruraux. La problématique de l'application de produits phytosanitaires est également forte à Azucena et Gardey.

Une autre tension est liée à la propriété foncière : l'absence de réglementation, de subdivision ou de lotissement génère une situation de non-disponibilité de terres pour de nouvelles activités ou de nouveaux résidents. Les propriétaires fonciers, qui n'étaient pas présents aux ateliers, sont décrits de manière négative, et même leur 'mauvaise relation' avec la communauté est commentée. Aucune solution claire n'est envisagée. Lors du jeu du territoire, il est mentionné qu'il y a des 'occupations illégales de terrains', bien qu'un habitant assure que ce n'est pas le cas.

Enfin, des regards contrastés apparaissent concernant le développement des villages. Si certains sont favorables à la croissance de leur village, d'autres y voient le risque d'une perte de tranquillité. Il s'agit d'une question qui génère de l'incertitude chez les habitants des zones rurales par rapport à l'arrivée de nouvelles populations (venant de la ville) et au risque de perdre certains aspects clés de la qualité de vie dans leur village, qui les différencie aujourd'hui de la ville.

6.2.6. *Quel est la place de l'enjeu agricole ?*

6.2.6.1. *Le visage du 'secteur' agricole sur le territoire*

Un nombre important de syndicats et d'organisations agricoles sont présents à Tandil, ainsi qu'un grand nombre de commerces, de services, et d'entreprises directement liés au secteur de l'activité agricole. La population rurale est concernée par cette agriculture, mais les villages ruraux expriment une identité propre. Lors du jeu de territoire, les acteurs ont cependant constaté un lien aux activités agricoles, notamment comme source d'emplois.

La présence d'acteurs tels que la 'Cooperativa Agrícola Ganadera de Tandil y Vela', AAPRESID¹⁹² ou encore des groupes CREA¹⁹³, marquent un modèle de développement pour l'agriculture sur le territoire. Cette agriculture est organisée au niveau national et reliée aux grands capitaux internationaux. Ces groupes professionnels locaux correspondent à un modèle agricole de type moderne, promu à partir de la modernisation entre les années 1960 et 1980 en Argentine, et une seconde vague de modernisation dans les années 1990 (Albaladejo, 2017). La Coopérative Agrícola Ganadera de Tandil y Vela est un acteur central à Tandil, elle assure la logistique dès la réception, le stockage et la commercialisation de céréales et oléagineux, ainsi que la vente de semences et d'engrais, la commercialisation du bétail et les assurances agricoles. Elle a une capacité de stockage de

¹⁹² <https://www.aapresid.org.ar/>

¹⁹³ <https://www.crea.org.ar/que-es-crea/>

150 000 tonnes en simultané sur quatre sites (Tandil, Gardey, Vela et La Vasconia). La coopérative compte environ 400 producteurs associés dans la zone (Tandil, Ayacucho, Coronel Suarez). La production de soja et de maïs est exportée *via* le port de Necochea, le tournesol est vendu à Junin, le blé est en partie transformé à Tandil (dans un seul établissement : Clabecq S.A.) et le reste à La Plata.

Le cas d'AAPRESID, association de producteurs en 'semi direct'¹⁹⁴, investit l'activité agricole à travers l'incorporation d'innovations techniques en agriculture. Les groupes CREA réunissent des producteurs et professionnels pour échanger les uns avec les autres autour des expériences individuelles. Ces organisations, qui représentent plutôt de grandes exploitations, ont un poids déterminant dans les pratiques agricoles de la région pampéenne.

Un événement du secteur qui est central à Tandil est l'ExpoTan (Figure 48). Elle est organisée par la 'Sociedad Rural' et la 'Camara Empresarial de Tandil' avec l'appui institutionnel de la Mairie de Tandil (dans le cadre de la gestion associée public-privé). Son édition n°50 en 2022 a compté plus de 300 stands, des conférences et séminaires, et des espaces de vente du bétail aux enchères. Les collectivités territoriales de la région ont été présentes lors de cet événement. L'édition 50 ans de l'ExpoTan a atteint un record de visiteurs. Les enjeux de l'agriculture du territoire sont largement envisagés autour de la production '*alimenter le monde*', l'innovation technologique, et le *renforcement des liens entre la campagne et l'industrie*, tels qu'évoqués par les institutions lors de l'ouverture de l'événement. Or, un groupe contestataire du modèle agricole dominant a profité de la visibilité de l'événement pour manifester devant la porte d'entrée. Cela n'a pas généré des répercussion ou commentaires au sein des groupes avec lesquels j'ai travaillé.



Figure 47 : Stands de la Mairie de Tandil et de la Kermesse Rurale à l'ExpoTan 50 ans.
Photo : Luciano Copello. Date : 2022.

Lors de l'ExpoTan, la mairie de Tandil a laissé la place aux entrepreneurs des villages qui avaient participé de la Kermesse Rurale, ainsi la visibilité des villages ruraux s'est renforcée dans un événement ouvert au grand public.

Par ailleurs, la mairie dispose d'un champ expérimental 'El Arraigo'¹⁹⁵, de 21 ha situés dans la localité 'El Gallo'. Il s'agit d'un projet de Centro Agroécologique piloté par la Coordination de l'Agroécologie et de la Direction des Affaires Agricoles de la Municipalité. Le site accueille une Unité de Démonstration Apicole en partenariat avec un producteur local et l'INTA, et dix hectares ont été destinés à la mise en

¹⁹⁴ Le semis direct, ou culture sans labour, est une technologie agricole développée en Amérique du Sud, basée sur le principe de non labour du sol, c'est-à-dire l'introduction directe de la graine dans le sol sans passer par le travail du sol dans le cas de l'agriculture, ni par la culture en pépinière dans le cas de la sylviculture.

¹⁹⁵ Se consolida el proyecto municipal en la Chacra "El Arraigo" (eldiariodetandil.com)

œuvre d'un protocole de production basé sur deux profils de production : 'Agroécologique' et 'En transition'. Pour le premier, une culture du teff et de l'amarante est réalisée par Épicos¹⁹⁶ et le deuxième est piloté par AAPRESID. Par ailleurs, deux hectares de potirons ont été cultivés et la production distribuée par la mairie à des familles vulnérables. Ce projet montre une volonté de travailler avec les acteurs de différents modèles d'agriculture, mettant en avant le développement de l'agroécologie à Tandil.

En novembre 2021, il y a eu à Tandil un débat public à propos d'un Arrêté municipal pour déterminer une zone d'exclusion d'application de produits chimiques. Plusieurs voies se sont exprimées : agriculteurs (conventionnel, apiculteur, en BIO), le Collège des Ingénieurs Agronomes de la province de Buenos Aires, la Chambre d'Entreprise de Tandil, le Cercle des Ingénieurs Agronomes de Tandil, AAPRESID, la Chambre de l'Industrie de Tandil, l'association des Applicateurs, BIOS Noeud Tandil, la Coopérative Agricole et Ganadera, l'Observateur des droits d'handicapé de Tandil et des citoyens. Certains se sont positionnés à faveur et d'autres contre l'application de produits phytosanitaires. Il est soulevé le manque de contrôle, la nécessité d'imposer une 'ordonnance agronomique' établie par un professionnel indépendant. Ont été évoqués les enjeux d'alimenter le monde, l'innovation technologique et la science comme réponse, ainsi que les problèmes environnementaux du modèle actuel de production, et l'impact sur la santé humaine. Il a été demandé à plusieurs reprises une audience publique. L'Arrêté sur l'application des produits agrochimiques à Tandil a été approuvée en décembre de 2021¹⁹⁷. Il définit une zone buffer d'exclusion de 60 mètres pour les localités urbaines et de 150 mètres autour des écoles rurales, des établissements alimentaires et des centres de santé. Ce débat montre bien la tension entre modèles agricoles sur le territoire, et l'enjeu autour des pratiques agricoles à proximité des espaces urbains.

6.2.6.2. Des représentations variées de ce 'paysage' selon les acteurs ayant participé aux ateliers

La question centrale posée aux acteurs, qui a guidé la réflexion prospective, est formulée ainsi : 'Comment générer des actions collectives qui articulent la campagne et la ville dans les 20 prochaines années ? Quelles actions concrètes à 5 ans ?'. Les scénarios produits sont largement basés sur les liens existants repérés entre la ville et la campagne. Ces liens renvoient à des objets spatiaux tels que les villages, bien présents dans les représentations des acteurs. Ceux-ci insistent sur l'importance de reconnaître aussi bien les liens entre la ville et les villages et entre les villages eux-mêmes. Les connexions ou liens identifiés font référence à plusieurs sujets : l'état des routes et des moyens de déplacement d'objets et de personnes en général, avec un accent sur l'accès aux villages et les chemins internes ; le partage lors d'activités festives, sportives, ou liées au tourisme ; la disponibilité de services et commerces de proximité pour les populations rurales ; les produits 'typiques' ayant un sens identitaire qui sont vendus localement et reconnus ailleurs (en dehors du district) ; et les dynamiques d'échange et de partage autour de projets communs. Ce dernier sujet est un aspect à améliorer pour l'avenir. Le Jeu de Territoire a été considéré en soi par les acteurs comme une instance de rencontre nécessaire et à reproduire.

Or, les activités agricoles sont prises en compte dans un sens restreint. Elles sont considérées comme un secteur spécifique, détaché des villages, plus organisé en ville, avec un fonctionnement propre et une organisation interne. Les acteurs y font référence au sujet des liens et interactions mais prennent l'activité agricole de manière générique et homogène. Des liens entre les villages et l'agriculture sont

¹⁹⁶ <https://www.epicos.com.ar/>

¹⁹⁷ Entrará en vigencia la ordenanza que regula la aplicación de agroquímicos en Tandil – El Eco / Con fuerte presencia policial, el Concejo aprobó la ordenanza para regular el uso de agroquímicos – El Eco

évoqués, soit négatifs comme conséquence des pratiques et notamment de l'application de produits chimiques, soit positifs du fait des opportunités d'emplois pour la population rurale mais aussi de disponibilité de main d'œuvre pour les entreprises agricoles.

Bien que ça n'ait pas été évoqué directement lors de l'atelier participatif, les connaissances acquises sur le terrain (observation directe, observation participante, informateurs clés) donnent à voir une diversité d'agricultures : certaines plus connectées aux dynamiques locales comme l'agriculture familiale et d'autres plus extensives et orientées vers l'exportation, dans une logique d'agribusiness. La production porcine par exemple est mentionnée (lors du jeu de territoire) du fait de son potentiel économique, incluant des formations spécifiques pour que les habitants des villages puissent y contribuer, et ainsi améliorer l'emploi local et l'ancrage dans le territoire. Cependant, il y a un type de production de viande de porc à grande échelle, industrielle, sans un lien direct aux villages, avec une production conduite par des producteurs habitants en ville (Tandil ou Buenos Aires), qui exporte l'animal vivant, souvent abattu hors de Tandil, et qui est ensuite racheté par les usines locales qui le transforment en charcuteries. Ces produits sont vendus localement, et partout en Argentine sous la 'marque Tandil'. L'autre agriculture porcine est à petite échelle, peu de têtes, souvent dans des conditions à optimiser d'un point de vue sanitaire et technique, avec un revenu économique faible mais indispensable pour certains petits producteurs et leurs familles, souvent situés à proximité des villages, intégrés aux dynamiques locales de débouchés commerciaux et avec un projet de vie privé *in situ*, installés en tant que résidents des villages. Au sujet des grandes cultures, les acteurs ont signalé un besoin de main d'œuvre pour conduire les machines ou bien les réparer, ou pour d'autres travaux spécifiques, et perçue comme une opportunité pour générer des emplois, à condition de former des jeunes à ces métiers. Enfin, l'activité agricole, en particulier certaines pratiques agricoles, sont considérées à l'origine de problèmes environnementaux, notamment la pollution des rivières et des cours d'eau situés à proximité des villages, de fait de l'application de produits aux cultures. Cette dernière considération émerge comme une critique, mais lors de la prospective, il a été aussi évoqué le besoin d'un 'dialogue informé'.

6.2.6.3. *Répercussions de la prospective dans le territoire et retour du secteur agricole*

Le dispositif avait pour objectif de mettre en avant l'existence d'initiatives productives et des valeurs identitaires des villages ruraux du district de Tandil, et d'explorer le potentiel d'action collective pour reconnecter la ville aux différentes formes de ruralités. Lors de la première restitution des résultats du jeu de territoire auprès des équipes de la mairie, un questionnement émerge de la part de la Direction des Affaires Agricoles. Les échos du travail réalisé sont remontés aux organisations syndicales et professionnelles du secteur, à savoir : la Sociedad Rural, AAPRESID, entre autres. Le Directeur des Affaires Agricoles de la mairie était surpris d'un manque de traitement d'une problématique actuelle liée à la présence de sangliers sauvages sur le territoire, qui génère des difficultés chez les producteurs de porc (à cause des maladies) et qui n'a pas du tout été abordé dans la prospective réalisée. En effet les enjeux pour le territoire sont multiples, la question centrale de la prospective, formulée par l'équipe de recherche (y compris les commanditaires), n'a pas été centrée sur l'activité agricole, mais sur l'ensemble des activités socio-économiques qui mettent en relation l'urbain et le rural. Le sujet notamment des sangliers n'a pas été non plus abordé par les acteurs participants à la prospective.

Cette limite est attribuée ainsi au manque de représentativité des secteurs agricoles parmi les acteurs participants aux ateliers de prospective, surtout au dernier réalisé en ville. Cependant chaque table a

eu au moins un agriculteur présent¹⁹⁸, mais possiblement ces personnes contactées ne sont pas considérées (par d'autres) comme des 'représentants du secteur' ou des principales organisations présentes sur le territoire.

Une autre réponse possible est qu'il faut considérer ce travail comme un apport de plus dans un processus de définition d'enjeux et du plan d'action vers l'intégration urbain-rural. Il peut y avoir d'autres instances de rencontre et de débat pour atteindre une meilleure formulation de la stratégie à suivre. Notre travail a consisté à générer des supports visuels et écrits basés sur les représentations spatiales des acteurs que nous avons pu mobiliser à un moment donné. Le tout est repris dans un document 'projet' de 150 pages qui est plus 'heuristique' 'qu'exécutif' et rédigé par l'équipe de recherche (Copello *et al.*, 2023), et il n'est pas un document de planification. D'ailleurs, toutes les représentations de l'avenir (cartes prospectives) sont considérées, il n'y a pas une seule issue présentée. Les apports scientifiques par la suite peuvent s'appuyer sur ces éléments et donner des préconisations et/ou recommandations. Les pistes d'actions proposées sont à mettre en place (ou pas) par les acteurs eux-mêmes, qui par la suite s'engagent à porter politiquement ces résultats, sur une base volontaire et collaborative dans l'idéal.

6.2.7. Le 'regard urbain' du développement territorial : planification urbaine et 'interventions' sur le territoire.

Disposer des outils de planification permet d'avancer progressivement sur les défis pour le développement du territoire fait partie des compétences acquises à Tandil. En 2006, Tandil a mis en place un Plan de Desarrollo (aménagement) Territorial (PDT), qui établit les limites des activités socio-économiques au niveau du district. Les espaces ruraux sont représentés par les villages de Vela et Gardey, considérés des 'Centres de Services Ruraux de Première Catégorie', les deux sont issus d'une cartographie élaborée de type zonage qui repère les différents espaces et établit des limites à l'usage du foncier. Azucena, Fulton, De La Canal, Iraola et La Pastora sont inclus comme 'Centres de Services Ruraux de Deuxième Catégorie', sans cartographie. Le reste du district est considéré 'Aire Rurale'.

L'espace rural est évoqué dans deux des onze objectifs du PDT : '*Améliorer la qualité de vie dans les zones rurales, en revalorisant leur valeur patrimoniale, économique, productive et écologique*' et '*Promouvoir le développement intégral des centres de services ruraux afin de favoriser l'intégration et la complémentarité des activités urbaines et rurales, en tenant compte du développement socio-économique de la municipalité*'. Le PDT s'articule autour de quatre stratégies générales : *structuration territoriale du district ; préservation des ressources naturelles du district ; structuration et intégration urbaine ; et amélioration de l'espace public.*

La stratégie de 'structuration territoriale du district' concerne les villages de l'espace rural, '*la principale préoccupation est le déséquilibre du processus de développement socio-économique que présentent les centres de population de la zone rurale par rapport à la ville principale*'. Les objectifs particuliers de cette stratégie cherchent à '*promouvoir le processus de développement local dans les centres de population rurale ; inverser le processus d'exode rural des dernières décennies et encourager le repeuplement des centres de services ruraux, en particulier Vela et Gardey ; améliorer l'accessibilité des routes structurelles ; améliorer les routes d'accès et les routes reliant les populations rurales*'. La stratégie de 'préservation des ressources naturelles du district' concerne aussi les espaces ruraux au sujet des « *inondations en milieu rural afin d'éviter les pertes économiques, la perte de terres productives, l'accessibilité et la qualité de vie de la population rurale* » et de la « *réduction de la*

¹⁹⁸ Un agriculteur de porc installé à Vela, un agriculteur de De La Canal, un représentant de la 'Cooperativa agrícola ganadera de Vela y Tandil', une agricultrice et magasin laitière à la ferme à De La Canal.

pollution des sols et de l'eau dans les zones rurales causée par l'utilisation abusive et excessive de produits agrochimiques ». Les autres stratégies concernent la ville.

Les stratégies sont déclinées en programmes. Le premier « Programme de développement local dans les centres de services ruraux » concerne les villages (PDT, 2006, p. 123).

Il est réglementé que *'L'espace territorial compris dans la zone rurale est inconstructible. Sont interdits tous les bâtiments ou groupes de bâtiments susceptibles de générer des besoins en infrastructures et services urbains, de représenter l'implantation d'activités urbaines spécifiques au détriment de celles propres à l'environnement rural ou de faire perdre au paysage environnant son caractère rural' ...*

Au-delà du PDT, d'autres instances et dispositifs ciblent le développement des espaces ruraux de Tandil. En 2021, la mairie a présenté un projet de 'développement harmonieux', qui n'a pas été retenu, mais elle a établi une série d'actions de type 'interventions' sur plusieurs villages du district. Ce projet s'est fortement basé sur la prospective réalisée à Vela en 2020, élaboré en dialogue avec les chercheurs d'AgriteRRIs, et mobilisant les connaissances des agents de la mairie et des délégués municipaux. Le projet visait en particulier *'la mobilité urbaine ; le traitement des déchets solides ; un code de coexistence et le développement de la 'marque Tandil''*.

L'institution 'mairie' joue un rôle décisif au niveau du district, phénomène généralisé dans la province de Buenos Aires. A Tandil, les actions de la mairie concernant l'espace rural et des interventions ponctuelles sont conduites par ses agents des Directions de Tourisme, des Affaires Agricoles, et de l'Industrie, de Commerce et du Développement des Entreprises, toutes les trois dépendant du Secrétariat du Développement Productif et des Relations Internationales. Ces équipes portent des politiques publiques qui ont un fort impact sur le territoire et en particulier sur les activités socio-économiques. Plusieurs interventions ciblent soit les populations rurales des villages, soit les initiatives agricoles ou unités agro-productives du district. La politique 'KO Hecho en Tandil' a pour objectif de *'rendre visible la production locale de qualité, de soutenir et d'accompagner les producteurs de Tandil et d'encourager la consommation de produits fabriqués dans notre ville'*¹⁹⁹. Cette politique inclut une série de dispositifs en appui aux initiatives locales comme la Kermesse Rurale et la Afilada, les Marchés de Noël et du quartier 'La Movediza', entre autres (Figure 49).



Figure 48 : Les affiches des activités impulsées par la mairie en 2022/2023 exposées dans le Secrétariat de Développement Productif et Relations Internationales. Photo : Luciano Copello (2022).

¹⁹⁹ Municipalidad de Tandil - "kilómetro 0-hecho en tandil", el sello que fomenta la producción y el consumo local

La direction du Tourisme, une équipe constituée de cinq agents, a développé un schéma conceptuel des 'programmes' existants, avec la participation d'une diversité d'acteurs liés au Tourisme, pour repérer les endroits, offres et dispositifs en place du secteur (Figure 50). Le rural est pris en compte par des visites guidées d'initiatives locales, le programme 'andenes de antaño' qui concerne plusieurs villages. Par ailleurs, la Direction de Tourisme a appuyé et pris en charge l'organisation de la Kermesse Rurale.

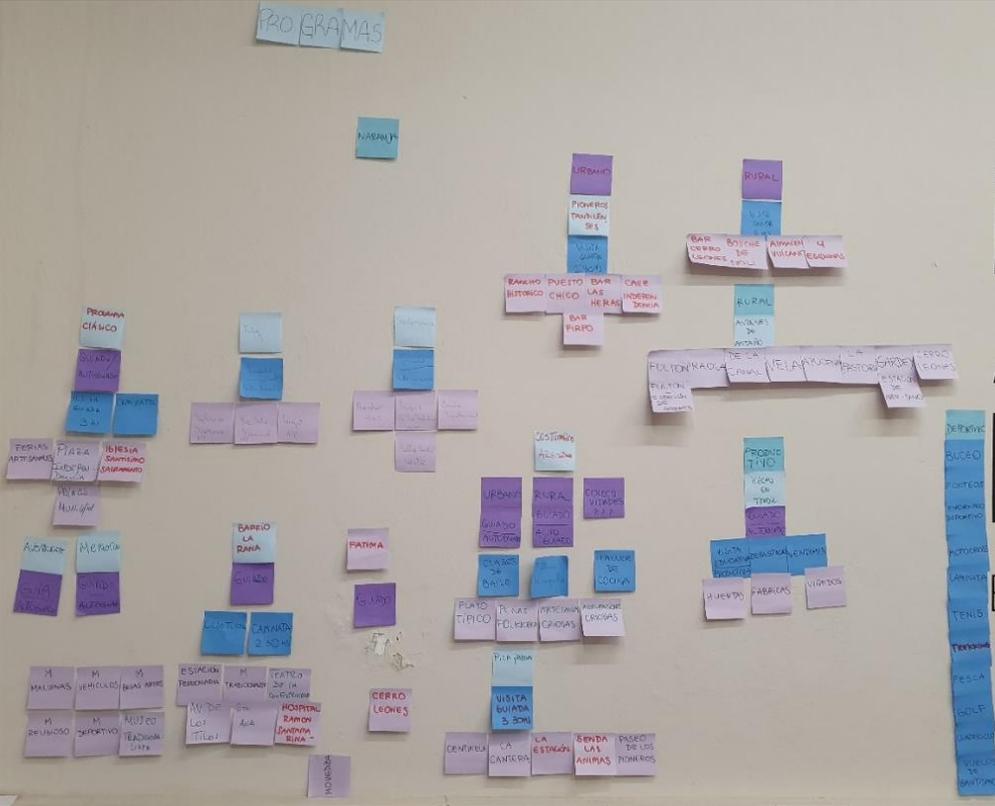


Figure 49 : Schéma des différents dispositifs et programmes liés au secteur du 'tourisme' à Tandil.
 Photo : Luciano Copello. Date : 2022.

La mairie de Tandil et l'Université soutiennent par ailleurs une 'agence de développement territorial' appelée 'Centre IDEB²⁰⁰'. L'agence a pour objectif de recenser des appels à projet et d'accompagner la candidature des entreprises et des institutions publiques locales. Les appels à projet sont proposés par l'Etat, provincial ou national, voire des organismes internationaux. Pour l'instant, le centre IDEB est financé par la mairie avec peu d'effectifs et un rayon d'action circonscrit aux entreprises, y compris des acteurs agricoles, et à la mairie, principalement localisés dans l'espace urbain de la ville. A terme, cette agence pourrait engager des actions qui concernent l'espace rural.

6.2.8. Une ouverture à l'international : gestion associée et réseaux de villes

A partir de 2018, la Mairie et l'Université ont signé une convention appelée 'Accord du Bicentenaire' à l'occasion en 2023 de l'anniversaire de 200 ans de la fondation de la ville. Dans ce cadre, la ville a lancé un 'schéma de gestion associée' dans lequel 80 institutions participent, dans le but de localiser les objectifs de développement durable ODD de l'Agenda 2030. Tandil, une 'ville intermédiaire territoire de talents²⁰¹' est positionné comme 'un acteur central dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et la

²⁰⁰ 'Instituto de Desarrollo Empresarial Bonaerense' (Institut de développement des entreprises de Buenos Aires)
²⁰¹ Las Ciudades Intermedias como territorios de talento, Tandil - UCLG (global-taskforce.org)

localisation des ODD dans le monde post-pandémique (Global Taskforce). Il s'agit d'instances d'échange entre les acteurs publics et privés, moments clés de révision des politiques publiques pour le territoire, impliquant des secteurs considérés stratégiques. La 'table interinstitutionnelle' portée par la Mairie et l'Université est un moment de rencontre entre institutions tels que : Cámara Empresarial ; Association des petites et moyennes entreprises industrielles de Tandil - Apymet ; Instituto Mixto de Turismo ; Cámara de Empresas del Polo Informático de Tandil - CEPIT ; Area Parque Industrial Tandil - APIT ; Agencia de Cooperación e Inversiones - ACI ; entre autres.

Toujours dans la ligne des dynamiques impulsées par Tandil, la ville participe à des instances internationales de relation ville-ville et dans des réseaux de villes. Par exemple, dans le cadre d'AgriteRRIs une 'coopération décentralisée'²⁰² entre Tandil et Thiers²⁰³ a été établie dans le secteur spécifique de la coutellerie. Des mobilités pour l'échange d'expertise sont financées ainsi que la mise en place d'une formation pour le métier de coutelier à Tandil, et l'organisation des Rencontres Mondiales des Villes Coutelières en octobre 2024 à Tandil. Portés par la mairie, d'autres projets sont en cours avec d'autres territoires en France et ailleurs.

Tandil fait partie du réseau 'Mercociudades', un espace qui rassemble plus de 300 gouvernements locaux en Amérique du Sud²⁰⁴. Pour la période 2020-2021, Tandil a présidé le réseau et proposé la thématique '*La gestion associée comme pilier du développement durable dans les villes : des partenariats forts, inclusifs et intégrés*'. Il est important de souligner que dans le cadre du Réseau Mercociudades, et en ligne avec la politique des Objectifs de Développement Durable²⁰⁵, un concours à destination des jeunes sur le sujet de 'solutions aux problématiques locales' a été réalisé ; des élèves des villages ruraux de Tandil ont participé. La Localisation de l'Agenda 2023²⁰⁶ ou mise en place d'actions locales autour des ODD, est une politique conduite à Tandil qui met en valeur '*le lien entre le monde urbain et le monde rural*' (Petrantonio, 2023). Des actions concrètes tels que les budgets participatifs de Vela et Gardey font partie de l'Agenda 2030 de Localisation des ODD dans le district de Tandil.

Par ailleurs, Tandil fait partie depuis 2016 du Réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis²⁰⁷ (CGLU), mouvement international de municipalités. Il s'agit de '*la plus grande organisation mondiale de gouvernements locaux et régionaux et d'associations, dont la mission est de représenter, de défendre et d'amplifier leurs voix afin de promouvoir une réponse et une action mondiale par le biais d'engagements et d'accords novateurs qui deviennent des fils conducteurs qui transcendent les frontières et les communautés dans leur ensemble, afin d'élever et d'autonomiser le niveau local.*' (Petrantonio, 2023, traduit). Dans ce cadre Tandil participe au 'Forum des Villes Intermédiaires'²⁰⁸. Ce réseau construit les bases d'un *Laboratorio Mundial de Ciudades Intermedias*.

²⁰² La *Coopération Internationale Décentralisée* est un des trois programmes d'une 'stratégie d'internationalisation', politique qui émerge en 2004 à la suite d'une étude réalisée par l'UNICEN et financée par la Banque Mondiale.

²⁰³ Projet financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), Appel à projets Amérique Latine et Caraïbes.

²⁰⁴ Oddone, N., Calvento, M., Alvaredo, N.F. y Domínguez González, C.K. 2023. La pandemia y las redes de ciudades: el caso de Mercociudades y la presidencia de Tandil, 2020-2021. Oasis. 38 (jun. 2023), 49–72. DOI:<https://doi.org/10.18601/16577558.n38.04>.

²⁰⁵ Objectifs de développement durable (un.org)

²⁰⁶ Tandil_Agenda 2030 ODS .pdf

²⁰⁷ <https://www.old.uclg.org/fr>

²⁰⁸ <https://intermediarocities.uclg.org/le-forum>

6.3. Des actions collectives déclenchées : les ciments d'un réseau des villages ruraux

Les villages de Tandil ont fait l'objet d'un travail de prospective au niveau du district. Nous avons analysé comment les actions collectives identifiées au cours des ateliers positionnent ces villages comme des lieux d'intégration urbain-rural. Une analyse plus fine est ensuite réalisée pour les villages d'Azucena et Gardey. Nous rajoutons la Kermesse Rurale, un événement inédit qui a concerné plusieurs ruralités à la fois.

6.3.1. Des lieux de l'intégration urbain-rural : l'émergence de projets de territoire ancrés sur les villages ruraux de Tandil.

Chaque village rural de Tandil inclut une diversité d'acteurs, d'activités et d'espaces concernés. Cela signifie autant de dynamiques locales et extra-locales qui mettent en relation les espaces urbains et ruraux. Les actions collectives étudiées au sein des villages ruraux fonctionnent en 'mode projet'. En effet, il y a une organisation interne basée sur une gouvernance dédiée (dans ce cas : ouverte et participative), qui permet la structuration d'actions portées par les membres d'un groupe, à la recherche d'un bien commun ou de l'intérêt général du groupe. Constitués en tant qu'association, organisation, dispositif ou projet, le collectif participe à des stratégies de développement territorial par l'accompagnement ou le financement sollicités auprès des instances supérieures, à l'échelle du district (la ville) ou supérieures. A Tandil, tout projet de territoire, qu'il soit urbain ou rural, doit nécessairement intégrer la ville intermédiaire, du fait de son rôle très prégnant dans l'espace, comme évoqué précédemment.

La présence d'actions concrètes sur le territoire qui contribuent aux enjeux d'intégration urbain-rural précède notre travail. Nous avons essayé de provoquer plus d'interactions entre les projets et initiatives de l'urbain et du rural. Nos analyses sont basées sur l'existant et sur les perspectives, selon les trois dimensions du territoire 'acteurs-activités-espaces' en interaction.

6.3.1.1. *L'initiative locale des villages de Tandil : exemples de Fulton, De La Canal, Vela et Desvío Aguirre*

A Fulton, les activités locales visent la production et la vente d'aliments, ainsi que la restauration sur place. L'Almacén Adela reçoit des touristes et habitants de Tandil dans un espace très accueillant. Le village est petit et pittoresque, une balade d'une journée suffit à en connaître toutes les dimensions. L'école 'de concentration' de Fulton réunit des élèves qui habitent les espaces ruraux environnants. Cette école rurale a une spécialisation en 'alimentation', ce qui a généré la première entreprise locale : l'usine de 'alfajores' ESTAFUL. Cette usine s'est installée dans les anciens bâtiments ferroviaires récupérés avec l'aide de la mairie. L'espace est muni d'un 'salon de thé' pour réceptionner des groupes de touristes. En 2022, un projet de musée financé par la mairie s'est établi et en 2023 il a été inauguré ; il fonctionne aussi dans les anciennes installations ferroviaires. Pour la gestion du musée notamment, la mairie a proposé d'accompagner la création locale d'une Association de Développement, mais cette initiative reste à explorer²⁰⁹. Par ailleurs, les activités liées au Tourisme Rural sont portées par une guide privée qui est aussi coordinatrice des groupes 'cambio rural' de l'INTA. Elle coordonne la visite de groupes de touristes avec l'Almacén Adela et une habitante historique du village, en charge de la chapelle, qui accueille les touristes et raconte l'histoire du village de Fulton et ses activités passées.

²⁰⁹ D'autres propositions ont été évalués pour la gestion du musée notamment.

De La Canal est représenté par un 'Almacén de Ramos Generales', un bâtiment historique très bien préservé qui représente en lui-même une part importante de l'histoire du lieu. Le commerce est géré par la famille 'Lazarte' très connue localement. Il y a aussi un club de football qui participe de la 'Ligue Agraire'. Oscar Lazarte est le propriétaire de l'Almacén et le président du Club de De La Canal. Les installations du club sont utilisées pour les fêtes du village, des réunions de la communauté locale et les cérémonies scolaires de l'école de concentration de De La Canal. Un événement marquant est le 'pique-nique' réunissant chaque année environ 700 personnes, habitants du rural comme de la ville. A proximité du village, il y a deux magasins de producteurs avec une vente directe au public. Les producteurs et travailleurs ruraux de la zone, ainsi que les visiteurs, s'approvisionnent en divers produits dans cet Almacén.

Vela est une localité importante du district, qui avait presque 8000 habitants en 1948 (INDEC 2010), avec un développement basé sur les carrières suivi d'un déclin caractéristique des villages pampéens. Plusieurs institutions locales y sont présentes, mais le dynamisme ces dernières années a largement diminué, les jeunes du village veulent un 'Vela plus actif'²¹⁰ (Figure 51). Parmi les institutions, les pompiers, les écoles primaire et secondaire jouent un rôle central. Plusieurs commerces sont installés : boucherie, boulangerie, pharmacie, épicerie, bars, salon de thé, station d'essence, ... Vela participe aussi de la Ligue Agraire avec son équipe de football.



Figure 50 : Fresque créée sur place et peinte par des artistes locaux à partir des idées issues de l'atelier de Vela. Photo : Luciano Copello. Date : 2022.

Desvío Aguirre, malgré la petite taille de ce lieu qui ne dépasse guère une 'manzana' (carré dessiné par quatre rues distantes de 100 mètres, donc un hectare), un nombre important d'activités y existent. Il bénéficie de la proximité de la ville (environ 10 minutes). Parmi les activités, un Almacén et une boulangerie, des cabanes liées au tourisme, un atelier de confitures, un salon de thé, un club d'aviation, ... A proximité du village, d'autres initiatives 'à la campagne' sont associées par les acteurs de Desvío Aguirre, par un sentiment d'identité avec ce lieu : une usine de transformation fromagère, un champ de 'Peonías', deux productions de fraises, entre autres.

6.3.1.2. Une autre lecture des initiatives urbain-rural sur le territoire

Un regard plus centré sur les acteurs et leur rôle sur les dynamiques du territoire de Tandil, révèle des apports essentiels dans l'interaction entre le monde urbain et rural. Des agents politiques de la mairie, par exemple les deux déléguées municipales et le coordinateur des villages ruraux ; les agents de

²¹⁰ C'est-à-dire plus dynamique, avec des opportunités de travail dans leur village et des lieux de rencontre sociale.

l'INTA, par exemple la coordinatrice des groupes de producteurs 'Cambio Rural', qui réalise aussi des visites guidées des villages et des initiatives rurales dans le cadre de son activité privée ; un médecin et un infirmier ruraux qui offrent des visites professionnelles sur plusieurs des lieux dans l'espace rural ; ... La santé, le tourisme, la production et la politique de la ville, sont des axes d'action d'acteurs clés intermédiaires entre l'urbain et le rural.

L'entrée par les secteurs d'activités met en avant l'articulation entre des dynamiques urbaines et rurales au sein d'activités de production, transformation, distribution et consommation de produits, ainsi que dans les services associés aux populations rurales. Les activités autour du 'fromage' par exemple, avec plusieurs unités de production et de transformation distribuées partout dans le district, des magasins spécialisés en ville (certaines entreprises), et une usine de transformation collective dans le parc industriel situé dans le périurbain. Les écoles de concentration, avec un recrutement scolaire constitué d'élèves du village et des exploitations agricoles des alentours, disposant d'un transport public coordonné pour chaque unité et avec un appui financier de la mairie, des enseignants majoritairement de la ville, et un plan d'études établi par la province. La 'ligue de football agraire' avec des moments de rencontre alternatifs entre les villages, chaque week-end, avec des visiteurs aussi de la ville, et une émission radio dédiée. Les festivités autour d'une date clé, ou d'un produit typique élaboré localement avec une valeur identitaire pour la communauté, le fait d'organiser une fois par an cet événement met en lien les habitants et institutions des villages, la maire de Tandil qui l'accompagne, et lors de la fête les visiteurs autant urbains que ruraux.

6.3.1.3. Des trajectoires provoquées par le dispositif de recherche-action

Cette frise chronologique (Figure 52) reprend les pistes d'action évoquées par les acteurs lors des ateliers et leur mise en œuvre opérationnelle. Il s'agit d'identifier des réalisations concrètes qui s'inscrivent dans un processus de rapprochement urbain-rural. Cette synthèse reprend des événements concrets racontés sous forme de *trajectoires d'intégration urbain-rural*. Au total cinq **lignes d'actions** sont identifiées : *a. événements festifs, b. jardins et alimentation, c. tourisme rural, d. gouvernances, e. formations*

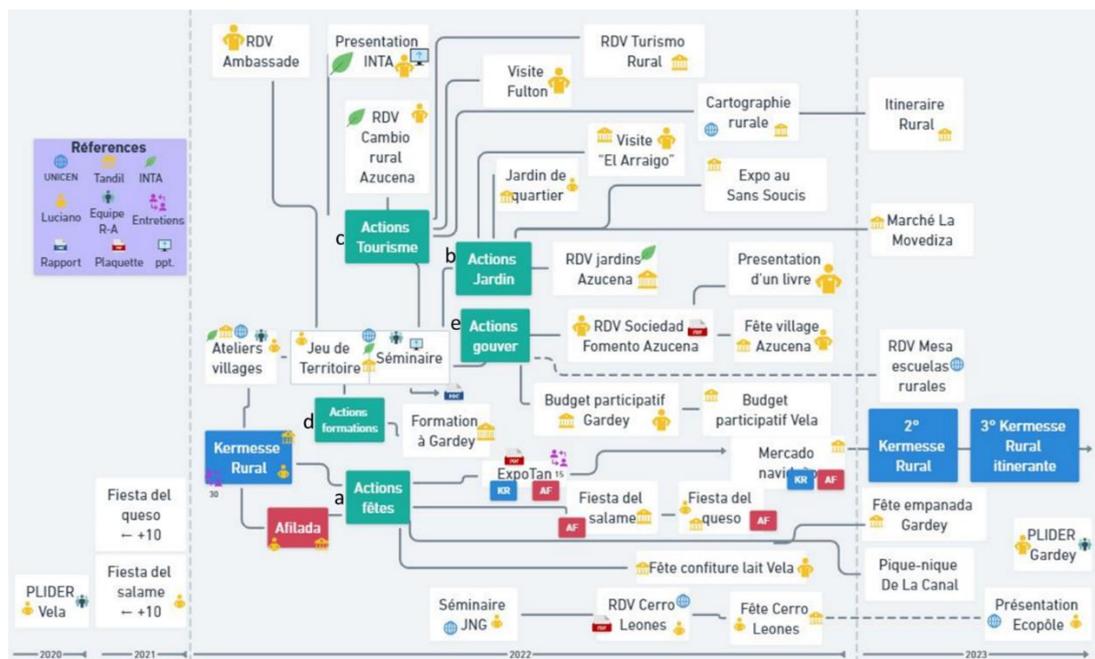


Figure 51 : Frise chronologique des lignes d'actions pour l'intégration urbain-rural à Tandil.
Réalisation : Luciano Copello.

a. Kermesse Rurale : événements festifs et des expositions (action pilotée par la ville)

Un premier axe aborde les événements type fêtes populaires ou expositions. Le premier événement impulsé par la mairie lors de notre travail en août est la 'Kermesse Rurale 2022', qui a réuni des urbains et des ruraux en ville. Cet événement avait pour objectif de proposer à l'ensemble des entrepreneurs ruraux de participer avec leurs produits à une fête populaire rurale réalisée en ville. La première édition est réussie, avec environ 40 entrepreneurs de différents villages avec une diversité de produits (de types : alimentaires, accessoires, de décoration, artistique, ornemental, etc.). La Kermesse a duré 3 jours. L'événement a réuni des habitants de la ville et des villages ainsi que des touristes.

L'activité s'est déroulée en parallèle au dispositif 'Afilada Tandil 2022'²¹¹, organisé aussi par la mairie dans la perspective de présenter au grand public l'organisation à Tandil de la prochaine édition des 'Rencontres Mondiales des Villes Coutelières' en 2024. La dynamique d'intégration de Tandil au réseau de villes coutelières a fait partie du dispositif de recherche-action avec la venue en Argentine du maire de Thiers (France) grâce à un financement des projets de recherche dans lesquels nous sommes insérées, ce maire étant l'actuel président du réseau mondial des villes coutelières.

Les deux événements ont été organisés au cours de plusieurs réunions d'équipes avec la municipalité (les Directions des Affaires Agricoles, de Tourisme et de Culture, ainsi que les délégués aux villages), et poursuivis par des réunions de 'bilan' entre les acteurs de la mairie et les chercheurs (observation participante). À la suite de la Kermesse, deux agents de la mairie (tourisme et coordinatrice d'agroécologie) et moi-même, avons élaboré un document de type réglementaire pour le groupe Kermesse rurale, basé sur cette première expérience et les difficultés rencontrées, et un schéma d'organisation spatiale des stands à l'intérieur de la grande tente (qui sera utilisée lors des prochaines participations du groupe dans des événements).

Le Groupe de la Kermesse Rurale a été invité à participer au prochain événement : l'ExpoTan, 50^e édition²¹² d'une exposition organisée par la Sociedad Rural de Tandil, du vendredi 30 septembre au dimanche 2 octobre 2022, à laquelle participe l'ensemble des acteurs du secteur agricole, ouvert au public général. La mairie de Tandil et d'autres municipalités de la région ont habituellement une place dans cette exposition annuelle, afin de présenter leurs projets. La mairie de Tandil a décidé en 2022 de céder sa place aux groupes²¹³ Kermesse Rurale et Afilada Tandil.

D'autres instances se sont présentées comme alternatives pour faire participer le groupe de la Kermesse Rurale, telles que les fêtes populaires de la charcuterie et du fromage, mais la décision (prise par les organisateurs des événements, y compris la mairie) n'a pas été favorable à l'intégration du groupe Kermesse Rurale, sans avoir trouvé des arguments du lien direct aux filières respectives, et du fait qu'il y a de nombreux autres entrepreneurs du même type en ville. Ouvrir aux entrepreneurs en général aurait pris le dessous sur le sujet à mettre en avant dans ces événements : le fromage et la charcuterie. Néanmoins, le groupe de couteliers Afilada a participé aux deux fêtes, en effet pour le 'couteau', le lien à l'alimentation est plus évident.

²¹¹ Plusieurs éditions ont eu lieu après. Vidéo promotion Afilada 2023 réalisé du 1^{er} au 3 décembre à Tandil : <https://youtu.be/I8ilb7UfBL4?si=25oE9iowzWDC1vgp>. La ville de Tandil avec le groupe Afilada, et l'appui de l'INTI et APYMET, préparent un 'protocole de qualité'. Le groupe s'inspire de l'expérience vécu à Thiers en France (cf. Visite de la délégation de l'Argentine en France financé par le MEAE, novembre 2023).

²¹² Comenzó la 50ª edición de Expotan en el predio de la Sociedad Rural (eldiariodetandil.com)

²¹³ A partir de 2022, deux groupes, les couteliers et les entrepreneurs ruraux de Tandil, s'organisent et portent un même intérêt de présenter leurs activités auprès au grand public. Chaque groupe a un fonctionnement indépendant. Lors de l'ExpoTan, Afilada et Kermesse ont partagé la grande tente.

La fête de la charcuterie est organisée par une commission constituée d'acteurs socio-économiques de la charcuterie, des professionnels de l'organisation d'événements festifs et la mairie. L'entreprise Cagnoli²¹⁴ joue un rôle clé lors de cet événement par la confection du « salame más largo del mundo » (saucisson géant²¹⁵) qui fait l'objet d'un moment particulièrement attirant, en partie animé par le maire de Tandil. La fête du fromage est organisée par le « Cluster Quesero²¹⁶ » qui regroupe un certain nombre de producteurs de fromage du district, et par la mairie.

Enfin un dernier événement mobilise à nouveau la Kermesse Rurale : le « Marché de Noël »²¹⁷. Cette instance a réuni l'ensemble des entrepreneurs, aussi bien des espaces ruraux que de la ville : Feria de Mujeres Emprendedoras (Foire des femmes entrepreneuses), el Mercado en tu barrio (Marché dans votre quartier), Comunidad Emprendedora Barrial (Communauté entrepreneuriale de quartier), Afilada, Kermesse Rural y la Sala Elaboradora de alimentos (Salle de transformation des aliments).

Certains acteurs porteurs d'initiatives dans l'espace rural formulent une critique en relation à cette dynamique : une partie des politiques (surtout du secteur tourisme rural) a orienté leurs actions vers les gens des espaces ruraux, de façon à ne pas avoir à déplacer les producteurs en ville (et par conséquent devoir fermer leur magasin/restaurant le week-end). La même remarque a été évoquée lors du jeu de territoire en ville, avec la proposition de réaliser la Kermesse Rurale de manière « itinérante », c'est-à-dire réaliser les futures éditions dans les différents villages. Pour l'instant, la Kermesse reste une initiative pilotée par la ville, et en particulier la mairie, car le groupe d'entrepreneurs n'est pas encore consolidé en autonomie.

La deuxième édition de la Kermesse Rurale a eu lieu en 2023, le samedi 15 et dimanche 16 juillet, avec 14 localités rurales représentées et de nouvelles activités comme un 'concours d'Asadores'²¹⁸, et la participation des clubs sportifs par l'installation de cantines (au lieu des food-trucks de l'édition 2022). Divers clubs sportifs ruraux ont été représentés pour les Asadores : Club Social y Deportivo Azucena Junior, Club Figueroa, Club Colonia Mariano Moreno, Club Defensores De la Canal, Chacra "el Arraigo", Club El Solcito, Club Jorge Newbery - Fulton, Club Ferroviarios de Gardey, Club Ferroviarios de Gardey, Club Amigos Unidos de Iraola, Club Boca de la Base Aérea, Club Defensores de La Pastora, Club Defensores de La Patria, Escuela Nº 17 Las Numancias, Club Defensores de Las Toscas y Club Defensores de Vela. À la suite de la deuxième édition de la Kermesse Rurale, la municipalité annoncé la première édition de la « Kermesse Rurale Itinérante »²¹⁹ à Fulton (Figure 53), réalisée le 29 octobre 2023. La mairie invite également des entrepreneurs de l'urbain dans un but d'échanger entre l'urbain et le rural.

²¹⁴ <https://cagnoli.com/>

²¹⁵ Il mesure 183,4 mètres en 2022, et 310,69 mètres en 2023, ce qui place Tandil en tête du record mondial. Tandil rompió el récord mundial | Hecho con más de 700 kilos de carne (pagina12.com.ar)

²¹⁶ <https://quesosdetandil.com/>

²¹⁷ Tandil tendrá su Mercado Navideño con productos locales y propuestas culturales (eldiariodetandil.com)

²¹⁸ Llega una nueva edición de la Kermesse rural (lu22.com.ar). Un 'Asador' est la personne qui fait le barbecue ou 'asado' en Argentine

²¹⁹ Présentation du projet par les agents de la mairie, Gabriela Nochetti et Lucrecia Ballesteros : https://youtu.be/sTtl_XKZ20w?si=j9wy9iY3HkSO8EE7 porteuses du projet de 'renforcer et visibilité la ruralité' et de la politique de 'visibilisation des femmes rurales' à Tandil. Le choix de Fulton pour lancer la première 'Kermesse Rural Itinérante' profiter du cadre de la '24^e édition de la course Fulton Vive'.



Figure 52 : Affiche de la première édition de la « Kermesse Rurale Itinerante » à Fulton, Tandil.

Source : Maire de Tandil. Date : 2023.

Dans cette même thématique, avec des fêtes populaires tous les ans, les villages (Vela, Gardey, Azucena, De La Canal) et certains quartiers (Cerro Leones) organisent un événement soit à des dates clés (par exemple l'anniversaire du village), soit à une certaine époque de l'année. Pour l'organisation des fêtes, la mairie participe en apportant des moyens financiers et logistiques, par exemple la contractualisation avec des artistes (danse, folklore, théâtre, groupes de musique). Des exemples de fêtes populaires sont : 'de la empanada' à Gardey, 'del dulce de leche' à Vela, le 'pique-nique' à De La Canal, 'del picapedrero' à Cerro Leones, entre autres.

Lors des événements en ville (y compris la première Kermesse rurale) un groupe de 'food-trucks' est associé, et du fait que le public ciblé est la famille, il y a toujours un espace de jeu d'enfants. Un ensemble d'acteurs socioéconomiques bénéficient des fêtes populaires, en particulier le secteur du tourisme : les restaurants, hôtels et cabanes, commerces, guides touristiques, et associations d'activités en plein air.

b. Les jardins potagers et la valorisation de produits alimentaires

La réalisation des ateliers à Tandil a impliqué l'association d'acteurs du territoire autres que la mairie de Tandil, notamment l'Université du Centre (UNICEN) et l'agence locale de l'INTA. Un axe d'action proposé par les acteurs lors des ateliers s'établit autour de l'alimentation locale et la valorisation des produits : l'installation de magasins de producteurs en ville, la mise en place de marchés, la création de jardins potagers dans les villages et dans les quartiers. Tout cela est motivé d'une part par le besoin de limiter la dépendance externe en fruits et légumes, et d'autre part pour ajouter de la valeur « d'origine » aux produits du territoire. C'est l'objet de la politique publique locale 'KM 0', faite à Tandil²²⁰.

Il y a deux fronts d'actions impulsés par la mairie dans l'espace rural. L'un concerne l'installation de potagers dans certains villages, en particulier il y a eu une rencontre entre la mairie, la SFA d'Azucena et des agents de l'INTA en charge du programme national « Pro-huerta », pour donner des semences aux habitants et puis accompagner l'installation d'un jardin potager communautaire dans le village.

²²⁰ A dos años de su comienzo, el programa Km 0 sigue fomentando la producción y el trabajo tandilense – El Eco

L'autre front concerne un champ d'environ 20 ha donné à la mairie par un particulier (qui est depuis décédé et l'a cédé en héritage), près du hameau « El Gallo », afin de '*produire des aliments à destination des habitants*', un héritage laissé par le donateur à la mairie. Ce projet situé dans l'établissement 'El Arraigo' avance peu à peu, car les conditions d'infrastructure sont insuffisantes et des réflexions sont en cours sur la stratégie à prendre : soit l'installation d'un agriculteur sous contrat de location (à pourcentage) soit la création d'une structure qui prenne en charge les activités sur place.

En ville, la mairie souhaite accompagner les jardins potagers des quartiers. Un agent est consacré aux démarches liées aux jardins potagers. Un recensement de projets public et privés est en cours, et certaines rencontres ont eu lieu. Par exemple, dans le quartier « Villa Aguirre », il y a un centre communautaire (qui aide actuellement les personnes âgées dans leurs démarches administratives) avec un jardin potager « abandonné ». Il s'agit d'un projet initialement porté par le centre communautaire et un groupe d'enseignants-chercheurs de l'Université, qui avaient obtenu un financement pour l'installation d'une serre et l'achat d'outils. Le Covid-19 avait freiné cette dynamique et, à l'initiative de la mairie, une nouvelle rencontre a permis de reprendre le projet. Un nouveau projet sera déposé, cette fois-ci avec de nouveaux acteurs parties prenantes : le centre communautaire, l'Université, la mairie et un particulier un jeune du quartier contacté par un agent de la mairie. Le jeune a impulsé un petit jardin et lieu de rencontre à une demi-rue de distance du centre communautaire, espace cédé par l'ancien propriétaire²²¹. L'espace sert à créer du lien social dans le quartier et à réaliser des manifestations culturelles et présentations artistiques. La reprise de la serre du centre communautaire permettra de créer des liens intergénérationnels, apporter un revenu économique aux jeunes, en plus d'aliments frais et des activités sociales pour les habitants du quartier. Les enseignants chercheurs associés au projet trouvent cette dynamique favorable pour reprendre les activités et revaloriser la serre et les outils, ils demandent une contrepartie au jeune : la production de 300 pousses en vue de les distribuer gratuitement dans le quartier. La mairie a joué un rôle de médiation entre acteurs public, associations et particuliers.

Dans d'autres quartiers (Movediza, Villa Italia) il y a aussi des projets en cours de jardins potagers, chacun avec ses spécificités²²². L'idée de la mairie est de continuer à recenser les initiatives et étendre la portée aux espaces ruraux, notamment les villages. A Gardey, il y a des jardins potagers, mais ils rencontrent la résistance d'un groupe politique opposé à la mairie.

Il faut aussi mentionner un événement annuel associé aux dynamiques de jardins potagers et d'autres types de jardins (ornementaux) et pépinières : l'exposition annuelle dans l'ancien château « Sans Souci ». Les acteurs des jardins communautaires mentionnés souhaitent participer à cet événement dans la prochaine édition.

En lien avec la production de fruits et légumes, c'est-à-dire d'aliments, il y a des salles d'élaboration communautaires équipées par la mairie, qui permettent aux habitants de s'installer un certain temps afin de tester l'activité de transformation et de commercialisation des produits. Le but est d'accompagner les porteurs de projets jusqu'à acquérir les compétences et à terme s'installer ailleurs dans un local propre. La mairie envisage l'installation des salles d'élaboration dans certains villages (Gardey et Vela en priorité). Entre temps, la démarche engagée passe par l'habilitation des cuisines à la maison (dispositif CODOS). La personne intéressée peut faire une demande d'un Apport Non

²²¹ Un détail amusant est que le nom de famille du donateur, est Huerta, 'huerta' veut justement dire 'jardin potager' en espagnol.

²²² En particulier le mode d'organisation et de gestion du projet, mais aussi les envies et compétences des habitants qui participent en tant que bénévoles.

Remboursable (ANR)²²³, une aide économique de la mairie à des porteurs de projet privés. Enfin, à Tandil, l'association « Banco de Alimentos Tandil²²⁴ » a pour ambition de faciliter l'accès aux aliments des populations fragiles, surtout en ville.

Une dernière action en lien avec les propositions des ateliers, est le marché « La Movediza », un « espace pour le développement de la communauté », de vente de produits alimentaires dans un quartier à la fois très touristique (où se trouve l'emblème de Tandil : la piedra movediza, une énorme pierre en équilibre sur un colline) et populaire/fragile (où les conditions de vie de certains foyers sont précaires). D'ailleurs, à la suite des démarches de « prospective » réalisées avec les villages, deux quartiers de Tandil ont sollicité la mairie pour avoir eux-mêmes des ateliers prospectifs. Il est probable que l'action « marché » ait émergé de cette dynamique. Depuis, la mairie organise le Marché Alimentaire de Quartier²²⁵ dans d'autres quartiers de la ville.

La société de développement d'Azucena a aussi organisé un marché de producteurs et artisans ruraux : la 'Feria del Chapaleofú²²⁶'. Le nom choisi fait référence à l'ancien marché qui se tenait dans la zone entre Azucena, Vela et Gardey avant la fondation du Fort Independence (fondation de la ville). Les autres villages étaient conviés à cet événement. La SFA d'Azucena cherche à donner une continuité à l'événement et même à le réaliser dans d'autres localités comme Vela et Gardey. Au sujet de l'alimentation, Azucena a avancé avec son projet de réhabilitation de la boulangerie locale. La mairie a appuyé l'initiative par la contractualisation d'un maître boulanger qui a donné les premiers cours aux voisins intéressés d'Azucena. En 2023, les premières productions locales de viennoiseries marquent un pas décisif de la communauté pour redynamiser le village.

c. Tourisme rural

L'enjeu a été évoqué lors des ateliers, il s'agit de créer une dynamique autour des initiatives dans les espaces ruraux, pour attirer des touristes (de la ville et d'autres endroits du pays, voire internationaux) en s'appuyant sur les ressources patrimoniales, culturelles et naturelles, ainsi que sur l'histoire des lieux et leurs activités passées. Mais en même temps, il s'agit de faire en sorte que le touriste respecte la communauté et ses règles pour garantir une qualité de vie liée à la 'tranquillité' et au 'calme' dans les villages.

L'INTA est impliqué dans le projet « tourisme rural » à travers la conformation de groupes de producteurs et l'accompagnement avec des agents du programme « Cambio Rural²²⁷ ». L'Université étudie de manière globale les dynamiques liées au tourisme. La ville de Tandil a des atouts importants autour desquels différents acteurs s'insèrent économiquement et le tourisme (comme industrie) est perçu comme un moteur du développement territorial au moins au cours des 20 dernières années. En ville, les « sierras »²²⁸, le tourisme religieux et la gastronomie font partie des principales activités

²²³ Le secteur "Communauté entrepreneuriale" du Secrétariat du Développement Productif et des Relations Internationales de la Municipalité de Tandil, gère des programmes d'assistance, de formation et de suivi pour les entrepreneurs. L'objectif des ANR est de '*renforcer les entreprises en leur apportant un soutien financier pour l'achat d'intrants, d'outils et/ou pour l'agrandissement de l'espace de travail*'. Source : <https://www.tandil.gov.ar/emprendedoras>

²²⁴ <https://www.quieroayudar.org/Ong/Fundacion-Banco-De-Alimentos-Tandil>

²²⁵ <https://tandil.gob.ar/novedades/462643> '*Le marché alimentaire de quartier fait partie des actions du programme 'kilomètre zéro - fait à Tandil', qui vise à rendre visible la production locale de qualité, à soutenir et accompagner les producteurs de Tandil et à encourager la consommation de produits fabriqués dans notre ville.*

²²⁶ <https://www.eleco.com.ar/la-ciudad/azucena-se-vistio-de-fiesta-asi-fue-la-1era-feria-del-chapaleofu>

²²⁷ <https://www.argentina.gob.ar/agricultura/extension-y-cambio-rural/institucional>

²²⁸ Las 'Sierras de Tandil' c'est un système d'anciennes montagnes de base hauteur qui traverse le territoire de Tandil, et notamment la ville est construite aux pieds des cols.

attirantes. Tout un ensemble hôtelier, des bungalows pour les vacanciers, des campings et complexes de vacances ont été développés à Tandil, en partie sur des espaces d'interface urbain-rural, mais aussi (et de plus en plus) dans certains villages.

La '13^e Rencontre Régionale de Tourisme Rural'²²⁹ a été organisée par l'INTA à Fulton et Azucena, les 19 et 20 août 2022. Lors de cette rencontre, des acteurs privés de deux groupes Cambio Rural²³⁰ constitués à Tandil ont participé à l'organisation, ainsi que l'Association de Guides de Tourisme de Tandil. L'Almacén 4 Esquinas (Azucena) et l'Almacén Adela (Fulton) ont contribué à l'organisation des activités, particulièrement à l'accueil et la restauration. L'un des sujets traités a été le tourisme 'accessible pour tous', dans l'idée d'adapter les conditions d'accueil pour tout type de public.

L'Association de Guides de Tourisme de Tandil est centrale dans ce territoire, et certains guides privés ont aussi un poste en tant qu'agents de la mairie. Il y a eu de nombreuses réunions à la mairie pour structurer l'offre touristique du district, en particulier avec la présidente de l'association, qui avait d'ailleurs participé aux ateliers. Plusieurs guides à Tandil proposent des visites aux espaces ruraux, et s'articulent avec certains acteurs des villages porteurs d'initiatives pour proposer des journées de découverte : soit d'un village, soit thématique (par exemple autour du fromage, la reconnexion avec la nature, etc.). Lors d'une visite que j'ai réalisé à Fulton, notre groupe a eu une explication de l'histoire d'une petite chapelle, de l'ancien bureau de la poste, des maisons typiques, de la nourriture et l'histoire de l'Almacén Adela, de l'activité de production de miel, et des « alfajores ». L'ensemble d'anecdotes a été raconté par les habitants du village. Le groupe de touristes était constitué des habitants de la ville de Tandil.

En début de 2023, l'Association de Guides de Tourisme de Tandil, certains acteurs des villages porteurs d'initiatives et la mairie de Tandil, ont lancé et diffusé sur les réseaux sociaux une proposition de « tourisme des villages », un itinéraire orienté à valoriser les espaces ruraux.

Une action concrète proposée lors des ateliers (Jeu de Territoire) est la cartographie des endroits touristiques, des services et de tout autre site d'intérêt dans les espaces ruraux du district. Un travail entre la municipalité, l'Université et les acteurs du tourisme rural a démarré. La carte sera distribuée dans les locaux d'information touristique de la ville, et disponible sur le site d'internet de la mairie²³¹. La première version est lancée en 2023 (Figure 54), mais l'ensemble des lieux de la partie rurale n'apparaissent pas, observation aussi faite par l'Association de Guides de Tourisme de Tandil.

²²⁹ <https://www.eleco.com.ar/la-ciudad/tandil-sede-del-13er-encuentro-regional-de-turismo-rural>

²³⁰ Cambio Rural constitue un réseau d'acteurs très dynamique et ancré dans le territoire.

²³¹ <https://tandil.tur.ar/contacto/>

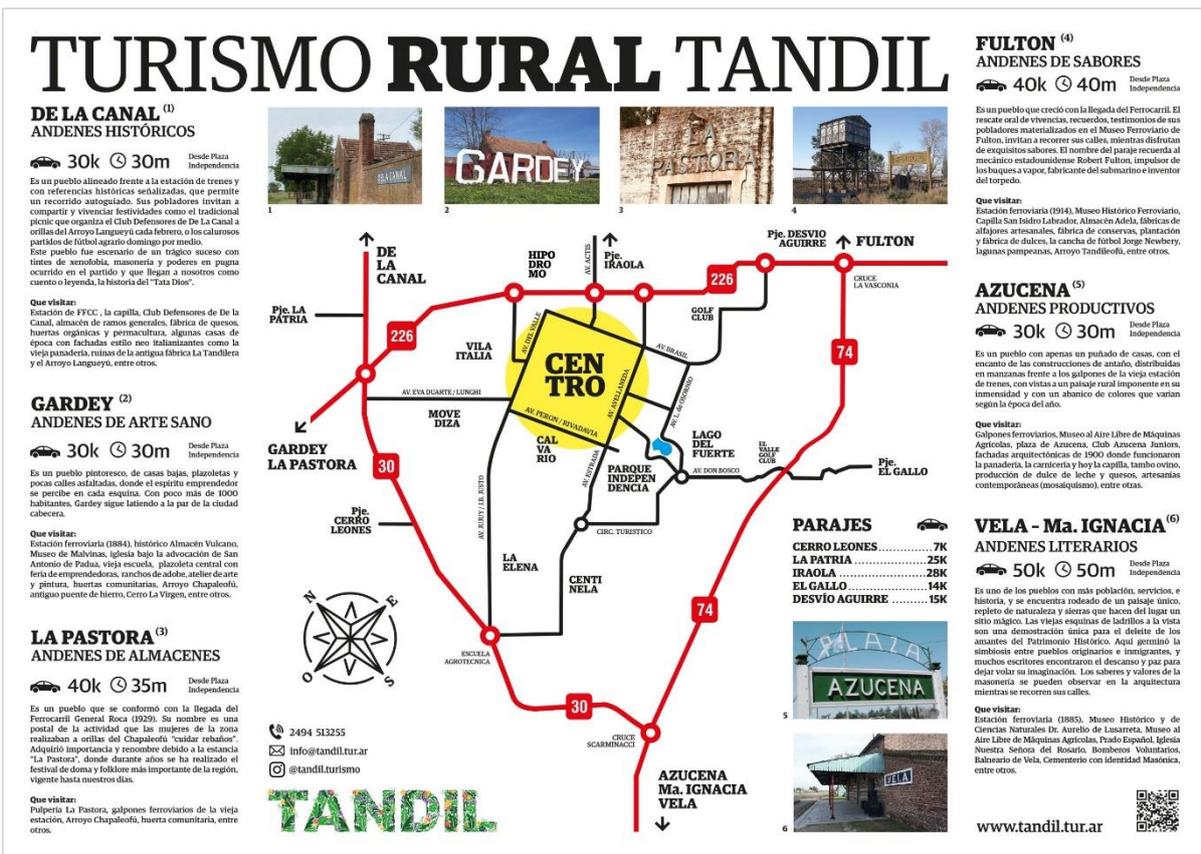


Figure 53 : Carte 'Turismo Rural Tandil' réalisée par la Direction de Tourisme. Source www.tandil.tur.ar

d. Formations

La mairie propose aux villages des cours liés au marketing dans les réseaux sociaux pour la valorisation de productions locales. Ces dispositifs sont organisés à la demande. Il y a eu une rencontre à Gardey. Des cours en milieu rural ont été évoqués comme un enjeu central lors des ateliers, d'ailleurs l'Université s'est engagée à mettre à disposition des moyens et des offres de formation en ligne.

D'autres institutions éducatives proposent des cours dans les villages ruraux à Tandil, mais les expériences menées montrent un manque de participation dans le sens où le nombre minimal attendu d'inscriptions attendu n'a pas été atteint.

L'INTA propose régulièrement des formations en milieu rural, la plupart destinées aux producteurs mais aussi aux habitants des villages, par exemple la formation en maraîchage à Azucena. La formation en boulangerie facilitée par la mairie est aussi un exemple des formations nécessaires pour le développement d'activités dans l'espace rural.

e. Gouvernance

Enfin l'axe de la gouvernance est largement évoqué lors des ateliers. L'accent est mis sur le passage des informations, et l'ouverture de lieux publics pour débattre des sujets qui concernent les communautés rurales et de provoquer des actions collectives. Une action proposée envisage la constitution d'une 'mesa de los pueblos rurales' (table ronde des villages ruraux) entre les différents villages. Il existe une instance institutionnelle, la 'mesa de las escuelas rurales' (table ronde des écoles rurales), mais qui ne s'est pas réunie au cours de 2022.

Chaque village a une dynamique différente. Vela (2000 hab.) et Gardey (1000 hab.), les plus grands en termes de population, structurent leur dynamique avec les déléguées municipales, tandis que les autres villages plus petits (de 50 à 150 hab.) doivent créer des 'sociétés de fomento' ou s'organiser entre eux pour avoir des instances de dialogue et construction de projets communs. Le rôle des institutions locales telles que les clubs sportifs, les pompiers, les écoles et les bibliothèques, est central.

Vela et Gardey bénéficient d'une politique appelée « budget participatif²³² », impulsée par la mairie de Tandil. Il s'agit d'un vote en assemblée ouverte aux habitants du village (et aux personnes habitant actuellement en ville mais qui gardent une attache au village), afin de choisir un ou deux projets à financer par un budget dédié (environ 5 millions de pesos soit 35 000 euros, en 2022). A Gardey, il y a eu sept projets présentés, la moitié était des projets de type développement d'une activité économique et d'autres pour l'installation d'infrastructures dans le village.

La SFA d'Azucena organise régulièrement des réunions afin d'aborder plusieurs sujets d'intérêt pour la communauté villageoise. Le sujet de l'organisation des fêtes tels que l'anniversaire du village prend une grande partie du temps, mais d'autres actions sont évoquées. A Azucena, l'association a contacté les jeunes du « centre d'étudiants » du lycée dans l'idée de les impliquer dans le choix d'activités pour le village, de s'adapter à leurs demandes, et de favoriser leur ancrage. L'association communique régulièrement avec la mairie, via le coordinateur des villages ruraux ou directement avec la direction concernée (selon le type de demande/sollicitude) ; et avec d'autres institutions locales, du village même et de la ville. Dans un autre village, à Fulton par exemple, il y a un projet de 'sociedad de fomento' (association de développement), mais impulsée par la mairie, et dans l'idée de créer une structure permettant la gestion d'un musée récemment installé.

Une grande partie des acteurs des villages a demandé à avoir le matériel produit pendant les ateliers du Jeu de Territoire afin de structurer eux-mêmes leurs propres stratégies d'action. Les villages d'Azucena, De La Canal et Desvío Aguirre sont particulièrement intéressés et porteurs d'instance de gouvernance internes aux villages.

6.3.2. L'émergence d'un projet structuré autour du réseau d'acteurs d'Azucena

6.3.2.1. Le village et ses acteurs : lieu privilégié de rencontre urbain-rural

Dans le district de Tandil, le développement d'activités économiques productives a favorisé l'émergence des villages en tant que centres sociaux et de services. *'A l'époque il y avait des acteurs importants dans le village : le chef de gare, le bureau de poste, le magasin général et l'école'* c'est le témoignage d'une des premières directrices de la première 'école de concentration' créées à Tandil pour résoudre une problématique d'accès à l'éducation dans les espaces ruraux environnants en 1980. En effet les villages ont été des centres de services et de commerces très importants pour la population rurale, en grande partie des familles liées à l'activité agricole. La population du fait des nécessités de s'alimenter, se soigner, acheter des biens et se déplacer, a favorisé le développement d'un ensemble d'activités. Peu d'entre elles aujourd'hui sont restées, mais celles qui restent sont indispensables : boulangerie, boucherie, vente de légumes, entre autres. La suppression de la voie de chemin de fer a été un coup dur pour la mobilité rurale, mais est allée dans le sens de la transformation des activités agricoles, progressivement 'modernisées', moins intensives en main d'œuvre, et la fermeture inévitable de certaines activités économiques. Les carrières dans Tandil et les districts voisins ont été

²³² <https://gobiernoabierto.tandil.gov.ar/participacion-ciudadana/presupuesto-participativo/> 'Les espaces de budget participatif dans les localités de Gardey et Vela sont le lieu où les voisins et les représentants des institutions décident de la destination des fonds publics alloués, à travers l'élaboration de projets et la définition des propositions à mettre en œuvre au cours de l'année.'

historiquement le moteur principal du développement des villages (par exemple Vela et Barker), qui ont largement déclinés par suite de la fin de ces activités spécifiques. Cela a conduit à un déclin généralisé des activités dans le village, combiné à la migration urbaine des populations à cause des restrictions de mobilité. Cette situation a signifié la fermeture de magasins et commerces, du bureau de la poste, et des stations de train, entre autres. Seule l'école reste très présente en tant qu'acteur institutionnel du village, mais d'autres acteurs ont aussi pris un nouveau rôle.

Malgré ce déclin vécu de la population rurale, le territoire s'est transformé, le réseau d'acteurs a évolué. Les dernières décennies ont montré une revalorisation d'espaces ruraux, avec l'installation de nouveaux habitants, une reprise de certaines activités économiques et une redynamisation de la vie sociale et politique des villages. De nouvelles dynamiques, telles que le tourisme par exemple, ont fait levier pour la mise en valeur d'endroits historiques et de sites d'intérêt patrimonial. Les villages sont aujourd'hui un lieu de rencontre entre l'urbain et le rural. Le développement des infrastructures routières et de communication a multiplié soit les déplacements directs soit les interactions à distance avec d'autres centres urbains.

Des liens avec la ville sont établis dans les actions portées par des acteurs institutionnels, qui ont la responsabilité d'intervenir auprès des populations rurales, et les villages et hameaux sont un point d'accroche au monde rural :

La **Municipalité de Tandil** intervient sur le territoire avec des actions concrètes menées par le Secrétariat du Développement Productif et des Relations Internationales. Elle propose des formations destinées aux jeunes et aux femmes des zones rurales. Elle apporte un soutien financier et logistique aux institutions locales pour l'organisation d'événements festifs. Elle attribue des aides économiques non remboursables (ANR) aux entrepreneurs locaux et, dans certains cas, accompagne la mise aux normes de salles et de cuisines pour la fabrication de produits alimentaires. Un travail auprès des entreprises est engagé pour développer des activités dans les espaces ruraux (par exemple l'installation d'un deuxième parc industriel à Vela).

L'**Université du Centre (UNICEN)** à travers l'une de ses branches, promeut les 'tables rondes des écoles rurales'. Elle attribue des bourses et diffuse l'offre éducative de l'Université aux jeunes qui habitent les espaces ruraux. D'autres programmes spécifiques fournissent une assistance technique, par exemple pour la production porcine à petite échelle et à proximité des villages ruraux, à travers la Faculté de Sciences Vétérinaires.

L'**INTA local** par l'intermédiaire de ses agents de terrain et en particulier des groupes **Cambio Rural**, met en relation les entrepreneurs et/ou les producteurs afin qu'ils échangent leurs expériences et fournissent une assistance technique. Il collabore également avec la municipalité, l'Université et d'autres institutions dans le cadre de projets communs (par exemple, le tourisme rural). L'INTA ne peut pas être présent dans toutes les localités du district, seuls certains villages sont concernés par des projets ou programmes spécifiques.

Dans la province de Buenos Aires, le gouvernement municipal est localisé dans la ville centrale et régi par la 'Loi Organique des Municipalités' (DECRETO-LEY 6769/58²³³). Les villages et hameaux, selon leur taille relative, peuvent avoir des 'délégations municipales'. Les délégués sont désignés directement par le Maire et pour la durée de son mandat. A Tandil une situation particulière se présente : deux des localités (Vela et Gardey) ont une délégation municipale, et le reste des localités sont fréquentées par

²³³ <https://normas.gba.gob.ar/documentos/OVG48SW0.html>

un 'coordinateur des villages'. Ces acteurs jouent un rôle central dans la relation que les communautés rurales entretiennent avec la municipalité centralisée en ville.

Les **Délégations municipales**. Les localités de Maria-Ignacia Vela et Gardey ont des déléguées municipales désignées par le maire. Les déléguées sont chargées de représenter leurs localités dans les instances institutionnelles, de canaliser les réclamations des voisins et d'accompagner les projets locaux. Toutes les deux sont originaires de leur localité, la déléguée de Gardey vit actuellement dans le village, tandis que la déléguée de Vela habite à Tandil.

Le **Coordinateur des villages ruraux** fait régulièrement le tour des localités moins peuplées, qui n'ont pas une délégation municipale. Le but du poste est de recueillir les demandes et travailler sur les questions rurales depuis la municipalité. Le coordinateur des villages ruraux vit à Tandil et affirme avoir une relation très proche avec le maire.

Dans les villages, des acteurs locaux assurent les dynamiques internes. Les institutions en particulier jouent un rôle clé dans la vie sociale des populations rurales, et dans l'accès à certains services de base. Vela et Gardey comptent avec un plus grand nombre d'acteurs de ce type, tandis que dans les autres villages du district, un professionnel se déplace un certain temps pour combler les besoins. Ces institutions ont par ailleurs la fonction de renforcement des liens avec d'autres lieux et certaines sont connectées à des instances supérieures.

Les **écoles de concentration** rassemblent des jeunes des champs environnants et du village où se trouve l'école. Les enseignants habitent généralement dans la ville de Tandil. L'école est un lieu important de rencontre et de socialisation, de découverte des zones rurales (excursions) et où les élèves élaborent des projets pour le développement de la localité (concours annuel).

Les **centres d'étudiants** fonctionnent dans les écoles rurales et jouent un rôle central, en participant dans certains cas à des projets ou à des propositions pour leur localité (par exemple, la conception du réseau d'eau de Gardey est le résultat d'un projet des élèves de l'école secondaire), ou dans d'autres cas en dehors de l'école (par exemple, à Azucena, le centre d'étudiants a participé à la fête du village organisée par la Sociedad de Fomento et la Municipalité).

Les **Clubs de football** sont présents dans chacune des localités rurales. Ils fonctionnent comme un centre de sociabilité et un lieu de rencontre pour les familles, qu'elles soient de la campagne ou de la ville. Tous les week-ends, un grand nombre de personnes se réunissent dans différentes localités rurales pour assister aux matchs de football de la 'Liga Agraria'. Les installations des Clubs sportifs des villages servent de lieu d'activités pour des associations et groupes locaux, et de fois pour des événements scolaires.

Sans rentrer dans le détail, certains villages (Vela et Gardey au moins) ont aussi des institutions publiques tels qu'une bibliothèque publique et populaire, une unité policière, une salle de premiers secours, et des pompiers.

Une autre catégorie d'acteurs sont les entreprises agricoles, commerces (boucheries, pharmacies, boulangeries, magasin de légumes, etc.), restaurants, bars et tout un ensemble d'acteurs socio-économiques, y compris des logements touristiques, permettant de dynamiser l'économie locale. Ce sont des sources de travail pour la population locale et d'approvisionnement en biens et services de base. Une bonne dotation d'entreprises, commerces et services rend attractifs les lieux.

territoire cohérent au niveau du district. Un défi est de surpasser les confrontations politiques vers une vision commune d'intégration urbain-rural dans les rapports institutionnels formels.

La Société de Fomento d'Azucena illustre l'installation progressive de nouveaux acteurs dans la scène des échanges avec la ville, qui inclut la mairie, l'INTA et l'Université et beaucoup d'autres institutions publiques et privés. Mais la SFA joue un rôle central dans la dynamique d'échanges en interne, au niveau local, c'est-à-dire auprès des institutions villageoises : l'Ecole du village et les jeunes organisés du Centre d'Etudiants, la Bibliothèque Publique Populaire, le Club de Football, ... C'est ainsi que des voisins du village, des petits producteurs ou entrepreneurs locaux, des travailleurs, participent d'un projet collectif au niveau du village intégré à Tandil (territoire urbain-rural).

La **Sociedad de Fomento de Azucena** est créée en début de l'année 2021. L'idée est née des rencontres précédentes appelés 'Table intersectorielle', constituée des voisins et institutions d'Azucena réunis dans le but de véhiculer la demande spécifique du transport public de passagers. L'organisation obtient ainsi la personnalité juridique 'd'association civile sans fins lucratives'. L'objet est de 'réaliser des activités pour améliorer les conditions d'habitation, en termes d'infrastructures, services, développement humain, préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel' et de 'réaliser la gestion formelle (procédures officielles) auprès d'organismes publics et privés selon les demandes des voisins'. La SFA est constituée d'une Commission Directive de neuf membres, avec un président.

Les liens avec d'autres villages sont encouragés par le biais des associations et organisations et/ou acteurs socio-économiques. Les membres de la SFA sont en contact avec les institutions d'autres villages, par exemple la 'Radio de Vela' qui a participé à la présentation du livre « La révolution du petit » réalisé à la Bibliothèque Publique d'Azucena. L'événement (Figure 56a.) a réuni une vingtaine de personnes entre habitants d'Azucena, de Vela et de Tandil. Le coordinateur des villages ruraux était présent à cette occasion en représentation de la mairie.



Figure 55 : Flyers d'activités organisées par la SFA en partenariat avec les institutions locales et la ville : a. présentation du livre – b. séminaire au sujet du 'bicentenaire de la ville' – c. marché de producteurs
Source : Sociedad de Fomento Azucena. Date : 2022.

Le séminaire 'Tandil avant et après la fondation du fort de l'indépendance : les populations indigènes invisibilisées et sa relation avec la société 'hispana-criolla' (Figure 56 b.) a été organisé en collaboration avec la Faculté de Sciences Humaines de l'Université Nationale du Centre (UNICEN), et avec les

institutions locales, l'École n°12 et la Bibliothèque Publique d'Azucena. Sans avoir participé à cette rencontre, le titre du flyer même laisse voir une posture critique par rapport au Bicentenaire de la fondation de la ville de Tandil.

Enfin le troisième événement du flyer (Figure 20 c.) diffusé par la SFA dans les réseaux sociaux, invite à une 'rencontre de producteurs', 'ouverte à toute la communauté' en ciblant une section de produits de 'première nécessité'. Il s'agit d'un format type 'marché de producteurs' organisé dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire et avec l'appui de la Municipalité de Tandil. Le lieu de rassemblement proposé est les 'hangars du train', un ensemble de bâtiments qui n'ont pas eu d'usage depuis plus de 20 ans. L'appropriation de cet espace par la communauté signifie un '*point d'inflexion dans l'histoire du village*', tel que déclaré par les membres de la SFA lors des réunions de gouvernance locale²³⁴ et dans les médias locaux de la ville²³⁵.

L'une des actions proposées dans le territoire lors de l'atelier (Jeu de Territoire) est d'établir une 'table des villages', qui inclut la ville à travers ses principales institutions, mais qui a pour objectif de favoriser également les liens entre les villages. Le modèle des Sociétés de Développement réunit à la fois des acteurs locaux et des instances supérieures en appui des initiatives rurales, dans une dynamique de construction d'un projet de territoire.

6.3.2.3. Partage de connaissances entre acteurs du rural et de l'urbain : diversification d'activités pour rendre attractifs les villages

Lors de l'atelier à Azucena, plusieurs des projets et idées émergent sous forme discursive, et les différentes idées sont notées ou dessinées sur des post-its. En premier (étape 1) les activités souhaitées pour le village sont énoncées :

'Azucena étant située dans une zone agricole, peut bénéficier de la récolte du blé, le transformer en farine (en installant un moulin à farine) et utiliser ce produit comme ingrédient pour la préparation des pâtisseries et du pain. Avant la fermeture de la boulangerie les 'tortas negras' était un produit 'identitaire' d'Azucena. Les habitants gardent encore la recette du gâteau de l'ancienne boulangerie. Il s'agit d'un aliment qui était une 'marque gastronomique' de l'endroit et que l'on a l'intention de récupérer. L'activité gastronomique locale a un potentiel de génération de sources d'emploi. Il est envisagé l'exploitation d'un 'hangar gastronomique' comme point de rencontre sociale et pour l'organisation d'événements, de foires, comme lieu d'achat de boissons ou de nourriture pour les personnes qui viennent le week-end de Tandil à des fins récréatives et qui, aujourd'hui, ne visitent que la place. L'ancienne boulangerie sera aménagée et transformée en un musée.

Parmi les activités récréatives souhaitées, plusieurs 'ateliers' de fonctionnement en continu sont proposés : recyclage, maçonnerie, plomberie, électricité, etc., ainsi que des cours sur les nouvelles technologies. Par ailleurs, deux événements plus ponctuels sont envisagés : l'organisation d'une 'biennale d'art' : rencontre de divers artistes qui viendront produire des œuvres et qui resteront exposées ; et le lancement d'un concours "compétition de parcs" (ceci est proposé sur la base d'une expérience observée par l'un des participants dans un village de Salta).

²³⁴ J'ai eu la possibilité de participer à des instances de gouvernance locale organisés par la SFA en tant que chercheur du réseau Agriterris, et dans l'intérêt (dit explicitement aux participants) de faire le suivi d'action, troisième étape du dispositif de recherche-action engagé sur le territoire. D'ailleurs, ma directrice de thèse Sylvie Lardon a aussi participé à l'une des dernières rencontres avec les membres de la SFA en 2023.

²³⁵ <https://www.eleco.com.ar/la-ciudad/azucena-se-vistio-de-fiesta-asi-fue-la-1era-feria-del-chapaleofu>

En termes d'aménagement des espaces, plusieurs usages sont envisagés : installation de bancs, éclairage, barbecues aux berges du ruisseau ; création d'un potager communautaire pour éviter d'acheter uniquement les légumes à Tandil ; construction d'un parcours aérobique pour l'exercice physique. Par ailleurs, il est souhaitable de construire une piscine à usage récréatif, principalement pour les enfants pendant les vacances. La piscine nécessiterait d'autres activités telles que le fonctionnement d'une cantine, d'une infirmerie et un poste de maître-nageur. Un magasin de glaces est envisagé si la piscine s'installe.

Quant aux infrastructures, services et communications, le fonctionnement quotidien des transports publics entre Azucena et Tandil est nécessaire, du fait qu'actuellement un bus passe deux fois par semaine seulement²³⁶. Une amélioration des services consistera à avoir des soins médicaux hebdomadaires, et non pas tous les 21 jours comme en 2022. Il est également souligné la nécessité d'un raccordement au gaz naturel à l'avenir.' (Copello et al., 2023)

Dans l'étape 2 de l'atelier, les projets déjà en cours sont évoqués :

'Plusieurs institutions locales sont en activité actuellement, telles que l'école, le jardin d'enfants, la bibliothèque, le club de football qui participe de la Ligue Agraire, le centre de santé (avec un médecin présent tous les 21 jours). Par ailleurs la bibliothèque accueille des habitants intéressés par des ateliers tels que : mosaïque, yoga, folklore pour les enfants. En termes productifs, l'exploitation d'un parc de production et d'engraissement de porcs en proximité est une activité forte à présent.

En ce qui concerne les aménagements en cours : la rénovation et la mise en service du hangar ferroviaire est engagée, tant aux instances juridiques et administratives en ville comme par des opérations de nettoyage, d'installation des portes d'entrée selon un 'plan d'architecte' fait par le fils d'un membre de la SFA et la mise en place d'une prise d'électricité avec la coopérative (...). L'installation de panneaux de limitation de vitesse et la construction d'un panneau (à partir de mosaïques provenant de chaque maison et les compétences acquises lors des ateliers existants) à placer dans l'accès, porte d'entrée d'Azucena. Le sujet du bus Azucena-Tandil a avancé à deux fois par semaine et devrait atteindre l'idéal d'un service journalier.

Enfin Azucena a le plus grand réservoir souterrain d'eau et reconnaît avoir "la meilleure eau de Tandil". Cette ressource est appréciée par la ville et est un potentiel levier de projets urbain-rural.' (Copello et al., 2023)

L'atelier a permis de mettre en évidence les sujets, ou 'volets thématiques' actuels d'un projet de territoire qui s'installe et met directement en avant les dynamiques de la ville (tourisme, appui institutionnel, nouveaux arrivants, usage de ressources) en lien aux capacités locales à rendre l'espace rural autour d'Azucena attractif et accueillant, basées sur des activités socio-économiques des habitants, de l'ensemble des personnes participants et en particulier des jeunes.

Le suivi des actions a confirmé que les projets avancent à pas accélérés. La production de 'tortas negros'²³⁷ est un fait en 2023, un exemple de plus d'une réussite dans la collaboration entre la mairie, la SFA et les presque quarante étudiants du métier de boulanger. Le pas d'après est de transformer le

²³⁶ Il est important d'indiquer que pendant le déroulement du dispositif la SFA a réussi la demande pour que le bus rentre au village, avant le transport passait à 3 km du centre du village.

²³⁷ [Y un día las tortas negras volvieron a Azucena – El Eco](#)

blé local pour produire de la farine locale, et ce faisant, renforcer les liens aux activités agricoles en proximité.

6.3.3. La Kermesse Rurale, un événement innovateur réalisé dans la ville de Tandil

6.3.3.1. *Rendre visibles les ruralités en ville par le fil des activités productives des espaces ruraux*

La ville développe de nombreuses activités, tant pour les habitants que pour les touristes, nationaux et internationaux. La dynamique touristique s'étend aux activités et aux acteurs des zones rurales. Les guides touristiques locaux proposent des offres basées sur certaines initiatives rurales (de restauration, de production), des sites de valeur historique (richesse du patrimoine) et d'autres naturels et récréatifs. Souvent les initiatives productives sont liées au travail d'extension de l'INTA, au sein de groupes 'Cambio Rural'. Les villages développent leurs activités commerciales et de services grâce à la demande générée par les visiteurs. Par ailleurs, la ville, à travers la mairie, offre aux institutions locales du district rural un soutien financier et humain pour l'organisation de fêtes populaires liées à des dates clés, par exemple le jour de la fondation du village, ou autour de produits spécifiques comme les fêtes de 'l'empanada' et du 'dulce de leche'.

Cependant, la ville est la porte d'entrée sur le territoire. La plupart des activités socio-économiques sont organisées en ville : les commerces et services qui fonctionnent toute l'année et les événements clé. Les fêtes de la 'charcuterie' et du 'fromage' par exemple, deux événements très réputés au niveau régional (voire national), réalisés depuis 10 ans, accueillent plus de 30 000 participants par édition. Ces fêtes populaires mettent en avant la campagne par leurs produits, et le visage du rural est principalement associé aux activités agricoles. Les organisations agricoles (entreprises et autres) organisent avec la mairie ces événements. L'ExpoTan est autre exemple de la mise en visibilité des activités agricoles en ville. Mais le rural n'est pas limité à l'agriculture, l'identité des villages ruraux, avec leur histoire et leurs institutions et entrepreneurs divers est à intégrer et à rendre visible pour le bénéfice de l'ensemble des populations du district.

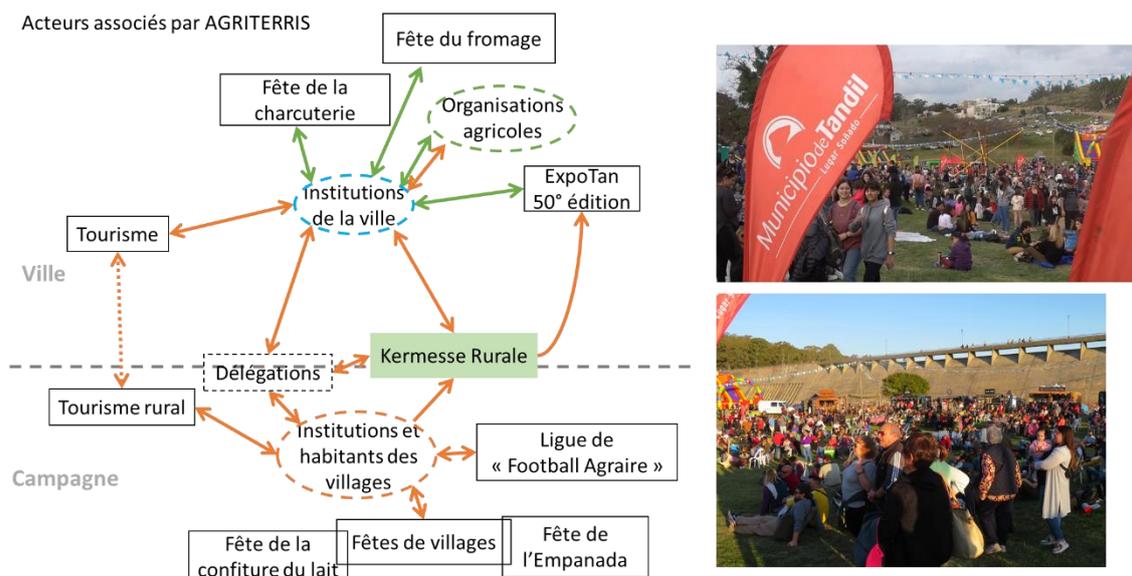


Figure 56 : Schéma des événements festifs : un axe d'activités qui renforce les liens urbain-rural.
Elaboration propre : Luciano Copello. Photos Kermesse Rurale : Luciano Copello.

C'est dans le contexte de dispositif de recherche-action monté par AGRITERRIS (Figure 57), que la ville, par l'intermédiaire de la mairie de Tandil, a commencé à inclure dans l'agenda 'urbain' d'autres facettes de la vie rurale. Pour l'instant, ce groupe est géré par le personnel de la mairie, en particulier la Direction de Tourisme. Le défi est d'attirer les gens dans les zones rurales et de représenter la diversité rurale dans les villages. Pour ce faire, les acteurs ont souligné le rôle clé de la mairie de Tandil, mais les instances de coordination entre les villages eux-mêmes sont aussi à privilégier.

6.3.3.2. Le groupe de femmes entrepreneuses de Gardey

Lors de l'organisation préalable à la première édition de la Kermesse Rurale, Gardey avait confirmé le plus grand nombre de participants : 12 parmi les 40 inscrits. En effet, ce village a bénéficié d'une dynamique déjà installée, un groupement de femmes entrepreneuses de Gardey. Les produits du groupement sont axés sur les objets d'art et de décoration, d'usage à la maison et des habits : portefeuilles, vêtements, sacs à dos, sacs, chapeaux, coussins, pulls, tiroirs, bouteilles et siphons peints, tableaux, pots de fleurs, plantes, bougies, 'matés' et couteaux avec étuis, aimants, laminés, calendriers, mandalas, etc.

Certaines participantes du groupe à Gardey font aussi partie du groupement de femmes entrepreneuses de Tandil, et de groupes sur Facebook. L'une de ces membres fait partie de 'l'assemblée de quartier pour un environnement sain'. Elles habitent toutes Gardey, mais viennent de divers endroits, et même du Chili. Les matériels nécessaires à la fabrication des produits viennent de Tandil, du Grand Buenos Aires, et parfois des champs agricoles (le bois, la corne) ou de la propre maison quand il s'agit du recyclage. Les allers-retours à Tandil sont réguliers et pour différents motifs autres que l'achat de matériel pour la production. Les déplacements à Tandil sont aussi dus à des visites familiales, faire les courses, suivre des cours et des formations, et pour certaines démarches administratives. Certaines se déplacent dans d'autres villes proches, tels que Rauch, Azúl et Ayacucho, ou plus éloignées comme Neuquén. Lors des déplacements à Buenos Aires, elles en profitent pour visiter des musées et des églises, ainsi que participer à des expositions. Vela est l'un village visité par le groupe de personnes interviewées.

La commercialisation de leurs produits est en grand partie faite via les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook et Instagram) par commande directe. Une partie de ventes est destinée aux personnes connues de Gardey. Le groupe participe aux marchés organisés à Gardey et à Tandil.

6.3.4. Le village 'relais' de Gardey

6.3.4.1. Le rôle relais des villages dans le district de Tandil

Les villages de Tandil, comme d'autres de la région pampéenne, ont connu une forte migration des populations rurales vers la ville. Cependant, cette tendance a été renversée les dernières décennies dans certains territoires. En effet, à Tandil, certains villages présentent des taux de croissance démographique positifs, des prix du foncier en augmentation (ou bien la demande de terrains est présente) et des nouveaux commerces, services et activités qui s'installent. Dans ce contexte, Gardey réémerge dans un rôle de centre de services et de sociabilité, de plus en plus intégré aux dynamiques de la ville.

Lors de notre travail prospectif, Gardey est présenté comme un pôle 'relais' des dynamiques de la ville pour l'ensemble des zones rurales. La proximité et l'accessibilité à la ville (connectivité) est aujourd'hui l'une des conditions indispensables pour favoriser les projets de vie et le soutien des activités socio-économiques dans les espaces ruraux. Gardey en tant que village joue un rôle relais essentiel dans un périmètre qui concerne les villages et hameaux autour. Il remplit la fonction de diffuseur de

technologies, de pôle de services, de source de main d'œuvre, de relais pour la vente de produits dans la ville, et d'élément de liaison entre les villages, par exemple à travers le déplacement des jeunes.

L'atelier réalisé dans le village portait sur les 'flux' matériels et immatériels à partir de Gardey. La question posée 'Quels sont les flux de personnes, de biens et d'idées pour les activités du territoire ?'. L'analyse des résultats (aux dires d'acteurs et sur la base de leurs dessins) a donné une fiche de synthèse (Figure 58) réalisée par l'équipe de recherche qui reprend les représentations spatiales en trois schémas :

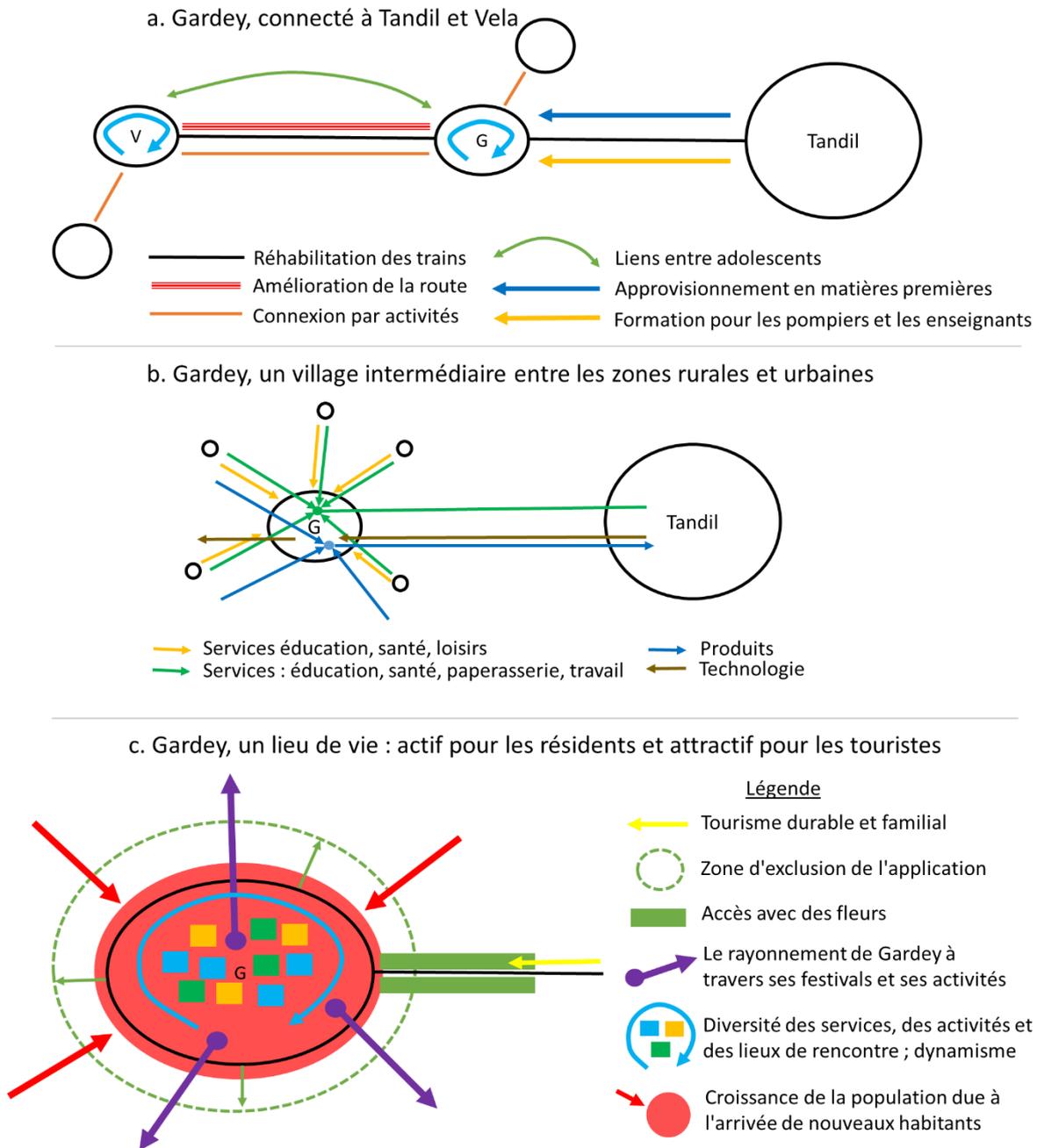


Figure 57 : Chorèmes de Gardey (Copello *et al.*, 2023)
a. liens Tandil-Gardey-Vela b. liens Tandil-Gardey-Ruralités dispersées c. dynamiques à Gardey

Le premier schéma *'Gardey connecté à Tandil et Vela'* met en évidence les défis que représente la création d'activités dans les villages ruraux, la connexion des localités et la mise en relation des adolescents. Cela permettrait de générer des flux en raison des besoins en matières premières de Tandil et des offres d'éducation et/ou de formation spécifiques.

Dans le deuxième *'Gardey, une ville intermédiaire entre le rural et l'urbain'*, l'accent est mis sur le rôle de Gardey en tant que nœud générateur de connexions entre les villages proches et la campagne, notamment par la décentralisation des services (éducation, santé, loisirs) ou la connexion avec Tandil pour la vente de produits. C'est aussi un nœud de demande et de re-transfert de technologies entre les zones urbaines et rurales.

En dernier, le schéma *'Gardey, un lieu de vie : actif pour les résidents et attractif pour les touristes'* fait référence à la diversification des services et des activités, aux lieux de rencontre et au dynamisme que Gardey possède en tant que lieu de vie. Les acteurs se projettent même avec un rayonnement possible à travers leurs fêtes et activités vers d'autres espaces ruraux et urbains. D'autre part, une augmentation de la population est identifiée du fait de l'arrivée de nouveaux habitants et d'un nouveau tourisme 'durable et naturel', qui serait encouragé par des actions simples comme l'embellissement de l'accès. Enfin, une zone d'exclusion pour l'application de produits agrochimiques autour de Gardey est proposée.

6.4. Conclusions du chapitre 6 : un modèle de développement intégrée

La région de Tandil en Argentine illustre de manière exemplaire les dynamiques complexes et interconnectées entre les espaces urbains et ruraux. Les initiatives locales, qu'elles soient portées par des acteurs publics, privés ou communautaires, montrent une volonté collective de revitaliser les villages ruraux tout en intégrant ces efforts dans une vision plus large de développement territorial. Les actions concrètes, telles que la promotion des produits locaux, la création d'espaces de sociabilité, la valorisation du patrimoine culturel, et l'amélioration des infrastructures et des services, témoignent d'une approche holistique et participative.

Les défis identifiés, notamment les tensions entre différents modèles agricoles et les enjeux environnementaux, soulignent la nécessité d'un dialogue continu et d'une collaboration étroite entre les divers acteurs impliqués. La mise en place de projets de territoire, de corridors touristiques, et d'événements festifs itinérants, ainsi que l'accent mis sur la formation et la diversification économique, sont autant de stratégies visant à renforcer les liens entre l'urbain et le rural.

Tandil offre un modèle inspirant de développement intégré, où la coopération entre les communautés rurales et urbaines est au cœur des initiatives de développement. Cette approche pourrait servir de référence pour d'autres régions cherchant à harmoniser leurs relations urbain-rural et à promouvoir un développement territorial durable et inclusif.

Chapitre 7 - Discussions et Conclusion. Freins et leviers à l'intégration urbain-rural : apports empiriques, limites et perspectives de l'approche territoriale

Le contenu de ce chapitre s'agit d'une réflexion découlant de cette thèse, articulée autour de trois questionnements principaux. Il ne s'agit pas d'une liste de préconisations ou de conseils en vue de mettre en place une démarche comme celle des Jeux de Territoire en France et en Argentine. Il ne s'agit pas non plus d'un plaidoyer adressé aux pouvoirs politiques de l'État, ni d'un guide pour les acteurs des territoires leur permettant de s'approprier des outils conceptuels pour atteindre plus rapidement leurs objectifs immédiats. Il s'agit plutôt d'un document heuristique devant encourager les acteurs du territoire à prendre en main leur développement.

Le premier questionnement porte sur les résultats empiriques de la démarche et sur le potentiel d'usage des connaissances produites dans une visée transformative de la réalité des territoires. Le deuxième questionnement concerne les aspects méthodologiques et l'application de l'approche territoriale. Enfin, le troisième questionnement s'interroge sur la généralité des résultats, ainsi que sur l'application et la validité des modèles dans d'autres contextes.

- 1) Quelles sont les interactions urbain-rural situées qui agissent dans le sens de l'intégration ?
- 2) Est-ce que la rigueur méthodologique permet la production d'une vision partagée de visée transformative des réalités du territoire ? Quels sont ses limites ou des biais de la démarche ? En quoi avons-nous innové ?
- 3) Quelle est la portée générique des résultats ? Les modèles proposés sont-ils reproductibles ailleurs ?

7. Comprendre et agir pour l'intégration urbain-rural du territoire

Les trois niveaux de discussion s'ancrent dans l'expérience empirique de la coproduction de diagnostics territoriaux au niveau local et sur l'analyse des relations urbain-rural que nous présentons dans cette thèse. Les résultats de la thèse contribuent aux programmes de recherche-action en cours, menés par les chercheurs et les acteurs des territoires associés à cette démarche.

Le cadre d'AGRITERRIS, l'équipe pédagogique, et les équipes de recherche locales (composées d'acteurs, de chercheurs et d'étudiants) influencent les choix des terrains et des méthodes. Des protocoles scientifiques sont préalablement conçus pour tester des outils conceptuels sur le terrain, mais leur mise en œuvre est négociée avec les acteurs et les chercheurs impliqués.

De plus, chaque terrain s'inscrit dans un contexte socio-historique spécifique qui influence la réflexion prospective. Par exemple, j'ai observé et contribué au projet Ecopôle pendant une année marquée par la crise du Covid-19 en France. Les travaux réalisés à Tandil, en Argentine, répondent à une volonté de la municipalité de relancer les dynamiques de projets à la fin de la crise du Covid-19. Ce contexte de crise a favorisé en partie la participation, mais les limites liées à la distanciation sociale ont influencé cette période particulière, ce qui a probablement eu un impact sur les résultats. Cependant, nous manquons de recul et d'outils pour évaluer pleinement cet impact.

7.1. Des apports empiriques dans leur contexte socio-politique local

Cette section répond aux questions suivantes : *Quels sont les enjeux (représentations partagées) et les actions associées à l'intégration urbain-rural des territoires ? Comment les acteurs associés à la démarche portent les actions et agissent à plusieurs échelles, selon les représentations partagées de l'intégration urbain-rural ?*

Rappel des hypothèses :

H1 : Dans un contexte urbain local, les projets de territoire émergent comme propositions concrètes de développement territorial. Ces projets intègrent un processus collaboratif de recherche et de construction d'une vision commune, mobilisant une diversité d'acteurs (élus, organisations, citoyens), d'activités (économiques, sociales, culturelles) et d'espaces (urbains et ruraux). Ils visent à redécouvrir et valoriser les potentialités géographiques et socio-économiques du territoire, tout en renforçant les liens entre les espaces urbains et ruraux.

H2 : Les projets de territoire, enracinés dans leur réalité locale, articulent les enjeux territoriaux (représentations spatiales) à différentes échelles d'action. En dépassant les frontières locales et nationales, ces projets acquièrent une autonomie d'action, opérant à divers niveaux d'organisation, du local (villes et villages) au global (national et international). Ils permettent ainsi une meilleure harmonisation des dynamiques urbain-rural et favorisent un développement territorial équilibré et durable.

En réponse à ces questions, les hypothèses sont vérifiées pour chaque terrain (7.1.1 et 7.1.2). Ensuite une discussion sur les apports empiriques est proposée en relation à l'empreinte spatiale ou au rayonnement des projets de territoires analysés, et en relation au jeu d'échelles auquel les acteurs se réfèrent dans leur prise en compte de dynamiques internes et externes au territoire. Des limites à l'action collective sont identifiées ainsi que des perspectives de recherches.

7.1.1. L'Ecopôle un objet symbolique des transformations 'souhaitées' pour l'ensemble des territoires.

Les hypothèses sont abordées progressivement selon trois axes relatifs au projet de l'Ecopôle. Dans un premier temps, je reviens sur les interactions urbain-rural liées au projet multi-acteurs sur un site à usages multiples, qui nécessite une gouvernance de plus en plus élargie. Ensuite, les perspectives sont énoncées en fonction de la capacité transformative du projet Ecopôle pour le territoire. Enfin, le déploiement de l'action à plusieurs échelles est examiné.

7.1.1.1. *Les interactions urbain-rural soulèvent des défis pour le projet*

Le Schéma Directeur a reconfirmé une dynamique partenariale entre le SEAT et les six structures engagées dans le projet de l'Ecopôle, à travers la planification d'une stratégie à 10 ans, basée sur une vision partagée des enjeux pour le territoire. Les actions prévues favorisent des interactions entre zones urbaines et rurales liées aux acteurs et aux axes d'activité du projet, et de nouvelles interrogations.

L'enjeu central de l'Ecopôle est la préservation de l'environnement, en particulier de la biodiversité et des ressources en eau. La fréquentation de l'Ecopôle a considérablement augmenté ces dernières années, en raison de sa proximité avec la métropole et de la présence d'une voie verte qui attire un flux constant de visiteurs. Le contact avec la nature est ressenti de plus en plus comme nécessaire par nos sociétés actuelles, alors qu'elles n'ont jamais été autant confinées dans des espaces urbains de plus en plus artificialisés. Un défi se présente : faire coexister les multiples usages sociaux des humains et les besoins des espèces non-humaines. L'Ecopôle n'échappe pas aux tensions entre activités humaines et enjeux écologiques. La proportion de déchets et les dégradations causées par les visiteurs sont des problèmes majeurs. La sensibilisation du public devient ainsi un enjeu primordial pour les acteurs de l'Ecopôle. Ce changement de pratiques et cette prise de conscience de nos impacts sur les écosystèmes nécessitent un travail constant auprès du grand public. Les interactions sur ce site sont à

la fois une opportunité et un défi. Les bénévoles des communes proches peuvent jouer un rôle central dans cette sensibilisation, leur inclusion dans la gouvernance s'avère un levier essentiel.

Par ailleurs, les enjeux agricoles et alimentaires, notamment la vente de légumes et les démonstrations lors des événements Ecopolys, bien que limités à une petite échelle, favorisent les liens entre producteurs et consommateurs. Le volume de produits alimentaires issus de l'Ecopôle est restreint et concerne les consommateurs des communes avoisinantes. Les clients sont des consommateurs engagés, et les producteurs sont des maraîchers encadrés par des politiques de production biologique. La maximisation des bénéfices économiques n'est pas l'objectif principal des productions à l'Ecopôle ; la priorité est donnée au « test du maraîcher ». Le droit à l'erreur dans un cadre sécurisé est rendu possible par le contrat CAPE qui permet de percevoir le SMIC tout en générant des revenus à partir des parcelles cultivées. Le rôle de l'Ecopôle comme relais entre producteurs des zones rurales et le bassin de consommation urbain de la métropole doit être évalué, en s'appuyant sur de nouvelles modalités de commerce et de livraison, ainsi que sur le numérique. Il y a un potentiel d'innovation (Margetic *et al.*, 2017), et la mise en relation avec d'autres projets similaires peut être un levier.

Les liens tissés entre les acteurs partenaires reposent sur une multiplicité d'expériences et d'expertises urbaines et rurales dans leurs diverses territorialités. Il s'agit de la mise en relation d'acteurs de champs d'activité divers, mais complémentaires, créant un certain équilibre urbain-rural. Par exemple, la LPO, basée en ville, développe son activité dans les espaces ruraux ; la Régie de Territoire, ancrée dans le rural, se rapporte à l'urbain ; le cabinet Rural Combo, originaire de la région parisienne, s'installe au cœur du Livradois-Forez ; Nature Aux Pattes, est un éleveur rural. L'urbanité est apportée par les élus et techniciens des communes. Ce projet de territoire traverse les barrières sémantiques d'une dichotomie spatiale pour tirer le meilleur de chaque partie. L'Ecopôle, en tant que collectif d'acteurs, est coordonné par le SEAT du Val d'Allier, qui reste la structure gestionnaire principale. Cependant, une polarité idéologique émerge, un facteur politique à mieux explorer pour comprendre les motivations et origines de ce réseau complexe autour de l'Ecopôle. J'ai observé des tensions dans les interactions entre acteurs, liées parfois à des positions hiérarchiques marquées. Ces aspects, qui relèvent d'autres disciplines comme la sociologie, ouvrent des perspectives pour mieux comprendre les adhésions ou les difficultés à faire avancer certaines actions du projet.

7.1.1.2. Le projet avec du potentiel pour la transformation du territoire

Le projet de territoire 'Ecopôle du Val d'Allier' s'articule entre l'espace métropolitain élargi au Grand Clermont et le territoire rural du PNR Livradois-Forez, à travers son intégration dans le Projet Alimentaire Territorial. Son objectif principal est la 'transition écologique', concrétisée par la planification d'actions sur une période de 10 ans, dans un espace ouvert au public et illustratif de nouvelles dynamiques potentielles d'échange et de pratiques techniques. Il s'agit d'une initiative collective qui promeut des approches alternatives en réaction au modèle conventionnel de production agro-industrielle.

Porté par des élus, des résidents locaux et des associations, le projet de l'Ecopôle cherche à catalyser une transformation significative. Il encourage l'adoption de modèles agricoles alternatifs, la préservation et la valorisation des connaissances traditionnelles et savoir-faire anciens, ainsi qu'une utilisation plus respectueuse et harmonieuse des espaces publics en lien avec la nature. En tant que lieu symbolique, tel que décrit par (Debarbieux, (1995), l'Ecopôle est devenu un repère local illustrant les transitions nécessaires. Il offre un cadre pour des activités socio-économiques basées sur des pratiques environnementalement responsables, encadrées notamment par les restrictions environnementales spécifiques (ENS) et la volonté de sensibiliser le public, tel que défini dans la stratégie des acteurs de l'Ecopôle.

L'Ecopôle est envisagé comme un espace d'expérimentation et de démonstration, visant à devenir un modèle original et répliquable pour la transformation du territoire. Cette dimension d'innovation et d'expérimentation en fait un lieu prototype pour de nouveaux usages et une gestion alternative des biens communs. Plusieurs de ses axes s'alignent sur des dynamiques globales et sont cohérents avec les initiatives similaires menées dans d'autres régions.

- Il illustre des modèles alternatifs d'agriculture (Baret et Antier, 2021 ; Lamine et Marsden, 2023), notamment à travers son engagement dans la 'transition agroécologique' et la mise en œuvre de pratiques maraîchères, telles que les espaces tests agricoles, l'Eco pâturage, ainsi que le projet émergent de Ferme Agroécologique Expérimentale.
- Son engagement en matière d'insertion socio-professionnelle s'inscrit dans la perspective de l'Économie Sociale et Solidaire (Defalvard, 2020), rejoignant d'autres initiatives similaires sur le territoire, telles que Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) à Thiers.
- Sur le plan social, le site de l'Ecopôle peut être considéré comme un 'Tiers Lieu' (Pecqueur et Klein, 2022).
- La construction en matériaux biosourcés et l'architecture démontable illustrent cette approche novatrice, en cohérence avec des initiatives telles que l'habitat léger (Michel, 2016). Cette approche contribue à la lutte contre l'artificialisation des sols en préservant les espaces naturels.

Debarbieux (1995) distingue le 'lieu attribut', abstraction qui délivre le signe, le 'lieu générique', comme un modèle, et les 'lieux de condensation sociale et territoriale' qui expriment le système de valeurs d'une société. Le projet de l'Ecopôle, en tant qu'objet symbolique, s'inscrit dans un processus de territorialisation où la désignation et l'usage social jouent un rôle majeur. Ce projet favorise des modes alternatifs en réaction à un modèle conventionnel de production agro-industrielle, ce qui correspond à la notion de symbolisation qui engendre des lieux exemplaires. L'Ecopôle, en tant que lieu d'expérimentation et de démonstration, est un espace-modèle de nouveaux usages et de gestion alternative d'un bien commun, en ligne avec l'idée que le territoire est façonné par la mémoire collective et les actions collectives. Il valorise les connaissances et les savoir-faire anciens, contribuant à la symbolisation du territoire en créant des lieux de mémoire d'une autre nature.

L'Ecopôle du Val d'Allier s'inscrit dans les dynamiques de transition écologique et de re-territorialisation des systèmes alimentaires en France. Il met en avant des modèles agricoles alternatifs et valorise les savoir-faire anciens, en cohérence avec les tendances de valorisation culturelle de l'agriculture et de l'alimentation locales (Lamine et Marsden, 2023). En tant que lieu d'expérimentation et de démonstration, l'Ecopôle illustre la reconfiguration des systèmes alimentaires à l'échelle locale et régionale. L'accent mis sur l'insertion socio-professionnelle et l'économie sociale et solidaire renforce les configurations de pouvoir favorables à ces transitions.

L'Ecopôle s'inscrit dans une dynamique de transition écologique en opposition au modèle agro-industriel conventionnel. Il s'articule autour de la relocalisation des systèmes alimentaires, soutenue par des chercheurs qui voient dans des initiatives comme les Community Supported Agriculture (CSA) un moyen de protéger les consommateurs et les agriculteurs des tendances dominantes du système alimentaire mondial (Le Velly, 2017). L'Ecopôle montre la faisabilité et les avantages des pratiques respectueuses de l'environnement, tout en sensibilisant le public.

Defalvard (2020) explore des dynamiques de gouvernance territoriale partagée et des modèles de 'communs sociaux de territoire'. Le projet de l'Ecopôle, porté par des élus, habitants et associations

locales, vise à promouvoir des modes alternatifs de production et d'usage des espaces publics, en réaction au modèle agro-industriel. Cette approche est en ligne avec des expérimentations qui bousculent les dynamiques de gouvernance territoriale comme les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC), les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) et les expérimentations TZCLD, qui impliquent une co-construction entre divers acteurs locaux pour créer des emplois et des activités économiques durables. L'Ecopôle, en tant que lieu d'expérimentation et de démonstration, s'inscrit également dans la logique des communs sociaux de territoire, où l'accès aux ressources est assuré par une gestion collective et démocratique. Cette dimension d'innovation et d'expérimentation fait de l'Ecopôle un espace-modèle de nouveaux usages et de gestion alternative d'un bien commun, ce qui résonne avec les objectifs des monnaies locales complémentaires (comme la Doume²³⁸) et des Amap, qui cherchent à ancrer à nouveau le pouvoir économique au territoire local et à promouvoir des échanges équitables et solidaires. Le concept de 'translocalisme des communs', qui souligne l'importance de l'ancrage local tout en se connectant à des échelles extra-locales, voire mondiales, est une voie intéressante à explorer pour le projet et les acteurs de l'Ecopôle.

Les tiers-lieux sont des espaces intermédiaires entre le travail, la vie quotidienne et la socialisation (Pecqueur et Klein, 2022), envisagés comme des outils de transformation territoriale et de réinvention des pratiques démocratiques et sociales. Le projet de l'Ecopôle, en tant que lieu d'expérimentation et de démonstration, s'aligne avec cette vision en offrant un espace pour des pratiques agricoles alternatives et respectueuses de l'environnement, tout en favorisant la participation citoyenne et la collaboration entre divers acteurs locaux. De plus, l'Ecopôle, en tant que lieu symbolique, correspond à l'idée de reterritorialisation et de création d'espaces de contact, plutôt que de simples espaces de connexion, ce qui est crucial pour la socialisation et la consolidation d'un discours autour de modèles agricoles alternatifs.

L'habitat léger (Michel, 2016), par sa nature mobile, réversible et souvent éphémère, répond aux exigences de flexibilité et de respect de l'environnement défendues par l'Ecopôle. L'habitat léger offre une alternative aux constructions traditionnelles en béton, favorisant l'utilisation de matériaux biosourcés et démontables, en ligne avec les objectifs de l'Ecopôle de réduire l'empreinte écologique et de lutter contre l'artificialisation des sols. Ces habitats démontrent des pratiques respectueuses de l'environnement, telles que la phytoépuration, la récupération d'eau et la production d'énergie renouvelable. L'habitat léger s'inscrit dans une dynamique de transition écologique en offrant des solutions de logement flexibles et adaptées aux besoins changeants des habitants. Enfin, l'habitat léger valorise les savoir-faire anciens et les connaissances locales. L'Ecopôle peut ainsi devenir un modèle reproductible pour la transformation du territoire, en intégrant des pratiques d'habitat léger qui favorisent la durabilité et la résilience des communautés locales. Par ailleurs, très récemment, une cabane en bois a été construite sur le site Champmot, accueillant désormais une famille de voyageurs.

7.1.1.3. L'articulation de l'action à plusieurs échelles dans le contexte européen

La pluralité des fonctions de ce site, ainsi que ses ressources héritées et expérimentées, existent grâce à la mobilisation de nombreux acteurs depuis de nombreuses années et à différentes échelles territoriales. À ce jour, il s'agit de trouver la meilleure cohérence pour coordonner l'ensemble de ces acteurs et leurs organismes dans un écosystème socio-politique et économique adapté et appropriable.

²³⁸ <https://doume.org/>

L'Ecopôle est un projet de territoire porté localement par des élus, des associations et des citoyens orientés par les principes de la transition écologique. Le projet est soutenu financièrement par des appels à projet publics et intègre plusieurs politiques, tant locales qu'internationales. Au niveau interne, le dispositif de gouvernance partagée du SEAT constitue le premier échelon d'articulation locale. À travers le partenariat, les acteurs sont associés à des travaux spécifiques coordonnés par le SEAT. L'évolution de cette gouvernance vise la création de 'collèges' pour équilibrer le poids entre les habitants bénévoles, les opérateurs du site, et les élus du territoire, ces derniers ayant actuellement un poids nettement supérieur dans la gouvernance. Un défi majeur est de garantir une représentation équitable et une prise de décision efficace. Il s'agit également de déterminer les outils et méthodes à mettre en place pour assurer une communication fluide et transparente. L'Ecopôle pourrait renforcer l'engagement et le sentiment d'appartenance des habitants.

Un point fort de l'Ecopôle réside dans ses critères et indicateurs pour mesurer l'impact environnemental. Des chiffres clés sont affichés sur leur site internet : [Ecopôle Val d'Allier \(ecopolevaldallier.fr\)](http://ecopolevaldallier.fr). Toutefois, d'autres perspectives restent à explorer pour mieux capitaliser sur les expériences de l'Ecopôle, susciter l'intérêt et favoriser de nouveaux engagements. Des liens avec les universités et les établissements d'enseignement pourraient permettre de développer des programmes éducatifs et de sensibilisation, notamment sur les méthodes agricoles innovantes et la manière dont ces pratiques peuvent être partagées et adoptées par d'autres projets. La mise en place d'outils numériques pour faciliter la coordination et la mise en réseau des acteurs est également indispensable. En 2021, un manque de communication a été souligné, mais des missions de communication (stages et un salarié à mi-temps) ont été engagées à partir de 2023. La collaboration avec des institutions de recherche pour évaluer et améliorer les pratiques agricoles peut servir de levier important. Notamment, des partenariats avec l'INRAE sont à explorer.

Le département du Puy-de-Dôme est central pour le label ENSIL, qui finance une petite partie du projet (12 %), mais qui permet de justifier la demande de subventions auprès d'instances supérieures. L'Ecopôle s'inscrit aux niveaux national et régional à travers plusieurs dispositifs et politiques publiques, tels que le Projet Alimentaire Territorial, ce qui lui apporte visibilité et cohérence avec le territoire, notamment vis-à-vis de Clermont Auvergne Métropole et du PNR Livradois-Forez, ainsi qu'au niveau national et européen, avec l'inscription dans les politiques de l'Agriculture Biologique. Par le biais de ses élus, l'Ecopôle est intégré dans les stratégies de planification urbaine, tels que les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU, PLUi) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Le site est également conforme aux lois spécifiques en France, comme la loi sur l'Eau et sur le Paysage, et aux dispositifs territorialisés tels que le programme SAGE Allier, ou encore aux réseaux européens comme Natura 2000. Ces apports et inscriptions territoriales, qu'ils soient par les labels ou par la fonction donnée à cet espace par les élus locaux, permettent l'inscription dans des programmes européens comme LEADER et le FEADER, principaux financeurs de l'Ecopôle (à hauteur de 70 %). L'Ecopôle se voit comme un 'modèle reproductible ailleurs' et capitalise l'expérience en collaboration avec la recherche.

Bien que les subventions publiques représentent une part élevée du financement du projet, des partenariats privés et des mécénats peuvent être explorés. Le projet fournit un effort significatif pour démontrer l'efficacité de l'utilisation des subventions. En sens inverse, il est essentiel d'analyser comment l'Ecopôle s'inscrit dans les politiques locales, nationales et européennes, et de se demander comment ces politiques peuvent être influencées ou ajustées pour mieux soutenir des initiatives comme l'Ecopôle. Il serait également pertinent d'examiner d'autres expériences de collaboration dans différentes régions et de voir comment ces modèles peuvent être adaptés à l'Ecopôle.

7.1.1.4. Des perspectives de partenariat

Dans les années 1980, il a été décidé d'extraire des graviers pour construire l'urbain (le bâti, l'économie). La loi en France établit une limite à cette activité économique et exige un projet de réhabilitation des carrières : loi n°76-663 du 19 juillet 1976, actualisée par la loi n°93-3 du 4 janvier 1993. Ainsi, commence la transition vers la renaturation, aboutissant à la création d'un Espace Naturel Sensible (ENS), une politique spécifique française issue de la loi n°76-1285 du 31 décembre 1976, appliquée par les conseils départementaux depuis la loi n°85-729 du 18 juillet 1985, notamment dans le Puy-de-Dôme.

En Argentine, la loi n°12704 du 20 juin 2021, dite de 'paysage protégé d'intérêt provincial', appliquée en mars 2010 à Tandil, a mis fin à l'activité des carrières à proximité de la ville. Depuis, ces espaces sont fermés, sans projet de réhabilitation. Dans le cadre de cette thèse, nous avons établi les premiers échanges, et l'Ecopôle pourrait inspirer des projets à Tandil²³⁹. Des perspectives de recherche-action s'ouvrent autour de ce sujet.

La thèse a retracé l'historique du site, ce qui peut être utile pour les acteurs de l'Ecopôle, puisqu'ils cherchent à valoriser encore plus le passé du site. Le premier moment identifié remonte à la construction d'un projet privé et espace de vie : le Château du musicien George Oslow aux bords de la rivière Allier. La portée culturelle donnée par la musique (art de vivre) imprime un caractère urbain à cet espace, qui était essentiellement rural à l'époque. Notamment, il est évoqué l'idée de valoriser 'les marches du château', le seul vestige restant, à travers des pièces de théâtre. L'intérêt pour la culture et le nombre d'institutions et d'organisations culturelles et artistiques à Clermont-Ferrand pourraient être une ressource et un levier pour susciter l'intérêt de la métropole pour ce projet.

7.1.2. Des villages-projet à Tandil

Cette section analyse les hypothèses pour le cas de Tandil. D'abord, elle examine l'émergence d'un projet de territoire autour d'un réseau de villages qui s'articule de manière stratégique avec la ville ; proposition basée sur l'analyse des représentations spatiales issues d'une vision partagée du développement territorial. Cette analyse est mise en perspective avec les intérêts du secteur agricole national et l'expression de tensions à Tandil. Enfin, l'inscription du 'modèle Tandil' à plusieurs échelles est abordée, mettant en avant le rôle de la ville dans l'articulation de dynamiques locales et globales.

7.1.2.1. *Un réseau de villages articulés à la ville pour le développement territorial dans une visée d'intégration urbain-rural*

Le dispositif de recherche-action engagé avec trois institutions de la ville et des acteurs ruraux de six villages du district de Tandil (Argentine) constitue une contribution aux projets de territoire émergents. Ce travail met en évidence les représentations d'un territoire plus connecté entre la ville et la campagne (enjeux et actions), et souligne le potentiel des espaces ruraux, en particulier des villages, pour le développement territorial du district. Une nouvelle dynamique émerge, valorisant les espaces ruraux pour créer une nouvelle organisation territoriale à l'échelle du district de Tandil. Les villages sont envisagés comme des lieux pour capitaliser sur les interactions urbain-rural, en s'appuyant sur un capital social humain permanent et des institutions locales encore présentes et actives. La mise en réseau des villages et de la ville est apparue comme un point clé.

Les espaces de coopération et de dialogue sont essentiels pour le débat et l'information dans chaque communauté et entre elles, incluant les habitants et les personnes attachées aux villages. La co-construction de projets de développement local entre l'État local et la communauté, ainsi que le

²³⁹ [Así es el proyecto de la cantera reconvertida en Francia que puede inspirar a las Cavas de Cerro Leones. El Eco](#)

soutien des politiques publiques pour valoriser le patrimoine, sont des actions déterminantes. Cependant, l'amélioration des infrastructures et des services routiers, l'accès à Internet pour l'ensemble du territoire, l'extension et l'augmentation de la fréquence des transports publics ruraux, et le développement des énergies renouvelables sont des aspects importants, actuellement relativement déficients. L'association avec des agriculteurs dans la recherche d'intérêts communs peut être une alternative pour accéder aux moyens nécessaires et développer les infrastructures. Le développement d'activités récréatives et l'invention de nouvelles formes d'agriculture, notamment dans les zones à restriction d'usage de produits agrochimiques, sont des pistes à explorer, ce qui peut attirer les citoyens de plus en plus soucieux des environnements sûrs.

Le tourisme a joué un rôle clé dans la mise en valeur des endroits historiques et des sites d'intérêt patrimonial, notamment les 'almacenes' (magasins-restaurants). La coordination avec la ville pour que les espaces ruraux bénéficient de l'essor du tourisme à Tandil est une piste qui a commencé à être explorée avec le déploiement de la Kermesse Rurale à Fulton, l'un des villages. Il reste à établir un calendrier festif itinérant qui coordonne les acteurs des autres villages et établit des circuits touristiques, ce qui pourrait soutenir l'amélioration de l'accès aux lieux et aux usages.

L'installation de nouveaux habitants 'néoruraux' est un levier pour la reprise de certaines activités économiques et la redynamisation de la vie sociale et politique des villages. Une originalité à Tandil est l'initiative du budget participatif, permettant aux voisins et aux représentants des institutions locales de décider de la destination des fonds publics alloués, en élaborant des projets et en définissant les propositions à mettre en œuvre. Bien que ce dispositif soit piloté par la Municipalité, la dynamique de travail et le processus décisionnaire impliquent les habitants, notamment dans la discussion et le choix des projets à mettre en avant. Une recherche doctorale menée par l'UNICEN est en cours de réalisation à ce sujet. Une autre dynamique prometteuse favorisée par l'arrivée de nouveaux habitants est la récente création de sociétés de 'Fomento' (associations de développement) dans les villages. L'exemple d'Azucena illustre bien la concrétisation de nombreuses activités par un groupe d'habitants engagés dans le village. Le format associatif dans les espaces ruraux représente une dynamique innovante, d'autant plus dans les villages de la région pampéenne qui ont largement diminué leur poids démographique depuis le début de la modernisation agricole des années 1960. Les clubs sportifs, les centres d'étudiants des écoles rurales et les bibliothèques populaires sont aussi des instances intéressantes pour le dialogue entre les habitants et la concrétisation de projets, à explorer encore davantage sous le prisme des interactions urbain-rural.

La redynamisation des espaces ruraux va nécessiter une attention particulière à la formation de la population aux métiers techniques pour répondre aux besoins locaux et renforcer l'enseignement supérieur. L'université joue un rôle clé pour améliorer l'offre éducative, notamment par le biais de formats à distance pour éviter les migrations (déjà expérimentés dans le passé). Le village peut devenir un cadre très intéressant et attractif pour les études, attirant une partie des jeunes.

Le projet de recherche-action engagé avec les institutions de la ville et les acteurs ruraux de Tandil s'inscrit dans les dynamiques de gouvernance territoriale (Leloup *et al.*, 2005). Ce projet vise à créer une synergie entre divers acteurs locaux pour favoriser un développement territorial intégré et cohérent, en mettant en avant la collaboration entre la ville et les villages ruraux. L'idée de valoriser les espaces ruraux pour créer une nouvelle organisation territoriale à l'échelle du district de Tandil rejoint la notion de reterritorialisation de l'espace de l'action publique. Ce processus implique une redéfinition des territoires d'intervention et la mise en œuvre d'effets sociaux et économiques basés sur des relations et une histoire commune, ce qui est essentiel pour la cohésion et le développement local. La mise en réseau des villages et de la ville, ainsi que la création d'espaces de coopération et de

dialogue, sont des éléments cruciaux pour le succès du projet. Cela correspond à la nécessité de coordination résiliente et de développement de procédures contractuelles pour stabiliser les relations et les engagements des acteurs. En outre, l'activation de relations et de réseaux multiples, incluant diverses formes de proximité géographique et organisationnelle, est également soulignée. L'importance de la co-construction de projets de développement local entre l'État local et la communauté, ainsi que le soutien des politiques publiques, est en ligne avec l'idée que l'action sur le développement territorial n'est pas de la seule responsabilité du pouvoir public, mais résulte d'un processus de gouvernance territoriale impliquant divers acteurs.

Enfin, la redynamisation des espaces ruraux par l'installation de nouveaux habitants et la création de sociétés de 'Fomento' illustre bien la construction d'un territoire cohérent et auto-organisé, capable de s'intégrer dans le système global, tout en développant sa propre identité et dynamique. La planification territoriale intégrée, prenant en compte les besoins des villages et leur connexion avec la ville principale, est essentielle pour le développement harmonieux de l'ensemble du territoire, comme le souligne le projet de Tandil. Nous insistons sur le rôle des acteurs institutionnels et des entrepreneurs des villages dans la connexion des espaces agricoles et avec la ville, constituant un relais de dynamiques en faveur de l'intégration urbain-rural.

7.1.2.2. Des tensions locales avec l'agriculture encore à creuser

Les tensions locales autour des activités agricoles à Tandil sont multiples et complexes.

D'une part, il y a une controverse marquée concernant l'application de produits phytosanitaires. Les producteurs souhaitent réduire la zone affectée par la législation municipale, tandis que d'autres acteurs défendent les zones de restriction et proposent des agricultures alternatives pour les zones buffers basées sur l'agroécologie. Cette opposition est particulièrement visible dans des villages comme Vela, où la pollution d'un ruisseau par des machines agricoles a été signalée comme préoccupante par les jeunes du village. Pour sa part, Gardey, l'un des villages les plus connectés aux dynamiques urbaines, a constitué une 'Junta Vecinal por un Ambiente Saludable' (assemblée de voisins pour un environnement sain), ce qui est un exemple de cette tension avec le modèle agricole dominant provoqué pour le sujet des applications phytosanitaires. Ces tensions sont souvent exacerbées par l'absence de mécanismes de contrôle et de régulation, ce qui conduit à des conflits entre différents acteurs sociaux.

D'autre part, la question de la propriété foncière et de la non-disponibilité des terres pour de nouvelles activités ou résidents est une source de tension. L'absence de réglementation claire génère des conflits, et les propriétaires fonciers sont souvent perçus négativement par la communauté qui réside dans les villages.

Les représentations de l'agriculture varient selon les acteurs. Certains la considèrent comme une source d'emplois et de développement économique, stimulant l'économie locale grâce aux entreprises agricoles, aux commerces et aux services locaux. Tandis que d'autres la perçoivent comme une activité déconnectée des dynamiques locales des villages. Par exemple, la production porcine à grande échelle orientée vers l'exportation n'a pas de lien direct avec les villages, ce qui contraste avec des formes d'agriculture plus connectées aux dynamiques locales, comme l'agriculture familiale. Ces tensions montrent que les interactions entre l'agriculture et les villages sont à la fois positives et négatives. Il est important de continuer à creuser ces questions, qui sont un point clé pour la mise en place des stratégies d'intégration urbain-rural.

Certaines activités agricoles sont étroitement liées à la ville. Les organisations agricoles, en collaboration avec la mairie, organisent des événements tels que l'ExpoTan et la fête de la charcuterie et du fromage pour mettre en valeur ces activités en milieu urbain.

Les tensions locales autour des activités agricoles à Tandil reflètent des dynamiques similaires à celles observées dans d'autres régions de l'Argentine, où les communautés locales s'opposent aux pratiques agricoles intensives qui menacent leur environnement et leur santé. La question de la propriété foncière et de la disponibilité des terres à Tandil est également un point de tension majeur, comme c'est le cas dans le nord argentin (Schiavoni, 2010) où les conflits sur la terre sont fréquents en raison de l'absence de réglementation claire et de la pression des grands propriétaires fonciers sur les petits producteurs.

7.1.2.3. Portée internationale du 'modèle Tandil' et son impact sur le local

Tandil est une ville intermédiaire reconnue pour sa capacité de développement local soutenue par des actions locales et des dynamiques globales. Tandil participe à des programmes nationaux et provinciaux, ainsi qu'à des réseaux de coopération décentralisée et des programmes internationaux, ce qui montre sa capacité à articuler des actions à plusieurs échelles et niveaux d'organisation. Tandil illustre comment une ville intermédiaire peut s'appuyer sur des dynamiques locales et globales pour promouvoir un développement territorial intégré. Cette politique s'articule à travers trois programmes (Rolandi et Merello, 2017) tels que la promotion du commerce international, la coopération internationale décentralisée, et la participation à des réseaux de villes tels que MERCOSUR-Mercociudades et le Réseau de Cités et Gouvernements Locaux Unis CGLU.

Le premier vise à renforcer les capacités des acteurs locaux à s'engager dans le commerce international, des initiatives (regrouper des microentreprises locales, mise en place d'une assistance professionnelle) pour aider les entreprises locales à s'insérer sur les marchés internationaux, à améliorer leur compétitivité et à se conformer aux normes internationales. La municipalité de Tandil identifie les besoins d'internationalisation des acteurs locaux et met en place des outils pour répondre à ces besoins, consolidant ainsi une stratégie de développement local innovante.

La coopération internationale décentralisée implique des partenariats avec d'autres municipalités et régions à travers le monde. Ces partenariats permettent l'échange de bonnes pratiques, le développement de projets communs et l'accès à des financements internationaux. La politique internationale de Tandil s'appuie sur une articulation avec d'autres acteurs territoriaux, nationaux et internationaux pour maximiser les opportunités offertes par le contexte global et répondre aux besoins locaux. Ce programme s'est concrétisé par la coopération décentralisée entre la ville de Thiers et celle de Tandil facilitée en 2022 par AgriteRRIs.

La participation de Tandil dans le réseau Mercociudades, qui regroupe différentes villes d'Amérique du Sud, est un élément clé de cette politique. Ce programme vise à renforcer la coopération régionale et à promouvoir le développement local à travers des initiatives conjointes avec d'autres villes membres. Tandil a réussi à se positionner parmi les villes les plus actives du pays dans ce réseau, ce qui a contribué de manière significative à son développement local. Dans le cadre du Réseau de Cités et Gouvernements Locaux Unis, Tandil s'est engagé à des actions vers la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

La Ville a su attirer de nombreux nouveaux habitants grâce à son développement urbain et démographique, et à la qualité de ses établissements éducatifs, notamment l'Université Nationale du Centre de la Province de Buenos Aires, qui joue un rôle clé dans le développement économique et technologique de la région. Depuis 2003, Tandil a mis en place une vision stratégique pour devenir un

‘Tandil différencié et compétitif’ tout en maintenant une échelle humaine. Cette vision inclut la création de la ‘Marca Tandil’, qui vise à promouvoir la ville comme une destination touristique attrayante tout en conservant son authenticité et sa tranquillité. Le processus de développement de la marque a impliqué divers acteurs de l’Institut Mixte de Tourisme Tandil constitué de représentants de toutes les activités en relation directe ou indirecte avec le secteur du tourisme. Cependant l’initiative a rencontré des critiques liées à la participation effective d’acteurs et à la continuité de la marque (Calvento, 2008), des travaux se poursuivent pour en faire une démarche plus inclusive et garantir l’impact vers l’extérieur (Garcia Roselló, 2022).

Des enjeux et des actions proposées dans le cadre du dispositif Mission Tandil 2022 mettent en évidence des dynamiques internes et externes, et ouvrent des perspectives pour repenser l’action territoriale envers l’intégration urbain-rural. La ville de Tandil représente ainsi une opportunité pour connecter les initiatives du réseau de villages à des dynamiques globales.

En 2023, dans le cadre du *Forum Origin, Diversity and Territories*, nous avons communiqué un travail sur le ‘réseau de villes’ comme une *forme d’organisation pour le développement des territoires ruraux* (Icéri *et al.*, 2023). Une réflexion basée sur des expériences qui démontrent comment le réseau de villes favorise les dynamiques relationnelles entre différents territoires. Les acteurs de divers territoires apprennent à se connaître, à distinguer leurs dynamiques et à trouver des modalités d’échanges multilatéraux. Cette forme d’organisation territoriale ouvre la discussion sur les possibilités d’adaptation d’actions provenant d’autres contextes spécifiques ou de s’en inspirer pour innover. Le réseau de villes permet d’articuler les enjeux globaux avec leurs déclinaisons locales, tout en ouvrant des pistes de collaborations et d’enrichissement mutuel. Les projets collectifs mis en œuvre mobilisent une pluralité d’acteurs, combinent une diversité d’activités et valorisent des espaces différenciés (Benoît *et al.*, 2006). Ces territoires en réseau, par leurs capacités d’apprentissages collectifs, sont prometteurs d’un nouveau modèle de développement territorial qui relie l’urbain et le rural, articule les échelles et transforme le monde (Papazian *et al.*, 2017).

7.1.3. Le potentiel de l’apport réciproque par les regards croisés France-Argentine

Cette troisième sous-section relative aux apports empiriques de la thèse présente quelques pistes de recherche-action pour une suite basée sur de possibles coopérations décentralisées entre Tandil et Clermont-Ferrand. Il est évoqué l’utilité des regards croisés et des aller-retour France-Argentine.

7.1.3.1. Des initiatives sur les terrains

La mise en lien d’initiatives, tel qu’expérimenté au sujet de la coutellerie, permet des apprentissages réciproques, dont l’intérêt de la recherche à les capitaliser dans le cadre d’AgriteRRIs.

- Expérimentation sur la transition écologique avec implication citoyenne : l’initiative ‘El Arraigo’ à Tandil (cf. chapitre 6) est équivalent au projet de la ‘Ferme de Sarliève’ (cf. chapitre 5), étant toutes deux des initiatives qui cherchent à expérimenter des nouvelles façons de produire plus liées à l’alimentation des population proches, dans une démarche de mise en avant de l’agroécologie sur le territoire. Les dimensions institutionnelle et citoyenne sont portés par les deux projets.
- Réhabilitation de carrières à Tandil, inspirés de l’Ecopôle : depuis 2010, plusieurs carrières de Tandil ont cessé leurs activités d’extraction et ces espaces ont été laissés en friche. Un projet s’installe à compter de 2022, à Cerro Leones et Movediza, porté par une équipe d’extension de l’UNICEN et un groupe de voisins du quartier. L’Ecopôle pourrait servir comme exemple

d'un projet qui implique des habitants proches et des associations locales dans la renaturation et l'aménagement de l'espace.

- Espaces protégés : en 2022 émerge un nouveau projet porté par la municipalité de Tandil pour créer un 'Parc Naturel' dans la carrière CARBA à Tandil, en partenariat avec les propriétaires privés. Il s'agit d'un nouveau modèle (à inventer) qui pourrait s'inspirer des liens entre l'Ecopôle et le Parc Naturel Régional Livradois-Forez en France.

7.1.3.2. *Des aller-retour France-Argentine*

Les regards croisés ont favorisé la réflexion autour des apports réciproques, bien que les analyses de cette thèse n'aient pas porté directement sur ces aspects, les aller-retours ont impliqué l'apport d'un terrain sur l'autre et vice-versa. Le cadre d'analyse des relations urbain-rural, par le biais de l'intégration met l'accent sur les interactions, qui sont à révéler à chaque fois (pour les deux terrains). Le fait d'avoir réalisé des observations sur un objet qui contribue au renforcement des dynamiques entre l'urbain et le rural, l'Ecopôle, a contribué à envisager la lecture de ces mêmes dynamiques/interactions à l'échelle du district de Tandil.

Le terrain de l'Ecopôle, réalisé en premier, apporte une base de connaissances empiriques et une première application méthodologique. Le deuxième terrain permet de revenir sur les questionnements en France avec un nouveau regard. Cinq types d'apports d'un terrain sur l'autre ont été identifiés : 1) connaissances, 2) méthodologies, 3) comparatif (fonctionnement du système), 4) modalités d'action et questionnements posés, 5) changement d'échelle.

Les apports sont dans le sens Ecopôle->Tandil (E->T) et d'autres dans le sens Tandil->Ecopôle (T->E).

- 1) Le premier terrain fait un apport en connaissances (E->T) des modalités de création de projets, ainsi qu'un premier test du modèle conceptuel et des méthodes : plus précisément, des connaissances sur les dynamiques de l'intégration urbain-rural, en particulier les thématiques/enjeux et les méthodologies et outils de participation. En sens inverse (T->E) des connaissances des dynamiques des villages : les interactions au niveau du district, actions concrètes et des enjeux de l'intégration urbain-rural réinterrogent le terrain français et la possibilité d'élargir la portée des dynamiques.
- 2) En termes méthodologiques, le premier terrain a permis la mise en place d'ateliers participatifs, de l'observation participante, ainsi que la mobilisation d'outils comme les schémas, le calendrier et l'usage de post-its. Ces expériences ont permis d'acquérir des compétences pour appliquer des démarches participatives sur le deuxième terrain (E->T). Sur le terrain à Tandil, une nouvelle méthode a été testée à partir de protocoles adaptés à chaque village. Des perspectives s'ouvrent pour l'appliquer en France (T->E).
- 3) Sur le premier terrain (France), on observe que les villes ne sont pas en réseau, et l'Ecopôle représente un moteur des liens entre les espaces ruraux et urbains. Cela soulève la question d'acteurs clés dans ces processus (E->T). A Tandil, on s'aperçoit que les villes sont en réseau, à l'échelle régionale voire internationale. Pour autant la ville est motrice des interactions entre l'urbain et le rural. Le cas de Tandil représente un modèle intéressant pour le terrain en France (T->E).
- 4) Sur certaines thématiques, telles que l'environnement, on s'aperçoit que les actions de protection, par exemple, passent par d'autres modalités selon le contexte territorial. Des exemples : les projets portés par l'Université à Tandil (T->E), l'association LPO en Auvergne (E->T).

>T). Également, au sujet de l'alimentation, l'un de villages à Tandil (Fulton) met en évidence un « réseau de confiance » comme modalité d'action (T->E), une modalité différente des labélisations portées par l'Ecopôle (E->T).

- 5) L'échelle mobilisée sur le deuxième terrain (Tandil) montre que le modèle d'intégration urbain-rural peut s'appliquer à l'ensemble du territoire (T->E).

Ces apports réciproques pourraient être approfondis par les acteurs sur le terrain et inspirer d'autres territoires.

7.2. De la méthode scientifique en recherche-action

Premièrement nous analysons la méthode du jeu de territoire, ses limites et les apports innovants réalisés. Ensuite sont abordés les conditions de la recherche-action menée sur les deux terrains.

7.2.1. La démarche du Jeu de Territoire, une recherche engagée à partir d'une action négociée

La méthodologie employée pour les deux terrains de thèse est le Jeu de Territoire. La mise en place a été globalement réussie dans les deux cas, mais des limites à la démarche sont aussi apparues et certaines ont été évoquées par des étudiants, des collègues chercheurs et même des acteurs locaux qui ont participé aux expériences. Mon parcours personnel et le recul sur l'expérience vécue m'ont permis de tirer d'autres réflexions sur l'engagement des participants dans ce type de démarche de prospective territoriale participative, ainsi que sur l'impact de la recherche sur les transformations de la société (Hazard *et al.*, 2020). Enfin, les innovations apportées à la méthode sont liées aux conditions culturelles locales.

7.2.1.1. Le territoire de la prospective : choix de l'échelle

Les jeux de territoires réalisés ont comme principal fil conducteur la demande formulée localement par un ou plusieurs acteurs du territoire. Le territoire en soi est défini en collaboration avec le partenaire principal, c'est-à-dire l'échelle choisie pour la carte et la question centrale à aborder. Bien que l'objet de la prospective et donc de l'action conduite ensemble a été négocié, dans cet ensemble, nous n'avons toutefois pas négocié l'objet de recherche, à savoir : les relations urbain-rural. Ce choix scientifique nous oblige à nous positionner à des échelles larges du territoire pour envisager les dynamiques entre ensembles territoriaux.

Certains acteurs, ont exprimé leur souhait de travailler à l'échelle de la ville et ont voulu définir un fond de carte focalisé sur l'espace urbanisé et périurbain, afin notamment de voir les rues et pouvoir se repérer spatialement à l'intérieur de la ville. À l'Ecopôle, cette question s'est également posée au groupe d'étudiants, qui trouvaient pertinent de se concentrer davantage sur le site de 140 ha. Toutefois, en échange, nous avons précisé la question négociée et l'intérêt porté au système alimentaire, ce qui nous a conduit à choisir une échelle plus large incluant la métropole et l'espace rural du Livradois-Forez.

Il a également été évoqué la possibilité d'utiliser deux cartes de base ou fonds de carte avec deux échelles différentes comme solution de compromis, pour accepter la proposition tout en respectant l'échelle requise pour la question de recherche. Cependant, il nous a semblé que le temps de la méthode ne permettait pas de proposer deux cartes aux participants, et la mise au propre des résultats aurait plus difficile à réaliser et trop partielle pour chacune des échelles.

L'autre possibilité consiste à réaliser la prospective sur une feuille blanche, permettant à chaque groupe de choisir l'échelle qu'il juge pertinente pour aborder le problème. Cette idée découle de l'incorporation des principes de la cartographie sociale (Diez Tetamanti, 2018). Cependant, dans le jeu de territoire, une carte de base est nécessaire pour que les acteurs puissent se repérer, car elle contient des éléments minimaux (limites administratives, centres urbains, routes). Si les acteurs se positionnent à différentes échelles, la comparaison entre groupes (ou tables) ne serait alors pas possible.

7.2.1.2. *La formation d'agents et le portage politique par la suite*

La dimension de la 'formation' qui accompagne par cette démarche est un point clé autant pour la gestion du jeu de territoire que pour la portée politique de la démarche par la suite, car la formation est l'interface entre la recherche et l'action (Lardon, 2016). Les compétences acquises dans la pratique d'une démarche participative sont celles de l'ingénierie territoriale (Piveteau, 2010 ; Trognon *et al.*, 2012 ; Lardon, 2016 ; Lapostolle, 2021). La mise en place des actions et le suivi restent ensuite entre les mains des agents des collectivités territoriales.

L'approche géographique permet d'appréhender et de comprendre l'ingénierie territoriale comme un dispositif socio-spatial au cœur des enjeux sociétaux et des transformations du territoire. Elle permet également de s'interroger sur la manière dont la composante spatiale est posée, représentée et 'agié' par les différents acteurs dans le cadre de l'action publique (Piveteau, 2010). Trognon *et al.* (2012) proposent d'identifier des 'bouquets de compétences' composant l'ingénierie territoriale, qui correspondent aux quatre missions principales des acteurs : conduite de projet, médiation, connaissance (intelligence), et management. La conduite de projet implique la capacité à planifier, organiser, et gérer des projets de développement territorial. Cela inclut la définition des objectifs, la gestion des ressources, la coordination des équipes, et le suivi des progrès. Les compétences nécessaires comprennent la gestion de projet, la planification stratégique, et la capacité à mobiliser et coordonner les acteurs locaux. La médiation se concentre sur la facilitation des interactions entre différents acteurs territoriaux. Cela peut inclure la résolution de conflits, la négociation, et la promotion de la coopération entre les parties prenantes. Les compétences clés dans ce domaine sont la communication, la négociation, et la capacité à créer des consensus. La connaissance ou intelligence implique la collecte, l'analyse, et l'interprétation des données territoriales pour informer la prise de décision. Cela comprend la maîtrise des outils de diagnostic territorial, la capacité à réaliser des études et des enquêtes, et la compréhension des dynamiques socio-économiques et environnementales. Les compétences nécessaires incluent l'analyse de données, la recherche, et la capacité à synthétiser des informations complexes. Enfin le management dans le contexte de l'ingénierie territoriale englobe la gestion des équipes et des organisations impliquées dans le développement territorial. Cela inclut la gestion des ressources humaines, la direction stratégique, et la gestion financière. Les compétences clés sont le leadership, la gestion des ressources humaines, et la capacité à piloter des organisations complexes.

Le portage politique conditionne souvent la réussite des projets territoriaux. Il implique l'engagement et le soutien des élus et des décideurs locaux dans la mise en œuvre des projets de développement territorial (Trognon *et al.*, 2012). Ce soutien est essentiel pour garantir la légitimité et la pérennité des actions entreprises. Le portage politique permet également de mobiliser les ressources nécessaires et de faciliter la coordination entre les différents acteurs impliqués. Les enjeux de transition territoriale (Lardon, 2016) pour les politiques publiques et les acteurs locaux incluent l'intégration territoriale, l'inter-territorialité et l'innovation territoriale. Ces processus demandent une appropriation par les acteurs pour construire les territoires de demain.

7.2.1.3. *Dépasser les différences de point de vue et éviter l'orientation politique*

La mise en pratique d'une méthode basée sur les principes du développement territorial nécessite de prendre en compte les idées variées, parfois contrastées, des différents acteurs. Les applications de cette méthode, auxquelles j'ai participé, ont révélé des idéologies divergentes, mais ont également montré qu'un terrain d'entente est possible. Hazard *et al.* (2020) soulignent l'importance d'une méthodologie rigoureuse pour gérer les incertitudes épistémiques et articuler les positions de recherche des chercheurs. Une méthodologie bien définie structure les débats et facilite la compréhension mutuelle entre les parties prenantes.

Barré et Jollivet (2023) examinent l'interdisciplinarité et la recherche participative comme deux régimes de recherche essentiels pour la transition écologique et solidaire. Leur analyse de l'évolution de ces régimes en France depuis les années 1970 critique le manque de stabilité des paradigmes de recherche, qui ont évolué de l'environnement au développement durable, à la transition écologique et solidaire, et enfin au vivant. Ils mettent en avant l'échec de la recherche interdisciplinaire à se constituer en un régime reconnu, tout en soulignant que la recherche participative se pose comme une alternative prometteuse. Cette dynamique sociale est portée par des collectifs actifs de la société civile, désireux de participer à la conception et à la mise en œuvre des processus de recherche en coopération avec les chercheurs, afin de valoriser les connaissances issues de leurs expériences de vie. La recherche participative implique une production de connaissances scientifiques où des acteurs de la société civile participent activement et délibérément.

Une démarche d'innovation créative émerge, rendue possible par l'identification claire des rôles et le respect mutuel, même lorsque les idées des chercheurs et des acteurs sont opposées ou en tension. Hazard *et al.* (2020) évoquent la nécessité de considérer les idées contrastées pour réussir une transition vers la durabilité. Du point de vue épistémique, il s'agit de déterminer les participants pertinents pour la production de connaissances scientifiques et de prendre en compte leurs connaissances.

En tant qu'étudiant, les relations hiérarchiques avec des enseignants chercheurs expérimentés peuvent conduire à des situations délicates. Cependant, la recherche participative encourage un accord explicite en faveur du débat et de la discussion, permettant ainsi à tous les participants d'être impliqués dans une liberté d'expression.

7.2.1.4. *La mise au point du cadre d'analyse*

Le cadre d'analyse se précise pendant la réalisation des travaux de terrain, reflété par les modalités d'observation des dynamiques et structures territoriales d'un espace socio-culturel à l'autre. La configuration socio-spatiale est déterminée par la disposition spécifique des entités, de leurs éléments structurels (périmètres administratifs, infrastructures, moyens de transport et de communication, etc.) et des dynamiques propres aux espaces considérés. Certaines interactions s'appliquent à différentes échelles ou niveaux d'organisation (national, régional, local).

Le cadre d'analyse utilisé pour identifier les interactions urbain-rural est le même pour les deux terrains étudiés et repose sur les configurations socio-spatiales, et sur trois dimensions essentielles du territoire : acteurs, activités et espaces. Ce cadre a permis de comprendre comment les différents éléments interagissent et s'influencent mutuellement dans les contextes spécifiques de l'Ecopôle et de Tandil.

Ce cadre peut être généralisé pour comprendre les interactions similaires dans d'autres contextes urbain-rural, selon les trois dimensions clés :

- Acteurs : considérer la diversité des acteurs (habitants, agriculteurs, associations, autorités locales, entreprises, investisseurs, ONG, groupes de défense de l'environnement, scientifiques, touristes) ainsi que les instances de participation et de dialogue (structures de gouvernance participative, conseils de quartier, comités de développement local, forums citoyens), et les espaces de débat et d'information (plateformes numériques réseaux sociaux médias locaux).
- Activités : regarder l'agriculture (pratiques alternatives comme le BIO, l'agroforesterie, les fermes urbaines), les initiatives de développement local (projets de relocalisation alimentaire, circuits courts, coopératives locales), les activités récréatives (événements culturels, festivals, activités sportives) et les projets communautaires (initiatives solidaires, projets de transition écologique, actions de sensibilisation).
- Espaces : repérer les infrastructures de transport et de services (réseaux de transport, infrastructures de mobilité douce, services de proximité comme les écoles et centres de santé), les lieux de patrimoine culturel (sites historiques, monuments, musées), les espaces de sociabilité (marchés locaux, places publiques, parcs, jardins communautaires), les espaces de projets et politiques publiques.

Ce cadre d'analyse a été éprouvé et peut être appliqué à plusieurs échelles. Les interactions entre les différentes dimensions sont particulièrement importantes et méritent d'être soulignées. Il peut servir à analyser les interactions urbain-rural sur d'autres terrains, comme présenté, mais il gagnerait à être enrichi par des approches complémentaires, telles que celles proposées par Iceri et Lardon (2018), qui croisent l'approche du développement territorial avec la théorie des communs.

Cette hybridation avec d'autres approches permettrait d'élargir la portée et la profondeur de l'analyse, offrant une vision plus complète des dynamiques territoriales. En intégrant diverses méthodologies, il est possible de capter des nuances spécifiques à chaque contexte et d'adapter les outils d'analyse aux particularités locales. Cela renforce la robustesse et la pertinence du cadre d'analyse, le rendant plus agile et efficace pour des applications variées.

7.2.1.5. Des innovations apportées

L'application de la méthode à Tandil s'est fondée sur des protocoles scientifiques préparés à l'avance. Nous avons mené des ateliers participatifs dans six villages ruraux du district de Tandil, abordant les projets spécifiques à chaque village, et un atelier de synthèse en ville pour généraliser la prospective à l'échelle du district. Ce faisant, nous avons incorporé des innovations à la méthode originale du jeu de territoire sur cinq axes :

- Adapter la démarche prospective à chacun des villages.
- Organiser des événements collectifs entre la ville et les villages.
- Renforcer des liens urbain-rural par la projection sur le district de Tandil.
- Créer des outils graphiques pour formaliser les enjeux.
- Assurer le partage politique des actions.

Ateliers dans les villages de Tandil : des villages à la ville, et non l'inverse

Dans le district de Tandil en Argentine, une série d'ateliers participatifs a été organisée, marquant une innovation majeure dans le renforcement des liens entre les villages et la ville. Contrairement aux approches traditionnelles, cette initiative a inversé la dynamique en commençant directement dans

les villages. L'idée de démarrer les ateliers dans les villages repose sur la reconnaissance de l'importance des spécificités locales. Chaque village possède ses propres caractéristiques, besoins et potentiels, qu'il est crucial de comprendre et de valoriser avant de les intégrer dans une vision plus large du territoire. Cette approche permet de mettre en avant les villages en tant que centres de sociabilité et de dynamisme, plutôt que de simples extensions rurales de la ville.

Les ateliers ont permis de proposer des actions concrètes telles que l'amélioration des infrastructures locales, la promotion du tourisme rural et la valorisation des produits locaux. En partant des villages, ces initiatives sont mieux adaptées aux réalités locales et bénéficient d'un soutien plus fort de la part des habitants. De plus, cette méthode favorise une meilleure appropriation des projets par les communautés locales, ce qui est essentiel pour leur succès à long terme.

La projection sur le futur dès la première étape

La démarche traditionnelle de développement territorial commence par un diagnostic approfondi des conditions actuelles avant de passer à la phase de planification et de projection. Cependant, une approche innovante consiste à intégrer dès la première étape une projection sur le futur. Cette méthode, utilisée dans le cadre du 'jeu de territoire', propose de ne pas partir d'un diagnostic, mais de se concentrer immédiatement sur des projets et de changer d'échelle. En se projetant directement dans le futur, les participants sont encouragés à penser de manière créative et à envisager des solutions innovantes. Cette approche libère les acteurs locaux des contraintes actuelles et leur permet d'imaginer des scénarios ambitieux et inspirants.

En intégrant immédiatement une perspective, cette approche permet de changer d'échelle et de considérer le territoire dans son ensemble. Plutôt que de se limiter à une analyse locale et fragmentée, les participants peuvent envisager des projets à une échelle plus large, intégrant les différentes dimensions du territoire. Cela facilite la coordination entre les différents acteurs et la mise en œuvre de projets intégrés et cohérents.

Des chorèmes d'enjeux comme outils opérationnels

La méthode des chorèmes comme principes organisateurs, développée par Lardon et Piveteau (2005), offre une approche innovante pour la représentation spatiale des enjeux territoriaux. En utilisant des modèles graphiques pour extraire et représenter les principes organisateurs de l'espace, cette méthode permet de rendre tangibles et compréhensibles les dynamiques territoriales complexes. Les chorèmes permettent de créer des représentations graphiques explicatives des enjeux territoriaux. Ces schémas synthétiques facilitent la compréhension des dynamiques en jeu et rendent les informations accessibles à un large public, y compris les non-spécialistes.

La méthode des chorèmes est hautement adaptable et peut être appliquée à différents contextes territoriaux. Les modèles graphiques élémentaires, tels que le maillage, le quadrillage, et la hiérarchie, peuvent être utilisés pour analyser et représenter les spécificités de divers territoires. Cette flexibilité permet d'adapter les chorèmes aux particularités locales, rendant la méthode pertinente pour une variété de terrains. En fournissant une représentation spatiale des enjeux, les chorèmes facilitent la planification et la prospective territoriale. Ils permettent de visualiser les interactions spatiales et les dynamiques temporelles, offrant ainsi un support précieux pour anticiper les évolutions futures et élaborer des stratégies adaptées.

À Tandil, cette approche a permis de formaliser les enjeux de l'intégration urbain-rural et de créer des outils graphiques d'action. Les chorèmes favorisent la participation et la collaboration entre les différents acteurs territoriaux. En rendant visibles les enjeux et les dynamiques, ils facilitent le dialogue

et la co-construction de solutions. À Tandil, l'utilisation des chorèmes a permis de renforcer les liens entre les acteurs urbains et ruraux, en créant une vision partagée du territoire.

L'utilisation des chorèmes peut également avoir un impact direct sur les politiques publiques. En fournissant des représentations claires et synthétiques des enjeux, ils facilitent l'intégration des résultats dans les politiques locales. À Tandil, l'implication des acteurs politiques dès le début du processus a permis d'élaborer une feuille de route concrète et d'initier de nouvelles collaborations de recherche-action. Les chorèmes produits à Tandil pourront servir de grille de lecture des interactions urbain-rural pour d'autres territoires.

Ces innovations dans la méthodologie mobilisée à Tandil ont fait l'objet d'un article soumis en 2023 à la revue *Nature Science et Sociétés*, intitulé '*Une démarche prospective innovante pour renouer les relations entre ville et villages du district de Tandil (province de Buenos Aires, Argentine)*' par Luciano Copello et Sylvie Lardon.

7.2.2. Le partage de terrains de recherche scientifique et des liens à l'action

7.2.2.1. *Coordination et délimitation des objets de recherche (en France)*

Sur un même terrain, la présence de plusieurs chercheurs nécessite une délimitation claire des objets de chacun et des limites du sujet. À Clermont-Ferrand, siège d'une Université et de divers Instituts de recherche et d'enseignement, la concentration de travaux académiques et de recherche est particulièrement élevée. La trajectoire des chercheurs sur les terrains locaux doit être considérée pour éviter des chevauchements inutiles et pour maximiser l'efficacité des études menées.

Pour accompagner les actions de recherche, nous avons priorisé une répartition des initiatives sur l'ensemble du territoire. Cette stratégie permet de ne pas « se marcher sur les pieds » entre chercheurs et facilite une compréhension globale des dynamiques territoriales.

En 2021, j'ai suivi particulièrement le projet de l'Ecopôle, en reprenant les travaux initiés par Claire Planchat. À partir de 2022, l'implication de Sylvie Lardon dans la gouvernance de la Régie de Territoires des Deux Rives a permis de continuer à travailler sur ce terrain, qui concerne Billom, Pérignat-sur-Allier et s'étend jusqu'à Cournon.

D'autres initiatives, telles que la 'Ferme de Sarliève', sont suivies par Marie Houdart et Salma Loudiyi. Leur engagement dans ce projet met en valeur les échanges entre chercheurs et acteurs locaux, ce qui permet de comprendre les innovations et d'apprendre des difficultés rencontrées ailleurs, anticipant ainsi les défis dans d'autres projets.

Les projets émergents, comme la 'Ferme de Lucien' à Thiers, sont suivis par des doctorants affiliés soit à l'UMR Territoires, soit au CISCA. Cette répartition permet de couvrir efficacement les différents aspects des projets tout en évitant des duplications de travail.

Enfin, le collectif de chercheurs du Projet Alimentaire Territorial (PAT) constitue un moyen de mutualiser les travaux et de favoriser une collaboration interdisciplinaire. Ce collectif permet une mise en commun des ressources et des connaissances, renforçant ainsi la pertinence et l'impact des recherches menées sur le territoire.

7.2.2.2. Le dilemme du Chercheur-Acteur : engagement et objectivité

Lorsqu'on porte la double casquette de chercheur et d'acteur, le doute surgit souvent quant à la manière d'apporter une contribution ou de donner une opinion. Une question récurrente est : pourquoi vouloir influencer le système social plutôt que de se contenter d'observer et d'analyser scientifiquement ? Si l'on accepte, avec Bruno Latour (1997), que 'toute recherche est action', pourquoi se précipiter pour donner une opinion ou s'impliquer directement dans un projet avec une visée d'action ?

Initialement, j'avais envisagé une posture de chercheur engagé pour ma thèse (cf. 4.1.2.4). Cependant, au fil du temps, j'ai constaté que ma participation aux actions de la Régie et le choix de prendre l'Ecopôle comme cas d'étude pour la thèse m'ont permis de satisfaire mon envie d'apporter à l'action, tout en me permettant de construire une certaine distance par rapport au projet de l'Ecopôle. De fait je n'ai jamais influencé directement les actions ou les objectifs du projet Ecopôle. Cette approche a finalement favorisé non pas une totale objectivité, impossible dans ce genre de recherche, mais une position à la fois de participation et de capacité de retrait dans les analyses et les réflexions.

À Tandil, j'ai pleinement intégré le dispositif AgriteRRIs en partenariat avec les acteurs locaux, principalement la Municipalité de Tandil. En travaillant dans leurs locaux et en accompagnant l'action (cf. Chapitre 4), j'ai adopté une approche plus en immersion. L'objectif à Tandil était de promouvoir l'intégration urbain-rural, mais c'est le dispositif AgriteRRIs qui a prévalu, marquant un travail collectif d'une équipe de recherche avec des acteurs ayant également une double casquette, qui ont largement contribué au bon déroulement de la thèse. Mon séjour à Tandil a été relativement court : deux semaines d'exploration en 2021, cinq mois de mise en œuvre en 2022, et deux semaines restitution et validation en 2023. Cette absence de présence physique continue a installé, malgré des liens forts avec la Municipalité, une permanente capacité de distance.

Cette expérience convergente dans les postures entre les deux terrains, malgré des situations différentes, illustre la complexité de la posture de chercheur-acteur toujours liées aux contingences de l'action et des portages politiques. Il est cependant intéressant de noter qu'à l'Ecopôle, cette distance critique qui a permis une observation détachée a dû être construite, tandis qu'à Tandil, c'est mon implication pour comprendre les dynamiques locales et les interactions entre acteurs qui a réclamé une construction. Cette différence est due au fait que l'Ecopôle a participé au financement de la thèse et à une permanence plus continue à Clermont qu'à Tandil. Le paradoxe est que j'ai été finalement plus acteur et proposant en ce qui concerne les actions de terrain auxquelles j'ai participé dans le cadre argentin que dans le cadre français. Cette liberté d'action en Argentine était probablement due justement à une plus grande distance par rapport au partenaire principal du terrain, et une implication totale dans AgriteRRIs : les initiatives étaient en effet largement identifiées comme relevant d'une co-responsabilité Marie-Equipe de Recherche tandis qu'en France les actions relèvent essentiellement des acteurs de terrain et je me suis plus trouvé en position d'observation participante que de recherche-action proprement dite, sauf dans les espaces et les moments réservés au Jeu de Territoire. Cette dualité enrichit la méthodologie en offrant des perspectives variées sur l'engagement et l'objectivité dans la recherche-action.

7.2.2.3. Des projets de recherche ouverts et l'apprentissage de tous

Le cadre de ma thèse a servi de catalyseur pour donner vie à une dynamique de recherche-formation-action au sein du programme AgriteRRIs, renforçant ainsi un 'terrain commun de recherche' pour les équipes scientifiques et les acteurs locaux. Cela a permis de créer de nouveaux liens au sein des réseaux académiques et entre les différents acteurs des territoires. Les jeunes chercheurs, les agents des collectivités territoriales et les étudiants ont particulièrement bénéficié de cette intégration avec

des personnes plus expérimentées dans les domaines de la recherche-formation-action et des démarches participatives.

En 2021, grâce à ma contribution, l'UMR Territoires à Clermont-Ferrand a accueilli Marcela Petrantonio, représentante de la mairie de Tandil et du programme AgriteRRIs. J'ai organisé des rencontres avec des élus locaux, notamment le maire de Pérignat et président de l'Ecopôle, la directrice de la Régie à Billom, et le maire de Thiers, avec qui une coopération décentralisée a finalement été établie.

Par la suite, une meilleure connaissance mutuelle entre équipes s'est développée. À Tandil, le groupe du CESAL a participé à notre démarche 'Mission Tandil 2022', dirigée par Graciela Nogar et composée de cinq étudiants. Dans le cadre du programme PREFALC, des rencontres entre chercheurs, étudiants et acteurs de divers pays (Brésil, France, Argentine) ont également eu lieu. Début 2022, j'ai participé à l'accueil de deux chercheurs argentins et d'une chercheuse brésilienne à Clermont-Ferrand pour un module sur les démarches participatives, intégrant le terrain de l'Ecopôle dans les travaux d'enseignement.

Le programme PREFALC et le projet T2 de la Maestría PLIDER, centré sur le terrain de Gardey, ont également bénéficié des connaissances acquises durant ma thèse. Bien que les chercheurs d'AgriteRRIs auraient pu mener ces projets indépendamment, ma thèse a cependant apporté une contribution significative.

Les temps de partage sur le terrain ont été intenses et riches en moments conviviaux, établissant un cadre de confiance qui a grandement facilité les apprentissages. Ces espaces peuvent être envisagés comme des territoires apprenants (Gwiazdzinski et Cholat, 2021), offrant un environnement propice à l'échange de connaissances et au développement collectif.

7.2.2.4. Appropriation des démarches de recherche par les acteurs locaux

Dans le cas de Tandil, j'ai pu observer, après avoir quitté le terrain, une remobilisation par les agents de la mairie du vocabulaire spécifique à nos démarches, tels que 'intégration urbain-rural', 'visibilité de la ruralité', et 'prospective'. Cela témoigne d'une appropriation par les acteurs locaux des concepts et méthodes développés au cours de notre collaboration.

Cette appropriation illustre une montée en compétences des acteurs locaux en ingénierie territoriale, confirmant ainsi l'efficacité de nos démarches de recherche-formation-action. Le fait que les acteurs se soient approprié ce vocabulaire et ces concepts montre qu'ils ont intégré les approches proposées dans leur propre pratique. Cela renforce l'idée que notre travail a non seulement contribué à la réflexion théorique, mais a également eu un impact pratique et durable sur le terrain.

Ainsi, comme argumenté précédemment, cette montée en compétences des acteurs locaux, représentée par le bouquet de connaissances en ingénierie territoriale, est essentielle pour le succès de nos démarches. Cela démontre l'importance d'une recherche participative et collaborative, où le partage des connaissances et des outils entre chercheurs et acteurs locaux crée un environnement propice à l'apprentissage mutuel et à l'innovation territoriale.

7.2.2.5. Accompagnement et détachement : s'éloigner du terrain pour prendre du recul

Je considère avoir accompagné les acteurs locaux, étant moi-même un membre certes éphémère mais à part entière des équipes de la Régie et de la mairie de Tandil. Bien que cet accompagnement soit de court terme, en raison des obligations liées à la thèse qui requièrent une phase d'analyse et de valorisation scientifique des résultats, l'apport à l'action a été réel et significatif. Il est parfois difficile

de s'éloigner du terrain, mais cette distance permet aux actions entreprises de s'autonomiser et de suivre leur propre trajectoire.

Dans mon cas, les voyages entre la France et l'Argentine ont impliqué un éloignement culturel par rapport aux deux pays. En venant en France, j'ai pris mes distances avec la culture argentine, et en retournant en Argentine, j'ai pris mes distances avec la culture française. J'ai acquis des habitudes et des façons de faire françaises au cours de ces nombreuses années passées en France, où j'ai réalisé la moitié de mon parcours professionnel. Je peux même dire que les étapes les plus marquantes de ma carrière professionnelle se sont déroulées en France.

Ce double enracinement a enrichi mon approche et ma compréhension des dynamiques territoriales et m'a permis d'apporter une perspective unique aux projets auxquels j'ai participé, tout en soulignant l'importance de la flexibilité et de l'adaptabilité culturelle dans les démarches de recherche-formation-action.

7.3. Généralisation des interactions urbain-rural

7.3.1. Les multiples dimensions des interactions urbain-rural

À travers l'analyse des représentations des acteurs à propos des enjeux du territoire, plusieurs thématiques ont émergé, favorisant un rapprochement entre acteurs, activités et espaces issus des zones urbaines et rurales. Cette analyse a permis d'identifier des solutions et des principes universels pour un développement territorial intégré et durable, ainsi que des tensions et controverses spécifiques.

Solutions et Principes Universels pour un développement territorial intégré et durable :

- Participation et dialogue : Impliquer activement les communautés locales.
- Diversité et inclusion d'acteurs : Veiller à ce que toutes les sensibilités et tous les intérêts soient identifiés et puissent s'exprimer, et à ce que les solutions soient adaptées aux besoins locaux.
- Durabilité et innovation : Promouvoir des pratiques agricoles innovantes pour répondre aux défis environnementaux (minimiser l'impact des nouvelles technologies et notamment l'agrochimie) et économiques actuels.
- Partage de connaissances : Faciliter les échanges entre savoir-faire urbains et ruraux.
- Connectivité et accessibilité : Améliorer les infrastructures de transport et les réseaux de communication pour renforcer les échanges économiques et sociaux entre espaces urbains et ruraux.
- Diversification économique : Encourager la promotion de produits locaux pour favoriser la création d'emplois.
- Valorisation culturelle : Renforcer les identités rurales par le biais de fêtes populaires.
- Planification territoriale intégrée : Tenir compte des connexions entre espaces ruraux et urbains dans les stratégies de développement.

Tensions et Controverses identifiées :

- Environnement et agriculture : La pollution des ruisseaux par les produits agrochimiques représente un défi majeur.
- Gouvernance et participation : L'élargissement de la gouvernance peut entraîner des conflits d'intérêts et des difficultés de coordination.

- Relocalisation de l'alimentation : Les contraintes économiques, les habitudes de consommation et le pouvoir d'achat posent des défis à la relocalisation de l'alimentation.
- Propriété foncière : L'accès à la propriété foncière et les conflits qui en résultent sont des enjeux importants.
- Étalement urbain : La préservation des espaces naturels et agricoles face à l'étalement urbain constitue une problématique importante.
- Gestion des ressources naturelles : La gestion de l'eau et de la biodiversité est un enjeu central dans la durabilité territoriale.

En résumé, le cadre d'analyse a non seulement mis en lumière des solutions et des principes pour un développement territorial durable, mais a également permis d'identifier des tensions et des controverses spécifiques. Ces résultats soulignent l'importance d'une approche intégrée et participative dans la planification et la gestion des territoires urbains et ruraux.

7.3.2. Exode et retours : diversification de modes de vie

Il est évident que face à l'accroissement des migrations et au développement de la mobilité ces dernières années, phénomène largement documenté par la littérature scientifique (Sassone, 2021), l'exode rural caractéristique de l'industrialisation en Europe et de la modernisation agricole en Amérique Latine s'est inversé. La crise du Covid-19 a accentué les tendances migratoires déjà existantes, notamment en France, où les espaces peu denses ont enregistré plus d'arrivées que de départs entre 2012 et 2017 (de l'Estoile et Subtil, 2021). Le télétravail a permis de dissocier le lieu de vie du lieu de travail, incitant ainsi de nombreux urbains à s'installer dans des espaces ruraux ou périurbains. Les travailleurs qualifiés sont particulièrement susceptibles de profiter de cette nouvelle flexibilité pour choisir des lieux de vie offrant de meilleures aménités naturelles ou culturelles.

La vision dichotomique entre urbain et rural est dépassée, et les territoires sont désormais un mélange des deux mondes, avec une interpénétration culturelle et une modernisation généralisée des modes de vie. Vanier (2005) explore l'idée que les individus et les groupes ne sont plus confinés à un seul territoire, mais naviguent plutôt entre plusieurs territoires dans leur vie quotidienne. Delfosse (2011) mentionne la co-construction de la diffusion culturelle entre les espaces urbains et ruraux, mettant en avant la collaboration entre les villes petites et moyennes et les communes rurales, et l'importance de diversifier les sources de financement et de renforcer les liens entre les acteurs culturels des deux milieux.

Cependant, même dans les pays développés, un 'arrière-pays' existe, avec des pôles plus ou moins éloignés de la culture et des modes de vie urbains. Il ne s'agit pas d'un manque de communication ou de moyens de déplacement, mais des désirs des habitants, comme cela se reflète dans les villages de Tandil qui souhaitent maintenir le calme, la tranquillité et le caractère rural. Il s'agit de développer les moyens de communication et de déplacement tout en préservant l'intégrité des territoires.

Les relations entre les espaces urbains et ruraux peuvent être repensées à travers le prisme de l'interterritorialité (Vanier, 2005), un concept qui met en lumière la pluralité des territorialités et la complémentarité des fonctions entre ces deux types d'espaces. Cette approche suggère une intégration où les zones d'interface entre les villes et les campagnes jouent un rôle crucial dans le développement territorial. Le concept propose de connecter les hyperlieux identitaires, ou terroirs, pour renforcer leur attractivité économique et leur ouverture à d'autres territoires, y compris lointains. Cette connexion favorise une identité collective qui transcende les frontières traditionnelles entre urbain et rural, permettant de nouvelles pratiques de partage et d'utilisation des ressources.

Les zones d'interface entre les espaces urbains et ruraux émergent comme des territoires à part entière avec des fonctions sociales, culturelles, récréatives et pédagogiques complémentaires. Ces zones peuvent jouer un rôle clé dans la résilience alimentaire et la diversification économique, en intégrant des initiatives comme les fermes urbaines et les jardins potagers. L'interterritorialité favorise une nouvelle ère de co-apprentissage et de montée en compétence réciproque entre les acteurs urbains et ruraux. Les échanges de savoirs et d'expériences enrichissent les dynamiques territoriales et permettent une meilleure adaptation aux défis contemporains.

L'amélioration des infrastructures et des services, comme l'accès à Internet et l'extension des transports publics ruraux, est essentielle pour connecter les hyperlieux identitaires et renforcer l'attractivité économique des territoires. La diversification des territorialités et la résilience des zones d'interface sont cruciales pour répondre aux enjeux de l'étalement urbain et de la conservation des terres agricoles. Les initiatives locales peuvent ainsi contribuer à une plus grande autonomie alimentaire et à une gestion durable des ressources.

La reconnaissance politique des nouveaux rapports à l'espace est cruciale pour l'émergence de projets de territoire ancrés dans une gouvernance territoriale efficace (Béhar *et al.*, 2014), permettant la coordination et l'articulation des politiques publiques à travers différents territoires. Créer des espaces de débat et d'information pour et entre les communautés est nécessaire afin de mieux comprendre les enjeux interterritoriaux et trouver des solutions adaptées. Renouveler les représentations spatiales facilite ainsi le développement territorial.

7.3.3. Des alternatives pour conceptualiser le développement

La thèse repose sur une conception du développement territorial en tant que projet porté par les acteurs d'un territoire. Cette perspective permet de s'éloigner des critères purement économiques et des indicateurs généraux comme le PIB pour se concentrer sur la perception des acteurs locaux et les dynamiques spécifiques à chaque territoire. L'approche systémique et compréhensive du développement territorial met en avant l'importance des relations entre les éléments d'un système (Leloup, 2010), soulignant que chaque territoire est unique et que ses dynamiques de développement sont propres à son histoire et à ses spécificités locales.

Cette approche permet d'examiner les caractéristiques intrinsèques des territoires, telles que le bien-être social, la valeur symbolique des cultures locales et l'état des conditions environnementales, souvent négligées dans les évaluations économiques classiques. À l'échelle nationale, les gouvernements ont tendance à utiliser des méthodes et théories généralistes pour mesurer la prospérité ou le développement d'une société, se basant fréquemment sur des indicateurs comme le PIB. Cependant, à des échelles territoriales plus réduites, comme les régions, les districts ou les communes, il devient possible et même nécessaire de considérer d'autres critères qualitatifs. Ces critères peuvent inclure des aspects tels que la qualité de vie, la cohésion sociale et la durabilité environnementale, qui ne nécessitent pas toujours une quantification précise mais sont essentiels pour un développement territorial intégré.

L'Ecopôle est un projet de territoire qui porte une vision partagée des enjeux pour l'avenir du territoire. Ce projet met en avant les tensions entre les modèles de production et de consommation alimentaire et agricoles, et propose des actions concrètes pour remettre en question le modèle de développement territorial actuel. Les initiatives locales à Tandil, qu'elles soient portées par des acteurs publics, privés ou communautaires, témoignent d'une volonté collective de revitaliser les villages ruraux en tenant compte de leurs spécificités, tout en intégrant ces efforts dans une vision plus large de développement territorial.

En outre, l'analyse des systèmes complexes et du développement territorial montre que les interactions et les rétroactions au sein d'un territoire peuvent produire des effets de levier ou des effets de frein, influençant ainsi le développement de manière significative. Cette compréhension des dynamiques locales permet de mieux appréhender les processus en œuvre et de proposer des outils d'aide à la décision adaptés aux spécificités de chaque territoire. Perroux (1968) a mentionné que des espaces de développement polarisés, tels que les zones d'influence de grands travaux et les zones urbaines, peuvent servir de pôles de développement qui réagissent sur leur milieu. Cela illustre bien l'approche systémique et compréhensive du développement territorial, qui met en avant l'importance des relations entre les éléments d'un système.

Torre (2015) propose de réconcilier les approches du développement territorial et celles de la proximité (géographiques, relationnelles, cognitives et culturelles), en analysant le rôle joué par ces dernières dans les processus de développement. Il met en avant deux grandes catégories d'innovations territoriales : coopératives et conflictuelles. Cette perspective peut aider à comprendre comment les innovations locales influencent le développement territorial.

Perroux (1968) discute également de la notion de pôles d'intégration, qui implique souvent des projets spécifiques. Ces pôles ont un impact qui va au-delà de ce que les projets individuels peuvent exprimer ou prévoir, ouvrant la voie à des programmes et des plans de développement à plus grande échelle, y compris ceux qui sont plurinationaux. Ces programmes devraient être flexibles et indicatifs, servant d'hypothèses organisées pour le développement, accompagnées de mesures incitatives et correctives. L'auteur aborde également la complexité de la région ou de la nation, qui n'est plus vue comme un ensemble homogène mais plutôt comme composée de sous-ensembles polarisés et de pôles de développement ayant un impact sur leur environnement. Cette perspective change la manière dont les investissements et les développements sont envisagés, en reconnaissant la diversité et la spécificité des différentes zones au sein d'une même région ou nation.

Tandil, en tant que pôle de développement, a relancé des projets dans ses villages ruraux malgré un contexte historique défavorable. Ces projets à l'interface urbain-rural montrent comment un pôle de développement peut influencer positivement son environnement et initier des dynamiques de développement à plus grande échelle. Pour l'Ecopôle, ce pôle d'intégration se manifeste par un projet qui lie les espaces urbains et ruraux. L'Ecopôle met en avant des initiatives qui favorisent la durabilité environnementale et la cohésion sociale. Ce projet s'intègre à des instances territoriales supérieures, comme le Projet Alimentaire Territorial (PAT), et vise à coordonner les actions locales pour imaginer un avenir interconnecté des territoires.

7.3.4. La portée générale des projets de territoires

Le niveau des villes semble plus légitime pour mieux réussir à établir un projet de territoire basé sur une vision partagée. À ce niveau, les relations sociales de proximité jouent un rôle essentiel en assurant une cohérence avec la réalité locale et les possibilités spécifiques de chaque territoire. En plus les espaces ruraux et urbains à intégrer sont plus facilement repérables à l'échelle des villes, et l'interconnaissance d'acteurs et des ressources dont ils disposent leur permet de mieux les intégrer. La portée de ce type d'approches aux échelles nationales reste à questionner.

En France les programmes du type 'Action cœur de ville' et 'Petites villes de demain' illustrent bien cette approche. Ces initiatives mobilisent divers outils et investissements publics pour revitaliser les villes moyennes et petites, en tenant compte des dynamiques locales et des fragilités économiques ou sociales (Doré, 2022). L'auteur souligne que la qualité de la gouvernance territoriale est essentielle pour assurer leur succès.

7.4. Conclusion : un retour à la géographie sociale

La reconnaissance des représentations spatiales des acteurs a joué un rôle central dans la planification et la prospective territoriale. En utilisant des chorèmes comme outils opérationnels, les acteurs peuvent visualiser les interactions spatiales et les dynamiques temporelles, facilitant ainsi la coordination et la mise en œuvre de projets intégrés et cohérents. Cette méthode permet d'adapter les représentations aux particularités locales, rendant les informations accessibles à un large public et favorisant la participation et la collaboration entre les différents acteurs territoriaux.

Les projets de territoire, en particulier, bénéficient grandement de ces représentations spatiales. Ils permettent de mieux comprendre et intégrer les dynamiques locales, qu'elles soient urbaines ou rurales, et de développer des stratégies de développement territorial adaptées aux spécificités de chaque territoire. À Tandil, par exemple, l'utilisation des chorèmes a renforcé les liens entre les acteurs urbains et ruraux, créant une vision partagée du territoire et influençant directement les politiques publiques.

En intégrant ces représentations spatiales, les projets de territoire peuvent mieux harmoniser les dynamiques urbain-rural et favoriser un développement territorial équilibré et durable. Cette approche systémique et compréhensive du développement territorial met en avant l'importance des relations entre les éléments d'un système, soulignant que chaque territoire est unique et que ses dynamiques de développement sont propres à son histoire et à ses spécificités locales.

Cette recherche a contribué à la géographie sociale en illustrant comment les interactions urbain-rural peuvent être analysées et optimisées. Les cadres conceptuels développés, tels que la chorématique et la prospective territoriale, offrent des outils précieux pour comprendre et planifier les relations urbain-rural. De plus, l'approche participative et l'engagement des chercheurs sur le terrain renforcent la pertinence et l'applicabilité des résultats obtenus.

Les résultats obtenus dans ces deux contextes montrent que l'intégration urbain-rural est non seulement possible mais également bénéfique pour le développement territorial. Les méthodologies participatives et les outils conceptuels développés peuvent être adaptés et appliqués à d'autres territoires, offrant ainsi des solutions durables et innovantes pour répondre aux enjeux contemporains. En encourageant les acteurs du territoire à s'appropriier ces outils, cette recherche ouvre la voie à une planification territoriale plus inclusive et efficace.

Bibliographie

- ABRIC, J.-C., 1987, *Coopération, compétition et représentations sociales*, Delval.
- ABRIC, J.-C., 1989, "L'étude expérimentale des représentations sociales", *Les représentations sociales* **4**: 187-203.
- ACTERRA, L. COPELLO, M. HOUDART ET S. LARDON, 2021, *Le jeu de territoire pour mieux comprendre le rôle de l'écopôle dans son écosystème alimentaire*, Plaquette AgroParisTech, 32 pages.
- ACTERRA, S. LARDON, C. ALBALADEJO, J. M. D. TETAMANTI ET L. COPELLO, 2018, *Prospective territoriale participative de Chascomús et de son territoire*, Module Flash international du Mastère Spécialisé AgroParisTech ACTERRA: 71.
- ADELMAN, C., 1993, "Kurt Lewin and the origins of action research", *Educational action research* **1**(1): 7-24.
- ALBALADEJO, C., 2004, *Innovations discrètes et re-territorialisation de l'activité agricole en Argentine, au Brésil et en France*, *Desarrollo local y nuevas ruralidades en Argentina*.
- ALBALADEJO, C., 2006, "Le déclin institutionnel de développement agricole en Argentine: paroles d'agents en quête d'identités", *Paroles d'experts: études sur la pensée institutionnelle du développement*: 161.
- ALBALADEJO, C., 2008, *L'agriculture dans la cité. Les nouvelles formes d'insertion territoriale de l'activité agricole dans le périurbain albigeois*, Colloque «Espaces et sociétés aujourd'hui»(La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action).
- ALBALADEJO, C., 2012, "Les transformations de l'espace rural pampéen face à la mondialisation", *Annales de géographie* **686**(4): 387-409.
- ALBALADEJO, C., 2016, "TRANSFORMACIONES TERRITORIALES Y LA ACTIVIDAD AGROPECUARIA "TENDENCIAS GLOBALES Y EMERGENTES LOCALES"", *Actas del Seminario Internacional Transformaciones Territoriales y la Actividad Agropecuaria. Tendencias globales y emergentes locales. Universidad nacional de La Plata*, pp. 27-51.
- ALBALADEJO, C., 2017, "Coexistencia en el territorio de diferentes modelos de desarrollo agropecuario: la teoría de los pactos territoriales aplicada al caso argentino", *Transformaciones Territoriales y la Actividad Agropecuaria. Tendencias globales y emergentes locales (Actas del Seminario Internacional, La Plata 2016)*, 1, 203-p.
- ALBALADEJO, C., L. BARTHE, R. BUSTOS, M. ISCARO, M. PETRANTONIO ET F. TAULELLE, 2017, "Le rôle des villes intermédiaires dans les espaces agricoles pampéens argentins de la Province de Buenos Aires. Analyse de la gouvernance de trois municipalités", *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*(33).
- ALBALADEJO, C., R. BUSTOS CARA, P. BILELLA ET E. TAPELLA, 2008, "Algarrobo o el fin del pueblo chacarero", *Transformaciones globales y Territorios. Desarrollo rural en la Argentina, experiencias y aprendizajes*, compilado por Pablo Bilella y Esteban Tapella, Editorial La Colmena, Buenos Aires: 63-93.
- ALBALADEJO, C. ET F. CASABIANCA, 1997, "Éléments pour un débat autour des pratiques de recherche-action", *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*: 127-149.
- ALBALADEJO, C., L. COPELLO, M. HOUDART, L. JIMÉNEZ, M. PETRANTONIO ET S. LARDON, 2020, *Prospectiva participativa del territorio de Vela (partido de Tandil, provincia de Buenos Aires, Argentina). Informe del Taller T2 de la Maestría PLIDER (versión reducida)*. Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales, La Plata (Argentina): 24 páginas.
- ALBALADEJO, C. ET I. DUVERNOY, 2003, "La réinvention du développement rural par la ville ? Les cas de Bahia Blanca et de Pigüé en Argentine", *Économie rurale*: 37-52.
- ALBALADEJO, C., S. LARDON ET L. COPELLO, 2019, *Regards croisés sur la dynamique de l'élevage dans le territoire de Chascomús. Une démarche prospective Franco-Argentine*, 6ème Colloque ASRDLF et 12ème Colloque ARSR « Les territoires face au défi de la durabilité. Regards croisés Est-Ouest et Sud-Nord », Iasi, Romania.

ALBALADEJO, C., S. M. SASSONE, F. TAULELLE ET E. MUZI, 2022, "Le rôle des villes intermédiaires dans la coexistence de modèles de développement en agriculture. Le cas de la ville de Rodez en Aveyron", *Géocarrefour* **96**(96/4).

ALBALADEJO, C., F. TAULELLE, S. SASSONE ET M. E. MUZI, 2018, "Rol de las ciudades intermedias en la co-presencia de modelos de producción agropecuarias: enseñanzas del caso de Rodez (Francia) para las problemáticas identificadas en Francia y Argentina.", XII Biental del Coloquio Transformaciones Territoriales, Asociación de Universidades Grupo Montevideo (AUGM), Aug 2018, Bahía Blanca, Argentina, pp. 733-750.

ALBALADEJO, C., F. TAULELLE ET S. M. SASSONE, 2021, *Agricultures de proximité et villes intermédiaires: diversité des formes urbaines et modes d'alimentation, Mobilités, choix résidentiels, pratiques sociales et politiques publiques: la ville intermédiaire comme modèle de durabilité?*

ALBALADEJO, C. J., 2022, "Crisis y refundación de las profesiones de ingeniero/a agrónomo/ay forestal", Libros de Cátedra.

ALBALADEJO, C. J., S. M. SASSONE ET R. N. BUSTOS CARA, 2018, "Patrimonialización del pasado francés en la pequeña ciudad pampeana de Pigüé: Un recurso para la identidad y el desarrollo local", Universidad Nacional del Sur. Departamento de Geografía y Turismo. *Revista Universitaria de Geografía* **27**; **2**; **12-2018**; **43-77**.

ALLARD-POESI, F. ET V. PERRET, 2003, "La recherche-action", in Y. Giordano (Dir.), *Conduire un projet de recherche, une perspective qualitative*, Caen : EMS, pp. 85-132.

ALONSO, W., 1980, *Five bell shapes in development*, Papers of the Regional Science Association, Springer.

ALOUTE, D., C. VALLEE ET N. VALLEE, 2022, "La mortalité par suicide au régime agricole dans le Système national des données de santé (SNDS) Résultats 2015 et 2016 Focus sur les pathologies (ALD) et filetype de lieu de résidence".

AMARAL, S., 1998, *The rise of capitalism on the Pampas: the estancias of Buenos Aires, 1785-1870*, Cambridge University Press.

AMBLARD, L., K. BERTHOME, M. HOUDART ET S. LARDON, 2018, "L'action collective dans les territoires. Questions structurantes et fronts de recherche.", *Géographie, Économie, Société*, Lavoisier, **20** (**2**), pp.227-246. [10.3166/ges.20.2017.0032](https://doi.org/10.3166/ges.20.2017.0032) . [hal-02435040](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02435040)

ANGEON, V., P. CARON ET S. LARDON, 2006, "Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable: quel rôle de la proximité dans ce processus?", *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [En ligne], (Dossier 7).

ARGYIS, C., R. PUTNAM ET D. SMITH, 1985, "Action science: Concepts, methods, and skills for research and intervention", San Francisco (CA, US): Jossey-Bass.

ARMSTRONG, W. ET T. G. MCGEE, 1985, *Theatres of accumulation: Studies in Asian and Latin American urbanization*, London, Methuen.

ARMSTRONG, W. R. ET T. G. MCGEE, 1985, "Les villes du tiers monde: théâtres d'accumulation centres de diffusion", *Revue Tiers Monde*: 823-840.

ASCHER, F., 2004, *Los Nuevos Principios del Urbanismo*; alianza editorial, Madrid.

BABONAUX, Y., 1970, *Le lit de la Loire: étude d'hydrodynamique fluviale*, Bibliothèque nationale Paris.

BAILLY, A., 1985, "Distances et espaces: vingt ans de géographie des représentations", *L'espace géographique*: 197-205.

BAILLY, A., 1991, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, A, Colin.

BALIÑO, L. ET A. C. ULBERICH, 2006, "La actividad minera en el entorno urbano. Estudio de caso Cerro Leones, Tandil, Argentina", *Revista Geográfica*: 151-163.

BALSA, J. J., 2004, *Consolidación y desvanecimiento del mundo chacarero: Transformaciones de la estructura agraria, las formas sociales de producción y los modos de vida en la agricultura bonaerense, 1937-1988*, Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la ...

BANOS, V., A. GASSIAT, S. GIRARD, B. HAUTDIDIER, M. HOUDART, S. L. FLOCH ET F. VERNIER, 2020, "L'écologisation, mise à l'épreuve ou nouveau registre de légitimation de l'ordre territorial?. Une

lecture à partir des particularités du débat conceptuel en France", *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* **11**(1).

BARET, P. ET C. ANTIER, 2021, "Penser la diversité des trajectoires de transition", in Gasselín P., Lardon S., Cerdan C., Loudiyi S., Sautier (coor.), *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires, Un nouveau paradigme du développement territorial ?* Quae, pp. 289-305.

BARLES, S., 2009, "Urban metabolism of Paris and its region", *Journal of industrial ecology* **13**(6): 898-913.

BARLES, S., 2017, "Écologie territoriale et métabolisme urbain: quelques enjeux de la transition socioécologique", *Revue d'Economie Regionale Urbaine*(5): 819-836.

BARLES, S., 2018, "Métabolisme urbain, transitions socio-écologiques et relations ville-campagne", *Pour*(4): 49-54.

BARON, C. ET M. MAILLEFERT, 2021, "Le commun eau territorialisé : dynamique de construction et politisation. Eclairages à partir de cas au Burkina Faso et en Indonésie", *Flux* **N° 124-125**(2): 127-142.

BARRE, R. ET M. JOLLIVET, 2023, "Interdisciplinarité et recherche participative: deux régimes de recherche pour la transition écologique et solidaire. Une mise en perspective programmatique", *Natures Sciences Sociétés* **31**(1): 110-119.

BARSKY, J. ET O. GELMAN, 2009, *Historia del Agro Argentino: desde la conquista hasta comienzos del siglo XXI*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.

BARSKY, O. ET J. DJENDEREDJIAN, 2003, *Historia del capitalismo agrario pampeano Tomo I: la expansión ganadera hasta 1895*, Universidad de Belgrano, Siglo Veintiuno.

BATTON-HUBERT, M., T. JOLIVEAU ET S. LARDON, 2008, "Modélisation spatiale et décision territoriale participative. Conception et mise en œuvre dans des ateliers chercheurs acteurs", *Revue internationale de géomatique* **18**(4): 549-569.

BAUER, G. ET J.-M. ROUX, 1976, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Éditions du Seuil Paris.

BEAUJEU-GARNIER, J. ET A. D. ERDENS, 1972, "Princípios de um estudo de rede urbana de um país em desenvolvimento: o exemplo do Centro-Este da Bahia", *Universitas*(12/13): 131-131.

BEHAR, D., P. ESTEBE ET M. VANIER, 2014, "Réforme territoriale: avis de décès de l'interterritorialité?", *Métropolitiques* [en ligne] **13**.

BENKO, G. ET B. PECQUEUR, 2001, "Les ressources de territoires et les territoires de ressources", *Finisterra* **36**(71).

BENOIT, M., J.-P. DEFFONTAINES ET S. LARDON, 2006, *Acteurs et territoires locaux : vers une géoagronomie de l'aménagement*, Editions Quae, 174p.

BERGER, G., 1957, "Sciences humaines et prévision", *Revue des Deux Mondes (1829-1971)*: 417-426.

BERGER, G., 1964, "L'attitude prospective", *Management International* **4**(3): 43-46.

BERGER, M., J.-P. FRUIT, F. PLET ET M.-C. ROBIC, 1980, "Rurbanisation et analyse des espaces ruraux péri-urbains", *L'Espace géographique*: 303-313.

BERNARD, T., 2018, "PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez".

BERRY, B. J. L., 1971, "Géographie des marchés et du commerce de détail", Paris, Armand Colin, 254p.

BERTHELOT, J.-M., 2001, *Épistémologie des sciences sociales*, PUF, 593p.

BETEILLE, R., 1997, *La crise rurale*, Paris, PUF, 127.

BETEILLE, R., 1981, *La France du vide*, *Revue de Géographie Alpine*, vol. 71, no 1, p. 115-116.

BETEILLE, R., 1994, *La crise rurale*, PUF, Paris, Que sais-je, 42-71.

BLACK, R., H. BULLER ET K. HOGGART, 1995, "Rural Europe: identity and change", Arnold, London.

BLANC, N. ET N. MATHIEU, 1996, "Repenser l'effacement de la nature dans la ville", *Le courrier du CNRS* **82**: 105-107.

BLANCHARD, S., J. ESTEBANEZ ET F. RIPOLL, 2021, *Géographie sociale : approches, concepts, exemples*, Armand Colin, 216p.

BLETTERIE, X. ET S. LARDON, 2021, "Habitudes alimentaires et forme d'organisation territoriale innovante dans le PNR Queyras", *Lucrările Seminarului Geografic "Dimitrie Cantemir"* **49**(2): 176-193.

BOCCO, A., J. J. GARAT ET I. VELARDE, 2013, "Sistemas agroalimentarios localizados y agriculturas familiares", *Revista de la Facultad de Agronomía, La Plata* **112**(3): I-VIII.

BODIGUEL, M. ET P. LOWE, 1989, *Campagne Française Campagne Britannique*, L'harmattan, Collection Alternatives rurales, 355 p.

BOINET, M. ET C. PLANCHAT, 2020, *Plan Guide d'Aménagements du Site de l'Ecopôle du Val d'Allier*.

BOLAY, J.-C., A. RABINOVICH ET C. ANDRÉ DE LA PORTE, 2004, *Interfase urbano-rural en Ecuador: hacia un desarrollo territorial integrado*, Cahier du LASUR 5.

BONIN, M., P. CARON, Y. CLOUET, J.-P. CHEYLAN ET P. THINON, 2001, "Territoire, zonage et modélisation graphique: recherche-action et apprentissage", *Géocarrefour*, Vol. 76:3, pp. 241-251.

BONNEMAISON, J., 1981, "Voyage autour du territoire", *L'Espace géographique*: 249-262.

BOUBA-OLGA, O., P. CHAUCHEFOIN, H. CHIRON ET M. FERRU, 2017, *Dynamiques territoriales: éloge de la diversité*, Atlantique, éditions de L'Actualité scientifique Nouvelle-Aquitaine.

BOUCHARDY, C., 2021, *Les Espaces Naturels Sensibles du Puy-de-Dôme*, 144 pages.

BOUCHE, R. ET C. BORDEAUX, 2006, *Savoir-faire fromagers de Corse: patrimoine complexe à formaliser entre technique et culture pastorale*, III Congreso Red SIAL "Alimentación y Territorios", Baeza, España.

BOUDEVILLE, J.-R., 1961, "Les espaces économiques", PUF, 127 p.

BOUDEVILLE, J. R., 1972, "Aménagement du territoire et polarisation", *Revue économique*, volume 25, n°2, 1974. pp. 321-323.

BOURDIEU, P., 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 251.

BOWMAN, J., 1916, "The Andes of Southern Perú. ", *DEL PACIFICO AL AMAZONAS*.

BOZZANO, H. R., J. C. FREDIANI, G. W. CIRIO ET C. A. BARRIONUEVO, 2016, "Metodología de la Investigación en Geografía", Series: Libros de Cátedra.

BOZZANO, H. R. ET I. VELARDE, 2012, "Transformaciones socio-territoriales y procesos de intervención en la región rioplatense".

BRAUDEL, F., 1949, *La Méditerranée et le monde méditerranéen sous Philippe II*, Paris.

BRICAS, N., C. LAMINE ET F. CASABIANCA, 2013, "Agricultures et alimentations: des relations à repenser?", *Natures Sciences Sociétés* **21**(1): 66-70.

BRUN-PICARD, Y., 2013, "Géographie d'interfaces: formes de l'interface humanité espaces terrestres", *Géographie d'interfaces*: 1-257.

BRUN, A., 1995, "Citoyenneté, individualisme, coopération et lien local", *Économie rurale* **229**(1): 11-16.

BRUNEAU, M., 2000, *Pierre Gourou (1900-1999). Géographie et civilisations*, Éditions de l'EHESS.

BRUNET, R., 1957, "Du nouveau dans les campagnes toulousaines", *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen* **28**(2): 117-140.

BRUNET, R., 1972, "Organisation de l'espace et cartographie de modèles: les villes du Massif Central", *L'Espace géographique*: 43-48.

BRUNET, R., 1980, "La composition des modèles dans l'analyse spatiale", *L'Espace géographique*: 253-265.

BRUNET, R., 1986, "La carte-modèle et les chorèmes", *Mappemonde* **86**(4): 2-6.

BRUNET, R., 1994, "Le Languedoc-Roussillon en modèle", *Mappemonde* **35**(3): 1-4.

BRUNET, R., 2001, *Le déchiffrement du monde; Théorie et pratique de la géographie.*, Paris, Belin, 528p.

BRUNET, R. ET O. DOLLFUS, 1990, *Mondes nouveaux*, Géographie Universelle, Paris, Hachette-Reclus, 550p.

BRUNET, R., R. FERRAS ET H. THERY, 1993, "Les mots de la géographie: dictionnaire critique", Montpellier/Paris/Reclus/La Documentation Française, 470p.

BRUNHES, J., 1925, *La géographie humaine*, Librairie Felix Alcan, 3 volumes.

BRUNHES, J. ET P. GIRARDIN, 1906, *Les groupes d'habitations du Val d'Anniviers : comme types d'établissements humains*, *Annales de géographie*, 15e Année, No. 82 pp. 329-352.

BUNGE, W., 1962, "Theoretical geography", *Lund studies in geography* **1**: 210p.

BUSTOS CARA, R., 2001, "Identidad, turismo y territorios locales. La permanente construcción de valores territoriales", *Aportes y transferencias* **5**(1): 11-28.

CAILLY, L. ET R. DODIER, 2007, "La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre", *Norois* **205**(4): 67-80.

CALVENTO, M., 2008, "La Marca Ciudad como herramienta para el desarrollo local: estudio de comparación Marca Tandil y Marca Gesell".

CARDONA, A. ET C. LAMINE, 2011, "L'agriculture biologique: mouvement social pour le développement d'un certain type d'agriculture ou pour un changement plus global", Congrès SFER. Les transversalités de l'agriculture biologique.

CARON, P., 2001, "Zonage à dire d'acteurs: des représentations spatiales pour comprendre, formaliser et décider. Le cas de Juazeiro, au Brésil", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) Représentations spatiales et développement territorial, pp. 343-357.

CATIN, M. ET C. VAN HUFFEL, 2003, "Concentration urbaine et industrialisation", *Monde en développement*(1): 87-107.

CATTAN, N. ET C. GRASLAND, 1992, "Migrations et effets de barrière en Tchécoslovaquie (1960-1989)", *La Tchécoslovaquie en 1992*: 97-120.

CHALEARD, J.-L. ET A. DUBRESSON, 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud: géographie des relations*, KARTHALA Editions.

CHAMBERS, R., 1983, *Rural development: Putting the last first*, Longman Scientific Technology.

CHANAL, V., H. LESCA ET A. C. MARTINET, 1997, "Recherche ingénierique et connaissances procédurales en sciences de gestion: réflexions épistémologiques et méthodologiques", *Revue française de gestion* **116**: 41-51.

CHARVET, J.-P., 1985, "Les greniers du monde", Paris Economica Collection Economie agricole et agro-alimentaire, 368 p.

CHASTEL, J. ET B. FALLET, 2001, "La représentation cartographique, un outil de concertation pour le développement durable des territoires: le cas de Bièvre-Valloire", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) Représentations spatiales et développement territorial, pp. 289-300.

CHAUD, P., C. GIRAUD, L. LALANNE, T. VALENTIN, L. MALY, M. BOINET, C. PLANCHAT, T. FREMONT ET E. MENIER, 2022, Schéma directeur de l'Écopôle du Val d'Allier 2022-2031, Groupement de corédaction (Ligue pour la Protection des Oiseaux Auvergne-Rhône-Alpes, Régie de territoire des deux rives, Nature aux pattes, Ilots Paysans, Rural Combo et Vous Êtes d'Ici) / SEAT. : 156 p + annexes.

CHAUNU, P., 1969, "Conquête et exploitation des nouveaux mondes (Paris, 1969)", Ian K. Steele, *The English Atlantic: 1675-1740*.

CHIVALLON, C., P. RAGOUET ET M. SAMERS, 1999, "Discours scientifiques et contextes culturels", Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

CHOLLEY, A., 1942, *Guide de l'étudiant en géographie*, Presses universitaires de France, 231 p.

CHOLLEY, A., 1946, "Problèmes de structure agraire et d'économie rurale", *Annales de géographie*, 298 pp. 81-101.

CHOMBART DE LAUWE, P. H., 1965, "Des hommes et des villes", Collection : «Etudes et Documents». Paris, Payot, 250 p.

CHRISTALLER, W., 1933, "Die zentralen Orte in Suddeutschland: Eine ökonomisch-geographische Untersuchung über die Gesetzmässigkeit der Verbreitung und Entwicklung der Siedlungen mit städtischen Funktionen", Jena.

CLAPP, J. M. ET H. W. RICHARDSON, 1984, "Technological change in information-processing industries and regional income differentials in developing countries", *International regional science review* **9**(3): 241-256.

CLAVAL, P., 1974, "Éléments de géographie humaine", Paris. Ed. M.-Th. Génin. Librairies Techniques. 412 p.

CLAVAL, P., 1992, "Champ et perspectives de la géographie culturelle", *Géographie et cultures*(1): 7-38.

CLAVAL, P., 1993, "La géographie au temps de La chute des murs", *Essais et études*. Paris: LHarmattan.

CLAVAL, P., 1995, *Géographie culturelle: une nouvelle approche des sociétés et des milieux*, Armand Colin.

- CLAVAL, P., 2018, "Livre 4. La nouvelle géographie, le tournant culturel et l'analyse des représentations", from <https://www.youtube.com/watch?v=2oY5IWuH5Rc>
- CLOUET, Y., 2001, "Représentations mentales et spatiales des acteurs: délégation de Memzel Bouzayenne en Tunisie", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) Représentations spatiales et développement territorial, pp. 319-342.
- CLOUT, H., 1972, Rural geography, 1972, London.
- CONCHEIRO, A. A., 2007, "La prospectiva en Iberoamérica", Ponencia presentada en el Encuentro Internacional.
- CONROY, M. E., 1973, "Rejection of growth center strategy in Latin American regional development planning", Land Economics **49**(4): 371-380.
- COPELLO, L., 2019, Mise en perspective du rôle d'une Société d'Economie Mixte et Société d'Aménagement Régional, AgroParisTech
- COPELLO, L., 2022a, Urban-rural integration, a framework of analysis applied to Ecopôle du Val d'Allier (France), 29 th Colloquium of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems Cairo, & Shebeen Elkom, Menoufia University Egypt.
- COPELLO, L., 2022b, "Volet agricole et alimentaire de l'Ecopôle du Val d'Allier : apports au « Schéma Directeur »", Document Régie de Territoire des Deux Rives, 23p.
- COPELLO, L., 2022c, Stratégie alimentaire et agricole de l'Ecopôle du Val d'Allier, Document Régie de Territoire des Deux Rives, 18p.
- COPELLO, L., 2022d, Metodología para la representación de vínculos urbano-rural: caso de la Ecopôle du Val d'Allier (Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme, Francia). Segundo Encuentro Nacional y Congreso Científico 'Periurbanos hacia un consenso 2022': Tecnopolis, Argentina.
- COPELLO, L. ET S. LARDON, 2022, Folleto de síntesis: Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil Metodología del Juego de Territorio. INRAE & AgroParisTech. (4 páginas).
- COPELLO, L., S. LARDON, C. ALBALADEJO, G. NOGAR ET M. PETRANTONIO, 2023, Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil, 2023. Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil "Metodología del Juego de Territorio" - agosto 2022. , Documento INRAE & AgriteRRIs: 150 páginas.
- CORBRIDGE, S., 1982, "Urban Bias, Rural Bias, and Industrialization", in: Harriss, J. (ed.) Rural Development: Theories of Peasant Economy and Agrarian Change.
- CORNELOUP, J., 2014, "L'habitabilité récréative et écologique des métropoles contemporaines, une ressource territoriale majeure", Dynamiques métropolitaines et développement touristique: 11-36.
- CORNU, P., 2018, "La géographie rurale française en perspective historique", Géoconfluences.
- DALLA TORRE, J., R. SALES, M. ESTEVES ET M. R. GHILARDI, 2019, "Los territorios de interfase urbano-rural en tierras secas. Reflexiones sobre su tratamiento en las políticas de ordenamiento territorial de Mendoza", Quid 16: Revista del Área de Estudios Urbanos(11): 137-150.
- DARDEL, E., 1954, "L'homme et la Terre".
- DAUPHINE, A., 1995, "Modèles physiques et géographie", In BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D.(dirs), Encyclopédie de géographie, Paris, Economica, pp. 309-325.: 309-325.
- DAVEZIES, L., P. DURAN, S. WACHTER ET C. EMELIANOFF, 2002, L'aménagement durable: défis et politiques, Editions de l'Aube.
- DAVID, A., 2000, La recherche intervention, un cadre général pour les sciences de gestion?, Conférence de l'AIMS.
- DE L'ESTOILE, É. ET H. SUBTIL, 2021, "Exode urbain et télétravail : cette fois, c'est différent?", Regards croisés sur l'économie **28**(1): 218-226.
- DE LA BLACHE, P. V., 1908, Tableau de la géographie de la France, Hachette.
- DEBARBIEUX, B., 1995, "Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique", L'Espace géographique: 97-112.
- DEBARBIEUX, B., 2007, "Le syndrome De Moctezuma ou Réflexions sur l'actualité et la pertinence du couple ville-campagne dans l'analyse territoriale", Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales. Lausanne, Presses Polytechniques Universitaires et Romandes, 20 pages.

DEBARBIEUX, B. ET I. HIRT, 2022, Politiques de la carte, ISTE Editions, Géographie et démographie, 283 p.

DEBIE, F., 1995, "Géographie économique et humaine", Paris, PUF, 750 p.

DECOUFLE, A.-C., 1976, Sociologie de la prévision : l'exemple de la prospective sociale en France, PUF.

DEFALVARD, H., 2020, II. L'économie sociale et solidaire à l'âge du translocalisme des communs, Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle, Hermann: 187-195.

DEFFONTAINES, J.-P., J.-P. CHEYLAN ET S. LARDON, 1990, "Gestion de l'espace rural, des pratiques aux modèles (Éditorial)", *Mappemonde* **20**(4): 1-1.

DEFFONTAINES, J.-P., J.-P. CHEYLAN, S. LARDON ET H. THERY, 1990, "Les chorèmes: un outil pour l'étude de l'activité agricole dans l'espace rural", *Mappemonde* **20**(4): 2-4.

DEFFONTAINES, J.-P. ET S. LARDON, 1994, Itinéraire cartographique et développement, INRA Editions, 136 p.

DEFFONTAINES, J.-P., E. MARCEPOIL ET P. MOQUAY, 2001, Le développement territorial: une diversité d'interprétations, Dans LARDON S., MAUREL P., PIVETEAU V. (Dir.), Représentations spatiales et développement territorial, Paris Hermès Science Publications, pp. 39-56.

DEFIVE, E., 2013, "Géologie et déterminisme.", *Mémoire d'Ardèche, temps présent*, 120, 7 p. (120): 7 p.

DEL PINO, L. H., 1976, Proyecto nacional: Razón y diseño, JSTOR.

DELAMARRE, A., 2002, La prospective territoriale, Paris, La Documentation française, collection Territoire en Mouvement. 110 p.

DELFOSE, C., 2011, "La culture à la campagne", *Pour*(1): 43-48.

DEMANGEON, A., 1905, La plaine picarde : Picardie-Artois-Cambrésis-Beauvaisis. etude de géographie sur les plaines de craie du Nord de la France. Thèse de doctorat, faculté des lettres de l'Université de Paris

DERRUAU, M., 1950, "La Grande Limagne auvergnate et bourbonnaise, étude géographique, 1949", *L'Information Géographique* **14**(3): 120-121.

DERRUAU, M., 1961, "Précis de géographie humaine", Paris, Colin, 572 p.

DEVERRE, C. ET C. LAMINE, 2010, "Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales", *Économie rurale* **317**: 57-73.

DI MEO, G., 1991, "L'homme, la société, l'espace", *Anthropos*, coll. Géographie., 319 p.

DI MEO, G., 2000, Géographie sociale et territoires, Paris.

DI MEO, G., 2005, L'espace social: Lecture géographique des sociétés, Armand Colin.

DI MEO, G., 2008, "Une géographie sociale entre représentations et action", *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, 23 (Numéro Spécial Représentation, Action, Territoire): 13-21.

DIEZ TETAMANTI, J. M., 2018, Cartografía social: teoría y método: estrategias para una eficaz transformación comunitaria, Editorial Biblos.

DIEZ TETAMANTI, J. M., T. HEREDIAS ET N. MARTÍNEZ, 2020, "Estrategias y dispositivos comunitarios en procesos de desarrollo territorial en Aldea Beleiro (Chubut, Argentina)", *Pampa (Santa Fe)*(21): 44-64.

DION, R., 1951, Réflexions de méthode à propos de «La grande Limagne» de Max Derruau, *Annales de géographie*, 318, pp. 25-33.

DIRY, J.-P., 1999, Les espaces ruraux, Sedes Paris.

DIRY, J., 1985, "Elevage: vers une delocalisation du hors-sol?", *Economie et Finances Agricoles*.

DIXON, C. J., 1987, Rural-urban interaction in the third world, City of London Polytechnic, Department of Geography.

DJENDEREDJIAN, J. C., 2008, "La colonización agrícola en Argentina, 1850-1900: problemas y desafíos de un complejo proceso de cambio productivo en Santa Fe y Entre Ríos", *América Latina en la historia económica*(30): 127-157.

DORE, G., 2017, Hors des métropoles, point de salut ? Les capacités de développement des territoires non métropolitains, L'Harmattan, 358 pages.

DORE, G., 2022, "Projets de territoire et politique de peuplement", *Population Avenir* **759**(4): 14-16.

DUBY, G. ET A. WALLON, 1976, Histoire de la France rurale, tome 1, la formation des campagnes françaises des origines au XIVe siècle, Seuil.

DUGRAND, R., 1963, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc: le réseau urbain du Bas-Languedoc méditerranéen*, Paris, PUF

DUPAQUIER, J., 1989, "Le plein rural en France", *Espace Populations Sociétés* 7(3): 349-356.

DURANCE, P., M. GODET, P. MIRENOWICZ ET V. PACINI, 2007, "La prospective territoriale", *Cahier du LIPS* 7.

ECHEVERRI PERICO, R. ET M. P. RIBERO, 2002, *Nueva ruralidad visión del territorio en América Latina y el Caribe*, Instituto Interamericano de cooperación para la agricultura (IICA).

EDOUARD, J.-C., 2001, *Organisation et dynamique urbaines du nord du Massif central : Auvergne, Limousin, Nivernais*, Presses Univ Blaise Pascal.

EMELIANOFF, C., 2007, "La ville durable: l'hypothèse d'un tournant urbanistique en Europe", *L'Information géographique* 71(3): 48-65.

ESCOLAR, D., C. C. SALOMON TARQUINI ET J. E. VEZUB, 2015, "La "Campaña del Desierto"(1870-1890): notas para una crítica historiográfica".

FALS-BORDA, O. ET M. A. M. A. RAHMAN, 1991, "Action and knowledge: Breaking the monopoly with participatory action-research", *The Apex Press*, New York, 233 p.

FAUCHER, D., 1949, "Géographie agraire: types de cultures", Paris, Librairie de Médecis, 382p.

FEBVRE, L. ET L. BATAILLON, 1922, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire, Renaissance du livre*, Paris, 471 p.

FIREY, W., 1960, "Man, mind and land: A theory of resource use", *Glencoe, Ill.: Free Press*, 256p.

FOTHERINGHAM, A. S., 1983, "A new set of spatial-interaction models: the theory of competing destinations", *Environment and Planning A: Economy and Space* 15(1): 15-36.

FOUILLEUX, È. ET L. MICHEL, 2020, *Quand l'alimentation se fait politique (s)*, Presses universitaires de Rennes.

FOURASTIE, J., 1949, "Le grand espoir du XXème siècle", Paris: puf.

FOURNY, M.-C. ET D. DENIZOT, 2007, *La prospective territoriale, révélateur et outil d'une action publique territorialisée, colloque de géographie sociale*, Presses Universitaires de Rennes.

FOURNY, M.-C. ET D. DENIZOT, 2007, *La prospective territoriale, révélateur et outil d'une action publique territorialisée, Territoires en action et dans l'action*, D. Rodolphe, R. Alice et S. Raymonde, Rennes, France, Presses Universitaires de Rennes: 29-44.

FREMONT, A., 1965, "Présentation d'une carte de l'Atlas de Normandie: la répartition des exploitations agricoles", *Norois* 45(1): 5-27.

FREMONT, A., 1976, *La région, espace vécu*, PUF, 223p.

FRIEDMANN, J., 1966, "Regional development policy: a case study of Venezuela", *Cambridge, The M.I.T. Press*, 280 p.

FRIEDMANN, J. ET M. DOUGLASS, 1978, *Agropolitan development: towards a new strategy for regional planning in Asia, Growth pole strategy and regional development policy*, Elsevier: 163-192.

FRIEDMANN, J. ET C. WEAVER, 1979, *Territory and function: the evolution of regional planning*, Univ of California Press.

FULKERSON, G. M., 2022, *Community in Urban–Rural Systems: Theory, Planning, and Development*, Rowman & Littlefield.

GAIGNARD, R. ET R. FIGUEIRA, 1989, *La Pampa Argentina: ocupación, poblamiento, explotación de la conquista a la crisis mundial (1550-1930)*, Solar Buenos Aires.

GARAVAGLIA, J. C., 1987, "Crecimiento económico y diferenciaciones regionales: el Río de la Plata a fines del siglo XVIII", *Economía, sociedad y regiones*.

GARAVAGLIA, J. C., 1999, *Pastores y labradores de Buenos Aires*, Ediciones de la Flor.

GARAVAGLIA, J. C. ET J. GELMAN, 2003, "Capitalismo agrario en la frontera. Buenos Aires y la región pampeana en el siglo XIX".

GARCIA ROSELLÓ, P., 2022, "Plan de marketing: marca ciudad municipio de Tandil".

GASSELIN, P., J.-P. CHOISIS, S. PETIT, F. PURSEIGLE ET S. ZASSER, 2015, *L'agriculture en famille: travailler, réinventer, transmettre*, EDP sciences, 382 p.

GASSELIN, P., S. LARDON, C. CERDAN, S. LOUDIYI ET D. SAUTIER, 2021, *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires*, éditions Quae, 396 p.

GAUTIER, D., 2001, "Des représentations pour accompagner les projets de gestion de l'espace en Cévennes", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) Représentations spatiales et développement territorial, pp. 269-288.

GAVIGNAUD, G. ET R. HUBSCHER, 1989, "Histoire en perspective: les études rurales dans l'historiographie française", CAMPAGNE FRANÇAISE, CAMPAGNE BRITANNIQUE: 83.

GAZULL, L., 2009, The fuelwood supply area of Bamako: a spatial interaction modelling approach. Le bassin d'approvisionnement en bois-énergie de Bamako Une approche par un modèle d'interaction spatiale, Université Paris-Diderot - Paris VII

GELMAN, J., 1998, "Campesinos y estancieros, una región del Río de la Plata a fines de la época colonial. Buenos Aires: Los libros del Riel, 1998. 333 p".

GELMAN, J., 2010, "La Gran Divergencia. Las economías regionales en Argentina después de la Independencia", La historia económica y los procesos de independencia en la América hispana: 105-129.

GEO-CONFLUENCES, 2023, Intégration, intégration régionale. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/integration>.

GEORGE, P., 1945, "Géographie sociale du monde", PUF.

GEORGE, P., 1952, "La ville", Cahiers internationaux de Sociologie **13**: 31.

GEORGE, P., 1956, La campagne: le fait rural à travers le monde, PUF, 377p.

GEORGE, P., 1963, Précis de géographie rurale, Paris, PUF, 354 p.

GEORGE, P., 1966, Sociologie et géographie, Presses universitaires de France.

GEORGE, P., 1968, Problèmes urbains de la République Argentine., Annales de géographie, 77e Année, No. 421, pp. 257-277.

GEORGE, P., 1992, "La géographie à la poursuite de l'histoire", Armand Colin, 128p.

GEORGES, P. ET F. VERGER, 2006, "Dictionnaire de la Géographie (9e éd.)", Paris: PUF.

GIBLIN, B., 2005, "Élisée Reclus : un géographe d'exception", Hérodote **117**(2): 11-28.

GIRARD, S., 2023, Géographe engagé.e par et pour son terrain en temps de crises : implications éthiques et méthodologiques, réflexion épistémologique, Engagement(s) : Rencontres 2023 du Comité National Français de Géographie, Valenciennes, France.

GODET, M. ET P. DURANCE, 2006, "Prospective stratégique. Problèmes et méthodes", Cahiers du LIPSOR(20).

GONIN, A. ET C. QUEVA, 2018, Géographie des espaces ruraux, Armand Colin.

GOULD, W., 1982, "Rural-urban interaction in the Third World", Area: 334-334.

GOUROU, P., 1947, "Les pays tropicaux: principes d'une géographie humaine et économique", PUF, 200p.

GOUROU, P., 1973, "Pour une géographie humaine", Paris, Flammarion, 388 p.

GRADMANN, R., 1964, "Süddeutschland", Darmstadt: Hermann Gentner

GRAS, C. ET V. HERNANDEZ, 2013, Los pilares del modelo "agribusiness" y sus estilos empresariales, El agro como negocio : producción, sociedad y territorios en la globalización, C. Gras et V. Hernandez, Buenos Aires, Biblos: 17-46.

GRAS, C. ET V. HERNÁNDEZ, 2009, La Argentina rural: De la agricultura familiar a los agronegocios, Editorial Biblos.

GRATALOUP, C., 1996, "Rhétorique graphique et pensée iconique", Espace Temps **62**(1): 6-18.

GREENWOOD, D. J. ET M. LEVIN, 1998, "Action research, science, and the co-optation of social research", Studies in cultures, organizations and societies **4**(2): 237-261.

GREFFE, X., 1984, Territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation., Economica, 320 pages.

GREFFE, X., 2002, Le développement local, L'aube.

GRELA, P., 1958, "El grito de Alcorta: historia de la rebelión campesina de 1912", (No Title).

GROSSO, S. ET C. ALBALADEJO, 2009, "Los ingenieros agrónomos y la "nueva agricultura": des/reterritorialización de la profesión", C. Gras y V. Hernández, coords. La Argentina rural: de la agricultura familiar a los agronegocios. Buenos Aires: Biblos: 117-134.

GUERIN, J., A. BAILLY ET H. GUMUCHIAN, 1989, "Représenter l'espace", L'imaginaire spatial à l'école, Paris Anthropos.

GUERRAND, J., 2021, "Nouvelles voies de développement agricole en milieu périurbain conduit par des acteurs associatifs: le cas du projet Ferme de Sarliève", Mémoire de thèse professionnelle Mastère spécialisé ACTERRA, AgroParis Tech.

GUGLER, J., 1980, "'A minimum of urbanism and a maximum of ruralism': the Cuban experience", *International Journal of Urban & Regional Research* **4**(4).

GUIHENEUF, P.-Y., P. BARRET ET P. CAYRE, 2006, La formation au dialogue territorial: quelques clés issues d'une réflexion collective, Educagri éditions, 194 p.

GUMUCHIAN, H. ET B. PECQUEUR, 2007, "La ressource territoriale, coll", Géographie, Anthropos/éd. Economica, Paris.

GURVITCH, G., 1970, "Les cadres sociaux de la connaissance", Paris, PUF.

GUY, D., 2013, "Le choix d'un cadre générique pour penser, observer et représenter la conduite et l'accompagnement du changement", In Bedin V., Conduite et accompagnement du changement. Contribution des Sciences de l'Éducation. L'Harmattan, 2013, Pratiques en formation, 12 p.

GWIAZDZINSKI, L. ET F. CHOLAT, 2021, Conclusion. Territoires apprenants. Un concept à l'épreuve du terrain et une aventure pour demain, Elya Editions.

HABERMAS, J., 1976, "Connaissance et intérêt", Collection Tel (n° 38), Gallimard, 392p.

HÄGERSTRAND, T., 1965, "A Monte Carlo approach to diffusion", *European Journal of Sociology/Archives Européennes de Sociologie* **6**(1): 43-67.

HAGGET, P., 1972, "Human Geography", A Modern Synthesis, Methuen, London.

HALBWACHS, M., 1909, Les expropriations et le prix des terrains à Paris (1860-1900), E. Cornely & Cie.

HALL, B. L., A. GILLETTE ET R. TANDON, 1982, "Creating knowledge: A monopoly?", *Society for Participatory Research in Asia*, 209 p.

HALL, D., 1981, "Town and country planning in Cuba", *Town and Country Planning* **50**(3): 81-83.

HARRIS, C. D., 1943, "A functional classification of cities in the United States", *Geographical Review* **33**(1): 86-99.

HARVEY, D., 1969, "Explanation in geography", London: Edward Arnold, : 521p.

HARVEY, D., 2018, The limits to capital, Verso books.

HAZARD, L., M. CERF, C. LAMINE, D. MAGDA ET P. STEYAERT, 2020, "A tool for reflecting on research stances to support sustainability transitions", *Nature Sustainability* **3**(2): 89-95.

HERIN, R., 1984, "Quelques convictions pour la géographie sociale", *Géocarrefour* **59**(3): 147-155.

HERNÁNDEZ, O. D. J. M., 2015, "Max Weber: el Fausto enjaulado", *REPENSAR*: 95.

HERNÁNDEZ, V., 2009, "La ruralidad globalizada y el paradigma de los agronegocios en las pampas gringas", *La Argentina rural. De la agricultura familiar a los agronegocios*: 39-64.

HERON, J., 1996, "Co-operative inquiry: Research into the human condition", *Co-Operative Inquiry*: 1-240.

HERRERA, A. O., H. D. SCOLNIK, G. CHICHILNISKY, G. C. GALLOPIN ET J. E. HARDOY, 1976, Catastrophe or new society?: a Latin American world model, IDRC, Ottawa, ON, CA.

HERRERA, A. O. ET D. SIMON, 1977, "Un monde pour tous : Le modèle mondial Latino-Américain", Paris, PUF.

HERVIEU, B. ET D. HERVIEU-LEGER, 1979, Le retour à la nature : au fond de la forêt... l'État, Editions Seuil.

HESS, R., 1983, "Histoire et typologie de la recherche-action", *Pour* **90**: 9-16.

HLPE, 2017, "2nd Note on critical and emerging issues for food security and nutrition. A note by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security".

HOSELITZ, B. F., 1955, "Generative and parasitic cities", *Economic Development and Cultural Change* **3**(3): 278-294.

HOUDART, M., 2021, "La contribution des associations de soutien aux Monnaies locales complémentaires à la territorialisation de l'alimentation. Une illustration à l'échelle du Puy-de-Dôme, France", *Géocarrefour* **95**(95/4).

HOUDART, M., V. BARITAUX ET S. COURNUOT, 2015, Bassin laitier du Livradois-Forez (France), Cardère Editeur.

- HOUDART, M. ET S. LARDON, 2022, Itinéraires méthodologiques – Méthodes, outils, applications – Parcours de jeunes chercheurs, Presses Universitaires Blaise Pascal, Territoires 5, 399 Pages. .
- HOUDART, M., P.-M. LE BEL ET S. LARDON, 2020, "Repenser l'analyse de la participation dans les dispositifs publics de développement territorial. Illustration tirée de l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial", *Géographie, économie, société* **22**(2): 159-182.
- HOUEE, P., 1992, La décentralisation: Territoires ruraux en développement, Syros Alternatives et Adels.
- HOUET, T. ET F. GOURMELON, 2014, "La géoprospective–Apport de la dimension spatiale aux démarches prospectives", *Cybergeo: European Journal of Geography*.
- HURIOT, J.-M., 1994, "Von Thünen économie et espace", (No Title).
- HURIOT, J., 1994, "Von Thünen, Economie et Espace, Association de Science Régionale de Langue Française", *Economica*, Paris: 247.
- HUTCHEL, A. ET H. MOLET, 1986, "Rational modelling in understanding and aiding human decision-making: About two case studies", *European Journal of Operational Research* **24**(1): 178-186.
- ICERI, V., 2019, "Actions collectives alimentaires en territoires ruraux : un regard sur la diversité, une quête pour le développement territorial : regard croisé entre Brésil et France", Thèse de doctorat en Géographie. Université Clermont Auvergne, .
- ICERI, V. ET S. LARDON, 2018, "L'organisation socio-spatiale, un commun pour le développement territorial. Le cas d'une communauté faxinal au Brésil", *Espaces et sociétés* **175**(4): 87-104.
- ICERI, V., S. LARDON, L. COPELLO ET M. TAWAB TIENEB, 2023, Le réseau de villes, une forme d'organisation pour le développement des territoires ruraux ?, Forum Origin, Diversity and Territories, Chania, Crète, 21-23 Novembre 2023.
- ISARD, W., 1956, "Location and space-economy", John Wiley & Sons, Inc., New York, 350p.
- JAQUES, E., 1947, "Some Principles of Organization of a Social Therapeutic Institution", *Journal of Social Issues* **3**(2).
- JAROSZ, L., 2008, "The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas", *Journal of rural studies* **24**(3): 231-244.
- JEAN, B., 2002, "Les territoires ruraux dans la modernité avancée et la recomposition des systèmes ruraux", *Estudos sociedade e agricultura*. v. 10, n. 1, pp. 5-27.
- JEAN, Y. ET M. PERIGORD, 2017, *Géographie rurale-2e éd.: La ruralité en France*, Armand Colin.
- JOHNSTON, T., 2016, "Environmental determinism", *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology: People, the Earth, Environment and Technology*: 1-3.
- JOLLIVET, M., 1997, "Des campagnes paysannes au rural" vert": naissance d'une ruralité postindustrielle", *Vers un rural post-industriel*: 77-125.
- JOURNOT, M., 1999, "Schématisation et modélisation cartographiques en France : les pratiques scolaires en débat", *Cahiers de Géographie du Québec* **43**(120): 495-515.
- JOUSSEAUME, V., 2021, *Plouc Pride: Récit pour les campagnes*, Editions de l'Aube.
- JUILLARD, É., 1961, "L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale", *Études rurales*(1): 18-33.
- KANT, I., 1908, "Critique of pure reason. 1781", *Modern Classical Philosophers*, Cambridge, MA: Houghton Mifflin: 370-456.
- KAYSER, B., 1960, "Campagnes et villes de la Côte d'Azur : essai sur les conséquences du développement urbain", Monaco, Ed. du Rocher, 593 p.
- KAYSER, B., 1990, "La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental", Paris, A. Colin, 316 p.
- KAYSER, B., 1996, "Ils ont choisi la campagne. Ed. de l'Aube", Francia.
- KENNEDY, C., J. CUDDIHY ET J. ENGEL-YAN, 2007, "The changing metabolism of cities", *Journal of industrial ecology* **11**(2): 43-59.
- KLEIN, J. L., 2014, "Innovation sociale et développement territorial", *L'innovation sociale*: 115-139.
- LACOSTE, Y., 1976, *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, F. Maspero, Paris.
- LACOSTE, Y., 1980, "Unité et diversité du tiers monde", F. Maspero, Paris.
- LACOSTE, Y., 1993, "Démocratie et géopolitique", *Hérodote*(69-70): 3-8.

- LACOSTE, Y., 1995, "Les géographes, la science et l'illusion", *Hérodote: Revue de géographie et de géopolitique*(76): 3-21.
- LAMINE, C. ET T. MARSDEN, 2023, "Unfolding sustainability transitions in food systems: Insights from UK and French trajectories", *Proceedings of the National Academy of Sciences* **120**(47): e2206231120.
- LAN, D. ET A. MIGUELTORENA, 2017, *Aportes para el estudio de ciudades intermedias de Argentina*, Pontificia Universidad Católica de Chile. Facultad de Historia, Geografía y Ciencia Política. Instituto de Geografía, 334 (16-44).
- LANDAIS, É., J.-P. DEFFONTAINES ET M. BENOIT, 1988, "Les pratiques des agriculteurs point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique", *Etudes rurales*: 125-158.
- LANDY, F., 2006, "Un milliard à nourrir : Grain, territoire et politiques en Inde", Editions Belin, collection « Mappemonde », 270 p.
- LANG, M. ET D. M. CHAVEZ, 2014, *Au-delà du développement : critiques et alternatives latino-américaines*, Éditions Amsterdam.
- LAPASSADE, G., 2002, *Observation participante*, Vocabulaire de psychosociologie, Toulouse, Érès: 375-390.
- LAPOSTOLLE, D., 2021, *L'ingénierie territoriale comme opérateur de capacitation territoriale*, HDR, Université Grenoble Alpes, 133
- LARDON, S., 1999, *Modélisation spatiale des dynamiques territoriales*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches en Biométrie, Université Claude Bernard Lyon 1
- LARDON, S., 2012, *Géoagronomie, paysage et projets de territoire: sur les traces de Jean-Pierre Deffontaines*, Éditions Quae.
- LARDON, S., 2013, "Construire un projet territorial : Le "jeu de territoire", un outil de coordination des acteurs locaux", *FaçSADe*(2013/38): 1-4.
- LARDON, S., 2015, "L'agriculture comme potentiel de développement des territoires périurbains. Analyse par les configurations socio-spatiales", *Articulo-Journal of Urban Research*(Special issue 6).
- LARDON, S., 2016, "L'ingénierie territoriale à l'épreuve des transitions territoriales".
- LARDON, S., 2022, Les représentations chorématiques dans les processus participatifs, *Politiques de la carte*, dans Debarbieux B. et Hirt I. (dir.), *Politiques de la carte*. Iste Editions, Collection Géographie et démographie - Géographie politique, pp. 225-238.
- LARDON, S., C. ALBALADEJO, S. ALLAIN, P. CAYRE, P. GASSELIN, L. LELLI, P. MOITY MAÏZI, M. NAPOLEONE ET J.-P. THEAU, 2015, "Dispositifs de recherche-formation-action pour et sur le développement agricole et territorial", *Partenariats pour le développement territorial*. QUAE, Versailles: 47-57.
- LARDON, S., V. ANGEON, P. LEBLANC ET L. TROGNON, 2008, *Usage du " jeu de territoire" pour faciliter la construction d'une vision partagée du territoire dans une démarche participative. L'élaboration du plan stratégique du Temiscamingue*, 6. Colloque franco-polonais. Développement Durable des Territoires: de la Mobilisation des Acteurs aux Démarches Participatives, Presses Universitaires Blaise Pascal.
- LARDON, S., S. BA NGUYEN ET D. VERGNAUD, 2020, *Co-construire un itinéraire méthodologique entre chercheurs et acteurs : La chronique du projet PSDR INVENTER – Inventons nos territoires de demain.*, In Sabine Nguyen Ba et Sylvie Lardon (eds.) *Comment adapter et hybrider les démarches participatives dans les territoires? E_book du réseau OPDE « Des Outils pour Décider Ensemble » associé au Groupe transversal 3 « Systèmes alimentaires et forestiers, circuits et circularités » du programme PSDR4 "Pour et Sur le Développement Régional"*, Clermont-Ferrand 15 et 16 octobre 2019, pp. 72-89.
- LARDON, S., P. CARON, R. RAYMOND, F. BRAU, A.-C. BRONNER ET G. GIACOMEL, 2008a, "Jeu de construction de territoire. Usage des représentations spatiales dans une démarche participative", *Revue internationale de géomatique* **18**(4): 507-530.
- LARDON, S. ET B. DEBARBIEUX, 2003, *Les figures du projet territorial*, Bibliothèque des territoires, L'Aube, DATAR, 270 pages., 259.

- LARDON, S. ET M. HOUDART, 2017, "Les Chorèmes face à l'évolution des thématiques et pratiques de recherche, en agronomie et aménagement des territoires", *Mappemonde*. Numéro numéro 122 · Articles · Mise en ligne : 11/2017.
- LARDON, S., M. HOUDART, S. LOUDIYI, R. FILIPPINI ET E. MARRACCINI, 2017, Food, integrating urban and agricultural dynamics in Pisa, Italy, Toward sustainable relations between agriculture and the city, Springer: 15-31.
- LARDON, S., F. LE BER, C. BRASSAC, P. CARON, M. MAINGUENAUD ET J.-M. PREAU, 2006, "Conception collaborative d'objets géo-graphiques. Application aux jeux de territoire", *Revue internationale de Géomatique* **16**(2): 269-284.
- LARDON, S. ET S. LOUDIYI, 2014, "Agriculture et alimentation urbaines : entre politiques publiques et initiatives locales", *Géocarrefour*, 89/1-2 | 2014, 3-10.
- LARDON, S., P. MAUREL ET V. PIVETEAU, 2001, Représentations spatiales et développement territorial, Hermès, 437p.
- LARDON, S., P. MOQUAY ET Y. POSS, 2007, Développement territorial et diagnostic prospectif : Réflexions autour du viaduc de Millau, 377p.
- LARDON, S. ET M. NOUCHER, 2016, "Construire demain par les cartes: usages de l'information géographique en prospective territoriale participative", *Cahiers de géographie du Québec* **60**(170): 209-219.
- LARDON, S. ET V. PIVETEAU, 2005, "Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire: une approche par les modèles spatiaux", *Géocarrefour* **80**(2): 75-90.
- LARDON, S., D. POLI, D. FANFANI, G. GIACCHE ET A. MAGNAGHI, 2013, Croiser les regards d'agronomes et d'urbanistes pour penser l'agriculture périurbaine. Le cas du parc agricole de Florence (Italie), 5emes Rencontres du réseau d'Enseignement et de Recherche Espace Rural & Projet Spatial «Explorer le territoire par le projet. L'ingénierie territoriale à l'épreuve des pratiques de conception».
- LARDON, S., J.-P. TONNEAU, R. RAYMOND, E. CHIA ET P. CARON, 2008b, "Dispositifs de gouvernance territoriale durable en agriculture. Analyse de trois situations en France et au Brésil", *Norois* **209** | **2008**, 17-36.
- LATOURE, B., 1997, "Toute recherche est action!: Un entretien avec Christophe Albaladejo et François Casabianca", *La recherche-action.*, 1997, 197-208.
- LATOURE, B., 2017, Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, La Découverte, 107p.
- LAUNHARDT, W., 1882, Die Bestimmung des zweckmässigsten Standortes einer gewerblichen Anlage, Flammarion, 252p.
- LAURIC, M. A., 2009, Rol de la extensión rural realizada por INTA y demás organizaciones para contribuir al desarrollo rural territorial en el partido de Bolívar, Departamento de Geografía y Turismo, Universidad Nacional del Sur
- LE GALES, P., 1992, "New directions in decentralisation and urban policy in France: the search for a postdecentralisation state", *Environment and Planning C: Government and Policy* **10**(1): 19-36.
- LE GALL, J. ET M. GARCÍA, 2010, "Reestructuraciones de las periferias hortícolas de Buenos Aires y modelos espaciales¿ Un archipiélago verde?", *EchoGéo*(11).
- LE GRAND, L. ET M. VAN MEEKEREN, 2008, Urban–rural relations: Dutch experiences of the LEADER+ network and rural innovation in areas under strong urban influences, *Rurality near the city— Proceedings of the international conference and workshops held in Leuven, Belgium, on February.*
- LE LANNOU, M., 1952, *La Géographie humaine*, Paris.
- LE LAY, Y.-F., 2016, "Représentation. Notion à la une de Géoconfluences".
- LE VELLY, R., 2017, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs: une promesse de différence*, Presses des Mines, Paris, 198p.
- LE VELLY, R. ET I. DUFEU, 2016, "Alternative food networks as “market agencements”: Exploring their multiple hybridities", *Journal of rural studies* **43**: 173-182.
- LEBEAU, R., 1969, "Les grands types de structures agraires dans le monde", Paris, Masson, 120 p.
- LEE, R., 1993, Integration. , In: Gregory D, Johnston R, Pratt G, Watts M, Whatmore S (eds). *The dictionary of human geography*, 3rd ed. Wiley-Blackwell, Malden.

- LEFEBVRE, H., 1967, "Le droit à la ville", *L'Homme et la société* **6**(1): 29-35.
- LEFEBVRE, H., 1974, "La production de l'espace", *L'Homme et la société* **31**(1): 15-32.
- LELLI, L. ET S. PARADIS-MAINDIVE, 2000, "Quand le paysage ordinaire devient un paysage remarqué", *Sud-ouest européen* **7**: 27-34.
- LELOUP, F., 2010, "Le développement territorial et les systèmes complexes : proposition d'un cadre analytique", *Territoires-Interdisciplinarité-Systèmes*(4): 687-705.
- LELOUP, F., L. MOYART ET B. PECQUEUR, 2005, "La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale?", *Géographie Économie Société* **7**(4): 321-332.
- LEVI-STRAUSS, C., 1958, "La notion de structure en ethnologie", *Anthropologie structurale*: 303-350.
- LEVY, A., 1985, "La recherche-action: une autre voie pour les sciences humaines", in J.-P. Boutinet (sous la dir.), *Du discours à l'action. Les sciences sociales s'interrogent sur elles-mêmes* 50-68.
- LEVY, J., 1994, *Oser le désert. Des pays sans paysans*, Sciences Humaines, hors-série n° 4, pp. 6-9.
- LEWIN, K., 1946, "Action research and minority problems", *Journal of social issues* **2**(4): 34-46.
- LIPTON, M., 1977, *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias in World Development*, London, Temple Smith.
- LIPTON, M., 1982, *Why poor people stay poor*, in: in: Harriss, J. (ed.) *Rural Development: Theories of Peasant Economy and Agrarian Change*, Hutchinson: 66-81.
- LÖSCH, A., 1940, "The spatial organization of the economy", Londres: Encyclopædia Britannica.
- LOUDIYI, S., 2020, *Construire une géographie des politiques alimentaires intégrées : Acteurs, échelles et gouvernance*, HDR, Université Clermont-Auvergne.
- LOUDIYI, S. ET M. HOUDART, 2019, "L'alimentation comme levier de développement territorial? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales", *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*(367): 29-44.
- LOUDIYI, S., M. HOUDART, M. ET G. GIACCHÈ, 2014, *Collective action and agriurban dynamics: The case of the olive oil road of the monti Pisani. (Tuscany, Italy)*. Scarborough Fare ASFS/AFHVS/CAFS Annual Conference, Toronto, CAN, Jun 2016, TORONTO, Canada.
- LOUDIYI, S., C.-T. SOULARD, P. ABRANTES, S. LARDON, G. MOUSSELIN, P. SCHEROMM, E. VALETTE, O. BENDJABALLAH ET F. JARRIGE, 2017, *The integration between Mediterranean cities and agriculture in local projects. A conceptual framework, Toward sustainable relations between agriculture and the city*, Springer: 129-143.
- LUSSAULT, M., 1996, *L'espace en actions : de la dimension spatiale des politiques urbaines*, Université François Rabelais
- LYNCH, K., 1964, *The image of the city*, MIT press.
- MAGNAGHI, A., 2014, *La biorégion urbaine: petit traité sur le territoire bien commun*, Eterotopia France.
- MAILLE, E. ET E. PERREAU, 2001, "Représentations diachroniques des dynamiques spatiales périurbaines : conurbation Aix-Marseille", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) *Représentations spatiales et développement territorial*, pp. 177-192.
- MAINET, H., 2017, *Ville-campagne, urbain-rural: mots, lieux et liens. Approches croisées France-Afrique subsaharienne*, Université Toulouse Jean Jaurès
- MANOILOFF, O. R. A., 1980, "La geografía de Humboldt y Ritter a nuestros días", *Boletín de la Facultad de Humanidades. Universidad Nacional del Nordeste*, pp 45-47.
- MANZANO, F. A. ET G. A. VELAZQUEZ, 2015, "La evolución de las ciudades intermedias en la Argentina", *Revista Geo UERJ | ISSN 1415-7543 | E-ISSN 1981-9021*.
- MARCHAL, H. ET J.-M. STEBE, 2018, *La France périurbaine*, Paris, PUF, 128 p.
- MARCHAND, S., 2017, "Quelles relations villes - campagne au XXIè siècle ?".
- MARGETIC, C., H. ROTH ET M. POUZENC, 2017, *Les campagnes européennes: espaces d'innovations dans un monde urbain*, Presses universitaires du Midi, Toulouse, 222 p.
- MARÍ, M., 2018, *Ciencia, tecnología y desarrollo: políticas y visiones de futuro en América Latina (1950-2050)*, Teseo.
- MARTÍNEZ, M., 2018, *La identidad pampeana: transformaciones campo-ciudad del territorio agropecuario de La Pampa-Argentina*, X Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo,

- Barcelona-Córdoba, Junio 2018, Departament d'Urbanisme i Ordenació del Territori. Universitat Politècnica.
- MASSEY, D., 1997, "A feminist critique of political economy", *City* 2(7): 156-162.
- MATHIEU, N., 1974, "Propos critiques sur l'urbanisation des campagnes", *Espaces et sociétés*(12): 71-89.
- MATHIEU, N., 1982, "Questions sur les types d'espaces ruraux en France", *L'Espace géographique*: 95-110.
- MATHIEU, N., 1990, "La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts", *Économie rurale*: 35-41.
- MATHIEU, N., 2017, Les relations villes/campagnes : Histoire d'une question politique et scientifique, 240.
- MATHIEU, N., M. JOLLIVET ET J.-P. BILLAUD, 1989, "Du rural à l'environnement: la question de la nature aujourd'hui", L'Harmattan et ARF Editions, 352p.
- MAURETTE, F., 1922, Les grands marchés des matières premières, Librairie A. Colin.
- MAYO, C. A., 2004, Estancia y sociedad en la pampa, 1740-1820, Editorial Biblos.
- MENDRAS, H., 1967, "La fin des paysans, Paris", Paris, SÉDÉIS.
- MENDRAS, H., 1976, "Sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie", Paris, Gallimard, 368p.
- MENDRAS, H., 1984, "La fin des paysans-suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après", Actes sud.
- MERCIER, G., 2017, La géographie néopositiviste quantitative et sa critique (1945–1985), Cours Université Laval, Québec, Canada, 16p.
- MERELLO, A., 1973, Prospectiva: Teoría y práctica, Editorial Guadalupe Buenos Aires, Argentina.
- MERENNE-SCHOUMAKER, B., 2017, Didactique de la géographie: organiser les apprentissages, De Boeck (Pédagogie et Formation).
- MERLIN, P., 1997, "Géographie humaine", Paris, PUF (Coll.« Fondamental »), 576 p.
- MICHEL, B., 2016, "L'habitat léger : émergence de modes d'habiter innovants?", Dans Françoise Dureau; Laurent Cailly (Dir.). Les espaces du logement: pratiques habitantes et politiques publiques: 137-148.
- MICHELET, J., 1886, Notre France : sa géographie, son histoire, C. Marpon et E. Flammarion éditeurs - 319 p.
- MICHELIN, Y. ET T. JOLIVEAU, 2005, "Le paysage dans un projet de territoire: quelques pistes pour une démarche de médiation paysagère", La polyphonie du paysage, Lausanne, Presses polytechnique et universitaire romandes: 143-177.
- MÍGUEZ, E., 2008, Historia económica de la Argentina: De la conquista a la crisis de 1930, Sudamericana, 376.
- MÍGUEZ, E. J., 2000, "El capitalismo y la polilla: Avances en los estudios de la economía y la sociedad rural pampeana, 1740-1850".
- MONOT, A., 2020, Les espaces ruraux en France, Edition Collection : Thèmes & Débats, 144 pages., Bréal.
- MONTI, A. F., 1972, "Proyecto nacional: razón y diseño".
- MOQUAY, P., P. MAUREL, S. LARDON ET V. PIVETEAU, 2001, "Pour un usage raisonné des représentations spatiales : bilan et perspectives", In Lardon S. Maurel P., Piveteau V. (Dir.) Représentations spatiales et développement territorial, pp. 411-437.
- MORELLO, J., G. D. BUZAI, C. A. BAXENDALE, A. F. RODRÍGUEZ, S. D. MATTEUCCI, R. E. GODAGNONE ET R. R. CASAS, 2000, "Urbanization and the consumption of fertile land and other ecological changes: the case of Buenos Aires", *Environment and Urbanization* 12(2): 119-131.
- MORENO, J. L., 1946, "Sociodrama", In J. L. Moreno, Psychodrama, first Vol (pp. 350–366). Beacon House.
- MUCHNIK, J., 2008, "Alimentos y territorios en un mundo fragmentado", Sistemas agroalimentarios localizados en Argentina, Ediciones INTA, Buenos Aires: 20-30.
- NEDELEC, P., 2018, Géographie urbaine, Armand Colin.
- NEWLAND, C. ET J. ORTIZ, 2001, "Las consecuencias económicas de la Independencia Argentina: Términos del intercambio y ajuste estructural, 1810-1825", *Cuadernos de economía* 38(115): 27-45.

NIAUX, V., 2009, *George Onslow: le Beethoven français?*, Les sources du romantisme français: à la croisée des influences italiennes et germaniques (1780-1830).

NIETZSCHE, F., 1883 ; 1885, *Also sprach Zarathustra. Ein Buch für Alle und Keinen*, Chemnitz.

NOGAR, A. G., 2009, "Multifuncionalidad rural: un análisis desde la nueva ruralidad. Agroindustrias y Turismo rural. Estudio de caso en Tandil. 2006. ", Tesis de postgrado. Universidad Nacional Del Sur.

NOGAR, A. G. ET G. P. JACINTO, 2012, "Viejas trayectorias nuevas articulaciones. Un análisis de las transformaciones territoriales desde los vínculos urbano-rurales en la pampa argentina", *Cuadernos de desarrollo rural*, 9 (69), 67-82.

NOGAR, A. G. ET J. TORRES, 2008, "Sistemas Agroalimentarios Localizados: Procesos de innovación y valorización local. La producción de quesos de Tandil", *Sistemas Agroalimentarios Localizados en Argentina*: 121.

NOGAR, M. L. ET G. P. JACINTO, 2013, "Nuevas funciones y fragilidades ambientales en la Pampa Argentina: el caso de los asentamientos de rango menor en Tandil", *Universidad Autónoma de Chile. Facultad de Educación; Nadir*; 5; 1; 7; 1-13.

NOIN, D., 1979, "Géographie de la population", Paris, Masson, 328p.

O'CONNOR, A., 1983, *The African City*, London, Hutchinson.

OCARIZ, M. P., S. G. DELUCHI, C. MANTIÑAN, J. C. OJEDA ET F. BIDINOST, 2021, *Estrategias de intervención de la Agencia de Extensión Rural Bariloche del INTA en contextos de pandemia*, EEA Bariloche, INTA.

PACHOUD, C., K. KOOP ET E. GEORGE, 2022, "Societal transformation through the prism of the concept of territoire: A French contribution", *Environmental Innovation and Societal Transitions* **45**: 101-113.

PAPAZIAN, V., T. WASSENAAR, P. CARON, E. VALETTE ET G. C. D'ECKENBRUGGE, 2017, *Des territoires vivants pour transformer le monde*, Quae.

PARIS, U., 1975, *Réflexions sur l'espace rural français: approches, définitions, aménagement*, ENS Editions.

PAT, (2024), "Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du Parc Livradois-Forez." from <https://pat-grand-clermont-parc-livradois-forez.fr/connaitre-le-pat/avec-qui/#>.

PAT, (2024), "Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du Parc Naturel Régional Livradois-Forez." from <https://www.legrandclermont.com/projet-alimentaire-territorial>.

PAUL, V., 2023, "Green deal" concepts and challenges for sustainable rural systems, 30th Annual Colloquium - Commission on the Sustainability of Rural Systems (CSRS) - International Geographical Union (IGU), Lodz, Poland.

PAÛL, V. ET F. H. MCKENZIE, 2013, "Peri-urban farmland conservation and development of alternative food networks: Insights from a case-study area in metropolitan Barcelona (Catalonia, Spain)", *Land use policy* **30**(1): 94-105.

PAULET, J.-P., 2009, *Manuel de géographie urbaine*, Armand colin.

PECQUEUR, B. ET J.-L. KLEIN, 2022, "Les tiers lieux: une option pour la reconfiguration des rapports travail-communauté?", *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research* **13**(2): 10 pp-10 pp.

PEEMANS, J.-P., 2008, *Territoire, développement et mondialisation. Points de vue du sud*, Paris.

PERRIER-CORNET, P., 2003, "Quelles perspectives pour les campagnes françaises ?", *C.E.R.A.S | « Revue Projet »* 2003/2 n° 274 | pp. 42-50.

PERRIN, C. ET C.-T. SOULARD, 2014, "Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan", *Géocarrefour* **89/1-2**: 125-134.

PERROUX, F., 1968, "Les investissements multinationaux et l'analyse des pôles de développement et des pôles d'intégration", *Revue Tiers Monde*: 239-265.

PETRANTONIO, M., 2023, *Localización de la Agenda 2030 en el Partido de Tandil: Informe del Gobierno Ejecutivo Local.*, Municipio de Tandil: 198.

PETRANTONIO, M., M.-A. LORDA, L. BARTHE ET F. TAULELLE, 2019, *La innovation en el mundo rural: en busca del buen vivir desde la acción colectiva*, XI Jornadas interdisciplinarias de estudios agrarios y agroindustriales argentinos y latinoamericanos. Facultad de ciencias económicas, Buenos Aires, Argentina. pp.18.

- PETRANTONIO, M. M., 2018, "La presencia rural en el mundo urbano: una mirada desde las innovaciones sociales en las ciudades intermedias", *Actas Científicas CIG - 79^o Semana de la Geografía*, pp. 103-108.
- PHILIPPONNEAU, M., 2002, "Quarante ans de géographie appliquée (1962-2002)", *Géographes associés* **26**(1): 15-17.
- PIET, L., 2002, *Spatialisation d'un modèle d'équilibre général calculable pour l'étude de la localisation des activités agricoles à une échelle infra-nationale*, Thèse de doctorat, ENGREF (AgroParisTech)
- PINCHEMEL, P., 1957, "Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936", A. Colin, 232 pages.
- PINCHEMEL, P. ET G. PINCHEMEL, 1988, "La face de la terre: éléments de géographie", A. Colin, Paris, 519p.
- PIVETEAU, V., 2010, "L'ingénierie territoriale: pour un parti pris géographique", HDR, ENS Lyon.
- PIVETEAU, V. ET S. LARDON, 2002, "Chorèmes et diagnostics de territoire: une expérience de formation", *Mappemonde* **68**(4): 1-6.
- POTTER, R. ET T. UNWIN, 2017, *The Geography of urban-rural interaction in developing countries: essays for Alan B. Mountjoy*, Routledge.
- POTTER, R. B., 2017, *Urban-rural interaction, spatial polarisation and development planning, The geography of urban-rural interaction in developing countries*, Routledge: 323-333.
- POULOT, M., 2008, "Les territoires périurbains: «fin de partie» pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives?", *Géocarrefour* **83**(4).
- POULOT, M., 2012, "Résurgences paysagères et nouvelles économies agricoles dans le périurbain francilien", *Projets de paysage: revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace* **8**: 10 pages.
- POUZENC, M. ET B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, 2020, *Etudier les ruralités contemporaines*, PUM, 425p.
- PRED, A., 1973, "The growth and development of systems of cities in advanced economies", *Lund Studies in Geography B* **38**: 9-82.
- PRESTON, D. A., 1975, "Rural-urban and inter-settlement interaction: Theory and analytical structure", *Area*: 171-174.
- PUMAIN, D., 1982, *Chemin de fer et croissance urbaine en France au XIX^e siècle*, *Annales de géographie*, 507 pp. 529-550.
- PUMAIN, D., T. SAINT-JULIEN, E. DUMAS ET H. MATHIAN, 2001, "Les interactions spatiales: flux et changements dans l'espace géographique", (No Title).
- PUMAIN, D., T. SAINT-JULIEN, E. DUMAS ET H. MATHIAN, 2001, "Les interactions spatiales: flux et changements dans l'espace géographique", Armand Colin.
- PUMAIN, D., T. SAINT-JULIEN ET H. MATHIAN, 1997, "L'analyse spatiale: Localisations dans l'espace", Tome 1, Paris, A. Colin, 168p.
- RAFFESTIN, C., 1986, "Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale?", *Geographica helvetica* **41**(2): 91-96.
- RAMBAUD, P., 1969, "Société rurale et urbanisation", Paris, Editions du Seuil, 318 pages.
- RAMÍREZ, B. R., 2007, "La geografía regional: tradiciones y perspectivas contemporáneas", *Investigaciones geográficas*(64): 116-133.
- RANDLE, P. H., T. FRANCINI, S. M. SASSONE, M. A. I. DE NISTAL ET S. VIDAL, 1992, *Ciudades intermedias: su reactivación en la región pampeana: bases para una política*, Fundación Banco de Boston.
- RASTOIN, J.-L., 2015, "Les systèmes alimentaires territorialisés : considérations théoriques et justifications empiriques": 10.
- RASTOIN, J.-L. ET G. GHERSI, 2010, *Le système alimentaire mondial: concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Éditions Quae.
- REASON, P. E., 1994, *Participation in human inquiry*, Sage Publications, Inc.
- RECLUS, E., 1885, *Nouvelle géographie universelle*, Hachette.
- REILLY, W. J., 1953, "The law of retail gravitation", University of California.
- REY BALMACEDA, R. C., 1972, "Geografía regional: teoría y aplicación", Buenos Aires, Estrada, 190 p.
- REYNAUD, A., 1981, *Société, espace et justice: inégalités régionales et justice socio-spatiale*, PUH, 264p.
- RHEIN, C., 2002, "Intégration sociale, intégration spatiale", *L'Espace géographique* **31**(3): 193-207.

- RICCI, P., 2016, "" El Grito de Alcorta": una mirada crítica a la protesta social de 1912".
- RICHARDSON, H. W., 1980, "Polarization reversal in developing countries", *Papers in Regional Science* **45**(1): 67-85.
- RIEUTORT, L., 2011, *La géographie française et la question rurale, Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin: 408 p.
- RIEUTORT, L., 2012, "Du rural aux nouvelles ruralités", *Revue internationale d'éducation de Sèvres*(59): 43-52.
- RIZZO, D., M. DEBOLINI, M. GALLI ET E. BONARI, 2012, "Agronomes et géoagronomie: "relecture" de trois études de cas en Toscane", Dans LARDON, S. (ED.), *Géoagronomie, paysage et projets de territoire: sur les traces de Jean-Pierre Deffontaines*, Éditions Quae, Collection Indisciplines, pp.43-62.
- ROCHFORT, M., 1959, "L'organisation urbaine de l'Alsace", *L'Information Géographique* **23**(2): 81-83.
- ROCHFORT, R., 1961, "Le travail en Sicile: étude de géographie sociale.", Paris, PUF, 363p.
- ROCKSTRÖM, J., W. STEFFEN, K. NOONE, Å. PERSSON, F. S. CHAPIN, E. F. LAMBIN, T. M. LENTON, M. SCHEFFER, C. FOLKE ET H. J. SCHELLNHUBER, 2009, "A safe operating space for humanity", *nature* **461**(7263): 472-475.
- ROLANDI, M. L. ET M. MERELLO, 2017, "La Política Internacional del Municipio de Tandil como una estrategia de Desarrollo Local.: Análisis de la participación en la Red de Mercociudades (2005-2015)", *Perspectivas: revista de ciencias sociales* **2**(3): 143-169.
- RONDINELLI, D. A., 1983, "Secondary cities in developing countries: Policies for diffusing urbanization", *Sage Library of Social Research*, Vol. 145, Beverly Hills, 288 pages.
- RONDINELLI, D. A., 1985, *Applied methods of regional analysis: the spatial dimensions of development policy*, Westview, Boulder.
- ROSA, H., 2016, *Alienación y aceleración: hacia una teoría crítica de la temporalidad en la modernidad tardía*, Katz Editores.
- ROUDART, L., 2018, "Nouvelles ruralités, agroécologie, souveraineté alimentaire : vers des alternatives de développement ? Introduction", *Mondes en développement* **182**(2): 7-19.
- ROUGERIE, G., 1975, *Les cadres de vie*, P.U.F., Coll. « Sup », 264 p.
- ROUX, E., H. GUMUCHIAN, E. GRASSET ET R. LAJARGE, 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Economica.
- RUIZ-TAGLE, J., 2013, "A theory of socio-spatial integration: Problems, policies and concepts from a US perspective", *International Journal of Urban and regional research* **37**(2): 388-408.
- SÁBATO, H., 1985, "La formación del mercado de trabajo en Buenos Aires, 1850-1880", *Desarrollo Económico*: 561-592.
- SAINT-JULIEN, T., 1982, *Croissance industrielle et système urbain*, Economica, Paris, 279p.
- SANDOVAL, M. F. L. ET A. CARRIÓN, 2018, "Geografía, economía y territorios rurales en América Latina: presentación del dossier", *Eutopía: Revista de Desarrollo Económico Territorial*(14): 7-22.
- SANNAJUST, J.-G., (1994), ""Le Château de Bellerive" " *Bulletin de l'Association George Onslow n°1*. from <https://sites.google.com/site/onslowassociation/bibliographie/bibliographie-complete>.
- SANTOS, M., 1974, "Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale", *Revue Tiers Monde*: 271-286.
- SANTOS, M., 1975, "Underdevelopment, growth poles and social justice/SOUS-DEVELOPPEMENT POLES DE CROISSANCE ET JUSTICE SOCIALE", *Civilisations*: 18-32.
- SANTOS, M., 1993, "Les espaces de la globalisation", *Séminaire Analyse du Système Monde et de l'Economie Mondiale*.
- SANTOS, M., 1996, "Metamorfosis del espacio habitado. Barcelona", Oikos-tau.
- SANTOS, M., 2000, *O espaço do cidadão* (142 p), São Paulo, Nobel.
- SANTOS, M., 2002, "Mode de production technico-scientifique et différenciation spatiale", *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*(Hors-série).
- SASSONE, S., 2021, "Migraciones internacionales en la Argentina", Buenos Aires: Conicet.
- SASSONE, S. M., 1981, *Azul, Olavarría, Tandil: un sistema urbano*, Estudios geográficos pampeanos, Buenos Aires, OIKOS Asociación para la Promoción de los Estudios Territoriales y Ambientales.
- SASSONE, S. M., 1992, "Subsistemas Urbanos Policéntricos en los Sistemas Nacionales de Ciudades Un caso en la Argentina", *Revista Geográfica*(116): 85-111.

- SASSONE, S. M., 2000, "Reestructuración territorial y ciudades intermedias en la Argentina", *Ciudad Y Territorio Estudios Territoriales (CyTET)* **(123)**, 57-92.
- SASSONE, S. M., 2018, *Las ciudades intermedias en la nueva agenda urbana: desafío para el desarrollo sostenible local y regional.*, Congreso Internacional de Geografía. 79 Semana de Geografía. GÆA Sociedad Argentina de Estudios Geográficos. Tanti (Córdoba, Argentina), 25-29 setiembre.
- SAUER, C. O., 1920, *The geography of the Ozark highland of Missouri*, University of Chicago Press.
- SAUTTER, G., 1986, "La géographie rurale en crise?", *Études rurales*: 259-274.
- SCHIAVONI, G., 2010, "Describir y prescribir: la tipificación de la agricultura familiar en la Argentina", *Las agriculturas familiares del Mercosur. Trayectorias, amenazas y desafíos*: 43-60.
- SCHMIDT, M., 2003, "La carta coremática: medio de expresión privilegiado de la geografía", *Noveno Encuentro de Geógrafos de América Latina*(Argentina, Mendoza).
- SCHNAPPER, D., 2007, "Qu'est-ce que l'intégration ?", *Commentaire Numéro 119*(3): 862-865.
- SCOTT, M., N. GALLENT ET M. GKARTZIOS, 2019, *The Routledge companion to rural planning*, Routledge, 670 pages.
- SECRETARÍA, A. C. N. D. S., 1971, *Lineamientos de un nuevo proyecto nacional*, Universidad Nacional de Tucumán.
- SHUCKSMITH, M. ET D. L. BROWN, 2016, *Routledge international handbook of rural studies*, Routledge, 728p.
- SILI, M., 2005, *La Argentina rural: de la crisis de la modernización agraria a la construcción de un nuevo paradigma de desarrollo de los territorios rurales*, Ed. INTA.
- SILI, M. ET F. TAULELLE, 2014, *El desarrollo territorial en áreas rurales de Argentina y Francia. Un análisis comparado Transformaciones de la actividad agropecuaria, de los territorios y de las políticas públicas: entrelazamientos de lógicas*, EdiUNS, Universidad Nacional del Sur.
- SINAÏ, A., 2023, *Réhabiter le monde. Pour une politique des biorégions*, Seuil.
- SIRVENT, M. T. ET L. A. RIGAL, 2012, *Investigación acción participativa: un desafío de nuestros tiempos para la construcción de una sociedad democrática*, Proyecto páramo andino.
- SIVIGNON, M., 1996, "Les systèmes agraires européens: héritages, mutations, frontières", *L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences-Po, Paris: 37-56.
- SOLDO, E. ET C. ARNAUD, 2016, "L'évaluation stratégique: une démarche qui favorise la gestion démocratique des projets de territoire", *Management international* **20**(4): 12-25.
- SONNINO, R., 2016, "The new geography of food security: exploring the potential of urban food strategies", *The Geographical Journal* **182**(2): 190-200.
- SORRE, M., 1948, "Fondements de la géographie humaine", *Cahiers internationaux de sociologie* **5**: 21-37.
- SORRE, M., 1957, *Rencontres de la géographie et de la sociologie*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 213 p.
- SOULE, B., 2007, "Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales", *Recherches qualitatives* **27**(1): 127-140.
- STEINHÄUSER, C., 2020, "Los saberes de los ancestros: clave para los vínculos con la Madre Tierra en una comunidad andina en Argentina", *Documents d'anàlisi geogràfica* **66**(2): 307-324.
- STIERAND, P., 2012, *Food Policy Councils: recovering the local level in food policy*, *Sustainable food planning: evolving theory and practice*, Wageningen Academic: 67-78.
- STÖHR, W., 1978, "Development from below: the bottom-up and periphery-inward development paradigm", *WU Vienna University of Economics and Business. IIR-Discussion Papers No. 6*.
- STÖHR, W. ET D. R. F. TAYLOR, 1981, "Development from above or below? The dialectics of regional planning in developing countries", *Wiley*, Chichester, 488 pages.
- STOUFFER, S. A., 1960, "Intervening opportunities and competing migrants", *Journal of regional science* **2**(1): 1-26.
- SUSMAN, P., 1987, "Spatial equality and socialist transformation in Cuba", *The Socialist Third World*: 250-281.
- TAFFIN, C., 1986, "L'essor périurbain", *Espace Populations Sociétés* **4**(2): 305-312.

- TALANDIER, M., 2023, Développement territorial: Repenser les relations villes-campagnes, Armand Colin, 316p.
- TAULELLE, F., 2010, "La France des villes petites et moyennes", in Cailly L. et Vanier M. (dir.), La France : une géographie urbaine, Armand Colin, 2010, pp. 138-154.
- TAYLOR, C., 1992, Grandeur et misère de la modernité, Les Éditions Fides.
- THOMSIN, L., 2001, "Un concept pour le décrire: l'espace rural rurbanisé", Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains(09).
- TOBIO, O., 2012, Territorios de la incertidumbre: apuntes para una geografía social, Universidad Nacional de San Martín.
- TORRE, A., 2015, "Théorie du développement territorial", Géographie, économie, société **17**(3): 273-288.
- TOUBLANC, M. ET P. MOQUAY, 2021, "Le rural et l'urbain, deux catégories pour éclairer l'agri-urbain: une mise à l'épreuve réciproque", Géographie, économie, société **23**(4): 461-487.
- TROGNON, L., P. CAYRE, S. LARDON ET C. MAURY, 2012, "Ingénierie territoriale, de quoi parle-t-on?", Revue d'Auvergne **126**(602-603): 321-342.
- UNWIN, T., 2017, Urban-rural interaction in developing countries: a theoretical perspective, The geography of urban-rural interaction in developing countries, Routledge: 11-32.
- VALETTE, E., C. PERRIN ET C. SOULARD, 2012, Sustainable cities vs sustainable agricultures. A scientific project on agro-urban systems, North and South of the Mediterranean, International Conference on Multifunctional Agriculture and Urban-Rural Relations" Agriculture in an urbanizing society", Wageningen University, The Netherlands.
- VAN TRIER, W., 1980, "La recherche-action", Déviance et société **4**(2): 179-193.
- VANIER, M., 2005, L'interterritorialité: des pistes pour hâter l'émancipation spatiale, IRD Editions.
- VANIER, M., 2009, "Territoires, territorialité, territorialisation: controverses et perspectives: actes des entretiens de la Cité des territoires, Grenoble, 7 et 8 juin 2007,«Territoires, territorialité, territorialisation--et après?»", Presses Universitaires de Rennes.
- VAPŇARSKY, C. A. ET N. GOROJOVSKY, 1990, "El crecimiento urbano en la Argentina", Grupo editor. latinoamericano (GEL), Buenos Aires. NOTES. 1.
- VATTIMO, G., 1987, La fin de la modernité: nihilisme et herméneutique dans la culture post-moderne, Edition du Seuil, Paris, 192 pages.
- VELARDE, I., 2022, "Sistemas Agroalimentarios Localizados y procesos de patrimonialización en territorios de la provincia de Buenos Aires, Argentina: posibilidades y contradicciones", Rivar **9**(25): 1-16.
- VELARDE, I. ET P. VIMO, 2017, "El papel de los consumidores locales en la marca Producto Tradicional Tandil, Argentina: construcción participativa de quesos de calidad", LEISA revista de agroecología **33**(4): 21-23.
- VELARDE, I., P. VIMO, M. A. CORRADETTI, P. VERTIZ, J. OTERO, J. RAIMUNDI, L. FERNANDEZ, C. LOZANO ET F. ESPINOZA, 2010, "Las nociones de calidad percibidas por productores queseros de Tandil, Argentina: diversidad de estrategias y tensiones en procesos de desarrollo territorial".
- VELÁSQUEZ, B. R. R., 2009, "Discursos de la geografía latinoamericana: teorías y métodos", biblioteca abierta: 103.
- VELUT, S., 2021, "Les territoires de l'Amérique latine et les dynamiques de l'extractivisme", L'Information géographique **85**(4): 10-19.
- VERHAEGHE, L., 2020, Les nouvelles relations villes-campagnes au sein de la transition socio-écologique : panorama de la situation française, Sol et Civilisation, la Caisse des Dépôts, France urbaine et la Fondation Avril.
- VIDAL DE LA BLACHE, P. M. J. ET E. D. MARTONNE, 1921, "Principes de géographie humaine", Armand Colin, Paris.
- VINOT, D., 2011, "L'accompagnement à la recherche dans le cadre des recherches-interventions en sciences de gestion", Projectics / Proyética / Projectique **8-9**(2): 185-197.

- VITALE GUTIERREZ, J. A., C. PASCALE MEDINA, M. J. BARRIENTOS ET S. G. PAPAGNO, 2016, Guía de prospectiva para el ordenamiento territorial rural de la Argentina a nivel municipal, Ministerio de Agroindustria. Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria; 1; 90.
- VON THÜNEN, J. H., 1863, Der isolirte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie: Grundsätze zur Bestimmung der Bodenrente, der vortheilhaftesten Umtriebszeit und des Werths der Holzbestände von verschiedenem Alter für Kiefernwaldungen, Leopold.
- VULBEAU, A., 2006, "Alternation, altération et métissage : les jeux de l'altérité et de l'identité", *Le Télémaque* **29**(1): 57-68.
- WARROT, G., 2003, "L'utilisation des tableaux chorématiques à dire d'acteurs", *Les figures du projet territorial* (Paris: Editions de l'Aube): 193-202.
- WEBER, A., 1909, "Über den Standort der Industrien. 1. Teil: Reine Theorie des Standorts", JCB Mohr, Tübingen, (English ed. by CJ Friedrichs, Univ. Chicago Press, 1929).
- WEBER, M., 1904 ; 1905, "Die protestantische ethik und der geist des kapitalismus", *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*.
- WEBER, M., 1922, "Wirtschaft und Gesellschaft (Tübingen: JCB Mohr, 1922)", Auflage, Nachdruck der **2** (in Hernández, 2015).
- WILLIAM-OLSSON, W., 1953, Economic Map of Europe: Based on Official Statistics for Minor Administrative Areas 1955-1961, Generalstabens Litografiska Anstalts Förlag.
- WISKERKE, J. S., 2009, "On places lost and places regained: Reflections on the alternative food geography and sustainable regional development", *International planning studies* **14**(4): 369-387.
- WOLMAN, A., 1965, "The metabolism of cities", *Scientific American* **213**(3): 178-193.
- WOODS, M., 2010, *Rural*, 1st ed. Taylor and Francis.
- YORI, C. M., 2013, *El Desarrollo Territorial Integrado: una estrategia sustentable de construcción social del territorio, en el contexto de la globalización, a partir del concepto de topofilia*, Universidad Piloto de Colombia.
- ZEBERIO, B., 1993, "La situación de los chacareros arrendatarios en la pampa húmeda. Una discusión inacabada", Mandrini; R. y A. Reguera (comp.), *Huellas en la tierra, indios, agricultores y hacendados en la pampa bonaerense*, IEHS, Tandil **28**.

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien Ecopôle

Guide d'entretien Ecopôle (projet multi-acteurs)

1) L'acteur (profil)

Que fait vous ? depuis combien de temps ? vous êtes basé où ?

Quelles sont vos actions sur le territoire (sens large) ? avec quels acteurs ?

2) Trajectoire de l'acteur sur l'Ecopôle

Il y a combien de temps que vous faites partie du projet de l'Ecopôle ? Quelles sont vos missions / rôle ? quelles actions avez-vous menées ?

3) Enjeux de l'Ecopôle (état d'appropriation par les acteurs)

Que pensez-vous des enjeux de l'Ecopôle ? Quels sont ces enjeux ?

-> Support *schémas des enjeux plaquette ACTERRA* (valider et compléter, soit le modifier)

4) Les usages

Quels usages sur le site ?

-> Support *usages identifiés par les ACTERRA* (faire compléter, qu'ont-ils à en dire ?)

5) traduction des enjeux (objectifs et proposition/questionnement sur les actions) -> énoncer les enjeux retenus et identifier les actions proposées, points d'attention, freins et leviers selon l'acteur.

Comment déclinez-vous ces enjeux par des actions concrètes ?

-> *Transitions/site expérimental/lieu de sensibilisation*

-> *Modèles Agricoles/Espaces test*

-> *L'intégration rurale-urbaine/liens avec la ville et villages*

-> *Développement Durable/Préservation de la biodiversité*

-> *Multi-usages*

-> *Autres*

Quels critères prendre pour le choix d'actions ?

6) La gouvernance

Quelle gouvernance du projet ? comment y contribuez-vous ?

7) Le territoire -> insertion territoriale, nouveaux acteurs (à identifier), périmètre d'action et rayonnement de l'Ecopôle.

Dans quel territoire s'insère l'Ecopôle ? Plutôt rural ou urbain ?

Quels liens avec le PNR LF ? Quels liens avec le territoire métropolitain ? Quels liens avec le PAT ?

Quels acteurs participent de l'Ecopôle ? qui sont et d'où viennent les usagers ? quelles fonctions territoriales d'un site Ecopôle ?

-> support *Schéma ACTERRA de résonance de l'Ecopôle* (à valider et compléter)

8) financement

Quelles sont les modalités possibles de financement ?

9) questions supplémentaires :

Quels sont les fonctions du site ?

Quels sont les limites ?

Quel type d'usagers ?

10) Points de controverse soulevés :

-Dépôts

-Agriculture conventionnelle (dans le ENSIL et à tout autour du site de l'Ecopôle)

-Agriculteurs d'un modèle « alternatif » associés.

-La « Voie Verte »

-Baignade

Annexe 2 : Liste de documents consultés

En Argentine :

- Censo Nacional de Población 2010, 2022 (Recensement national de population).
- Censo Nacional Agrícola 1969, 1988 2008 (Recensement national agricole).
- Plan de Desarrollo Territorial Tandil (Plan d'aménagement territorial)
- Tesis de maestría Turismo y transformaciones socio-territoriales recientes en el destino turístico Tandil, Argentina: cambios en la oferta, la demanda y la política sectorial (2000-2015), María Valeria Capristo, 2016.
- Document de projet : 'desarrollo armónico' '*Valorizando la ruralidad en ciudades intermedias: los Pueblos Rurales y la Ciudad de Tandil en el Partido de Tandil*'.
- LEY ORGANICA DE LAS MUNICIPALIDADES (DECRETO-LEY 6769/58)
- Fiches de tourisme avec information des villages : Azucena, De La Canal, Fulton, Gardey, La Pastora, María Ignacia Vela
- Articles de la presse locale : Eco de Tandil, la Voz de Tandil

En France :

- Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Clermont : rapport de présentation Projet d'Aménagement et de Développement Durables et Document d'Orientations Générales.
- Plan Local d'Urbanisme et Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, SDAGE, du SAGE Val d'Allier.
- Natura 2000
- Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
- Projet Alimentaire Territorial : plaquettes, compte-rendu et 'portrait du système alimentaire local'
- Etude de faisabilité d'une Ferme Agroécologique Expérimentale à l'Ecopôle du Val d'Allier (2019)
- Etude de faisabilité de restauration de la dynamique latérale de l'Allier à Bellerive (La Roche Noire / Pérignat-ès-Allier), réalisé par le Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne (2016)
- Plan Guide d'Aménagements de l'Ecopôle du Val d'Allier (2020).
- Plan de Gestion ENS
- PETR Grand Clermont
- Charte du Parc Naturel Régional Livradois-Forez
- Charte du Parc Naturel Régional Volcans d'Auvergne
- Compte rendu Appel à Projet Fondation France

- Réponse Ecopôle à l'Appel à Projet Fondation France
- Comptes-rendus Comité de Pilotage Ecopôle 2021 et 2022.
- Stage Master 2 : Marine GAUDIN, 2019, 'Pilotage de projets événementiels sur un site en transition, l'Ecopôle du Val d'Allier', IAE Clermont Auvergne - School of Management (UCA).
- Stage Master 2 : Yoan TAVOUVAS, 2021, 'Dynamique d'acteurs et gouvernance locale : analyse du projet de territoire de l'Ecopôle du Val d'Allier', Université Grenoble Alpes - Faculté d'Economie-Gestion.
- Demande de subvention au CD63 2019, Délibération n°44/2019

Annexe 3 : Programme 'Séminaire chercheurs-acteurs' en Août 2022 à Tandil

**Miércoles 17 de agosto
(9 a 20 horas)**

Objetivo de la jornada:

-> Construir un diagnóstico compartido de Tandil a partir de las distintas miradas y particularidades territoriales.

9:00 Recepción de participantes

9:30 Palabras de bienvenida y Apertura:

Dr. Miguel Lunghi (Intendente de Tandil),
Dr. Stéphane Rodier (Intendente de Thiers),
Dr. Marcelo Alfredo Aba (Rector UNICEN), y
Dr. Christophe Albaladejo (Red Internacional AGRITERRIS).

10:00 Taller "Juego de Territorio" con actores e investigadores.

Taller prospectivo participativo en un horizonte a 20 años en mesas de 8 participantes (actores e investigadores) y tres momentos de plenario: 1) Diagnóstico actual ; 2) Prospectiva a 20 años y 3) Propuestas de acción a 5 años.

Pregunta disparadora: "¿Cómo generar acciones colectivas que articulen el campo y la ciudad?"

13:30 Almuerzo libre

14:30 Reflexiones sobre la metodología utilizada en el taller.

15:30 Debate sobre la prospectiva y las pistas de acción. Indicadores de seguimiento y de evaluación de las acciones. Perspectivas para la localización de los Objetivos de Desarrollo Sostenible.

18:30 Aperitivo: vino de confraternidad

**Jueves 18 de agosto
(9 a 17 horas)**

Objetivo de la jornada:

Responder a las preguntas :

- > ¿Cuáles son las propuestas analíticas para documentar las relaciones urbano-rural?
- > ¿Qué metodologías han sido aplicadas en otros territorios para comprender la integración urbano-rural?
- > ¿Qué entendemos por "vínculos urbano-rurales"?

Vincular las reflexiones de la jornada del miércoles.

9:00 Introducción:

Dra. Susana Sassone (CONICET), y
Dra. Graciela Nogar (CIC-UNICen-CESAL).

9:30 Ponencias sobre casos de:

- Argentina
- Brasil
- Francia

13:30 Almuerzo libre

14:30 a 16:30 Debates

16:30 Cierre:

Dra. Sylvie Lardon (INRAE & AgroParisTech), y
Mg. Marcela Petranonio (Municipalidad de Tandil & FCA-UNMDP).



Red Internacional de Investigación
"Actividad Agropecuaria, Territorio y
Sistemas Agroalimentarios Localizados"

Comité Organizador

Albaladejo, Christophe
Copello, Luciano
Diez Tetamanti, Juan Manuel
Godoy, Gaston
Houdart, Marie
Jimenez, Laura
Lardon, Sylvie

Moreno, Fabiana
Nogar, Graciela
Petranonio, Marcela
Piñero, Fernando
Rodier, Stéphane
Sassone, Susana

Contacto: lucianocopello7@gmail.com



Proyecto I+D A329 SeCyT UNLP
Proyecto de la UE Highlands.3 H2020-MSCA-RISE n°872328
Proyecto 15/A692 AGR688/22 FCA-UNMDP

Seminario "Diálogos entre actores e investigadores"

**Las relaciones campo-ciudad en pos de la
diversidad y la sustentabilidad rural
Miradas cruzadas entre Argentina, Francia y Brasil**

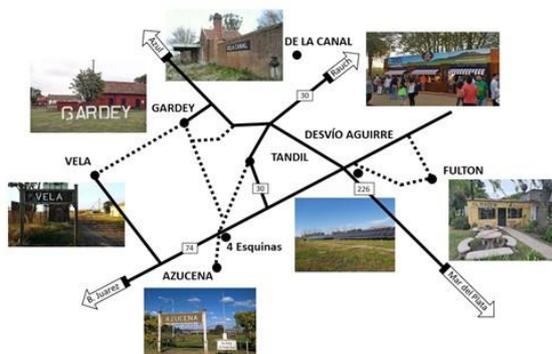
Miércoles 17 y Jueves 18 de Agosto de 2022

Tandil, Campus UNCPBA

Sala de Videoconferencia Biblioteca Central

OBJETIVO: Analizar la ciudad intermedia y la diversidad rural como recursos hacia un desarrollo territorial integrado, a través de miradas de actores locales e investigadores.

#medioambiente #alimentación #agricultura #turismo
#gestión de espacios públicos #transición energética



SEGUNDO ENCUENTRO NACIONAL Y CONGRESO CIENTÍFICO
Periurbanos hacia el consenso 2-2022
"Por la soberanía alimentaria y tecnológica para asegurar un derecho humano a la alimentación adecuada"

EJE 1 - Sistemas Alimentarios de proximidad a las Ciudades



PERIURBANOS
hacia el consenso
2-2022

Subeje Temático N°: 1.1 ORDENAMIENTO TERRITORIAL PERIURBANOS PREDOMINANTEMENTE FRUTIHORTÍCOLAS Y DE GRANJA.

Título : Metodología para la representación de vínculos urbano-rural: caso de la Ecopôle du Val d'Allier (Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme, Francia).

Introducción

La desconexión de espacios rurales y urbanos se relaciona con procesos de modernización, industrialización y urbanización, principales estrategias de desarrollo desde mediados del siglo XX (Sil 2021). Esto implica lógicas sectoriales en la organización espacial de actores y actividades, dificultando la integración de desafíos territoriales en la concepción de proyectos, y por lo tanto en la acción. Estudios recientes a nivel mundial consideran la hipótesis de coexistencia de modelos de desarrollo en los territorios (Gasselin et al. 2021). Las experiencias que articulan o vinculan lo urbano y lo rural, en particular en espacios de interfase o periurbanos, son consideradas como palancas de desarrollo territorial (Lardon et al. 2017), con capacidad de reproducirse en otros territorios. Sin embargo, el peso de los factores estructurales en las relaciones urbano-rurales, así como las capacidades individuales y colectivas de actores "clave" (Amblard et al. 2016) condicionan los procesos de integración de iniciativas locales rurales en el desarrollo territorial (Defontaine et al. 2001).



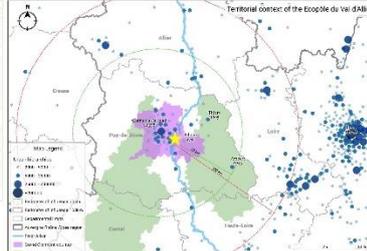
El objetivo del trabajo es proponer una metodología aplicada al análisis de vínculos urbano-rural en iniciativas que se inscriben en relaciones multisectoriales, a través de tres dimensiones: actores actividades y espacios. Mediante el uso de coramas (Bunuel 1986) se pretende dar cuenta de las representaciones espaciales como soporte de interacción entre actores (Lardon 2005) en la constitución de un proyecto territorial (Lardon 2013).

Metodología

El estudio de caso es abordado desde un enfoque diacrónico cualitativo, basado en información primaria recolectada a través de la participación en la iniciativa local, siguiendo el esquema: 1) realización de una prospectiva territorial participativa con estudiantes y actores locales, mediante el método Juego de Territorio (Lardon 2013); 2) implicación en la acción, proponiendo actividades, generando aportes a la reflexión y la definición de estrategias a mediano/largo plazo, 3) restitución de resultados mediante síntesis de las dinámicas y estructuras espacial con actores interesados.

La Ecopôle du Val d'Allier se ubica en el departamento Puy-de-Dôme (63), en la región Auvergne-Rhône-Alpes, Francia. Es un espacio de 140 ha, ex centro de granujos aluviales (al borde del río Allier) que, mediante un proceso participativo a lo largo de 20 años, fue "re-naturalizada" y abierta al público. La iniciativa se inscribe en el Proyecto Alimentario Territorial que reúne el espacio metropolitano del "Grand Clermont" y territorios rurales del Parque Natural Regional "Livradois-Forez".

Localización de la Ecopôle du Val d'Allier



Mapa: elaboración propia, fuente: shapello IGN (Francia).

Se realizaron entrevistas semiestructuradas, talleres participativos, reuniones con actores decisores y operarios del sitio, devoluciones de análisis parciales e intercambio con actores (nuevos aportes a la investigación), participación a la redacción de documentos estratégicos del proyecto, facilitación de esquemas conceptuales y redacción de informes a destinación de actores. La observación participante (Soule 2007) fue la principal estrategia metodológica empleada. Este trabajo se inscribe en el paradigma de la investigación-acción.

Conclusiones

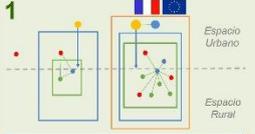
- Trayectorias de transformación: Ocurre una desterritorialización del actor "cantora" y comienza un proceso de (re)territorialización mediante un proyecto colectivo que integra actores y desafíos tanto urbanos como rurales.
- Constitución de un sistema de actores diversificado que coordina la estrategia a mediano-largo plazo, provocando procesos que (re)vinculan lo urbano y rural siendo la Ecopôle du Val d'Allier el actor intermedio central en estas relaciones.
- Las representaciones espaciales son herramientas para generar intercambios entre los actores a lo largo del proceso proyectándose hacia el futuro, imaginando nuevas configuraciones espaciales, comprando iniciativas entre territorios.

Bibliografía citada:
 Amblard, L. et al. (2016). "L'action collective dans les territoires. Questions structurantes et fronts de recherche." Géographie, économie, société 20(2), 227-246.
 Brunet, R. (1986). "La carte-mobilité et les chormes." Mappemonde 86(4): 2-6.
 Defontaine, J.-P., E. Marcepolo and P. Moquay (2001). Le développement territorial: une diversité d'interprétations, Hermès Science Publications.
 Gasselin, P. et al. (2021). Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. éditions Quae.
 Lardon, S. (2013). "Construire un projet territorial : Le jeu de territoire", un outil de coordination des acteurs locaux." PaSADe(2013/38): 1-4.
 Lardon, S. and V. Puyreau (2005). "Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire: une approche par les modèles spatiaux." Géocarrefour 80(2): 75-90.
 Lardon, S. et al. (2017). Food, integrating urban and agricultural dynamics in Pisa, Italy: Toward sustainable relations between agriculture and the city. Springer: 15-31.
 Soule, B. (2007). "Observation participante ou participation observée? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales." Recherches qualitatives 27(1): 121-140.
 Sil, M. (2021). Por un futuro rural: innovación, renacimiento rural y nuevos itinerarios de desarrollo en la Argentina, Editorial Biblos.

Resultados

El análisis de tres dimensiones actores-actividades-espacios y las trayectorias asociadas, permite mostrar las bases de transformaciones territoriales ocurridas e identificar las secuencias en un proceso de integración urbano-rural, como la incorporación de nuevos actores y desafíos (actividades) en interacción con otros espacios.

1



1980 1996-2001 2017-2020

- Socioeconómicos
- Asociaciones
- Públicos
- Usuarios/visitantes
- Proyecto Alimentario Territorial

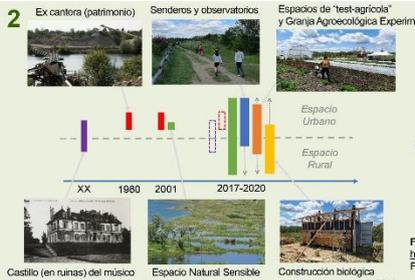
2021: sistema diversificado de actores



El modelo de gobernanza de la Ecopôle du Val d'Allier está conformado por asociaciones, empresas y actores públicos. El Syndicat d'études et d'aménagement touristique (SEAT) reúne políticos locales y un equipo de gestión que garantiza la coordinación con actores asociados al proyecto.

- El sistema de actores se expande y diversifica en el tiempo: tres secuencias de incorporación de actores en el proyecto.
- La trayectoria permite ver la consolidación de un sistema de actores diversificado (modelo de gobernanza).
- El gradiente urbano-rural indica la pertenencia territorial del actor (por habitar, trabajar o desarrollo de actividades).
- Los actores rurales por desarrollar sus actividades en la Ecopôle vienen al encuentro de los urbanos, en particular de usuarios habitantes de la metrópolis de Clermont-Ferrand (reconexión pública, sensibilización, gestión de conflictos de uso).
- El sitio de la Ecopôle posee la marca "Espacio Natural Sensible", solicitada por el SEAT (actores públicos) y otorgada por colectividad territorial (Departamento de Puy-de-Dôme). Además participa de un Proyecto Alimentario Territorial.

2



Ex cantora (patrimonio) Senderos y observatorios Espacios de "test-agrícola" y Granja Agroecológica Experimental

Castillo (en ruinas) del músico francés George Onizwe. Espacio Natural Sensible (Marca local). Construcción biológica con recursos en proximidad.



XX 1980 2001 2017-2020

- Cultural
- Industrial
- Natural
- Social
- Agroalimentario
- (Eco) Construcción

Actividades pasadas (recurso inmaterial) Efecto "Ecopôle", un evento anual organizado en la Ecopôle.

Fuentes: <https://ecopolevaldallier.fr/> Fotografías propias

3



2004 2021

- Encuentro social
- Agricultura
- Área natural
- Tiempo « Ecopôle »
- Flujos urbano-rurales
- Recurso agua
- Política alimentaria territorial
- Territorios locales y regionales

- Imbricación de espacios entre urbano y rural; transversalidad generada por el sitio de la Ecopôle.
- Emergencia de nuevos flujos, materiales o inmateriales, de conocimientos, de ideas y herramientas entre los espacios, generando nuevas dinámicas y transformaciones en el territorio.
- Espacio Natural Sensible (23 sitios en el Departamento de Puy-de-Dôme obtuvieron la marca ENS en 2021).
- Espacio-test agrícolas (16 en Auvernia) y otros lugares de experimentación de prácticas agrícolas alternativas.
- Lugar de encuentro social, la Ecopôle es el soporte principal de las múltiples conexiones generadas.
- El recurso agua articula lo urbano y lo rural por la planificación y gestión (abastecimiento) de un recurso escaso.
- En la prospectiva territorial participativa (Juego de Territorio) los actores identificaron otras experiencias locales de "tipo Ecopôle" que reúnen una diversidad de actores y desafíos integrando urbano y rural.
- Propuestas para la reproducción de la experiencia en otros espacios y territorios (249 cantoras en el río Allier).

Palabras clave : territorio, acción colectiva, vínculos urbano-rural, desarrollo territorial

Autor: Copello, Luciano

CONTACTO: lucianocopello7@gmail.com



Annexe 5 : Instructions pour la coordination du jeu de territoire Tandil 2022

Question centrale : *Comment générer des actions collectives qui articulent la campagne et la ville dans les 20 prochaines années ? Quelles actions concrètes peuvent être mises en œuvre dans les 5 prochaines années ?*

Consignes pour la 1ère étape : Prospective pour les 6 villages ruraux (45 minutes)

Instructions pour les joueurs : Chaque joueur dispose d'une carte par village rural avec différentes informations.

1) Vous avez 10 minutes pour lire votre carte. Ensuite, ils doivent choisir l'information prospective qui leur semble la plus importante pour chaque village rural.

2) Chaque joueur présente à tour de rôle les idées principales de sa carte, en argumentant (en commençant dans le sens des aiguilles d'une montre). Elles doivent être dessinées sur une carte en utilisant les couleurs froides : bleu, vert, violet, Vous pouvez interagir avec les autres participants et ajouter de nouvelles informations. Mais à la fin, c'est celui qui a la carte qui décide ce qu'il/elle dessine. Compléter la légende.

Nous pouvons faire un deuxième tour du jeu, s'il reste assez de temps.

1ère plénière : présentation des cartes (20 minutes, 5 minutes par table)

Chaque représentant de table présente les grandes idées de la prospective. Ils disposent de 2 minutes. Ensuite, il peut y avoir une discussion collective.

Consignes pour la 2ème étape : prospective du district de Tandil (30 minutes)

1) Sur la base de la prospective réalisée dans les villages, projetez-vous sur l'ensemble du district de Tandil en renforçant les liens urbain-rural. Dessinez sur la carte en couleurs chaudes : rouge, jaune, marron, ... Vous pouvez interchanger à votre guise pour co-construire le scénario.

2) Enfin, choisissez un titre qui résume le scénario et préparez ensemble les idées pour présenter la carte aux autres tables.

Conseils pour les coordinateurs : Essayez de faire participer tous les joueurs. Si nécessaire, distribuez la parole ; S'il y a des idées intéressantes et opposées, vous pouvez utiliser les autocollants pour noter les différences ; N'oubliez pas de compléter la légende. N'hésitez pas à aider les joueurs à représenter les informations.

Consignes de la 3ème étape : pistes d'action (30 minutes)

Retour à la réalité.

1) Pour les cinq prochaines années, imaginez 2 ou 3 actions concrètes à mettre en œuvre collectivement pour aller vers un avenir qui renforce les liens ville-campagne.

2) Remplissez les fiches actions. Donnez un titre à chaque action et précisez à quelle dynamique du scénario elle correspond, avec qui elle est mise en œuvre et où.

Conseil aux coordinateurs : Insister sur le fait que les actions doivent être potentiellement mises en œuvre par les acteurs présents ou par d'autres acteurs que peuvent mobiliser les acteurs présents à la table.

2ème plénière : sur les scénarios de Tandil et les pistes d'action (30 min.)

En plénière, afficher la carte au mur et présenter les actions à l'aide des cartes.

1) En deux minutes, chaque représentant de table présente le titre et les idées principales du scénario de sa table.

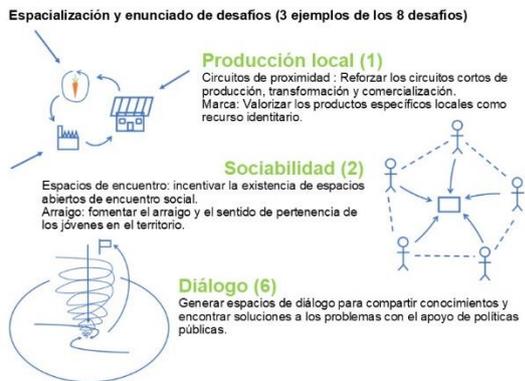
2) Chaque table présente ensuite une des actions à tour de rôle et indique à quelle dynamique du scénario elle correspond, avec qui elle sera mise en œuvre et où. Si une autre table a proposé une action similaire, les cartes d'action sont regroupées et combinées. La table suivante présente une autre action, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'elles soient présentées dans leur intégralité.

Annexe 6 : Flyers des événements coorganisés avec la mairie de Tandil



Annexe 7 : Plaqueette 4 pages synthèse de la Prospective Territoriale Participative à Tandil (2022)

Recto



Momentos vivenciados durante los talleres en territorio: participación de actores!



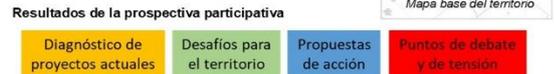
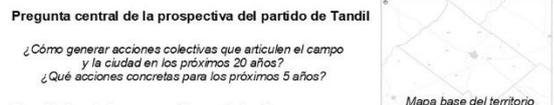
Agradecemos la experiencia compartida con actores locales, investigadores, docentes y estudiantes. En especial a Valentín, Luciana, Sol, Gabriela y Graciela por su gran aporte y compromiso con el trabajo.

Para más información solicitar el informe: Copello L. et al. (2022) - Informe: Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil - Metodología del Juego de Territorio - agosto 2022. (150 páginas).



**Folleto de síntesis:
Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil
Metodología del Juego de Territorio**

Proyecto H-D A329 SeCyT UNLP
Proyecto de la UE Highlands.3 H2020-MSCA-RISE n°872328
Proyecto 15/A692 AGR688/22 FCA-UNMDP
Programa Prefale: "Programa Regional Francia América Latina Caribe"
Red de Investigación Internacional AGRITERRIS.
Actores locales asociados a la investigación:
- Municipio de Tandil
- UNICEN
- A.E.R. INTA Tandil



Para citar: Copello L., Lardon S. (2022) - Folleto de síntesis: Prospectiva Territorial Participativa del partido de Tandil - Metodología del Juego de Territorio. INRAE & AgroParísTech. (4 páginas).

Verso

Mapas creados por los actores durante el Juego de Territorio

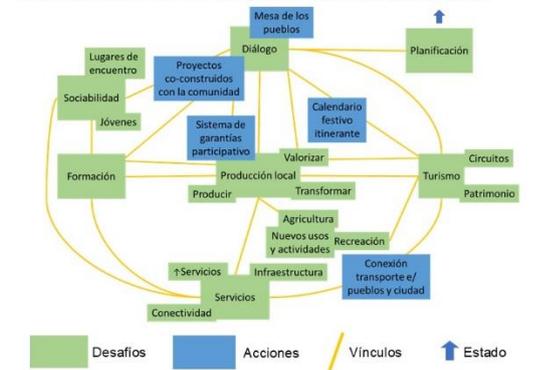
Mesa 1 Integración y desarrollo de la ruralidad
Transporte, horarios, estado de caminos y el acceso. Turismo rural, museos, aeroclub, proyectos gastronómicos, corredor turístico no competitivo. Puesta en valor de espacios, el ferrocarril, centro comunitario, lugares de participación y encuentro, comunidad. Patrimonio cultural, educación. Refundar localidades, propiedad de la tierra, arraigo, jóvenes, fuentes de trabajo. Diálogos informados científicos, producción, encuentro campo-ciudad.

La ciudad va al pueblo
Puestos de trabajo, ferrocarril, activar vínculos pueblo-ciudad y ciudad-pueblo. Productos gastronómicos servicios o evento distintivo e identitarios, actividad aérea, calendario festivo, Kermese itinerante. Generación de energía renovable, provisión de servicios e infraestructura, puntos de encuentro social, inclusión. Puesta de valor histórico del almacén, necesidad del acceso a la tierra, la ruralidad como opción para vivir, planificación del espacio rural.

Mesa 3 Tandil solidario, productivo e integrado
Medio ambiente, ordenamiento territorial, actividad turística, ciudad turística, espacios de intercambio e integración urbano-rural, planificación urbana, problema habitacional, comunicación pública. Grandes industrias, frigorífico/matadero, actividad de cerdos. Producción familiar, inserción de las mujeres, puestos como la Kermese. Educación de jóvenes y propuestas a distancia.

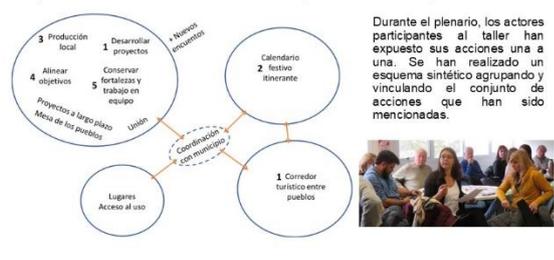
Un Tandil
Accesos a los pueblos, red caminera y ferroviaria entre pueblos, transporte público, conectividad, arraigo familiar, emigración, déficit en infraestructura local. Capacitación en oficios, producción frutihortícola, mercados de cercanía. Ordenamiento territorial. Museos, patrimonio cultural local, ferrocarril, lugares de esparcimiento, encuentros comunitarios. Servicios de salud, circuitos turísticos entre pueblos y la ciudad de Tandil.

Esquema sistémico de los desafíos y acciones para el territorio de Tandil



En vínculo directo con la temática del diálogo surge la acción "mesa de los pueblos". En la dimensión sociabilidad, se propone la "co-construcción de proyectos con la comunidad". En una triple convergencia entre los desafíos de diálogo, producción local y turismo, los actores han propuesto la organización de un "calendario festivo itinerante". En vínculo con la producción local, la acción propuesta es un "sistema de garantías participativo". Por último, la temática de servicios es abordada con la acción "conexión de transporte entre los pueblos y la ciudad".

Esquema de acciones en la restitución final: presentaciones en plenario



Annexe 8 : Les 21 actions proposées à Tandil

- 1) Installation d'un marché fixe une fois par semaine (à Vela ou à Tandil), où les entreprises rurales du village peuvent vendre leurs produits et où les habitants peuvent s'approvisionner (production locale - sociabilité).*
- 2) Créer un jardin agro-écologique communautaire avec un service gastronomique (production locale - nouvelles activités).*
- 3) *Créer un réseau entre les sites de transformation alimentaire, en s'appuyant sur des acteurs intermédiaires tels que les écoles (production locale - formation).*
- 4) Aménagement de la salle polyvalente (SUM) à Desvío Aguirre (sociabilité).*
- 5) Créer un espace de rencontre et sociabilité pour les adolescents à Vela (sociabilité).*
- 6) *Réaliser des ateliers artistiques et culturels itinérants dans les villages ruraux (sociabilité). Proposer dans les différents villages ruraux la possibilité de générer des expressions artistiques qui seront exposées lors de la prochaine édition de la "Kermesse Rural". Un prix pourra être décerné aux meilleures productions réalisées par les participants.*
- 7) *Établir un lien curriculaire entre les écoles rurales et les écoles urbaines (dialogue - formation). Relier l'UNICEN aux écoles rurales pour travailler sur cette question.*
- 8) *Diffuser dans les zones rurales les activités possibles dans l'"École municipale des talents" (formation - sociabilité).*
- 9) Construction d'un établissement d'enseignement supérieur des métiers à Gardey (formation).*
- 10) *Formation de la "coutellerie" (formation - production locale - tourisme - nouvelles activités). Dans la perspective de la "Rencontre mondiale des villes de la coutellerie" en 2024, en liaison avec la ville de Thiers (France), initier des échanges à distance, identifier les acteurs intéressés, les éventuels étudiants d'échange et évaluer la possibilité de mettre en place des ateliers de formation à la coutellerie. Un projet de coopération décentralisée Thiers-Tandil a été déposé à ce sujet.*
- 11) *Cartographie des sites touristiques ruraux et la diffuser dans l'office de tourisme de Tandil (tourisme). S'appuyer sur les ressources existantes, valoriser les connaissances des guides touristiques locaux et le réseau du Tourisme Rural, coordonner avec les acteurs des villages ruraux pour l'accueil des touristes. Diffuser les itinéraires et les horaires des transports entre la ville et les villages ruraux.*
- 12) *Lier les projets de musées visant à préserver l'histoire dans chaque localité (tourisme). Le musée historique du Fort de l'Indépendance de Tandil peut apporter son aide sur les aspects techniques et culturels, en sauvegardant la valeur des objets.*
- 13) Réaliser chaque mois des circuits à vélo qui visitent les localités (tourisme).*
- 14) *Placer des arrêts "stop", pour "faire du stop", avec des panneaux indiquant les destinations possibles et garantissant un lieu sûr (service et connectivité).*
- 15) Traitement des déchets ménagers à Desvío Aguirre (services - nouvelles activités).*
- 16) Séparation des déchets solides municipaux pour le compostage (services - production locale - nouvelles activités).*

17) **Échanges internationaux pour présenter des pratiques innovantes (dialogue). Discuter de la manière dont il a été possible de mettre en œuvre les initiatives, source d'inspiration. Lien avec le Parc Naturel Régional Livradois-Forez (France).*

18) *Articulation synergique non concurrentielle entre acteurs, liens avec des acteurs d'échelles supérieures (planification).*

19) **Installer des magasins de producteurs en ville, ou intégrer une gondole de produits des villages ruraux dans les magasins de produits régionaux existants (diversification de l'offre, création de points de vente pour les entreprises rurales en ville, création d'une vitrine pour les villages ruraux).*

20) **Aider les jeunes et les femmes à créer leur propre emploi dans différents villages ruraux. Faciliter la formation sur le territoire. S'assurer du soutien de la municipalité de Tandil.*

21) **Installer un stand "ruralité" dans chaque fête populaire (par exemple à Chacinar). Fournir un espace libre pour que différents entrepreneurs puissent y présenter leurs produits et renforcer l'identité de chaque lieu.*

** proposition formulée par l'équipe de recherche après l'atelier, à partir des apports des acteurs, mais non directement écrite comme action par eux.*

Guía de entrevistas espontaneas durante la Kermesse Rural (habitantes)

Nombre:

Edad:

Localidad donde vive:

Actividad principal:

Lugar de trabajo/actividad principal:

Cuestionario

- 1) ¿Cuáles son los pueblos del partido de Tandil? (*deja contestar*), ¿y parajes? (*al final de la entrevista posicionar los pueblos y parajes en un mapa global*)
- 2) ¿Cuáles has visitado? si/no y, ¿Cuáles fueron el/los motivos de tu visita?
- 3) ¿Con que frecuencia lo/s visitas?
- 4) ¿Qué actividades existen en estos pueblos o parajes? (*intentar no dar ejemplos*)
- 5) En esas actividades, ¿quiénes la organizan, ¿quienes asisten? ¿son locales? ¿de la región? ¿de otras provincias?
- 6) ¿Visitarías en un futuro los pueblos o parajes que desconoces del partido?
- 7) ¿Qué lugares fuera del partido de Tandil soles frecuentar?, ¿Cuáles es el motivo?
- 8) ¿Qué medio de transporte utilizas? Ej.: micro, auto personal, combi, etc.
- 9) ¿Consume productos del partido de Tandil? ¿dónde los compras? ¿de dónde vienen?
- 10) ¿Dónde vive su familia? ¿tiene contacto?

Guía de entrevistas espontaneas durante la Kermesse Rural (para productores)

Nombre:

Edad:

Localidad donde vive:

Actividad principal:

Lugar de trabajo/actividad principal:

Cuestionario sobre la actividad productiva/emprendimiento

- 1) ¿En qué consiste tu actividad productiva/emprendimiento?
- 2) ¿Cuánto hace que empezaste con la actividad? ¿Es una actividad familiar? ¿Cuántas generaciones? ¿De dónde vienen?

- 3) ¿Cuáles son tus productos?
- 4) ¿Dónde comercializa sus productos?
- 5) ¿Cuáles son los insumos necesarios? ¿De dónde vienen?
- 6) ¿Qué servicios utilizas?
- 7) ¿Formas parte de un grupo / red / asociación?
- 8) ¿Has tenido algún cargo o responsabilidad en una institución / organización / proyecto / cooperativa?
- 9) ¿Visitas la ciudad? ¿Qué ciudad? ¿Para qué?

Annexe 10 : Flyers des ateliers dans les villages à Tandil

María Ignacia - Vela

1948 habitantes

Temáticas de interés en el 2020:

-> turismo, alimentación, capacitación.

MARTES 9 DE AGOSTO

11hs : Taller de ideas sobre el futuro de "María Ignacia - Vela"

Pregunta en el 2022:

¿Qué acciones se han puesto en marcha luego de la perspectiva de 2020? ¿Qué ha cambiado?

-> Elaboración de "bocetos" para el mural!

¡Picnic a la canasta!

Desde las 14hs: Elaboración del mural de la cara soñada de Vela



Organiza el taller:



¿Dónde hacemos el mural?



Gardey

1018 habitantes

MIÉRCOLES 10 DE AGOSTO

9h – 10h : Visita de la biblioteca junto a emprendedoras locales

10h – 12h : Taller de ideas sobre "Gardey horizonte 2030"

Pregunta:

¿Qué movimientos de personas, productos e ideas para las actividades del territorio?

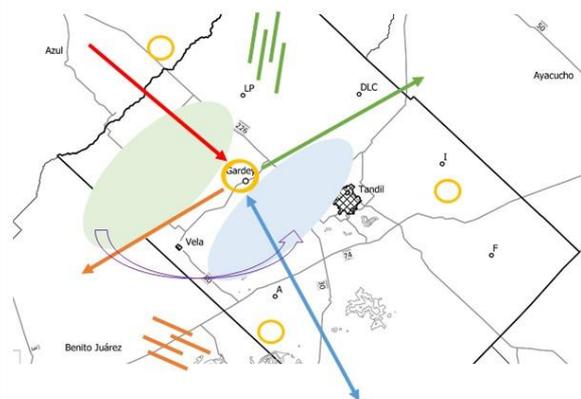
-> Elaboración de un "mapa de flujos" con la comunidad



Organiza el taller:



Taller participativo de dibujo y cartografía



Fulton

70 habitantes

JUEVES 11 DE AGOSTO

9h – 11h30 Encuentro en la Escuela

Pregunta:

¿Cuáles son nuestros productos locales y cómo se pueden valorizar para el turismo?

-> **Confección de menús y concursos de cocina!**

11h30 – 12h : Charla con Stéphane Rodier
(Intendente de Thiers, Puy-de-Dôme, Francia, y Presidente del Parque Natural Regional Livradois-Forez)

¡Almuerzo en lo de Adela!



Organiza el taller:



Desvío Aguirre

52 habitantes

MIÉRCOLES 10 DE AGOSTO

17h – 20h : Taller de ideas sobre el futuro de
"Desvío Aguirre"

Pregunta:

¿Cómo pensamos la planificación del territorio hacia el 2030?

-> **Elaboración de una Cartografía Social con la comunidad**

¡Picada Don Atilio!



Organiza el taller:



Azucena
140 habitantes

JUEVES 11 DE AGOSTO

Organiza el taller:



15h – 18h : Taller de ideas sobre el futuro de “Azucena”

Pregunta:

*¿Cuáles son los atractivos de este lugar?
¿Quiénes vienen y por qué?*

-> Instalación de una gran “pizarra” en la entrada

¡Café-cena en 4 Esquinas!



¿Dónde colocamos la pizarra?



De La Canal
57 habitantes

VIERNES 12 DE AGOSTO

Organiza el taller:



9h – 11h : Taller de ideas sobre el futuro de “De La Canal”

Pregunta:

*¿Cuál es nuestra historia?
¿Qué transformaciones queremos hacia el 2030?*

-> Elaboración de una “línea de tiempo” con la comunidad

¡Empanadas, choripanes y pastelitos!



En el quincho del Club! Te esperamos!



Ejemplo de línea de tiempo:

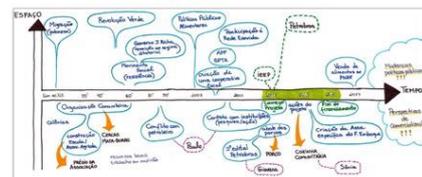


Figura 2. Ejemplo de línea de tiempo en espacio y en tiempo.

Annexe 12 : Note de présentation en tant que chercheur à Tandil

Mi nombre es Luciano Copello, doctorando en geografía en la Universidad de Clermont Ferrand (una ciudad ubicada en el centro de Francia). Me encuentro en “misión profesional” en el marco de mi tesis doctoral, investigación co-financiada por el “INRAE” (equivalente al INTA de Argentina) y por la “Régie de Territoires de Deux Rives”, una asociación para el desarrollo alimentario territorial.

Mi tema de tesis se relaciona con los desafíos de “alimentación y territorio”, una respuesta territorial a problemáticas globales. Me baso en el estudio de modelos de integración urbano-rural, y en los procesos relacionados. Mi pregunta central es: ¿Cómo estos desafíos se inscriben en el desarrollo territorial? Las respuestas en Francia me conducen a posicionarme en estos focos conceptuales: “actores clave”, proyectos de territorio, espacio rural y ciudad.

Mi objetivo central es recabar información de los actores en torno a “alimentación y territorio” y captar las iniciativas de innovación en el territorio.

Mi relación con Tandil comienza en marzo de 2020 cuando participé del dispositivo “Juego de territorio” en la localidad de Vela (partido de Tandil) junto a un equipo franco-argentino constituido por investigadores de Agriterris , estudiantes PLIDER (postgrado) y actores locales asociados: la municipalidad de Tandil y la UNICEN. De esta dinámica surgiría el financiamiento de mi tesis doctoral en Francia (2021-2024) con la Régie de Territoires de Deux Rives. Los resultados del informe final son un antecedente del proyecto “desarrollo armónico” presentado en 2021 por la Secretaría de Desarrollo Productivo y Relaciones Internacionales de la Municipalidad.

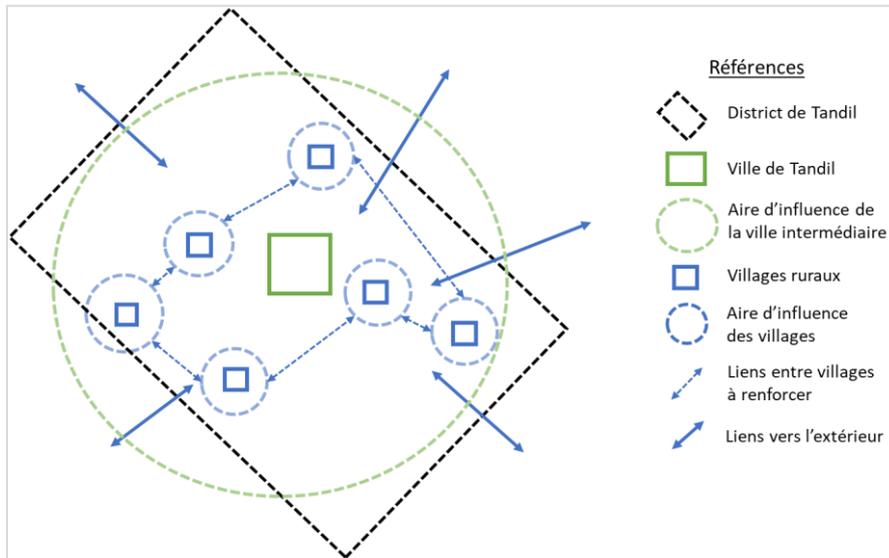
Los socios vinculados por la Red Agriterris son: la UMR Territorios, AgroParisTech, la Régie de Territoires de Deux Rives, la UNICEN, la municipalidad de Tandil. Los actores interesados en participar (vínculos por la tesis doctoral) desde el lado francés son: el municipio de Thiers, el colectivo de actores de la Ecopôle du Val d’Allier, el Proyecto Alimentario Territorial de Gran Clermont, el Parque Natural Regional de Livradois-Forez y potencialmente otros actores.

Mi actividad en Francia en 2021 se centra en la organización de talleres participativos (Juego de territorio), participación a reuniones clave en proyectos de desarrollo, y en entrevistas a actores del territorio.

Las perspectivas para Tandil se centran en un primer trabajo de campo de 15 días en 2021, la posible visita del intendente de Thiers a Tandil en agosto de 2022, y la movilización de un equipo de investigación del Clermont Ferrand para encontrar a los responsables en Tandil y participar de una jornada académica (de tipo seminario, a organizar), para el segundo semestre del 2022.

Noviembre 2021

Annexe 13 : Schéma de Tandil utilisé lors des temps de formations des étudiants UNICEN



Annexe 14 : Chorème de synthèse et schéma d'enjeux réalisés à Vela (2020)

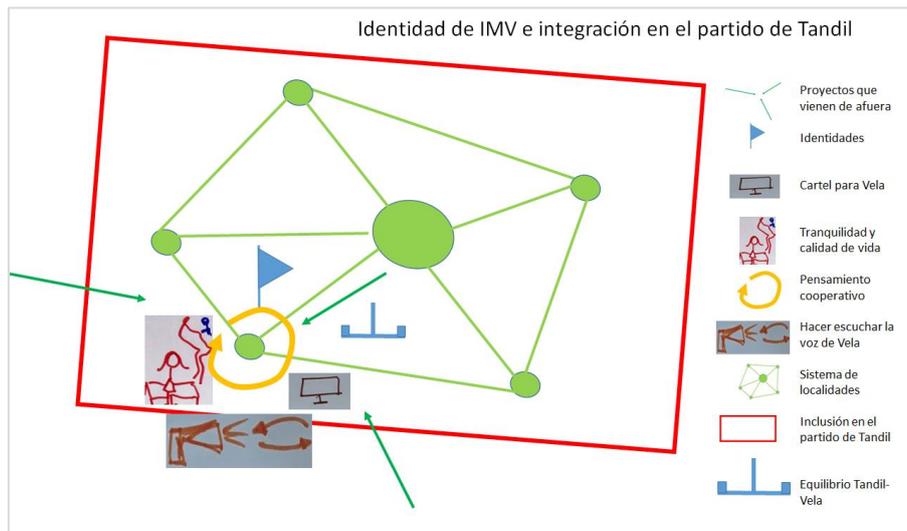


Figure : Identité de ‘María Ignacia – Vela (MIV)’ et intégration dans le district de Tandil.

Élaboré en 2020, ce chorème de synthèse représente les enjeux d’identité et intégration pour le territoire de Maria Ignacia - Vela. Le village le plus peuplé du district, avec environ 3000 habitants, situé à une distance d’environ 50 kms de la ville (40 minutes en voiture). Le chorème produit par l’équipe de recherche est intitulé « identité de MIV et intégration dans le district de Tandil ». Il met en évidence un sens fort d’identité chez les habitants du village, d’appartenance à Vela, mais aussi d’intégration dans le district de Tandil. Les acteurs évoquent le souhait de maintenir la ‘tranquillité’ et la ‘qualité de vie’ qui existent et, en même temps, de rendre plus ‘visible’ le village. Il est soulevé l’enjeu d’être ‘connecté’ à la ville et aux villages par un ‘système de localités’, en recherche d’un ‘équilibre’ entre Tandil et Vela. La pensée ‘coopérative’ est une façon d’aborder ce projet, en valorisant les ‘compétences’ existantes au niveau local.

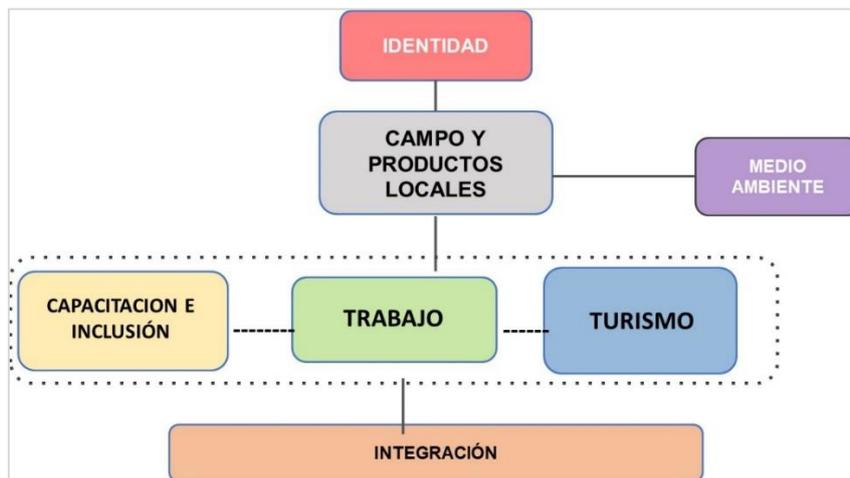


Figure : Schéma des enjeux pour le territoire de Maria-Ignacia Vela (Tandil) en 2020.

Des enjeux ont été identifiés lors de la prospective de Vela 2020. En lien direct avec l’**identité**, il ressort la **campagne et les produits locaux** comme ‘marques identitaires’ du village, mais à condition d’avoir des pratiques respectueuses de l’**environnement**. Le processus de développement passerait par le **travail**, le **tourisme** et la **formation-inclusion**, les trois enjeux organisés dans un ensemble cohérent. Cette voie est supposée permettre, selon les habitants participants, l’**intégration** de Vela dans le district, avec la ville et les autres villages.

Annexe 15 : Synthèse des enjeux pour le territoire de l'Ecopôle

La liste des enjeux pour le territoire a été élaborée par les étudiants à partir de l'analyse des arguments mobilisés à chaque table :

Table 1

- Définir et maîtriser des usages : faire respecter des règles d'usage adaptées
- Démontrer : développer les espaces test et les sites expérimentaux sur les pratiques agricoles
- Contribuer à l'évolution des pratiques alimentaires
- Etablir une gouvernance adaptée au fait que le site est multi-usage et thématique : ouvrir la gouvernance à d'autres acteurs
- Maîtriser l'étalement urbain : maintenir les corridors naturels autour de l'Ecopôle

Table 2

- Créer et entretenir une relation avec le territoire avoisinant
- Absorber les nouveaux flux de produits et visiteurs et devenir une interface privilégiée entre rural et urbain
- Montrer l'exemple sur les questions agricoles et de réhabilitation de site industriel et devenir site pilote de la recherche en la matière
- Servir de vitrine et de tremplin d'emploi pour le développement la filière maraîchère sur le territoire
- Conserver le caractère environnemental du site et l'étendre géographiquement, en maintenant le corridor écologique le long de l'Allier.

Table 3

- Préserver les espaces naturels et les terres agricoles, en limitant l'artificialisation des terres et contrôlant l'étalement urbain.
- Maintenir et impulser l'agriculture périurbaine pour faciliter les échanges entre les milieux urbains et ruraux.
- Renforcer le positionnement stratégique de l'Ecopôle comme interface privilégié pour optimiser le lien entre le monde rural à l'est et urbain à l'ouest.
- Adapter l'alimentation et les modes de distribution aux besoins des producteurs et des consommateurs.
- Favoriser les circuits courts, l'installation d'ateliers de transformation et de solutions innovantes.
- Mettre en place des espaces d'expérimentation à l'image de l'Ecopôle afin de créer un archipel d'Ecopôles.
- Adapter les pratiques culturelles (particulièrement maraîchères) aux changements globaux (préservation de la ressource en eau, sécheresse, etc.)

Annexe 16 : Détail des prospectives du jeu de territoire à l'Ecopôle

La carte de 'diagnostic' de table 3, intitulée « l'Ecopôle un vecteur de rayonnement pour la biodiversité et une agriculture en devenir ». Les participants à cette table ont mis en évidence la proximité de certains centres urbains de taille différente ; ils ont représenté les lieux de résidence des personnes qui fréquentent le site Ecopôle. L'ouest du territoire à partir de la rivière est considéré principalement urbain (même si la population qui habite en ville peut être reliée aux espaces ruraux ou avoir eu des expériences en milieu rural). Les habitants de la métropole viennent à la recherche des sites naturels et/ou de loisirs. Sur le site même, les urbains rencontrent des ruraux. Des habitants du Livradois-Forez fréquentent les espaces proches de la métropole, en tant que visiteurs ou bien opérateurs sur le site (travailleurs). Il est mis en évidence dans le diagnostic des zones 'à préserver' au nord du territoire, ce sont des espaces à forte production agricole de type conventionnel sur la plaine de la Limagne. Le rayonnement de l'Ecopôle est signifié par l'écoulement de la production sur les communes périurbaines proches, et aussi sur un espace plus vaste du fait de son attractivité culturelle et patrimoniale. Une 'voie verte' pour la circulation des personnes traverse le site Ecopôle et longe le territoire aux bords de l'Allier.

Le diagnostic est complété par les deux autres tables. Une idée qui ressort est l'Ecopôle comme un 'territoire connecté' et un 'centre d'expérimentation' en matière d'alimentation. La question de l'agriculture et de l'alimentation est centrale et liée aux évolutions des modes de vie. L'Ecopôle fait partie d'un réseau plus large de dynamiques agricoles innovantes, toutes avec des points de distribution de la production en proximité. Il se veut 'exemplaire', notamment dans l'équilibre entre culture et nature. Sa gouvernance implique une diversité d'acteurs, dont des collectivités territoriales, des chercheurs et des associations. Le site accueille une diversité d'activités, de loisirs, initiatives de biodiversité, d'éducation et de sensibilisation. Le projet alimentaire de l'Ecopôle est axé sur l'expérimentation et l'éducation plutôt que sur la production. L'agriculture à l'Ecopôle et sur le territoire avoisinant est diverse, avec de l'éco-pâturage, du maraîchage, de l'apiculture et de grandes cultures dans la plaine de Limagne (au nord). L'agriculture a contribué à la renaturation du site, autrefois industriel. L'Ecopôle est géré de manière sociale, notamment par l'insertion et la mise en place d'espaces-test agricoles. Le site est de plus en plus fréquenté, avec une diversité d'utilisateurs, dont des pêcheurs, des promeneurs, des naturalistes, des fêtards et baigneurs. Cependant, cette diversité d'utilisateurs conduit parfois à des conflits. De nouveaux usages du site émergent, comme les vols de drones. L'Ecopôle est donc un lieu de connexion et d'expérimentation au sujet des pratiques agricoles et alimentaires, avec une diversité d'activités et d'utilisateurs. Il y a néanmoins des défis à relever en termes de cohabitation des différents usages et de gestion des impacts des nouveaux développements (comme le projet de contournement routier et la présence d'une usine).

Dans l'étape 'scénario', la table 3 a dessiné un territoire 'en transition', ils ont appelé le scénario « Ecopoles = un réseau de site pour accompagner la transition alimentaire » (Figure 8). La transition envisagée montrera une réversion des taux migratoires en faveur de la campagne. En même temps l'espace rural sera fourni d'arbres fruitiers pour faire face aux défis alimentaires de demain. La zone périurbaine aux bords de l'Allier gagnera en élevage des petits animaux - par une agriculture de type familiale ou 'paysanne'. De nouvelles activités économiques liées à l'alimentation des populations apparaîtront le long de l'Allier : l'installation d'un drive « fermier », et des ateliers de transformation et conservations d'aliments. Un risque de sécheresse est annoncé en 2021 (phénomène qui a effectivement eu lieu en 2022). Enfin, plusieurs sites 'carrières' sur l'Allier sont susceptibles de devenir des lieux pour la reproductibilité de l'Ecopôle.

Les deux autres tables ont aussi fait chacune un scénario prospectif. Des apports complémentaires sont à souligner : dans dix ans, l'Ecopôle sera un espace de cohabitation harmonieuse d'usages, axé sur la diversité et l'innovation. Ses défis internes, tels que la gestion des pratiques non autorisées et la maîtrise de l'expansion urbaine, seront résolus, permettant au site de rayonner davantage sur le territoire environnant. Le scénario évoque une résolution de problèmes d'usages actuels, permettant à l'Ecopôle de devenir un espace où les différentes activités cohabitent de manière harmonieuse et les flux de visiteurs sont bien gérés. L'importance de la préservation des espaces naturels face à l'extension urbaine est soulignée. Le site ne sera pas uniquement centré sur la dynamique alimentaire, mais comprendra une diversité d'activités. Le volet agricole de l'Ecopôle, bien qu'il ne vise pas à produire en quantité pour satisfaire les besoins de la population locale en produits locaux, aura une vocation démonstrative. L'objectif sera de faire en sorte que l'expérimentation et l'éducation soient viables économiquement. La gouvernance du site sera élargie, intégrant plus de partenaires et de soutiens financiers. L'agriculture continuera à être une activité centrale de l'Ecopôle, mais en tant que modèle et exemple de réhabilitation ou renaturation réussie, plutôt qu'un site de production. Les réussites du site vont influencer les pratiques agricoles environnantes. Les contrats avec des laboratoires de recherche feront de l'Ecopôle un terrain privilégié pour la recherche appliquée, contribuant à son rayonnement. Le site tendra vers une autonomie maximale, réutilisant les matériaux par des moyens tels que le compostage et l'utilisation du fumier pour amender les espaces de culture. La préservation de la biodiversité restera le fil conducteur des activités du site, avec le maintien d'activités de tourisme nature. Le site continuera à servir d'interface entre le milieu urbain et le milieu rural, drainant des produits des zones rurales environnantes, et servant de point de transformation et de redistribution vers les zones urbanisées. L'espace test de l'Ecopôle va générer des emplois locaux, principalement agricoles. La gestion et le financement du site sera inclusif et exemplaire pour rendre cette vision possible.

Annexe 17 : Appropriation de la commande par les étudiants ACTERRA : définition du territoire et de la question centrale

La définition du territoire et de la question centrale pour la prospective est un travail réalisé par les auditeurs ACTERRA, encadré par des enseignants-chercheurs et le commanditaire. La problématique est ainsi définie : *'Représenter l'écosystème dans lequel s'insère le projet alimentaire et agricole de l'Ecopôle du Val d'Allier par le biais du Jeu de Territoire en identifiant notamment le(s) territoire(s) concerné(s), les acteurs et les flux et dégager des priorités d'actions'* (ACTERRA et al., 2021). L'objectif fixé par les étudiants est de *'représenter les acteurs, identifier les enjeux du système alimentaire et agricole de l'Ecopôle et de son territoire à différentes échelles, et de mettre en évidence les actions engagées ; cela afin d'alimenter la rédaction du Schéma Directeur de l'Ecopôle (outils de planification) en proposant des visions de ce que pourrait devenir le site'* (ACTERRA et al., 2021).

Les acteurs ont dressé un diagnostic prospectif à l'aide du dessin sur un fond de carte (figure 8) qui inclut la métropole à l'est et les communes rurales à l'ouest avec une partie du PNT Livradois-Forez représentée. Les auditeurs font le choix de laisser en évidence l'espace bâti, et marquer la rivière Allier sur le fond de carte. L'analyse des productions révèle des enjeux à échelle territoriale : au niveau du site en lui-même et du territoire concerné par l'action. Les auditeurs notent sur le choix de l'échelle mobilisée : *'L'échelle de la carte a été choisie assez large, pour que les joueurs ne se concentrent pas uniquement sur le site de l'Ecopôle mais voient un territoire plus grand. L'exercice était plus difficile mais a permis d'étudier les interactions de l'Ecopôle avec son territoire.'* (ACTERRA et al., 2021).

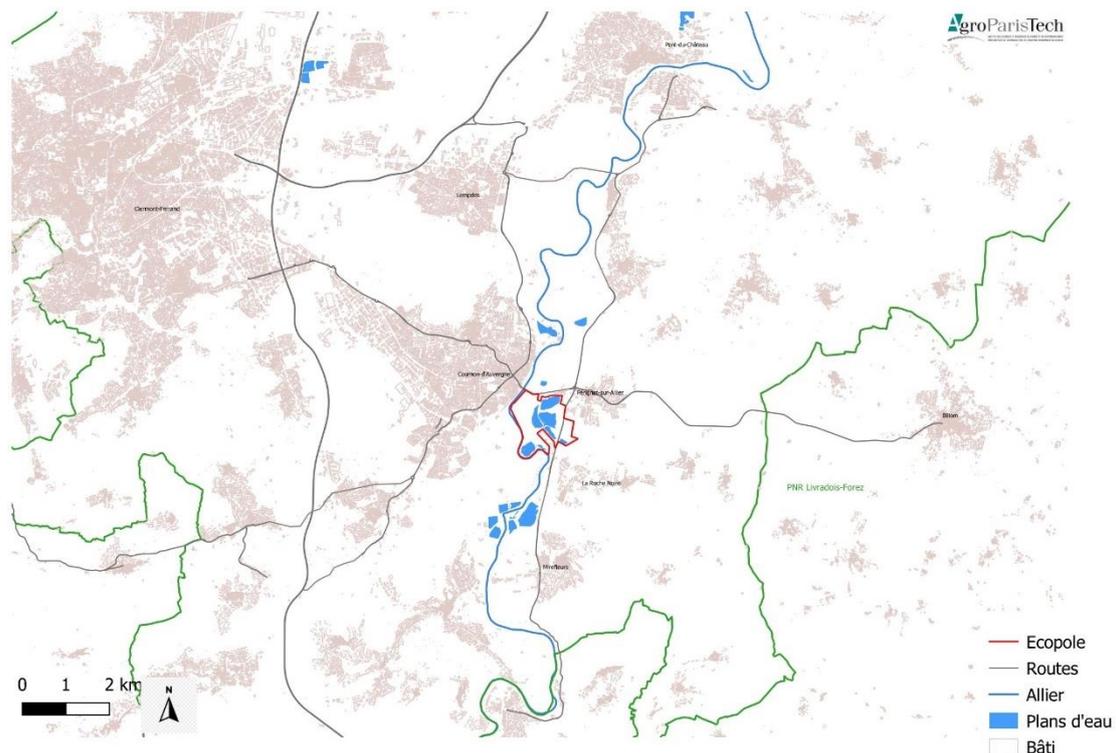


Figure : Fond de carte utilisé lors du jeu de territoire à l'Ecopôle (2021). Réalisée par les ACTERRA.

Les auditeurs ont précisé le terme d'*'écosystème alimentaire'* comme un *'ensemble de milieux naturels/socioculturels interconnectés, composés d'acteurs en relation via des flux (informations, matière, énergie, économiques, humains) différentes échelles d'interactions autour du thème de l'alimentation.'* (ACTERRA et al., 2021). Est ainsi définie une échelle territoriale pour la prospective.

La question centrale est : *‘En quoi et comment l’Ecopôle s’inscrit dans la dynamique alimentaire de demain ?’* Les auditeurs font le choix de formuler trois hypothèses en relation à cette question centrale : *‘1. L’Ecopôle est une ressource pour l’écosystème alimentaire ; 2. L’Ecopôle s’insère dans un écosystème alimentaire multiscale ; 3. L’Ecopôle représente un modèle innovant pour répondre aux enjeux alimentaires de demain.’* (ACTERRA et al., 2021).

Dans l’étude réalisée par les étudiants ACTERRA, l’Ecopôle est considéré comme un espace à part entière, à caractériser, en prenant en compte les dimensions idéelles, matérielles, et organisationnelles dans une approche par les ‘ressources’. Les étudiants proposent une lecture des principales caractéristiques jouant un rôle dans l’écosystème alimentaire environnant (ACTERRA et al., 2021).

Déroulé et fonctionnement du jeu de territoire de l’Ecopôle

Le jeu de territoire comporte deux parties, la partie ‘diagnostic’ et la partie ‘scénarios et actions’. La partie diagnostic s’appuie sur des fiches thématiques *‘qui retracent le contexte territorial de l’Ecopôle et ses caractéristiques’*. Confectionnés par les auditeurs ACTERRA à la suite des entretiens et analyse de documents fournis par les acteurs. Un total de 10 fiches a été créé :

- Un site en économie circulaire
- Contexte socio-économique
- Valoriser le patrimoine et les initiatives locales
- Une gouvernance partagée
- Agriculturez-vous
- Production maraîchère et fruitière
- Produire, transformer et commercialiser localement
- Renaturer, protéger et accueillir
- Expérimenter et partager
- Sensibilisation, éducation, usages

Pour la phase de diagnostic les joueurs (acteurs participants) sont distribués sur trois tables de cinq joueurs chacune. Chaque joueur doit à son tour parcourir les fiches, sélectionner l’information principale à partager avec les autres joueurs de sa table et enfin dessiner sur le fond de carte l’information retenue. Il est important que chaque joueur dessine sur la carte une information qu’il souhaite représenter. Vers la fin de cette phase l’ensemble de joueurs doit choisir un titre pour la carte, puis un rapporteur présente aux autres tables en plénière les principaux enjeux qui ressortent de cette première phase.

La phase scénario et actions, vise à projeter les joueurs dans une prospective à 10 ans pour construire un scénario autour de *‘l’alimentation et de l’agriculture sur le site de l’Ecopôle et son territoire’*. Les joueurs sont libres d’échanger entre eux et débattent ensemble pour construire le scénario. Progressivement, les idées retenues par les joueurs sont dessinées sur la carte. A nouveau, en fin d’étape, les joueurs choisissent un titre à leur carte. Pour terminer, chaque joueur complète une fiche action (Figure 9) avec l’action considérée selon lui comme prioritaire.

<u>ACTION N°</u>	<u>Thématique</u> <u>Enjeux</u> ⇒
<u>Description</u>	<u>Parties prenantes</u> ⇒
<u>Quand</u>	<u>Moyens à engager</u> ⇒

Figure : 'fiche d'action' du jeu de territoire de l'Ecopôle (2021). Réalisé par les auditeurs ACTERRA.

Enfin un temps de restitution collectif permet aux différentes tables de partager leur scénario et pistes d'action, ainsi que de faire un retour de la méthodologie du jeu de territoire.

Pour chaque table, il y a eu un auditeur ACTERRA animateur, un autre observateur de contenu, et un troisième joueur dans la prospective '*en tant qu'invité extérieur de l'Ecopôle*'.

Analyse des 'enjeux du territoire' et systématisation de pistes d'action pour l'Ecopôle.

À la suite de l'atelier participatif, l'objectif principal est de rassembler et d'analyser les données recueillies lors des phases précédentes. A l'aide de l'équipe pédagogique, les auditeurs ACTERRA se donnent comme objectifs intermédiaires : *représenter un écosystème appuyé sur l'analyse des discussions ; analyser, mettre en perspective les résultats du jeu à partir de données de l'observation ; synthétiser les informations apportées et construire une analyse critique.* (ACTERRA et al., 2021).

Chaque équipe d'animateur-observateur-joueur s'est réuni pour synthétiser les informations de leur table. Un descriptif du contenu des étapes diagnostic et scénario est réalisé pour chaque table, une synthèse d'enjeux de la table, la mise au propre (digitalisation) des dessins des acteurs, et un tableau qui reprenne l'ensemble d'action proposés par la table. Tous ces éléments systématisés sont inclus dans leur plaquette '*Le jeu de territoire pour mieux comprendre le rôle de l'Ecopôle dans son écosystème alimentaire*' (ACTERRA et al., 2021).

L'ensemble des auditeurs ACTERRA travaille ensuite dans une analyse transversale du jeu de territoire, ce qui a permis de dégager 4 grands types d'enjeux : *2 contextuels, relatifs à ce qui gravite autour de l'Ecopôle, et qui encadrent et déterminent la faisabilité des autres enjeux ; 2 enjeux centraux focalisés sur le site l'Ecopôle, ce sont des enjeux opérationnels, des objectifs de réalisation que l'Ecopôle se donne ; 3 enjeux de résultats qui correspondent à des finalités et des impacts plus larges sur le territoire, sur la société, sur les secteurs alimentaires et agricoles ; 1 enjeu transversal que l'on retrouve dans tous les autres : la communication (à différencier du marketing territorial).* (ACTERRA et al., 2021).

Un dernier travail de systématisation et analyse des informations du jeu de territoire consiste à identifier et suggérer des 'liens actions-enjeux'. Certaines actions sont spécifiques à un seul enjeu et d'autres sont toutes transversales puisqu'elles répondent à plusieurs enjeux à la fois. Il est possible à partir d'une action de remonter aux enjeux auxquels elle se rattache, ce qui permet ensuite de les prioriser selon l'importance de l'enjeu et le nombre d'enjeux qui seraient touchés par l'action. Des schémas action-enjeu sont proposés par les auditeurs. Le travail de classer les actions selon leur objectif pourra alimenter l'élaboration du futur Schéma Directeur.

Enfin sur leur rapport les auditeurs répondent aux hypothèses de base, à savoir :

- H1 : L'Ecopôle est une ressource pour l'écosystème alimentaire.
- H2 : L'Ecopôle s'insère dans un écosystème alimentaire multiscalair.
- H3 : L'Ecopôle représente un modèle innovant pour répondre aux enjeux alimentaires de demain.

Les hypothèses sont vérifiées par les auditeurs ACTERRA. L'hypothèse 1 est argumentée selon que l'Ecopôle est un bien commun, un point de convergence et d'expérimentation sur le territoire, grâce à des ressources et usages multiples. L'hypothèse 2 est vérifiée du fait que pour répondre à ses enjeux, l'Ecopôle active ses ressources à différentes échelles. L'hypothèse 3 évoque que la conjugaison de ressources activées aux différentes échelles pourrait faire émerger des modèles innovants.

Annexe 18 : détail de ma participation au projet de l'Ecopôle

Les premières réunions concernent la rédaction du cahier de charges. Le 19 mars 2021, le SEAT du Val d'Allier organise une réunion à la Mairie de Pérignat-ès-Allier, intitulée 'Actualisation du plan de gestion de l'Ecopôle du Val d'Allier'. Le SEAT présente les deux volets financés par l'Appel à projet : LOT 1 : évaluation du plan de gestion ENS et de l'ensemble du site par indicateurs de suivi, LOT 2 : nouveau plan de gestion écosystémique et multi partenarial, et fiches d'action. Ensuite le SEAT fait un 'rappel d'enjeux et d'usages du site de l'Ecopôle du Val d'Allier'. Ce temps de travail réuni 20 participants autour du Schéma Directeur, la réunion est animée par le SEAT, et la LPO présente la méthode de travail. Chacune de six structures qui participent de la co-rédaction se présente très rapidement. Il est décidé que le Schéma Directeur sera un document unique qui intégrera le Plan de Gestion ENS et le Plan Guide d'Aménagements.

Un temps de réunion entre la Régie de Territoires (la directrice et moi-même) et le SEAT (le président et le chargé de mission du SEAT) est organisé fin mars, qui me sert à l'appropriation du terrain. Un deuxième temps de réunion est organisé entre moi-même, le chargé de mission et un nouveau stagiaire du SEAT sur le sujet de l'élargissement de la gouvernance. Ce temps de réunion a servi à obtenir des informations sur le projet de l'Ecopôle et à délimiter la portée de la thèse et du stage.

La date du COPIL s'approche et le groupement décide de préparer la présentation et organiser la prise de parole. La LPO anime la première partie de la réunion avec une prise de notes au fur et mesure sur un fichier Word projeté dans la salle, aux yeux des participants. Lors de cette séance, en tant thésard, j'ai réalisé une présentation de résultats partiels des entretiens menés, et un débat autour de l'enjeu du volet agricole et alimentaire. La suite du travail, notamment la préparation du support Powerpoint pour le COPIL, est poursuivie via une plateforme en ligne accessible à chaque structure du groupement. Chaque partie est remplie par les acteurs du groupement. Une validation finale est réalisée par le SEAT et la LPO.

Une réunion précise entre la Régie de Territoires et VEDI est organisé le 03 juillet, afin de travailler sur la définition de l'axe social. Ces échanges ont abouti à une définition de l'axe social, à un recensement des données clés à tenir compte, et aux enjeux associés. Le travail est introduit dans la plateforme en ligne.

La réunion du COPIL le 7 juillet 2021, en présence des élus du territoire²⁴⁰ et de gestionnaires du site de l'Ecopôle, avait pour objectif une discussion et validation des enjeux sur quatre axes thématiques définis au préalable : Axe 1 : Environnement et biodiversité ; Axe 2 : social et vivre ensemble ; Axe 3 : agricole et alimentaire ; Axe 4 : économie circulaire et valorisation du site ; et un point spécifique sur l'Ecopâturage. La LPO était le 'chef de file' pour préparer cette réunion, avec l'aide de plusieurs acteurs qui ont contribué, par la prise de parole ou le registre des échanges (et ensuite un compte rendu). Ce jour-là, la présentation se fait en cinq parties, un acteur différent présente à chaque tour le bilan par axe, avec ses propres actions et celle des autres acteurs, et juste après les enjeux et objectifs associés. Entre chaque axe, une discussion est ouverte, certains élus ont pris la parole en interaction avec les membres du groupement. L'ensemble des enjeux et objectifs présentés au COPIL sont validés à la fin, par unanimité, avec la prise de parole (en dernier) du président du SEAT, Jean Pierre Buche. La suite du travail concernera le plan d'actions.

²⁴⁰ Mairie de Pérignat sur Allier, Maire de Mur sur Allier, Maire de La Roche-Noire, Conseil Municipal des Martres-de-Veyre, Billom Communauté et Mont d'Arverne Communauté.

À la suite de la réunion, un compte rendu final est élaboré²⁴¹, et validé par le SEAT. Les personnes présentes au COPIL ont été classées dans le compte rendu selon : 1) les élus membres du SEAT, structure gestionnaire du site de l'Ecopôle du Val d'Allier, 2) les membres de l'équipe salariée du SEAT et des techniciens invités, 3) les membres du groupement : LPO, Régie, Nature aux Pattes, Ilots Paysans, Rural Combo et l'Agence Vous Etes D'Ici. Les noms des personnes apparaissent dans le compte rendu du COPIL.

Lors du COPIL (2021), le Schéma Directeur (SD) est défini comme *'un document à disposition de tous les acteurs : élus, techniciens, usagers, gestionnaires. Il permet à la fois de faire un état des lieux de l'avancée du projet, de ses acteurs, de ses contraintes, ses enjeux, et de décliner un programme d'actions opérationnelles sur les 5 ans à venir : priorisation, budgétisation, et feuille de route.'* L'originalité du Schéma Directeur est triple : il se combine au plan de gestion de l'Espace Naturel Sensible d'Initiative Locale (ENSIL), il propose une transversalité des stratégies de développement à partir de 4 axes thématiques porteurs, il permet la co-rédaction par des acteurs parties-prenantes de la gestion et du développement du site et de viser une gestion simplifiée par la suite.

Par la suite, deux groupes de travail se sont réunis. Le premier temps est proposé par la LPO pour aborder l'ensemble d'actions du Schéma Directeur, et le deuxième temps par la Régie de Territoires autour des actions spécifiques du volet agricole et alimentaire.

La LPO propose un travail de *'remplissage collectif des fiches action'*, et VEDI a proposé la méthode d'animation. Un tableau Excel (initialement proposé par la LPO) a été créé, et ensuite les six structures partenaires dans la corédaction du SD ont remplis le tableau, selon leur champ d'action. Le document Excel est le principal support livrable produit, en plus du rapport final (Chaud *et al.*, 2022).

Sur le volet agricole et alimentaire, une dynamique impulsée par la directrice de la Régie, propose un échange entre les acteurs Nature aux Pattes, Ilots Paysans et la Régie de Territoire. D'abord par mail, permettant de formuler un consensus autour de l'enjeu et les objectifs sur cet axe, à destination du COPIL. Une fois ces deux points validés par les élus, une deuxième séance permet d'avancer sur le choix et la description des actions du volet agricole et alimentaire. Cette réunion est réalisée en présentiel au siège social de la Régie, avec la participation de Nature aux Pattes et Ilots Paysans. La méthode consiste à d'abord construire l'ordre du jour sous la question : *Quelles sont vos attentes pour cette réunion ?* et ensuite l'énoncé et classement d'actions sur trois volets : *l'existant (souhaité et non souhaité), les actions à améliorer (sur l'existant), les nouvelles actions (souhaité et non souhaité)*. Une trainée d'actions a été discutée et intégrée au tableau Excel. Il y a eu des sujets non traités reportés pour une prochaine rencontre. J'ai fait le compte-rendu de la réunion.

Le *'Schéma directeur de l'Ecopôle du Vall d'Allier 2020-2030'* est validé lors du COPIL de l'Ecopôle le 31 mars 2022 en présence des élus du territoire²⁴² et techniciens de collectivités territoriales²⁴³. À la suite de la présentation de l'historique de l'Ecopôle par le SEAT, le groupement fait un rappel de quatre axes thématiques validés précédemment, le programme d'action et un budget provisionnel.

Le tableau ci-après, extrait du document *'stratégie alimentaire et agricole de l'Ecopôle du Val d'Allier'* (réalisation propre), synthétise l'ensemble de rencontres avec les acteurs, les buts et réalisation :

²⁴¹ Je réalise la première version, le SEAT contribue par la suite et valide.

²⁴² Présence d'élus de Mairie de Pérignat-sur-Allier, Mairie de Mur-ès-Allier, Mairie d'Espirat, Mairie de La Roche-noire, Billom Communauté et Mond'Arverne Communauté.

²⁴³ Mond'Arverne Communauté, Billom Communauté, Conseil Départemental 63 (CD63), Office Français de la Biodiversité (OFD).

Type de réunion et date	Participants	But	Réalisations
Jeu de Territoire (janvier 2021)	12 acteurs de l'Ecopôle ont participé à l'atelier, et 15 entretiens réalisés Commanditaire : Régie	Représenter les acteurs du territoire intéressés à l'Ecopôle Identifier les enjeux alimentaires et agricoles Trouver des pistes d'action et identifier les moyens Proposer des visions du site	Identification d'enjeux du système alimentaire dans le territoire de l'Ecopôle, cartes diagnostic et scénarios prospectifs. Mise en lien des acteurs
Entretiens	Groupement, Elus, SEAT Réalisées par le doctorant Régie	Enquêter les acteurs sur le volet agricole et alimentaire et sur leur action sur le territoire	Caractérisation des acteurs et leurs trajectoires. Traduction des enjeux en pistes d'actions.
Atelier Schéma Directeur	LPO (animation), Rural Combo, Ilots Paysans, VEDI, doctorant Régie	Créer un support pour les fiches action, afin que chaque acteur puisse y insérer leurs actions	Fichier Excel qui réunit toutes les actions sur les quatre axes
Atelier sur le volet agricole et alimentaire	Régie (animation), Ilots Paysans, Nature aux Pattes	Formulation d'un enjeu commun Explorer les pistes d'action sur le volet agricole et alimentaire	Formulation d'un enjeu Liste d'actions à mettre en place, et points de vigilance
Comité de Pilotage (COFIL) 07/07/2021	Elus du SEAT, technicien du SEAT, techniciens des CC, groupement (les six structures)	Faire un bilan des activités à présenter aux élus, énoncer et débattre autour des enjeux pour les quatre axes.	Validation des enjeux par les élus. Validation de l'enjeu et objectifs du volet agricole et alimentaire
Plan d'action (SD) 30/08/2021	Groupement (les six structures)	Remplissage collectif des fiches action	Création et remplissage du tableau Excel en ligne, identification des difficultés, définition du pilote de l'action, et des critères de priorisation
Atelier sur les actions du volet agricole et alimentaire 06/09/2021	Régie (animation), Ilots Paysans, Nature aux Pattes, doctorant Régie	Partager une vision et discuter autour des actions communes aux structures aborde les actions plus concrètement	Identification d'actions existantes, d'actions à améliorer et de nouvelles actions
Comité de Pilotage (COFIL) 31/03/2022	Elus du SEAT, technicien du SEAT, techniciens des CC, groupement (les six structures)	Présentation du plan d'action et du budget provisionnel	Validation finale du Schéma Directeur, le plan d'action et le budget présentés.

Tableau : liste de rencontres réalisées dans le cadre du terrain Ecopôle. Réalisation propre.

Par ailleurs, des rencontres sur d'autres sujets ont eu lieu à l'Ecopôle, comme l'organisation de l'Ecopolys et la réponse à un Appel à Projet de la Fondation France pour structurer la gouvernance de l'Ecopôle. Ce sont des instances de rencontre qui ont permis les liens et l'interconnaissance entre acteurs.

Lors des réunions, ma prise de note a été centrale afin de garder trace des échanges et contribuer à la rédaction des comptes-rendus (en échange avec le SEAT du Val d'Allier). Lors de chaque réunion, mon cahier de notes permet de garder trace des échanges spontanés avec des acteurs et habitants du territoire. J'ai participé aux deux réunions du COPIL du projet (2021 et 2022), aux ateliers thématiques, notamment sur les volets agriculture et alimentation et l'axe social, aux réunions de l'Appel à Projet Fondation de France pour structurer la gouvernance, et aux réunions publiques : forum d'acteurs et d'organisation de la fête annuelle Ecopolys.



Taller de PROSPECTIVA TERRITORIAL PARTICIPATIVA del partido de Tandil.
Miércoles 17 de agosto, a las 9hs. Campus UNCPBA (Biblioteca Central)

Tenemos el agrado de invitarlo a participar de un taller de debate y aportes sobre el porvenir del partido de Tandil en un horizonte a 20 años y las acciones concretas para los próximos 5 años.

Este momento de intercambio es parte de un proyecto de investigación realizado en el marco de la Red Internacional AgriteRRIs, coorganizado con la Municipalidad de Tandil, la Agencia de Extensión Rural del INTA y la Universidad Nacional del Centro. Contaremos con la participación de una delegación de investigadores, docentes y estudiantes de Francia y Argentina, especialistas en metodologías participativas y prospectiva territorial. Las actividades se enmarcan en los proyectos: I+D A329 SeCyT UNLP ; UE Highlands.3 H2020-MSCA-RISE n°872328 y 15/A692 AGR688/22 FCA-UNMDP.

La pregunta que nos haremos con Ud. y 40 invitados más del territorio Tandil es la siguiente:

¿Cómo generar acciones colectivas que articulen el campo y la ciudad?

Se contará con la participación de representantes de todos los sectores socioeconómicos, de localidades rurales y de la ciudad.

El taller se desarrollará el **miércoles 17 de agosto**, a partir de las **9hs**, en la Biblioteca Central de **Campus UNCPBA (Biblioteca Central)**.

Annexe 20 : fiches des villages - prospective Tandil

Vela

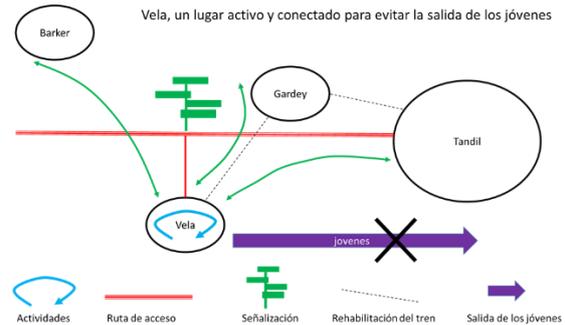
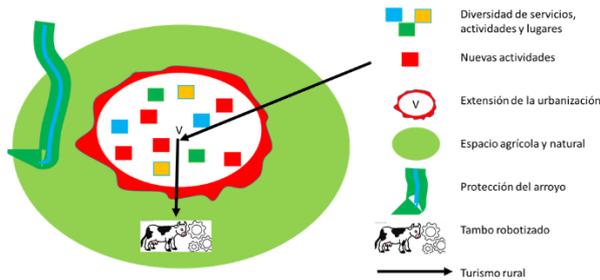
El mapa síntesis de Vela FUTURO

Se demanda una política local para estimular la atracción de Vela, incluso mejorando desde lo visual el acceso.

Propuestas para una transformación de Vela:

- Fortalecer el crecimiento urbano del pueblo que ya ha comenzado: se esperan nuevos habitantes, mas viviendas y, por ende, tendido de infraestructura (por ej.: cloacas).
- Frenar la emigración de jóvenes, por ejemplo, con demanda de empleos y mayor oferta de esparcimiento.
- Proteger los bienes naturales, en particular, el arroyo Chapaleufú.
- Activar los vínculos con Tandil, Gardey, etc. así como con localidades próximas, por ejemplo, Baker (partido Benito Juárez).
- Recuperar el servicio ferroviario.
- Potenciar la proyección del tambo robotizado, considerado como una innovación positiva para Vela. Además de la producción de leche, se espera el procesamiento local de la producción, su comercialización y tener por destino al mismo pueblo, además de las ventas directas a las usinas lácteas de Buenos Aires.
- Incentivar medidas para aumentar el turismo rural, integrando particularmente las visitas al tambo robotizado.
- Como elemento negativo, se solicitan acciones ante la amenaza de las aplicaciones de agroquímicos, en un contexto de fortalecimiento de la conciencia ambiental.
- Un segundo aspecto negativo destacado es la preocupación por el creciente aumento de la violencia y se solicitan medidas de "lucha" contra la violencia.

Vela, un lugar vivo y consciente de su entorno agrícola y natural



Mapa síntesis de Gardey PRESENTE

Gardey es un lugar atractivo, es un lugar de centralidad, por la diversidad de servicios de escala local (salud, educación y administración) y por las actividades económicas, culturales y recreativas varias como, por ejemplo, las fiestas y el turismo. Ello activa flujos jerarquizados, vinculando el pueblo tanto con los parajes y zonas rurales como con los pueblos próximos y la ciudad de Tandil.

El pueblo se posiciona como un nodo intermedio entre las zonas rurales y la ciudad de Tandil por la oferta de servicios y por la valorización de los productos agropecuarios. Actúa como un polo de atracción tanto para habitantes rurales como para turistas. Se destacan además vínculos entre los jóvenes de Gardey y de Vela.

Se observa un proceso de crecimiento inmobiliario tanto por el financiamiento público (barrio Procrear) así como inversión privada. El pueblo es elegido residencia permanente por habitantes de la ciudad de Tandil y de otros orígenes demostrativo de moviidades residenciales.

Dentro de las dinámicas territoriales negativas de base económica se reconoce el uso de agroquímicos en el área de influencia próxima al pueblo, que ha requerido una zona de exclusión.

Mapa síntesis de Gardey FUTURO

-Mas conexión por ruta y por tren

-Fortalecer y/o activar la prestación de servicios, de rubros comerciales especializados como, por ejemplo, una tienda de productos agropecuarios.

-Construcción de un espacio cultural para el encuentro comunitario (fiestas, exposición de artesanos, etc.) y/o un predio ferial para ampliar la valorización/venta de productos locales agropecuarios y artesanales, a fin de proyectarse hacia otras jurisdicciones.

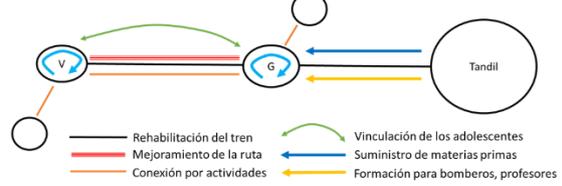
-Fomentar el turismo familiar sustentable para lo cual debería aumentarse la zona de exclusión por el uso de agroquímicos. La producción agropecuaria no puede entrar en conflicto con el desarrollo turístico

-La producción local se vería favorecida por capacitaciones en comercio electrónico.

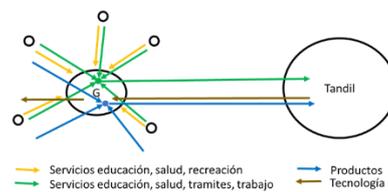
Esta acción favorecería la movilidad de los pobladores rurales, así como a los turistas.

Gardey

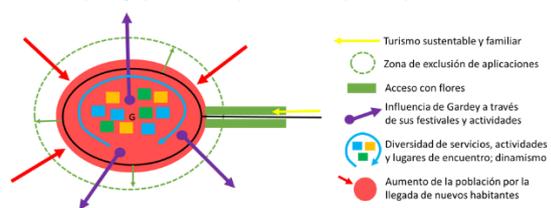
Gardey, conectado a Tandil y Vela



Gardey, un pueblo intermedio entre las zonas rurales y urbanas



Gardey, un lugar para vivir: activo para los residentes y atractivo para los turistas



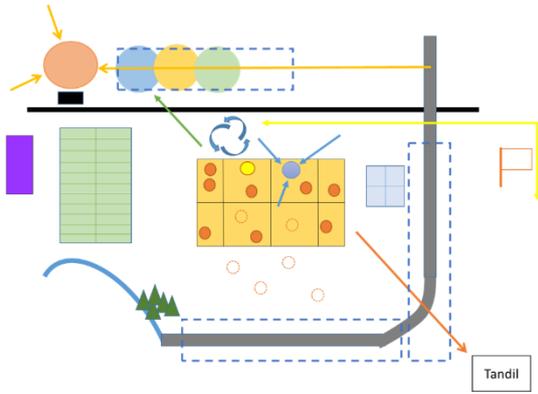
Desvío Aguirre

El mapa síntesis de Desvío Aguirre PRESENTE

El pueblo se presenta como un ejido con viviendas, llamado a escala local "La Gran Manzana" o el Barrio. Esta emplazada aproximadamente a unos 16 km de la ciudad de Tandil, sobre la ruta provincial 74, contenida por dos vías férreas y en parte por el arroyo Tandileofú. Las sierras lo enmarcan por el este - sureste, donde se localiza la cantera Aguirre. La ruta nacional 226 la une a la ciudad de Tandil. La cercanía facilita vínculos diarios y activos, incluso con transporte público de corta distancia. Uno de los comercios emblemáticos es la panadería, al que se suma sobre la ruta un almacén de campo.

Entre los componentes de la estructura del pueblo se destacan instituciones como la escuela y entre los establecimientos industriales están los tambos de proximidad, ubicados próximos a la ruta provincial 74. Fuera del "Barrio" se observa zona loteada de quintas, o sea, de casas secundarias con un pequeño terreno e incluso otros loteos para la construcción de casas para residencia permanente.

Otro elemento estructural lo es el primer parque de paneles solar de Tandil que abastece de energía al pueblo y por supuesto a la ciudad de Tandil. Por último, cabe destacar el aeródromo Tandil, que presta servicios para la aviación civil.



El mapa síntesis de Desvío Aguirre FUTURO

Las propuestas giran sobre tres ejes dominantes.

El primero es urbanización y planificación urbana, con desarrollos inmobiliarios situados entre la ruta, la vía de FFCC y el arroyo. Se trata de estrategias relacionadas con la construcción de infraestructuras (gas, electricidad, rutas, ...), preservando la Gran Manzana. Están avanzando en la construcción de viviendas unifamiliares para nuevos residentes; asimismo, se observa la presencia de una urbanización inducida. Por último, se están desarrollando dos emprendimientos de cabaña orientadas al turismo. Para la prestación de servicios, los pobladores solicitan la creación de una escuela secundaria "de concentración" y la puesta en valor del almacén de campo.

El segundo eje de interés para las transformaciones a futuro es el de parquización en el borde del arroyo, las vías del FFCC y el ambiente de la sierra, visualizando el conjunto como una "reserva natural". Se trata de una ordenación de los espacios verdes que incluyan forestación y ornamentación floral para favorecer el turismo. Se propone crear un museo y construir una sala de convenciones. Como actividades de esparcimiento para el uso turístico, se esperaría la reconversión de las vías férreas en bici-tren, además de habilitar servicios para el alquiler de bicis y los paseos a caballo. Pobladores locales, visitantes y turistas podrían disfrutar de estos atractivos.

El tercer eje de propuestas se focaliza en el Turismo. Se proyecta un plan de desarrollo y aprovechamiento, en gran parte turístico, del otro lado de la ruta. En materia de alojamiento, propician instalaciones de Glamping. Por su parte, en materia gastronómica se propicia habilitar un almacén para la venta de productos locales. Como atractivo natural, se espera organizar visitas al Cerro Redondo con el uso de aerosillas; ello estaría relacionado con la apertura de una escuela de montaña. Y un recurso turístico singular lo ofrece el aeródromo con su aeroclub donde también se podría organizar un centro de entrenamiento para la aviación civil; las actividades posibles serían para el uso de taxis aéreos y para propiciar los vuelos de bautismo y festivales aéreos.

Otros ejes secundarios para los cuales solicitan cambios son: a) seguridad: se pide una patrulla rural; b) construcción de un centro de reciclado en materia del tratamiento de residuos domiciliarios; c) la construcción de un lugar comunitario reciclando los galpones del ferrocarril o los de "PASA".



Fulton



Menú 1 : Dos opciones: guiso de arroz y ensalada de frutas como postre, o milanesa de berenjena con ensalada y tarta de frutos rojos como postre.



Menú 2 : Entrada: empanadas (carne, pollo, jamón y queso, verdura, humita). Plato principal: Ñoquis con salsa a elección (salsa blanca, salsa rosa, boloñesa, cuatro quesos). Bebida: agua saborizada, gaseosa, vino. Postre: flan con dulce de leche y/o crema, helado, frutillas con crema, ensalada de frutas. El menú sería ofrecido en el Almacén.



Menú 3 : Infusión con tostadas de pan de campo, con manteca y lino. Entrada de chorizo de ciervo, cerdo o jabalí, jamón de cerdo o jabalí y queso, plato principal: asado de oveja/vaca con ensalada lechuga y tomate, ensalada de papa, huevo con lentejas y/o porotos, ensalada repollo. Otra opción de plato principal: Sándwich de pollo (con lechuga, tomate, huevo, jamón) con papas fritas. Escabeche de mulita o peludo. Postre: fruta.

Menú 4 : Desayuno: mate con galletitas de elaboración casera. Dos opciones de plato principal: milanesa de cerdo con arroz con queso o pizza. Postre: banana con dulce de leche o ensalada de frutas. Promoción en redes sociales.

Lugares de aprovisionamiento

Producción familiar local

Gallina/pollo (carne), oveja (carne), ciervo (carne), jabalí (carne), huevo (gallina), leche, queso, frutillas, cerezas, frambuesa, tomate, manzana, mandarina, cebolla, zanahoria, lechuga, repollo, verdeo, berenjena, romero, acelga, ciruela, perejil, orégano, lenteja, limón, uva, dulce de leche (escuela), mulita y peludo (caza)

Comercio de Tandil

Lino, pan, naranja, uva, lechuga, repollo, porotos, papa, tomate, queso duro

Almacén de Fulton

Manteca, azúcar, harina, café, té, levadura, gaseosa, agua mineral, arroz, atún, yerba, galletitas

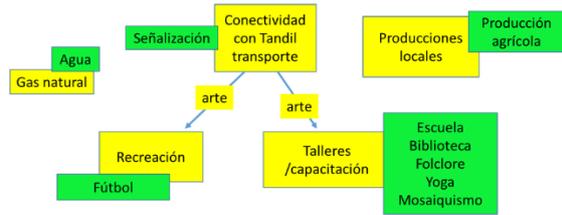
Establecimiento agropecuario

Cerdo (carne), vaca (carne), leche, choclo, papa, trigo, soja, girasol

Azucena

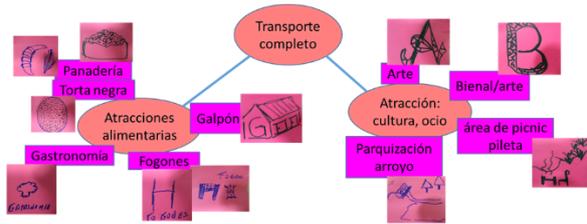
Etapa 1: actividades deseadas

Azucena se inserta en una zona agrícola, por lo que un proyecto podría ser cosechar trigo, producir a partir de ello harina a partir de la instalación de un molino harinero, y usar esa harina como ingrediente para la elaboración de tortas negras (existe una receta de torta negra de la antigua panadería) este alimento fue un distintivo gastronómico del lugar y pretenden recuperarlo. La construcción de una pileta para uso recreativo, principalmente para los niños durante las vacaciones. La pileta demandaría otras actividades como el funcionamiento de una cantina, enfermería, guardavidas. Se vislumbra el funcionamiento de una heladería. La generación de fuentes laborales vinculadas a la actividad gastronómica: se podrían generar a partir del funcionamiento de un galpón gastronómico como punto de encuentro social para organización de eventos, ferias, que sea un lugar para comprar bebidas o comidas para aquellas personas que llegan los fines de semana desde Tandil con fines recreativos, y que hoy solo visitan a la plaza. Otra actividad deseada es el dictado de talleres (ejemplo: reciclado, albañilería, oficios como plomería, electricidad) y cursos tecnológicos. También destacaron la necesidad de contar con conexión de gas natural en el futuro. Otros proyectos para el futuro: La parquización del arroyo (colocación de bancos, luminaria, fogatas), la puesta en funcionamiento de una huerta comunitaria (ya que deben comprar las verduras en Tandil), la construcción de una senda aeróbica para realizar ejercicio físico, la organización de una bienal de arte, donde diversos artistas asistirán para elaborar obras que queden en exposición, la puesta en marcha de un concurso "competencia de parques", esto es propuesto en base a una experiencia observada por una de las participantes en un pueblo de Salta, funcionamiento diario de transporte público que una Azucena-Tandil (actualmente el colectivo funciona dos veces por semana), puesta en valor de la antigua panadería como museo, tener la posibilidad de tener atención médica semanal (no cada 21 días como ocurre en 2022)



Etapa 2: proyectos en marcha

El acondicionamiento y puesta en funcionamiento del galpón ferroviario Escuela, Biblioteca, el Club de fútbol local y su participación en la liga agraria, Talleres (mosaiquismo, yoga, folclore para niños), Funcionamiento de jardín de infantes, colocación de carteles para límite de velocidad, funcionamiento de una sala de salud (la médica asiste cada 21 días), construcción de un cartel para colocar en el acceso (será construido a partir de mosaicos provenientes de cada casa), funcionamiento de un colectivo Azucena-Tandil dos veces por semana, Azucena tiene "la mejor agua de Tandil", que el reservorio subterráneo más grande está allí, funcionamiento de un feedlot, producción de cerdos



Etapa 3: atractivos para el turismo

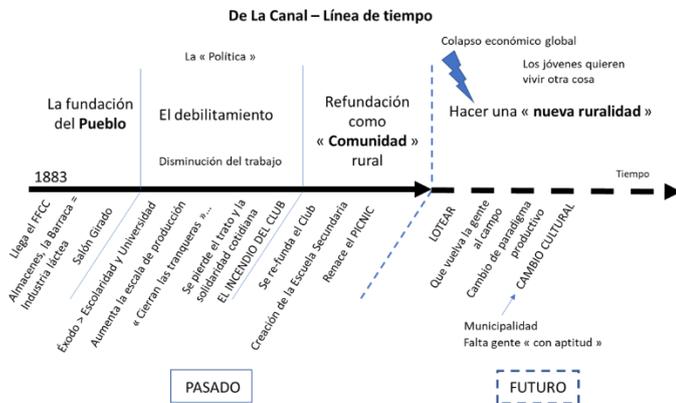
La puesta en funcionamiento del galón, la re-elaboración de la torta negra y el postre Azucena, entre otras actividades gastronómicas, realización del Biennial del arte, parquización del arroyo.

HISTORIA BREVE DE LA LOCALIDAD:

- 1872: Masacre de colonos atribuido a Tata Dios.
- 1879-1880: Antiguo camino. Camino previo al tendido de las vías férreas.
- 1883: Creación del ferrocarril. Se produce la llegada de una gran ola de inmigrantes. Se nombran muchos actores vinculados a la creación del ferrocarril, entre ellos el matrimonio Girado-De la Canal, donante de las tierras a quien el pueblo debe su nombre. También mencionaron la figura del acopiador de cereales. En el año 1890 apareció el primer almacén y más tarde, otro. A partir de 1904, surgen pequeños tambos dedicados a la industria láctea. En 1929 se funda "La Barraca". Tiempo después, se instaló una tercera llamada "El Quebracho". Esos actores y esa población arbolaron la localidad con plantas traídas por el ferrocarril. Apareció también el comercio como nueva actividad, dando lugar a la creación del almacén de ramos generales.
- 1930: Creación del "Club Girado". En este salón se consolidó la sociabilidad, se bailaba, eran donde se hacían las reuniones de la comunidad. En 1950, se transformó en la iglesia (la Capilla) y posteriormente, en 1973, se convirtió en un taller.
- 1951: Fundación del Club De la Canal.
- 1954: Se hace el primer "Picnic", que se convertirá en un evento representativo del asentamiento. En principio, solo se convocaba a los hombres. Luego de dos años, empiezan a participar las familias. En 1963, se crea el campeonato de truco.
- 1962: Fundación de la Liga Regional Agraria.
- 1963: Se inicia un diálogo sobre el tema catastral con el dueño de la tierra.
- 1967: Se produce un accidente en cual fallecen tres personas. Se trató de un evento significativo para la comunidad.

De La Canal

PARTE 1



PARTE 2

- Fines de la década del '60: A partir de este momento y durante toda la década del '70, se da inicio a un proceso de agro-industrialización a escala nacional. Esto derivó en la paulatina desaparición de los pequeños productores con el cierre de las fábricas y tambos locales. Como ejemplo destacan que en 1970 "La Barraca", industria láctea, se transforma en un acopio de cereales. Los actores marcan en este momento la aparición de la escasez, o incluso la desaparición, del trabajo en la localidad. Mencionaron también un nuevo tipo de actor vinculado a la falta de trabajo: se trata del productor capitalizado, cuya actividad implicó un cambio en el transporte y una tecnificación de la producción. Hay concentración en la escala de producción y desarrollo de una agricultura extensiva. Este proceso está vinculado a problemas económicos a nivel nacional.
- Esta situación trajo como consecuencia un marcado éxodo a la ciudad, principalmente por parte de las mujeres, quienes se trasladaron a la ciudad de Tandil en búsqueda de formación y/o trabajo. Además de la posibilidad de cursar los estudios secundarios, podían asistir a talleres de costura, tejido y cocina.
- Por otro lado, del debate surge que la universidad "se llevó" a la juventud y que esta no volvió al pueblo.
- 1973: Surge la sala de primeros auxilios.
- 1972: Se establece la conexión a la red de luz.
- 1980: Se produce la "Gran inundación".
- 1987: Creación de Jardín de Infantes.
- Años '90: Luego del cierre del ferrocarril en esta década, los actores dan cuenta de un evento que atañe a la intimidad de la familia: es lo que llamaron el "cierre de las tranqueras". Se produce una transformación en lo privado de la comunidad. Según ellos, empiezan a debilitarse las ayudas (minga) entre familias. Hay más gente que viene de afuera, como correntinos o paraguayos que no participan de la intimidad establecida entre las familias. En referencia a esto, se habla de una crisis económica y moral. Durante este período desaparece "La Barraca". Un actor visto como el responsable del cierre del ferrocarril es "la política", mencionado así en forma general.
- 1995: Se da un "renacimiento" de la comunidad como entidad política o, más bien en su dimensión pública. Este renacimiento se vinculó a un acontecimiento dramático sucedido ese año: el incendio del club. Seis años después, en el año 2001, la comunidad logra reinaugurar el club. Este hecho permitió fortalecer los lazos entre los pobladores. A partir de este momento, el Picnic, evento que llevaba años sin realizarse, se "refundó". Mencionaron dos procesos vinculados al incendio: 1) unión de la comunidad y 2) resurgimiento del Picnic.

Al respecto, unos actores mencionados son los antiguos fundadores de la comunidad, quienes fueron espectadores de esa desaparición del club que conmocionaron a los más jóvenes. De todas formas, el actor más importante es la Comunidad que no solamente aparece como "población", si no que toma parte activa en la reconstrucción. También, es la comunidad quien hizo posible la creación de la escuela secundaria en la década del 2000 como resultado de esta dinámica.

2013: Productores queseros locales (Fábrica la Juanita, entre otros) se nuclean junto a otros pequeños, medianos y grandes productores del partido de Tandil para conformar un Clúster.

Eventos de porvenir

Lo primero que se mencionó es el deseo que vuelva gente al campo. En ese sentido mencionaron el deseo de una emergencia de una nueva ruralidad, o sea "una ruralidad con gente". Para que eso ocurra, es necesario "tener terreno", o sea hay que lotear, es decir, realizar la división catastral (reordenamiento territorial). Esto implica un cambio de paradigma en la actividad productiva: es necesario/posible, dadas las condiciones actuales, producir a menor escala. Asimismo, señalaron que para acompañar este proceso de cambio en la economía global, es necesaria la intervención y acompañamiento del estado municipal.

El segundo acontecimiento deseado es se vuelva a vivir mancomunadamente tanto en lo público como en lo privado. Reconocen que la comunidad en la esfera pública es activa, pero esa misma comunidad en lo que compete a la vida privada, ya no existe. Se refirieron a ese acontecimiento deseado como "que vuelva la vida en comunidad a lo diario". En este sentido, remarcaron que para que esto sea posible, debería darse un "colapso económico global". No obstante, a partir de este análisis señalaron la falta de gente con intereses y/o aptitudes para vivir en el campo. En relación con lo anterior, una situación ineluctable que mencionaron es que los jóvenes no desean vivir en la ruralidad, ya que buscan una experiencia diferente. Según los participantes, esto juega en contra del porvenir de la localidad.

Un tercer elemento debatido durante el plenario fue el turismo rural. En general, los participantes concuerdan en que el asentamiento posee potencialidades para el desarrollo de actividades turístico-recreativas. De hecho, recientemente el asentamiento se ha vinculado con la Red de Turismo Rural.

Finalmente, los actores plantearon la necesidad de una "refundación", en la que se contemple todo lo señalado anteriormente.

Annexe 21 : Réglementation du groupe Kermesse Rurale pour les événements (fait avec les agents de la mairie) et plan d'aménagement des tables à l'intérieur de la 'grande tente'

Reglamento de grupo para eventos "Kermese Rural"

Requisitos para inscribirse o participar:

1. Podrán participar emprendimientos rurales con productos (bienes) con valor agregado en origen, en los rubros alimentos, artesanías (decoración, reciclado), textiles, arte, entre otros; de pueblos o parajes rurales del partido de Tandil.
2. Respecto a productos alimenticios: habilitación o autorización puntual (*) de bromatología.
3. Productos no alimenticios deben cumplir con dos requisitos: 1) tener la habilitación o monotributo social (mínimo) 2) que el proceso de elaboración del producto implique valor agregado en origen.
4. Se prohíbe la reventa.

El día del evento, cuestiones operativas:

5. Participar de la instalación o montaje de los puestos de venta en la carpa, garantizando una presencia mínimamente dos horas antes de la apertura oficial del evento (ejemplo: si empieza a las 12 hs venir a las 10 hs).
6. No se permite el uso de pava eléctrica. Se proveerá un dispenser con agua fría y caliente.
7. Se proveerá: tablonces y caballetes para el armado del espacio de exposición y venta, sillas, decoración general u ornamentación, cartelera identificando cada pueblo o paraje, tomas eléctricas.
8. Respetar el espacio asignado que ha sido acordado con anterioridad. Ser solidario con el otro.
9. Deberán llevar: alargues y artefactos de iluminación individual.

A modo de sugerencia:

10. Teniendo en cuenta que el espacio es acotado, se debe seleccionar una cantidad razonable de productos para la venta (visibles) y guardar la mercadería de reposición en un lugar no visible para el público con el fin de preservar el orden visual.

Valores de grupo que debemos fomentar:

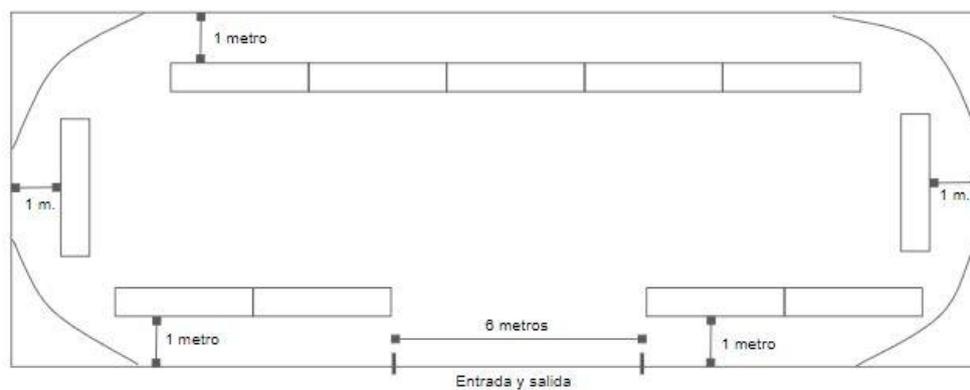
- Responsabilidad
- Solidaridad
- Respeto
- Tolerancia
- Convivencia

(*) para solicitar una autorización puntual se debe: 1) notificar a la Secretaria de Desarrollo Productivo (municipio de Tandil), 2) contactar la Dirección de Bromatología, 3) el día del evento asistir con el documento de autorización otorgado.

La propuesta se inscribe en la política "KMO, hecho en Tandil".

Plano carpa grande

Croquis carpa (sin puestos)



Dimensiones de la carpa:
20m x 8m

mesas de 2,7 metros

Initiatives/dispositifs

Los alcances territoriales de las iniciativas o dispositivos (en desarrollo o proyectos) que se clasifican y enumeran a continuación, se corresponden con un abanico de posibles objetos de estudio, ya que incluyen lo urbano y lo rural en sus actividades, actores y espacios. Dos criterios fundamentales identificados a partir del terreno de la Ecopôle (Francia) son: la diversidad de actores (y la noción de multiterritorialidad) y el juego de escalas (conceptualmente se puede relacionar a las horizontalidades y verticalidades). Otros criterios pueden surgir de la elección del terreno en Tandil (Argentina), lo que contribuiría a las miradas cruzadas (a desarrollar durante el tercer año de la tesis).

Desde la Secretaría de Desarrollo Productivo (DP) y Relaciones Internacionales (RI) de la Municipalidad de Tandil, u otra área, como actor principal, piloto o impulsor:

- La cooperación descentralizada a través de la Red Mercociudades (de Ciudades Intermedias).
- Dinámicas de intervención de equipos técnicos en Turismo (relacionados a una Planificación Estratégica con la Universidad, a las carreras de Turismo y a una Asociación de Guías Turísticas) que hicieron diagnósticos tipo Juego de Territorio en los pueblos rurales para relevar las “necesidades” (en cooperación con la Universidad, a través del programa de Turismo Rural).
- Dispositivo de coordinación de las huertas agroecológicas, relaciona tres huertas ubicadas en los barrios: Villa Aguirre (en el terreno de una Iglesia Evangelista), en Villa Italia (en un Centro Comunitario), en la movediza (predio desde el 2018 (al lado del Centro Comunitario). Intervienen Trabajadoras Sociales, coordinadores de Huertas, voluntarios y beneficiarios de asistencias económicas desde el municipio.
- Ensayos en el campo “el arraigo” (21ha), puesta en marcha de producciones agroecológicas (Zapallo, teff y mijo, colmenas). Se proyecta (desde la Dirección de Asuntos Agropecuarios) una planificación a 5 años para “poner en crisis los modelos”: el agroecológico y la propuesta de AAPRESID “en transición”. Se utilizará la plataforma PUMA para seguimiento de las experimentaciones. Además, existen numerosas “vinculaciones interinstitucionales” y se realizó tres encuentros de agroecología.
- Parque industrial. En particular el proyecto de relocalización de un nuevo predio en Vela, ya que la demanda de parcelas por parte de empresas es muy elevada actualmente. El predio del parque se encuentra “en expansión” (segunda etapa con lotes a ocupar, caminos en construcción). Existe una “área industrial” asociada, por fuera del perímetro del parque, que está ocupada por dos grandes empresas: una industria de madera y otra de acero. Se coordina desde la Dirección de Industria Comercio y Fomento de Negocios. El ente administrador es la Municipalidad, aunque existe una Comisión Directiva con representantes privados.
- Proyecto Escuela de Talento (se obtuvo un financiamiento de 25 millones, es previsto de ubicar la Escuela en un predio cerca del dique, en el área urbana).
- Proyecto Desarrollo Armónico: se propone algo representativo en cada pueblo: FabLab en Fulton; asociado a una demanda de alumnos de la Escuela (orientación al agro, maquinarias),

una sala de elaboración comunitaria en Vela, asfaltar el camino entre Vela y Gardey. También se proponen para el conjunto de los pueblos: una feria itinerante, sendas turísticas.

- Proyecto Tren Turístico, con la reactivación de la línea ferroviaria desde Capital Federal, una consecuencia sería la vuelta del “tren turístico”, que pasa por Gardey y Vela (ver si pasaría por otros: De La Canal, Iraola). Se aprovecha para dinamizar el comercio en los pueblos con la visita de turistas, organizar eventos o fiestas en el tren (ejemplos: la fiesta de la cerveza, del cordero).
- Sala de elaboración comunitaria, que se ubica sobre la calle Colon (hay otras; en la movediza y ...). Al interior de la sala, hay un punto de venta “gracias a la vaca”, ubicado en el centro, que se abastece de tres espacios de elaboración ubicados en los laterales de la sala: la asociación “savia serrana”, que es interesante por su trayectoria (creación en 2004) y dinámicas de “articulación” con instituciones (producen licores y mermeladas). Las otras dos salas de elaboración: una es de “harinas” y otra “sin harinas” y reciben emprendimientos individuales. Por la elevada demanda de instalación de emprendedores, se asocia a este dispositivo la iniciativa CODO, en la que se habilitan cocinas en casas particulares para la elaboración y venta de alimentos transformados.
- Centros de acopio y reciclado “punto limpio”.
- Coordinador de los pueblos rurales: desde el municipio hay una persona encargada de recorrer los pueblos (Carlos Balbín), haciendo de nexo con el intendente. Actualmente acompaña a la delegada de Vela (debido a recientes conflictos, entre ellos una pueblada). En ocasiones lleva alimentos a los puestos rurales más aislados (por ejemplo, a las numancias).
- Fiesta de la empanada en Gardey: organizada en colaboración entre el municipio (Dirección de Turismo) y grupos de emprendedores, instituciones, clubes y cooperadoras locales.

Por la parte académica existen trabajos a considerar, tal vez no como objeto de estudio, pero por aportes conceptuales, o bien colaboraciones:

- Desde la Universidad del Centro se desarrolla una diversidad de proyectos de investigación: ACTECH (oferta y demanda en el agro, Belén Arditi, Isabel Camio), APEDIT (focus group con 20 empresas de Tandil para conocer las demandas, coordina Christian de la Secretaria DP y RI), becas CIN, tecnologías 4.0, ...
- Equipos (locales) de investigación (2 o 3) que tienen sus propios criterios de organización para intervenir en los territorios. Se realizaron diagnósticos prospectivos en los pueblos (de tipo “juego de territorio” según Marcela). Una parte de las acciones se enmarca en la Planificación Estratégica Tandil (turismo, periodo 2010-2020), ha finalizado, pero no ha habido una evaluación.
- AGRITERRIS lleva adelante investigaciones en Tandil hace 20 años (numerosos trabajos previos a relevar e integrar como antecedentes en la tesis).
- “custodios del territorio” (sitio web), desde la Facultad de Cs. Veterinaria. Se hacen inventarios eco sistémicos, apuntando a generar “corredores ecológicos” para aumentar la biodiversidad. La creadora es Andrea Casseli (de Tandil).

Desde un enfoque de cadenas agro-alimentarias, se presentan estructuras y organizaciones en proceso de desarrollo:

- Las fiestas populares realizadas por los actores principales de la cadena, en conjunto con la Municipalidad (en particular la Secretaría de DP y RI). Se relaciona con desafíos económicos en cuanto a lo comercial, de recreación para el habitante y atracción turística. Además de contribuciones directas e indirectas al desarrollo de las marcas de Tandil (DOT en salames).
- Los clústeres: lechero, porcino, vitivinícola, celíaco, cervecero, ... estos dos últimos en fase de emergencia. [ver si hay dispositivos u/o instancias de gobernanza por fuera del clúster, vinculación con instituciones, y entre ellos, de tipo coordinación...]
- Principales empresas de quesos, salames y otros productos agropecuarios: Cagnoli, Don Atilio, el Amanecer (cooperativa), entre otras. [ver si hay dispositivos u/o instancias de colaboración entre las empresas y que incluyan otros actores]
- Cooperativa Agrícola Ganadera, exportación de granos al puerto, capacidad de acopio elevada (400000 TN al año), nuclea gran parte de productores de Tandil. Hay un predio en proximidad a la ciudad de Tandil (además de la oficina central), dos en Gardey y uno en Vela. Acopian: Maíz, Cebada, Soja, ...

Desde el territorio, políticas públicas que relacionan instituciones, sectores políticos y económicos, la sociedad civil:

- Debates contemporáneos como, por ejemplo: la ordenanza de regulación para el uso de agroquímicos. Hubo una manifestación pública el día de la votación, luego distintos oradores toman la palabra en el Teatro del Fuerte, aunque sin consensos: “esto es un fraude, no es una audiencia pública”, “ecologistas vs productores”, ... Participaron: la cámara empresaria de Tandil, el Colegio de Ingenieros Agrónomos de la provincia de Buenos Aires, productores, el Circulo de Ingenieros Agrónomos, AAPRESID, la cámara industrial de Tandil, la asociación de aplicadores, BIOS nodo Tandil, Cooperativa Agrícola Ganadera, observatorio de derechos de discapacidades de Tandil, entre otras personas sin organización/institución.
- Documentos de planificación: Plan Desarrollo Territorial (planificación urbana).
- Documentos de planificación: OPDS (reglamentación provincial de la explotación de canteras); se define un “área protegida”: la poligonal.
- “*Gestión asociada*”: una visión común, de “no competición”, hacer en “conjunto”. En la realidad hay distintos actores, por un lado, el municipio (policy makers) con Marcela, y por otro un entramado de instituciones.
- “Marca Tandil”: reúne 90 instituciones (algunas pocas respondieron un formulario google, ver con Fernando).

Desde los privados, y en articulación (o no) con el sector público (Estado)

- Lugares con potencial turístico y con grandes desafíos sociales y ecológico: las cavas, ...
- Agricultores agroecológicos e innovadores (empresarios familiares)

- La granja pedagógica “las cavas”, que además es un emprendimiento de visitas turísticas a las cavas “artesanales”, cuentan la historia de los primeros “piquetes”. Es un emprendimiento (entre otros) que se ubica en el Cordón de los Libertarios, que incluye: cierras del tigre, valle picapedrero y el paseo pionero.
- Comercios: presencia de comercios “integrales”, restaurantes “veganos”, KO “venta directa” el Monarca con productos de Tandil (regionales). Calle Colon y Calle Balbín. Distribuidores.
- “HuARTE”, proyecto de huerta urbana que combina el “arte”, antes de la pandemia era un terreno baldío.
- Emprendedoras en los pueblos: en Gardey, para la elaboración de alimentos, tienen asistencia desde el municipio (capacitaciones, ANRs). En Fulton los alfajores y otros productos, no hay articulación regional (integración a un circuito turístico, escalar la producción), proyecto “regreso a los andenes de antaño”.
- Grupos de productores CREA, Cambio Rural (antes) [ver rol del INTA].
- “Picnic” en De La Canal, es un almuerzo que reúne a numerosas familias de la zona (1500 personas, en febrero), es una actividad organizada por los vecinos del lugar, en un predio cedido por un agricultor conocido.
- Torneo de “Futbol agrario”, entre todos los pueblos se organizan torneos los fines de semana. Gran parte de los habitantes participan.

Agencias, asociaciones u organizaciones sociales:

- Centro IDEB: Agencia de Desarrollo Territorial de Tandil, vinculada a nivel nacional con FADELRA (<https://fadelra.org.ar/>). Se encarga de generar el nexo entre las líneas de financiamiento público y las empresas. Cerca de 200 líneas relevadas se difunden desde la agencia.
- la Agencia de Cooperación e Inversiones (ACI). La agencia nace en 2018 por un convenio entre rector (la Universidad) y el intendente (Municipio), aunque por el momento solo el municipio lleva adelante la iniciativa. Cuenta con un equipo de tres personas (incorporadas recientemente). Se trabaja sobre tres ejes: comercio exterior, cooperación para el desarrollo del territorio (necesidades locales o potenciales vínculos del afuera), atracción de inversión externa a la ciudad.
- Asociación de vecinos contra el uso de agroquímicos (1/2 son habitantes de Gardey)
- Movimiento Evita: huertas familiares (una de ellas en Gardey) y “mercado en tu barrio” en las plazas (y eventos).
- MTE Rural (y MOCASE, Córdoba): 1) Calmaterra (cultivo agroecológico, familiar, vida comunitaria). Vinculados a la Universidad. 2) Eco-ladrillos (briquetas), contacto Marcelo Stipch (ver con Fernando).
- Instituto Mixto Tandil (turismo): se creó en 2004, con dos representantes de cada asociación de: hoteleros, guías, cabañas, pymes, cámara empresarial. El instituto tiene una reglamentación propia. Financiado por una “tasa de turismo”.

Otros:

- Escuela Agraria Ramon Santamarina: los alumnos atienden al turista, les comentan las practicas que realizan. Producen el queso “Banquete” (marca de Tandil) y miel. Es una escuela agrotécnica con secundario y terciario con orientación en “alimentos”. Es un “hogar escuela”.

Acteurs rencontrés

Municipalidad de Tandil, Secretaría de DP y RI:

- Marcela (AGRITERRIS)

Directores dentro de la Secretaría de DP y RI:

- Cintia, Dirección de Industria Comercio y Fomento de Negocios
- Cristian, Dirección de Asuntos Agropecuarios
- Lolo (reemplazado el 10/12 por ...), Dirección de Turismo

Equipos técnicos de la Secretaría:

- Mauro, en la coordinación de empleo (y actividad privada en el sector inmobiliario), Flor y Matías trabajan en el área de empleo (ver documento sobre líneas de ayudas económicas).
- Lautaro, Aixa y Kevin, en la dirección de Asuntos Agropecuarios. Martin, ex coordinador de salas elaboradoras comunitarias (actualmente se dedica a su proyecto privado, poco disponible, entrevista telefónica), es asesor técnico del INTA en alimentos.
- Gabriela, en la gestión del Parque Industrial, instalación de empresas, dinámicas de exportación e importación, en la Dirección de Industria Comercio y Fomento de Negocios.
- Luciana y Lucrecia, técnicas en la Dirección de Turismo (además guías locales).
- Nicolás, encargado de la parte Relaciones Internacionales, acompaña a Marcela en el proyecto mercociudades.
- Independiente que presta servicios a la Secretaría: Nacho (ingeniero agrónomo), coordinador de las iniciativas agroecológicas. [contacto generado con la asociación Pachamama de Clermont-Ferrand].

Personal del municipio en otras áreas:

- Carlos, que es el “coordinador de los pueblos”
- Natalia y Julieta, trabajadoras sociales de la Secretaria de Desarrollo Social. Trabajan con las huertas en los Centros Comunitarios (en Villa Italia en este caso).
- Nico, encargado de las huertas de Villa Aguirre y Villa Italia (en esta última antes era Mañuco, pero se fue)

Investigadores de la Universidad:

- Fernando, Subsecretario de Arte, Ciencia y Tecnología, trabaja en Relaciones Internacionales.
- Pablo, Secretario de Ciencia Arte y Tecnología.
- Graciela (geografía)
- Valeria. Equipo Turismo Rural. Asesora Cambio Rural (6 productores)
- Guillermina

Agricultura:

- Andrés, de la Cooperativa Agrícola Ganadera
- Atilio, productor agropecuario. Ingeniero agrónomo. Productor de frutillas agroecológicas; establecimiento “la bombilla”
- Damian, Monte Callado (produce con arado mancera), productor de harina integral.
- Contactos Atilio: Alias, Hugo, Diego.
- Jorge Gonzalo, hizo su doctorado en Francia. Trabaja en investigación aplicada, es coordinador de agricultura de CREA Mar y Sierras. Ha realizado todo tipo de “ensayos”.
- Daniel (INTA), tablas NRC (nutrición animal). Habla 8 idiomas, asesor de gobiernos.
- José María, contacto posible a través del TIC II.

En la sala de elaboración comunitaria:

- Araceli, de la cooperativa “savia serrana”, Silvia Gerez (tesorera), Analía (Secretaria)
- Romina, productora de pastas caseras en la sala de calle Colon, hace 6 años.

Turismo:

- Jorge, 86 años, miembro fundador de la Asociación de Guías (2004), actualmente recomendado por Hoteles.
- Lucrecia, además de trabajar en la Secretaría de DP y RI, tiene un emprendimiento privado “Eco-Sierras”
- Marie Helena -> guía de la “Ruta de los sabores” que incluye: fabrica dulce, escuela granja, posta pampa, 4 esquinas. Asesora Cambio Rural (6 productores)
- Matías, recorrida viñedos “cordón blanco”
- Fernanda, presidente de la Asociación de cabañas (considerada actor clave)
- Claudio, cabañas “Cerro Redondo” (ver contacto con Atilio)

Cadenas agroalimentarias

- Lucio, coordinador del Clúster Quesero (a contactar)
- Liliana, hija del fundador de la empresa Cagnoli, además preside la Fundación Banco de Alimentos (a contactar)
- Quesos “Don Atilio”, Ángeles es hermana de Matías (vive en Francia).

- Armando, cervecería “Quarryman”: hicieron la primera cerveza con materias primas de Tandil, participaron de la fiesta de la cerveza del tren turístico (Gardey-Vela), y de la october-fest local.
- Lolo, dueño de Época de Quesos: antes una posta carreta (en la época de Santamarina)
- José, socio fundador de la cooperativa “El Amanecer”.

En Gardey

- Andrea, delegada municipal.

En Fulton

- Romina, atiende el almacén principal, recibe turistas y charla seguido con investigadores.

En De La Canal

- Oscar, Tiene la concesión del almacén de campo en De La Canal

Otros contactos generados

- Juan, consejero escolar. Participa de la organización de los comedores escolares (los alumnos reciben el almuerzo en las escuelas).
- Willy, que es asesor en el consejo deliberante. Participa del proyecto huertas.
- Rolando, trabaja en el puesto de diarios. Miembro de la asociación de artesanos (que se encuentran en la plaza independencia).

Contactos por generar

- Néstor, autor de libro de historia de Tandil.

Dynamiques territoriales

Planificaciones estratégicas en curso: esta dinámica revela una controversia en el hecho que estas planificaciones están concebidas por actores externos al territorio (consultorías), por ejemplo, la Planificación Estratégica Tandil, que por limitaciones de financiamiento no permite su desarrollo como ha sido previsto, y en la práctica ocurren acciones individuales que se anexan a estos programas (en sentido inverso a lo habitual, al menos en el caso francés).

Diversas investigaciones en curso, algunos de ellos sobre: reutilización de materiales, tecnologías 4.0,

Aportes No Reembolsables (ANR), capacitaciones y seguimiento: es un dispositivo de asistencia económica para emprendimientos que no requiere reembolso (de \$10000 a \$300000). Es llevado a cabo por la municipalidad, desde la Secretaría de DP y RI. Hay distintas líneas: comunes, arraigo y asociativos (varia el monto de la ayuda). Uno de ellos es orientado al “arraigo”, para fomentar el cinturón frutihortícola. Una parte de los ANR apunta a jóvenes entre ... y ... años.

Instalación del paradigma de la agroecología: experimentaciones (sitios específicos e iniciativas aun no identificadas), discursos en espacios públicos, ordenanza local y legislaciones provinciales.

-> Desarrollo de huertas urbanas, asociadas a los centros comunitarios barriales: por un lado, las huertas comunitarias/barriales: en las zonas de la movediza, villa Aguirre y villa Italia, que apunta en

primer lugar a las necesidades de los barrios, merenderos, luego al desarrollo del mercado local, el cinturón frutihortícola (a futuro). Por otro, emprendimientos familiares, por ejemplo: espárragos orgánicos (que apuntan a un “publico gourmet”, con certificación y para exportación a futuro), productores de hidromiel, huertas y gallinas (para huevos).

-> Campo el “arraigo”: convenios con la asociación Sabia Serrana (puntual para industrializar zapallos agroecológicos producidos el primer año), convenio con Épicos (molino) y el clúster “Sin-Tac” para producción de harina para celíacos.

Flujos entre pueblos rurales y centros, comerciales, de aprovisionamiento y servicios: los pueblos se abastecen a través de sus almacenes: con viajantes, en distribuidoras situadas en la ciudad de Tandil (hay varias), con productores/transformadores en cercanía para ciertos alimentos (pastelitos, panificados, etc.).

Desplazamientos domicilio-trabajo: Hay gente que habita Gardey y trabaja en Tandil. Se puede observar en valor de la tierra, el patrón de construcción, el valor de casas. El almacén Vulcano juega un rol importante. Se destaca la calidad de vida (ver Guillermo Velázquez). Las farmacias están concentradas en la ciudad (95%), por una cuestión de cotas para el territorio.

Tandil “Polo Tecnológico”: desarrollo tecnológico y en particular de softwares (desmaterializado); desde la Facultad de Cs. Exactas se realización trabajos para EE. UU.: Disney Pixar; en relación con los submarinos. Empresa de software local trabajan para empresas de antivirus a nivel mundial (cf. Trend Micro).

Zonas en proceso de urbanización: numerosos proyectos inmobiliarios para la creación de “barrios”, más o menos cerrados, más o menos difundidos. Ubicados en las cercanías de Tandil. Ciertos pueblos (Fulton, De La Canal, ...) no poseen superficie disponible para la construcción de viviendas.

Construcción acelerada de inmuebles y viviendas: a pesar de la pandemia, las construcciones continúan y se aceleran en Tandil.

Instalación de habitantes de territorios externos: en particular profesionales y empresarios de elevado nivel socio-económicos que vienen desde los grandes conglomerados urbanos (Capital Federal), se instalan en la ciudad de Tandil. Además, ciertos habitantes de Tandil se instalarían en Gardey (a corroborar).

Escases del recurso agua: ocurre principalmente en los meses de verano, donde la alta evaporación, escases de lluvias y actividades humanas (piscinas, agricultura con riego: papa y maíz), se confrontan para el uso de un recurso que es escaso. Las consecuencias pueden ser diversas, entre ellas la falta de agua de canilla en las viviendas de Tandil durante ciertos meses del año.

Instalación de empresas: principalmente en el parque industrial, aunque las demandas superan las capacidades de alojamiento de ese sitio, por lo que pueden ocurrir instalaciones por fuera. Se intenta canalizar en nuevos espacios (proyecto en Vela)

Exportación de granos: las cooperativas en Tandil permiten la comercialización de importantes cantidades de grano, en particular con ayuda de nuevas tecnologías que facilitan la manipulación (silo pulmón) y conservación de granos (sistemas de aireado).

Fiestas populares: la fiesta del salame, reúne empresas de chacinados (5 principales: Cagnoli, las Dinás, estancias integradas, ... y ...), el clúster quesero, emprendimiento 4 esquinas (de Azucena), emprendimiento de alfajores (Fulton), Ju-ca en la fabricación de cuchillos, Oxido Pampa

(implementos para fuego), “gracias a la vaca” punto de venta de las salas de elaboración comunitaria, emprendimientos como “Almafit”, puestos de venta de cerveza, de comida (queso, carne gourmet) y un gran asado. También hubo un stand de la Secretaría de DP y RI (municipalidad) y una maqueta con el proceso de elaboración del salame.